

## >> 1. RAPPORT DE PRÉSENTATION

2. PROJET D'AMÉNAGEMENT & DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

3. RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET RÈGLEMENT ÉCRIT

4. ANNEXES

5. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT & DE PROGRAMMATION



Mairie de Inzinzac-Lochrist  
Place Charles de Gaulle  
56650 INZINZAC-LOCHRIST

Téléphone : 02 97 85 30 30  
Télécopie : 02 97 85 30 40  
[www.inzinzac-lochrist.fr](http://www.inzinzac-lochrist.fr)

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du 04/11/2019

Le Maire,  
Armelle NICOLAS





# **SOMMAIRE**

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>5</b>
A. PRÉSENTATION DE LA COMMUNE	
B. CONTEXTE DE LA RÉVISION GÉNÉRALE DU PLU	
C. CONTENU DU PLU	
D. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	
E. RÉSUMÉ NON TECHNIQUE	
 <b>SECTION I. PORTRAIT DE TERRITOIRE</b>	 <b>19</b>
A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN	
B. DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT	
C. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	
 <b>SECTION II. JUSTIFICATIONS DU PROJET DE PLU</b>	 <b>113</b>
A. CHOIX RETENUS POUR L'ÉLABORATION DU PADD	
B. CONSOMMATION D'ESPACE	
C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE	
 <b>SECTION III. COMPATIBILITÉ AVEC LES DONNÉES SUPRA-COMMUNALES</b>	 <b>171</b>
A. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU CODE DE L'URBANISME	
B. LOI DU 2 FÉVRIER 1995 DITE 'LOI BARNIER'	
C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	
 <b>SECTION IV. ÉVALUATIONS DU PLU</b>	 <b>197</b>
A. INDICATEURS	
B. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (TOME 2)	
 <b>ANNEXE : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT (VERSION COMPLÈTE)</b>	



.



**A. PRÉSENTATION DE LA COMMUNE**

**B. CONTEXTE DE LA RÉVISION GÉNÉRALE DU PLU**

**C. CONTENU DU PLU**

**D. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

**E. RÉSUMÉ NON TECHNIQUE**

### PRÉSENTATION ADMINISTRATIVE

Inzinzac-Lochrist est une commune située en région Bretagne, dans l'ouest du département du Morbihan. Elle est intégrée au Syndicat Mixte pour le Schéma de Cohérence Territoriale du pays de Lorient qui regroupe 30 communes.

Au sein de l'aire urbaine de Lorient, bordée par le Blavet sur ses contours sud et est, la commune s'étend sur 4 467 hectares. Elle se situe à un peu plus de 15 km au nord du centre-ville de Lorient et à une vingtaine de kilomètres du littoral atlantique. Ses cinq communes limitrophes sont : Hennebont, Caudan, Calan, Lanvaudan et Languidic.

Inzinzac-Lochrist comptait 6 471 habitants au 1er janvier 2015 (INSEE, population municipale légale), soit une augmentation de plus de 7% par rapport à 2010. Sur le territoire, cela correspond à une densité de 145 habitants au km<sup>2</sup>, un chiffre compris entre les moyennes départementale et intercommunale (108 habitants au km<sup>2</sup> pour le Morbihan, 272 pour l'Agglomération).

Situation de INZINZAC-LOCHRIST dans l'agglomération de Lorient



### L'INTERCOMMUNALITÉ

Au sein du Pays de Lorient, Inzinzac-Lochrist forme avec 24 autres communes la Communauté d'Agglomération du pays de Lorient qui constitue la troisième agglomération la plus peuplée de Bretagne après Rennes et Brest, avec 206 982 habitants (INSEE, population totale 2013).

L'intercommunalité exerce ses compétences dans les domaines suivants :

- développement économique (parcs d'activités, portage et accompagnement de projets) ;
- organisation des transports collectifs (acquisition de bus, définition du réseau) ;
- collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers ;
- production d'eau potable, distribution, assainissement ;
- gestion des eaux pluviales en zones urbaines ;
- protection, mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie ;
- construction et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (Cité de la voile Eric Tabarly, golfs, patinoire, espaces découvertes...) ;
- développement touristique et maritime (ports de plaisance, pôle course au large, centres nautiques...) ;
- habitat et cohésion sociale (Programme Local de l'Habitat, subvention à des programmes définis) ;
- développement de l'enseignement supérieur et de la recherche (financement de l'Université et de l'Ecole d'ingénieurs...) ;
- développement des nouvelles technologies (boucle haut-débit) ;
- promotion du territoire.

## POURQUOI ÉLABORER LE DOCUMENT ?

### Historique des documents d'urbanisme de la commune

La commune de Inzinzac-Lochrist a approuvé son premier Plan d'Occupation des Sols le 10 décembre 1992 et son premier PLU le 11 septembre 2007.

Ce dernier document a été modifié le 27 novembre 2012, révisé le 4 juillet 2013, mis en compatibilité le 20 novembre 2013, mis à jour le 6 octobre 2016, et modifié le 18 septembre 2017.

Lors de sa séance du 12 décembre 2016, le conseil municipal a souhaité revoir son document d'urbanisme pour des raisons liées, d'une part au contexte local et aux nouveaux projets envisagés et soutenus par la municipalité ; d'autre part au contexte juridique et aux importantes évolutions législatives opérées depuis 2007 (notamment les lois Grenelle I et II, et plus particulièrement la loi ALUR) ; enfin à l'évolution du contexte supra-communal (révision du SCoT).

### Les objectifs de la révision générale

Le conseil Municipal de Inzinzac-Lochrist a prescrit la révision générale de son PLU par délibération en date du 12 décembre 2016. Les objectifs énoncés lors de cette décision sont les suivants :

- « Favoriser l'emploi et les activités économiques sur la commune
- Préserver et valoriser la qualité des paysages, et des espaces naturels et agricoles qui concourent à la qualité de vie remarquable sur la commune et à son attractivité
- Maîtriser les nuisances et les activités polluantes sur le territoire pour contribuer à la préservation du cadre de vie des habitants
- Identifier avec force le territoire comme étant vecteur d'activités touristiques et sportives
- Questionner le développement urbain de la commune et favoriser la réhabilitation du bâti existant afin de permettre de conserver l'équilibre ville/campagne qui fait son identité
- Développer les liaisons entre les différents pôles de la commune et vers les pôles extérieurs (communes limitrophes)
- Travailler les déplacements dans la continuité du plan de mobilité durable réalisé en 2015 sur la commune (favoriser la mise en œuvre du PMD)
- Maintenir le dynamisme de la commune qui repose sur la présence de commerces de proximité, d'un tissu associatif riche et d'une offre de services adaptée au territoire, mais aussi sur une offre culturelle la distinguant sur le Pays de Lorient. »

### LA DÉMARCHE DE RÉVISION ENGAGÉE

#### Les études sources

- Le diagnostic de la commune, comprenant des volets formes urbaines, Socio-démographie, économie, équipements, déplacements,...) ;
- l'Etude Paysagère Lorient Agglomération (2016) ;
- l'actualisation de l'inventaire des zones humides des cours d'eau par le SAGE Blavet ;
- le zonage d'assainissement des eaux usées ;
- la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux pluviales ;
- l'Evaluation Environnementale ;
- la pré-étude d'Aménagement Foncier et ses apports au diagnostic sur les volets agriculture et environnement.

#### La concertation

Les modalités de la concertation ont été précisées dans la délibération de prescription du 12 décembre 2016, comme suit :

- « *S'appuyer sur les outils de démocratie participative mis en place par la commune et associer les habitants au diagnostic (démarches et actions citoyennes)*
- *Mettre en place une exposition avec mise à disposition de registre*
- *Organiser des réunions publiques aux stades importants issues de la procédure réglementaire (diagnostic, PADD, arrêt du projet)*
- *Diffuser des informations relatives à l'avancement des travaux dans la presse locale, le journal municipal, sur les panneaux d'information et sur le site internet de la commune*
- *Associer les représentants des communes limitrophes à des réunions thématiques relatives à la révision du Plan Local d'Urbanisme sur des enjeux intercommunaux. »*

Cette concertation s'est notamment traduite par la mise en place spécifique d'ateliers articulant concertation et formation (sur les formes urbaines, les outils du PLU, les OAP...) des habitants d'Inzinzac-Lochrist jusqu'à l'arrêt, processus rythmé par des réunions publiques d'information lors des grandes étapes de la procédure.

#### La réunion publique de lancement

Le 18 octobre 2017 a eu lieu la première réunion publique relative à la révision générale du PLU, suite à l'information faite du lancement de la procédure dans la presse locale.

#### Les réunions publiques de formation et construction du PADD

Durant le premier semestre 2018, les habitants de la commune ont pu participer à des ateliers de formation sur les outils du PLU ou encore les formes urbaines, avec un atelier du 19 avril 2018 plus particulièrement été consacré aux pistes pour le PADD.

Les grandes orientations du PADD ensuite débattu par la commune ont été rappelées lors de l'atelier public le 24 janvier 2019.

#### L'exposition

Une première exposition itinérante s'est déroulée de l'automne à l'hiver 2018. Voyageant depuis la mairie jusqu'au TRIO de Lochrist, l'objectif de cette exposition déclinée en huit panneaux était de présenter les grandes lignes du diagnostic territorial associées aux grandes lignes du projet d'Aménagement et de Développement Durables établi par la commune. Il s'agissait ainsi de vulgariser les questions dont s'occupe le Plan Local d'Urbanisme ainsi que son déroulement, afin de le rendre accessible à tous.



Les habitants d'Inzinzac-Lochrist ont été informés de cette exposition par voie de presse et d'affichage en mairie notamment.

#### Troisième réunion publique : l'arrêt de projet

Le 12 février 2019 a été présenté le projet de PLU dans sa globalité, afin d'ouvrir une dernière fois l'échange avec les habitants de la commune avant d'arrêter le document entier en conseil municipal.

#### Les Personnes Publiques Associées (PPA)

Les Personnes Publiques Associées ont participé à toutes les étapes importantes de la procédure, d'abord lors de la présentation du Porter à Connaissance de l'État et du ScoT le 03 juillet 2017, puis lors de la présentation du diagnostic et des orientations du PADD le 28 mai 2018, enfin lors de la présentation du projet d'arrêt du PLU le 11 février 2019.

Certaines PPA ont par ailleurs pu être sollicitées ou tenues informées ponctuellement afin de guider la procédure de PLU, comme la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, l'Audélor (au titre du SCoT), Lorient Agglomération (au titre du programme Local de l'Habitat ou du Plan de Déplacements Urbains), le SAGE Blavet...

Le 13 novembre 2017, une réunion rassemblant des élus de Hennebont et d'Inzinzac-Lochrist a notamment permis de faire émerger les principaux enjeux intercommunaux à prendre en compte avec attention dans le PLU en révision : le Blavet, les déplacements, la centralité de Lochrist-Langroix.

En outre, pendant toute la procédure, les élus et les services de la commune étaient à disposition des habitants et les documents communicables étaient consultables en mairie ou sur le site internet de la commune.

Les personnes intéressées ont eu une nouvelle fois l'occasion de s'exprimer sur le projet de PLU et de faire valoir leurs observations lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 juin au 26 juillet 2019. A l'issue de cette Enquête, la commissaire-enquêtrice a rendu un avis favorable assorti de réserves et recommandations au projet de PLU présenté.

Conformément au Code de l'urbanisme, le dossier de PLU comprend :

- un rapport de présentation ;
- un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- un règlement comprenant la règle écrite et des documents graphiques ;
- des annexes (périmètres divers) dont les servitudes d'utilité publique.

L'ensemble des pièces composant le PLU doivent être cohérentes entre elles, et plus particulièrement s'articuler autour du PADD.

### Le rapport de présentation

*(art. L 151-4 du Code de l'urbanisme)*

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de

vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

### Le Projet d'Aménagement & de Développement Durables

*(art. L 151-5 du Code de l'urbanisme)*

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Le PADD du PLU de Inzinzac-Lochrist a fait l'objet d'un débat en conseil municipal le 25 juin 2018.

### Les Orientations d'Aménagement et de Programmation

*(art L 151-6 et L 151-7 du Code de l'urbanisme)*

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

[...]

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patri-

moine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.

zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger.

Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire.

Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées.

Le règlement peut délimiter les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée.

Il se compose d'une règle écrite et de documents graphiques. Ces documents composant le règlement s'imposent aux projets dans un rapport de conformité, c'est-à-dire que les règles énoncées doivent être strictement respectées.

#### Le règlement écrit

Ainsi, les OAP exposent de façon synthétique, sous la forme de fiches écrites et de schémas pour les principaux lieux de projet à venir : les enjeux urbains, les principales affectations et orientations de programme ainsi que les principes de composition urbaine.

Elles sont reportées dans un document spécifique du PLU intitulé « Orientations d'Aménagement et de Programmation » : on y retrouve 4 OAP sectorielles et une OAP thématique « Cadre de vie ».

Les OAP sectorielles s'imposent aux opérations d'aménagement et de construction dans un **rapport de compatibilité** et non dans un rapport de conformité ; l'OAP thématique comporte quant à elle des préconisations.

Les OAP sont elles-mêmes en cohérence avec le PADD d'une part, et avec le règlement et ses documents graphiques d'autre part.

## **Le règlement**

(art. L 151-8 et suivants du Code de l'urbanisme)

Le règlement fixe, en cohérence avec le PADD, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3.

Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les

Il décline les différents types de zones et la réglementation qui s'applique ; il comprend en outre 4 annexes qui viennent compléter le règlement (annexe 1 : emplacements réservés ; annexe 2 : bâtiments susceptibles de changer de destination ; annexe 3 : préconisations architecturales pour le bâti ancien rural ; annexe 4 : liste des espèces invasives).

Le territoire couvert par le PLU est divisé en zones et inclut des prescriptions qui s'appliquent à certains terrains, notamment les terrains classés comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer (L. 113-1 du code de l'urbanisme) ainsi que les prescriptions visées aux articles L 151-14 et suivants du Code de l'urbanisme.

### **× Les zones urbaines, dites "zones U"**

Elles correspondent à des secteurs déjà urbanisés et des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

### **× Les zones à urbaniser, dites "zones AU"**

Elles correspondent à des secteurs de la commune à caractère naturel, destinés à être ouverts à l'urbanisation :

- ✓ les zones 1AU immédiatement constructibles ;
- ✓ les zones 2AU nécessitant une modification ou une révision du PLU pour être constructibles

### × Les zones naturelles dites "zones N"

Elles correspondent à des secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- de leur caractère d'espaces naturels.

### × Les zones agricoles dites « zones A »

Elles correspondent à des secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres.

### Les documents graphiques

Le règlement graphique du PLU comprend deux documents :

- ✓ un règlement graphique : il précise et délimite des zones à l'intérieur desquelles un règlement spécifique s'applique ou qui relèvent de dispositions particulières. Ils délimitent ou identifient des secteurs ou espaces faisant l'objet de prescriptions particulières (emplacements réservés, espaces boisés classés...) ;
- ✓ un document graphique annexe intitulé « Paysage & Patrimoine » : il localise les éléments naturels, bâtis ou culturels protégés au titre de la loi Paysage.

### Les annexes, le plan des servitudes d'utilité publique (art. L 151-43 et R.151-51 et 52 du Code de l'urbanisme)

Intégrées au PLU à titre d'information, les annexes constituent cependant une pièce obligatoire du dossier.

Leur utilité est triple : elles servent de :

- complément au rapport de présentation ;
- d'aide à la réalisation des projets ;
- de complément aux dispositions réglementaires du PLU.

Les servitudes d'utilité publique communiquées par le Préfet dans un but d'intérêt général telles que la liste des monuments historiques protégés, les servitudes de passage des canalisations de transport de gaz et d'électricité, les servitudes de protection des transmissions radioélectriques, les servitudes relatives au voisinage des cimetières... sont placées dans ces annexes.



## D. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La mission d'évaluation a débuté en octobre 2017, après réalisation de l'état initial de l'environnement par le maître d'œuvre du PLU mais avant la définition du PADD. L'évaluation a ainsi pu porter sur toutes les pièces du dossier.

**1) L'état initial de l'environnement** a été analysé et a fait l'objet de diverses observations et propositions de compléments (en particulier note du 8 décembre 2017), qui ont été intégrées. Un texte sur l'environnement naturel de la commune a été établi et transmis au maître d'œuvre du PLU le 15 novembre 2018.

**2) Le PADD** a également été analysé et fait l'objet de deux notes qui ont été transmises le 30 mars puis le 3 mai 2018. Des échanges ont eu lieu avec le maître d'ouvrage sur divers points de forme ou de fond.

**3) Diverses questions relatives au projet de PLU** ont été posées au comité de pilotage du 5 novembre 2018.

**4) Les secteurs d'OAP** ont fait l'objet d'une visite sur le terrain puis, pour certains, d'une visite en présence d'élus. Une première note a été transmise le 14 décembre 2018. Une analyse critique de ces secteurs a été présentée en comité technique le 28 janvier 2019. Les échanges sur les OAP se sont poursuivis par la suite, sur les versions successives du dossier d'OAP. Un tableau synthétique des incidences des OAP a été établi, en examinant celles-ci au regard de 16 thèmes environnementaux et en classant les incidences dans cinq catégories allant de «très positif» à «négatif».

**5) Le projet de règlement écrit** a fait l'objet d'une réunion technique avec le maître d'œuvre le 26 décembre 2018. Par la suite, le **règlement graphique** et le règlement écrit ont été analysés de façon approfondie en janvier et février 2019. Les observations ont été portées à la connaissance du maître d'ouvrage à mesure de l'évolution de ces pièces. Toutes les demandes d'explications ou de compléments ont reçu des réponses.

**6) L'analyse des incidences a été double** : par catégorie de dispositions du PLU (PADD, règlement, orientations d'aménagement et de programmation), et par thème environnemental. Les dispositions du projet de PLU ont été croisées avec 17 thèmes environnementaux et leurs incidences prévisibles, positives ou négatives, ont été envisagées sous un angle critique. Les propositions de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des incidences négatives ont été transmises le plus rapidement possible au maître d'ouvrage de manière à ce qu'elles puissent être intégrées au projet, particulièrement en ce qui concerne les secteurs d'OAP qui concentrent la plupart des projets d'aménagement.

Le **processus itératif d'évaluation**, par échanges successifs entre l'évaluateur, le maître d'ouvrage et la commune, a ainsi pu se dérouler de façon complète, permettant sur certains points de faire évoluer le projet dans le sens d'une meilleure intégration de l'environnement.

### L'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale du PLU, réalisée par un prestataire indépendant, a pour objectifs :

- d'aboutir à une intégration aussi poussée que possible des thèmes environnementaux dans le PLU, avec un souci de limitation des incidences négatives au strict minimum ;
- d'analyser les incidences positives et négatives des dispositions du PLU sur l'environnement ;
- de rechercher des mesures permettant d'éviter, de réduire et si possible de compenser les incidences négatives du PLU sur l'environnement ;
- de permettre de suivre dans le temps les incidences environnementales du PLU, à partir d'indicateurs appropriés.

Dans la pratique, l'évaluation environnementale comporte deux phases :

- Une **phase dite "itérative"**, lors de laquelle l'évaluateur transmet à la collectivité ses observations, questions ou propositions à mesure que progresse l'élaboration du nouveau PLU. L'évaluateur attire en particulier l'attention sur des dispositions problématiques, et recherche avec la collectivité les moyens d'y remédier.
- La rédaction d'un **rapport final d'évaluation environnementale**, qui analyse les incidences positives et négatives du PLU au terme du processus.

L'évaluation doit ainsi permettre de renforcer la prise en compte des thèmes environnementaux dans le PLU, et d'informer le public sur les progrès apportés par le PLU comme sur les points pouvant poser des problèmes.

### 1. L'état initial de l'environnement

Cette partie de l'évaluation environnementale a été intégrée au rapport de présentation du PLU et fait l'objet d'un résumé dans ce cadre. Le rapport d'évaluation environnementale contient quant à lui un tableau présentant de façon synthétique le "profil environnemental" de la commune. 25 thèmes environnementaux (tels que les habitats naturels, les eaux superficielles, l'énergie, les divers types de pollutions, les risques, les déplacements, l'accès du public à la nature...) sont présentés sous l'angle des atouts, des faiblesses, des tendances en cours, des objectifs proposés dans le cadre des politiques locales, et enfin des incidences proposées sur le contenu du PLU.

Il en ressort que la commune présente des caractéristiques nettement positives dans l'ensemble au plan environnemental, notamment sous l'angle de la biodiversité, des pollutions et nuisances, des risques naturels et technologiques de l'accès à la nature, des paysages... En revanche, des faiblesses sont constatées en ce qui concerne par exemple la déstructuration du réseau de haies bocagères, ou encore la dispersion de l'urbanisation, qui tend à multiplier les déplacements en voiture. Le site des anciennes forges pose quant à lui divers problèmes (accessibilité, présence de sols pollués ou à cavités, dévalorisation du bâti patrimonial et du paysage...).

### 2. Compatibilité du PLU avec les normes supérieures et les projets supra-communaux

La vérification de cette compatibilité est examinée de façon détaillée au regard de diverses dispositions s'imposant à la commune dans le domaine de l'environnement (Schéma de cohérence territoriale du Pays de Lorient, Schéma régional de cohérence écologique, futur Plan Climat, air, énergie de Lorient Agglomération, Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne), Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Blavet.

Les dispositions du PLU intègrent ces différentes règles et permettent des avancées dans la plupart des domaines de l'environnement. A elle seule, la décision d'arrêter l'urbanisation en zone rurale et de la contenir pour l'essentiel dans l'enveloppe actuelle du bâti existant apporte de nombreux bénéfices pour l'environnement : elle permet tout à la fois de réduire notablement la consommation d'espace agricole et naturel, de limiter les besoins de déplacements et de faciliter les alternatives à la voiture individuelle, de limiter les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, de mieux gérer les effluents d'eaux usées et d'eaux de ruissellement, de préserver les paysages ruraux et l'environnement des éléments de patrimoine, etc.

Si le respect de ces normes supérieures ne soulève pas de problème particulier, on relève à ce stade de l'évaluation des interrogations sur l'avenir de la retenue d'eau de Ty-Mat (qui perturbe une continuité biologique, mais qui ne relève pas du PLU) ainsi que les impacts du projet d'extension de la carrière de Coët Loc'h (qui fera l'objet d'une étude d'impact spécifique) et de développement des activités de loisirs dans l'ancienne carrière de Bonne Nouvelle (ou de Calzat), qui avait fait l'objet d'une réhabilitation écologique.

### 3. Incidences du PLU sur l'environnement

Pour une meilleure efficacité, l'évaluation environnementale effectue une double analyse des incidences : d'abord par catégorie de dispositions du PLU (PADD, règlement, orientations d'aménagement et de programmation / OAP), puis par thème environnemental.

#### Les incidences par dispositions du PLU

Le **Projet d'aménagement et de développement durable (PADD)**, qui fixe les grands objectifs du PLU, propose de nombreuses avancées en faveur de l'environnement. Elles résultent en particulier du recentrage de l'urbanisation sur les trois bourgs, de la recherche d'économie d'espace, de mesures incitant aux économies d'énergie et à la production d'énergies renouvelables, de mesures en faveur des déplacements à pied et à vélo, et d'une protection renforcée des milieux naturels et continuités écologiques. Les principaux points de vigilance portent sur les incidences des opérations de densification sur les espaces verts et espaces naturels, sur les projets de développement touristique en vallée du Blavet ainsi que sur la cohabitation entre différentes vocations possibles dans le secteur des Forges, qui présente par ailleurs des contraintes de sols pollués. D'une manière générale, la mise en œuvre des principes définis par le PADD aboutira à une consommation d'espace de 0,75 ha par an sur dix ans, ce qui est conforme à l'objectif de réduire "de près de 80%" la consommation d'espace par rapport à la période 2006-2016.

Le **règlement écrit**, entièrement refondu par rapport au PLU antérieur, permet lui aussi des avancées importantes en matière d'environnement, particulièrement en ce qui concerne l'économie d'espace, les économies d'énergie et la production d'énergies renouvelables, la protection des continuités naturelles, la promotion des modes de déplacement actifs, la protection de la ressource en eau... Peu de points problématiques ont été relevés dans ce document, on mentionnera seulement la vigilance nécessaire quant aux incidences possibles d'activités de diversification agricole (transformation de produits, méthanisation).

Le **règlement graphique**, indissociable du règlement écrit, définit la vocation des terrains à l'échelle de la parcelle.

La délimitation des zones naturelles et agricoles les plus fortement protégées (Na, Nzh, Aa, Azh) correspond bien à la réalité du terrain et aux types d'intérêts de ces espaces, et n'appelle pas d'observations particulières. Dans le détail, l'attention est attirée sur la difficulté d'intégrer certains projets dans des environnements naturels sensibles : aménagements de loisirs en Ni et NI dans l'ancienne carrière de Bonne Nouvelle (ou de Calzat), équipement public en Nls dans la trame verte à renforcer au niveau de la Plaine du Gorée (entre Inzinzac et Lochrist). Le projet d'extension de la carrière de Coët Loch (Aa, Ai) ne pose quant à lui pas de problème dans le cadre du PLU, sachant que celui-ci ne prévoit pas de créer de nouveaux logements dans son voisinage et que par ailleurs, ce projet fera l'objet d'une étude d'impact spécifique.

Les protections instituées en faveur des **espaces boisés** (statut d'espace boisé classé ou règlement Nf selon les cas) paraissent appropriées, de même que l'absence de protection sur des bois spontanés dans les fonds de vallées humides, qui gagneraient à être reconvertis en prairies ou en espaces ouverts plus favorables à la biodiversité.

Les **14 emplacements réservés pour équipements publics** ont été examinés, huit d'entre eux portent sur des aménagements de cheminements doux et aucun n'est apparu problématique au regard de l'environnement.

Les **orientations d'aménagement et de programmation (OAP)** recouvrent la plupart des projets d'aménagement importants. Certaines se traduisent par une consommation d'espace significative, qui doit toutefois être mise en balance avec les efforts importants déployés par ailleurs pour réduire la consommation d'espace par l'urbanisation. Des risques d'impacts marqués de certains projets ont été signalés dans le cadre de l'évaluation environnementale, ils ont conduit soit à l'abandon de l'ouverture de secteurs à l'urbanisation (Sud de l'OAP Ambroise Croizat, Est de l'OAP Parc de la Médiathèque), soit à la reprise des orientations d'aménagement (OAP du Sous-Bois, en l'occurrence pour favoriser la conservation d'arbres dans le projet). L'OAP de la Plaine du Gorée apparaît par ailleurs délicate à réussir, compte tenu de la diversité des objectifs et des contraintes (renforcement de la trame verte, implantation d'un équipement public, urbanisation, terrains de sports, couloir de lignes électriques à très haute tension). Au-delà de ces problèmes relevés, les OAP et les règles qui y sont applicables concrétisent l'ambition de réussir un urbanisme plus économe en espace et respectueux de son environnement naturel.

#### Les incidences par thème environnemental

Les seize thèmes analysés participent à affiner l'évaluation environnementale tout en lui donnant un caractère plus synthétique, englobant tous les types de dispositions du PLU.

Le PLU n'apporte que des bénéfices, ou n'apparaît pas poser de problèmes particuliers, au regard de l'hydraulique, du site Natura 2000 "Chiroptères du Morbihan", de la qualité des eaux, de la consommation d'énergie et de la production d'énergies renouvelables, des nuisances sonores, des risques naturels et technologiques, de la santé publique, et de l'accès du public à la nature.

En ce qui concerne la préservation des sols, il n'est pas possible de produire tous les logements en renouvellement urbain ou en densification, et des extensions d'urbanisation sont donc nécessaires. L'artificialisation de 5,2 ha de terrains dans les secteurs d'OAP est toutefois contrebalancée par le fait que le nouveau PLU rend à une vocation agricole ou naturelle, par rapport au PLU antérieur, 29,8 ha de zones à urbaniser qui ne sont pas urbanisées à ce jour. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, la consommation d'espace baissera d'environ 80 % par rapport à la période 2006-2016.

En ce qui concerne les habitats naturels, les incidences des OAP ayant pu être évitées ou réduites, il reste un point de vigilance quant aux impacts des projets de développement du parc de loisirs aquatiques dans l'ancienne carrière de Bonne Nouvelle.

En ce qui concerne les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre, les mesures prises pour limiter les besoins de déplacements et favoriser les modes de déplacement actifs ainsi que bus sont incontestablement favorables. Il reste que la forme urbaine assez lâche de la commune ainsi que l'engorgement croissant du réseau routier, dont pâtissent les usagers des bus en direction de Lorient, permettent difficilement d'envisager une inversion marquée des tendances.

En ce qui concerne les paysages et les patrimoines, on relève un risque de difficultés ponctuelles à intégrer des dispositifs d'économie d'énergie ou de production d'énergies renouvelables dans le bâti rural à caractère patrimonial.

### **Mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives du PLU sur l'environnement**

Lorsque des risques d'incidences négatives sur l'environnement sont constatés, il convient de chercher à les éviter, ou à les réduire si elles ne peuvent être évitées, ou à les compenser si elles ne peuvent être convenablement réduites.

Ce dispositif fait désormais partie intégrante du PLU lui-même. Ainsi, une grande partie du règlement écrit, ainsi que les OAP (orientations d'aménagement et de programmation) spécifiquement consacrées à l'environnement, constituent par eux-mêmes des programmes d'évitement ou de réduction des incidences de l'urbanisation. En plus de ces mesures, l'évaluation environnementale identifie des mesures précises allant dans ce sens. Ainsi, la suppression de secteurs constructibles constitue une mesure d'évitement d'incidences. La modification du contenu d'une OAP (secteur Ehpad / le Sous-Bois par exemple), afin de préserver des arbres et d'intégrer un ouvrage de régulation des eaux pluviales, constitue une mesure de réduction d'incidences, tout comme la demande de dispositifs d'éclairage public réduisant la perturbation des chauves-souris. Enfin, des mesures de compensation sont également prévues dans le cadre d'OAP comme à Penquisten (plantations de haies bocagères en compensation de suppressions d'arbres). On rappelle également que certaines législations imposent des mesures compensatoires, par exemple en cas de défrichement de bois ou d'atteinte à une zone humide.

### **Mesures de suivi du PLU**

Il est nécessaire de pouvoir vérifier si la mise en œuvre du PLU s'effectue conformément aux objectifs fixés en matière d'environnement, et dans cas contraire, de pouvoir envisager les solutions correctives à mettre en œuvre. C'est pourquoi l'évaluation environnementale identifie 24 indicateurs de suivi, formant un "tableau de bord" dont la mise en œuvre permettra, au plus tard dans un délai de 6 ans après l'approbation du PLU, de mesurer les effets positifs, neutres ou éventuellement négatifs de ce document sur l'environnement.

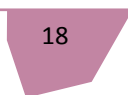
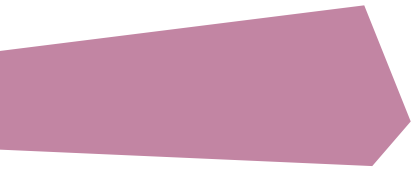
### **Justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement**

Cette partie de l'évaluation examine de quelle manière le PLU intègre, dans ses choix d'aménagement et ses dispositions, les objectifs de protection de l'environnement contenus dans divers textes fondateurs aux niveaux international (le protocole de Kyoto sur le changement climatique), européen (Natura 2000, Directive cadre sur l'Eau), et national (loi Paysages, loi sur l'Eau, etc). Ces développements apportent peu d'informations nouvelles par rapport à celles exposées précédemment, mais permettent de vérifier l'absence de contradictions entre le PLU et ces règles ou principes.



## Méthode de travail

Débutée en octobre 2017, l'évaluation environnementale s'est traduite par de nombreux échanges tout au long de la procédure de révision, ainsi que par des visites de terrain dont une avec des élus. Le processus dit "itératif" d'allers et retours, entre d'une part l'évaluateur et d'autre part le maître d'œuvre du PLU (Lorient Agglomération) ainsi que les élus d'Inzinzac-Lochrist, a pu se dérouler de façon complète. Il a également pu se traduire concrètement par diverses modifications apportées tant à la forme qu'au contenu des documents du PLU.



## A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN

1. STRUCTURATION DU TERRITOIRE
2. ENTITÉS PAYSAGÈRES & ÉLÉMENTS STRUCTURANTS
3. FORMES URBAINES
4. IDENTITÉ ARCHITECTURALE

## B. DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT

1. ÉVOLUTIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES
2. DYNAMISME ÉCONOMIQUE
3. ÉQUIPEMENTS & SERVICES
4. MOBILITÉS & DÉPLACEMENTS

## C. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE
2. CLIMAT - AIR - ÉNERGIE
3. PATRIMOINE NATUREL
4. RISQUES & NUISANCES

# SECTION I

## A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN

### 1. STRUCTURATION DU TERRITOIRE

La commune d'Inzinzac-Lochrist s'étend sur environ 7 km d'ouest en est et sur une moyenne de 6 km du nord au sud.

Représentant 4 467 hectares, il s'agit du 6ème territoire de l'Agglomération de Lorient par sa superficie (sur les 25 qu'elle compte).

Située sur le bassin versant du Blavet, la commune est bordée par le fleuve sur ses limites sud et est.

#### ARMATURE VIAIRE

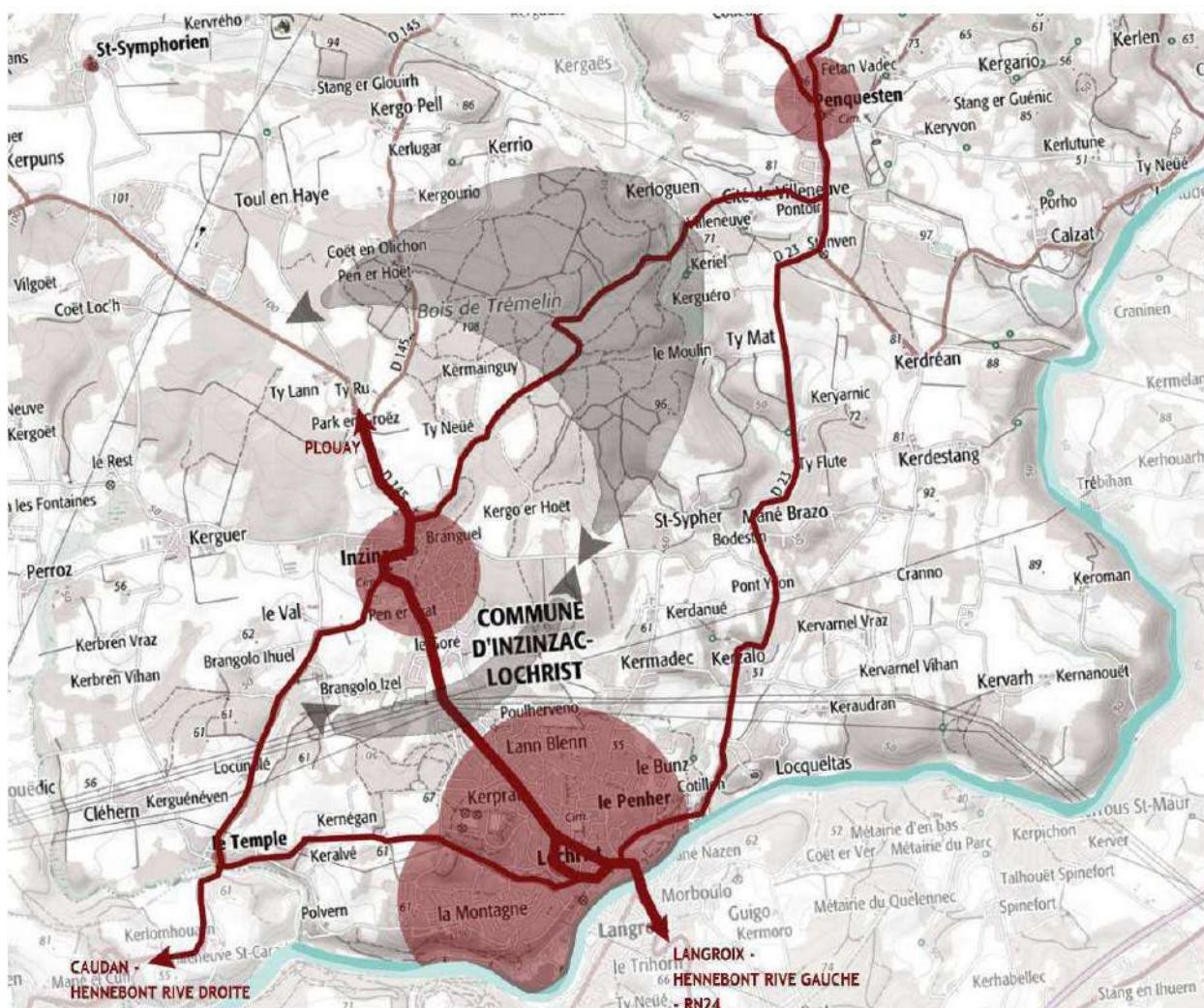
La commune est traversée par plusieurs routes départementales qui en font un point de passage entre Hennebont et Calan ou Hennebont et Lanvaudan notamment.

En particulier :

- la RD 145 relie Hennebont à Lanvaudan en desservant les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist ; au nord d'Inzinzac, elle se dédouble en RD 113 pour bifurquer vers Calan.
- la RD 23 relie Hennebont à Lanvaudan et Quistinic en desservant les bourgs de Penquesten et de Lochrist.

Il est important de relever que la présence du fleuve du Blavet en limites communales sud et ouest concentre les flux, en particulier depuis ou vers Hennebont, sur le pont de Lochrist/Langroix.

La commune doit en outre irriguer la centaine de hameaux présente sur le territoire, impliquant un maillage de routes communales adapté.





## ARMATURE URBAINE & PAYSAGÈRE

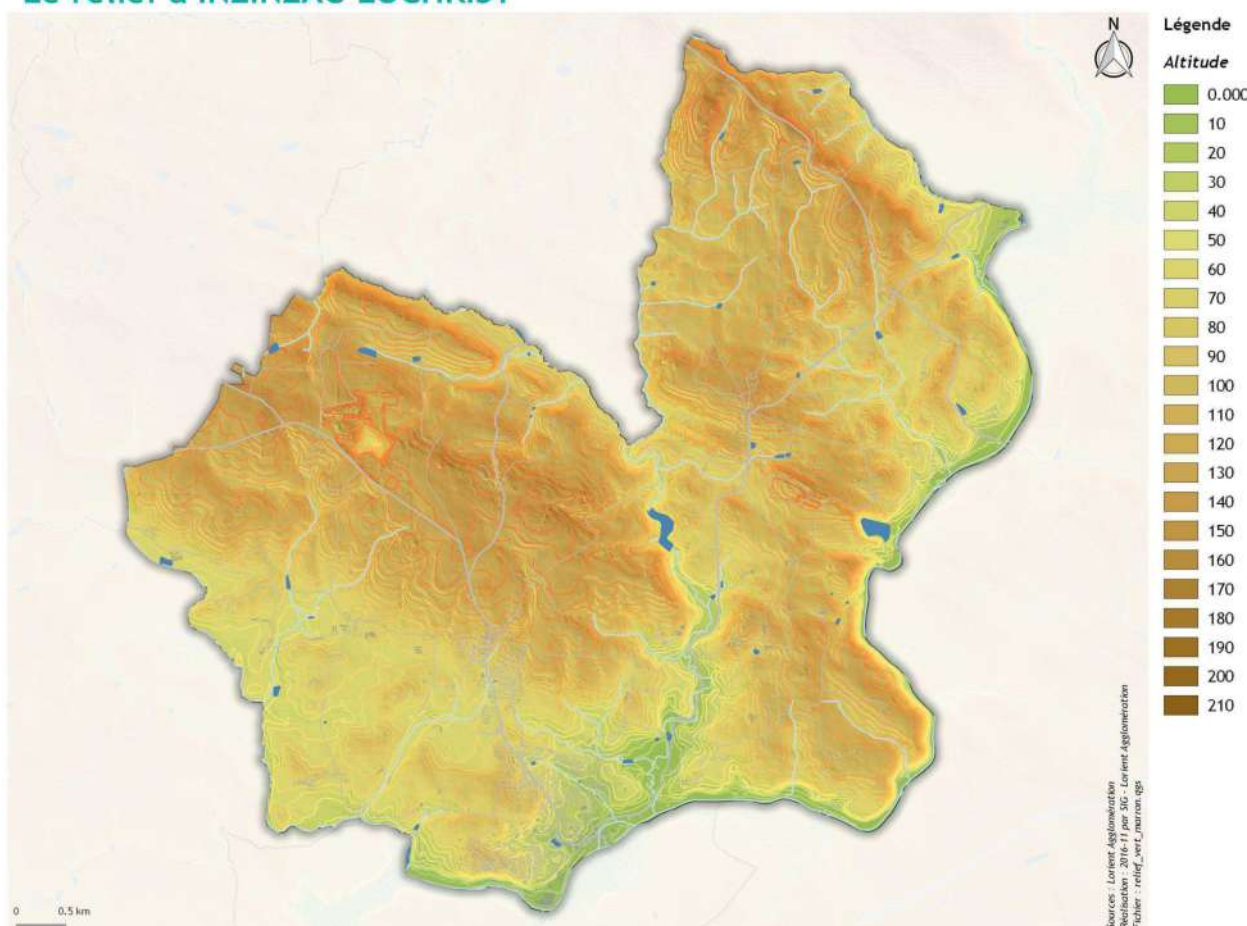
La commune d'Inzinac-Lochrist a la particularité de posséder 3 véritables taches urbaines, identifiées en tant qu'espaces agglomérés par le SCoT 2018 :

- Adossée au quartier hennebontais de Langroix, de l'autre côté du blavet, Lochrist constitue le plus étendu de ces trois bourgs, et le seul à posséder une interface généreuse avec le fleuve qui est une entité paysagère et naturelle majeure ;
- Une coupure naturelle ténue, englobant des aménagements sportifs au Gorée et des passages de lignes à haute tension, sépare Lochrist d'Inzinac, le bourg de taille intermédiaire sur la commune.

- enfin, la coupure naturelle d'importance que constitue la Forêt de Trémelin met à distance le village de Penquesten par rapport aux deux premiers bourgs.

Hormis ces trois espaces agglomérés, le vaste territoire d'Inzinac-Lochrist compte une centaine hameaux et écarts de tailles très variables mais comptant cependant tous moins de 40 habitations, parmi lesquels Saint-Symphorien au nord de la commune, ou encore le Temple situé sur la route communale menant à Caudan.

## Le relief à INZINZAC-LOCHRIST



## TOPOGRAPHIE

Le territoire communal est également marqué par son relief prononcé, qui génère des points de vues sur les paysages de vallées. (voir C.1; *le relief et la topographie*)

## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES & ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

### L'ÉTUDE PAYSAGÈRE INTERCOMMUNALE

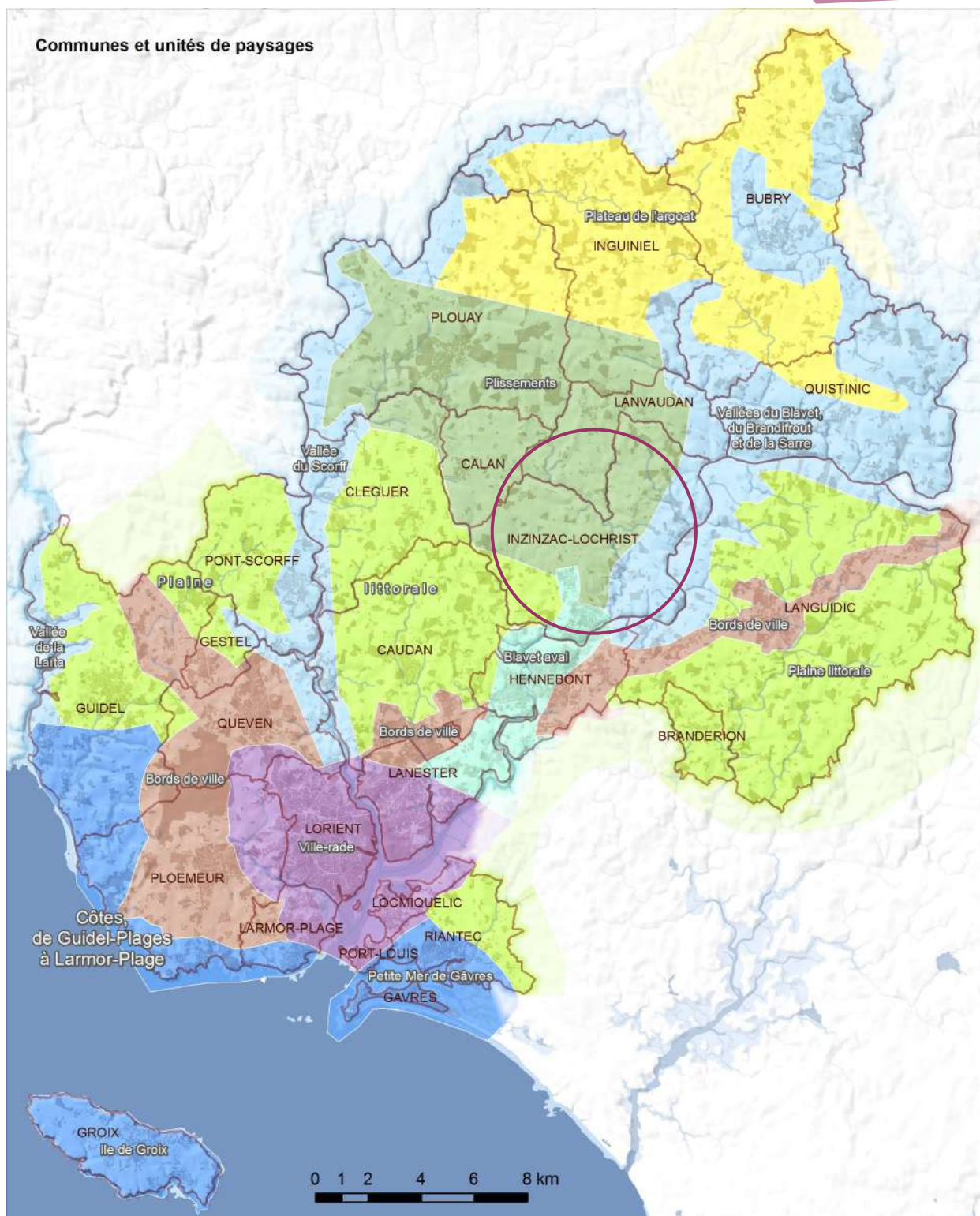
Une étude paysagère a été menée en 2016 par Lorient Agglomération sur l'ensemble de son territoire. Elle poursuivait les objectifs suivants :

- définir une vision partagée des paysages, à l'échelle du territoire, de l'unité paysagère, de la commune ;
- identifier et localiser les enjeux paysagers, notamment liés aux dynamiques urbaines et agricoles, et aux réseaux écologiques ;
- constituer un outil de dialogue et d'aide à la prise de décision au sujet de l'intégration des préoccupations paysagères dans les projets de territoire.

In fine, le but était de penser les futurs aménagements en anticipant leur impact paysager et ainsi construire les paysages de demain : l'urbanisation, par d'avantage d'architecture et de paysage, doit contribuer à la caractérisation, la différenciation et la variété des espaces constituant le territoire.

Cette étude a divisé l'agglomération en 12 unités de paysage.

Inzinzac-Lochrist se trouve au carrefour de quatre unités paysagères : le **Blavet Aval**, la **Vallée du Blavet (du Brandifrou et de la Sarre)**, les **Plissements** et la **Plaine Littorale**. Il en résulte une grande variété d'ambiances et de paysages sur le territoire communal.



Étude Paysagère Lorient Agglomération (2016)



## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES &amp; ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

## L'UNITÉ PAYSAGÈRE BLAVET AVAL

L'unité de paysage concerne une séquence du Blavet, entre le pont du bonhomme et la limite amont de l'urbanisation de Lochrist. Ses caractéristiques :

- Un lieu charnière entre la ville-rade et les paysages naturels du blavet ;
- Une alternance d'épisodes urbains et naturels très contrastés ;
- Des ports historiques, d'importants paysages patrimoniaux associés à la navigation.



## Un lieu charnière.

*Un site singulier de la vallée du Blavet*

La séquence de vallée présente suffisamment de caractère affirmé pour justifier une unité de paysage.

Elle se distingue nettement de la rade de Lorient : le pont du Bonhomme forme un seuil net, au-delà duquel le Blavet n'est plus le même.

Elle se distingue également beaucoup du Blavet situé en amont, du fait des sites urbains qu'elle accueille.

## La proximité ville-nature

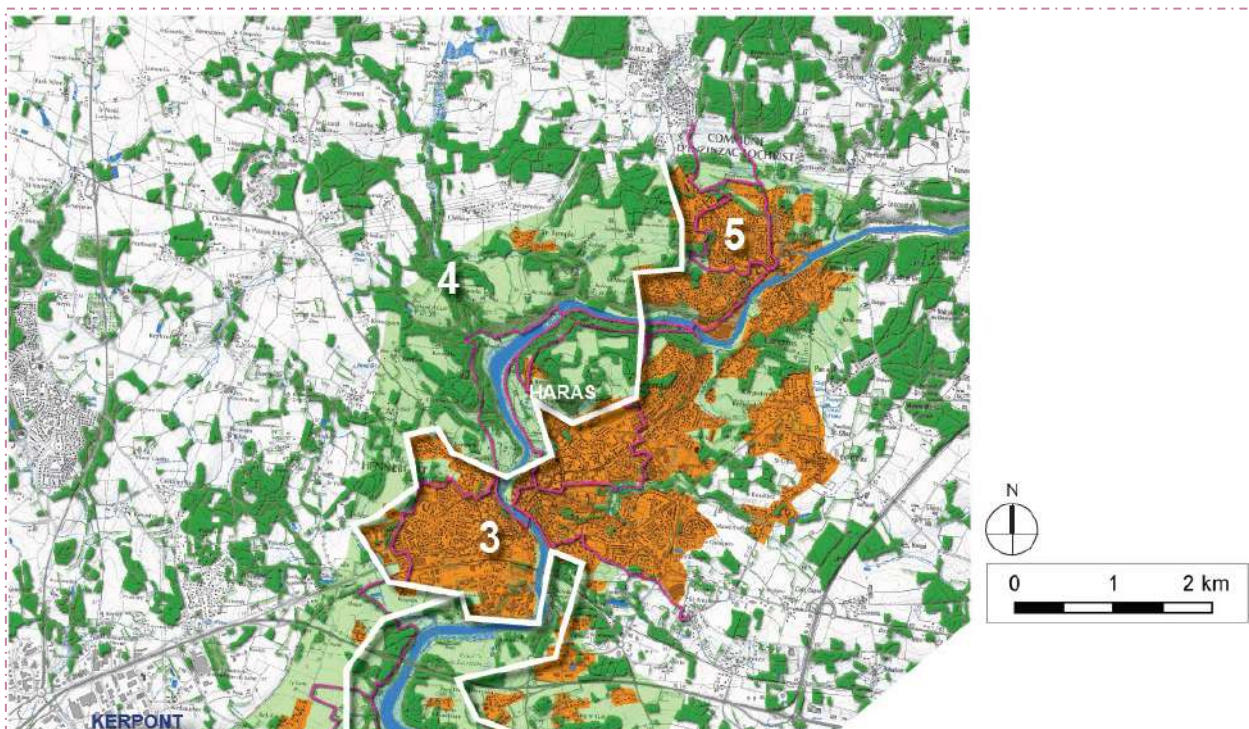
C'est ainsi une unité charnière, entre la ville et la nature, mais qui présente, en son sein même, des épisodes contrastés de paysages urbains et naturels, confirmant la notion de proximité des ambiances qui caractérise Lorient Agglomération. Le contraste est saisissant entre, d'un côté, le fil du Blavet, et l'alternance de séquences laissant de belles portions de paysages naturels, et de l'autre côté, le fil de la RN 165 qui, entre Lorient et Hennebont également, traverse une ambiance péri-urbaine continue.

## Une alternance d'épisodes contrastés.

Inzinzac-Lochrist est concernée par les séquences 4 et 5.

**4 Le méandre du haras.** Entre Hennebont et Lochrist, le Blavet présente à nouveau une ambiance très naturelle, dans un fort contraste avec les épisodes urbains qui l'encadrent.

**5 Le Blavet de Lochrist/ Langroix.** Il s'agit de la dernière séquence urbaine du Blavet, dans laquelle l'implantation est clairement associée au fleuve. En amont, le fleuve présente un aspect naturel jusqu'à la limite de Lorient Agglomération.



### Des ports fluviaux historiques.

C'est le seul site de Lorient Agglomération de ce type : des villes situées réellement au bord du fleuve, qui y développent leurs façades et d'importants espaces publics.

La position de Lochrist au bord du Blavet suscite d'intéressants paysages, dont certains évoquent le passé industriel du site.



### Le site de Lochrist, des quais marqués par leur passé industriel

Lochrist présente des quais qui illustrent ce passé industriel soit au travers d'un patrimoine architectural de lieux d'activités, soit au travers d'une écriture contemporaine d'immeubles d'habitat qui réinterprète le vocabulaire industriel et la relation de celui-ci avec la rivière.

*Ci-dessous :*

- les nouveaux immeubles du mail Giovanelli et vue sur la rive d'Hennebont ;
- le secteur du grand barrage, sa passerelle et l'ancien bâti industriel

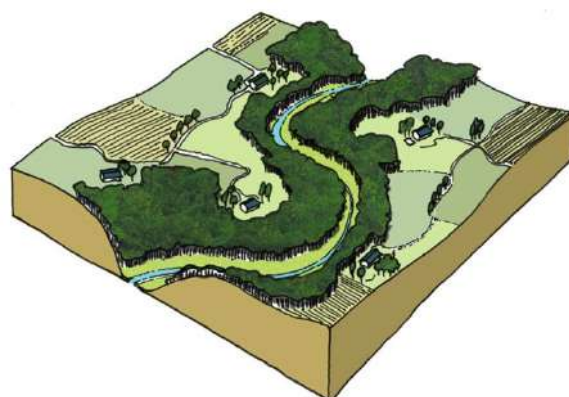




## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES &amp; ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

**L'UNITÉ PAYSAGÈRE DE LA VALLÉE DU BLAVET (DU BRANDIFROUT ET DE LA SARRE)**

- Une « plongée » loin de l'urbanisation et presque hors du temps, dans un paysage secret et presque désorientant
- des reliefs encaissés et une forte présence de masse de boisements sur les versants
- de faibles dégagements visuels mais des contacts intensifiés avec des éléments de nature omniprésents tels que les arbres et l'eau des rivières
- un paysage qui se déploie en séquences successives permises par l'encaissement de la vallée (environ 40m), le boisement des versants ainsi que la succession de méandres
- le Bois de Trémelin, à l'interface entre les vallées et plissements



Ci-dessous :

- le Pont-Neuf, dans les méandres du Blavet, en amont de Lochrist. La perception est limitée à la portion de méandre de la vallée encaissée, épaulée par les boisements. Le chemin de halage et la navigation fluviale représentent l'essentiel de la fréquentation, les routes ne passant que sur les ponts, ou aboutissant, en impasses, aux écluses et aux moulins.



- le Pont de l'Angle. Les reliefs complexes des plissements et des vallées créent une succession de paysages vallonnés très animés. Les boisements, très présents, laissent cependant place, de loin en loin, aux cultures et à quelques échappées visuelles permettant de saisir l'ampleur des sites.



## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES & ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

### L'UNITÉ PAYSAGÈRE DES PLISSEMENTS

Interfluve entre le Scorff et le Blavet et seuil naturel entre les paysages de l'Armor et ceux des plateaux de l'Argoat, cette unité se caractérise par :

- des reliefs singuliers, une identité paysagère forte mais peu reconnue
- un paysage agricole complexe perçu en petites unités
- les "rebords" de plissements peu fréquentés



#### Des paysages labyrinthiques

Cette portion de territoire est caractérisée par les reliefs singuliers des plissements, auxquels s'ajoutent les trames du bocage, des boisements et le réseau des routes, pour produire, dans une perception par les déplacements, un paysage labyrinthique et complexe.

Les voies qui traversent l'unité de paysage ne suivent pas la direction donnée par les plissements, mais, au contraire, accompagnent aléatoirement un talweg, une crête, ou franchissent un ourlet de relief par le biais d'une cluse...

Le paysage est donc caractérisé par ces lignes fortes des reliefs qui en composent systématiquement les horizons, d'autant plus présents quand ils sont soulignés par le vert profond des résineux qui remplacent aujourd'hui certaines landes.

Les positions de rebords de ces reliefs sont en capacité de porter de nombreux points de vue (bien que souvent à contre-jour, les panoramas se développent au sud des positions de rebords, vers le soleil), mais sont toujours boisés, ce qui en réduit d'autant le potentiel de visibilité.

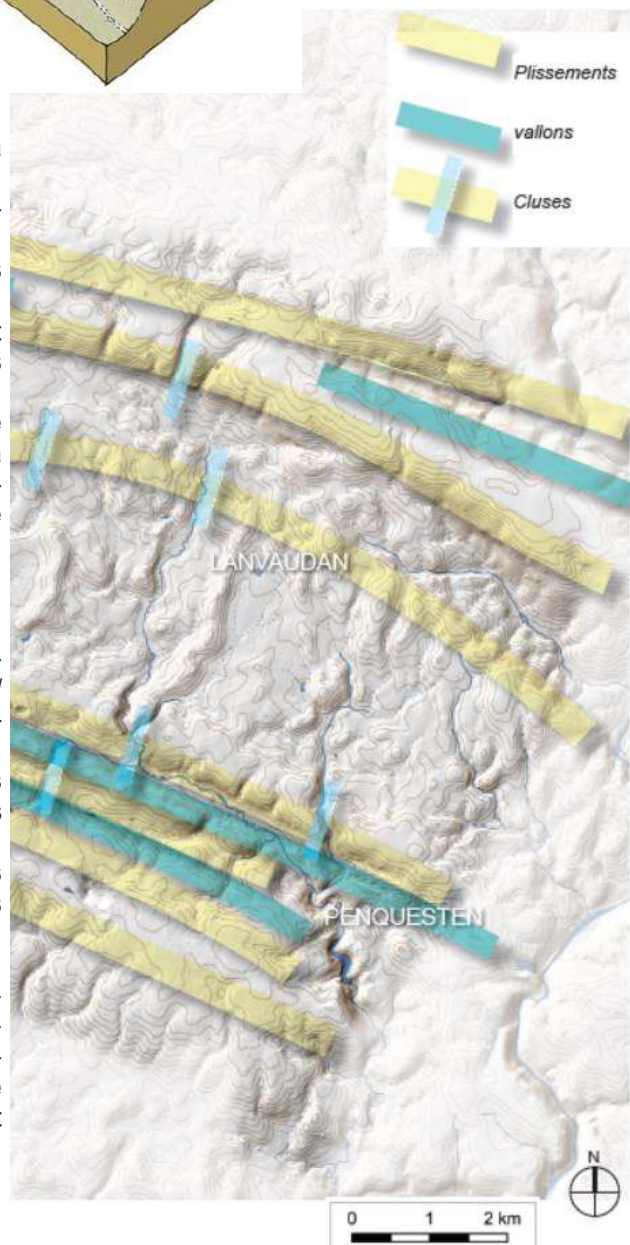
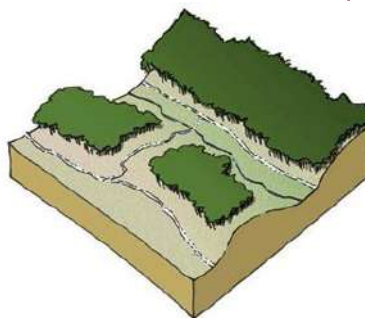
#### Des sous-unités de perception organisées par les reliefs

Crêtes et vallons s'associent dans une grande structure commune en "tôle ondulée" d'orientation générale Nord-Ouest / Sud-Ouest qui définit en ses creux des sous-unités de perception distinctes.

Ces sous-unités sont nettement délimitées par les horizons boisés des hauteurs qui jouent aussi un rôle de repère dans le paysage, les plissements étant parallèles au trait de côte.

Ainsi les principaux cours d'eau traversés par les plissements s'en trouvent "désorientés" et prennent souvent des chemins de traverse avant de reprendre leur cours initial vers l'océan : les plissements sont traversés de cluses.

Les ambiances agricoles sont très proches de celles du plateau et en reprennent les principales caractéristiques : chevelu hydrographique dense, souvent "enfoui" par les boisements, interfluvies de grandes parcelles ponctués de bocage (plus présent que sur le plateau) et de boisements, fermes et hameaux dispersés dans le paysage.





## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES &amp; ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

**L'UNITÉ PAYSAGÈRE DE LA PLAINE LITTORALE**

Les plaines littorales sont une unité d'interfluvies agricoles aux reliefs mesurés, une unité "de transition", morcelée, entre les bords de villes et les vallées. Leurs principaux traits :

- un paysage plat et ouvert, peu pittoresque, en continuité avec les Plissements
- de grandes parcelles cultivées bordées de boisements épars
- un paysage de campagne marqué par une agriculture moderne
- des bourgs et du bâti agricole qui dialogue peu avec leur paysage

**Des plaines agricoles sous influence urbaine**

Le paysage est celui d'une campagne cultivée, où les terres sont dédiées à une agriculture intensive : c'est un parcellaire de grande taille, où les structures végétales sont elles-mêmes repoussées en périphérie, dans le creux des vallons, ou le long des routes qui le traversent, là où elles sont le moins gênantes pour l'exploitation des terres.

**Un paysage « peu pittoresque »**

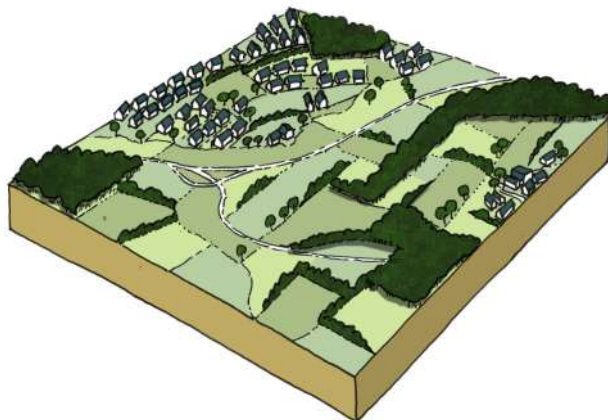
Le paysage est très plat, et limite les positions de points de vue lointains. Les ruisseaux sont peu parcourus, peu lisibles, moins profonds que sur le plateau et très souvent accompagnés de boisements.

Le bocage est assez peu présent, le paysage a subi de nombreux remembrements très radicaux qui lui donnent aujourd'hui un caractère assez ouvert.

**Des motifs de la modernisation agricole**

Après 1950, l'agronomie a profondément évolué, et a modifié radicalement le paysage. Outre le remembrement, l'agrandissement des parcelles et l'abandon des fonds de vallée, cette modernisation a ponctué les paysages de nouveaux bâtiments, très différents des fermes initiales. Les silos, les stabulations, mais aussi les pavillons d'habitation de facture "péri-urbaine" ne se sont jamais vraiment inscrits dans les paysages, cherchant même, souvent, à se camoufler derrière de dures haies de conifères.

*Bloc diagramme ci-contre : les plaines littorales mêlent les ambiances de campagne remembrée à celles des bords de villes : horizons de franges péri-urbaines, réseau de grandes routes...*



*Ci-dessous : vision "courante" des paysages de plaine : des champs ouverts, la végétation qui signale le passage d'un ruisseau que l'on devine seulement.*





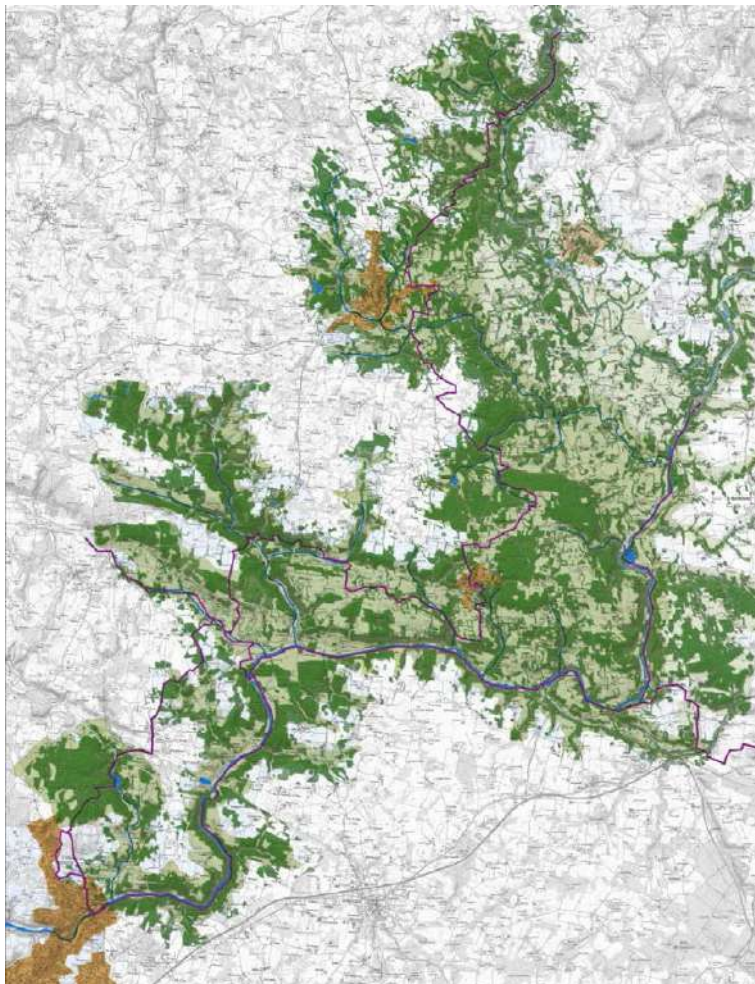
## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES & ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

### SITE DE PROJET IDENTIFIÉ PAR L'ÉTUDE PAYSAGÈRE : LES VALLÉES & REBORDS À VALORISER ; UN PARC NATUREL À L'INTÉRIEUR DE L'AGGLOMÉRATION ?

Le sujet consiste dans le système de vallées, de vallons et de plissements qui composent un ensemble de grande qualité paysagère, dont les contours ne sont pas précisément définis, mais qui concerne globalement le bassin versant du Blavet en amont d'Inzinzac.

*Ci-contre : carte du réseau de vallées, vallons et rebords, en amont d'Inzinzac. En contact direct avec la partie urbaine de l'agglomération, l'ensemble est suffisamment vaste et de qualité pour justifier une valorisation, à destination des habitants de l'ensemble de Lorient Agglomération. L'ensemble, également constitutif d'une trame environnementale notable, pourrait motiver une dynamique de valorisation de type "Parc Naturel", à l'échelle de l'Agglomération.*

*Ci-dessous : Un des nombreux vallons formant le réseau de paysages naturels, offrant aux visiteurs un contact proche avec les éléments de nature, dans un espace "replié" au cœur des reliefs, renforçant le sentiment d'être à l'écart du monde urbain et des modes de vie contemporains.*



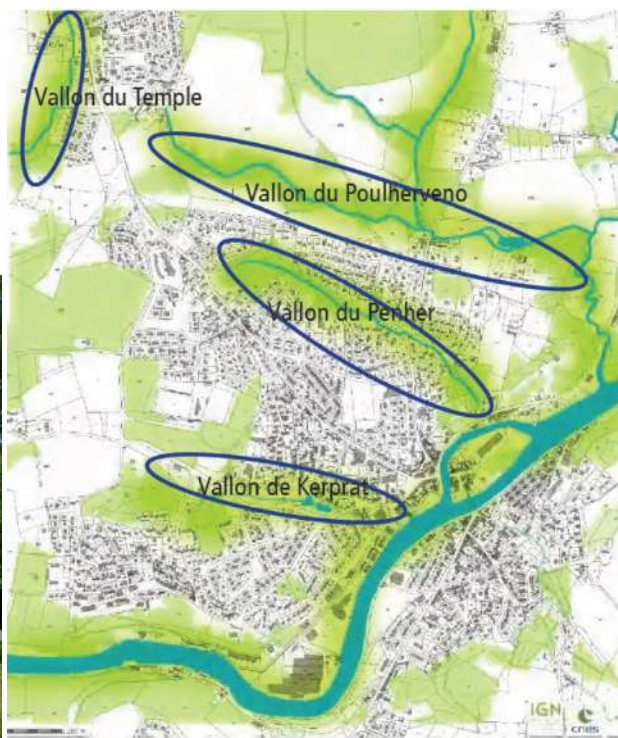


## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES &amp; ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

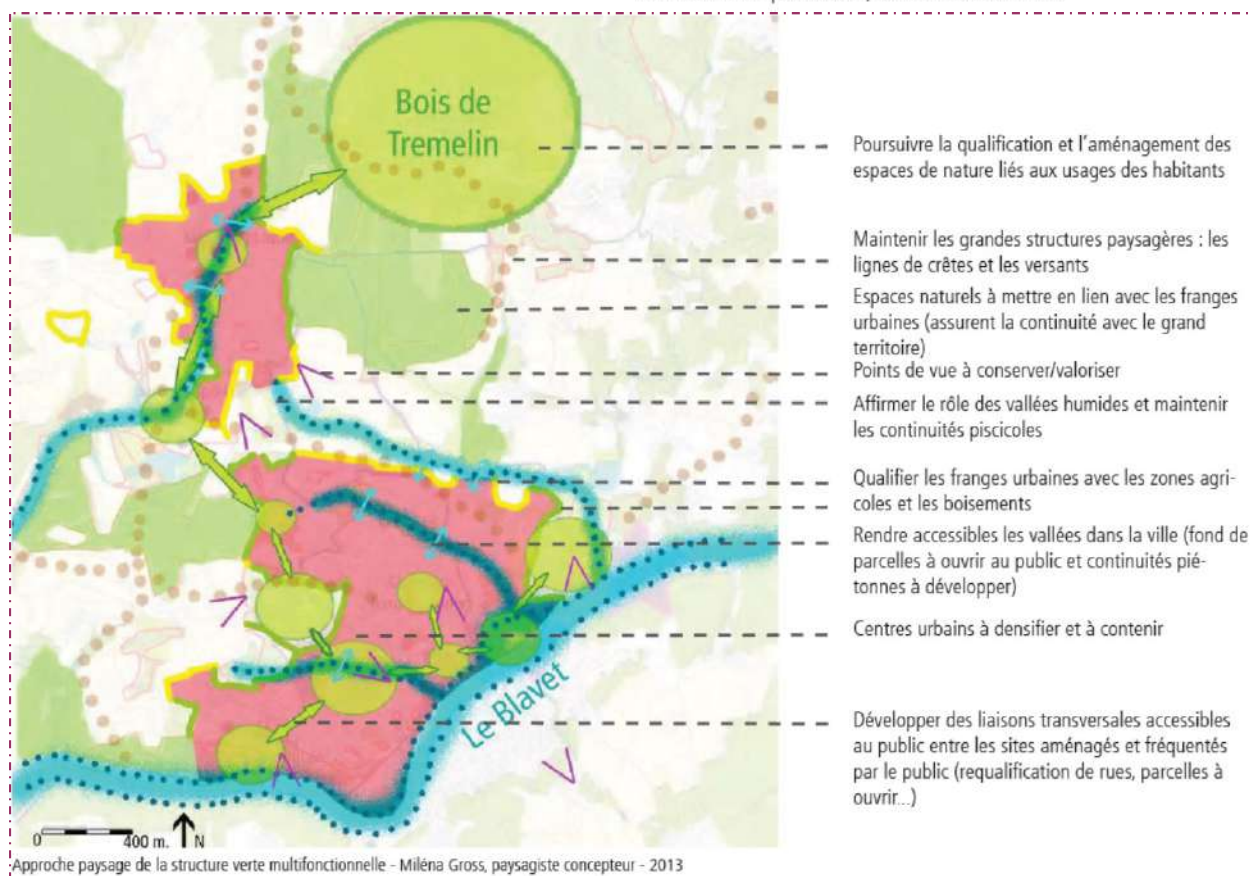
## LES VALLONS DANS LA TRAME VERTE &amp; BLEUE

Le rapport intitulé *Approche paysagère de la structure verte multifonctionnelle* élaboré par la paysagiste Miléna Gross (2013), repris et synthétisé avec d'autres études par l'Audélor en mai 2014, permet de dégager les composantes ainsi que les enjeux principaux de la Trame Verte, urbaine notamment, sur la commune.

Ci-dessous : le vallon du Temple arrive au pied de l'église d'Inzinzac



vallées dans l'espace urbain, source Cadastre et IGN



## DES ÉLÉMENTS PONCTUELS QUI MARQUENT LE PAYSAGE

Ces éléments sont des interruptions dans le paysage naturel de la commune, il s'agit :

- des carrières en partie centrale de la commune (ci-dessous : carrière de Bonne Nouvelle, carrière de Coët Loc'h)



- des couloirs de lignes électriques qui impactent fortement la perception des paysage agro-naturels.





## 2. ENTITÉS PAYSAGÈRES &amp; ÉLÉMENTS STRUCTURANTS

CARTE DE SYNTHÈSE DES ENJEUX DE PAYSAGE (SOURCE : ÉTUDE PAYSAGÈRE LORIENT AGGLO.)

**Renforcer la proximité des vallées et vallons**

En articulation aux lieux de vie, développer l'accessibilité, la lisibilité, les continuités paysagères. Retrouver les ouvertures des fonds de vallée. Valoriser la présence de ce capital paysager à l'échelle de l'agglomération.

**Maintenir et valoriser les paysages agro-naturels en ville**

Pérenniser la vocation agricole et naturelle de ces secteurs, renforcer leur accessibilité pour les populations, la qualité de leurs ambiances, traiter les articulations des franges bâties.

**Tisser les parcours paysagers du territoire**

Développer le réseau des chemins de randonnée pour connecter les atouts paysagers du territoire (côtes, vallées, vallons, rebords), et les articuler aux lieux de vie (continuités, bords de ville).

**Articuler l'urbanisation aux contextes agro-naturels**

Positionner et traiter les bords de ville, y inscrire des usages de promenade et la lisibilité de l'environnement non bâti, renforcer la qualité architecturale des façades urbaines sur le paysage.

**Concevoir le paysage des développements urbains**

Intégrer aux projets des zones AU les enjeux de perception, d'usages, d'articulation aux contextes, les continuités paysagères, la présence et la gestion des éléments de nature, la qualité du cadre de vie.

**Constituer le paysage des zones d'activité**

Développer les aménagements répondant aux enjeux paysagers d'articulation aux espaces agro-naturels, de qualification du cadre de vie, de présence des éléments de nature, de caractérisation par la qualité architecturale.

**Caractériser le paysage des secteurs pavillonnaires**

Développer les liens et les articulations avec les contextes agro-naturels et les autres tissus, la qualité des espaces publics, des usages de promenade et de plein-air, des clôtures, accompagner les évolutions par la qualité architecturale.

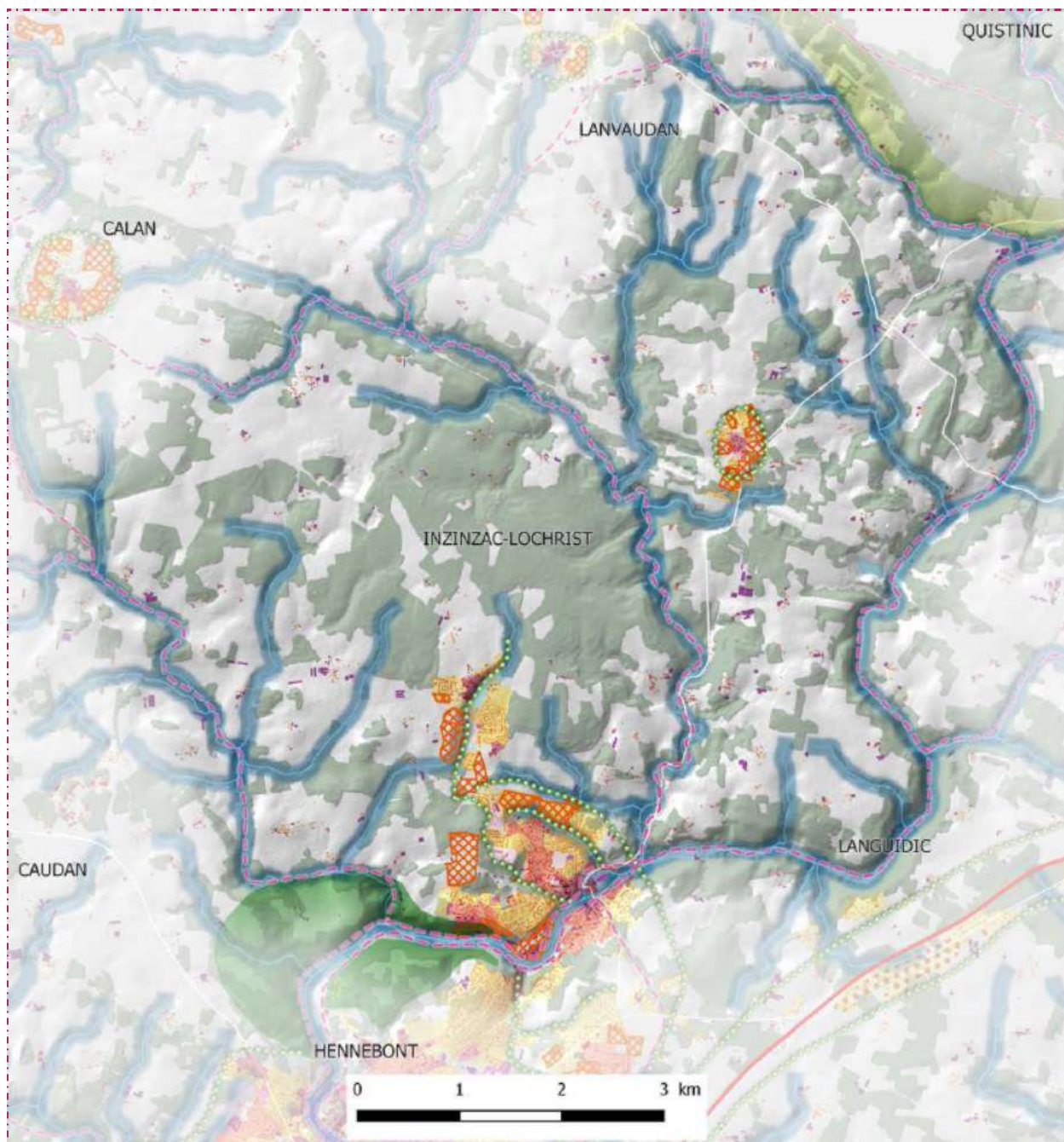
**Confirmer le caractère paysager des centres urbains constitués**

Valoriser le patrimoine bâti et celui des espaces publics, enrichir la qualité architecturale lors des transformations, développer les articulations et les continuités avec les espaces agro-naturels et les autres tissus.

Non représenté :

***Garantir la qualité paysagère des zones cultivées***

Entretien le bocage et le patrimoine bâti, concevoir la qualité architecturale et paysagère des bâtiments agricoles et agro-industriels, renforcer le lien des produits agricoles du territoire avec ses habitants, restaurer l'agriculture des fonds de vallée, mettre un terme au mitage des paysages agricoles par l'habitat péri-urbain.





## 3. FORMES URBAINES

## UN TERRITOIRE OCCUPÉ PAR 3 BOURGS, POUR 3 ÉCHELLES DE VIE

Le territoire d'Inzinac-Lochrist possède trois entités agglomérées reconnues par le SCoT 2018, qui présentent des spécificités de taille, de formes urbaines, d'équipement, etc. et qui correspondent de fait à trois cadres de vie uniques.

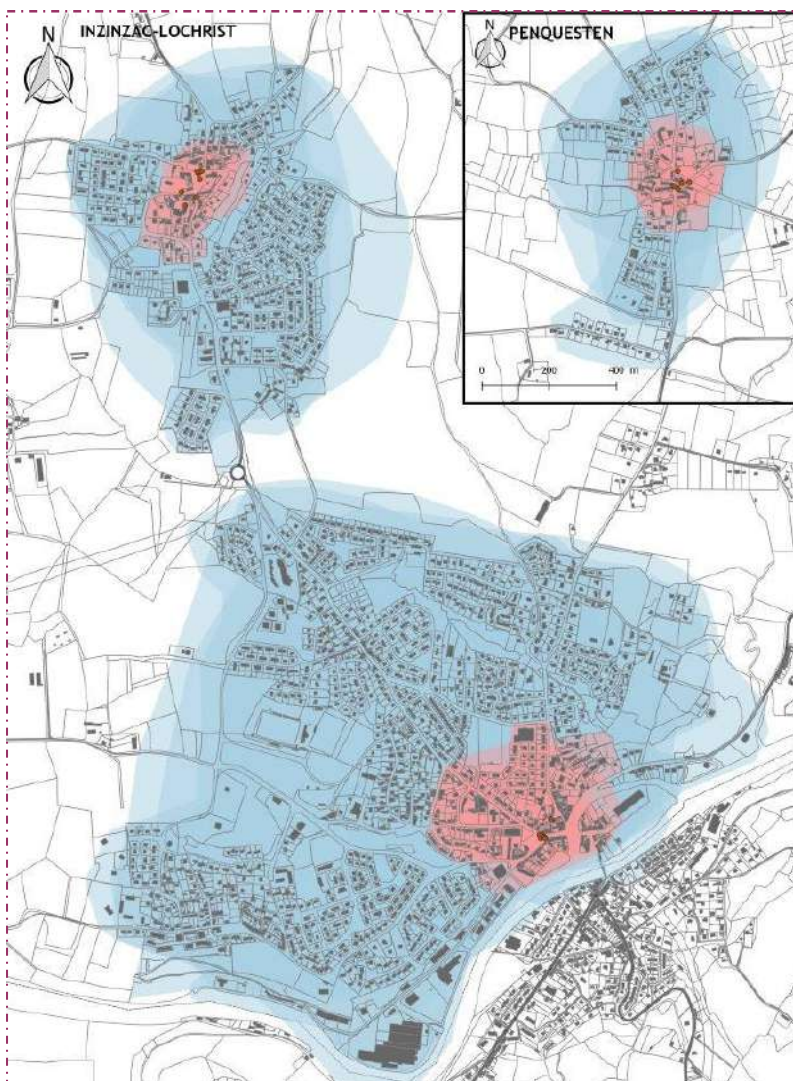
*Ci-contre : synthèse des représentations de l'étendue des bourgs par quelques élus*

**Lochrist, une ville au bord de l'eau...**

- présentée comme village de tête de pont, bien exposé et facilement identifiable
- la rue tient lieu d'espace public, la rivière de dégagement visuel
- un paysage de tissus centraux de faubourgs

... structurée par les espaces arborés et les vallons :

- des espaces qui constituent des horizons en partie haute de l'urbanisation
- des corridors de nature qui se prolongent au cœur de l'agglomération



**Le bourg d'Inzinac :**

- épaulé par le Bois de Trémelin qui constitue une limite naturelle d'urbanisation
- historiquement délimité par le ruisseau de la vallée du Temple, dont la continuité est difficilement perceptible aujourd'hui
- peu de liaison entre les différents quartiers : un centre ancien, des hameaux anciens, des extensions pavillonnaires, un secteur d'activité en entrée de ville.

**Le village de Penquesten :**

- un important hameau rural inséré dans un environnement bocager
- d'anciennes exploitations regroupées autour de l'église
- d'importantes extensions pavillonnaires

## LOCHRIST

L'entité de Lochrist se caractérise par :

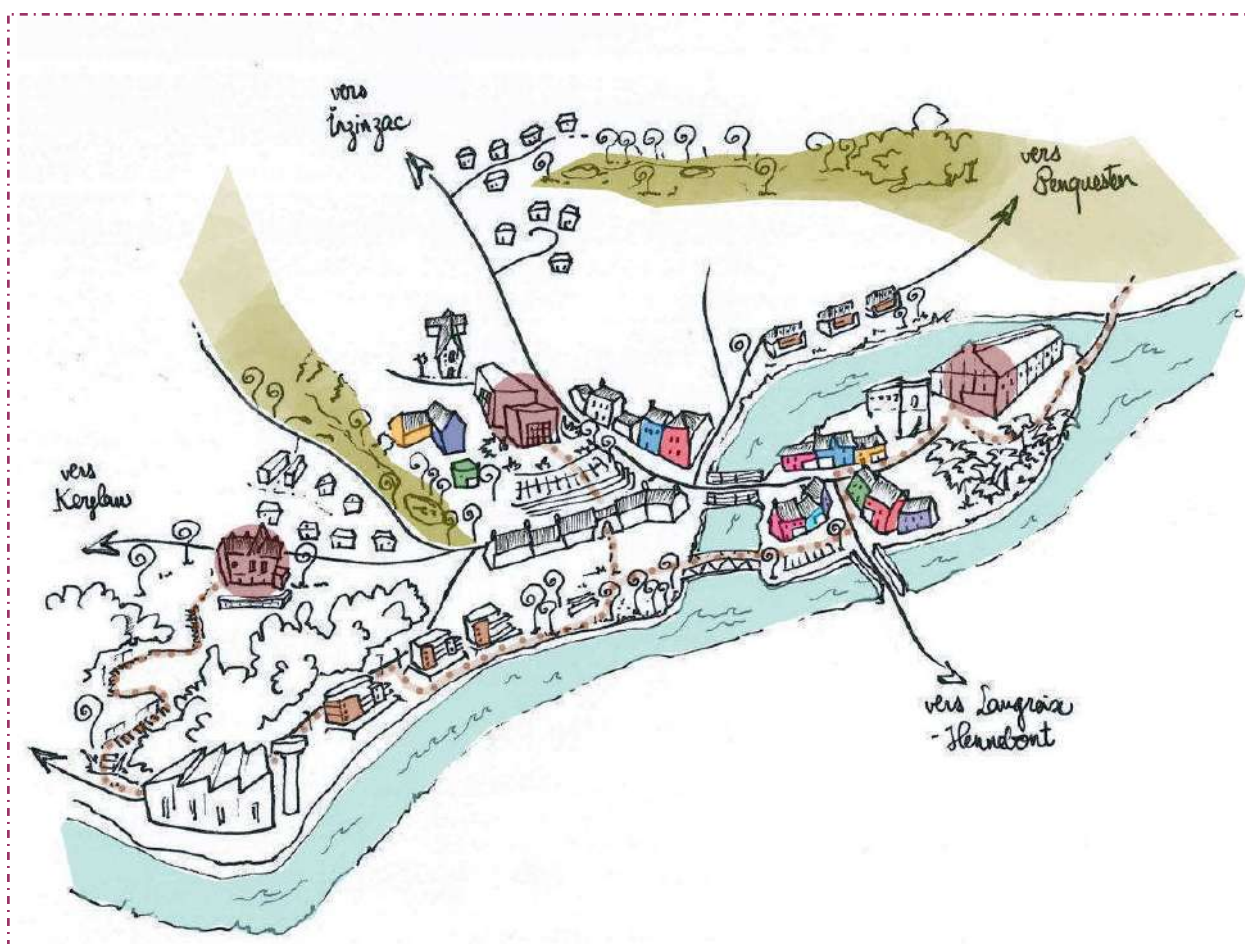
- son noyau urbain, qui déborde de l'île de Locastel et rayonne par son tissu dynamique et coloré
- la rive du Blavet qui s'offre à la promenade, la trame verte offrant des liaisons douces vers les espaces publics
- ses équipements, points de repères aux architectures variées, qui peuvent aussi se lire comme des points de départ des itinéraires urbains
- les vallons, qui font pénétrer la nature en ville
- au nord de la tâche urbaine, se déploie un tissu de lotissements de plus en plus récent, qui ne s'articule pas autour de repères ou de place forte et qui semble labyrinthique à qui n'y habite pas.



Le relief de Lochrist se perçoit aisément ; depuis le bord du Blavet, la pente augmente dans deux directions :

- vers le nord-ouest et le stade de Mané Braz
- vers le nord-est et le domaine du Bünz ;

Sur le secteur de la Montagne la pente monte depuis le bourg pour atteindre son point haut à l'entrée de l'école publique de Kerglaw (ouest de la tâche urbaine).





# SECTION I

## A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN

### 3. FORMES URBAINES

#### Zoom sur Locastel

Locastel est le noyau dynamique de l'agglomération de Lochrist, sinon de toute la commune ; plusieurs caractéristiques concourent à ce constat :

Le tissu commerçant est perçu comme dense, et s'étend au-delà de l'île.

Le supermarché ferme le linéaire commerçant, qui ne déborde pas jusqu'au secteur de la Montagne à l'ouest, et reste ainsi sur une topographie facile.

Par ailleurs les façades, des commerces notamment, ont bénéficié d'une politique de mise en valeur par de ravalements de couleurs vives et contrastantes d'un bâtiment à l'autre. Les commerces se donnent à voir et font désormais l'identité visuelle de Locastel.

De manière générale c'est le tissu aggloméré qui est dense à Locastel et *a minima* jusqu'au bâtiment du Trio..S. Le gabarit de la maison de maître domine, et bien que le nombre de travées varie, la travée centrale lorsqu'elle existe reste régulièrement rehaussée d'une lucarne à deux pans. Enfin les alignements sur les voies et mitoyennetés renforcent la densité de ce noyau.

Les repères ponctuent la ville, à commencer par le théâtre autour duquel s'articule une esplanade traitée de manière à conjuguer stationnement et intérêt paysager ; de même la Halle de Locastel constitue un repère important à la fois pour les habitants et pour les visiteurs.



Les couleurs dynamiques du tissu commerçant de Locastel contrastent avec les bâtiments blancs de Langroix (commune d'Hennebont) visibles de l'autre côté du Pont qui enjambe le Blavet.



### Une ville au bord du Blavet

Tout les itinéraires semblent converger vers Locastel, et c'est aussi le cas des aménagements doux qui tirent parti du Blavet qui s'offre sur tout le linéaire sud du tissu aggloméré.

À l'image des terrasses du Blavet coté Forges, les collectifs s'implantent au bord du fleuve et offrent au plus grand nombre des espaces publics d'une grande qualité. Tantôt ils dialoguent avec les plots de collectifs sur l'autre rive (opération Malachappe à Langroix, 2014) et organisent une liaison de qualité entre le site des forges et le cœur de Lochrist, tantôt ils regardent le Parc d'eau vive sur l'île de Locastel.

Avant de découvrir les couleurs de l'île, ce sont ces événements bâtis qui font la façade de Lochrist, articulant architecture et paysage.

Les gabarits sont équivalents entre eux, sur du R+3 (ou 4 niveaux) en moyenne. C'est le traitement des façades, par les matériaux, les couleurs, la mise en scène des terrasses et le jeu des percements suivant les volumes, qui distingue les opérations et crée un équilibre entre homogénéité et diversité depuis le Blavet.

L'aménagement des interstices entre les bâtiments, dans la mesure où il peut conduire au pied du fleuve, est un élément essentiel de ces opérations.

Si seuls les ponts peuvent faire la liaison avec l'île, une passerelle exclusivement piétonne permet de relier le noyau commerçant et le bord ouest du Blavet, aujourd'hui un parc duquel de nouveaux cheminements permettent de remonter jusqu'à l'esplanade du Trio..S



### Le quartier de la Montagne—Kerglaw

Essentiellement occupé par des nappes d'habitat antérieures aux années 2000, le quartier présente des formes urbaines peu diversifiées, relativement basses et où l'ardoise recouvre souvent généreusement toitures et pignons.

Les bâtiments qui font repères sont :

- les rares équipements ou commerces qui se manifestent dans le paysage par un traitement de couleur aussi volontariste qu'à Locastel, à l'exemple de la médiathèque ou de la petite place Jean Moulin ;
- les collectifs d'époques différentes qui bordent l'espace urbanisé.

La liaison est par ailleurs difficile entre le plateau haut de la Montagne, et le site des Forges au bord du Blavet. Les cheminements, rares et non mis en valeur, profitent uniquement aux piétons qui les connaissent.

Pourtant le Blavet est un élément de paysage à la mesure du quartier de la Montagne, qui mériterait d'être beaucoup plus facilement rejoint par ses habitants.



# SECTION I

## A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN

### 3. FORMES URBAINES

#### INZINZAC

Le bourg d'Inzinzac n'est pas situé au bord de l'eau mais au bord de la forêt de Trémelin. Centralité administrative, ce bourg rural largement étendu vers l'est et aujourd'hui sur le secteur de Pen er Prat, correspond à une échelle de vie intermédiaire.

La coupure naturelle qui existait sur la carte de 1950 n'existe plus, pas plus que les terres vierges de constructions entre le noyau du bourg et les entités de Branguel, Pen er Prat ou le Goré.

Le bourg originel reste très identifiable :






- par sa densité et la continuité du bâti qui borde les rues (quand les maisons de lotissement sont séparées les unes des autres)
- par le gabarit des constructions car la majorité est en R+1 avec des combles éventuellement aménagés (quand les maisons de lotissements sont souvent en R+combles)
- par l'organisation centralisée du stationnement sur un parking paysager dont la capacité d'accueil semble appropriée (quand les voitures sont un élément redondant du paysage des lotissements).

Sur la place centrale, dominant symboliquement et physiquement les bâtiments de la mairie (en point haut) et de l'église. Les aménagements des abords de l'église offrent une passerelle entre le bourg et le vallon qui pénètre la tâche urbaine.



Le relief d'Inzinzac est tout aussi marqué que celui de Lochrist : la topographie ascendante depuis Pen er Prat jusqu'à Trémelin est pénétrée par une cluse (vallée perpendiculaire à la pente et creusée par un cours d'eau) qui marque la zone humide et divise la tâche urbaine en 2 parties : à l'ouest le bourg et son extension sur la route de Kerguer avant 1975 ; à l'est les lotissements postérieurs à 1975.



-  Un linéaire aggloméré moyennement dense mais mitoyen et de gabarit supérieur caractérise le centre-bourg
-  Des nappes de lotissements se raccrochent aux principaux axes ; il s'agit de les raccrocher aussi aux espaces verts publics
-  Les vallons pénètrent le bourg
-  Les noyaux d'habitations originels se distinguent par leurs formes
-  Un petit patrimoine dispersé mais mis en valeur ; des petits points de repère





## 3. FORMES URBAINES

## PENQUESTEN

Le village de Penquesten correspond à une échelle de vie plus rurale ; cependant, les extensions sous forme de lotissements ont considérablement augmenté sa surface depuis les années 1970, ne permettant plus d'associer Penquesten à l'échelle de vie d'un hameau. Le village compte aujourd'hui près de 150 habitations, prenant exclusivement la forme de maisons individuelles, avec quelques tentatives très récentes d'habitat social en maisons groupées.

Par ailleurs l'espace public est traité avec soin et met en valeur le bâti originel aux abords de l'église.

Enfin, comparée à ses homologues des deux autres bourgs, la façade de l'unique commerce de Penquesten n'est pas colorée, et peu mise en valeur de manière générale.

Schéma ci-contre :

Noyau bâti originel



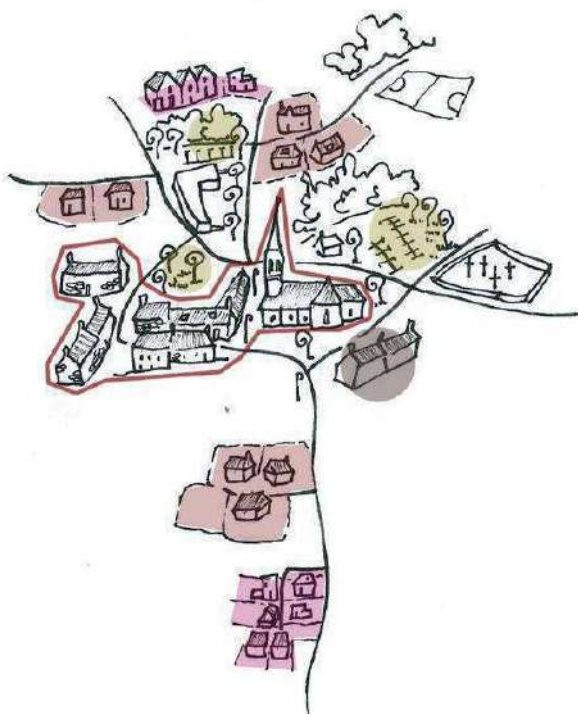
Extensions avant 2000



Extensions après 2000



Commerce



Le hameau originel se lit encore dans ses formes et ses implantations préservées.



Des formes d'habitat groupé émergent, isolément du noyau du bourg.



Les lots plus petits de lotissements invitent à imaginer de nouveaux modèles de maisons individuelles.



Le caniveau central est la seule composante de l'espace public dans les lotissements construits avant 2000.



Les aménagements paysagers aux abords de l'église, de l'école ou encore du cimetière révèlent la volonté de



garder la nature très présente dans le bourg et de minimiser l'impact du stationnement.

## LES HAMEAUX ET ÉCARTS EN CAMPAGNE

Une centaine de hameaux ponctuent le territoire d'Inzinac-Lochrist ; ces ensembles bâtis sont de taille et de qualité variables :

- certains hameaux traditionnels ayant peu évolué
- d'autres hameaux comportant des constructions récentes
- des éléments de bâti traditionnels tels que châteaux, manoirs ou longères rurales de qualité
- une inscription souvent peu harmonieuse dans le paysage
- des extensions ne respectant pas la logique du bâti d'origine
- un traitement paysager des abords de constructions souvent inadapté.



*Les exemples de Saint-Symphorien et Kerguer*

## DENSITÉS & DENSIFICATION

La densité résidentielle moyenne que l'on pourrait mesurer pour chacune des trois entités agglomérées (en logements à l'hectare) ne révélerait pas les disparités d'un quartier à l'autre.

On peut comparer à titre d'exemple quatre échantillons pris dans l'espace aggloméré communal, qui correspondent à quatre typologies d'habitat et quatre époques différentes :

- le lotissement de Branguel (pavillons individuels, Inzinac, 2000) : 12 à 15 logements /ha
- la cité des ajoncs (maisons individuelles jumelées, Lochrist, 1970) : 20 logements/ha
- la cité Jean Jaurès (maisons individuelles mitoyennes, Lochrist, 1960) : 40 logements/ha
- les terrasses du Blavet (collectifs, Lochrist, 2013) : près de 100 logements/ha.

Chacun des bourgs présente des potentiels foncier densifiables ou optimisables pouvant relever :

- de la propriété ou du domaine public : espaces de voiries ou de stationnements surdimensionnés, inusités, espaces verts non appropriés, friches d'équipements...
- de la propriété privée : dents creuses, fonds de jardins conséquents pouvant ouvrir la possibilité d'une division parcellaire pour leur propriétaire...



## 4. PATRIMOINE &amp; ARCHITECTURE

## LE PATRIMOINE DES FORGES

« L'histoire des forges commence en 1860 avec l'achat par Emile et Henri Trottier - originaires d'Angers et diplômés de l'école d'ingénieurs des Arts et métiers - d'un terrain de 3 hectares au lieu-dit Kerglaw sur la commune d'Inzinzac-Lochrist, afin d'y installer une « usine à fer ».

Le site est étroit et exigu mais dispose de certains atouts. Le Blavet canalisé permet l'installation d'une turbine hydraulique pour l'énergie, mais aussi le transport des matières premières (*minerai de Loire-inférieure, charbon des mines de Grande-Bretagne...*) et des produits finis via les ports d'Hennebont et Lorient. La future usine peut compter, dans un premier temps, sur les forêts bretonnes pour fournir le charbon de bois dont elle a besoin.

L'installation et le développement des conserveries en Bretagne assurent un débouché et par-dessus tout on trouve, dans la région une main d'œuvre abondante et bon marché. Dès 1861 l'usine produit 750 tonnes et emploie 250 ouvriers. En 1868, les Trottier installent le 1er atelier d'impression sur métal en France, et se spécialisent dans cette production. L'usine s'agrandit en 1869 avec l'achat dans l'île de Lochrist (île de Locastel) de bâtiments et d'une chute d'eau aménagée dès 1843. La société poursuit l'agrandissement du site et achète, en amont de Kerglaw, un terrain de 9 hectares où elle fait installer un train à larget «laminoin Trio », de nouveaux trains à tôles... dans l'ancien hall de stationnement de la gare de Tours.

Pendant la première guerre mondiale, les forges connaissent un surcroît d'activité avec la production de corps d'obus, de tôles diverses pour la défense nationale. Dans les années 1920, de nou-

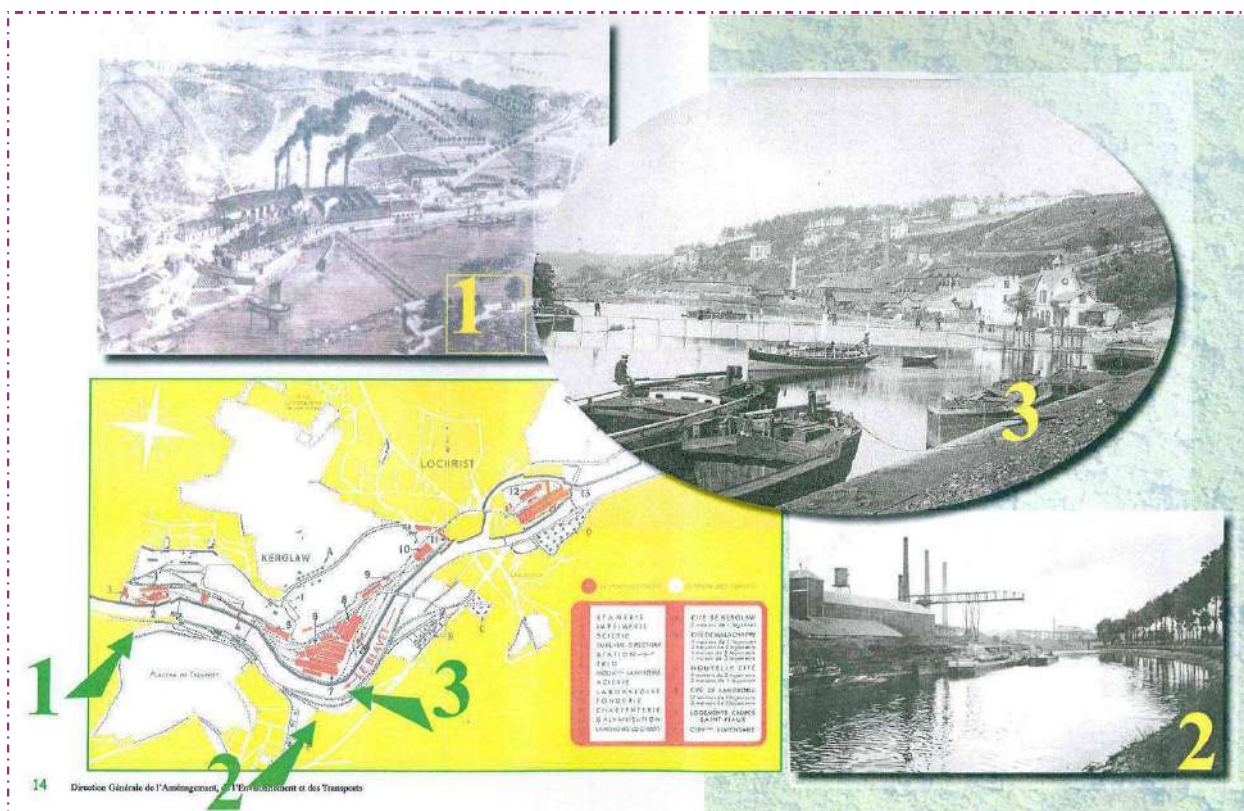
veaux quartiers d'habitation, une nouvelle salle des fêtes, un dispensaire... sont construits et les forges seront prochainement reliées au réseau départemental de chemin de fer. En 1932, l'usine de Locastel (île de Lochrist) est rénovée. On y installe un train à tôle pour le laminage à chaud et à froid, permettant alors de répondre à la demande de tôles pour carrosserie automobile.

En 1938, la production est de 33000 tonnes pour 3000 ouvriers. Cette même année, un contrat est passé entre les « Cirages français » (propriétaires des Forges) et les Acieries de Firminy (propriétaires de l'usine des Dunes). Cette constitution donne la « Société métallurgique d'Hennebont et des Dunes » qui assure aux Forges des appuis techniques.

Pendant la seconde guerre mondiale les forges connaissent une période difficile. Au lendemain du conflit, la production est reprise mais dès 1948, l'usine peine et doit faire face à une concurrence de plus en plus rude. C'est en 1949 que le contrat est rompu entre les Forges et Firminy, et en 1963 que la société dépose son bilan.

Dans un souci de sauvegarde des emplois,... *les forges restent à la fin des années 1950, le plus gros employeur de Bretagne et font vivre directement environ 10 000 personnes...* l'Etat injecte des capitaux dans l'entreprise et maintient l'activité, jusqu'en mai 1966 où est décidé, par arrêté ministériel, la fermeture du site. Le 4 juillet, le Conseil Général du Morbihan confirme la décision, c'est la fin de l'activité industrielle des Forges d'Hennebont. »

Extraits du document d'étude sur le secteur des Forges, 2008, Lorient Agglomération





*Les bureaux de la direction*



*La station électrique (le néon)*



*L'usine de Kerglaw : laminoirs et aciérie*



*L'ancien laboratoire : l'écomusée*



*Le lien avec le centre de Lochrist par l'espace public*



*Un potentiel encore largement inexploité sur ce site immense*

Les Forges sont en outre un patrimoine très présent dans les représentations des habitants d'Inzinzac-Lochrist.



#### 4. PATRIMOINE & ARCHITECTURE

##### LA PROTECTION DU PATRIMOINE

###### Les Monuments Historiques

Au 1er janvier 2018 la commune d'Inzinzac-Lochrist abrite un Monument Historique localisé au sein de l'aire agglomérée de Lochrist :

**le Dolmen du Bünz**, ainsi qu'une bande de terrain de 5 m autour des dalles apparentes ; classé par arrêté du 25 septembre 1979. *(photo ci-dessous ; source : DRAC Bretagne)*

Le dolmen tire son nom du domaine dans lequel il est aujourd'hui situé, dont le parc, doté d'allées sinueuses et d'un arboretum, est également préservé sur les flancs sud et est de la colline et est aujourd'hui ouvert au public.

Le dolmen et le parc ne possèdent pas de lien patrimonial.

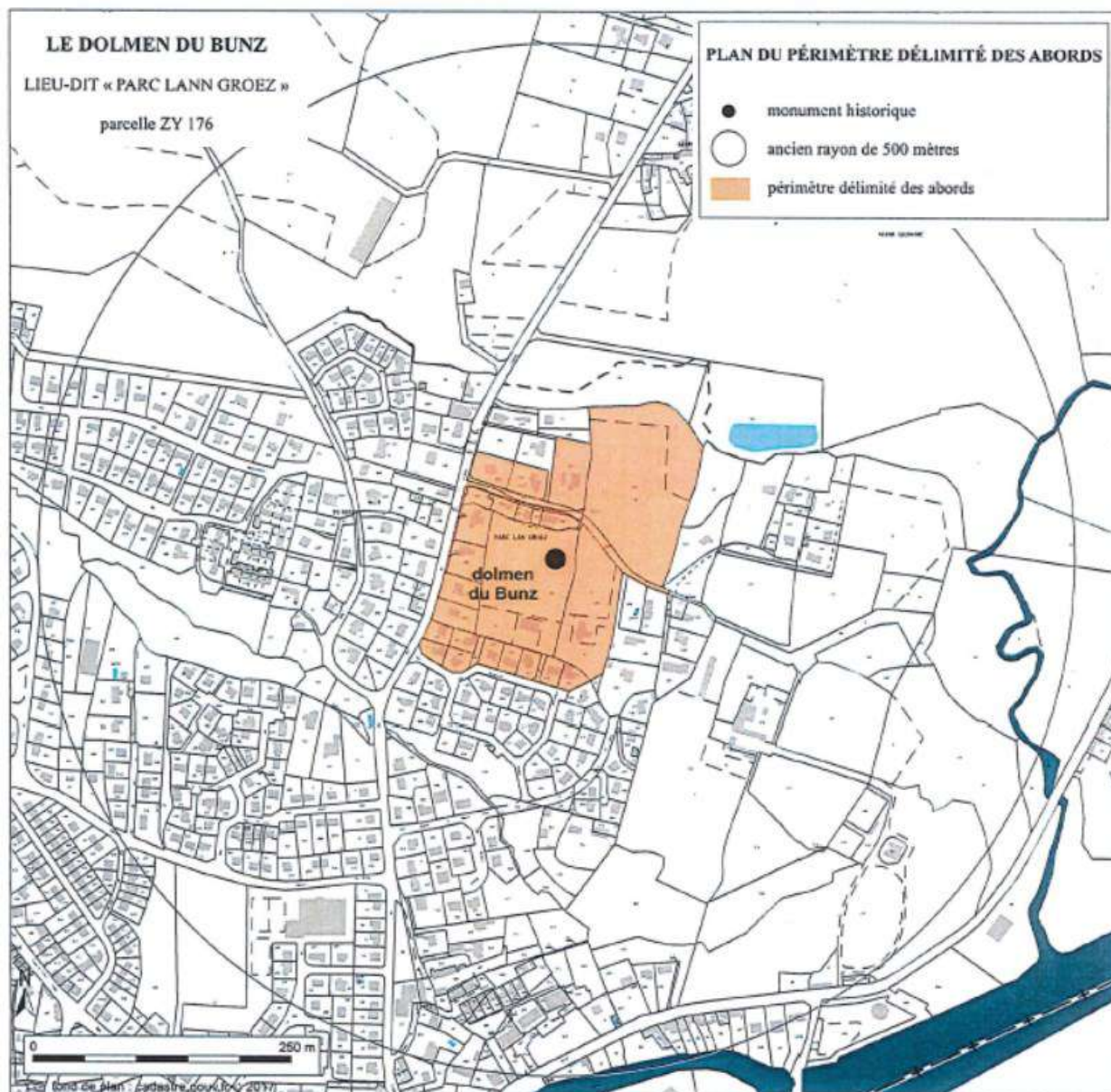


Le Monument Historique a fait l'objet, en juillet 2018, d'une étude afin de remplacer le périmètre de protection par défaut par un Périmètre Délimité des Abords (PDA).

La commune s'étant prononcé favorablement au nouveau périmètre proposé par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bretagne, le projet a fait l'objet d'une Enquête Publique concomitante à celle du PLU arrêté au début de l'été 2019.

Un arrêté préfectoral en date du 24 septembre 2019 a créé le nouveau périmètre des abords du monument, faisant suite aux conclusions favorables émises par la commissaire-enquêtrice à l'issue de l'Enquête.

Ce PDA remplace l'ancien rayon de 500m en tant que Servitude d'Utilité Publique *(carte ci-contre)*.





# SECTION I A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN











## 4. PATRIMOINE & ARCHITECTURE

### Le petit patrimoine.

Les éléments du petit patrimoine de la commune ont fait l'objet d'un inventaire dans le PLU de 2007 ; cet inventaire, qui compte environ 120 éléments, est désormais actualisé et reprend la même classification par catégories que le précédent.

*Ci-contre : extrait de nomenclature, planche Paysage et Patrimoine du PLU 2007*

Eléments remarquables du paysage protégé  
en application de la loi paysage du 8 janvier 1993  
et au titre de l'article L 123-1-5 7° du code de l'urbanisme

	Fontaine		Puit
	Lavoir		Four à pain
	Eglise		Habitat de caractère
	Calvaire		Pigeonnier
	Pont		Arbre remarquable



lavoir, Inzinzac



four à pain, Inzinzac



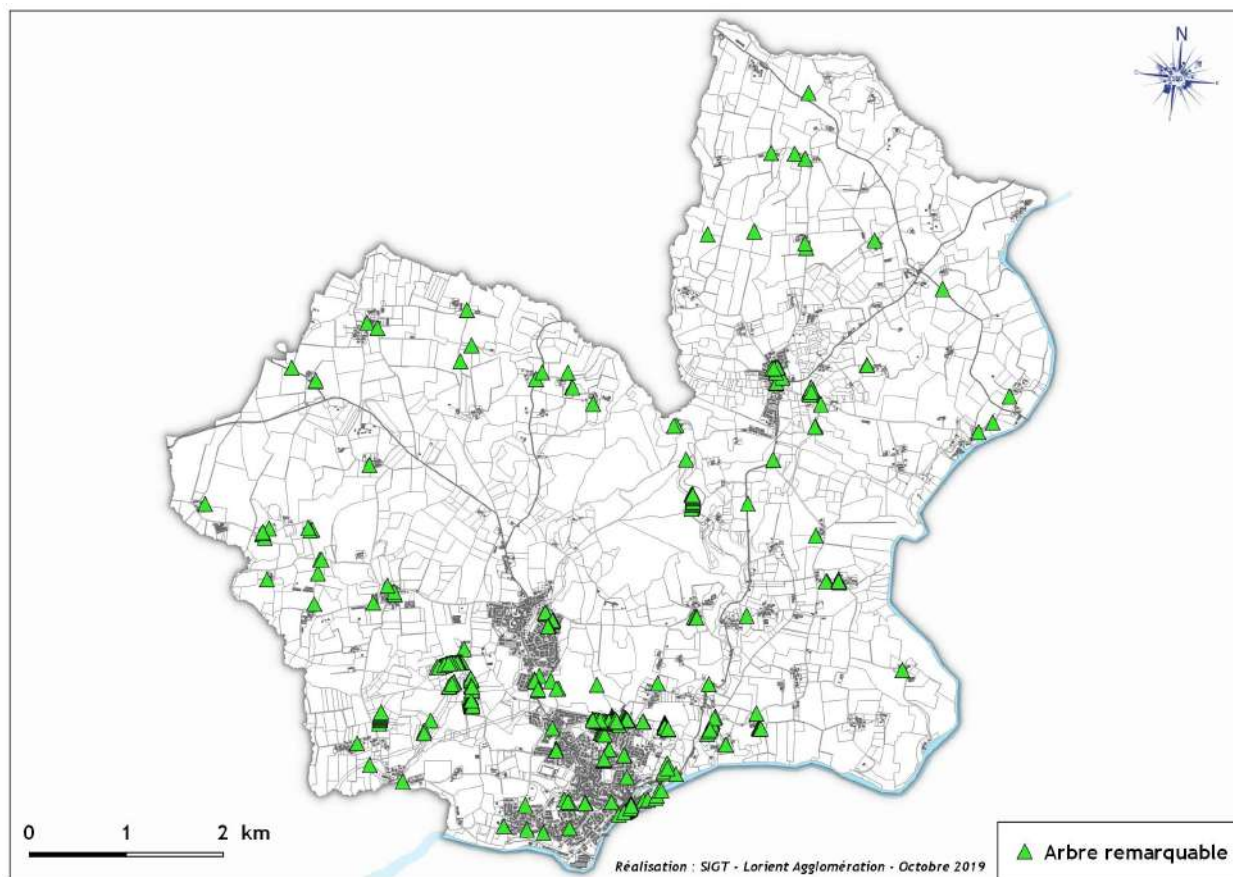
vierge, Inzinzac



puits, Penquesten

### Les arbres remarquables

Un dossier réalisé en 2019 par un particulier, comportant plus de 100 arbres, groupes d'arbres et alignements d'arbres remarquables (photographiés et géo-référencés) a permis d'intégrer au PLU les sujets repérés au sein du Règlement Graphique. Ils sont ainsi protégés au titre du paysage et du patrimoine.

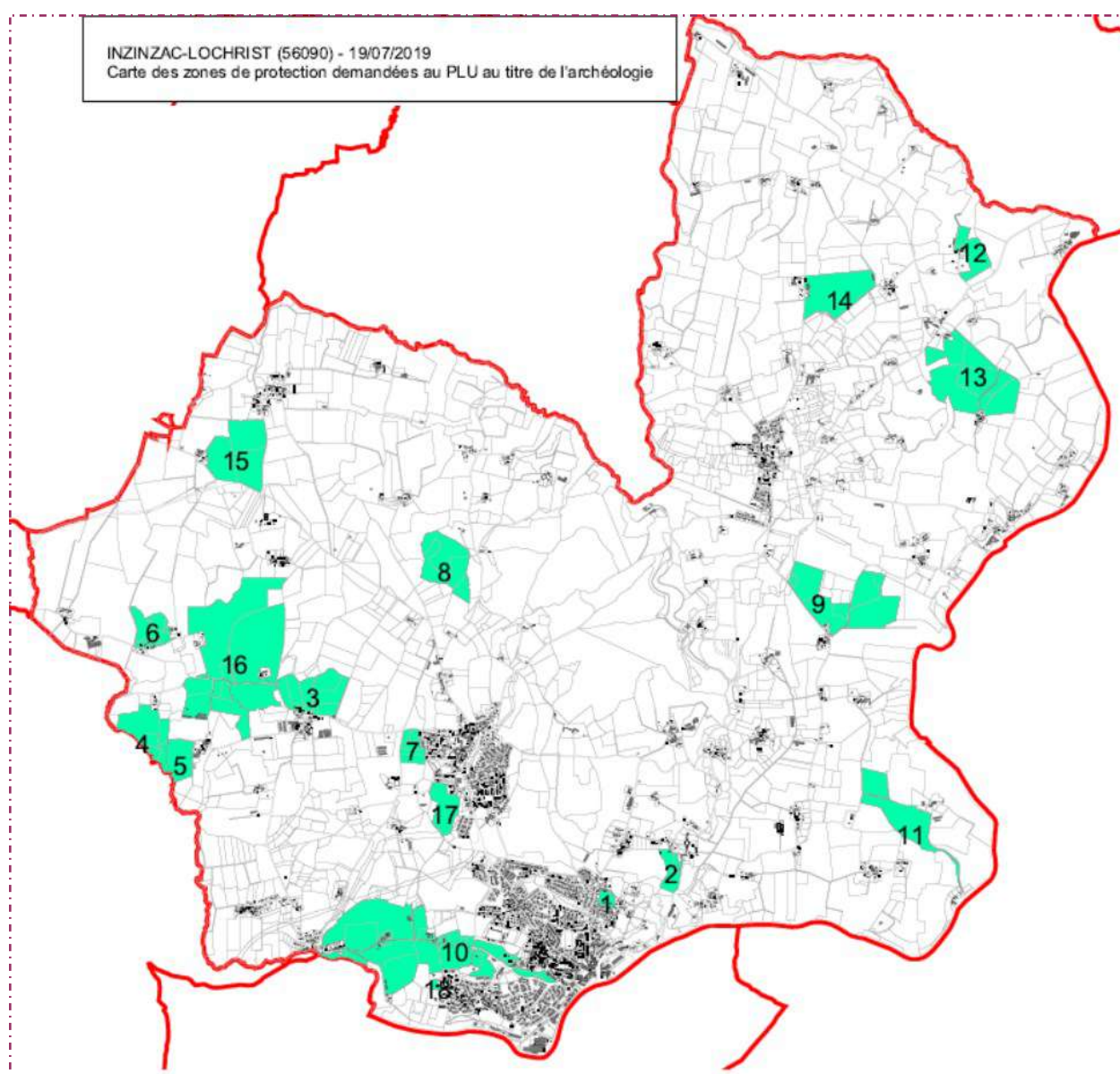




### Les zones de protection archéologique.

16 zones de protections sont demandées au PLU au titre de l'archéologie (au 23/09/2016) :

- |  |  |
|--|--|
| 1- « le Bunz ; dolmen »  | 11- « Keroman ; enclos, fossé »                                |
| 2- « Kersalo ; enclos »  | 12- « Kermoël, talus »   |
| 3- « Kerguer »   | 13- « Kerlen ; enclos »  |
| 4- « Keroman »   | 14- « Keryarec ; enclos »                                      |
| 5- « Perroz ; enclos »   | 15- « Kerpuns ; enclos »                                       |
| 6- « Sainte Geneviève ; espace fortifié »  | 16- « Keroman les Fontaines ; enclos » et « le Rest ; enclos » |
| 7- « le Val »  | 17- « Route du Temple ; enclos funéraire »                     |
| 8- « Pen er Hoet ; enclos »  | 18- « La Montagne ; enclos »                                   |
| 9- « Kermat » et « Kerdréan »  |  |
| 10- « Kernégan » et « voie Vannes-Quimper ; section unique de Lochrist au Temple » |  |



# SECTION I

## A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN

### 4. PATRIMOINE & ARCHITECTURE

#### DES ARCHITECTURES REMARQUABLES

**Les formes anciennes phagocytées par les agglomérations mais relativement intouchées**

Le patrimoine bâti d'Inzinac-Lochrist se compose, outre les églises et chapelles,

- de longères isolées ou groupées, souvent phagocytées par le développement du tissu aggloméré. Une grande partie date des années 1870 ;

- d'habitations moins modestes, type maisons de maître, qui posent la question de leur préservation.

De manière générale, ce patrimoine bâti ancien est relativement préservé. Les noyaux des hameaux désormais assimilés aux espaces agglomérés continuent de se détacher du reste du tissu bâti par leur matérialité, l'implantation et la compacité du bâti, mais aussi le soin apporté à leurs abords.

*Ci-dessous : exemples de noyaux anciens préservés au Gorée (Inzinac) et au centre de Penquesten*



#### L'habitat ouvrier de Lochrist

L'activité économique du bassin du Blavet a généré la mise en œuvre de programmes spécifiques de « maisons ouvrières » qui, par leur nombre, sont un des axes de lecture de l'urbanisme tant de Lochrist que d'Hennebont.

Le tissu discontinu intermédiaire dense fonctionne sur la répétition d'un modèle le plus souvent en R+1, à l'exemple de la Cité Jean Jaurès réalisée dans entre 1957 et 1960 (photo ci-contre).

Ici le modèle, mitoyen par son volume principal ou par son garage, présente une toiture à faible pente et une façade au relief régulièrement animé par un rez-de-chaussée ou un premier étage en retrait, générant respectivement une entrée abritée ou un balcon filant. Ce relief est d'autant plus mis en valeur par le traitement coloré de ces éléments de façade en creux ou en débord.

### Des projets remarquables qualifiants

*La Résidence du Sous-bois, par Bernard Menguy et HLM Foyer d'Armor, 1995 (photo ci-contre) :*

Composée de 5 plots d'habitat de plain pied comportant chacun 4 logements accolés, l'opération s'intègre dans son environnement boisé sans limite tranchée entre espaces verts et végétation spontanée.

Les garages regroupés à l'écart des habitations, le réseau interne de chemins piétonniers et le dispositif innovant de chauffage par centrale aéro-voltaïque constituent d'autres intérêts de ce petit quartier.



*Des événements architecturaux dans les quartiers pavillonnaires après 2000 :*

Au sein du lotissement construit au Branguel (Inzinzac, photos ci-dessus) durant la décennie 2005-2015, les maisons de constructeurs côtoient d'autres maisons, en bois, déclinées sur un modèle unique. Seules, par trois, elles constituent l'armature du lotissement grâce à leur identité, et semblent proposer comme leurs voisines toutes les qualités du logement individuel ainsi qu'un jardin, sur des parcelles cependant plus restreintes. Pour ce faire, les volumes de la résidence la Forêt sont peu gourmands en emprise au sol, montent en R+1, et le stationnement est géré à l'extérieur de la parcelle.

On retrouve une trame similaire à Lann Blenn (Lochrist) sur l'îlot principal compris entre les rues des moissonneurs et des lavandières : le gabarit de type R+combles un peu réhaussé, associé à un enduit blanc et une toiture 2 pans traditionnelle, est beaucoup plus proche du pavillon ordinaire, mais un volume en zinc assoit l'identité de ces maisons dans le lotissement tout en élevant un peu le volume ; enfin le modèle permet l'extension de l'habitation sans consommer davantage de terrain.



# SECTION I A. DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN

## 4. PATRIMOINE & ARCHITECTURE

### Les développements pavillonnaires

Les lotissements pavillonnaires construits entre 1975 et 2005 souffrent de l'image de quartiers sans véritables qualités urbaines et sans identité, un constat qui peut cependant s'étendre bien au-delà des limites communales.

Jusque dans les années 2000, les maisons individuelles s'implantaient préférentiellement en retrait de toutes les limites de parcelles, des implantations à la fois radicalement différentes des principes d'organisation du bâti breton traditionnel mais aussi très peu économes en espace (bandes de gazon sans usages) ; de nombreux lotissements, aussi bien à Inzinzac que dans les autres bourgs, en sont représentatifs.

De nombreux autres éléments de la composition architecturale et urbaine contribuent au constat de quartiers sans qualités :

- le choix des couleurs et des matériaux : sur Inzinzac-Lochrist plus que sur d'autres communes, l'image positive du tissu coloré de Locastel a pour corollaire la perception de tissus résidentiels ternes, ou les tons pierres dominant.

La présence écrasante de l'ardoise au-delà des toitures qui représentent déjà 50% des volumes perçus (pignons, bandeaux éventuels en façade), œuvre dans le même sens ;

- la végétalisation et le traitement paysager des abords de la construction, en option depuis plusieurs décennies : peuvent être mentionnés l'imperméabilisation disproportionnée des jardins au profit de la voiture, ou encore l'aspect des clôtures qui participent en grande partie de la perception des quartiers par autrui ;

- enfin le soin apporté aux voiries internes par les aménageurs révèle la priorité donnée à la voiture jusqu'à aujourd'hui, occultant l'usage partagé qui peut être fait de l'espace public en général (pratiques des enfants, circulations douces, lieux de rencontre..)

Aujourd'hui les parcelles plus petites permettent souvent de revoir les principes d'implantation, mais le problème de la cohabitation de gabarits traditionnels (toitures à 2 pans) avec des gabarits plus contemporains (toitures plates ou faibles pentes) devient plus prégnant que jamais.



## SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC PAYSAGER & URBAIN

### ENJEUX URBAINS & PAYSAGERS

#### Un paysage *agro-naturel* à mettre en valeur et à préserver

- Une commune au carrefour de plusieurs unités paysagères avec :
  - des reliefs singuliers, générant des points de vues remarquables
  - le Blavet, élément majeur de deux des unités paysagères qui couvrent le territoire (Blavet Aval, Vallée du Blavet)
  - le Bois de Trémelin, deuxième élément majeur à l'interface entre vallées et Plissements, dans un grand ensemble naturel à l'échelle de l'Agglomération
  - des paysages de campagne plats et ouverts, marqués par l'agriculture
- L'importance des vallons, percées de nature dans les bourgs, aux qualités paysagères écologiques et sociales (sociotopes).

#### Un paysage *urbain* à composer pour contrer la banalisation

- Trois bourgs présentant des tailles et des formes spécifiques, pour des cadres et des échelles de vie uniques : Inzinzac, Lochrist, Penquesten
- Des lotissements banalisés, malgré quelques exemples ponctuels récents réussis ; le défi des lots individuels plus petits qu'il y a 20 ans.
- L'identité de Locastel, noyau qui rayonne par son commerce et ses couleurs riches
- Le rôle du Blavet dans le développement urbain et les ambiances de Lochrist
- De réelles possibilités d'optimisation foncière pour densifier l'habitat au sein des trois bourgs
- Le patrimoine majeur des Forges, qui plus est très présent dans les représentations des habitants : un potentiel majeur en matière d'aménagement et d'attractivité de la commune, qui profite de nombreux atouts (lien à Lochrist, au Blavet, environnement de qualité, vaste emprise)
- L'essentiel du territoire ponctué de petit patrimoine et hameaux inégaux.



## 1. ÉVOLUTIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

## DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE DU PAYS DE LORIENT

Le diagnostic établi dans le cadre du SCoT 2018 sur le Pays de Lorient (Lorient Agglomération + Blavet Bellevue Océan) donne les grandes lignes des dynamiques à l'œuvre en matière de démographie et d'habitat (sur la base des données INSEE 2014) :

Atteignant 218 830 habitants au 1er janvier 2014, la population du Pays de Lorient est en croissance ininterrompue depuis les années 1960, une croissance cependant modeste (environ 0,4% par an sur la période 2008-2013) et dépendante à 80% du solde migratoire. S'ensuit un phénomène de redistribution interne de la population qui profite aux communes périphériques au détriment du centre de l'agglomération ; le pôle de centralité et les communes littorales vieillissantes sont en effet en décroissance démographique.

Cette croissance s'accompagne d'une diminution globale de la taille des ménages (pour atteindre 2,12 personnes en 2011), avec une augmentation de la part des personnes seules.

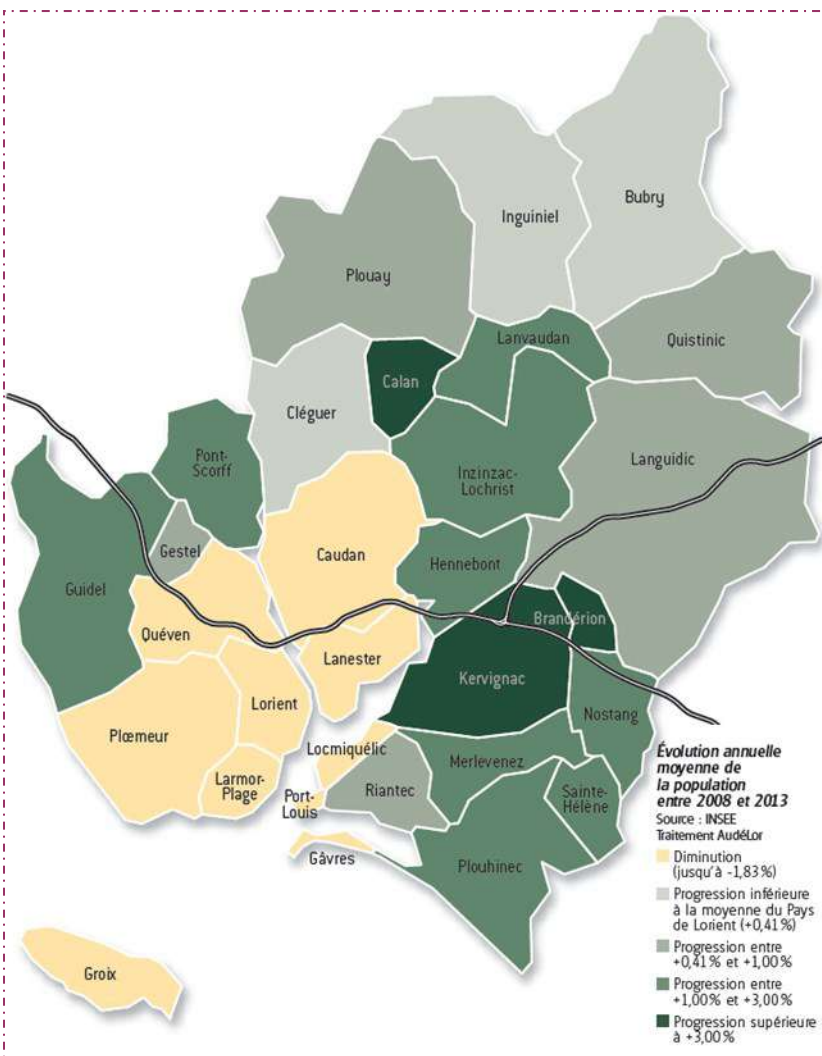
Les projections de population en 2040 se situent ainsi entre 230 000 et 260 000 habitants ; par ailleurs le vieillissement de la population devrait se poursuivre si les phénomènes migratoires n'évoluent pas. Il est en outre possible d'imaginer qu'à l'horizon 2040, le nombre d'actifs diminue de sorte à ce que le territoire offre alors davantage d'emplois qu'il n'y aura d'actifs résidents, ce qui pourrait constituer un élément d'attractivité pour le Pays de Lorient.

Le parc de logements est également en croissance, (1,67% par an depuis 1968) avec une production annuelle à la baisse depuis 2011. Près des deux tiers des logements sont composés de maisons individuelles, une part qui est plus faible dans le cœur de l'agglomération. Cette typologie reste très présente puisqu'elle constitue encore 57,2% de la production neuve. Il est à noter que les résidences secondaires ne représentent encore qu'une part mineure du parc des communes littorales.

Le parc de logement est relativement récent (seules 4 communes se distinguent par une part importante de logements d'avant-guerre), et la vacance globale est assez faible (à 5,7% en 2012) mais elle cache de forts contrastes entre le nord et le sud du territoire. De même, le Pays de Lorient compte un peu plus de 19 000 logements sociaux, répartis de manière inégale (près des trois quarts sur trois communes : Lorient, Lanester, Hennebont) bien que cette répartition tende désormais à se modifier.

Les prix de l'immobilier sont contrastés : les rapports varient de 1 à 4,3 pour les maisons entre la partie nord et la partie littorale, tandis que l'écart pour les appartements continue de croître entre secteur urbain et secteur littoral. Le marché de la promotion immobilière est en retrait mais reste apparemment sain.

Les besoins en logements au cours de la période 2017-2037 varieront avec la décohabitation et avec la taille des ménages.



## LA POPULATION ET LES MÉNAGES À INZINZAC-LOCHRIST

La population légale d'Inzinzac-Lochrist est de 6 471 habitants (donnée INSEE 2015 entrée en vigueur au 1er janvier 2018), ce qui la place au dixième rang dans l'Agglomération (sur 25).

Depuis 1900, la commune a connu une alternance de période de croissance et de période de perte de population.

Globalement en hausse depuis 1968, cette population a connu une légère baisse durant la fin du XXe siècle (années 1980-2000), puis la croissance a repris jusqu'en 2015, atteignant une moyenne annuelle de 1,7% ces dernières années et gagnant plus de 500 habitants sur la seule période 2008-2013.

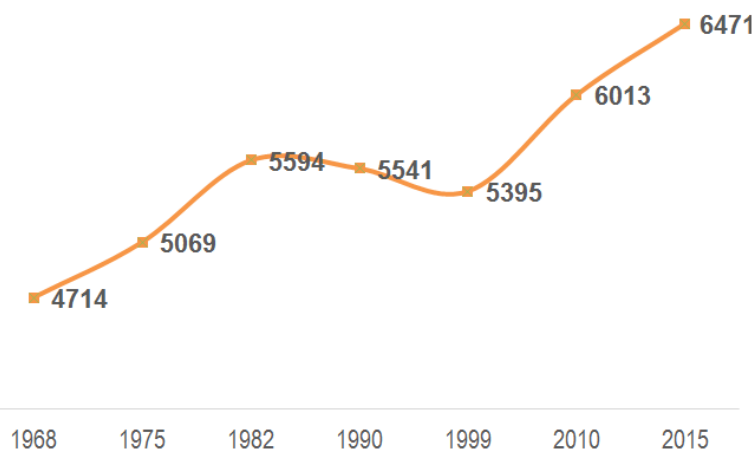
La commune est divisée par l'INSEE en deux IRIS :

- Lochrist Centre-ville
- Inzinzac Penquesten et la campagne

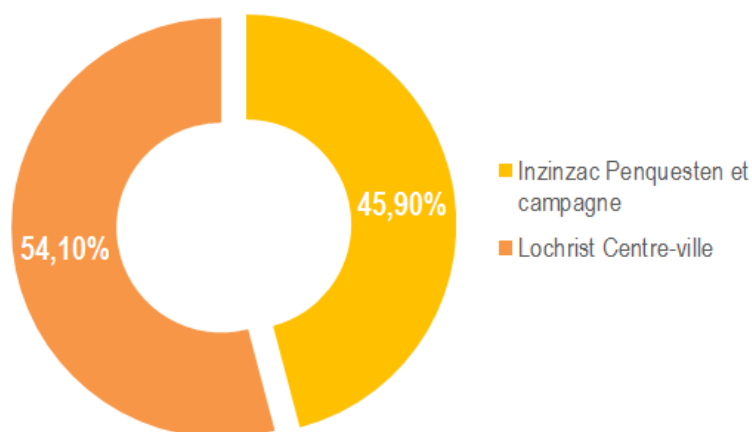
Les données 2014 donnent une idée de la répartition de la population sur le territoire : on constate que plus de la moitié des habitants de la commune vit dans l'espace aggloméré de Lochrist.

Le graphique ci-dessous démontre le rôle majeur du solde migratoire dans la croissance démographique de la commune, déterminant à plus de 80% ces dernières décennies, un ratio qui a encore augmenté depuis 2010.

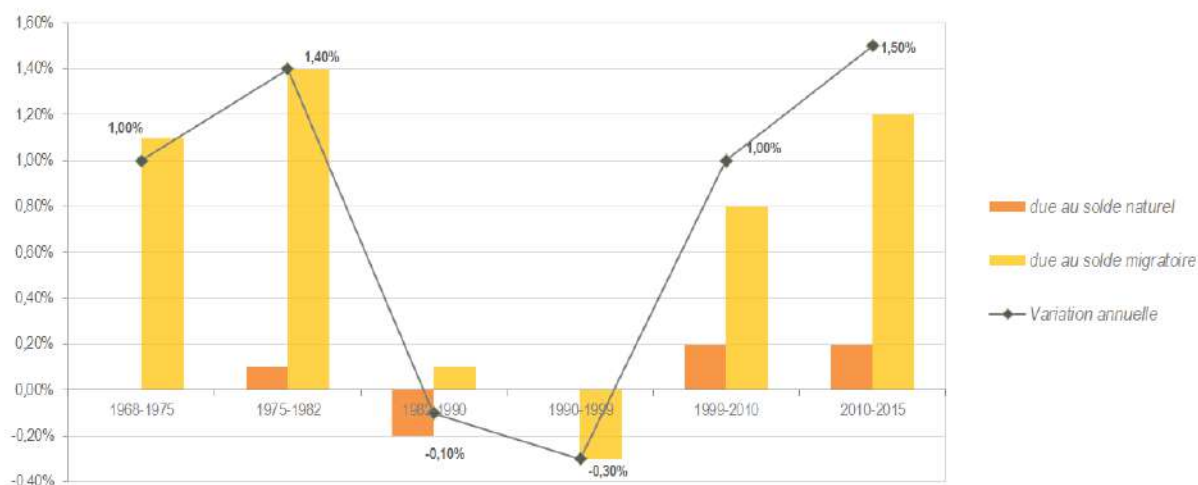
*Evolution de la population d'Inzinzac-Lochrist*



*Répartition de la population 2014 à l'IRIS*

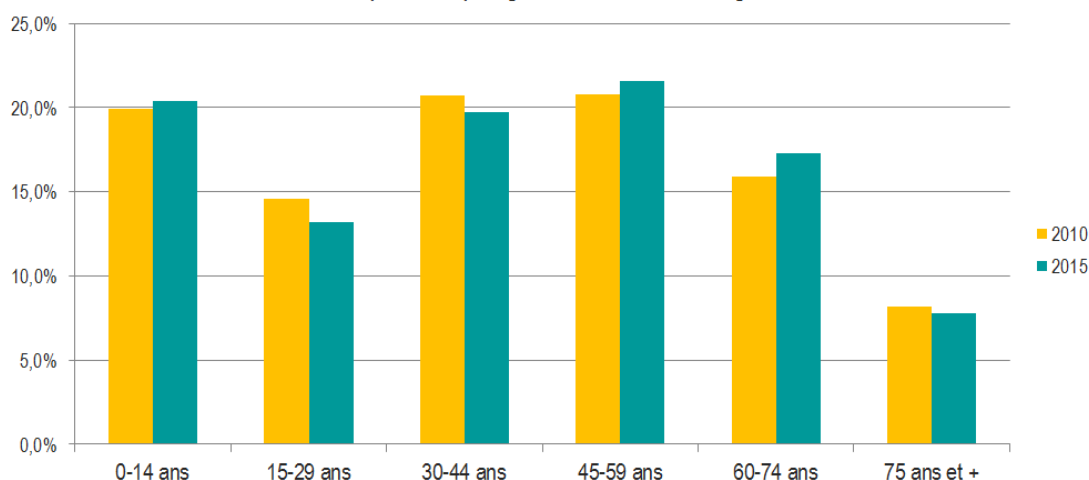


*Variations annuelles de la population*



## 1. ÉVOLUTIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES (SOURCE INSEE2015)

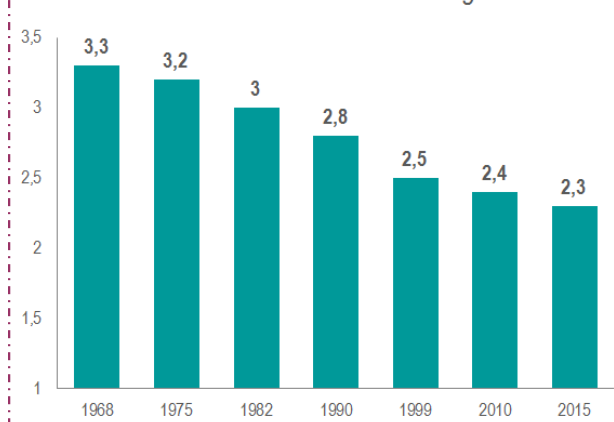
Population par grandes tranches d'âge



La répartition de la population par tranches d'âge illustre, comme dans une majorité de communes, le vieillissement de la population ; la part des 15-44 ans est en diminution quand la part des plus de 60 ans augmente. Cependant il est à noter que la part des 45-59 ans est elle aussi en augmentation, une tranche d'âge représentant une population très majoritairement active.

De manière générale, la population d'Inzinzac-Lochrist reste globalement plus jeune et plus familiale que la moyenne de l'Agglomération. En témoigne l'indice de jeunesse de la commune (106), bien supérieur à celui de l'Agglomération (81).

Évolution de la taille des ménages



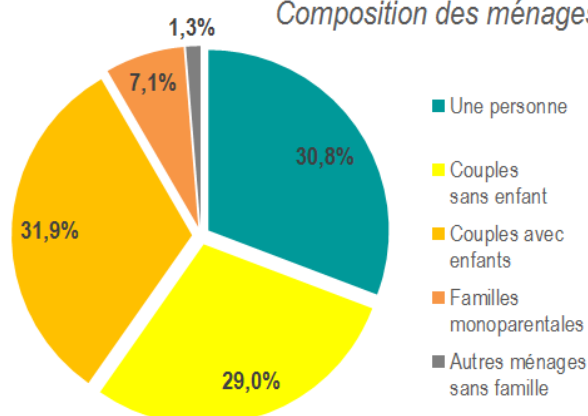
Ce constat d'une commune familiale transparait dans un deuxième indice : si la taille des ménages continue, comme pour toute commune, de diminuer, elle atteint en 2015 le chiffre de 2,3 personnes par ménage qui reste supérieur à la moyenne de l'Agglomération lorientaise située à 2,1.

Quant à la composition des ménages d'Inzinzac-Lochrist :

- Près d'un ménage sur 3 est composé d'une seule personne ;
- La proportion passe à 60% pour les petits ménages (1 à 2 personnes).

Corollaire de ce processus : les logements anciens, relativement grands, peuvent se voir de moins en moins adaptés à des ménages qui se font de plus en plus petits.

Composition des ménages

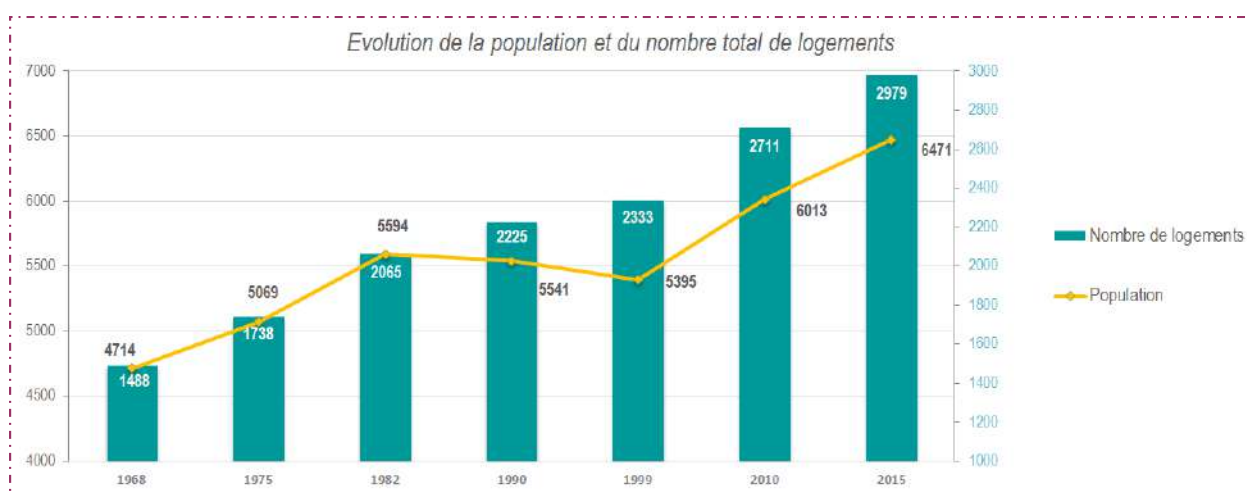


## L'HABITAT À INZINZAC-LOCHRIST

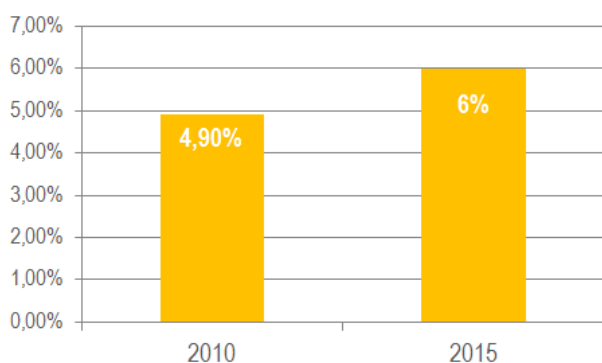
En 2015, la commune d'Inzinzac-Lochrist comptait 2 979 logements, un nombre en augmentation depuis 1968 malgré une production relativement irrégulière. La production annuelle moyenne depuis 2010 est d'environ 50 logements.

Le desserrement progressif des ménages entraîne un resserrement de l'écart relatif entre la population et le nombre de logements ; le nombre de logements a doublé depuis 1968, quand la population n'a été multipliée que par 1,4.

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Résidences principales	1407	1585	1867	1973	2140	2497	2725
Résidences secondaires	43	75	76	96	110	82	76
Logements vacants	38	78	122	156	83	132	179
Parc total	1488	1738	2065	2225	2333	2711	2979



### évolution de la part des logements vacants



Le taux de vacance des logements s'élève à 6% du parc en 2015 (soit 179 logements), connaissant une augmentation peu notable par rapport à 2010.

Ce taux devient équivalent à celui observé sur l'Agglomération (5,9%) et inférieur au taux morbihannais (6,9%) ; il est en outre à considérer avec la forte production de logements neufs des années 2000 (+ 400 logements environ entre 1999 et 2010) qui illustre parallèlement le relatif intérêt du moment pour les logements plus anciens à rénover, des logements potentiellement moins adaptés aux familles d'aujourd'hui.



## 1. ÉVOLUTIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

La part des maisons individuelles dans le parc de logements d'Inzinzac-Lochrist reste très dominante. La commune se situe au dessus de la moyenne constatée sur l'Agglomération (à près de 65% pour ce type de logement).

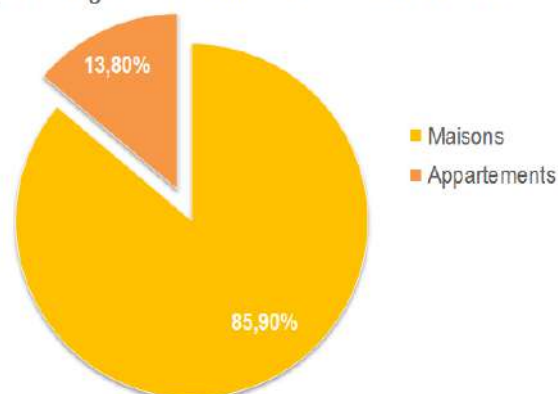
Le logement individuel pur continue de représenter près de 70% de la production de la dernière décennie.

Les logements de 4 ou 5 pièces et plus restent largement prédominants, représentant près de 3 logements sur 4 dans le parc total.

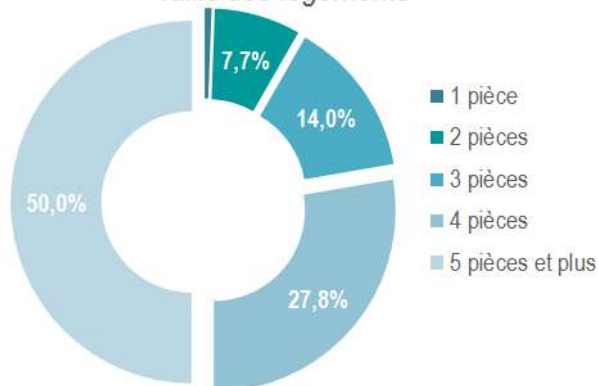
Il en résulte des logements de 4,5 pièces en moyenne, un chiffre qui semble décorrélié de la réalité actuelle de la taille des ménages qui ne cesse de diminuer.

En termes de confort, il est à relever que moins de 30% des logements du parc total ont été construit après 1990.

Types de logements sur Inzinzac-Lochrist en 2015



Taille des logements



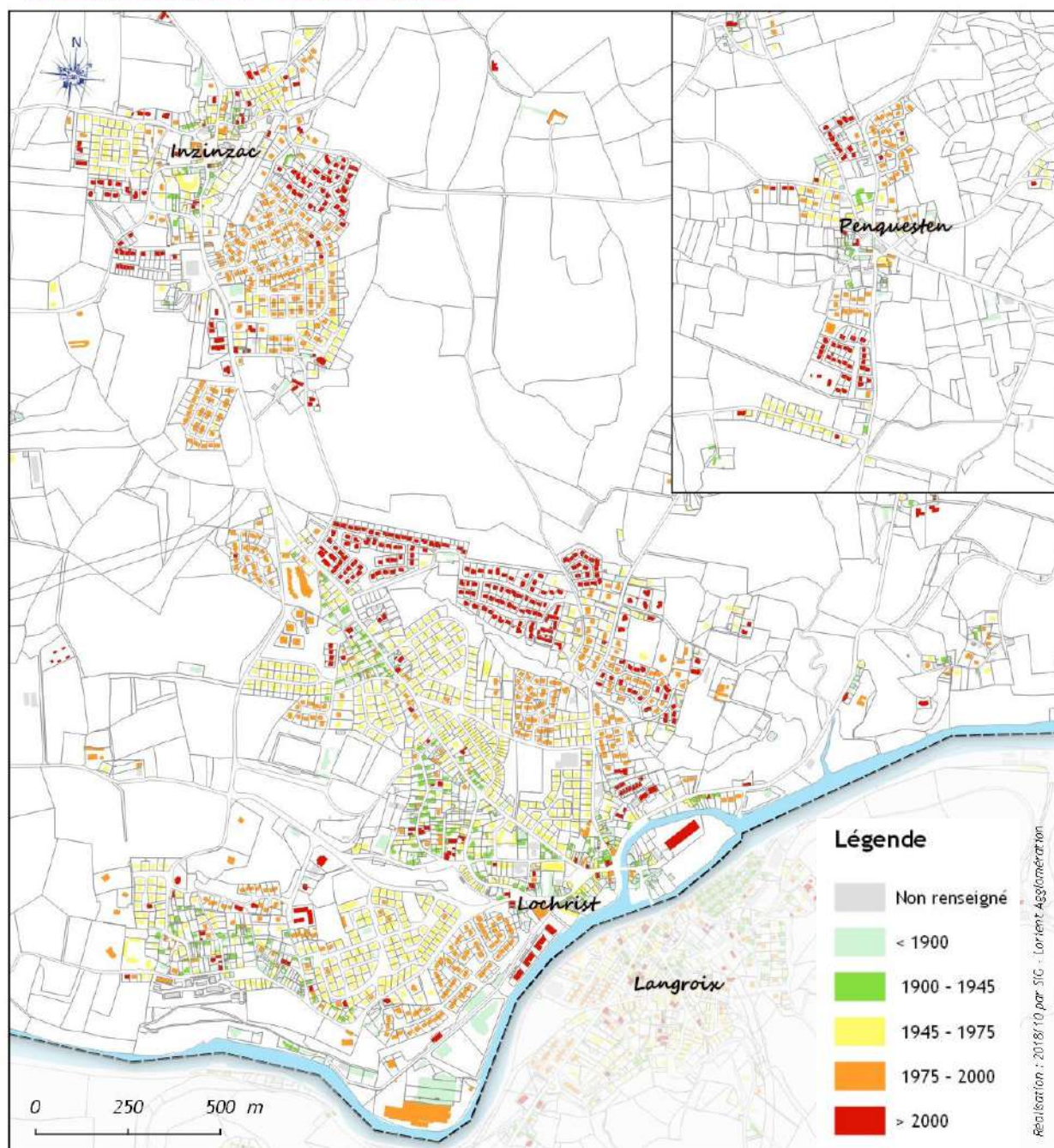
À Inzinzac-Lochrist, la part des propriétaires de leur résidence principale évolue à peine, à 78,5% pour 20,9% de locataires. Cette moyenne est cependant au dessus des 62% de propriétaires sur l'Agglomération.

Le parc des logements sociaux représente quant à lui 375 unités au 1er janvier 2015, soit environ 12% du parc total.

Statut des occupants des résidences principales sur Inzinzac-Lochrist



## INZINZAC-LOCHRIST : datation du bâti



## 2. DYNAMISME ÉCONOMIQUE

## L'EMPLOI ET LA POPULATION ACTIVE (SOURCE : INSEE2015)

En 2015, 886 emplois sont recensés par l'INSEE sur la commune (salariés publics, privés et indépendants confondus) contre 756 en 2010 ; l'indicateur de concentration d'emploi (c'est-à-dire le nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi et résidant dans la zone) passe ainsi de 30,3 à 33,6 entre 2010 et 2015 sur Inzinzac-Lochrist.

À l'échelle de l'Agglomération, Inzinzac-Lochrist est la treizième commune par son nombre d'emplois.

Les emplois se concentrent sur 2 grands secteurs représentant à eux seuls près de 80% de l'offre :

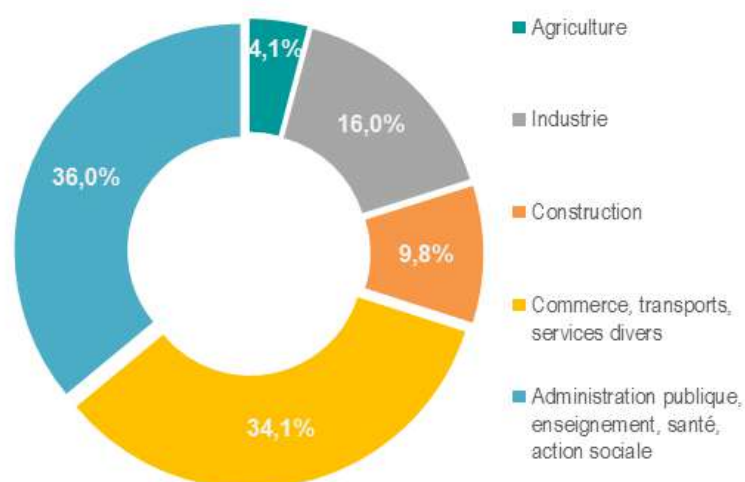
- l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale
- le commerce, les transports et services divers.

Dans ces deux secteurs, la proportion de femmes est d'environ 65% (cette proportion est nulle dans la construction).

La part cumulée de ces deux secteurs est en progrès par rapport à 2010.

Ce progrès s'opère majoritairement au détriment du secteur de l'agriculture qui enregistre une forte baisse, passant de 9,6% en 2010 (74 emplois) à 4,1% en 2015 (32 emplois).

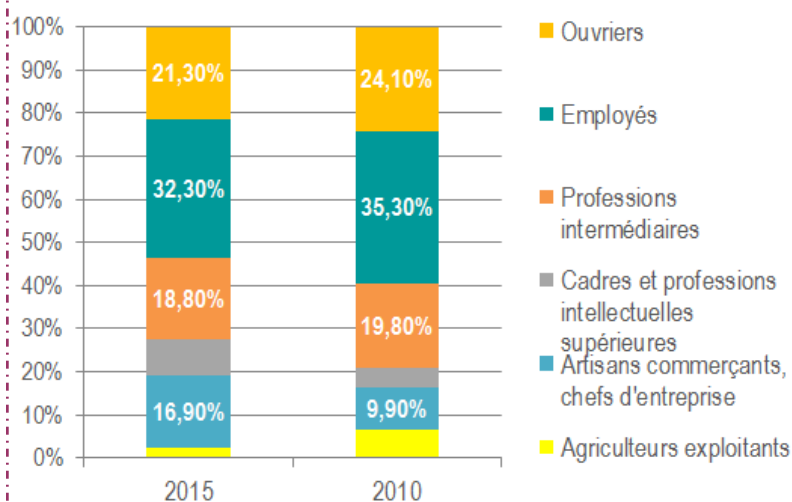
L'emploi par secteur d'activité



De manière générale, la part des ouvriers et employés et professions intermédiaires diminue par rapport à 2010, au profit des artisans, commerçants, chefs d'entreprises et professions supérieures.

Il est à noter que les femmes représentent 49,3% du total des emplois sur le territoire.

L'emploi par catégorie socio-professionnelle





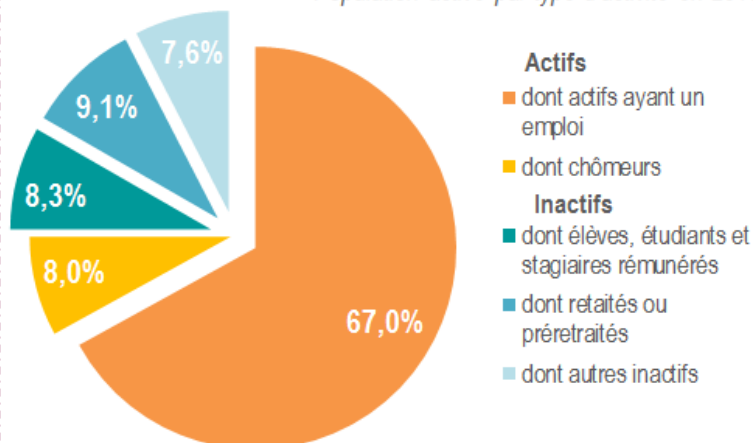
La commune compte 2 931 actifs.

De manière générale, la proportion d'actifs dans la population totale des 15-64 ans augmente mais reste comprise entre 70 et 75% depuis 2010. Par suite, la part des inactifs demeure aussi globalement stable, à 25% en 2015.

Les actifs au chômage représentent cependant 8% de la population totale des 15-24 ans en 2015, un chiffre en augmentation par rapport à l'année 2010 (6,4%, soit +1,6%).

Parallèlement, la proportion d'actifs ayant un emploi augmente aussi, de 2% par rapport à 2010.

Population active par type d'activité en 2015



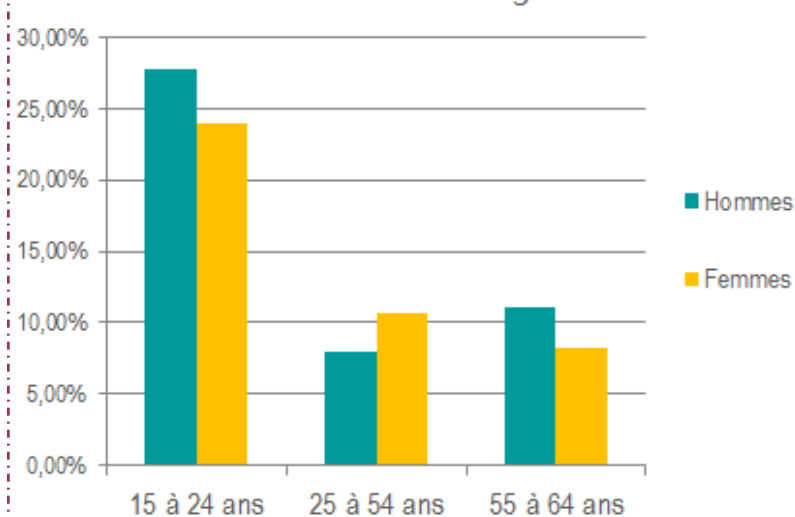
Au sens du recensement, on dénombre en 2015 314 demandeurs d'emplois (soit un taux de chômage de la population active de 10,7%) sur la commune quand ils étaient 245 en 2010 (à 9%).

Ce chiffre reste inférieur au taux global de l'Agglomération qui est de 14,7%.

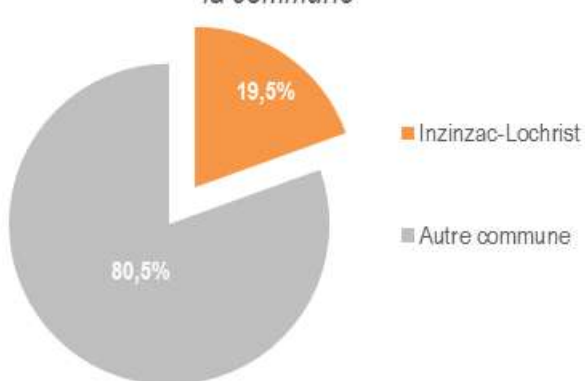
La hausse constatée est principalement subie par les hommes dont le taux passe de 7,7% à 10,1%.

Le chômage touche inégalement les hommes et les femmes en fonction de leur âge : sur la tranche des 15-24 ans, de loin la plus impactée, les hommes sont plus défavorisés que les femmes ; il en est de même pour les plus de 55 ans, cependant la tendance s'inverse entre 25 et 54 ans.

Taux de chômage



Localisation du lieu de travail des actifs de la commune



Un peu moins de 20% des actifs d'Inzinzac-Lochrist ont la chance de travailler sur leur commune en 2015.

Cependant ils sont encore 89,4% à se rendre sur leur lieu de travail en véhicule individuel ou d'entreprise, ce qui implique que certains de ces déplacements sont des trajets courts qui ont lieu exclusivement sur la commune et qui pourraient éventuellement trouver une alternative.

## 2. DYNAMISME ÉCONOMIQUE

## LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

## Les secteurs d'emplois

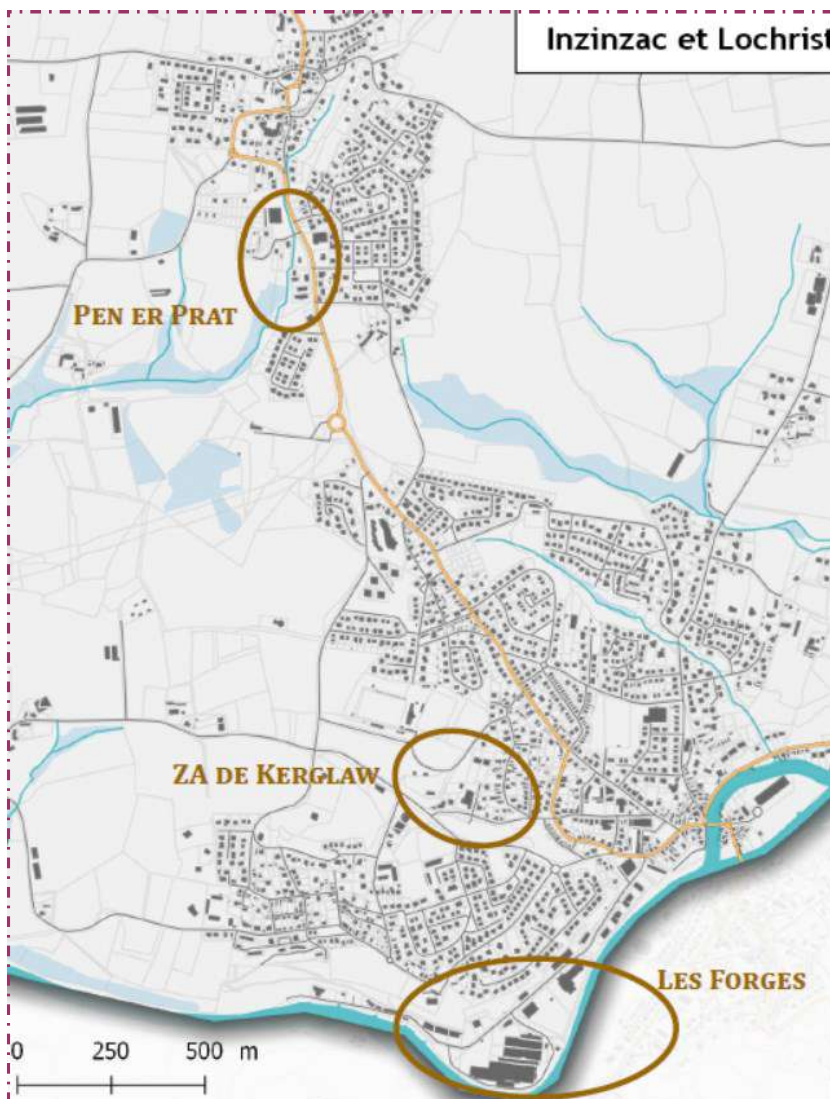
La majorité des entreprises et activités (hors agriculture) se répartit sur 3 secteurs d'Inzinzac-Lochrist (carte ci-contre):

- les Forges, zone d'activité principale encore largement sous-exploitée ;
- la zone de Kerglaw qui accueille notamment des entreprises de bâtiment, d'automobile ou de mécanique ;
- le secteur de Pen er Prat où sont localisées quelques entreprises automobiles et des médecins.

D'autres secteurs d'emplois sont remarquables sur la commune :

- le centre commerçant de Lochrist
- le centre d'enfouissement des déchets de Kermat
- la carrière de Coët Loc'h.

De même, d'autres structures sont à mentionner, en particulier en lien à la santé animale (refuge SPA...)



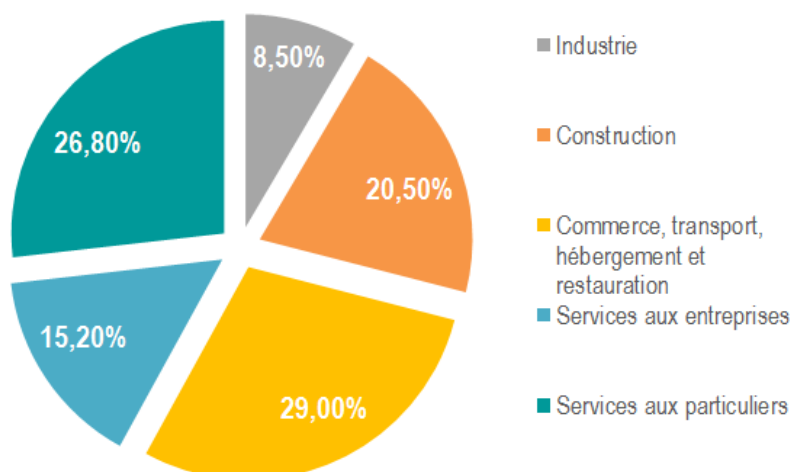
## Les entreprises

Au 31 décembre 2015, 224 entreprises (d'activités marchandes hors agriculture) sont recensés sur le territoire.

Leur répartition par secteur d'activité montre une prédominance des domaines du commerce, transport, hébergement, restauration, et des services aux particuliers, qui concernent 6 entreprises sur 10 au cumulé.

En 2016, 25 entreprises ont été créées à Inzinzac-Lochrist. La répartition de ces entreprises nouvelles par secteur d'activité est équivalente à la répartition des entreprises existantes en 2015.

les entreprises par secteurs d'activité au 31/12/2015





### *Les professionnels de la santé*

La commune accueille par ailleurs une certaine diversité de professionnels de la santé, répartis entre Inzinzac et Lochrist. Cette vingtaine de professionnels, parfois regroupés dans des locaux communs, interviennent en tant que généralistes, kinésithérapeutes, ostéopathes, orthophonistes, podologues, dentistes, infirmiers et ambulanciers.

### *L'activité touristique*

L'activité touristique est portée par l'offre de loisirs hors du commun proposée à Inzinzac-Lochrist. Peuvent être mentionnés à ce titre le site d'escalade de la Chaise du diable ou encore le West Wake Park (télési nautique) qui, comme le Parc d'Eau Vive de Locastel, profitent de la proximité et des atouts du Blavet.

L'offre en matière d'hébergement touristique se compose de plusieurs gîtes ruraux et chambres d'hôtes disséminés sur le territoire, dont 14 répertoriés comme *gîtes de France*. La commune profite aussi d'une offre insolite d'hébergement, restauration et navigation en péniche le long du Blavet, offre basée à Hennebont.

## 2. DYNAMISME ÉCONOMIQUE

### LE COMMERCE & L'ARTISANAT

La commune dispose d'un tissu commercial et artisanal riche, déployé sur tout le territoire, et important au regard de son poids démographique. Son dynamisme est porté par le noyau commerçant de Locastel, qui associe en centre-ville de Lochrist une grande surface alimentaire à une armature de commerces de proximité.

L'étude Commerces menée par l'Audélor dresse le diagnostic complet de la situation, synthétisé ainsi :

Un potentiel théorique correct mais un rayonnement entravé par de fortes contraintes

Une croissance démographique significative (+1,7% entre 2006 et 2014) et un nombre d'habitants correct pour le développement du commerce (6471 habitants).

Des contraintes :

- la proximité de la zone commerciale de la Gardeloupe (Hennebont) : accueillant hypermarchés et grandes enseignes dans plusieurs domaines allant de la culture à l'habillement. Située sur l'un des axes principaux reliant Inzinzac à Hennebont et à la RN 165, et à moins de 10 minutes en voiture depuis Inzinzac ou Lochrist, cette zone capte les navetteurs de la commune ;
- la configuration de la commune en plusieurs bourgs, avec des hameaux éparpillés, rendant l'activité commerciale parfois fragile et peu viable ;
- le développement et l'usage d'internet (nouvelle forme d'évasion)

Une offre commerciale quantitativement « dans la moyenne »

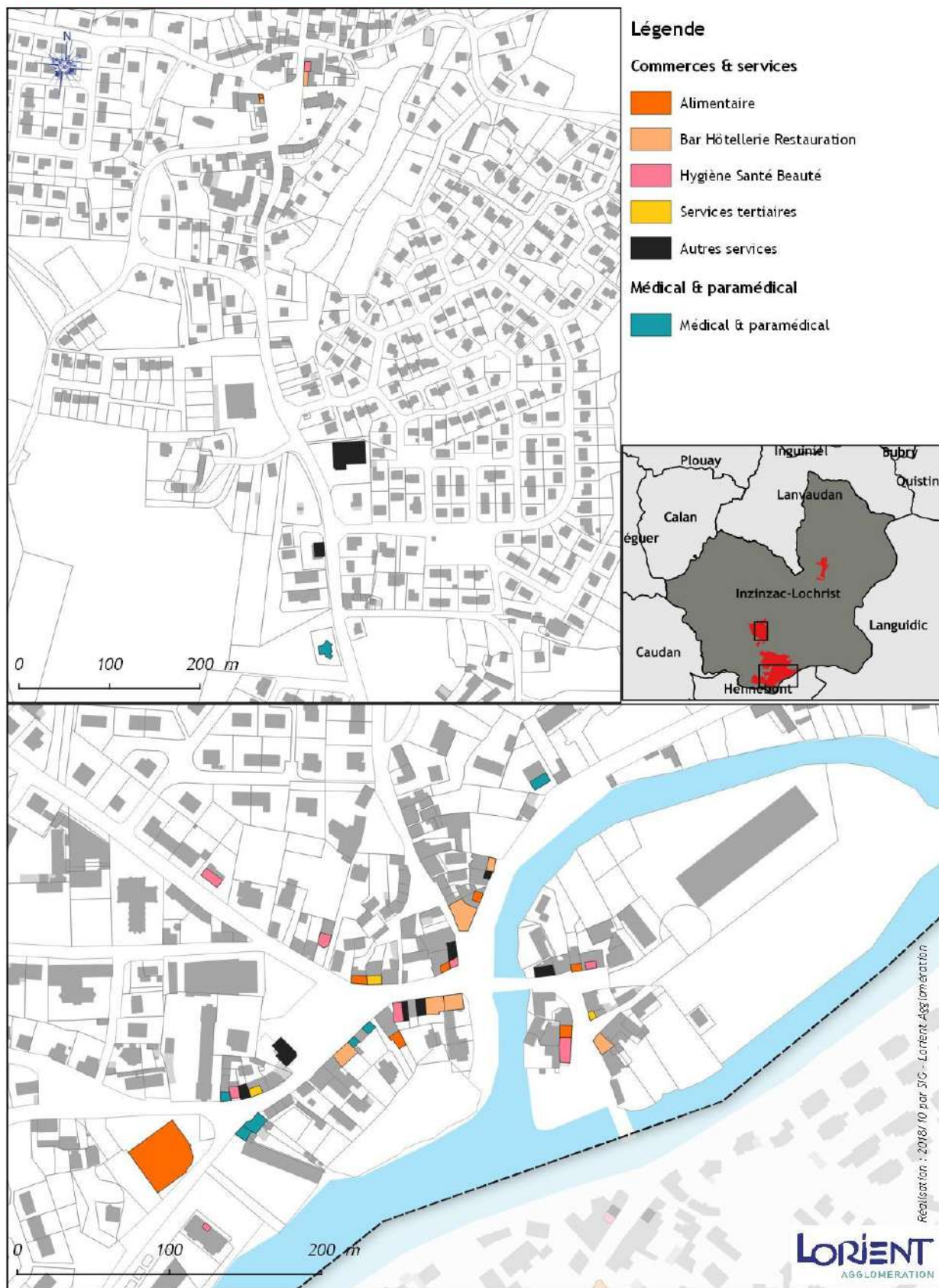
Un pôle commercial principal de Lochrist significatif (Grande Surface Alimentaire et commerces alimentaires) avec un petit marché qui fonctionne bien mais fragilisé par l'apparition de locaux vacants.

Des atouts et potentiels à mettre en valeur

- Une bonne concentration des équipements médicaux, facteur essentiel de déplacement vers les bourgs : nécessité de maintenir cette cohérence dans les choix à venir;
- Des équipements culturels rares pour cette strate de commune (musée, théâtre, cinéma);
- Un environnement « ville au bord de l'eau » très qualitatif et rare dans le Pays de Lorient qui doit devenir un levier d'attractivité pour la clientèle;
- Pas de problème de stationnement (en volume et en répartition).



## INZINZAC-LOCHRIST : localisation des commerces

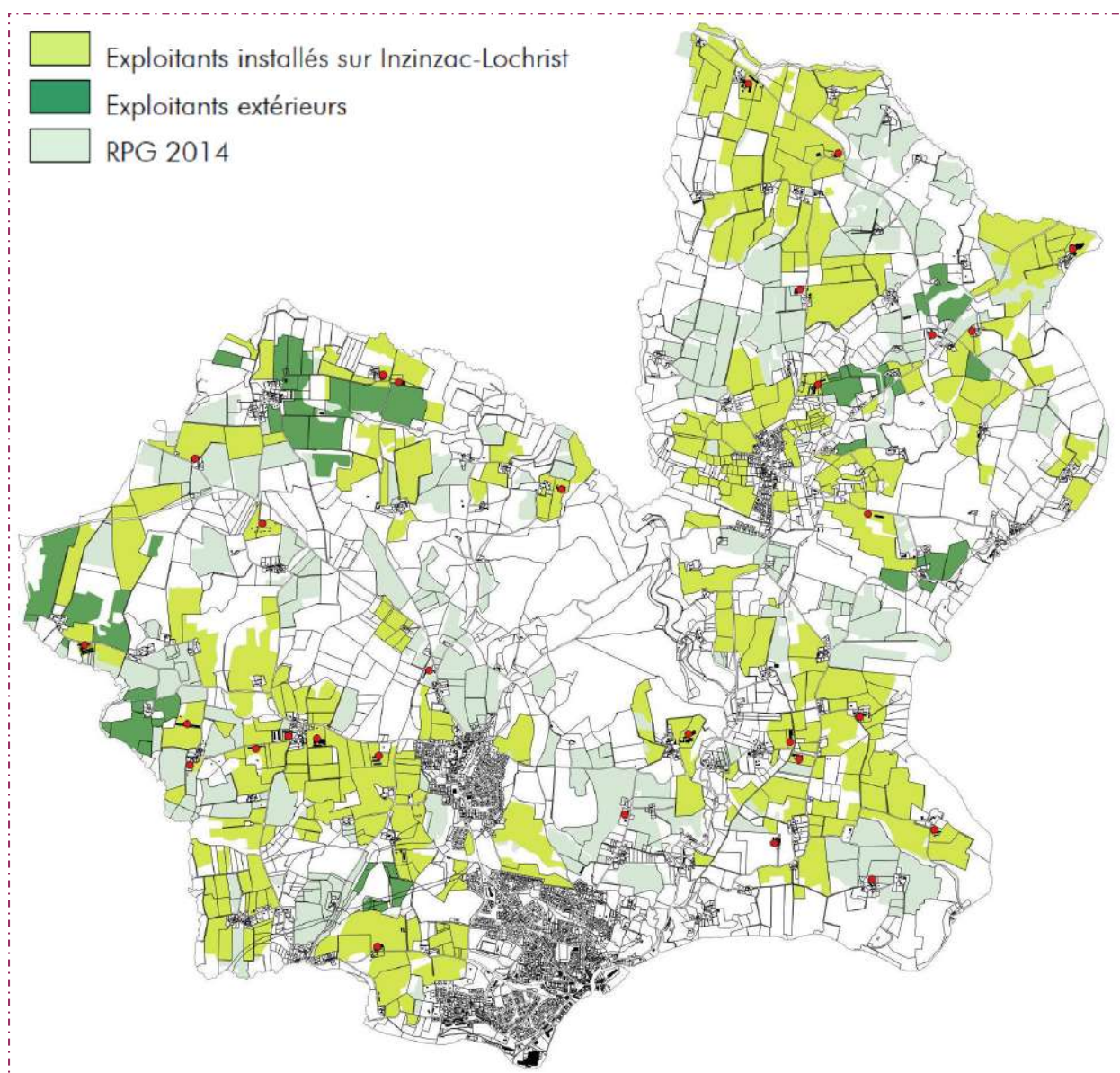


## 2. DYNAMISME ÉCONOMIQUE

## L'ACTIVITÉ AGRICOLE (SOURCE : BUREAU D'ÉTUDES EOL)

Le diagnostic agricole réalisé dans le cadre d'une pré-étude d'Aménagement Foncier recense 43 exploitants intervenant sur le territoire, dont 31 installés sur la commune.

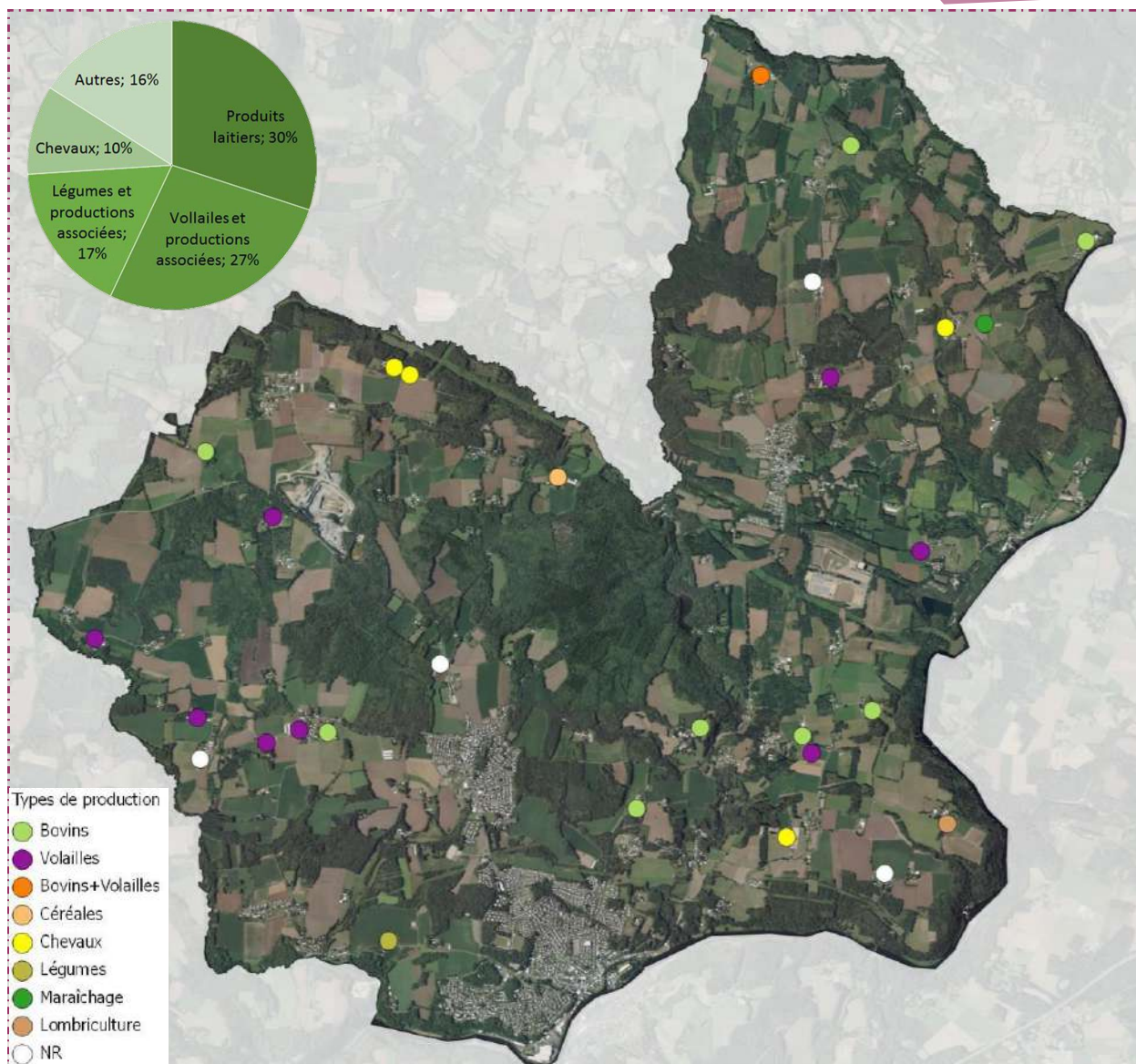
Ce diagnostic s'appuie sur les retours de 30/43 exploitants, complétés par les données du RPG 2014.



*Un territoire particulièrement marqué par l'activité agricole*

L'agriculture occupe 38% de l'espace communal, soit 1700 hectares de Surface Agricole Utile (SAU) dont 1400 hectares de terres agricoles cultivées. 55% du foncier recensé est exploité en location. L'usage des terres est mixte : près de 30% du foncier recensé est en prairie, le reste est en cultures diverses.





### Les exploitants

La profession reste marquée par des chefs d'entreprises masculins, seules quelques femmes sont chefs d'exploitation. L'activité agricole est particulièrement dynamique et les chefs d'exploitation plutôt jeunes : l'âge moyen et l'âge médian sont de 45 ans.

L'agriculture est l'activité principale de la grande majorité des exploitants ; seuls quelques exploitants ont une profession secondaire ou sont retraités.

### Les productions agricoles

Les productions générées par ces entreprises sont diverses ; L'élevage bovin reste l'activité la plus exercée, avec l'élevage de volailles (hors sol ou plein-air). On trouve également sur la commune un certain nombre de producteurs de légumes, soit pour l'industrie agroalimentaire, soit en maraîchage. La commune accueille par ailleurs plusieurs exploitations

équestres (centre équestre, élevage, pension).

Plusieurs exploitations transforment leurs produits sur place : foie gras, produits laitiers, etc.

4 exploitations sont certifiées « agriculture biologique » et 7 exploitants pratiquent la vente directe de leurs produits.

### Enjeux et perspectives pour l'agriculture

Le diagnostic révèle que :

- 77% des exploitants estiment voir leur activité muter à plus de 10 ans.
- les aménagements réalisés dans et autour des bourgs pour sécuriser les déplacements sont une contrainte forte pour la circulation des engins agricoles.
- La plupart des relations avec les tiers résidant à proximité des sièges sont saines.
- il existe quelques cas de concurrence sur le foncier, pour trouver des terres à proximité des sièges d'exploitations et/ou pour remettre en exploitation certaines friches.

## 3. ÉQUIPEMENTS &amp; SERVICES

## LES ÉQUIPEMENTS

*Les équipements administratifs, sociaux, sanitaires*

Le bourg d'Inzinac accueille la Mairie qui intègre également le Centre Communal d'Action Sociale.

Par ailleurs plusieurs structures sociales se répartissent entre Inzinac et Lochrist (Maison de quartier de la montagne, Espace jeunes des Forges...)

Cette liste doit se voir complétée en 2019 par la Maison de l'Enfance au sein du nouveau quartier de Pen er Prat à Inzinac, équipement devant abriter notamment un multi-accueil ainsi que le Relais Assistantes Maternelles.

Enfin, l'ancien EHPAD de Lochrist est désormais fermé et quant à lui destiné à une opération de renouvellement urbain.

*Les équipements scolaires, sportifs, culturels*

L'offre en matière de culture et loisirs constitue l'une des plus grandes forces de la commune.

Il s'agit d'abord des équipements scolaires, avec 7 écoles dont 2 privées, accueillant plus de 700 élèves au total.

Il s'agit ensuite des équipements sportifs : le Parc d'Eau Vive de Locastel et sa Halle, dédiés en particulier à la pratique du canoë-kayak et aux événements liés (24h Kayak), mais aussi 4 parcs des sports répartis sur les trois bourgs ainsi qu'un gymnase à Lochrist.

Il s'agit enfin des équipements culturels : le théâtre du TRIO...S, la médiathèque Diderot à Kerglaw, le cinéma associatif le Vulcain, l'éco-musée des Forges ainsi que les écoles de musique, de danse et d'Arts Plastiques, tous localisés dans l'espace aggloméré lochristois.

Chacun des trois bourgs agglomérés possède en outre une salle communale.

*Les équipements touristiques et de loisirs*

En matière d'activité touristique et de loisirs, deux sites importants se distinguent en dehors des espaces agglomérés de la commune, tous deux à quelques pas seulement du Blavet, en partie est du territoire :

- Le site atypique de la carrière de Bonne-Nouvelle, qui fait l'objet depuis quelques années d'un tout nouvel usage. Sur un grand plan d'eau, une activité économique permet de s'essayer au téléski nautique, entre autres amusements (photo ci-contre).

- le site d'escalade de la chaise du diable, qui accueille notamment des fédérations ou associations sportives.

La commune est par ailleurs dotée de centres équestres privés parmi lesquels le centre équestre et poney-club du Zance.

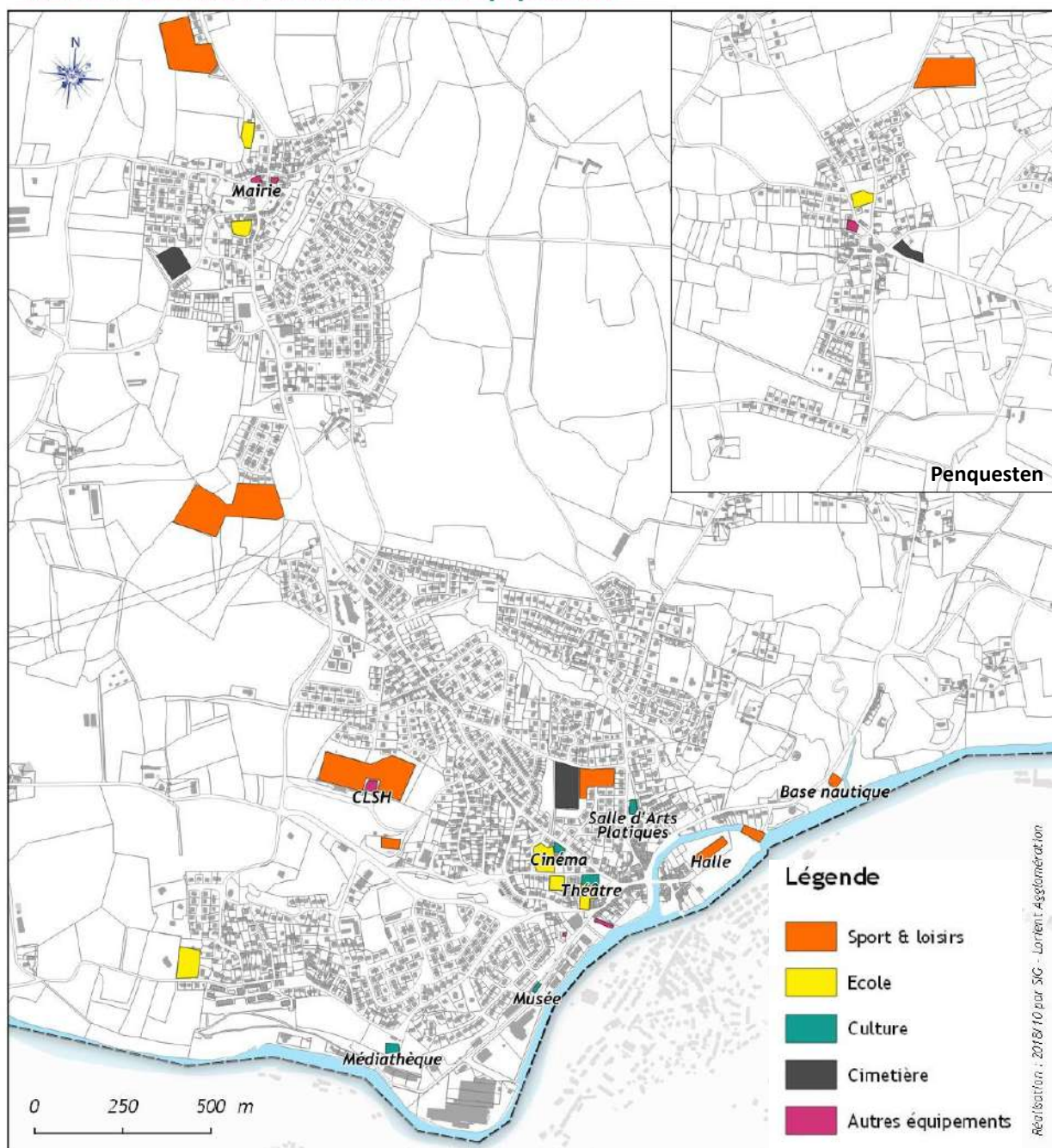
En matière d'hébergement, le territoire compte principalement des gîtes, avec 14 gîtes de France recensés.

La commune compte par ailleurs 76 résidences secondaires correspondant à 2,5% du parc total de logements en 2015.





## INZINZAC-LOCHRIST : localisation des équipements





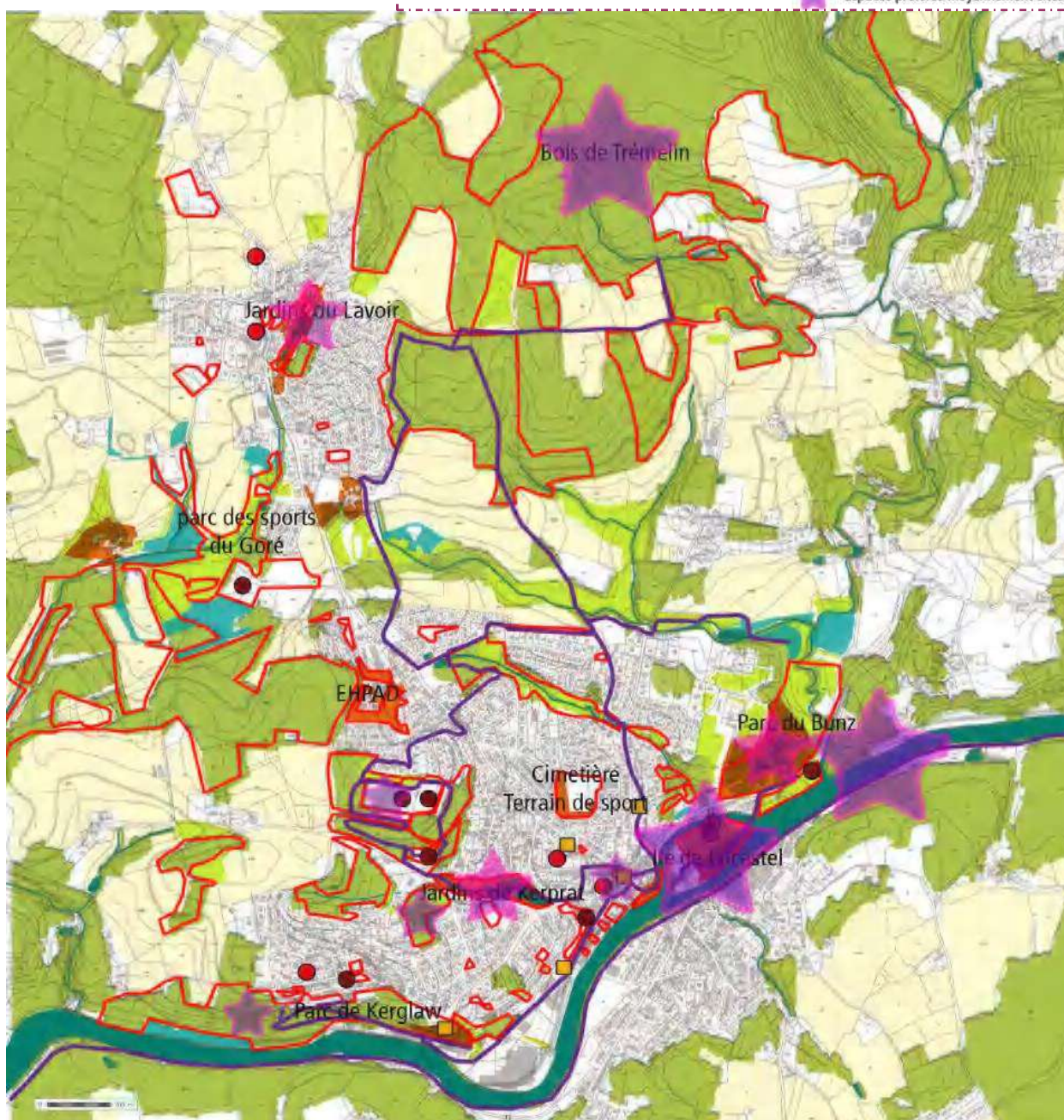
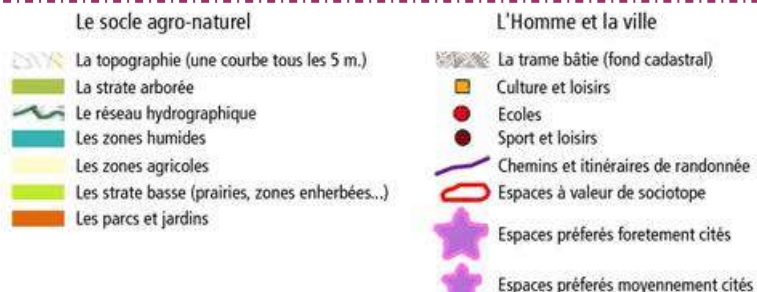
## 3. ÉQUIPEMENTS &amp; SERVICES

## L'ACCÈS À LA NATURE ET LES SOCIOTOPES

Le rapport intitulé *Approche paysagère de la structure verte multifonctionnelle*, réalisé en 2013 par la paysagiste Miléna Gross, s'attache à analyser les espaces de la Trame Verte sous plusieurs prismes et notamment celui de leur fonction de sociotope.

« Un sociotope est un espace ouvert avec une vocation sociale (détente, jeux, balade...), peu importe son statut foncier ou le type d'espace dont il s'agit (bois, parking, pelouse, place, cimetière...). »

Ci-dessous : carte de synthèse des approches sociotopes & biodiversité ; JP ferrand, JL Blanchard, V Le Bec, MJ Menozzi, G Bernardo



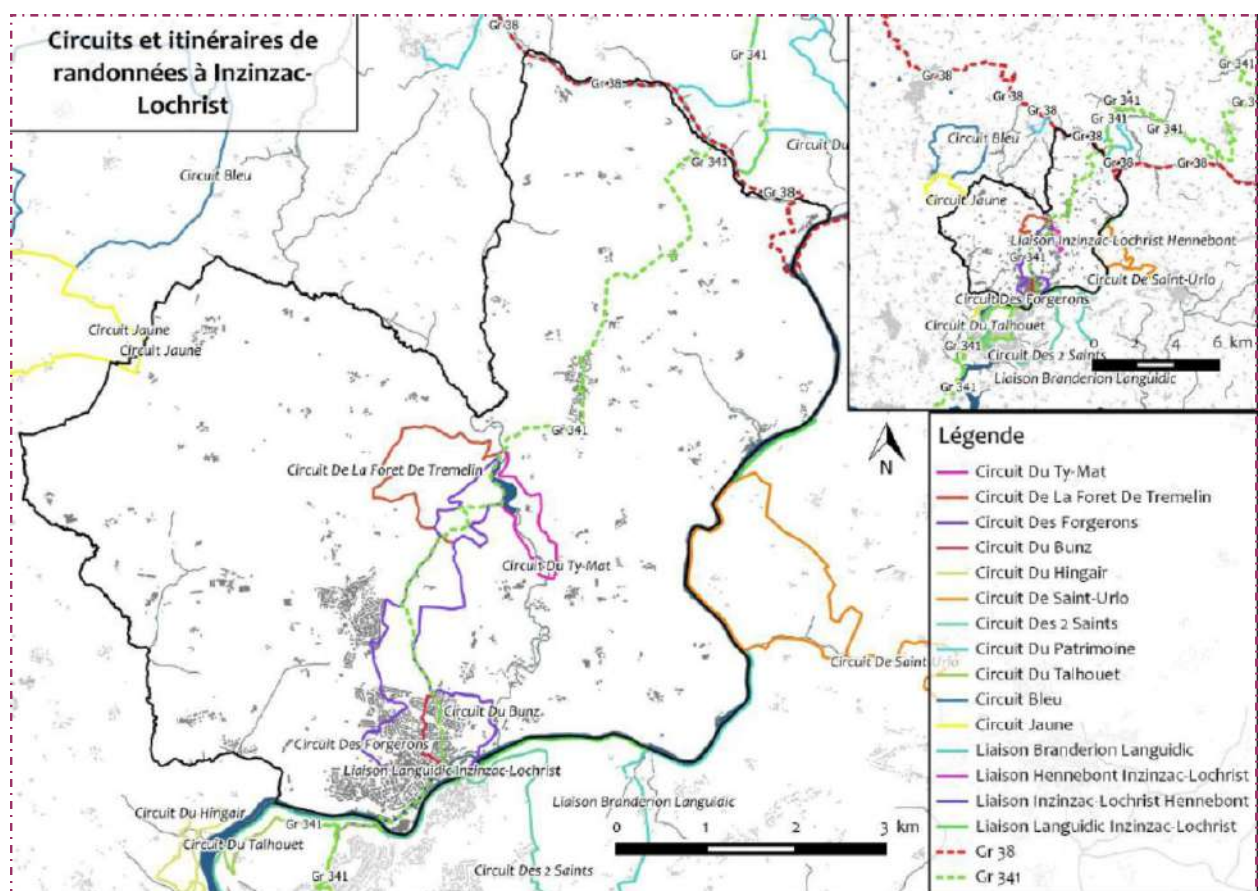
Extrait du document relatif à la carte précédente :

« La superposition des cartes liées à la biodiversité et aux éléments des sociotopes produit un certain nombre de correspondances entre usages et qualités paysagères. En effet, les espaces aménagés, entretenus détiennent généralement les faveurs des usagers car ils sont globalement qualifiés comme les lieux préférés (Bois de Trémelin, rives du Blavet, Ile de Locastel) alors que d'autres, dont la richesse écologique est importante mais ne bénéficiant pas d'aménagements, les rendant impraticables et parfois inaccessibles ne sont pas cités par les habitants. »

Outre le Bois de Trémelin, le Parc du Bunz et l'île de Locastel constituent deux sociotopes majeurs qui s'articulent avec l'espace aggloméré.

On remarque que le site des Forges, dans son occupation actuelle, n'est pas répertorié comme un sociotope malgré son très grand potentiel à la fois patrimonial, paysager et naturel.

Par ailleurs, le mémoire d'études réalisé par David CARIO en 2015 recense les circuits et itinéraires de randonnées présents ou passant par la commune (carte ci-contre) :





## 3. ÉQUIPEMENTS &amp; SERVICES

## L'EAU ET LES DÉCHETS

(sources : RPQS Eau Assainissement 2016 et Rapport d'Activité Déchets 2016, Lorient Agglomération)

## La gestion de l'eau .

La Direction Eau et Assainissement (DEA) de Lorient Agglomération est compétente pour la production et la distribution d'eau potable, cette compétence étant assurée en régie, par marché de prestation de service ou par contrat de délégation de service public. Inzinzac-Lochrist est concernée par une DSP (production et distribution).

Sur le territoire de l'agglomération, trois types de ressources en eau sont accessibles : les eaux de surfaces, les eaux souterraines et les apports de syndicats d'eau voisins par réseaux interconnectés.

En matière de production, la capacité de production journalière atteint les 80 000 m<sup>3</sup>. Les volumes prélevés ont été en 2016 de 14 354 763 m<sup>3</sup> et les volumes produits de 12 602 400 m<sup>3</sup>. Les deux sites de prélèvement (eaux de surface) les plus proches d'Inzinzac-Lochrist sont localisés à Hennebont : il s'agit de l'usine de Coët er Ver dans le Blavet, avec une capacité de traitement de 1000 m<sup>3</sup>/h ; ainsi que l'UTEP de Languoise qui a été intégrée au patrimoine de l'agglomération en 2016 et représente un volume produit de 3 995 437 m<sup>3</sup>.

En matière de distribution, on compte dans l'agglomération 100 817 abonnés en 2016 pour un volume distribué de 12 380 775 m<sup>3</sup>. Ainsi, 206 982 habitants ont été desservis par le réseau d'eau potable de l'agglomération.

Il existe en outre une borne de puisage (sur un parc total de 9) localisée à Inzinzac-Lochrist, rue Allende face aux services techniques.

Le rendement du réseau d'eau potable est de 86.2% à l'échelle de l'agglomération en 2016.

La qualité de l'eau potable distribuée s'est avérée en 2016 conforme à la réglementation en vigueur tout au long de l'année sur l'ensemble des secteurs de distribution au regard des analyses pratiquées au titre de la surveillance des réseaux et des usines de production. Les quelques dépassements observés n'ont pas été de nature à porter atteinte à la santé des consommateurs.

La même Direction Eau et Assainissement de l'Agglomération assure également la gestion de l'ensemble des ouvrages et réseaux d'assainissement collectif. L'exploitation des ouvrages est différente selon les communes : pour Inzinzac-Lochrist, l'exploitation du système d'assainissement est confiée en régie à Lorient Agglomération.

En 2016, 191 279 habitants ont été desservis à l'échelle de l'agglomération par un réseau de collecte des eaux usées pour une production totale de 3670.2 tonnes de boues. Le

SPANC (Service public de l'Assainissement non collectif) est quant à lui assuré en régie sur la totalité du territoire communal. En 2016, 26 230 habitants disposent d'un système non collectif et 57.39% des filières sont conformes.

En ce qui concerne Inzinzac-Lochrist, le réseau de collecte d'eaux usées est composé d'un linéaire d'environ 35 000 mètres. La station d'épuration de type *filtre plante* présente une capacité de 700 équivalents-habitants, raccordée sur la station d'épuration de Hennebont et compte 5 postes de relevage, dont un poste de refoulement privé.

En 2016, les volumes assujettis à la redevance assainissement collectif étaient de 156 491 m<sup>3</sup> (volumes d'eau potable consommés) pour la commune.

Globalement, en 2016, la qualité des eaux traitées est restée à un très bon niveau (normes respectées).

D'autre part, la commune compte 667 installations d'Assainissement Non Collectifs (665 classées) dont 173 présentent un bon fonctionnement, 190 sont acceptables (mais non conformes à la réglementation actuelle) et 54 sont dans un état non acceptable.

Enfin, la loi GEMAPI a transféré depuis janvier 2018 la compétence de Gestion des eaux pluviales à Lorient Agglomération.

## La gestion des déchets.

La lutte contre les décharges sauvages a eu un impact positif sur l'environnement. On constate que l'imprégnation des déchets sur des sols non ou mal protégés et l'entraînement à la rivière de substances éventuellement toxiques restent malgré tout possibles.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, Lorient Agglomération a la compétence de la gestion des déchets. En matière d'élimination des déchets ménagers et assimilés, elle assure la prévention, la collecte, le tri, le traitement et la valorisation des déchets.

Deux modes de gestion coexistent aujourd'hui sur le territoire de Lorient Agglomération : une partie de la collecte est assurée en régie, une autre en prestation.

Sur le territoire d'Inzinzac-Lochrist, les collectes de proximité (biodéchets, emballages et déchets ménagers et assimilés en porte à porte) sont gérées en régie communautaire.

Parmi les 13 déchèteries que compte le territoire de l'Agglomération, les plus proches sont localisées à Languidic et à Hennebont (Kerpotence). Les déchets collectés en porte à porte ne sont pas acceptés en déchèterie (biodéchets, emballages et déchets ménagers résiduels).

### Le site de Kermat.

Lorient agglomération est également propriétaire de 3 installations de traitement des déchets gérées en régie, dont le site d'enfouissement des déchets non dangereux de Kermat à Inzinzac-Lochrist.

Depuis mars 2016, l'extension de l'installation, comportant 3 alvéoles de stockage et appelée Kermat3, est en service.

Seuls sont acceptés sur Kermat les déchets dits « ultimes » :

- déchets ménagers résiduels préalablement stabilisés,
- encombrants (encombrants de déchèterie, encombrants collectés sur les communes de Lorient, Gavres, Larmor Plage et Lanester, DAE apportés à Caudan),
- refus de tri des emballages,
- refus de criblage des biodéchets.

En 2016, 34 519 tonnes ont été enfouies soit une baisse de 1,3 % par rapport à l'an passé.

La diminution des tonnages en entrée de Kermat provient :

- de la diminution des tonnages de déchets ménagers résiduels collectés, du fait notamment de la bonne participation des usagers au tri des déchets
- de l'optimisation du procédé de stabilisation sur l'Unité de Traitement Biologique de Caudan qui permet de réduire la fraction matière organique encore présente dans les déchets ménagers résiduels (perte massique de 36,5 % en 2016).
- du déploiement progressif de la filière ECO MOBILIER et de la mise en place des « points réemploi » sur les déchèteries permettant une diminution des tonnages d'encombrants.

## 4. MOBILITÉS &amp; DÉPLACEMENTS

## AXES ET FLUX

La commune d'Inzinzac-Lochrist est très liée à sa voisine Hennebont, notamment en matière d'accessibilité.

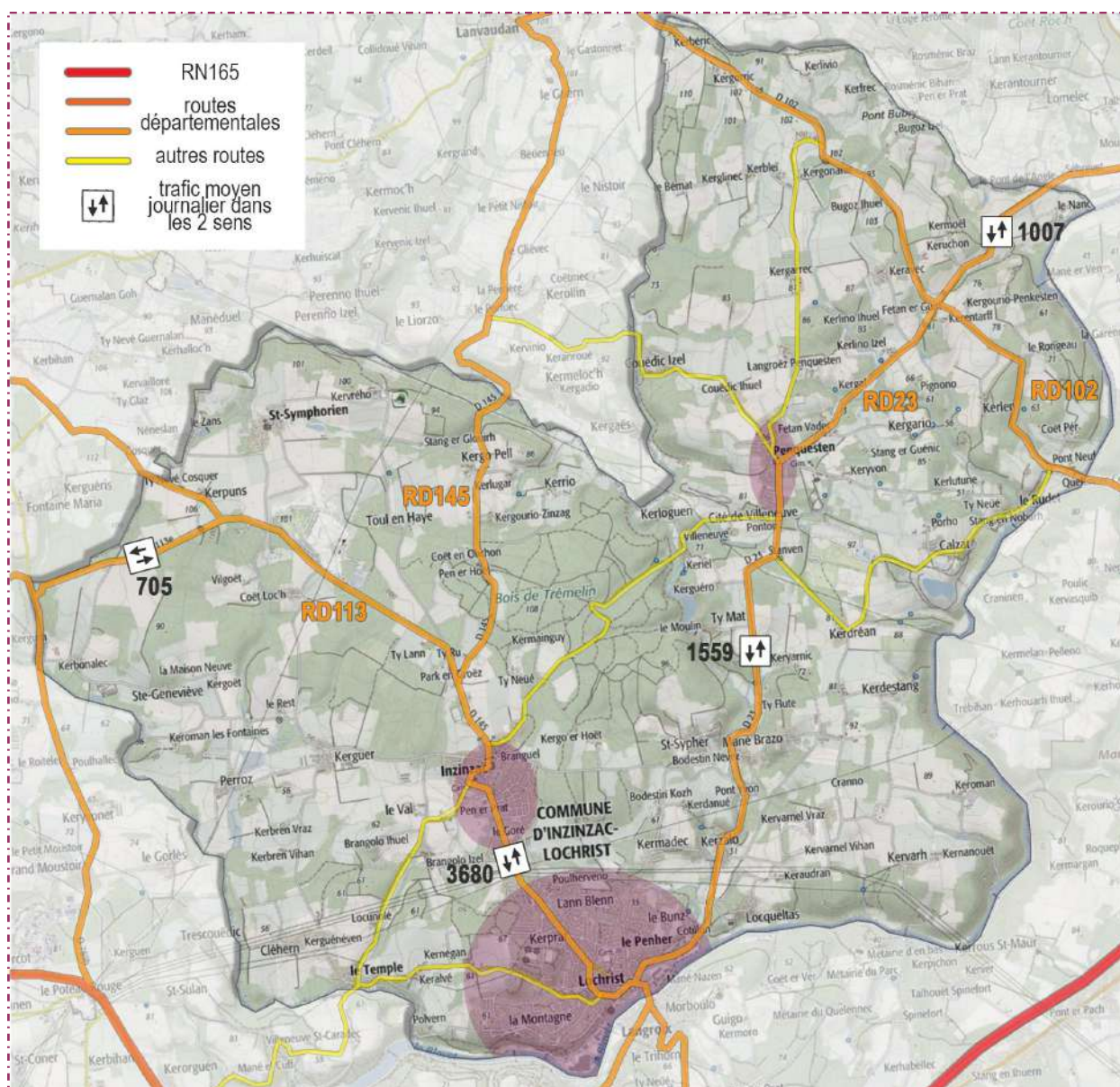
En effet transiter par Hennebont constitue le trajet le plus court pour joindre Inzinzac ou Lochrist depuis la RN 165, ou inversement. Ainsi, c'est la route communale 'du Temple' qui mènera à Inzinzac depuis la rive droite d'Hennebont, quand c'est la D145 qui mènera à Lochrist depuis la rive gauche en passant par la zone commerciale de la Gardeloupe et le quartier de Langroix.

Le bourg de Penquesten se voit plus excentré : il est aussi vite accessible depuis Lanvaudan par le nord) que depuis les bourgs d'Inzinzac (par le Bois de Trémelin) ou de Lochrist (par la D23 qui sort de Lochrist par l'est).

Enfin, Inzinzac-Lochrist profite de la proximité de la gare d'Hennebont qui est l'alternative la plus intéressante pour rejoindre Lorient en un temps minimal. (voir tableau page suivante). En cette gare en 2018, la fréquence moyenne des trains qui s'arrêtent en gare d'Hennebont est de 26 Ter /jour (13 dans chaque sens).

Les secteurs d'emplois que constituent notamment les Forges de Lochrist, la carrière de Coët Loc'h ou encore l'ISDND de Kermat génèrent de potentiels flux depuis les quartiers résidentiels d'Inzinzac-Lochrist ou des autres communes.

Il est enfin à relever que les très nombreux hameaux dispersés sur le territoire communal (plus d'une centaine) posent d'importantes questions d'accessibilité de leurs habitants aux services communaux ou extra-communaux, autrement qu'en voiture.



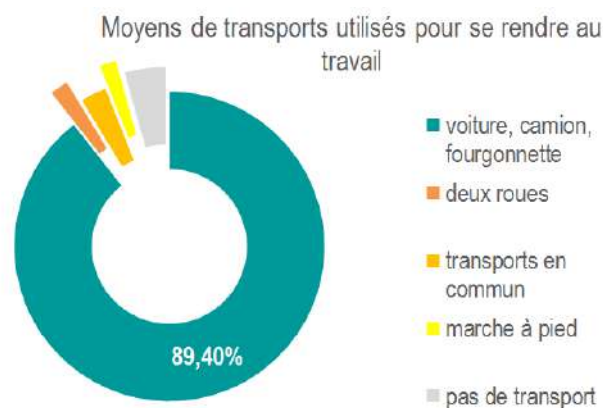


## MOBILITÉS QUOTIDIENNES

L'enquête Mobilités menée en 2016 dans le cadre de la révision du SCoT du Pays de Lorient, associée aux données INSEE 2015 ainsi qu'au diagnostic du Plan de Mobilités Durables diligenté par la commune et finalisé en 2016, constituent la base du diagnostic du PLU.

### En général.

- la part modale des transports collectifs a diminué ces dernières décennies au profit des autres moyens de transport, révélant une inadéquation de l'offre avec les besoins.
- près d'1 ménage sur 2 déclare que la question des déplacements quotidien influence le choix de la localisation d'un logement.
- le cas échéant, c'est la proximité au lieu de travail qui est analysée en premier.



### En voiture.

- la voiture reste le mode de transport très majoritaire pour aller au travail, à 89,4% de part modale.
- 90,6% des ménages de la commune possèdent au moins une voiture.

### En transports collectifs.

- Les principaux déplacements ont lieu en interne à la commune, vers Hennebont ou vers Lorient. Il existe une demande de salariés pour mieux rejoindre Lanester /Caudan.
- le motif principal de déplacement est les études, le travail étant très minoritaire.
- la durée moyenne du déplacement en transports en commun pour rejoindre Lorient n'est pas du tout compétitive au regard de la durée en voiture.

### Les temps de déplacements.

Trajet	En voiture	En bus	En TER
Inzinzac—Lorient centre-ville	25 min	60 min par ligne 40	6min + 15min intermodalité*
Lochrist—Lorient centre-ville	23 min	50 min par ligne 40	6min + 15min intermodalité*
Penquesten—Lorient centre-ville	28 min	65 min par lignes 44 puis 40	6min + 20min intermodalité*

\*nécessite de se rendre à la gare d'Hennebont en voiture puis de prendre un bus à la gare d'échanges de Lorient (4min) pour se rendre en centre-ville.

Entre les bourgs de :	Inzinzac			Lochrist			Penquesten		
	voiture	bus	vélo	voiture	bus	vélo	voiture	bus	vélo
Inzinzac				5 min	13 min	10 min	7 min	25 min	19 min
Lochrist	5 min	13 min	14 min				7 min	11 min	23 min
Penquesten	7 min	25 min	17 min	7 min	11 min	15 min			

## B. DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT

## 4. MOBILITÉS & DÉPLACEMENTS

## CAPACITÉS DE STATIONNEMENT

L'évaluation des capacités de stationnement doit permettre d'estimer les poches ou parkings qui pourraient être réduites ou supprimées au profit d'autres usages, les secteurs où il est possible de limiter la création de nouveaux parkings en raison de l'offre existante, ou encore les parkings pouvant être optimisés pour accueillir le stationnement de futurs programmes.

Le stationnement à Lochrist s'organise autour de plusieurs pôles correspondant à des équipements ou services principaux, regroupés essentiellement en centre-ville :

- le noyau commerçant de Locastel, qui s'étend jusqu'à la grande surface alimentaire ;
- le théâtre du TRIO...S (et dans une moindre mesure le cinéma situé non loin) ;
- la Halle de Locastel ;
- la salle de la Charpenterie ;
- plus excentré(s), le gymnase (et le cimetière) de Lochrist.

Quatre grandes poches de stationnement sont à elles seules capables d'accueillir environ 125 de véhicules :

- le parking central de Lochrist, sur la place François Mitterrand
- le parking de la Charpenterie ;
- le parking de l'entrée de Locastel, fléché davantage pour les usagers des commerces ;
- l'espace à l'entrée de la Halle de Locastel, d'une capacité

moyenne de 40 places (non matérialisées).

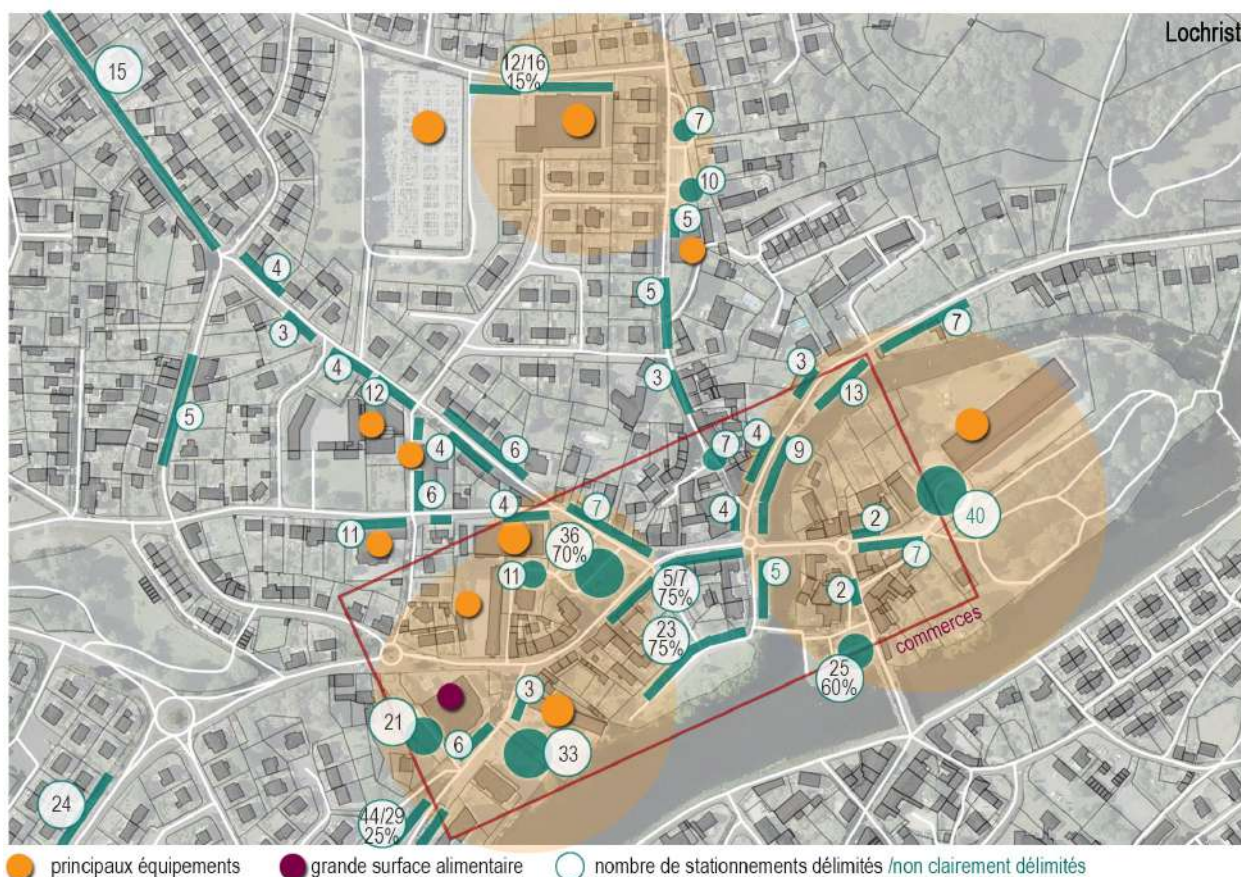
La grande proximité de la majorité des pôles et des poches de stationnement, associée aux liaisons douces qui existent entre eux /elles (à l'instar de la passerelle piétonne qui connecte facilement Locastel à la Charpenterie) rend chaque poche ou chaque linéaire de stationnement opportun, quelle que soit la destination de l'usager. Seuls le gymnase et le cimetière font exception à ce constat.

Les poches principales de stationnement sont complétées par des linéaires qui s'étendent depuis le bourg vers :

- le secteur des Forges (environ 75 places dont une partie sont privatives, liées aux collectifs des terrasses du Blavet);
- la rue Léon Blum
- la rue du Blavet
- la rue du Penher jusqu'au gymnase
- la rue Henri Barbusse jusqu'au quartier de la Montagne.

Les possibilités de mutualisation s'appuient sur l'optimisation de la complémentarité entre activités (stationnement en journée) et habitat (stationnement de nuit) ; elles portent essentiellement sur :

- les stationnements non privatifs bordant le mail Giovannelli vers les Forges, dans le cadre de futures activités sur le site des Forges qui nécessiteraient de stationner la journée quand les logements le nécessitent surtout la nuit, la capacité maxi-

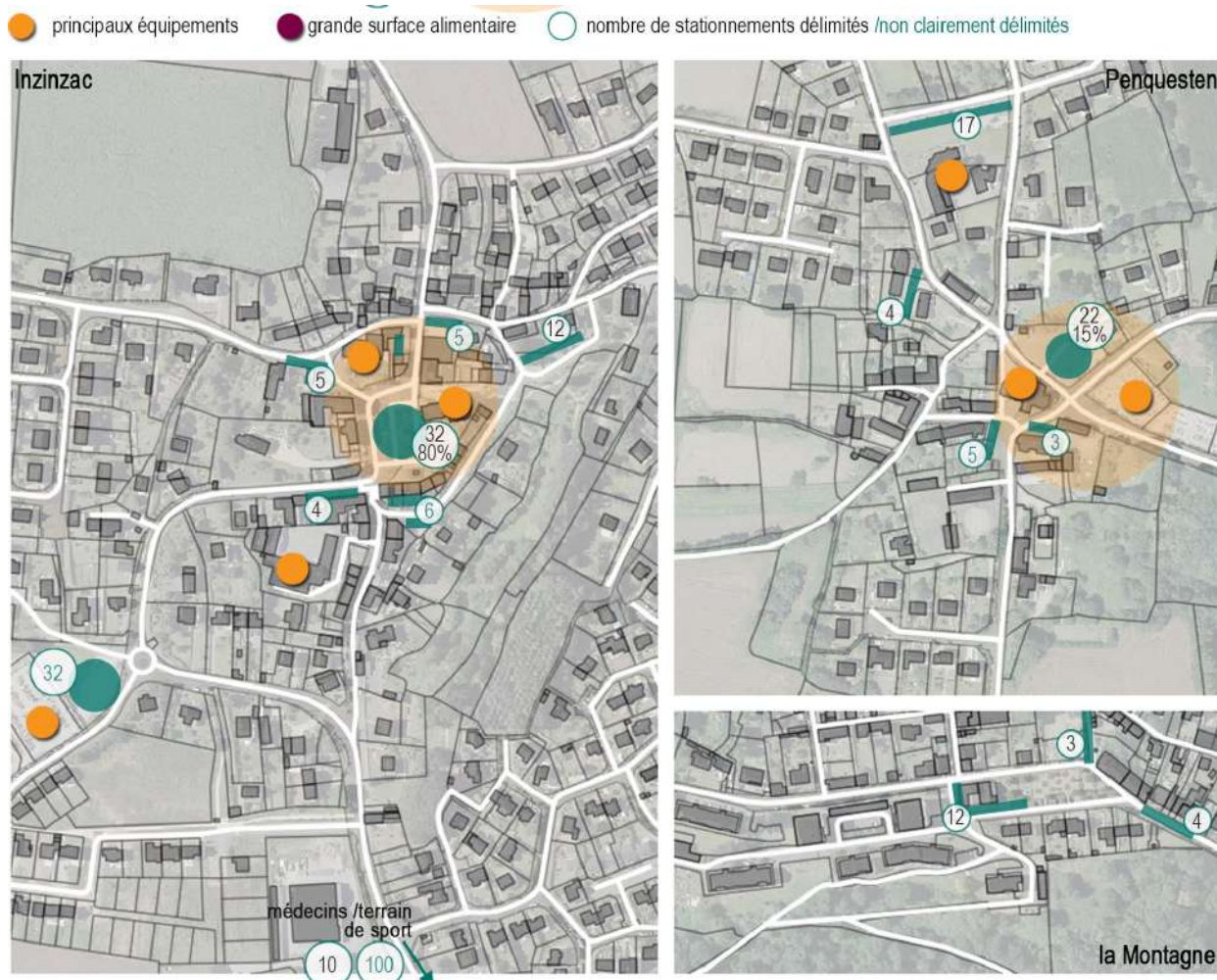




male ne semblant pas atteinte en journée ;

- dans une moindre mesure, le stationnement présent aux abords du gymnase, qui pourrait aussi profiter à un projet à destination d'habitat.

De manière générale, aucune poche de stationnement ne semble complètement disproportionnée ou inutile à Lochrist.



Dans le bourg d'Inzinzac, le parking paysagé de la Place de Gaulle (église /mairie) constitue la principale poche de stationnement : elle contient 32 places matérialisées, avec un taux de remplissage moyen avoisinant les 80% en semaine, excluant toute possibilité de mutualisation avec un nouveau programme en centre-bourg.

En revanche le parking jouxtant le cimetière, d'une capacité de 32 places (non matérialisées) affiche un taux de remplissage inférieur à 20% en semaine : ce parking pourrait donc être mutualisé avec un futur projet, ou être considérablement réduit.

Enfin, dans la coupure entre Inzinzac et Lochrist, le parking des terrains de sport du Gorée peut accueillir environ 100 véhicules lors de manifestations sportives ; cependant sa localisation et son accessibilité (à la sortie d'un rond-point) rendent difficilement envisageable une mutualisation de sa capacité avec d'éventuels futurs projets aux alentours.

Dans le bourg de Penquesten, le stationnement se concentre sur les 22 places du parking du cimetière. Ce parking pourrait également se prêter à de la mutualisation, sans porter préjudice à l'école élémentaire publique qui possède son propre parking (17 places).



## 4. MOBILITÉS &amp; DÉPLACEMENTS

## TRANSPORTS COLLECTIFS

Il est à noter que ce diagnostic fait état du réseau de transports collectifs dans sa nouvelle architecture, entièrement refondue, au 7 janvier 2018.

*Du lundi au samedi*

Inzinzac-Lochrist est desservie en bus par trois lignes :

- la ligne 14, une des sept lignes principales du nouveau réseau, conduit d'Inzinzac-Lochrist Mané Bihan à la Gare d'échanges de Lorient en passant par Hennebont, la zone de Kerpont et le centre-ville de Lanester notamment (trajet total en 56min environ). Sa fréquence est d'un bus toutes les 20 à 30 minutes environ.

- la ligne 41 *Express* conduit d'Inzinzac-Lochrist Mané Bihan aux lycées lorientais. Destinée principalement aux collégiens, lycéens et étudiants, elle circule du lundi au vendredi avec des horaires étudiés en fonction des horaires scolaires et salariés (entrées /sorties principales des établissements le matin, midi et soir).

Dans une logique de gain de temps pour ces voyageurs qui font des aller-retours quotidiens, la ligne 41E ne dessert pas certains arrêts courants compris entre la sortie d'Hennebont et l'hypercentre de Lorient (trajet total en 47min environ).

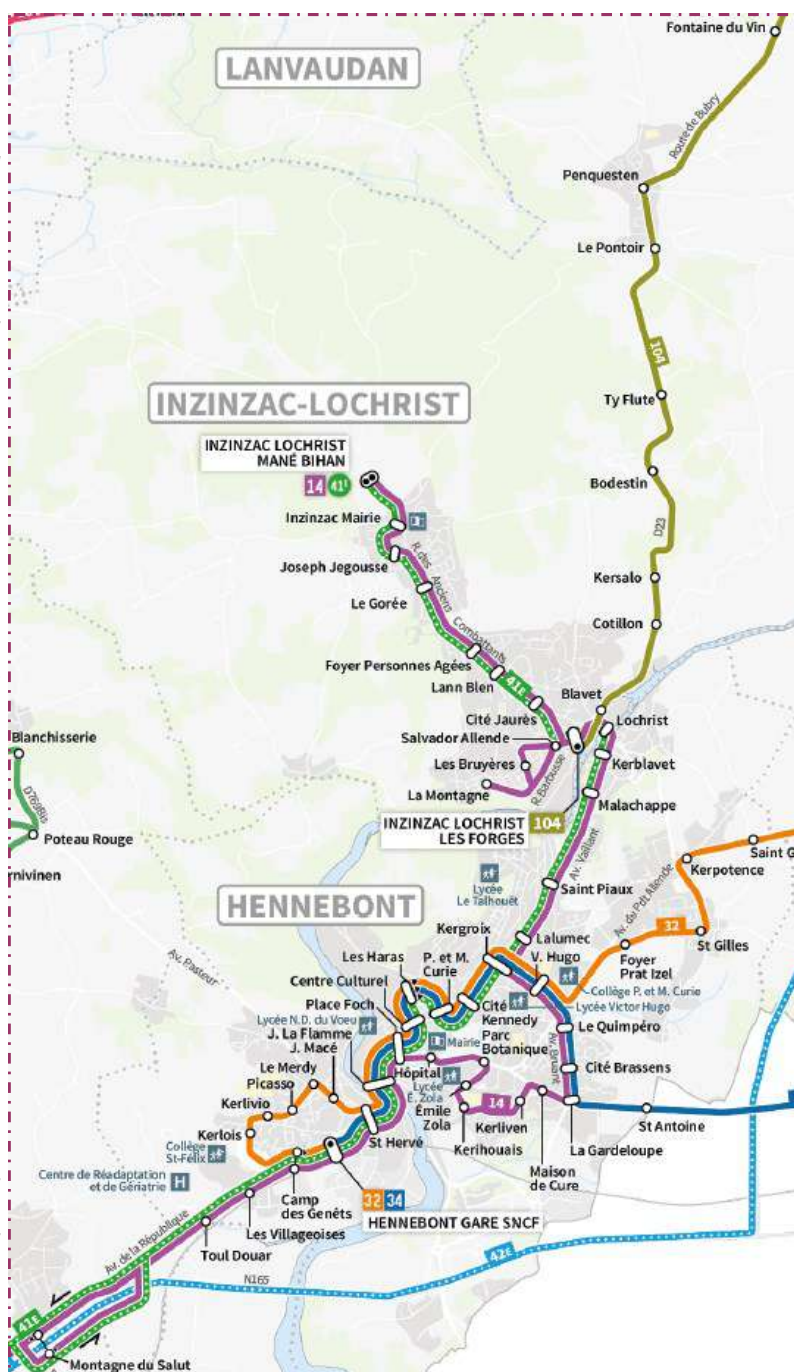
On remarque que ces deux lignes passent par le pont Jehanne la Flamme en centre-ville d'Hennebont, un point de passage aussi difficile pour les transports collectifs que pour les véhicules individuels. Une réflexion est conduite sur l'itinéraire garantissant les meilleurs temps de parcours pour la ligne 41E.

- la ligne 104 commence à Bubry, parcourt une partie de la campagne est de la commune et dessert Penquesten. Elle permet, sur certaines tranches horaires principales (matin, midi et soir) des correspondances avec les deux lignes précédentes à l'arrêt des Forges.

Enfin, des services de proximité viennent compléter l'offre des lignes régulières, essentiellement sous la forme d'aller-retours vers les établissements scolaires les plus fréquentés (Hennebont, Lorient), et exclusivement en période scolaire.

*Les dimanches et jours fériés* : La ligne 14 circule avec des fréquences plus faibles mais conservant son itinéraire.

*En soirée* : La commune n'est pas desservie au-delà de 20h par les services de soirée mis en place les vendredis et samedis soirs à destination puis au départ de Lorient (c'est uniquement le cas de communes localisées en première couronne).

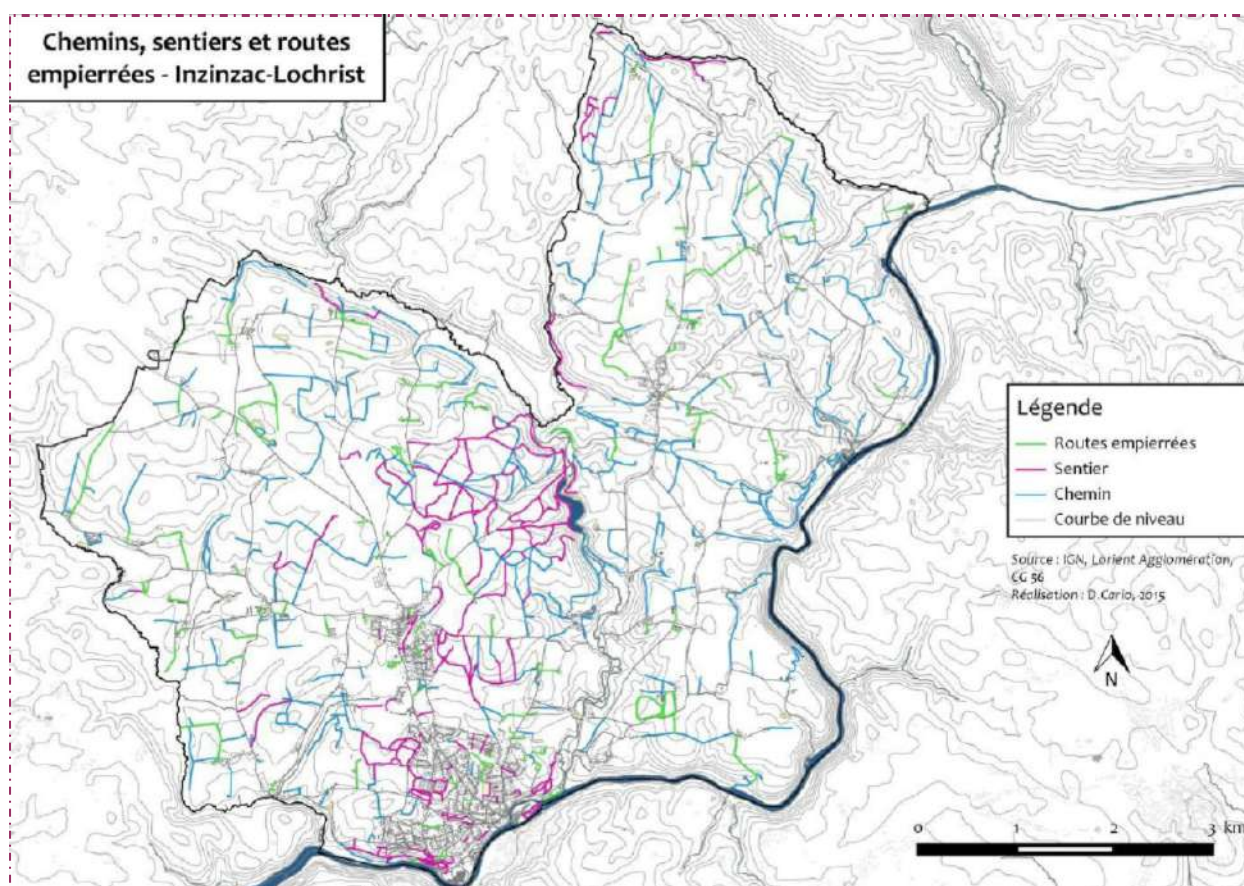


## MOBILITÉS DOUCES

Les mobilités douces sont à regarder de manière complémentaires aux chemins de randonnées qui maillent le territoire et ont fait l'objet d'un inventaire en 2015 (voir section I-3 ; Accès à la nature).

De la même manière ont été repérés et cartographiés les chemins et sentiers de la commune (carte ci-dessous), ainsi que les obstacles à la pratique des modes actifs.

Par ailleurs, le Blavet qui longe le territoire sur ses frontières sud et est constitue un support majeur en matière de mobilités actives, grâce notamment à son chemin de halage et aux lieux d'activités qui ponctuent son parcours.



Enfin, la commune d'Inzinzac-Lochrist a mis au point, suite à un important diagnostic citoyen, un Plan de Mobilité Durable en 2016. Ce document propose de nombreuses orientations, sectorisées en particulier sur les espaces agglomérés de Lochrist, Inzinzac et Penquesten. Certaines de ses orientations peuvent être déclinées par des outils du Plan Local d'Urbanisme.

Les *enjeux partagés* affichés par le Plan de Mobilité Durable figurent aux pages suivantes.



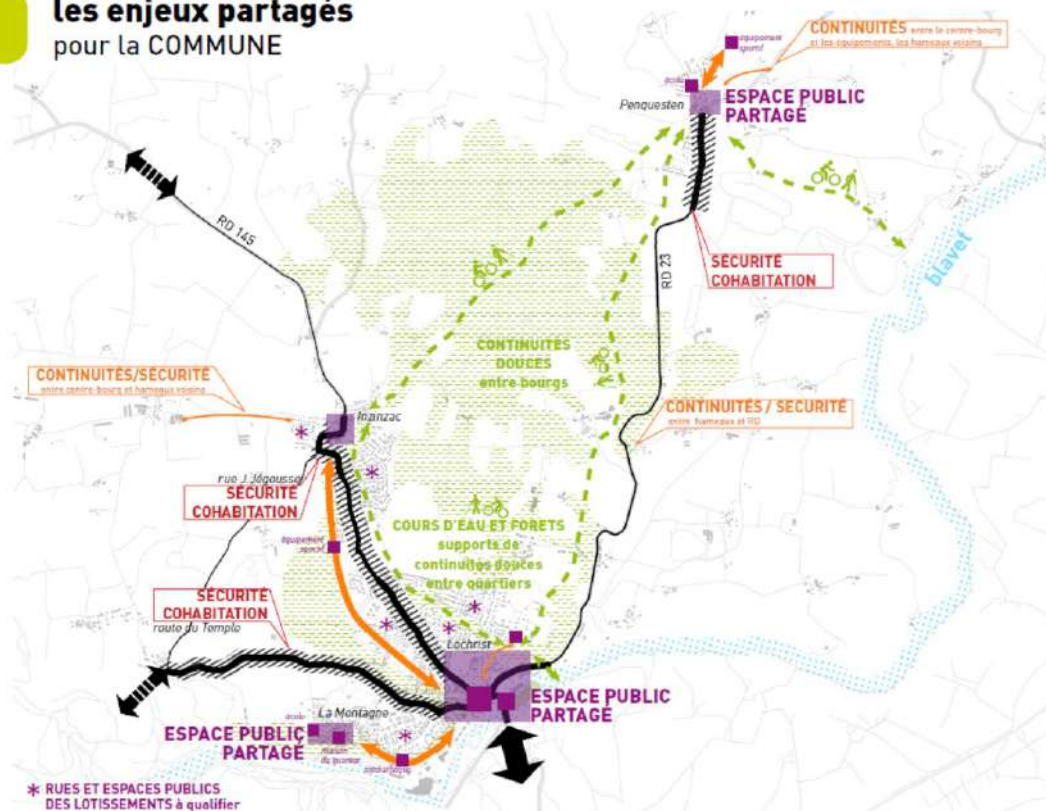
# SECTION I

## B. DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT

### 4. MOBILITÉS & DÉPLACEMENTS

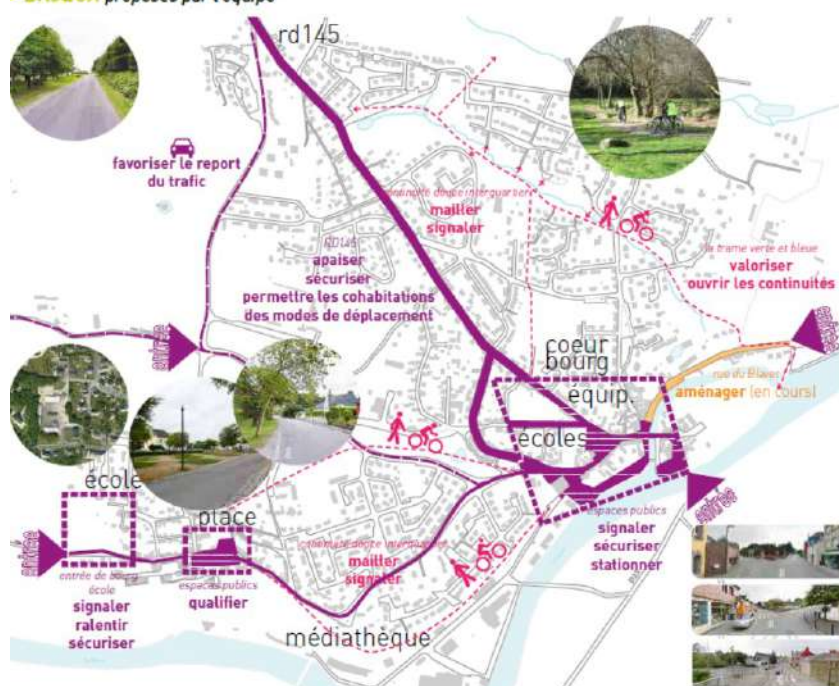
#### MOBILITÉS DOUCES : LES ENJEUX PARTAGÉS DU PMD

##### les enjeux partagés pour la COMMUNE



##### les enjeux partagés sur le bourg de LOCHRIST

#### > ENJEUX proposés par l'équipe



#### > PRIORITÉS identifiées par les participants

##### 1 // entrée de bourg et RD 145

permettre la cohabitation des différents modes de déplacement - aménager les entrées de bourg pour la sécurité et l'image : Coillon, pont d'Hernebant

##### 2 // abords des écoles

aménager - inciter à s'y rendre à pied

##### 3 // liaisons douces

signaler les parcours possibles hors des voies principales (passerelle, inter-quartier, entre Lochrist et la Médiathèque)

##### 4 // rue Allende

permettre la cohabitation des différents modes de déplacement

##### 5 // plan de circulation global

réflexion sur les priorités à droite et sens unique (rue de Kerprat, rue du Bois...)



## les enjeux partagés sur le bourg d'INZINZAC

### > ENJEUX proposés par l'équipe



### > PRIORITÉS identifiés par les participants

#### 1 // entrées de bourg et RD 145

ralentir - permettre la cohabitation des différents modes de déplacement - aménager l'entrée de bourg par le cimetière - adapter le système de priorités à droite

#### 2 // liaisons douces entre Lochrist et Inzinzac

permettre la cohabitation des différents modes de déplacement - clarifier les usages du Chemin de Gorée

#### 3 // liaisons douces inter-quartier

signaler les parcours

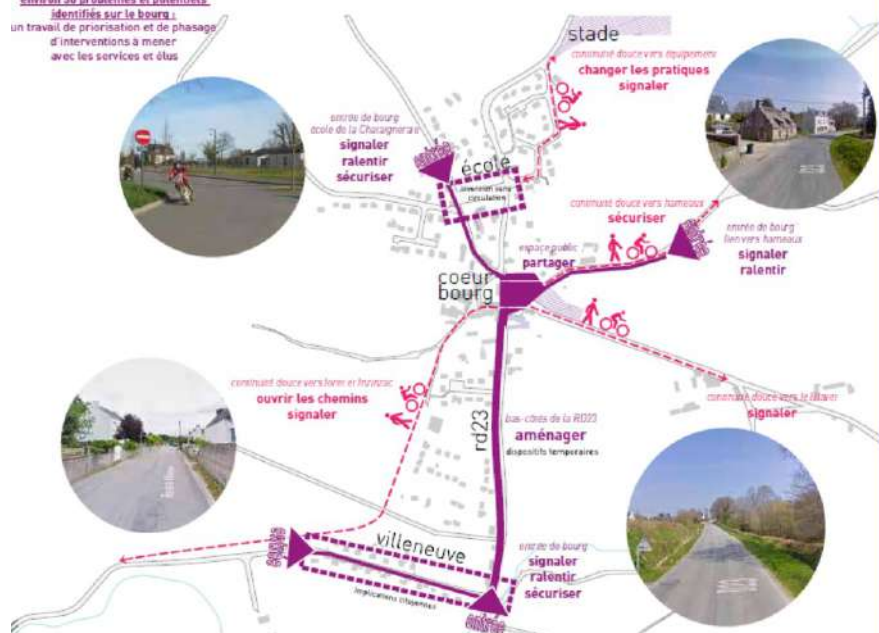
#### 4 // la place de la mairie

créer des lieux de rencontres à proximité des commerces (terrasses...)

## les enjeux partagés sur le bourg de PENQUESTEN

### > ENJEUX proposés par l'équipe

environ 30 problèmes et potentiels identifiés sur le bourg : un travail de priorisation et de phasage d'interventions à mener avec les services et élus



### > PRIORITÉS identifiés par les participants

#### 1 // entrée de bourg par la RD 23

ralentir - permettre la cohabitation des différents modes de déplacement - sécuriser le carrefour - gérer l'écoulement des eaux pluviales

#### 2 // liaisons douces entre Penquesten et Inzinzac

ouvrir les chemins, notamment en arrière de la nouvelle cité - aménager une continuité douce le long de la route de Trémelin

#### 3 // rue de Villeneuve

gérer les stationnements - ralentir - permettre l'implication des habitants volontaires

#### 4 // école de la Chataigneraie

améliorer des conditions de descente des enfants venant en car

#### 5 // liaisons douces vers les hameaux et le Blavet

sécuriser la cohabitation des modes de déplacement vers Fétan Vadec - signaler les parcours vers le Blavet

**SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT****ENJEUX SOCIODÉMOGRAPHIQUES****Une commune dynamique au point de vue démographique**

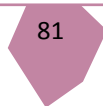
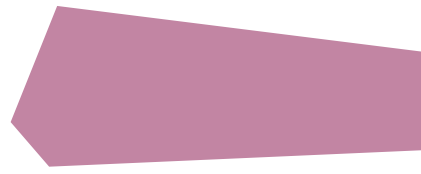
- Une croissance d'environ 1,7% par an depuis plusieurs années, permettant d'imaginer, de manière mesurée, une poursuite de cette croissance
- Une population globalement plus jeune et familiale que la moyenne de l'Agglomération, qui nourrit le dynamisme et les équipements communaux, et qu'il s'agit des lors de maintenir et renouveler
- Un parc de logements largement dominé par la maison individuelle, et par des grands logements (4 à 5 pièces) ; une offre très majoritaire qui pourra ne plus correspondre aux ménages modernes ; une offre de logement à diversifier.

**ENJEUX ÉCONOMIQUES, D'ÉQUIPEMENT & SERVICES****De multiples forces et spécificités à renforcer**

- Un territoire marqué par l'activité agricole et qui le sera toujours dans les dix années à venir : des chefs d'exploitations plutôt jeunes avec des perspectives, et une Surface Agricole Utile qui occupe 38% de l'espace communal
- Une activité commerciale dynamique portée par le noyau de Locastel et son linéaire à renforcer depuis l'île jusqu'à la grande surface alimentaire
- L'importance de l'offre médicale et paramédicale (notamment pour le commerce), à maintenir dans les bourgs
- Une commune extrêmement bien équipée en matière de culture et de loisirs, qui fait valoir ses atouts au-delà de ses frontières : le Parc d'Eau Vive, le théâtre, le téléski nautique, le site d'escalade... , qui constituent autant de leviers pour le tourisme ; exploiter le côté Blavet pour développer le tourisme
- Des connexions vertes à conforter depuis les quartiers vers les sociotopes identifiés aux portes des bourgs (Ile de Locastel, Parc du Bunz, Bois de Trémelin, mais aussi le jardin du lavoir d'Inzinzac ou le parc de Kerglaw).

**ENJEUX DE DÉPLACEMENTS****Une marge d'amélioration en matière de mobilités**

- Un relatif éloignement à la RN165 (obligation de transiter par Hennebont) et au cœur d'Agglomération qu'est Lorient (en partie compensé par les nombreux services déjà présents à Hennebont)
- Plus d'une centaine de hameaux qui parsèment le territoire, ne favorisant pas les questions d'accessibilité aux services
- La voiture reste le mode de déplacement très privilégié pour les déplacements quotidiens, car très concurrentiel
- De nombreuses pistes proposées par le Plan de Mobilité Durables, qu'il est possible de traduire au sein du projet de PLU ; et un maillage de chemins riche en appui.





## 1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

## LA GÉOLOGIE

L'orientation générale du relief d'Inzinzac-Lochrist est conforme à la structure géologique du territoire, localisé sur un socle caractérisé par une structuration de roches organisées en bandes parallèles de roches dures (leucogranites, granites d'anatexie, gneiss et migmatiques). Ces roches grenues granitiques et gneissiques sont dominantes sur l'ensemble de la commune. Elles font partie de la composition morphologique du secteur Sud du massif armoricain, faisant apparaître une orientation Est-Ouest.

La composition de ces roches offre une capacité de stockage d'eau, soit dans les couches superficielles altérées (arènes), soit dans des fissurations. Si les aquifères sont souvent de petites dimensions, il peuvent aussi être très nombreux, comme en témoigne le grand nombre de sources. Les cours d'eau de la commune semblent bien alimentés dans l'ensemble. Les formations géologiques ont favorisé un relief aux lignes vallonnées, fortement marquées par un chevelu hydraulique très dense et ramifié.

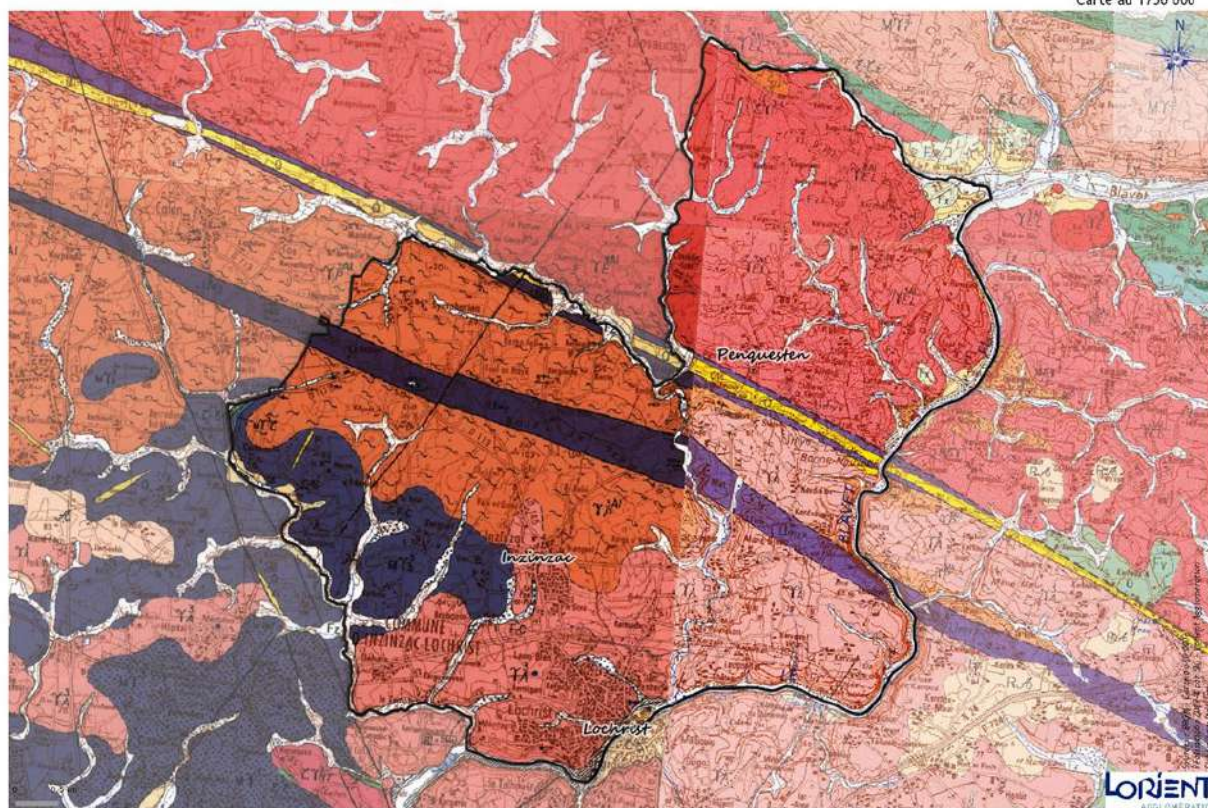
Les bandes de mylonites et les filons de quartz localisés dans la partie centrale de la commune ont fait l'objet d'une large exploitation par l'ouverture de nombreuses carrières. Les mylonites sont des roches métamorphiques dont la structure a été modifiée par des phénomènes de hautes pressions et hautes températures (associés à la zone du cisaillement sud-armoricain) il en résulte ainsi des roches dures, très recherchées actuellement pour les empièvements et le béton notamment (d'où la présence de nombreuses carrières dans la bande de mylonites). On retrouve par ailleurs ces mylonites au niveau de la falaise de la Chaise du Diable, mentionnée comme élément de patrimoine géologique par le guide "Géotourisme en Morbihan".

Le fond de la vallée du Blavet est quant à lui composé en partie d'alluvions modernes.

## INZINZAC-LOCHRIST : géologie

Légende sur les planches pdf

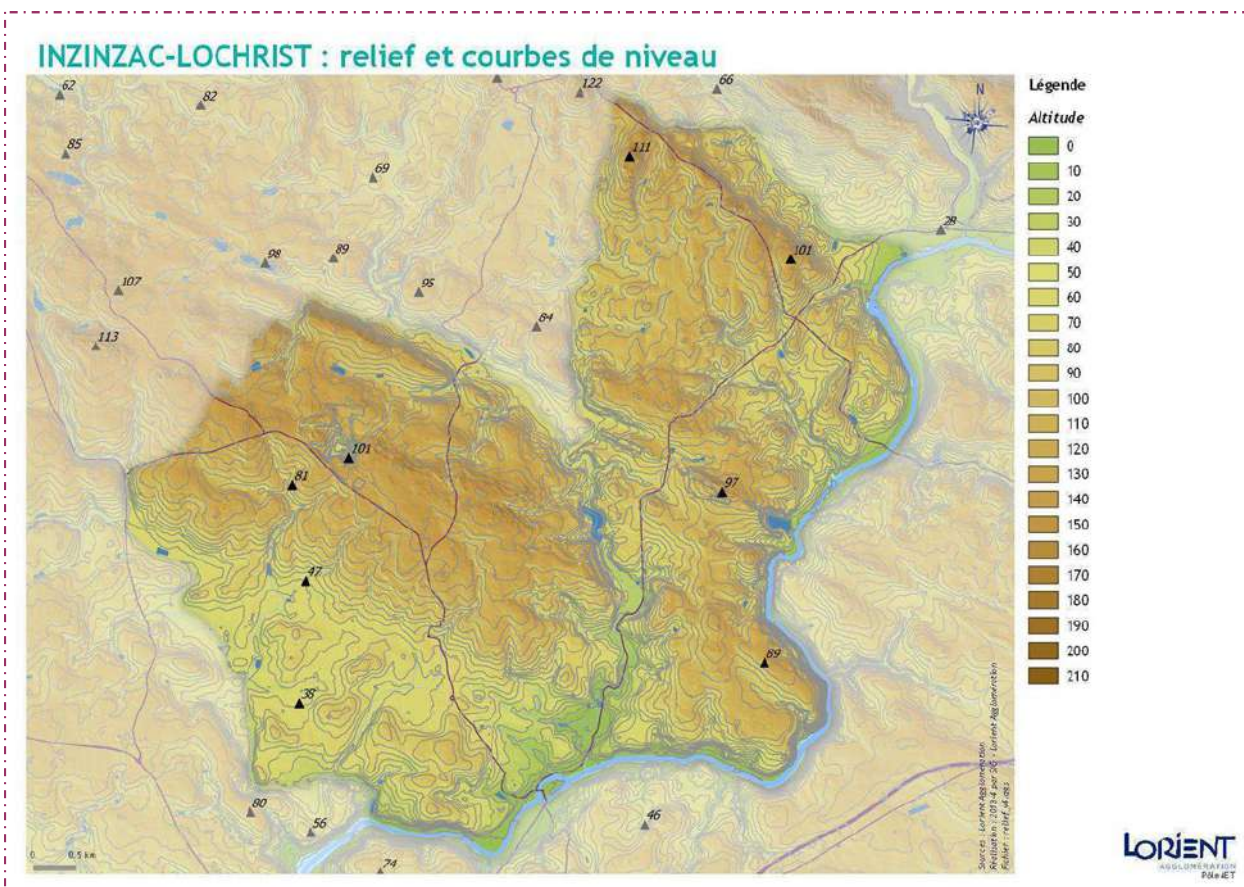
Carte au 1/50 000



## LE RELIEF ET LA TOPOGRAPHIE

La commune d'Inzinzac-Lochrist est bordée à l'Est et au Sud par la vallée du Blavet, et présente un relief structuré selon un axe clairement distinct Nord-Ouest – Sud-Est, dans le prolongement du plissement des landes de Lanvaux. Au centre du territoire communal, le massif leuco granitique des bois de Trémelin, d'une altitude atteignant les 108 mètres fait une transition nette entre les plateaux de la dépression lorientaise et les contreforts plus élevés situés dans la partie Nord. Plusieurs vallées encaissées ont créé des ruptures dans le relief, telle que la vallée du Blavet offrant un versant escarpé d'une hauteur de 76 mètres à Kéroman, le méandre situé au Sud des carrières de Calzat laissant apparaître de véritables falaises selon les endroits. On notera également l'impact des vallées du ruisseau du Temple, du Kersalo et du ruisseau du moulin de l'Angle sur le relief dans un axe d'orientation Sud – Nord.

Les points culminants (110 – 111 m) se situent dans la partie centrale et au Nord de la commune au niveau des deux principales lignes de crêtes.





## 1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

## L'HYDROGRAPHIE ET L'HYDROLOGIE

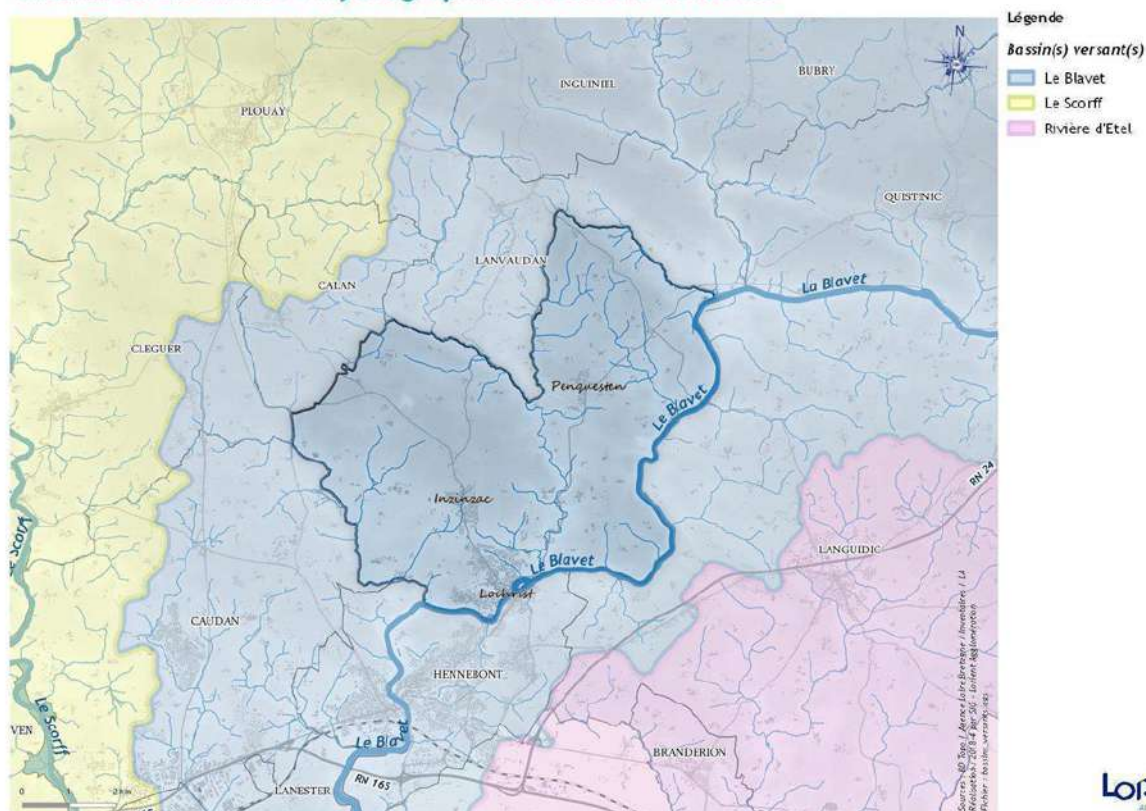
*Les bassins versants*

L'étude paysagère réalisée en 2016 sur le territoire de Lorient Agglomération souligne l'importance de la structuration géologique qui façonne les paysages. «Les principaux cours d'eau traversés par les plissements s'en trouvent « désorientés » et prennent des chemins de traverse avant de reprendre leur cours initial vers l'océan : les plissements sont traversés de cluses».

La superposition des données de ces extraits de cartes de l'étude paysagère illustrent pour la commune deux grands types d'unités paysagères : en couleur verte, un faciès de « plissements » et en bleu, le regroupement des vallées du Blavet, du Brandifrou et de la Sarre.

Le territoire communal est entièrement inclus dans le bassin versant du Blavet, délimité au Sud-Est par ce cours d'eau. Le Blavet est un fleuve côtier très artificialisé comprenant 2 barrages et de nombreuses écluses. Il prend sa source au Sud de Bourbriac, dans le département des Côtes d'Armor et s'écoule du Nord au Sud, puis se jette dans l'Océan Atlantique, au niveau de la Rade de Lorient.

## INZINZAC-LOCHRIST : hydrographie et bassins versants

*Les cours d'eau*

Le réseau hydrographique est présent sur l'ensemble du territoire communal et le paysage qui en découle est très riche, diversifié et fortement marqué par l'eau.

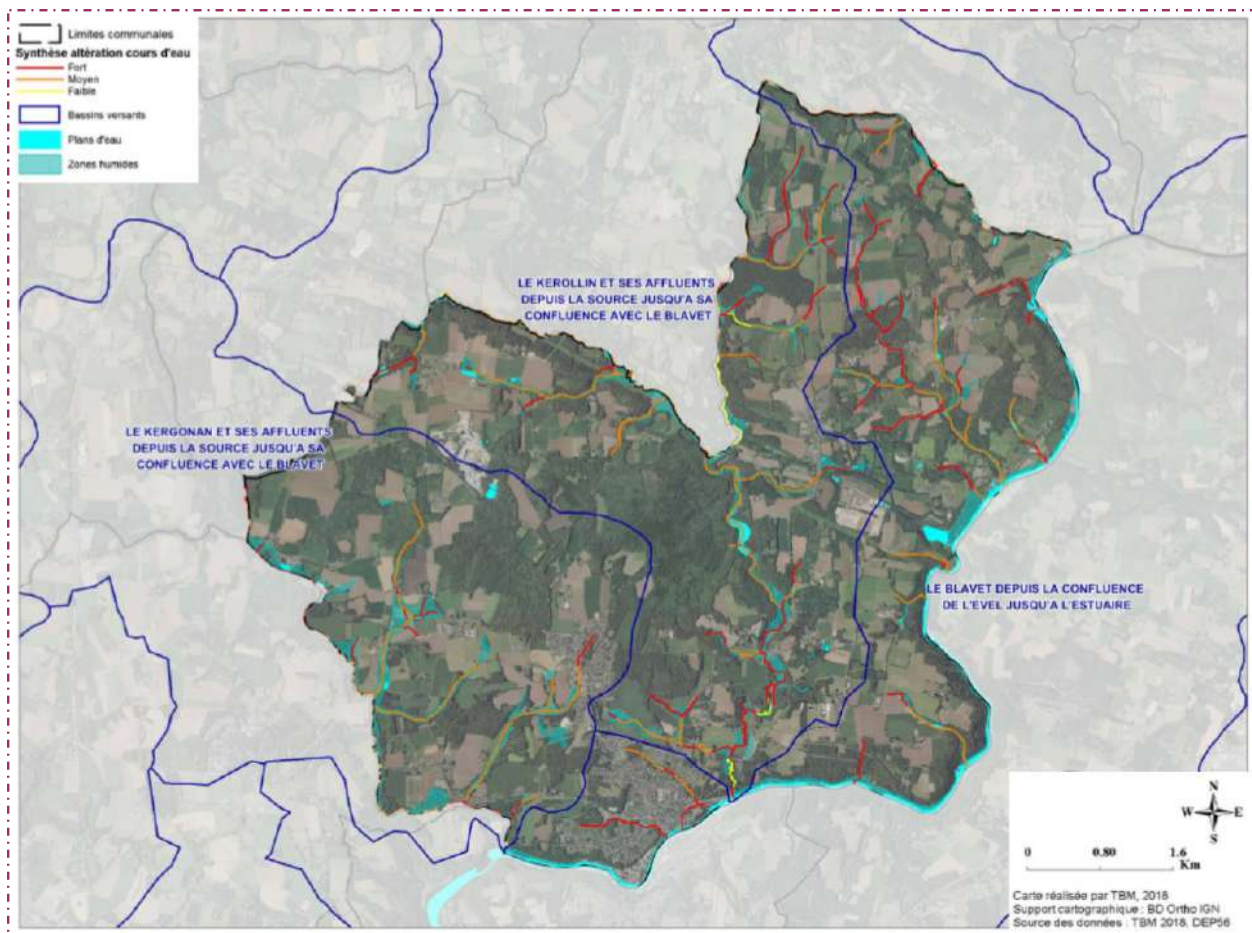
Un inventaire des cours d'eau réalisé conjointement avec celui des zones humides permet d'avoir une meilleure connaissance sur leurs intérêts et leur état. L'objectif étant de déterminer de manière plus affinée les outils de protection et/ou de gestion à mettre en place pour sauvegarder et conserver ces milieux. A partir des supports cartographiques existants, le recensement a été complété par des analyses de terrain.



Le territoire est délimité par des cours d'eau variés, allant du fleuve comme le Blavet, aux nombreux ruisseaux et ruisselets temporaires (aux noms souvent inconnus) de tête de micro-bassin versant, néanmoins identifiés et cartographiés. Les principaux sont :

- le Blavet, longe les limites Est et Sud sur 5,245 Km. L'usage du Blavet était lié à la production d'électricité ;
- le ruisseau de Kergonan, frontière naturelle à l'Ouest avec la commune de Caudan, sur un linéaire d'un peu plus de 2 Km ;
- le ruisseau du Temple (Kergonano) au Sud ;
- le ruisseau de Kerollin, sur une distance de 9,445 Km, matérialise la limite communale au Nord avec Lanvaudan, puis traverse selon une orientation Nord-Sud la commune pour se jeter dans le Blavet. Le ruisseau de Stang Varric vient rejoindre le ruisseau du Moulin de Kerollin ;
- le ruisseau du Pont du Couëdic, selon un axe Nord-Sud-Est, délimite le territoire communal de Lanvaudan ;
- le ruisseau du Moulin de Kerletune au Nord-Est ;
- le ruisseau du Pont de l'Angle, en limite Nord-Est avec la commune de Lanvaudan.

Chaque cours d'eau représente un axe vivant aux multiples facettes, dont l'inscription dans l'espace contribue à structurer les paysages de la commune. Si la plupart ont provoqué de faibles dépressions, d'autres ont, au contraire, fortement marqué le territoire communal en créant des reliefs à forte pente avec des cours d'eau très encaissés. Il en est ainsi pour la vallée du Blavet située à l'Est, des vallées du Moulin de Kerollin et du Pont du Couëdic au Nord et au Nord-Ouest, de la vallée du Kersalo coupant le plateau dans un axe Nord-Sud.



Bilan de l'altération des cours d'eau (source : TBM Environnement)

## 1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

### QUALITÉ DES EAUX

La commune est intégralement comprise dans le périmètre du SAGE Blavet, et drainé par son réseau hydrique. Des mesures de suivi de la qualité des eaux sont réalisées sur le Blavet et deux de ses affluents : le ruisseau du moulin de Kerollin et le ruisseau du Kergonano.

Les points de mesure du Blavet ne sont pas tous situés sur la commune. Il est suivi sur une multitude de points, les plus proches étant situés à Languidic au niveau de l'écluse de Manerven et à Hennebont au niveau des stations de captage de Coët er Ver (BL000251) et de Langroise (BL000237).

Le ruisseau du moulin de Kerollin est suivi sur le territoire communal, au Sud de Penquesten.

Le ruisseau du Temple (aussi dénommé le ruisseau de Kergonano) est suivi sur la commune, au Temple (en limite communale avec Caudan et Hennebont).

#### *Le Blavet*

Les eaux du Blavet sur le tronçon communal sont globalement bonnes d'un point de vue physico-chimique, mais présentent plusieurs paramètres dégradés. A noter par ailleurs, que les données énoncées résultent des relevés disponibles, qui peuvent présenter des insuffisances sur certains secteurs, par absence de données fiables ou données trop ponctuelles.

Les taux de macropolluants respectent les normes DCE axées sur une optique sanitaire. Cependant, les valeurs de nitrates dépassent les objectifs plus exigeants du SAGE, provoquant une eutrophisation du cours d'eau. La qualité au regard des enjeux écologiques est dégradée par ce paramètre « azote ».

La présence de pesticides reste problématique car récurrente et à des taux dépassant les normes établies par le SAGE, à savoir les normes retenues pour l'eau potable. La détection récurrente du glyphosate, de son dérivé l'AMPA, et de molécules interdites depuis plus de 10 ans soulève des enjeux de prévention des risques écologiques et sanitaires, mais également des enjeux de sensibilisation des usagers et utilisateurs de pesticides à leurs impacts.

Les indicateurs biologiques corroborent ces données et permettent de cibler des enjeux prioritaires : l'IBMR atteste d'une eutrophisation des milieux à corrélérer aux taux de nitrates importants ; l'Indice Poissons de Rivière, médiocre à mauvais, met en valeur la problématique de continuité écologique sur le cours d'eau, la vulnérabilité des écosystèmes aux aléas de la ressource en eau, ainsi que l'impact de pollution continue en pesticides (impact plus important sur les espèces de « haut de chaîne alimentaire »).

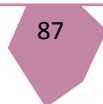
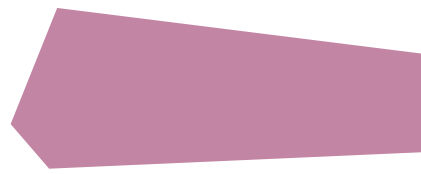
La qualité hydromorphologique du Blavet à Inzinzac-Lochrist est impactée par les ouvrages situés sur la commune, mais également par ceux situés en amont et en aval du territoire communal, qui diminuent la continuité écologique globale. Ces ouvrages hydrauliques sont des points d'enjeu dans l'amélioration de la qualité écologique du cours d'eau.

#### *Le ruisseau du Moulin de Kerollin*

Les mesures sont bien trop fragmentaires pour évaluer la qualité de ce cours d'eau. L'enjeu principal est d'obtenir des données régulières sur ce cours d'eau accueillant notamment la loutre d'Europe.

#### *Le ruisseau du Moulin de Kergonan*

Les mesures effectuées sur une seule année ne permettent aucune conclusion sur la qualité de ce cours d'eau, qui s'évalue dans la durée. Comme pour le Kerollin, l'enjeu principal est d'obtenir des données régulières sur ce cours d'eau.





## 2. CLIMAT - AIR - ÉNERGIE

### LE CLIMAT

Située au Sud de la péninsule bretonne, sur un axe Lorient - Pontivy, la commune d'Inzinzac-Lochrist bénéficie de l'influence du climat tempéré de type océanique (similaire à l'ensemble de la Bretagne). Ce climat se caractérise par des hivers assez doux et pluvieux, et des étés frais et relativement humides.

Le département du Morbihan présente cependant des territoires climatiques, au sein desquels les paramètres climatiques varient du Nord au Sud et d'Est en Ouest.

La commune d'Inzinzac-Lochrist se trouve dans la « zone climatique » dite « intérieure » et plus précisément « Scorff et Blavet », l'une des plus arrosées et avec des chaleurs peu marquées. Elle reste néanmoins soumise aux influences de l'océan dans cette partie « arrière littoral Sud ». La pluviométrie dite « efficace » augmente progressivement selon un gradient Sud - Nord.

Pour l'ensemble du territoire géographique les données météorologiques sont enregistrées par la station météorologique de référence Lorient-Lann-Bihoué à Ploemeur.

Les précipitations annuelles moyennes sur Inzinzac-Lochrist atteignent 894,75 mm sur la période 2003 – 2016. Sur la période de référence 1981-2010, des dépassements ont été enregistrés selon les années (1 100 mm), avec une moyenne de 132 jours de précipitations. (Source : Météo France).

Les pluies sont réparties toute l'année avec néanmoins des mois plus pluvieux en automne. En hiver le maximum est atteint en décembre. Les mois les plus secs sont juin, juillet, août. (Source : Météo-France). Les données pluviométriques indiquent un déficit en eau au cours de l'été 2011.

La température annuelle moyenne à Inzinzac-Lochrist avoisine les 11,5°C. Les normales maximales et minimales annuelles fluctuent entre 6°C en hiver et 17,4°C en été (moyennes 1981-2010). (Source : Météo – France). Les années 2009, 2013 et 2016 auront été des années particulières puisque des températures minimales moyennes inférieures à 5 °C enregistrées sur 5 mois de l'année.

Les normales climatologiques annuelles de la station de Lorient-Lann-Bihoué montrent les tendances suivantes :

- de décembre à avril, les températures minimum moyennes sont inférieures à 5°C, les mois les plus froids étant janvier, février et selon les années mars (moyenne inférieure à 3,5°C);
- de juin à septembre, les températures maximales moyennes sont supérieures à 20°C, les mois les plus chauds étant juillet et août (moyenne supérieure à 22,5°C).

L'ensoleillement sur Inzinzac-Lochrist est moins important que celui enregistré sur la frange littorale avec une moyenne proche de 1850 heures par an (2003, année particulière avec 2092 heures d'ensoleillement), correspondant à un équivalent de jours d'ensoleillement oscillant entre 70 et 90 (sources : normales 1991-2010, météo - France). La durée d'ensoleillement a tendance à diminuer rapidement vers l'intérieur des terres, selon un gradient littoral/arrière littoral, dû à une nébulosité plus élevée plus on s'éloigne de la frange littorale. L'accroissement de la nébulosité en zone arrière littorale est particulièrement visible en conditions anticycloniques estivales.

Le régime relevé par la Station Météo-France de Lann-Bihoué révèle des vents de secteur Ouest dominants entraînant une forte humidité confortée par des pluies modérées mais fréquentes.

Située sur une « zone arrière-littorale Sud », la commune d'Inzinzac-Lochrist a des conditions climatiques sensiblement différentes de la frange côtière, ayant pour effet un enregistrement de vents moins forts.

La fréquence des vents de Sud-Est est faible. Des variations existent entre les saisons avec des vitesses maximales enregistrées en hiver et plus faibles sur les périodes printanières et estivales.

Quant aux vents d'orientation Est à Nord-Est, plus fréquents à certaines périodes de l'année, ils peuvent présenter, s'ils persistent sur la durée, divers impacts tel que le dessèchement des productions végétales agricoles et des nuisances olfactives liées aux installations de stockage du site de Kermat dans les secteurs d'habitat de proximité.

## LA QUALITÉ DE L'AIR

(voir Etat Initial de l'Environnement complet en annexe)

## L'ÉNERGIE

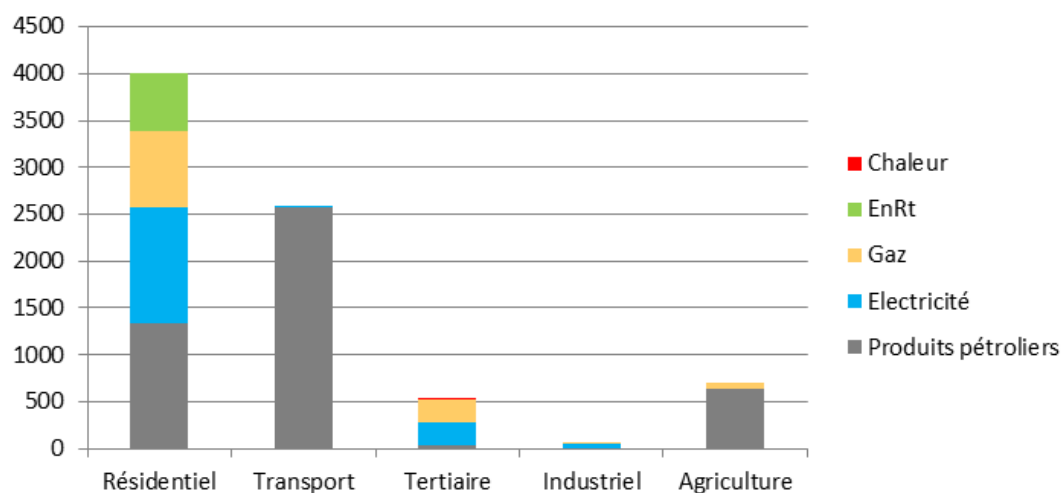
### Consommation énergétique

La commune a atteint une consommation énergétique totale de 94510 MWh en 2015.

Les secteurs Résidentiel et du Transport sont les premiers secteurs de consommation, représentant 43.5% et 41.8% de la consommation totale. Le bilan énergétique du secteur agricole est à relier au nombre d'exploitations présentes sur la commune (41 recensées en 2010 par le RGA) et à la superficie agricole utilisée (1749 ha en 2010).

Les sources majoritaires d'énergie sont les produits pétroliers, qui représentent presque 60% de la consommation totale. Leur consommation est majoritairement due aux transports et au secteur Résidentiel.

Secteur	Résidentiel	Transport	Tertiaire	Industrie	Agriculture	Total
Consommation totale (en MWh)	41084,3	39480,1	5622,7	157	8166,1	94510.2
Pourcentage	43.5%	41,8%	6%	0,1	8.6%	



Consommation énergétique par secteur et par source énergétique sur Inzinzac-Lochrist

Source : EQUITEE 2008

### Emissions de gaz à effet de serre

En 2015, les émissions de gaz à effet de serre (GES) sur la commune représentent, tous secteurs confondus, 26162 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (teqCO<sub>2</sub>). Les proportions d'émissions dues à l'agriculture et aux transports sont les plus élevées (respectivement 35,5% et 33,7%), tandis que les parts correspondant à l'Habitat atteignent 28,2%.

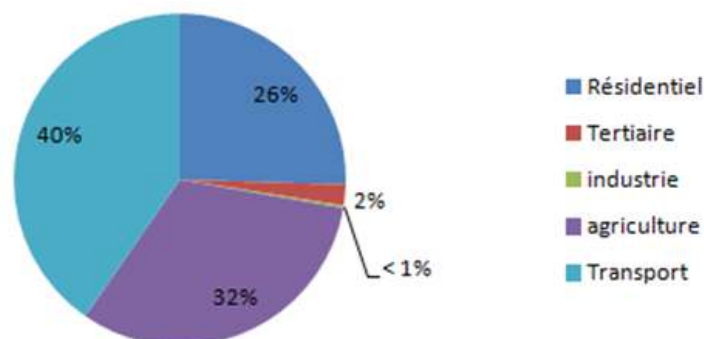
Les émissions sont décomposées entre émissions directes et indirectes.

## 2. CLIMAT - AIR - ÉNERGIE

- Les émissions directes sont produites par des sources fixes et mobiles appartenant ou détenues par l'entité source. Sont notamment comprises les émissions provenant des installations de combustion (notamment chauffage à combustion), des procédés industriels de fabrication, des véhicules.
- Les émissions indirectes de GES sont au contraire associées à l'utilisation d'électricité, de chaleur ou de vapeur importée ou achetée. Ces émissions provenant d'une autre entreprise dépendent de l'énergie primaire utilisée pour la production de cette énergie secondaire.

Secteur	Résidentiel	Transport	Tertiaire	Industrie	Agriculture	émissions totales (en teqCO <sub>2</sub> )
Emissions directes (en teqCO <sub>2</sub> )	5784	8829	551	48	2556	20236.3
Emissions Directes et indirectes (en teqCO <sub>2</sub> )	7401	8829	589	71	9272	26162

**Emissions de GES sur Inzinzac-Lochrist en 2015  
(en Téqu CO<sub>2</sub>)**



**Répartition des émissions totales de GES par secteur sur la commune d'Inzinzac-Lochrist en 2015**

Source : EQUITEE, 2015

#### Production d'énergie renouvelables et potentiel du territoire

La production d'énergies renouvelables sur la commune d'Inzinzac-Lochrist présente deux sources majeures :

- Une source électrique correspondant à près d'un tiers des productions d'énergies renouvelables sur la commune, majoritairement assurée par l'hydroélectricité. L'apport hydroélectrique communal assure 45% de la production de ce type sur le territoire de Lorient Agglomération. Elle est issue des centrales présentes sur le Blavet.
- Une part d'énergie thermique couvrant 67.5% des productions communales, la source principale étant le bois bûche ou granulés. Les enjeux d'amélioration des systèmes de chauffage identifiés sur l'agglomération sont également valables pour la commune.

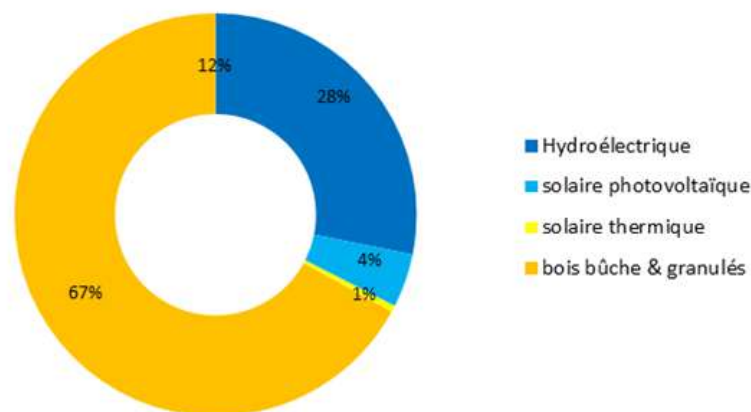


En 2008 (valeurs les plus récentes au sujet de la consommation d'énergie), la production d'énergies renouvelables assurait 8.03GWh, soit 8.8% de la consommation totale sur la commune. En 2015, la commune a produit 7.88 GWh d'énergie via des sources renouvelables, la très légère baisse étant due aux variations de consommation de bois de chauffage et de production hydroélectrique.

ENR électrique			
Filière	Nombre	Puissance (MW)	Production (GWh)
Hydroélectrique	3	1.19	2.22
Solaire photovoltaïque	53	0.32	0.34
Sous-total			2.56

ENR thermique			
Filière	Nombre	Puissance (MW)	Production (GWh)
Solaire thermique	11	Non déterminé	0.04
Bois bûche/granulés	Non déterminé	Non déterminé	5.28
Sous-total			5.32

Total			7.88
-------	--	--	------



**Production d'énergie renouvelable sur Inzinzac-Lochrist en 2015**

Source : OREGES, 2015

En ce qui concerne l'installation de microcentrales hydroélectriques sur le Blavet, trois projets sur les barrages de Mané Er Vern, Minazen et Quelennec ont reçu un avis défavorable en mars 2018 de la part de la municipalité et d'associations telles que l'AAPPMA (Association de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique du Pays de Lorient) du fait de leur impact sur les continuités écologiques aquatiques (poissons migrateurs...).

Le Barrage d'Inzinzac-Lochrist répond à la nécessité de lutter contre les crues du Blavet.

L'exploitation de toute centrale hydroélectrique présente un certain nombre d'avantages par rapport à d'autres sources d'énergie renouvelable (pas d'émission de polluants atmosphériques...) mais peut occasionner des impacts sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur d'autres usages des cours d'eau. Il existe une centrale EDF sur le site du Barrage de Kerousse (communes de Languidic/Inzinzac) et d'une turbine privée exploitée au Rudet.

Sur la ressource en filière bois locale, il existe sur la commune un négoce de bois « Bretagne Bois Energie à Penquesten (adhérent su SIBC) spécialisé pour le bois de chauffage.

## 3. PATRIMOINE NATUREL

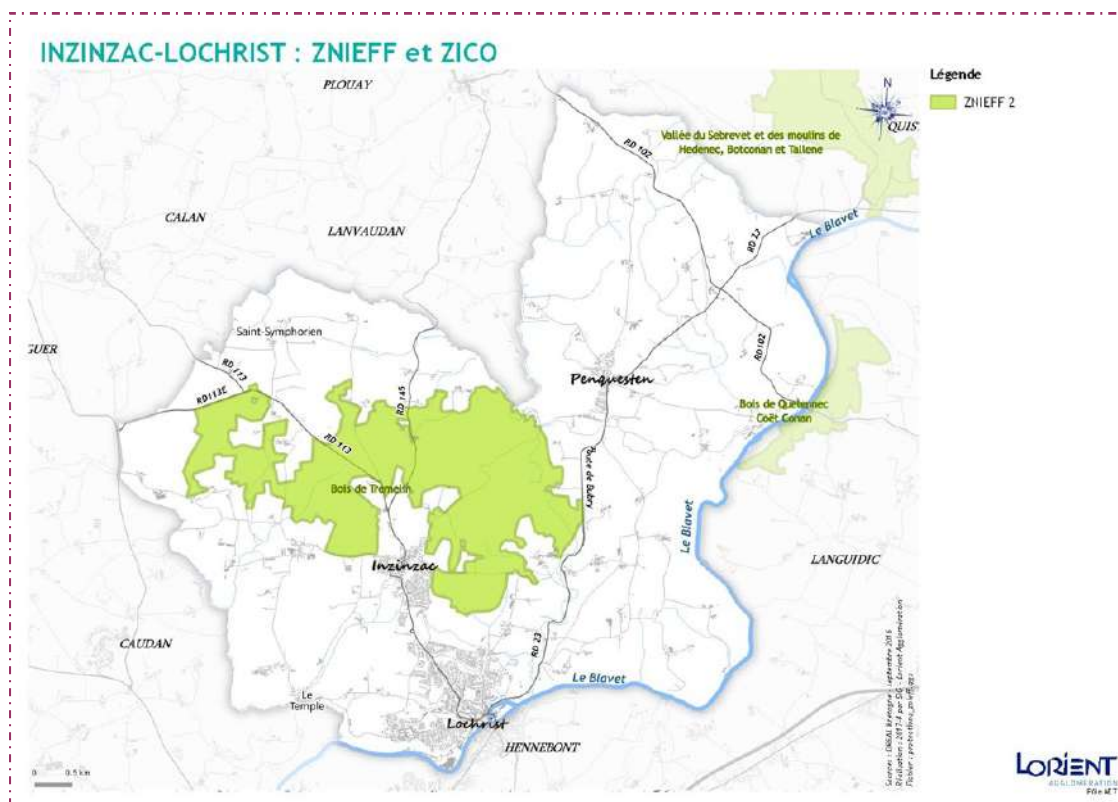
## LES INVENTAIRES &amp; PROTECTIONS

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Le territoire communal comprend la quasi-totalité du zonage de la ZNIEFF II « Bois de Trémelin ». Le zonage de cette ZNIEFF II, quasi-totalement compris sur la commune, en englobe 666.02 ha (près de 15% du territoire communal).

Le Bois de Trémelin est inventorié du fait de sa taille remarquable plutôt que pour ses milieux, qui comprennent des habitats forestiers variés mais non remarquables. Son intérêt est également lié à la présence de certaines espèces protégées (escargot de Quimper, Asphodèle d'Arrondeau, un champignon basidiomycète nommé « Cobalt Crust », muguet de mai...), ainsi qu'à un cortège d'espèces forestières diversifié.

Il est à noter que la ZNIEFF II « Bois de Quelenec Coët Conan », localisée à Languidic, fait immédiatement face à la commune (rive opposée du Blavet).



## Site Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. La mise en œuvre de ce réseau a pour objectif de préserver la biodiversité en tenant compte des préoccupations économiques, sociales culturelles et locales.

Natura 2000 s'appuie sur deux directives européennes :

- la Directive « Habitats » (1992), visant à assurer la préservation durable des habitats naturels reconnus d'intérêt communautaire ainsi que les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire (mammifères, amphibiens, poissons, invertébrés et plantes). Elle prévoit la création d'un réseau écologique européen composé de Sites d'Importance Communautaire (SIC) ou de Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

- la Directive « Oiseaux » (1979), visant à assurer la préservation durable de toutes les espèces d'oiseaux sauvages. Elle prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux menacées à l'échelle européenne par la désignation de Zones de Protections Spéciales (ZPS).

Une zone Natura 2000 est présente sur Inzinzac-Lochrist, la ZSC « Chiroptères du Morbihan ».

Ce zonage ponctuel est situé en limite Sud de la commune, dans une cavité artificielle aux environs des anciennes forges. Il fait partie d'un groupement de neuf sites de gîtes importants de chiroptères répartis sur le Morbihan, accueillant la reproduction du petit rhinolophe, du grand rhinolophe, du murin à oreilles échancrées et du grand murin. Cet ensemble de sites revêt une grande importance à l'échelle départementale et régionale car il accueille 80% des effectifs reproducteurs départementaux du grand murin, 90% de ceux du grand rhinolophe et près d'un tiers de ceux du murin à oreilles échancrées.

Le site d'Inzinzac-Lochrist est à la fois un gîte d'été et d'hiver, accueillant l'hibernation et les nurseries de chauves-souris. L'espèce dominante du site est le grand rhinolophe, mais d'autres espèces le fréquentent : petit rhinolophe, grand murin, murin de Bechstein, murin de Natterer, murin de Daubenton, murin à moustaches, pipistrelle commune et également le minioptère de Schreibers observé en février 2015. La détérioration dans le temps des structures hébergeant le gîte est une problématique à prendre en compte pour pérenniser le site.

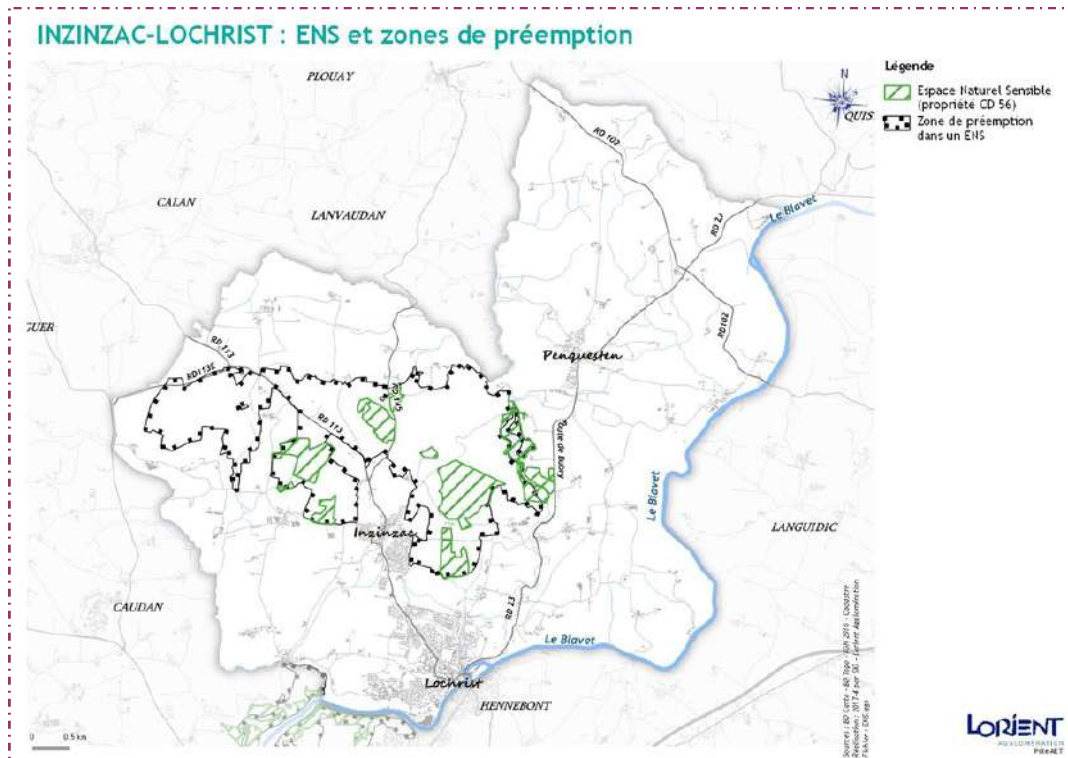
Le secteur du Blavet à proximité de ce site, partagé entre Inzinzac-Lochrist et Hennebont, constitue un couloir migratoire et potentiellement une partie de l'aire de chasse de ce site de sauvegarde des chiroptères. Ces espèces étant insectivores, la gestion de la qualité des eaux, le maintien du réseau bocager et des zones de broussailles, ainsi que la réduction de l'utilisation de pesticides sont des enjeux pour le maintien des sources de nourriture de cette colonie majeure sur le département.

Un arrêté de protection de biotope a été mis en place en août 2017 afin de garantir la pérennité de ce site.

### Espaces Naturels Sensibles

Inzinzac-Lochrist est concernée par trois zonages d'ENS : le Bois de Trémelin (84 ha), le bois de Kerguer situé à l'Ouest (34 ha) et l'étang de Ty-mat (35ha comprenant l'étang et les boisements bordant le ruisseau du Kerollin).

Une zone de préemption englobe également la totalité du Bois de Trémelin et de ses abords (723 ha au total).



### Sites classés et inscrits

Aucun site classé ou inscrit n'est présent sur la commune.



### 3. PATRIMOINE NATUREL

Plusieurs études conduites ces dernières années sur le territoire communal ont permis de mieux connaître les milieux naturels, la flore et la faune d'Inzinzac-Lochrist. Il s'agit notamment des études environnementales d'aménagement foncier, d'études d'impact ou d'inventaires écologiques réalisés sur des sites particuliers tels que la zone des Forges ou les carrières du Rudet, de l'inventaire des invertébrés des bois de Trémelin, ou encore des études menées en 2013 sur la trame verte et bleue urbaine de la commune.

#### LES MILIEUX NATURELS

##### *Les bois*

Avec un taux de boisement de 43 %, la commune est très boisée, bien plus que la moyenne départementale (19,5 %). Sur les 1747 ha de bois recensés en 2013, environ 650 ha correspondent au massif des bois de Trémelin, qui est le plus vaste ensemble boisé de l'agglomération. Les 1100 hectares restants se répartissent de façon assez égale sur le reste du territoire communal, avec des ensembles plus importants le long des vallées du Blavet et du Kerollin. La présence de massifs boisés jusqu'au contact de l'urbanisation, tant à Lochrist qu'à Inzinzac, est une caractéristique remarquable de la commune et participe à la qualité de vie des habitants.

L'histoire des **bois de Trémelin**, dont le périmètre n'est d'ailleurs pas clairement défini, est assez complexe. Des secteurs boisés sont visibles sur la carte de Cassini, un boisement beaucoup plus vaste apparaît sur la carte d'Etat-Major 1820-1866, il a disparu sur les photos aériennes de 1947 mais réapparaît avec une extension maximale sur la carte IGN de 1960, avant de régresser fortement dans sa partie ouest dans les années 1970. Il est certain que le massif, où des traces d'anciennes charbonnières sont visibles, a été intensivement exploité durant la dernière guerre, avant de se régénérer par la suite. La vocation boisée des terrains n'avait pas disparu, mais les coupes rases généralisées pouvaient donner l'impression d'espaces déboisés et en friche.

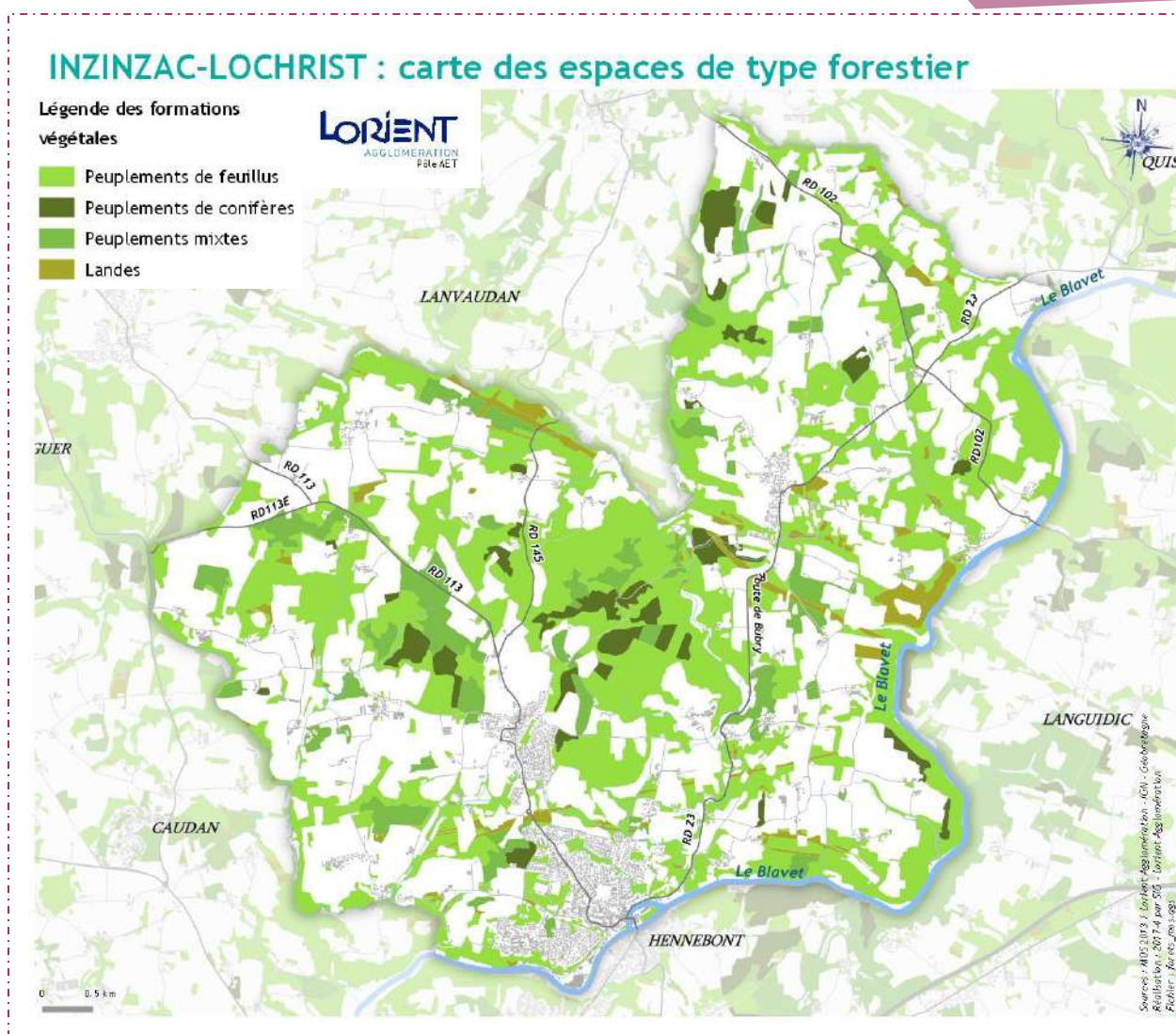
La **composition spécifique des boisements** apparaît très variée sur l'ensemble du territoire communal, avec une large prédominance des feuillus (chênaie-hêtraie à châtaignier), mais aussi une forte présence de divers résineux, soit en peuplements purs (il s'agit alors souvent d'essences exotiques comme le sapin de Douglas, le tsuga ou l'épicéa de Sitka), soit en mélange avec les feuillus, ce qui est souvent le cas du pin maritime, du sapin pectiné, localement du pin sylvestre. Lorsque les bois de feuillus ne sont pas laissés à l'abandon, ce qui fréquent sur les versants escarpés, ils sont souvent traités en taillis ou en taillis sous futaie mais presque jamais en futaie. On trouve toutefois quelques futaies dans la partie orientale des bois de Trémelin, où l'ONF a planté des chênes rouges d'Amérique et cherche à convertir en futaie des taillis de chêne pédonculé. Dans les fonds de vallées à l'abandon, d'autres types de boisements se sont développés en milieu humide : des saulaies d'abord, évoluant par assèchement progressif vers des peuplements de bouleaux, eux-mêmes remplacés par la chênaie. Ce processus participe à l'extension des surfaces boisées dans la commune.

##### *Les milieux humides*

Avec son relief marqué et ses cours d'eau dans l'ensemble assez pentus, la commune paraît peu favorable au développement des zones humides. Il en a pourtant été inventorié **223 hectares**, qui présentent une configuration plutôt linéaire car elles occupent généralement des fonds de vallées étroites. Ces milieux présentent des types variés. Il s'agit souvent de retenues artificielles (typiquement des biefs de moulins) et des ceintures de végétation qui leur sont associées, ou encore d'anciennes prairies de fonds de vallées qui sont envahies par des végétations hygrophiles à différents stades d'évolution selon les parcelles. Il reste également des prairies humides entretenues par fauche ou pâturage.

L'évolution des zones humides dans le temps est un sujet complexe. Il semble que les superficies de zones humides se soient étendues dans les dernières décennies, parce que l'entretien traditionnel des prairies et des écoulements a cessé, avec pour conséquence des débordements plus fréquents et une remontée des nappes. En sens inverse, les prairies humides ou marécageuses se boisent rapidement, ce qui accélère l'assèchement naturel du milieu du fait de l'évaporation et de l'exhaussement du sol. La vallée du Kerollin, par exemple, présente tous les stades de ce processus. Une manière de le ralentir pourrait être d'exploiter le bois de saulaie, ce qui aurait aussi l'avantage d'exporter les nutriments stockés par la croissance des arbres, et qui seraient sinon relargués vers le milieu aquatique.

L'inventaire des zones humides réalisé en 2007-2008 a fait l'objet, en 2017-2018, d'un nouveau travail de terrain réalisé par le SAGE Blavet. Cet inventaire a donc été affiné et actualisé.



#### Les prairies permanentes

Jadis abondantes, et présentant un grand intérêt écologique pour leur richesse en plantes et en insectes notamment, les prairies permanentes se sont beaucoup raréfiées, remplacées par des cultures ou par des prairies artificielles semées. Dans les fonds de vallées, où elles bordaient les ruisseaux, elles ont cédé la place à des saulaies. Il en reste encore par endroits, parfois en relation avec la présence d'animaux domestiques non liés à l'agriculture (moutons, chevaux etc). La préservation des dernières prairies permanentes, que ce soit par des activités agricoles extensives ou par des pratiques non agricoles, est d'autant plus nécessaire qu'une fois embroussaillées, et particulièrement en milieu humide, ces prairies sont très difficiles à remettre en état.

#### Les haies et les talus

Dans le cadre du projet d'aménagement foncier, il a été recensé **127 km de haies et talus** dans la commune. Ce linéaire est faible et reflète l'éradication de la majeure partie du maillage bocager lors du remembrement, qui visait à l'époque l'élimination des "obstacles aux cultures" et dont l'action a pu être prolongée par des arasements d'initiative individuelle. Si les différents types de dispositifs relevant de l'enclos bocager (talus simples, haies simples, haies sur talus) ne sont pas des milieux naturels au sens strict, ils participent aux écosystèmes naturels et sont des **éléments fins de la "trame verte"**, qui permettent la circulation de la faune à travers l'espace agricole pour autant que le maillage reste suffisamment fonctionnel. Lorsqu'il ne l'est plus, ce qui est souvent le cas ici, haies et talus ont au moins l'intérêt d'offrir des habitats pouvant être d'une grande qualité, surtout lorsqu'il existe des arbres creux. Même si le maillage bocager a en grande partie été démantelé, les boisements restent très nombreux, de même que les ruisseaux souvent bordés d'arbres, et la combinaison entre ces différents éléments maintient

## 3. PATRIMOINE NATUREL

*Etat de conservation du bocage (source : TBM Environnement)*



dans la commune une trame verte relativement dense et fonctionnelle.

Outre ses fonctions écologiques (alimentation, reproduction, abri, circulation...), le maillage bocager a aussi des intérêts agromonomiques (protection des sols, des cultures et du bétail), économiques et paysagers, qui peuvent être autant de raisons de le conserver et de le renforcer.

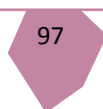
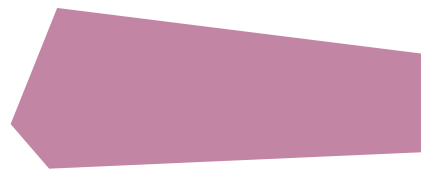
#### *Autres milieux naturels*

Abondantes jusqu'à la dernière guerre, les **landes** ont pratiquement disparu du territoire communal. Il en reste quelques taches sur des pentes escarpées dominant le Blavet, notamment dans le secteur de Kerrous. La végétation qui a repris possession des anciennes carrières du Rudet présente localement des faciès de lande sèche, mais elle évolue rapidement vers le bois de bouleaux. Les données du MOS (mode d'occupation du sol) pour 2013 indiquent sur la commune 103 ha de lande, mais hormis les 15 ha éventuellement assimilables à de la lande dans le secteur du Rudet, et quelques minuscules taches dans le secteur des bois de Trémelin, il s'agit quasi exclusivement de végétations de type fourré ou broussaille.

Quelques affleurements rocheux au flanc de la vallée du Blavet, par exemple à la Chaise du Diable, accueillent des taches de **végétation rupestre** à silène maritime et orpin d'Angleterre, dont la physionomie et la flore ressemblent à celles des falaises littorales.

Les **friches industrielles** du secteur des anciennes forges, dans leur partie aval, comportent des végétations spécifiques implantées sur des sols contraignants (dalles de béton, murs...), associant des espèces invasives (fourrés de buddlées) à des végétations originales typiques des terrains secs et calcaires.





### 3. PATRIMOINE NATUREL

#### LA FLORE

Environ 330 espèces végétales ont été observées dans la commune depuis 1990 (source : Conservatoire botanique national de Brest / CBNB). C'est une valeur apparemment élevée, mais sensiblement plus faible qu'à Hennebont (455 espèces) où les habitats sont plus variés. Ce chiffre est dans la moyenne d'une commune rurale boisée.

La liste des espèces fait apparaître quelques **caractéristiques remarquables**, avec notamment la présence d'un cortège d'espèces originales liées aux **friches industrielles** bordant le Blavet à l'aval de Lochrist. Les dalles de béton, les restes de murs constituent des milieux difficiles où s'installent des espèces qui ne peuvent pas trouver place ailleurs, comme le céterach officinal, une petite fougère rare en Morbihan, ou encore la vipérine, typique des terrains très secs. On remarque également un cortège d'espèces liées aux **grands cours d'eau**, en l'occurrence le Blavet qui accueille une végétation rivulaire très riche. L'espèce la plus caractéristique serait ici la grande patience (*Rumex hydrolapathum*), qui n'existe en Morbihan que le long du Blavet et de l'Oust.

Deux **plantes protégées** seulement sont présentes dans la commune : l'asphodèle d'Arrondeau, qui possède des stations sur des versants rocheux de la vallée du Blavet, et la sabline à feuilles de serpolet, connue sur des murs dans le secteur des anciennes forges. Non protégé, mais inscrit sur la Liste rouge du Massif armoricain en raison de sa raréfaction, l'orchis incarnat, lié aux prairies humides, est mentionné par la liste du CBNB. Il n'apparaît cependant pas dans la Flore du Morbihan éditée en 2007 et sa présence dans la commune semble douteuse. Quant au muguet, ce dernier ouvrage indique sa présence dans un bois en vallée du Blavet, sans qu'il soit possible de savoir s'il s'agit d'une station spontanée et si elle existe encore.

Diverses **espèces invasives** ont été notées dans la commune, notamment le long du Blavet qui est une voie de dissémination majeure et où certaines de ces espèces peuvent poser de gros problèmes. C'est par exemple le cas de l'hydrocotyle, qui connaît un développement fulgurant sur le Blavet à l'aval de Quistinic.

L'une des principales menaces sur la diversité floristique vient de la **forte régression des prairies permanentes** et en particulier des prairies de fauche, qui abritaient de très nombreuses espèces. Les végétations des milieux humides, en particulier les mégaphorbiaies (végétations à hautes herbes) le long des ruisseaux, semblent en revanche s'être beaucoup développées suite à l'abandon de l'entretien des cours d'eau et des prairies riveraines, comme on l'observe par exemple dans la vallée du Kerollin. Mais leur présence peut n'être que temporaire, avant l'installation de la saulaie.

## LA FAUNE

### *Les oiseaux*

La vallée du Blavet se distingue particulièrement du fait de la diversité de ses habitats, qui forment une mosaïque complexe très favorable à l'avifaune. On y trouve en particulier des milieux humides le long du Blavet, des prairies humides ou mésophiles, du bocage à talus et arbres creux, des friches et broussailles, quelques fragments de landes, des boisements de types variés, ainsi que des espaces cultivés et des constructions. Ces conditions conviennent à un grand nombre d'espèces : des oiseaux liés à l'eau comme le martin-pêcheur, le canard colvert, la gallinule poule l'eau, la bergeronnette des ruisseaux, l'hirondelle de rivage...; des petits passereaux, par exemple des fauvettes (griset, des jardins, à tête noire, bouscarle de Cetti, hypolaïs polyglotte...) ; des espèces cavernicoles (mésanges, pics, sittelles...) ; ou encore des rapaces, particulièrement bien représentés à l'amont de Lochrist avec la buse variable, l'épervier d'Europe, le faucon crécerelle, le faucon hobereau, la bondrée apivore... les deux espèces de faucons nichant à l'occasion sur des pylônes de lignes à haute tension. On note également la présence du rare engoulevent d'Europe dans d'anciens landiers au flanc de la vallée, et celle du pigeon colombin, rare lui aussi, dans la carrière de Coët Loc'h.

Le reste du territoire possède également une avifaune variée, particulièrement sur les lisières boisées, dans les secteurs de parcs et de jardins y compris sur les franges urbaines. En 2013, 50 espèces d'oiseaux ont ainsi été trouvées nicheuses aux abords de l'urbanisation d'Inzinzac et Lochrist. Enfin, en hiver, la commune accueille d'autres espèces, tant sur le Blavet que dans les champs, les bois et les jardins.

### *Les mammifères*

Deux espèces peu répandues dans la région sont présentes dans la commune, il s'agit de la loutre (implantée entre autres sur le Kerollin, le ruisseau du Temple et le Blavet) et du campagnol aquatique (observé sur le Blavet). Il est possible que la musaraigne pygmée, trouvée en 2018 à Hennebont, soit également présente. Mais la commune est surtout connue pour héberger de belles populations de chiroptères dans des souterrains des anciennes forges, près du barrage des Gorreds. Huit espèces y hibernent et deux (le grand rhinolophe et le petit rhinolophe) s'y reproduisent. Il s'agit là d'un site d'importance régionale, qui est à ce titre protégé par un arrêté de protection de biotope et un site Natura 2000. Parmi les autres espèces de mammifères présentes dans la commune, on peut mentionner le chevreuil, le sanglier, le blaireau, le renard, l'écureuil roux, le hérisson, le ragondin etc.

### *Les amphibiens et reptiles*

Ces espèces se sont d'une façon générale beaucoup raréfiées dans les dernières décennies, du fait de la régression et de la fragmentation de leurs habitats. Jadis commune, la vipère péliade est ainsi devenue rare et sa présence actuelle dans la commune n'est pas établie, alors que la couleuvre à collier, la couleuvre coronelle, l'orvet et le lézard des murailles restent présents. On signalera également que le plan d'eau de l'ancienne carrière du Rudet était qualifié en 2015 de "site majeur" pour la reproduction du crapaud commun, avant les aménagements du West Wake Park qui semblent avoir détruit la zone de reproduction sur la rive Est du plan d'eau.

### *Les poissons*

La Blavet présente un grand intérêt piscicole. Classé en seconde catégorie, avec une prédominance de carnassiers et de cyprinidés, il est aussi un cours d'eau à migrateurs (saumon atlantique, alose, anguille, lamproie marine...), et les ruisseaux qui le rejoignent sont quant à eux des cours d'eau à salmonidés, avec des caractéristiques physiques et biologiques bien particulières. Le saumon se reproduit sur le Kersalo, où il dispose de secteurs adaptés aux frayères. La pêche dans le Blavet et ses affluents est une activité très prisée, toutefois l'encombrement croissant des berges des ruisseaux la rend souvent difficile.

### *Les insectes*

Ce sujet est trop vaste pour être abordé dans le cadre du PLU. On notera toutefois, à titre indicatif, que 20 espèces d'odonates (libellules et agrions) et 29 espèces de papillons diurnes ont été trouvées aux alentours d'Inzinzac et Lochrist, ce qui donne une idée de la richesse du sujet.



### 3. PATRIMOINE NATUREL

#### LES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES, LA TRAME VERTE & BLEUE

Pour accomplir leur cycle biologique et pouvoir se disperser, c'est à dire conquérir de nouveaux territoires ou renouveler leurs populations, les espèces animales et végétales ont besoin de **continuités d'habitats** à travers lesquelles elles soient en mesure de circuler. Pour les espèces capables de voler, la présence de continuités physiques est moins essentielle, mais elles ont besoin d'un réseau d'habitats atteignables qui ne soient pas trop éloignés les uns des autres. Dans une région comme la Bretagne, où les milieux naturels sont très fragmentés par l'agriculture, les continuités d'habitats naturels ont longtemps reposé non seulement sur les cours d'eau, mais aussi sur le maillage quasi continu des talus et des haies. Aujourd'hui, le maillage bocager est largement démantelé, comme on le constate à Inzinzac-Lochrist. En revanche, d'importantes continuités de milieux naturels se sont constituées le long des vallées abandonnées par l'agriculture, formant un nouveau maillage plus large que celui du bocage. Malheureusement, cette tendance s'inscrit dans une **simplification des paysages ruraux**, avec un contraste de plus en plus marqué entre des plateaux très artificialisés et des vallées retournant à l'état sauvage. Les petites taches d'habitats naturels (bosquets, prairies, milieux humides...) ayant beaucoup régressé sur les plateaux, les réseaux écologiques s'en trouvent réduits, tout comme les possibilités de dispersion de beaucoup d'espèces.

A Inzinzac-Lochrist, les continuités naturelles, dites aussi "corridors écologiques", sont constituées principalement par le **réseau des vallées et le massif des bois de Trémelin**. Les **vallées**, surtout lorsqu'elles sont encaissées, forment de longues continuités d'habitats naturels associant cours d'eau, végétations rivulaires, milieux humides, prairies, friches, bois de tous types, voire affleurements rocheux et fragments de landes dans les secteurs les plus escarpés. L'importance de cette vallée comme couloir de circulation et de dispersion pour un grand nombre d'espèces végétales et animales est aujourd'hui bien établie. Il semble aussi qu'elle fonctionne comme une **zone d'alimentation** pour certaines espèces, par exemple les espèces piscivores (loutre, martin-pêcheur...) ou les espèces insectivores telles que les chiroptères, certains passereaux ou encore le faucon hobereau.

Quant aux **bois de Trémelin**, dont la surface a été fortement réduite dans la partie ouest par des défrichements agricoles dans les années 1970, ils forment une longue continuité naturelle qui pourrait relier la vallée du Blavet à celle du Scorff, si elle n'était interrompue à la hauteur de Calan par la D 769 et une traînée d'urbanisation. Les **talus plantés de haies**, qui n'ont plus qu'un caractère résiduel dans la commune, ne participent que marginalement aux continuités écologiques même s'ils représentent des habitats précieux. En revanche, l'abondance des **boisements** de toutes tailles, souvent connectés les uns aux autres ainsi qu'aux espaces urbanisés, dote la commune d'une structure verte particulièrement riche.

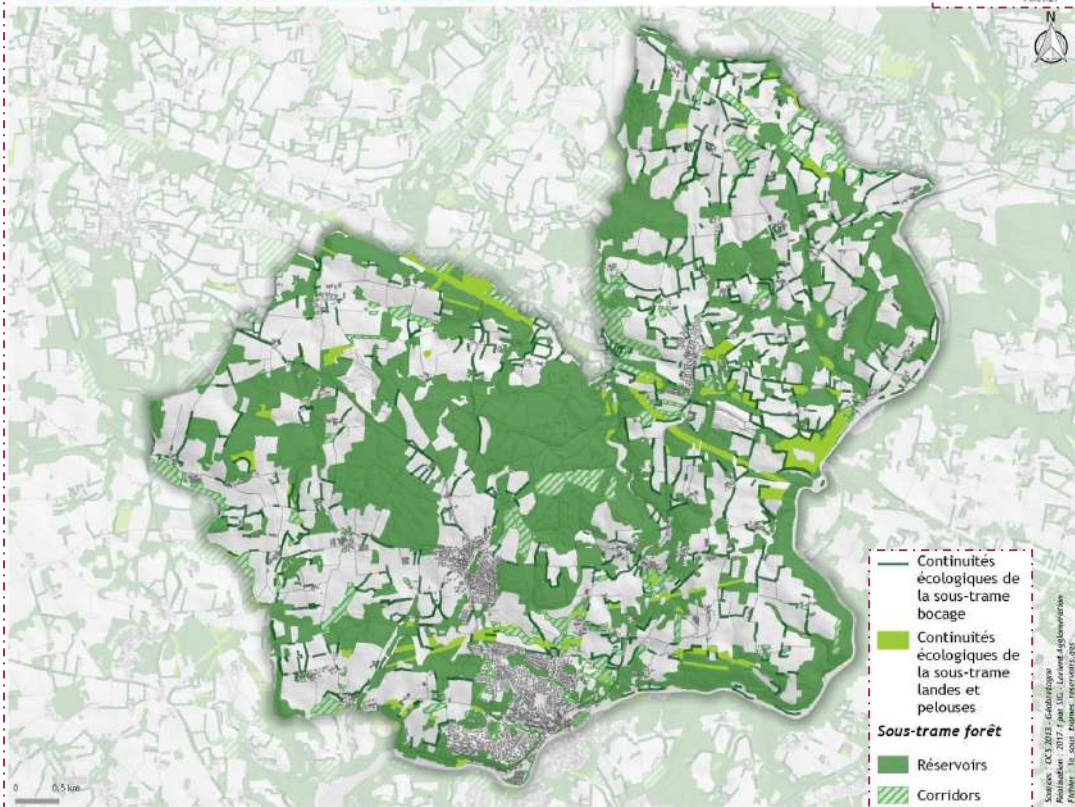
Dans ce cadre, la notion de "**réservoir de biodiversité**" apparaît difficile à cerner. Par sa dimension importante, le massif des bois de Trémelin pourrait être considéré comme tel. Néanmoins, son rôle réel dans le fonctionnement écologique du territoire, notamment dans sa capacité à favoriser les déplacements et la dispersion des espèces, reste méconnu. Pour certaines espèces, comme le chevreuil qui est sensible à la fréquentation par le public, il est même possible que certains habitats périphériques de plus petite taille (bosquets, fourrés...) aient davantage d'intérêt que le massif lui-même.

Il existe des **discontinuités, ou des ruptures, au sein des continuités écologiques** terrestres et aquatiques. Si dans le cas des continuités aquatiques, les incidences des ruptures sur la faune peuvent être précisément connues, par exemple dans les cas d'obstacles au passage de poissons migrateurs, il en va différemment des **continuités terrestres**, dont l'utilisation par les espèces est souvent très mal connue. Les principales ruptures de continuités terrestres dans la commune sont, à l'extrémité ouest des bois de Trémelin, les grands secteurs de bois qui ont été mis en culture dans les années 1970 /80, et aussi l'axe d'urbanisation allant d'Inzinzac à Lochrist, qui forme une barrière sur près de 3 km. Cette notion de barrière doit toutefois être atténuée par le fait qu'un dense réseau de bois et de petites vallées se faufile à travers l'urbanisation, et que celle-ci inclut elle-même beaucoup de jardins. Il n'en reste pas moins que l'ensellement topographique entre Inzinzac et Lochrist représente pour la faune sauvage un point de passage potentiellement important, qui mériterait d'être préservé voire renforcé.

Quant aux **ruptures de continuités aquatiques**, qui sont aujourd'hui recensées, il s'agit de barrages, de busages, de seuils ou de ponts. Le barrage de Ty-Mat pose à cet égard un problème particulier. Même s'il est doté d'une échelle à poissons,

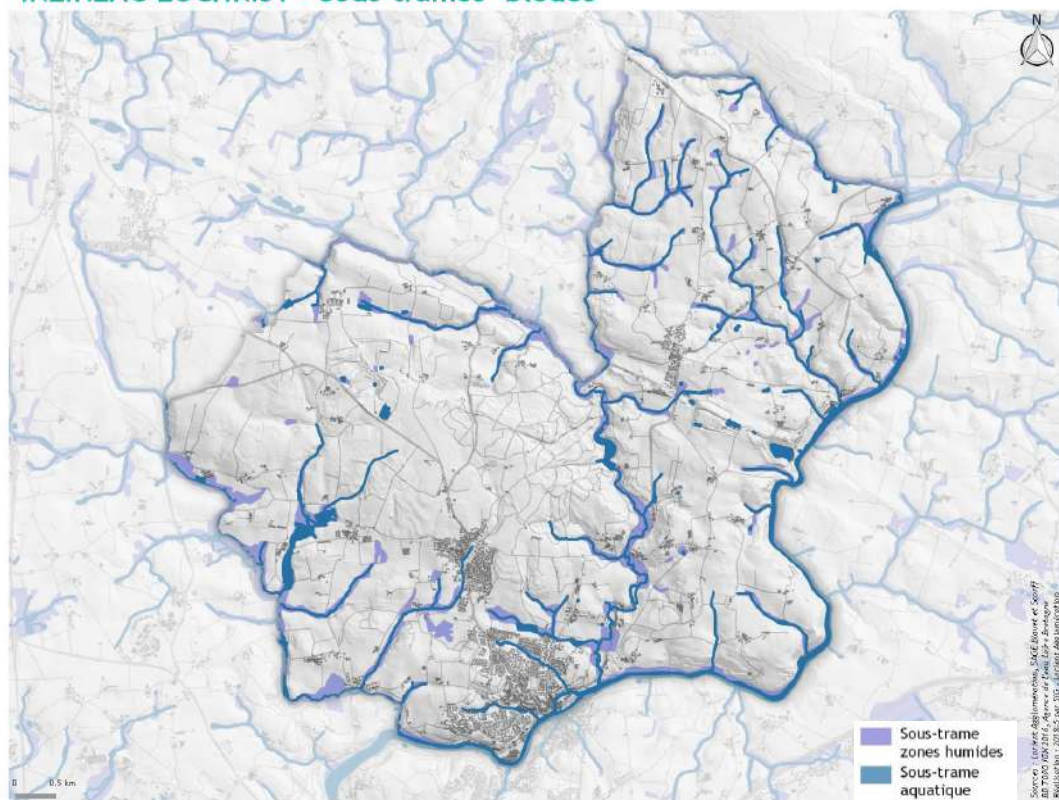
## INZINZAC-LOCHRIST - Sous-trames "vertes"

**LORIENT**  
AGGLOMERATION  
Pôle AET



## INZINZAC-LOCHRIST - Sous-trames "bleues"

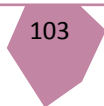
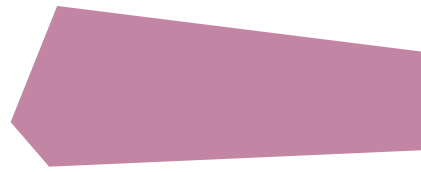
**LORIENT**  
AGGLOMERATION  
Pôle AET



### 3. PATRIMOINE NATUREL

l'étang lui-même est le siège de processus physiques et biologiques (envasement, réchauffement, évaporation...) qui altèrent la qualité du ruisseau de Kersalo. Sur le Blavet, les dispositifs de franchissement des barrages par les poissons posent des problèmes de conception et d'adaptation aux besoins de certaines espèces, comme les anguilles. Toutefois, les conditions de remontée des saumons se sont nettement améliorées, ce qui permet à l'espèce d'aller frayer dans des cours d'eau situés relativement haut dans le bassin versant. Pour l'avenir, les projets de micro-centrales hydro-électriques sur certains barrages du Blavet peuvent potentiellement poser des problèmes pour les poissons migrateurs, mais les incidences sur ces espèces peuvent être fortement réduites en fonction des technologies mises en œuvre ainsi que des dispositifs d'accompagnement.





#### 4. RISQUES & NUISANCES

##### RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) approuvé par arrêté préfectoral le 11 avril 2011, recense les risques naturels et technologiques présents dans le Morbihan. Les risques recensés sur la commune d'Inzinzac-Lochrist sont :

- Feu de forêt ;
- Inondation ;
- Mouvement de terrain ;
- Mouvement de terrain – éboulement, chutes de pierres et blocs ;
- Mouvement de terrain – tassements différentiels ;
- Phénomènes météorologiques – Tempête et grains (vent) ;
- Rupture de barrage ;
- Séisme – zone de sismicité : 2 ;
- Transport de marchandises dangereuses.

En ce qui concerne les documents d'information préventive (DICRIM, DDRM, PSC) :

- la commune n'est pas dotée d'un DICRIM.
- la commune est dotée d'un Plan Communal de Sauvegarde (PSC).

Un Plan Communal de Sauvegarde (PCS), arrêté par le maire, prévoit, organise et structure l'ensemble des mesures (information, diffusion de l'alerte, protection de la population et des biens exposés, etc.) à mettre en œuvre sur la commune en cas de risque majeur. Le PCS est axé sur des mesures préventives de sauvegarde des personnes et des biens, et il est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du maire.

##### *Risques naturels*

Sur la commune, le nombre d'arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles s'élève à 9.

Il est recensé :

- 1 arrêté « Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain » ;
- 6 arrêtés « Inondations et coulées de boue » ;
- 1 arrêté « Séisme » ;
- 1 arrêté « Tempête ».

Toutes les communes prises en compte dans le périmètre du SCOT du Pays de Lorient sont exposées au **risque tempête**. Il est également envisagé, compte tenu des changements climatiques, une recrudescence des tempêtes, avec des surcotes plus importantes que celles qui sont actuellement enregistrées.

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des **séismes** :

- une zone de sismicité 1, où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible),
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

Les nouvelles règles de construction parasismique ainsi que le nouveau zonage sismique sont entrés en vigueur le 1er mai 2011.

La commune d'Inzinzac-Lochrist est située, comme l'ensemble de la Bretagne, en zone de sismicité 2 (faible mais non nul).

La commune n'a pas été recensée comme pouvant être impactée par des **mouvements de terrain**. Les principaux incidents liés à des mouvements de terrain sur le territoire de Lorient Agglomération sont essentiellement des glissements ou des écroulements sur le littoral.

De fait, la commune n'est pas soumise à un PPRN Mouvement de terrain.

La commune d'Inzinzac-Lochrist est répertoriée comme commune à risque pour les **feux de forêts**, avec le massif forestier des Bois de Trémelin sur le territoire communal. Dans le Morbihan, il n'existe pas de Plan de Prévention des risques de feux de forêt.

Le risque **inondation** représente le risque naturel le plus courant en France. Il peut être accentué par différentes causes : l'imperméabilisation des sols, l'accélération des vitesses d'écoulement des eaux, une artificialisation et/ou un rétrécissement des berges, un défaut d'entretien ou au contraire par un ruissellement des eaux du fait de certaines pratiques culturales et/ou forestières.

Le territoire de Lorient Agglomération présente plusieurs formes de risques d'inondation :

- les inondations liées au débordement des eaux du lit mineur du cours d'eau lors d'une crue ;
- les inondations en zones urbaines liées à l'insuffisance des réseaux d'évacuation des eaux pluviales ;
- les inondations liées aux submersions marines.

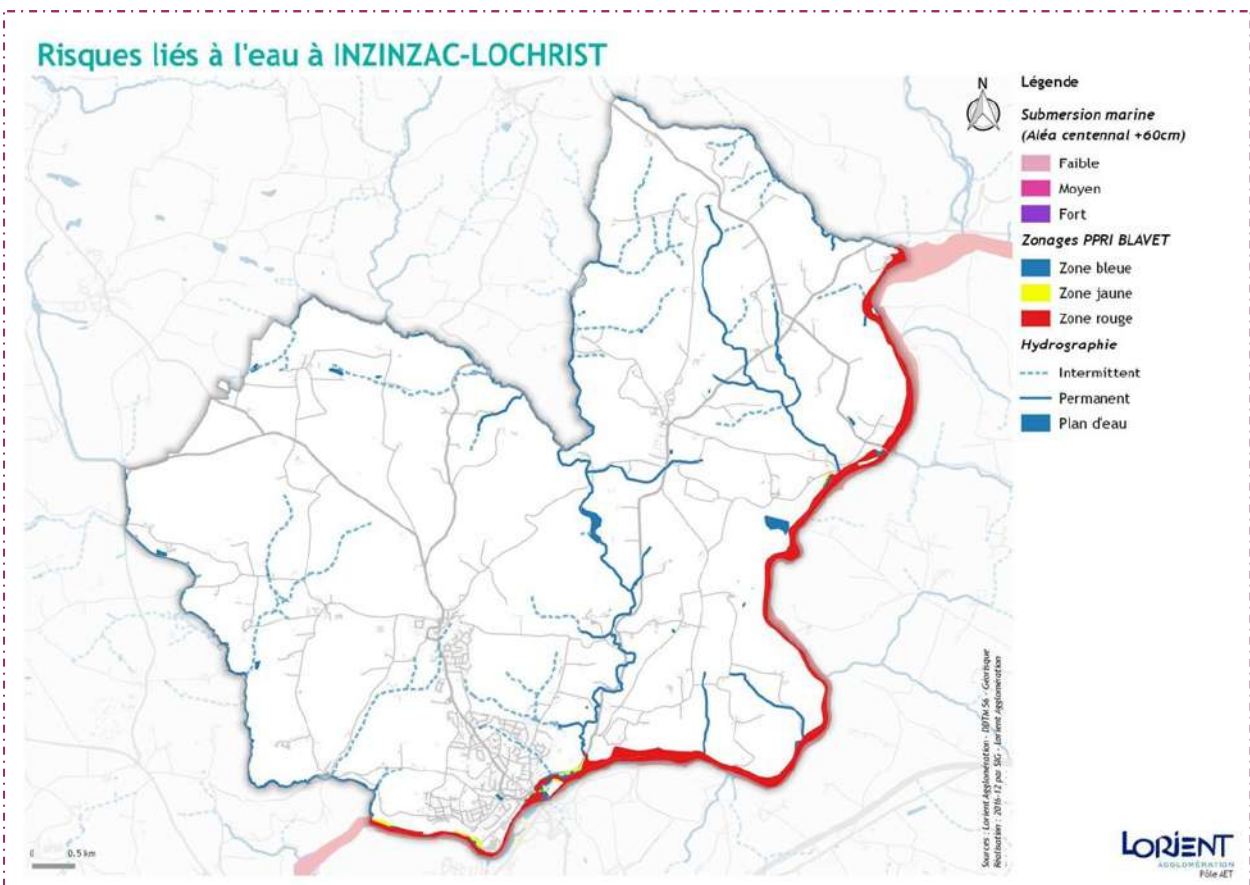
La commune n'est pas un territoire à risque important d'inondation (TRI).

La commune est recensée dans un atlas des zones inondables (AZI).

La commune fait l'objet d'un Programme d'Actions et de Prévention des Inondations fluviales (PAPI Blavet). Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Compte tenu de la problématique inondations sur le bassin versant, les principes retenus pour le PAPI Blavet sont de développer la culture du risque à l'échelle du bassin versant et de réduire la vulnérabilité des biens en faisant prendre conscience qu'il est possible de vivre avec les inondations de plaine. (Source : SAGE BLAVET – PAGD adopté par la CLE le 21/02/2014).

Enfin, la commune est soumise à un PPRN Inondations (source Gaspar). Il s'agit du PPRi Blavet Aval, approuvé le 20/12/2001. La typologie du risque identifiée concerne « l'inondation par une crue à débordement lent de cours d'eau ». Il s'agit du PPRi Blavet Aval, approuvé le 20/12/2001.





## 4. RISQUES &amp; NUISANCES

La commune d'Inzinzac-Lochrist est concernée par le risque de mouvement de terrain lié au **retrait et au gonflement des argiles**, aléa faible, correspondant à 36,48% de sa superficie communale.

La commune n'est pas répertoriée comme une « commune exposée aux retrait-gonflement des sols argileux ».

La commune n'est pas soumise à un PPRN Retrait-gonflement des sols argileux.

*Risques technologiques*

Inzinzac-Lochrist est concernée par le risque de rupture de barrage, mais n'est pas classée comme « commune à risque » dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan – Avril 2011, en ce domaine, l'impact est moindre sur le territoire communal par rapport aux communes situées à proximité du barrage. Des risques sanitaires et débordements du Blavet et cours d'eau sont toutefois à prendre en compte dans l'alerte à la population en cas de rupture de ce dernier.

En ce qui concerne le barrage de Ty-Mat, un risque peut exister, mais il n'en est pas fait mention dans le DDRMn 56 (avril 2011).

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat.

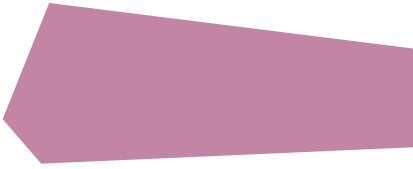
Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est recensée « **installation classée** pour la Protection de l'Environnement » (ICPE) soumises à autorisation (élevages de volailles par exemple). (source : [installationsclassees.ecologie.gouv.fr](http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr)).

Il est recensé seize installations, industrielles ou agricoles, pouvant impacter le territoire communal.

Nom Installation	Régime d'autorisation
EARL DES TILLEULS	A - Autorisation
LE BRAS Nicolas	A - Autorisation
EARL LE BRAS NICOLAS	A - Autorisation
EARL DES GENETS	A - Autorisation
BRUCHEC Jean-Marc	A - Autorisation
EARL DU VAL	A - Autorisation
SCEA CHRISTIAN ET VERONIQUE KERBELLEC	A - Autorisation
GAEC ST GERMAIN	A - Autorisation
EARL DES HIRONDELLES	A - Autorisation
EARL LE MANCQ Yannick	A - Autorisation
LE PEN Laurent	A - Autorisation
CARRIERES BRETONNES	A - Autorisation
USINE DE KERVELLERIN SARL	A - Autorisation
SOCIETE RICHARD NUTRITION	A - Autorisation
SMI	A - Autorisation
COMM AGGLO LORIENT (INZINZAC)	A - Autorisation

Ont également été identifiées sur la commune les installations industrielles rejetant des polluants, elles sont au nombre de trois. Il s'agit d'installations industrielles qui déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols.

Nom Installation	Code postal de la commune
Installation de stockage de déchets non dangereux	56650
CARRIERES BRETAGNE SUD	56650
EARL des GENETS	56650



Le transport de matières dangereuses sur Inzinzac-Lochrist est essentiellement dû au réseau de transport de gaz par canalisation, qui passe à l'extrémité de l'aile Ouest sur toute sa longueur. Elle entraîne une servitude autour de son tracé. Dans une moindre mesure, le réseau routier peut également être source de risques.

#### *Pollution des sols*

La base de données nationale « **BASOL** » recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. BASOL a été renouvelée durant l'année 2000 et recense plus de 3 000 sites au niveau national.

La commune n'est pas exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL).

La base de données « **BASIAS** » est l'inventaire historique de sites industriels et des activités de services, abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement. Les établissements inscrits dans BASIAS ne sont pas considérés comme pollués, mais sont simplement susceptibles d'avoir utilisés des produits polluants à une période donnée.

11 sites industriels et activités de service sont inventoriés sur l'ensemble du territoire communal d'Inzinzac-Lochrist, dont 3 sont encore en activité.

**Les carrières** sont essentiellement localisées dans la partie centrale de la commune. En activité ou non, elles n'émergent pas dans le paysage, mais sont dissimulées le plus souvent par un couvert végétal relativement ras ou arbustif. Les carrières désaffectées sont en cours de réhabilitation et recolonisées par la végétation.

La carrière de Coët Lorc'h, dont 24 hectares sont actuellement exploités sur une superficie totale de 53 ha par l'entreprise Carrières Bretagne Sud, pour une durée de 30 ans, est localisée au Nord de la commune. Son exploitation, démarrée en 1995, présente une qualité de gisement et un potentiel d'exploitation qualifiée d'exceptionnel en raison de sa localisation sur de « beaux gisements de mylonite » (roche cataclastique résultant d'un phénomène de broyage plus ou moins fin d'une roche). Avec une production annuelle d'environ 400 000 tonnes, la dernière carrière ouverte en Bretagne fournit aussi bien les opérations publiques que les particuliers. Le respect de l'environnement semble être une priorité depuis sa création. Il s'avère qu'elle répond aux critères de la charte Environnement des carrières dès 2007 (avec renouvellement en étape 4 en 2011, avec la note de 100% du Référentiel de Progrès Environnemental (RPE)). Elle a obtenu un agrément en 2008, portant sur des critères spécifiques impliquant le contrôle des poussières par système d'arrosage (douche des camions et déplacement de l'entrée) qui a permis une réduction des nuisances bien que par temps sec le résultat soit moins probant, la réduction du bruit et des vibrations pouvant être liées aux tirs de mines, le recyclage des déchets ainsi que le traitement de l'eau, les économies d'énergie, aménagement des entrées et sorties des camions. Il apparaît néanmoins que suivant les villages environnant les problématiques rencontrées ne soient pas les mêmes, à savoir :

- impact des poussières soulevées lorsque les camions quittent le site et dispersées par le vent ;
- impact du bruit , apparaît comme l'un des facteurs les plus contraignants, notamment pour les villages de Saint-Symphorien et Toul-En-Haye. Bruit décuplé par vent d'Ouest.

Consciente des nuisances liées à l'activité de production fournissant la région en granulats pour la fabrication d'enrobés et de béton pour les bâtiments et travaux publics, l'entreprise veille à répondre aux différents problèmes relevés par les riverains en proposant des solutions de manière régulière.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, Lorient Agglomération a la compétence de la **gestion des déchets**. En matière d'élimination des déchets ménagers assimilés, elle assure la prévention, la collecte, le tri, le traitement et la valorisation des déchets.

Un centre d'enfouissement technique de classe 2 peut recevoir les déchets ménagers et assimilés, c'est à dire les déchets industriels banals. Pour les déchets industriels non banals, le centre d'enfouissement doit être de classe 1. Depuis juillet 2002, seuls les déchets ultimes peuvent aller dans les centres d'enfouissement techniques.

#### 4. RISQUES & NUISANCES

Sur la commune il n'existe pas de CET de classe 1, mais un CET de classe 2, au lieu dit de Kermat, dont la Maîtrise d'Ouvrage est assurée par Lorient Agglomération.

Des études spécifiques ont été réalisées pour établir la liste des risques et nuisances liés au développement de l'activité du CET de Kermat, de les répertorier et définir des mesures compensatoires pour y remédier (nuisances olfactives, émanations de méthane, pollutions éventuelles par déchets solides ou autres, risques de feux, risques de pollution de la nappe phréatique, trafic de poids-lourds, etc.).

Les décharges sauvages, appelées également « décharges brutes ou dépotoirs », sont des décharges qui ont été ouvertes et constituées sans l'autorisation requise du Préfet au titre des installations classées.

La mise en décharge contrôlée est un des procédés légaux d'élimination des déchets. Les déchets sont déposés, compactés selon les procédés employés, séparés ou non par des couches de terre. Le terme d'enfouissement se substitue alors à celui de décharge.

La lutte contre les décharges sauvages a eu un impact positif sur l'environnement. On constate que l'imprégnation des déchets sur des sols non ou mal protégés, et l'entraînement à la rivière de substances éventuellement toxiques restent malgré tout possible.



## NUISANCES

### *Nuisances acoustiques*

Située en dehors des grands axes de circulation du Pays de Lorient la commune est accessible par les principales voies de communication (RD23, RD145, RD113, RD102) qui la traversent selon un axe Nord/Sud.

En dehors de ces principales voies, il y a peu d'ouvertures visuelles sur le territoire communal. En effet de nombreuses voies se terminent en « cul de sac » au niveau des exploitations agricoles.

En termes de transport aérien, l'aéroport le plus proche d'Inzinzac-Lochrist est celui de Lorient Bretagne Sud situé à Ploemeur. C'est un aéroport mixte composé d'un aéroport civil et militaire, avec la Base aéronautique navale de Lann-Bihoué. Etant donné son éloignement géographique, le territoire communal n'est pas dans l'alignement des voies aériennes. Toutefois, des nuisances peuvent être générées par le bruit des avions de tourisme monomoteur utilisés dans les aéroclubs.

### *Nuisances électromagnétiques*

3 supports d'antennes radioélectriques sont implantés dans la partie Sud du territoire communal : un mât béton de 8m sur le site des Forges, un pylône autostable de 37m et un pylône tubulaire de 38m au Mané Braz.

Une nouvelle fois, les lignes électriques fortement présentes sur la partie sud du territoire méritent d'être signalées. Ces lignes Haute Tension ne peuvent s'intégrer dans les paysages ruraux qu'elles traversent. (ci-dessous : vues depuis le terrain de la Montagne, et depuis Perosse)



## SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

## ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

## Environnement physique

Inzinzac-Lochrist repose sur des formations très anciennes, appartenant au domaine Sud-Armoricain, principalement orientées Ouest-Est. Le socle géologique est constitué en grande majorité de formations granitiques.

Le suivi de la qualité des eaux est hétérogène : celui du Blavet est régulier et complet, tandis que celui des cours d'eau secondaires est irrégulier dans le temps et partiel (indicateurs biologiques, nitrates, phosphates), voire inexistant.

- Préserver la ressource en eau présente dans le paysage.
- Veiller à une adéquation entre le développement du territoire communal, les milieux aquatiques et leurs usages.
- Développer la mise en place d'un suivi de la qualité de l'eau, notamment pour les ruisseaux mineurs et diversifier les points de mesures.
- Favoriser un suivi de la qualité des eaux plus régulier et complet, notamment pour les ruisseaux mineurs.
- Protéger les masses d'eau en régulant les sources de dégradation. Les pressions liées à l'usage des sols sont multiples mais regroupent deux activités principales, que sont l'agriculture et l'urbanisation.
- Favoriser les flux d'espèces de poissons peu vigoureuses, notamment l'anguille européenne.

## Climat - Air - Énergie

Un climat de type océanique, favorable à la dispersion des polluants atmosphériques.

Une qualité de l'air qui dans l'ensemble est bonne, bien qu'elle soit difficile à évaluer précisément.

Un parc de logements individuels énergivores.

Une proportion importante des ménages (27%) en situation de vulnérabilité ou de précarité énergétique.

Une production en énergie renouvelable plus élevée que les moyennes de l'agglomération, basée sur une combinaison hydroélectricité/bois de chauffage.

- Développer des actions permettant de conforter la qualité de l'air par une amélioration et une information des pratiques liées au chauffage au fioul et au bois (performance des systèmes de combustion, qualité des carburants, système de filtration des émissions).
- Favoriser la rénovation thermique du parc ancien tout en prenant en compte le caractère patrimonial du bâti rural.
- Faciliter le développement d'énergies renouvelables dans le logement.
- Améliorer la connaissance des émissions de polluants liées au trafic routier.
- Améliorer la visibilité des moyens de transports alternatifs pour limiter l'usage des véhicules personnels.

## Patrimoine naturel &amp; continuités écologiques

Inzinzac-Lochrist est une commune à fort potentiel en termes de continuité écologique et de biodiversité : elle comprend deux réservoirs dont l'importance est supra-communale (le Blavet et le Bois de Trémelin), délimite le Sud d'un corridor-territoire, et héberge des sites stratégiques pour certaines espèces (gîte à chiroptères).

Ses continuités écologiques sont denses et bien connectées. Leur efficacité tient au fait que sur la commune, plusieurs réservoirs de biodiversité d'importance ont été conservés, et que ces réservoirs sont reliés à une multitude de sites satellites par des corridors variés et nombreux. Pour les trames « vertes », l'élément central est le bois de Trémelin, ce dernier étant connecté aux autres boisements par une mosaïque de milieux ouverts et de bocage. Pour les trames « bleues », ce sont le Blavet, le Kersalo, et leurs abords humides qui fondent un élément central connecté aux cours d'eau mineurs et aux zones humides les bordant.

Les grands ensembles de perméabilité identifiés à l'échelle régionale se déclinent à l'échelle communale :

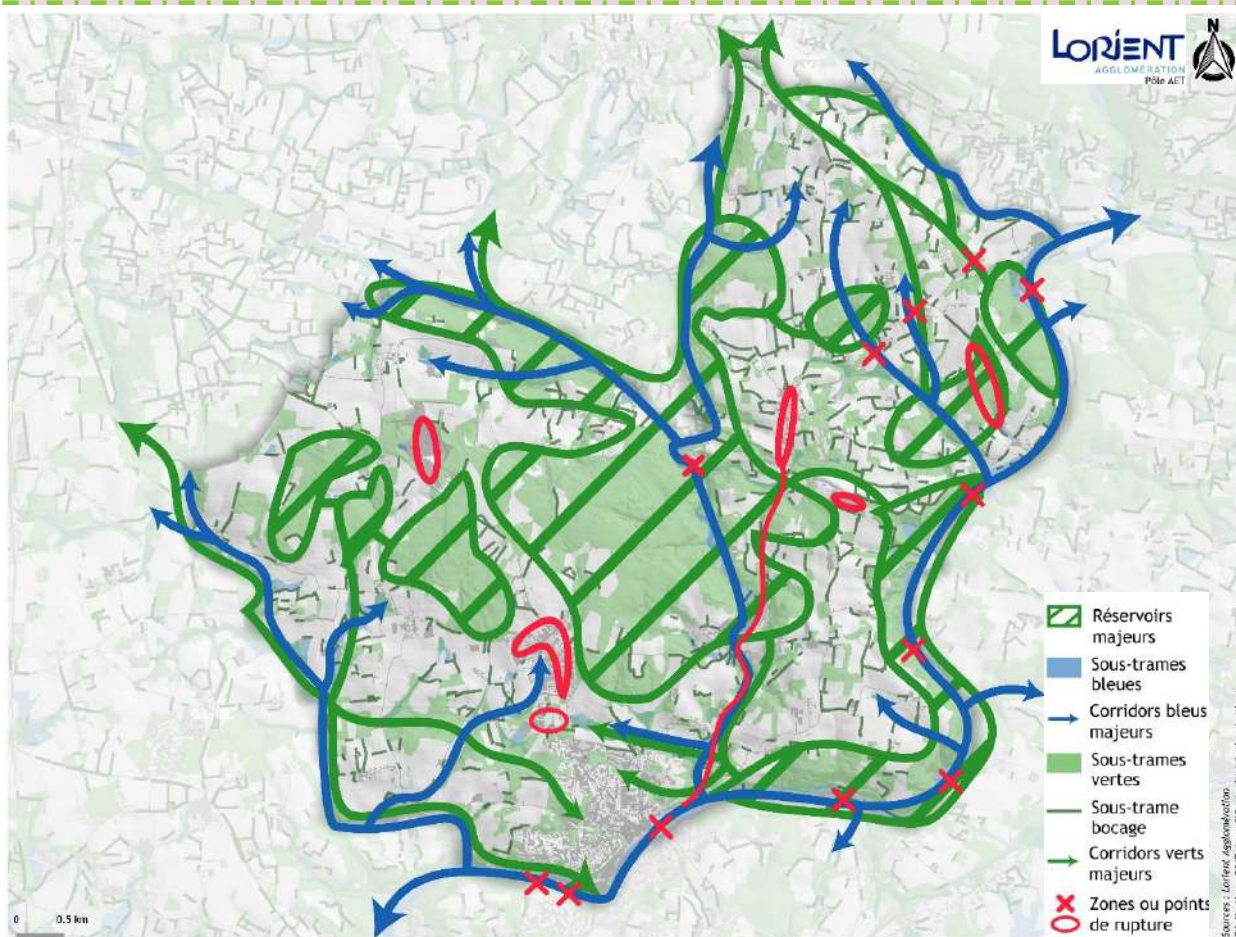
- la partie Sud-Ouest possède une trame moins dense et plus fragilisée par les ruptures (notamment la conurbation entre les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist). Le ruisseau du Temple reste le principal lien écologique fonctionnel, la liaison avec les

secteurs situés au Nord passe par le bois de Trémelin et peine à être maintenue entre les deux bourgs.

- la partie située au Nord-Est de ces deux bourgs est *a contrario* très perméable, innervée par la mosaïque des différentes sous-trames. La D23 altère la perméabilité entre les bois de Trémelin et la vallée du Blavet, mais la densité d'éléments naturels (bois, bocage, ruisseaux et zones humides) permet tout de même le maintien de nombreux espaces propices aux flux écologiques.

Les enjeux de continuités écologiques sont nombreux sur la commune, du fait de sa richesse et de sa position stratégique à échelle supra-communale. Il est ainsi primordial de renforcer et densifier les continuités écologiques du Sud-Ouest, entre le ruisseau du Temple et le reste de la commune. Pour cela, les jonctions fragilisées doivent être confortées, notamment à proximité des zones urbanisées. Le maintien d'un équilibre entre les sous-trames est également important, et plus précisément le maintien d'espaces naturels ouverts, qui sont en régression à l'échelle de la Bretagne du fait de leur enrichissement.

Inzinzac-Lochrist étant située sur le cours du Blavet, et le tronçon communal comptant huit écluses, le plus grand enjeu de continuité de la commune est celui des continuités aquatiques, et plus spécifiquement celles de la migration de l'Anguille européenne (*Anguilla anguilla*). Cet enjeu est partagé avec toutes les communes traversées ou bordées par le Blavet sur sa section aval, et nécessite un questionnement des aménagements existants.



## Risques & nuisances

Risque « inondation » lié aux abords du Blavet, prendre en considération le risque d'inondation par remontée de nappe.

Risque « feu d'espaces naturels ».

Risque « transports de matières dangereuses », principalement lié au réseau de transport de gaz par canalisation.

Nuisances liées aux axes structurants du territoire (RD).

- Améliorer la connaissance et la conscience du risque.
- Evaluer les zones calmes sur le territoire communal.





### A. CHOIX RETENUS POUR L'ÉLABORATION DU PADD

1. SYNTHÈSE DES ENJEUX DU TERRITOIRE
2. GRANDES ORIENTATIONS DU PADD
3. CHOIX RETENUS POUR TRADUIRE CHAQUE ORIENTATION

### B. CONSOMMATION D'ESPACE

1. SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT RETENU
2. ANALYSE
3. JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION
4. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACE DU PLU

### C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

1. RÈGLEMENT GRAPHIQUE & RÈGLEMENT ÉCRIT
2. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES AU RÈGLEMENT GRAPHIQUE
3. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT & DE PROGRAMMATION

## 1. SYNTHÈSE DES ENJEUX DU TERRITOIRE

L'état des lieux réalisé sur la commune, à l'échelle communale mais replacé dans un contexte géographique plus large (Agglomération ou Pays de Lorient) a permis un diagnostic partagé par les élus du territoire : caractéristiques, atouts, points faibles et potentialités d'évolution.

Ce diagnostic a révélé un certain nombre d'enjeux classés selon 5 thèmes : les enjeux urbains et paysagers, les enjeux socio-démographiques, les enjeux économiques et commerciaux, les enjeux d'équipement et de services, les enjeux de déplacements, et enfin les enjeux environnementaux.

### ENJEUX URBAINS & PAYSAGERS

#### Un paysage *agro-naturel* à mettre en valeur et à préserver

- Une commune au carrefour de plusieurs unités paysagères avec :
  - des reliefs singuliers, générant des points de vues remarquables
  - le Blavet, élément majeur de deux des unités paysagères qui couvrent le territoire (Blavet Aval, Vallée du Blavet)
  - le Bois de Trémelin, deuxième élément majeur à l'interface entre vallées et Plissements, dans un grand ensemble naturel à l'échelle de l'Agglomération
  - des paysages de campagne plats et ouverts, marqués par l'agriculture
- L'importance des vallons, percées de nature dans les bourgs, aux qualités paysagères écologiques et sociales (sociotopes).

#### Un paysage *urbain* à composer pour contrer la banalisation

- Trois bourgs présentant des tailles et des formes spécifiques, pour des cadres et des échelles de vie uniques : Inzin-zac, Lochrist, Penquesten
- Des lotissements banalisés, malgré quelques exemples ponctuels récents réussis ; le défi des lots individuels plus petits qu'il y a 20 ans.
- L'identité de Locastel, noyau qui rayonne par son commerce et ses couleurs riches
- Le rôle du Blavet dans le développement urbain et les ambiances de Lochrist
- De réelles possibilités d'optimisation foncière pour densifier l'habitat au sein des trois bourgs
- Le patrimoine majeur des Forges, qui plus est très présent dans les représentations des habitants : un potentiel majeur en matière d'aménagement et d'attractivité de la commune, qui profite de nombreux atouts (lien à Lochrist, au Blavet, environnement de qualité, vaste emprise)
- L'essentiel du territoire ponctué de petit patrimoine et hameaux inégaux.

### ENJEUX SOCIODÉMOGRAPHIQUES

#### Une commune dynamique au point de vue démographique

- Une croissance d'environ 1,7% par an depuis plusieurs années, permettant d'imaginer, de manière mesurée, une poursuite de cette croissance
- Une population globalement plus jeune et familiale que la moyenne de l'Agglomération, qui nourrit le dynamisme et les équipements communaux, et qu'il s'agit des lors de maintenir et renouveler
- Un parc de logements largement dominé par la maison individuelle, et par des grands logements (4 à 5 pièces) ; une offre très majoritaire qui pourra ne plus correspondre aux ménages modernes ; une offre de logement à diversifier.



## ENJEUX ÉCONOMIQUES, D'ÉQUIPEMENT & SERVICES

### De multiples forces et spécificités à renforcer

- Un territoire marqué par l'activité agricole et qui le sera toujours dans les dix années à venir : des chefs d'exploitations plutôt jeunes avec des perspectives, et une Surface Agricole Utile qui occupe 38% de l'espace communal
- Une activité commerciale dynamique portée par le noyau de Locastel et son linéaire à renforcer depuis l'île jusqu'à la grande surface alimentaire
- L'importance de l'offre médicale et paramédicale (notamment pour le commerce), à maintenir dans les bourgs
- Une commune extrêmement bien équipée en matière de culture et de loisirs, qui fait valoir ses atouts au-delà de ses frontières : le Parc d'Eau Vive, le théâtre, le téléski nautique, le site d'escalade... , qui constituent autant de leviers pour le tourisme ; exploiter le côté Blavet pour développer le tourisme
- Des connexions vertes à conforter depuis les quartiers vers les sociotopes identifiés aux portes des bourgs (Ile de Locastel, Parc du Bunz, Bois de Trémelin, mais aussi le jardin du lavoir d'Inzinzac ou le parc de Kerglaw).

## ENJEUX DE DÉPLACEMENTS

### Une marge d'amélioration en matière de mobilités

- Un relatif éloignement à la RN165 (obligation de transiter par Hennebont) et au cœur d'Agglomération qu'est Lorient (en partie compensé par les nombreux services déjà présents à Hennebont)
- Plus d'une centaine de hameaux qui parsèment le territoire, ne favorisant pas les questions d'accessibilité aux services
- La voiture reste le mode de déplacement très privilégié pour les déplacements quotidiens, car très concurrentiel
- De nombreuses pistes proposées par le Plan de Mobilité Durables, qu'il est possible de traduire au sein du projet de PLU ; et un maillage de chemins riche en appui.

## ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

- Préserver la ressource en eau présente dans le paysage.
- Veiller à une adéquation entre le développement du territoire communal, les milieux aquatiques et leurs usages.
- Développer la mise en place d'un suivi de la qualité de l'eau, notamment pour les ruisseaux mineurs et diversifier les points de mesures.
- Favoriser un suivi de la qualité des eaux plus régulier et complet, notamment pour les ruisseaux mineurs.
- Protéger les masses d'eau en régulant les sources de dégradation. Les pressions liées à l'usage des sols sont multiples mais regroupent deux activités principales, que sont l'agriculture et l'urbanisation.
- Favoriser les flux d'espèces de poissons peu vigoureuses, notamment l'anguille européenne.
- Développer des actions permettant de conforter la qualité de l'air par une amélioration et une information des pratiques liées au chauffage au fioul et au bois (performance des systèmes de combustion, qualité des carburants, système de filtration des émissions).
- Favoriser la rénovation thermique du parc ancien tout en prenant en compte le caractère patrimonial du bâti rural.
- Faciliter le développement d'énergies renouvelables dans le logement.
- Améliorer la connaissance des émissions de polluants liées au trafic routier.
- Améliorer la visibilité des moyens de transports alternatifs pour limiter l'usage des véhicules personnels.
- Préserver les grands réservoirs de biodiversité et conforter les continuités écologiques majeures pour chaque sous-trame écologiques
- Limiter et résorber les ruptures écologiques
- Améliorer la connaissance et la conscience du risque.
- Evaluer les zones calmes sur le territoire communal.

**2. GRANDES ORIENTATIONS DU PADD**

Conformément à l'article L.151-5 du code de l'urbanisme, outre les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme, le PADD :

- définit les orientations générales de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs ;
- fixe les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le PADD traduit donc le projet politique du territoire tel qu'il a été élaboré par l'équipe municipale pour les dix prochaines années.

Au regard des conclusions tirées du diagnostic et des différents débats ayant animé la procédure de révision du PLU, des choix stratégiques de développement de la commune arbitrés par l'équipe municipale s'expriment au travers d'un PADD débattu en Conseil municipal le 25 juin 2018. Construit en trois thèmes se déclinant eux-mêmes en orientations, le PADD suit le plan suivant :

**THÈME 1 - INZINZAC LOCHRIST PENQUESTEN ; TROIS ÉCHELLES DE VIE, UN DÉVELOPPEMENT COHÉRENT**

- #1 Accompagner la croissance & prioriser le renouvellement urbain
- #2 Promouvoir les identités propres aux 3 bourgs
- #3 Optimiser les équipements
- #4 Encourager les activités et conforter les centralités commerciales

**THÈME 2 - DES FORGES AU PONT NEUF EN PASSANT PAR LE BLAVET, UN PATRIMOINE CULTUREL FORT**

- #1 Se tourner vers le Blavet, ses atouts, ses usages
- #2 Réaffirmer les Forges comme pôle dynamique de la commune, faciliter l'activité et l'emploi
- #3 Permettre le développement des activités touristiques

**THÈME 3 - UN ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ INSCRIT DANS UN TERRITOIRE DURABLE**

- #1 Soutenir durablement une activité agricole
- #2 Valoriser la Trame Verte & Bleue
- #3 Mettre en place les Mobilités Durables
- #4 Inciter au Développement Durable

Ces trois grands thèmes de projets ne sont pas indépendants les uns des autres. Au contraire, parce qu'ils sont transversaux et complémentaires, traitant de toutes les composantes de la ville, ils doivent contribuer à modeler le territoire de demain.



## 3. CHOIX RETENUS POUR TRADUIRE CHAQUE ORIENTATION

## THÈME 1 - INZINZAC LOCHRIST PENQUESTEN ; TROIS ÉCHELLES DE VIE, UN DÉVELOPPEMENT COHÉRENT

Orientations (extraits)	
#1 Accompagner la croissance & prioriser le renouvellement urbain	<p><i>Durant la période 2006-2016, la consommation foncière moyenne estimée est d'environ 4,5 ha/an soit près de 50 ha sur la période. Un des objectifs de ce PLU est de réduire ce chiffre de près de 80% sur la période 2018-2028 ; Afin de lutter contre l'étalement urbain, l'urbanisation sera centrée prioritairement au sein de l'enveloppe des trois entités agglomérées de la commune.</i></p> <p><b>1000 habitants supplémentaires seront donc accueillis, ce qui implique la création de 440 logements [...] :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La totalité des futurs logements sera réalisée dans l'enveloppe urbaine des trois bourgs, avec au moins 70 à 80% de cette production au sein des espaces agglomérés <i>stricto sensu</i>. L'extension se limitera à combler les creux de l'enveloppe bâtie.</li> <li>- Les ambitions communales en matière de mixité sociale seront déclinées</li> <li>- De grands secteurs de renouvellement sont pressentis</li> <li>- En campagne, un ensemble de bâtiments agricoles d'intérêt architectural sera repéré ; ceux-ci pourront devenir des logements.</li> </ul> <p>la commune entend promouvoir une densification qualitative [...] des outils seront mis en place ainsi que <b>des périmètres de veille foncière de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne, de même que le repérage des grandes propriétés foncières sur les trois bourgs</b></p> <p>la programmation des 440 logements du PLU sera lissée dans le temps</p>
#2 Promouvoir les identités propres aux 3 bourgs	<p><b>Lochrist :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conforter le rayonnement commercial ;</li> <li>- poursuivre la mise en couleur du tissu urbain du centre-ville ;</li> <li>- aménager les abords du Blavet</li> </ul> <p><b>Inzinzac, centralité administrative renforcée et étoffée grâce au secteur structurant de Pen er Prat</b></p> <p><b>Le village de Penquesten</b> à maintenir dans sa <b>dynamique actuelle</b> : une autre centralité, caractérisée par sa ruralité, où garder le lien avec le commerce et l'école.</p> <p>Il conviendra donc de <b>décliner la forme des constructions en densification pour s'adapter aux caractéristiques urbaines propres à chaque entité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lochrist : favoriser les typologies de maisons de ville, d'intermédiaires voire de collectifs, adaptées à la topographie,</li> <li>- Inzinzac : favoriser les typologies individuelles denses,</li> <li>- Penquesten : retravailler l'habitat individuel et ses gabarits.</li> </ul>



RG : règlement graphique ; RE : règlement écrit ; OAP : Orientations d'Aménagement et de Programmation

À noter que les dispositions que contiennent les articles 1 à 8 du règlement écrit qui peuvent être ici mentionnées sont développées, en fonction des zonages, au C.1 *Règlement graphique & règlement écrit*.

Traduction	
RG /RE	Les seuls espaces en zone Urbaine sont les espaces agglomérés de Lochrist, Inzinzac et Penquesten.
OAP	Les 440 logements prévus s'obtiennent en additionnant : - le nombre moyen de logements prévu par les OAP ; ces OAP portent notamment sur des grands secteurs de renouvellement tels que l'ancien EHPAD de Lochrist et l'ancienne école privée de Penquesten - le nombre de logements prévu par des opérations en cours de réalisation en 2018-2019 - le potentiel de logements réalisable en densification spontanée dans la zone Urbaine
RG /RE	- les bâtiments susceptibles de changer de destination en campagne, inventoriés en annexe du Règlement Écrit Ainsi, plus de 80% des besoins en logements sont prévus en densification de la ville. > voir aussi B.3 <i>Justification de l'ouverture à l'urbanisation</i> pour plus de détails.
OAP /RE	En outre, les OAP et le règlement écrit déclinent les objectifs de mixité sociale (logements locatifs sociaux, logements en accession à prix encadré) ainsi que de densité (50 logements/ha en cœur de centralité, 25 logements /ha en extension) prévus pour la commune d'Inzinzac-Lochrist par le Programme Local de l'Habitat et le SCoT.
OAP	Les OAP sont garantes d'une densification qui respecte l'environnement urbain et paysager des sites portant les plus grands enjeux ; en relai, l'OAP thématique <i>Nature en Ville</i> donne des prescriptions ou recommandations pour articuler l'urbanisation avec la nature. Les grandes propriétés potentiellement densifiables sont repérées au titre de la densification spontanée (voir aussi B.1 <i>Analyse</i> )  La commune entend réfléchir à un Programme Pluriannuel d'Urbanisation.
RG /RE	Une centralité commerciale (déclinant celle du SCoT) et des linéaires commerciaux sont identifiés à Lochrist. L'article U6 contribue à imposer pour chaque projet une réflexion sur les jeux de couleurs entre les volumes Les abords du Blavet à Lochrist bénéficient d'un zonage Urbain les rendant aménageables (dans la limite des contraintes du PPRI)
RG /RE	Le secteur de Pen er Prat dans sa partie aménagée est intégré au zonage Urbain ; la partie sud du secteur est en 2AU dans l'optique d'une possible urbanisation ultérieure
RG /RE	Une centralité commerciale (déclinant celle du SCoT) et un linéaire commercial sont aussi identifiés à Penquesten. Le site de l'école ne fait pas l'objet d'un projet de renouvellement.
RE	Les OAP, mais aussi et surtout les articles U5 et U6 personnalisent les règles, respectivement en matière de gabarit et d'architecture, en fonction de sous-zonages spécifiques à chaque bourg : Uaa/Uba à Lochrist, Uab/Ubb à Inzinzac, Uac/Ubc à Penquesten. Notamment, les volumes principaux des constructions à Penquesten doivent respecter une volumétrie à deux pans de toiture, excluant les constructions d'inspiration entièrement contemporaine qui dénoteraient dans ce bourg rural. Voir aussi C.1 <i>Traduction Règlementaire ; les zones Urbaines</i> pour plus de détails.

## 3. CHOIX RETENUS POUR TRADUIRE CHAQUE ORIENTATION

THÈME 1 - INZINZAC LOCHRIST PENQUESTEN ; TROIS ÉCHELLES DE VIE, UN DÉVELOPPEMENT COHÉRENT

Orientations (extraits)	
#3 Optimiser les équipements	<p>Étendre le rayonnement des équipements culturels sportifs et de loisirs, notamment à l'échelle intercommunale</p> <p>Développer les projets en lien avec le Blavet</p> <p>Développer des équipements structurants au travers d'une réflexion globale</p> <p>Amener de nouveaux équipements et un nouveau pôle médical venant étoffer l'offre sur Inzinzac (Pen er Prat)</p> <p>Maintenir le niveau général des services, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préservant les écoles dans les 3 bourgs</li> <li>- dialoguant avec l'Agglomération pour faciliter le passage des transports en commun</li> </ul>
#4 Encourager les activités et conforter les centralités commerciales	<p><b>Soutenir la vocation commerciale et économique des centralités définies dans le SCoT, en cohérence avec leur niveau de rayonnement</b> (pôle relais et pôle d'appui de Lochrist, et pôles secondaires d'Inzinzac, Penquesten et la Montagne)</p> <p>Soutenir le commerce de proximité, analyser ses forces, ses faiblesses, ses complémentarités, ses manques, ses locomotives pour <b>élaborer, grâce à une étude menée par l'Audélor, un schéma commercial</b> permettant de mieux faire rayonner les centralités.</p> <p>Poursuivre l'accompagnement dans la démarche de colorisation des commerces.</p> <p>Sur l'ensemble du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>encourager l'installation d'activités en fléchant des secteurs adéquats</b></li> <li>- s'assurer du <b>maillage médical</b> et des connexions aux centralités</li> <li>- faciliter l'installation ou le développement d'activités touristiques dans les entités urbaines et rurales</li> </ul>

RG : règlement graphique ; RE : règlement écrit ; OAP : Orientations d'Aménagement et de Programmation

À noter que les dispositions que contiennent les articles 1 à 8 du règlement écrit qui peuvent être ici mentionnées sont développées, en fonction des zonages, au C.1 Règlement graphique & règlement écrit.

Traduction	
	Au-delà du PLU, ce sont les différents événements et leur publicité qui permettent d'étendre le rayonnement des équipements d'Inzinac-Lochrist.
RG /RE	Le zonage Urbain Ubl bordant le Blavet et la halle de Locastel s'étend jusqu'à la nouvelle base nautique et permettrait à de nouveaux projet ou équipements, sportifs ou de loisirs notamment, de voir le jour.
OAP	L'OAP2 <i>les Forges</i> encourage l'implantation d'équipements pouvant tirer parti de la proximité du fleuve.
RG /RE	La commune entend mener cette réflexion globale sur les 10 ans du PLU. Dans l'attente, les équipements actuels aux portes des 3 bourgs (terrains de sport) sont maintenus en zone NI. D'autre part, au sein du zonage NI sur le secteur du Gorée, un STECAL zoné NIs donne la possibilité à un équipement structurant de voir le jour sur ce site liant Inzinac et Lochrist.
OAP	L'OAP 5 encadre le développement de la plaine du Gorée.
RG /RE	Le zonage Urbain Ubb qui couvre le secteur de Pen er Prat permet, par l'article U1 <i>Destinations</i> , d'aboutir à la mixité de programmes défendue par la municipalité.  Aucune des écoles en fonctionnement en 2018 n'est identifiée comme secteur de renouvellement urbain. L'OAP7 permet en outre la réalisation d'un équipement d'apprentissage innovant. Par ailleurs la restructuration du réseau CTRL au 7 janvier 2019 (compétence communautaire) veut proposer une nouvelle offre de transports collectifs rationalisée et plus efficace, qui dessert les trois bourgs principaux de la commune (lignes 14, 41Express et 104)
RG /RE	Les 4 centralités commerciales identifiées au SCoT sont délimitées au Règlement Graphique par une trame, et assorties au chapitre Généralités, E.2 du règlement écrit, de prescriptions qui traduisent les orientations données par le SCoT (sur les destinations autorisées ou interdites notamment) ; c'est aussi le cas des linéaires commerciaux repérés au règlement graphique.  En parallèle du PLU, un schéma commercial élaboré par l'Audélor guidera l'activité commerciale.
RE	La commune poursuit cette démarche de colorisation des commerces, Et l'article U6 du règlement écrit lui donne une valeur réglementaire.
RG	Les secteurs d'activités font l'objet d'un zonage Ui consacré. Le reste du zonage Urbain ne fait pas obstacle au déplacement ou à l'installation de nouveaux professionnels de santé. L'OAP6 encadre un projet potentiel de maison de santé aux abords du parc de Kerprat, non loin du centre de Lochrist. Un zonage Urbain Ubl, et le STECAL de l'ancienne carrière de Bonne Nouvelle, facilitent l'installation d'activités touristiques dans les entités urbaines comme dans la campagne.

## 3. CHOIX RETENUS POUR TRADUIRE CHAQUE ORIENTATION

## THÈME 2 - DES FORGES AU PONT NEUF EN PASSANT PAR LE BLAVET, UN PATRIMOINE CULTUREL FORT

Orientations (extraits)	
#1 Se tourner vers le Blavet, ses atouts, ses usages	<p><b>Permettre à tous de découvrir</b> les rives du Blavet côté Inzinzac-Lochrist</p> <p><b>Encourager les usages de loisirs respectueux</b> le long du fleuve, <b>de l'écluse du Polvern à l'île de Locastel</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- envisager une halte nautique, ou encore une zone de baignade</li> <li>- engager une réflexion pour un aménagement concerté avec la commune d'Hennebont</li> <li>- permettre des équipements pour le tourisme itinérant le long du Blavet (aire naturelle de camping proche des commerces)</li> </ul> <p><b>de la chaise du diable au Pont Neuf</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- proposer une offre de loisirs à petite échelle, mise en réseau, en parfaite harmonie avec le site naturel de la vallée du Blavet</li> <li>- permettre le développement d'activités valorisant le fleuve.</li> </ul>
#2 Réaffirmer les Forges comme pôle dynamique de la commune, faciliter l'activité et l'emploi	<p><b>Reconquérir le site par une activité diversifiée</b></p> <p><b>Reconquérir le site pour tous les publics</b></p> <p>Enfin, les Forges ne constituant pas le seul bassin d'activités du territoire, il s'agira aussi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintenir dans leur forme actuelle les autres zones d'activités</li> <li>- Soutenir les activités en campagne (liées à la santé animale notamment)</li> <li>- permettre une exploitation durable des ressources du sous-sol en compatibilité avec les sensibilités environnementales et les besoins du territoire.</li> </ul>
#3 Permettre le développement des activités touristiques	<p><b>Le patrimoine est un premier vecteur de tourisme.</b> Sur la commune le premier identifié est le site industriel des anciennes forges d'Hennebont, mémoire ouvrière de la révolution industrielle devenu un élément fort d'identité pour Inzinzac-Lochrist, dont témoigne déjà l'écomusée.</p> <p><b>Les espaces naturels de la commune constituent le second vecteur majeur de développement de l'activité touristique.</b> Les élus souhaitent sur ces espaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- enrichir l'offre en matière d'activités de loisirs sur le Blavet, notamment innovantes ou inédites à l'exemple de celles qui existent</li> <li>- permettre la création d'équipements touristiques adaptés pour améliorer l'accueil du public : permettre l'hébergement et la restauration sur de tels sites ; miser sur le développement des pratiques de tourisme itinérant : cyclo-camping, camping-cars...</li> <li>- continuer de travailler, de conforter et de communiquer sur le maillage des chemins de randonnées</li> </ul>



RG : règlement graphique ; RE : règlement écrit ; OAP : Orientations d'Aménagement et de Programmation

À noter que les dispositions que contiennent les articles 1 à 8 du règlement écrit qui peuvent être ici mentionnées sont développées, en fonction des zonages, au C.1 Règlement graphique & règlement écrit.

Traduction	
	La commune souhaite, parallèlement au PLU, développer la signalétique pour conduire plus naturellement les promeneurs des bourgs vers les rives du fleuve.
RG	Le site de Polvern fait l'objet d'un Emplacement Réservé pour créer, en cohérence avec Hennebont, une continuité piétonne.
OAP	L'OAP2 <i>les Forges</i> dessine une continuité piétonne voulue le long du Blavet, en mettant l'accent sur la réhabilitation du pont de fer comme élément clé pour assurer une continuité douce de Lochrist à Langroix sur la commune d'Hennebont.
RG /RE	Cette même OAP encourage par ailleurs l'implantation d'équipements pouvant tirer parti de la proximité du fleuve. Le zonage Urbain Ubl bordant le Blavet et la halle de Locastel s'étend jusqu'à la nouvelle base nautique et permettrait à de nouveaux projets ou équipements, sportifs ou de loisirs notamment, de voir le jour. Ce zonage permet également la création d'aires de camping.
RG /RE	Un zonage Naturel protège quelques sites naturels de loisirs, à l'image du site d'escalade de la chaise du diable ou du plan d'eau de l'ancienne carrière de Bonne Nouvelle. En particulier : - un Emplacement Réservé veille à garantir l'accessibilité du site d'escalade - la mise en place d'un STECAL zoné Ni aux abords du plan d'eau de la carrière de Bonne Nouvelle permet le développement d'une activité économique liée au tourisme et aux loisirs déjà implantée (télési nautique), activité au rayonnement fort qui participe à l'attractivité de la commune. (voir aussi B.3 <i>les STECALs</i> )
OAP	L'OAP2 <i>les Forges</i> donne les grandes lignes d'un aménagement : - permettant les activités économiques diversifiées - qui prend en compte le caractère exceptionnel du site afin de l'ouvrir à tous les publics pour la promenade (aménagement d'un cheminement le long du Blavet et accroche aux chemins existants vers la médiathèque) ainsi que pour des usages nouveaux (équipements)
RG /RE	Le zonage Ui consacre et renouvelle certaines parties du territoire comme des lieux à vocation d'activités. C'est non seulement le cas du site des Forges mais aussi de Kerprat ou encore d'une partie de Pen er Prat le long de la rue des anciens combattants, où se tiennent déjà des activités aujourd'hui. Un Emplacement Réservé tend à pérenniser l'accès à la SPA. La zone Ac permet, au lieu-dit Coët Loc'h, la poursuite et le développement des activités d'exploitation de la carrière, en y circonscrivant par un STECAL zoné Ai les constructions nécessaires à ces activités.
OAP :	L'OAP2 <i>les Forges</i> identifie les éléments majeurs de patrimoine à préserver et à valoriser sur le site.
RG	De plus, la planche graphique <i>Paysage &amp; Patrimoine</i> protège, au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, les éléments du petit patrimoine qui ponctuent le territoire.
RG /RE :	A nouveau, la zone Ubl à Lochrist ou encore le STECAL zoné Ni à la carrière de Bonne-Nouvelle œuvre en faveur de l'objectif d'enrichissement de l'offre de loisirs sur le fleuve. En outre, ces zones permettent la réalisation de structures de restauration ou d'hébergement en lien avec les loisirs.
RG	Un ensemble d'Emplacements Réservés garantit à la commune un confortement, à terme, du réseau des chemins de randonnées qui la parcourt.

## 3. CHOIX RETENUS POUR TRADUIRE CHAQUE ORIENTATION

## THÈME 3 - UN ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ INSCRIT DANS UN TERRITOIRE DURABLE

Orientations (extraits)	
#1 Soutenir durablement une activité agricole	<p><b>La municipalité affiche la volonté de soutenir les activités agricoles</b>, à travers plusieurs objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- protéger les terres agricoles et sièges d'exploitations existants identifiés dans le cadre du diagnostic agricole communal, et par la maîtrise de l'urbanisation rendre d'anciennes zones à urbaniser à l'agriculture</li> <li>- faciliter l'installation de futures exploitations sur la commune, en étant notamment une terre d'accueil pour des jeunes agriculteurs motivés notamment par les modes de production alternatifs</li> <li>- garantir la possibilité de création ou d'extension de bâtiments en lien avec un développement cohérent et justifié économiquement des exploitations</li> <li>- faciliter les changements d'utilisation en lien avec l'activité agricole, en encourageant les circuits courts et en facilitant l'installation d'équipements spécifiques : locaux de vente à la ferme, de transformation de produits agricoles...</li> <li>- protéger la ressource en eau, travailler à limiter le ruissellement des terres agricoles vers le Blavet (reprises de haies, talus, etc).</li> </ul>
#2 Valoriser la Trame Verte & Bleue	<p>Réaffirmer Inzinzac-Lochrist comme <b>poumon vert à l'échelle de l'Agglomération</b>.</p> <p><b>Protéger de manière générale les entités naturelles</b> qui composent la Trame Verte et Bleue de la commune : les espaces boisés comme atouts écologiques, paysagers ou économiques, ainsi que les vallons, les zones humides, la trame bocagère et ses haies ou talus,... <b>mais aussi les paysages et les points de vue remarquables offerts par le relief</b>.</p> <p><b>Préserver les coupures naturelles</b> entre les bourgs, supports de liaisons douces ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Forêt de Trémelin, coupure majeure accessible d'Inzinzac, de Penquesten ou de Lochrist.</li> <li>- le secteur du Gorée</li> </ul>
#3 Mettre en place les Mobilités Durables	<p><b>Utiliser la Trame Verte et Bleue pour promouvoir les déplacements doux entre les espaces ouverts et les espaces urbanisés</b>, afin de la donner à voir, à pratiquer, et à préserver ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- faciliter d'abord les connexions entre les cheminements existants répertoriés afin de constituer un maillage dense valorisant tous les espaces d'intérêt de la commune.</li> <li>- faciliter aussi le développement de liaisons piétonnes/cyclistes entre bourgs et quartiers et aux abords des écoles pour favoriser la mobilité douce et réduire le trafic routier</li> </ul> <p>Intégrer la nature dans les bourgs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>par le réseau de vallons</b></li> <li>- en créant une <b>armature verte est-ouest à Lochrist</b>, support de déplacements du Bunz à la Montagne, et <b>nord-sud de Trémelin au Blavet en passant par le Gorée</b></li> <li>- en <b>connectant les cheminements doux aux chemins de grande randonnée (GR)</b>.</li> </ul> <p>Par ailleurs le diagnostic citoyen réalisé dans le cadre du <b>Plan de Mobilités Durables</b> a fait émerger des enjeux partagés. Prenant appui sur ce document, le PLU veut [en] décliner les objectifs</p>

RG : règlement graphique ; RE : règlement écrit ; OAP : Orientations d'Aménagement et de Programmation

À noter que les dispositions que contiennent les articles 1 à 8 du règlement écrit qui peuvent être ici mentionnées sont développées, en fonction des zonages, au *C.1 Règlement graphique & règlement écrit*.

Traduction	
RG /RE	<p>Un zonage Agricole Aa couvre le parcellaire identifié par le diagnostic agricole (complété par le RPG2014) réalisé dans le cadre de la pré-étude d'Aménagement Foncier ;</p> <p>Ce zonage autorise les constructions liées à l'activité agricole ou à la diversification des activités d'une exploitation agricole, sans offrir de possibilités d'urbanisation.</p> <p>Plus de 15 hectares de zone AU non consommée au précédent PLU redeviennent des zones A ou N au présent PLU.</p>
RG	Quant à la ressource en eau, la planche graphique <i>Paysage &amp; Patrimoine</i> repère et protège, sur la base du diagnostic environnemental réalisé dans le cadre de la pré-étude d'Aménagement Foncier, le bocage sur le territoire communal, dont le rôle hydrologique est majeur.
RE	En relai, l'article G2 <i>Equipements, réseaux, consommations et rejets</i> fixe les règles en matière d'imperméabilisation des sols, d'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement, tandis que l'article 7 <i>Biodiversité et espaces libres</i> définit dans chaque zone un pourcentage minimal de pleine terre.
RG	<p>Un zonage Naturel ou Agricole adapté, prenant appui sur la cartographie des corridors et réservoirs de biodiversité ainsi que sur l'inventaire actualisé des zones humides. Celles-ci font l'objet d'un zonage consacré (Azh ou Nzh) au sein duquel se distinguent les zones humides remarquables (Azhs ou Nzhs).</p> <p>Les Espaces Boisés Classés protègent tous les boisements anciens ou faisant partie des réservoirs /corridors de biodiversité identifiés par l'Etat Initial de l'Environnement.</p> <p>Le relai de la planche graphique <i>Paysage &amp; Patrimoine</i> protège, outre le bocage et le petit patrimoine, les points de vue remarquables offerts par le relief singulier d'Inzinac-Lochrist.</p>
RE	Les dispositions Générales, ou en zone A, ou en zone N, visent à préserver au maximum les entités naturelles et le bocage. Par exemple : les marges de recul des cours d'eau sont inconstructibles (article G4), de même que les marges de 4m de part et d'autre des éléments de bocage identifiés au RG.
RG /RE	<p>La forêt de Trémelin est entièrement protégée par un zonage Naturel, voire Naturel forestier (Nf) pour la partie couverte par un Plan de Gestion.</p> <p>Le secteur du Gorée fait quant à lui l'objet d'un zonage NI permettant des aménagements légers de loisirs sans compromettre la Trame Verte entre Inzinac et Lochrist.</p>
RG	Un ensemble d'Emplacements Réservés, certains en campagne, d'autres dans les espaces agglomérés, garantissent à terme un renforcement du maillage doux à la fois pour les trajets du quotidien et les promenades moins courantes. (voir aussi C.2 <i>Dispositions complémentaires au Règlement Graphique</i> )
RG /RE	Les vallons qui font pénétrer la nature au sein des quartiers sont protégés par un zonage Naturel les rendant inconstructibles ; ce zonage participe de l'armature verte imaginée d'est en ouest à Lochrist (en l'associant au Blavet) et du nord au sud à Inzinac (en l'associant aux zonages du Gorée et de Trémelin).
OAP	Le relai de l'OAP <i>Nature en ville</i> qui intègre Trame Verte et cheminements.
RG	<p>Certains Emplacements Réservés sont pensés pour relier les cheminements doux (depuis Penquesten notamment) au GR341 qui traverse la commune du nord au sud.</p> <p>L'ensemble de ces outils, et en particulier la majorité des Emplacements réservés, concourt à la réalisation progressive des objectifs affichés dans le Plan de Mobilités Durables.</p>

## 3. CHOIX RETENUS POUR TRADUIRE CHAQUE ORIENTATION

## THÈME 3 - UN ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ INSCRIT DANS UN TERRITOIRE DURABLE

Orientations (extraits)	
#4 Inciter au Développement Durable	<p>Au regard des évolutions technologiques et environnementales, <b>tendre vers une limitation de l'extension de l'installation de stockage de Kermat 3.</b></p> <p>La réflexion menée dans le cadre du PLU conduit à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>réfléchir sur les possibilités de mise en place d'un réseau de chaleur avec une filière bois</b> (chaufferie bois) valorisant les boisements comme espaces également productifs grâce à la sylviculture ; ou sur les perspectives offertes par le biogaz</li> <li>- favoriser les <b>équipements de production d'énergie renouvelable</b></li> <li>- <b>amener chaque projet, qu'il soit public ou privé, à œuvrer en faveur de la transition énergétique</b> par des prescriptions ou recommandations adaptées</li> <li>- autoriser et <b>faciliter l'amélioration énergétique des bâtiments [...]</b></li> <li>- faciliter des <b>projets ambitieux en matière de mixité sociale et générationnelle</b></li> <li>- localiser l'implantation des facteurs de déplacements (équipements, habitat...) de manière à limiter les besoins de déplacements motorisés</li> <li>- inciter à renouveler et entretenir le bocage dans les espaces ruraux de la commune.</li> </ul> <p><b>Aménager un territoire connecté</b></p>



RG : règlement graphique ; RE : règlement écrit ; OAP : Orientations d'Aménagement et de Programmation

À noter que les dispositions qui contiennent les articles 1 à 8 du règlement écrit qui peuvent être ici mentionnées sont développées, en fonction des zonages, au *C.1 Règlement graphique & règlement écrit*.

Traduction	
RG /RE	Un zonage Ae couvre l'ensemble du territoire concerné par la Déclaration d'Utilité Publique régissant l'ISDND de Kermat. Cependant, le travail mené par l'Agglomération tend à optimiser encore le tri des déchets et ainsi limiter l'enfouissement sur le site pour repousser sans cesse la durée de vie des installations existantes.
RE	L'article G3 <i>Prise en compte de l'énergie et du réchauffement climatique</i> , applicable à toutes les zones du règlement, énonce des prescriptions et préconisations applicables à tous les projets, et intègre les possibilités permises par un éventuel futur réseau de chaleur.
OAP	Les OAP déclinent les objectifs de mixité sociale prévus pour la commune par le PLH et le SCoT. En outre, le quartier de Pen er Prat se veut exemplaire en matière de mixité générationnelle (Maison de l'Enfance, familles, EHPAD)
RE	L'article G2 <i>Equipements, réseaux, consommations et rejets</i> impose des fourreaux en attente dans toutes les opérations d'aménagement d'espace public (fibre optique).

## SECTION II B. CONSOMMATION D'ESPACE

### 1. SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT RETENU

Au stade de l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement durables de la commune, plusieurs scénarii ont été examinés, explorant des possibilités de croissance démographique comprises entre 0,4 et 1,7% par an, ainsi que d'évolution de la taille des ménages.

L'objectif de logements à réaliser dans le cadre du PLU dépend ainsi de deux facteurs principaux :

- L'évolution de la population sur les dix années couvertes par le PLU;
- L'évolution de la taille des ménages sur la même période.

Par ailleurs, de nombreuses données « clés » provenant du diagnostic socio-démographique mais aussi des documents supra-communaux ont permis de choisir un scénario raisonné et cohérent à l'échelle du Pays de Lorient.

Parmi ces données clés :

- les chiffres de l'évolution démographique à Inzinzac-Lochrist, en particulier depuis les années 2000 (1,7% de croissance par an entre 2008 et 2013 notamment) ;
- la taille des ménages de la commune ( 2,5 personnes /ménages en 1999 et 2,4 en 2014 par exemple) ;
- le scénario démographique de 0,5% de croissance annuelle moyenne prévu par le SCoT sur le Pays de Lorient à l'horizon 2037 ;
- l'objectif de production de logements fixé par le PLH, qui est de 47 logements /an pour Inzinzac-Lochrist sur la période 2016-2022 ;
- etc.

Ainsi, **le scénario de développement retenu par la commune** envisage une **croissance démographique raisonnée d'environ 1% par an** correspondant à l'accueil de 1000 nouveaux habitants pour atteindre environ 7 400 habitants à l'horizon 2028, ainsi qu'une **taille des ménages tendant vers 2,32 personnes /ménage**, aboutissant à un objectif de production de logements d'environ 44 logements /an, **soit environ 440 logements** sur les dix années du PLU.

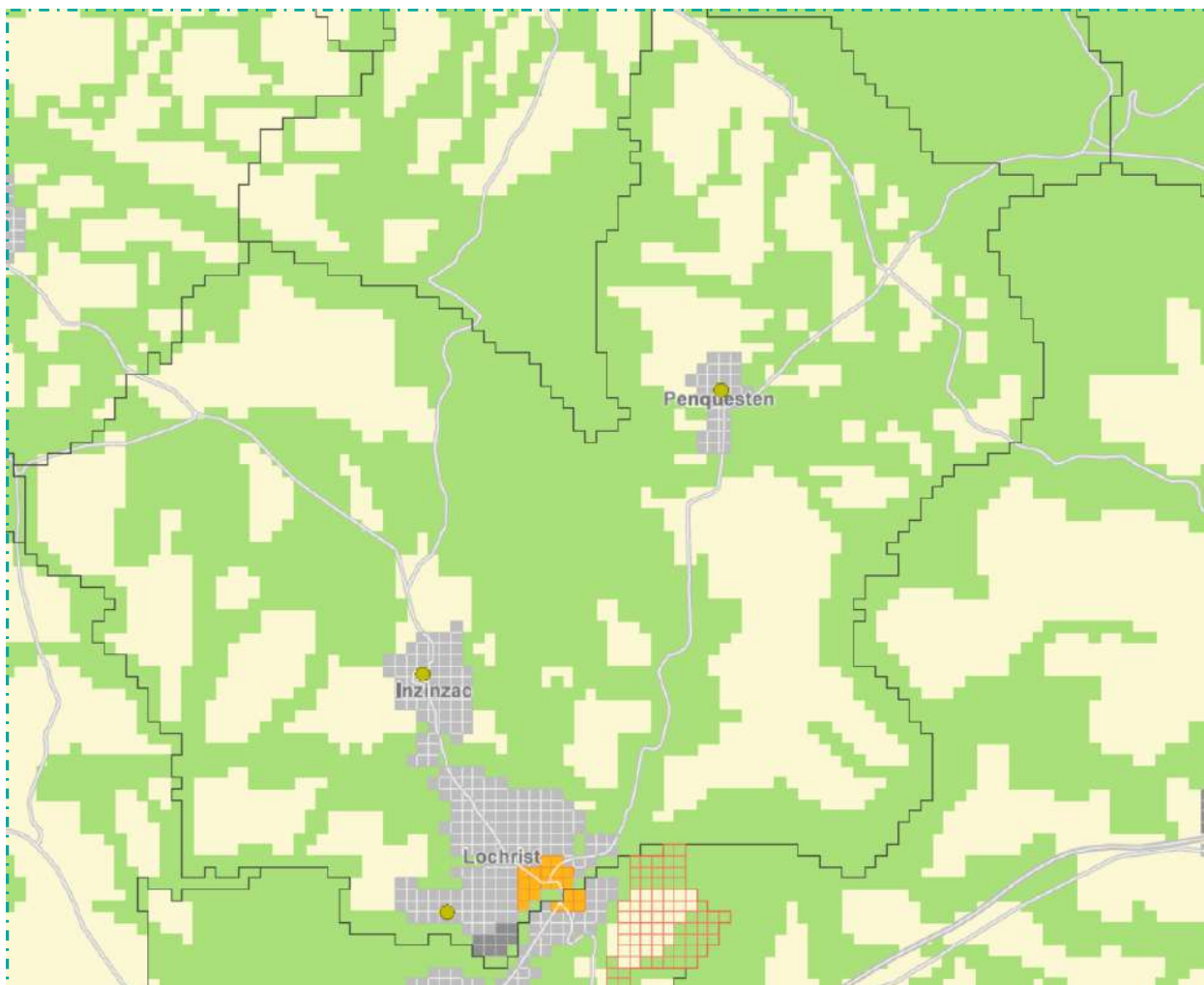
## 2. ANALYSE

### RAPPEL DE LA STRUCTURATION DU TERRITOIRE

Le territoire communal présente un espace aggloméré constitué de :

- une tache urbaine principale correspondant à Lochrist, adossée au Blavet ;
- la tache urbaine secondaire d'Inzinzac, séparée de Lochrist par le secteur du Gorée et ses terrains de sports ;
- une troisième tache urbaine constituée du village de Penquesten, par delà le bois de Trémelin.

Cette identification des espaces agglomérés est compatible avec la carte annexe du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT 2018 approuvé, intitulée *les supports du développement urbain*. (dont extrait ci-dessous)



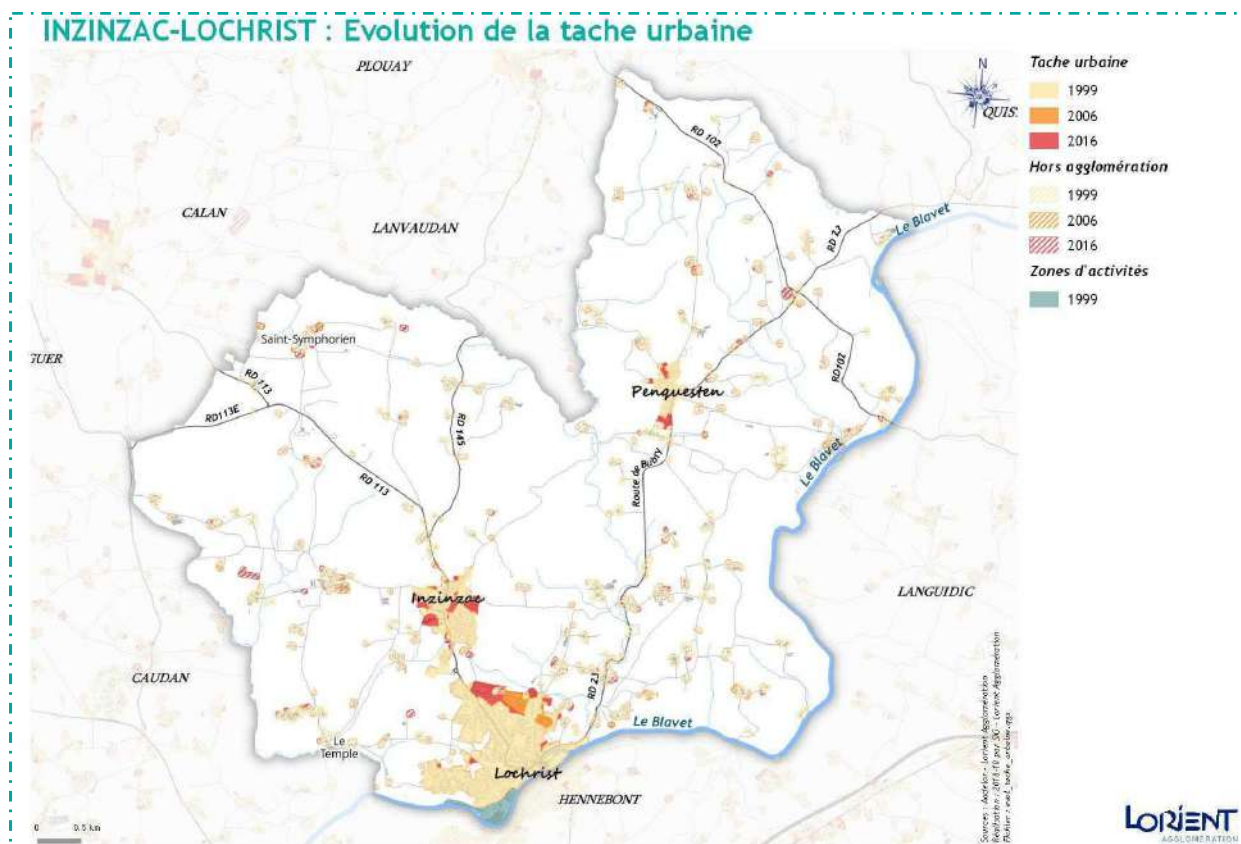
Outre ces espaces agglomérés, le PLU :

- ne relève pas de *Secteurs urbanisés caractérisés par un Nombre et une Densité Significatifs de constructions* parmi les hameaux et écarts présents sur le territoire rural d'Inzinzac-Lochrist (au sens des critères du SCoT),
- et n'a pas identifié de STECAL habitat.

## SECTION II

## 2. ANALYSE

## CONSOMMATION DE L'ESPACE SUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES



Au 31 décembre 2018, les chiffres de la consommation foncière les plus actualisés portent sur la période 2006-2016 : la surface urbanisée cumulée de la tâche urbaine, des espaces hors agglomération (lieux-dits, hameaux) et des zones d'activités a ainsi augmenté de 40 hectares (4 ha /an)

Ces chiffres ont bénéficié d'une actualisation permettant de les affiner depuis le débat du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ; en effet le PADD, débattu le 25 juin 2018, estime la consommation d'espace à environ 45 ha (contre 40 ha à ce jour), et s'appuie sur ces chiffres pour énoncer un objectif de réduction de la consommation d'espace « *de près de 80% sur la période 2018-2028* »

Au regard des chiffres connus au stade du débat du PADD, on peut donc estimer que le projet sera compatible avec l'objectif énoncé par le PADD si la consommation d'espace engendrée par le PLU n'excède pas une dizaine d'hectares.  
( $45 \times 0,2 = 9$  et  $45 \times 0,25 = 11,25$ )

Urbanisation de la commune	2006	2016
Surface urbanisée (ha)	379	419
Tache urbaine	178	205
Hors agglomération	190	203
Zones d'activités	11	11
Consommation foncière	40ha	
Rapport à la superficie totale de la commune	8,4%	9,3%
Nombre de logements existants	2574*	2994**
Nombre de logements construits	420	

\* estimation sur la base des chiffres INSEE 1999 (2333) et 2010 (2711)  
\*\* chiffre INSEE 2015 (2979) + logements commencés Sitadel2 2016 (15)



## POTENTIEL DE RENOUVELLEMENT URBAIN ET DENSIFICATION

Au cours de l'année 2018, la commune a participé activement à la définition et au classement des potentiels de renouvellement urbain au sein des trois espaces agglomérés (devenus ensuite les zones urbaines).

Sur la base d'un premier recensement automatisé, de nombreux critères discriminants ont été appliqués et pondérés afin de ne retenir que les potentiels présentant une réelle faisabilité. En parallèle, des visites de sites ont été effectuées du début à la fin de cet inventaire.

Parmi les critères appliqués on mentionnera par exemple :

- des critères environnementaux (partie de la trame verte, topographie, hydrologie, PPRN éventuels...);
- l'accessibilité des parcelles identifiées ;
- l'usage des sols ;
- la propriété des parcelles identifiées ;
- enfin, des critères de paysage et d'usage social (appropriation ou non de certains espaces verts)
- etc.

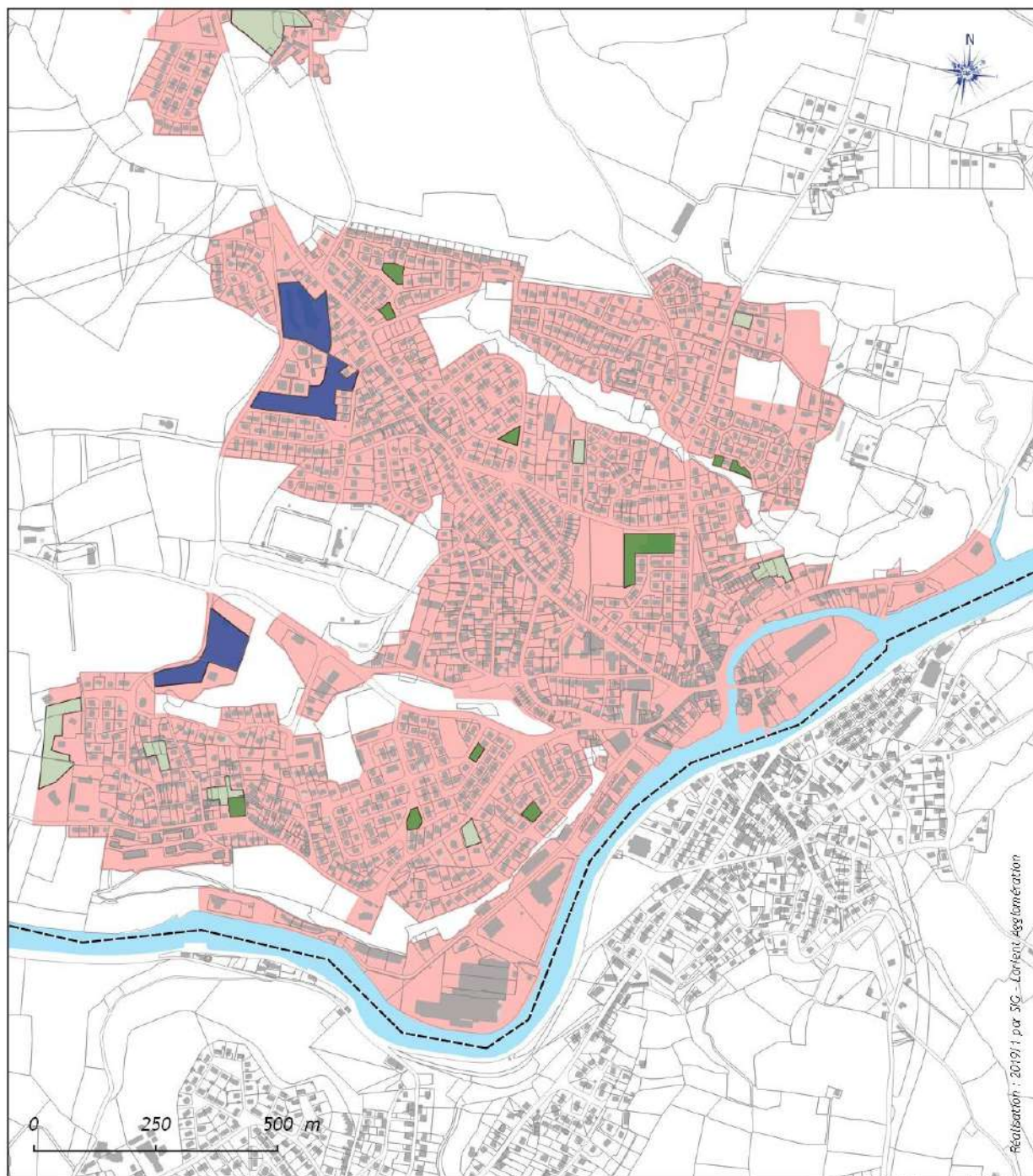
Seuls les potentiels retenus figurent sur les cartes suivantes. Ils sont catégorisés à titre indicatif en fonction de leur mutabilité estimée.

Parmi ces potentiels, les secteurs faisant l'objet des plus grands enjeux urbains et/ou paysagers sont encadrés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation. Les autres participent du total de logements prévus par le PADD, au titre de la **densification « spontanée »**.

## SECTION II

## B. CONSOMMATION D'ESPACE

### 2. ANALYSE



#### Légende

Zone urbaine

Secteur soumis à une OAP

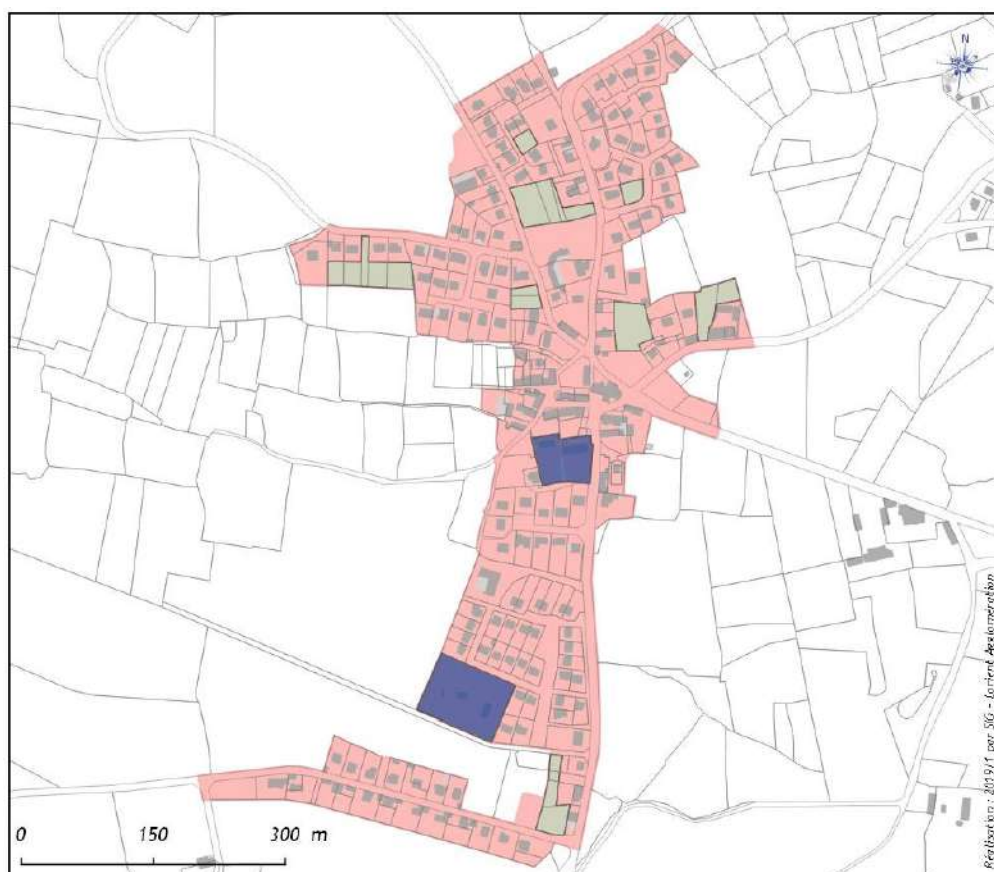
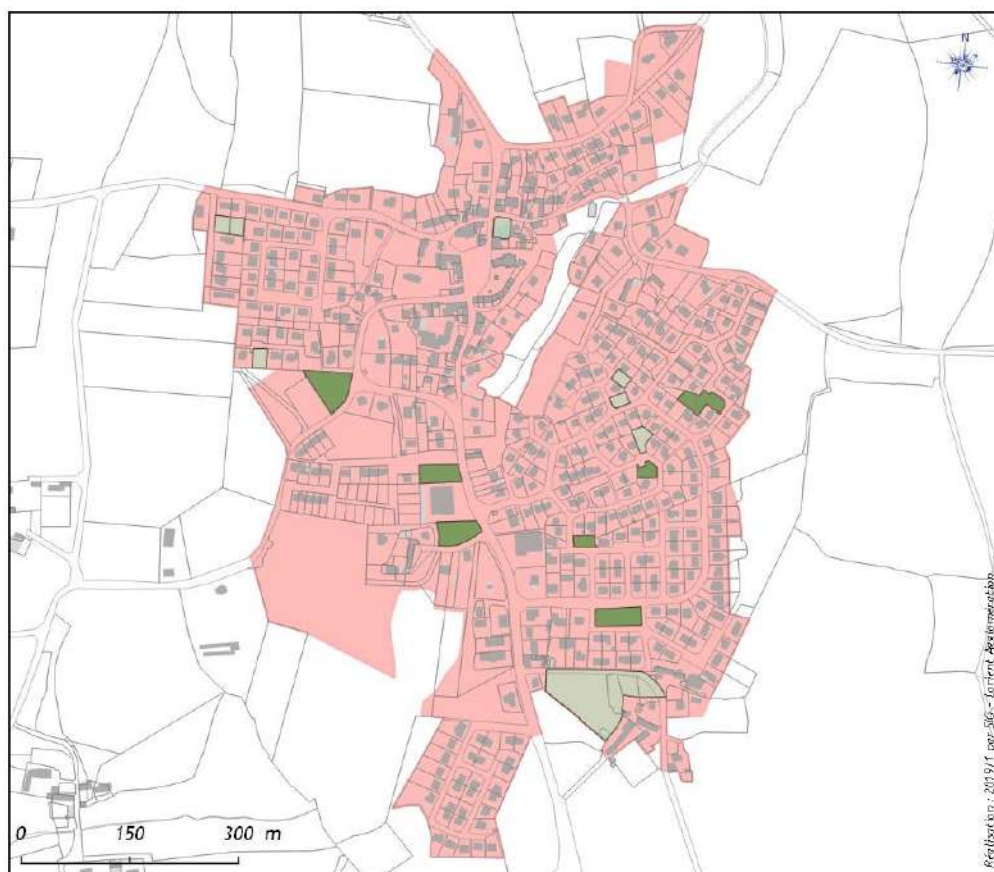
#### Potentiel de densification spontanée :

Mutabilité forte

Mutabilité moyenne à faible



**LORIENT**  
AGGLOMÉRATION





## SECTION II B. CONSOMMATION D'ESPACE

### 2. ANALYSE

#### BÂTIMENTS SUSCEPTIBLES DE CHANGER DE DESTINATION

Conformément à la possibilité laissée par l'article L151-11 du Code de l'Urbanisme, le PLU désigne dans les zones agricoles ou naturelles de son règlement graphique (dans le cas présent les zones agricoles exclusivement) les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination.

Inzinzac-Lochrist est aujourd'hui une commune à dominante rurale, qui compte une centaine de hameaux et lieux-dits hors de la zone Urbaine. Aussi, le patrimoine bâti susceptible d'être réhabilité ou de changer de destination est important, et doit participer à la réalisation de l'objectif d'environ 440 logements affiché au PADD.

La municipalité souhaite donc offrir des possibilités de transformer, par exemple en habitations, des bâtiments qui seraient restés agricoles à ce jour, afin, d'une part, de valoriser un patrimoine qui se dégrade dans l'attente d'une réhabilitation et, d'autre part, d'offrir quelques alternatives à la vie dans les trois bourgs de la commune.

La principale destination vers laquelle ces bâtiments muteront étant *a priori* l'habitat, il a été décidé de guider le recensement par des critères supplémentaires :

- l'emprise au sol du bâtiment devait être suffisante pour permettre la réalisation d'un logement, soit plus de 40m<sup>2</sup> ;
- le bâtiment ne doit pas présenter un caractère de ruine ;
- l'environnement immédiat et la nature du sol doivent permettre la mise en place d'un assainissement autonome ;
- le changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. A ce titre, la majorité des bâtiments repérés dans des périmètres sanitaires d'élevage d'animaux a été exclue.

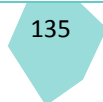
La majorité des bâtiments retenus au terme de l'inventaire comporte en outre un minimum de qualités architecturales ou patrimoniales : appareillage en pierre ou pierre de taille notamment, mais aussi qualité des encadrements de baies parfois.

Les **38 bâtiments** retenus sont identifiés sur le Règlement Graphique et font l'objet d'une présentation détaillée en annexe 2 du Règlement Ecrit. Chacun compte pour 1 logement dans l'objectif total du PLU.

*Exemples de bâtiments identifiés (de gauche à droite : Kerio, Kerbrenne-Vihan)*







## SECTION II B. CONSOMMATION D'ESPACE

### 3. JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION

#### BILAN DU POTENTIEL DE LOGEMENT EN RENOUVELLEMENT ET DENSIFICATION

Les principaux lieux de la densification ont été identifiés au stade du PADD. Ces lieux font l'objet d'Orientations d'Aménagement & de Programmation dans le but les opérations de densification qui y prendront place soient réalisées de manière optimale en matière de densité et de paysage (voir aussi C.3. *Orientations d'Aménagement & de Programmation*). Pour chaque lieu identifié l'OAP consacrée affiche un nombre moyen de logements à réaliser. Les chiffres issus de toutes les OAP en densification sont reportés dans le tableau ci-dessous.

De plus, hors secteurs soumis à des OAP, l'estimation du potentiel de densification au sein de l'espace aggloméré de chacun des bourgs a permis de dégager un potentiel en densification spontanée de 160 logements.

S'ajoute également une enveloppe estimée à 90 logements, qui comprends les diverses opérations déjà en cours de réalisation (ou « coups partis ») au moment du débat du PADD. On citera notamment la poursuite de l'aménagement de Pen er Prat qui génère des logements collectifs et individuels autour des futurs équipements du secteur, la réalisation de logements collectifs au sein du lotissement des Bruyères à Lochrist, la création d'un lotissement au lieu-dit les Vieilles Pierres, ou encore la réalisation en second rang de la rue du Blavet, d'une nouvelle opération de logements collectifs regardant le fleuve.

S'ajoutent enfin les 38 bâtiments susceptibles de changer de destination retenus.

Projet / Localisation	Densité moyenne	Nombre moyen de logements
OAP 1 l'ancien EHPAD	100 logements /ha	55
et le Sous-bois	et 25 logements /ha	10
OAP 3 Ambroise Croizat	25 logements /ha	30
OAP 4 Penquesten (emprises centre & sud)	25 logements /ha	25
Densification spontanée	/	160
Projets en cours en 2018		90
<b>Total en densification /renouvellement</b>	/	<b>370</b>
<b>Bâtiments susceptibles de changer de destination</b>	/	<b>38</b>

#### PROJETS D'OUVERTURE À L'URBANISATION

Le secteur du Gorée fait partie des grands sites à enjeux du présent PLU. Au sein du projet communal, le Gorée rime non seulement avec une plaine sportive et de loisirs optimisée au sein de la trame verte, mais aussi avec des possibilités raisonnées de compléter les espaces agglomérés d'Inzinzac et de Lochrist qui jouxteront cette plaine. En effet, la commune souhaite ouvrir à l'urbanisation deux emprises idéalement localisées, d'une superficie de 1,4 hectares au cumulé afin de permettre, dans le respect des objectifs du PLH et du SCoT, ainsi que des espaces agro-naturels voisins, la réalisation de nouveaux logements.

L'OAP 5 *plaine du Gorée* garantit la cohérence entre les différents éléments de programme envisagés sur le secteur, de même que la qualité urbaine et paysagère des deux zones 1AUa ainsi créées. Elles compléteront, à terme, les zones Urbaines d'Inzinzac et de Lochrist, et seront intégrées au maillage doux reliant les bourgs par la plaine du Gorée.

Illustration de l'OAP 5 :









-  s'appuyer sur la Trame Verte pour recréer une coupure naturelle traversée seulement par la voie liant Inzinzac à Lochrist.
-  principe de continuité verte
-  principe de cheminements doux s'appuyant sur le maillage existant pour lier Inzinzac et Lochrist en passant par la plaine de loisirs
-  principe d'accès VL  
- à la plaine de loisirs  
- aux secteurs à urbaniser pour de l'habitat
-  intégrer les contraintes liées aux lignes RTE
- La plaine de loisirs au sein de la Trame Verte :
-  développer les aménagements légers (terrains, pistes, gradins...)
-  créer un équipement à la fois visible depuis la route et niché dans la Trame Verte
-  maintenir un espace de parking paysagé et en matériaux drainants
- Les futurs secteurs d'habitat :
-  (densité minimale de 25 logements/ha)  
emprise nord : 15 à 20 logements  
emprise sud : 15 à 20 logements

Le village de Penquesten fait partie intégrante de la politique de renforcement des bourgs affichée par la commune. Là, le PLU précédent prévoyait déjà d'ouvrir à l'urbanisation près de 3,5 hectares de terres sur le seul quart nord-est de Penquesten. Désormais la commune souhaite se limiter à une emprise d'à peine 1 hectare en en-croix des lotissements actuels, emprise qui pourrait compléter l'enveloppe agglomérée de manière raisonnée cette fois. Ce projet d'ouverture à l'urbanisation s'articule en outre avec plusieurs secteurs de renouvellement urbain identifiés.




L'OAP 4 *Penquesten* donne les principes d'aménagement sur cette emprise zonée 1AUa, ainsi que sur les deux principaux secteurs de renouvellement.



-  habitat individuel à intermédiaire  
emprise nord-est : 20 à 25 logements  
emprise centrale : 12 à 15 logements  
emprise sud : 12 à 15 logements
-  principe d'accès /bouclage par une voie partagée avec traitement de sol qualitatif
-  principe de cheminement doux vers le bourg et le GR341 (ouest du bourg)
-  haies /talus à préserver et intégrer dans l'aménagement
-  ménager la transition avec l'espace agricole sous la forme de strate arbustive paysagère
-  structurer les voies par des constructions groupées

En accroche au quartier de la Montagne et à ses immeubles collectifs, à l'ouest de l'espace aggloméré de Lochrist, la commune a identifié une emprise de faible taille (moins de 2500 m<sup>2</sup>) sur un petit plateau très peu boisé mais très bien exposé. En respectant toujours une densité minimale de 25 logements/ha, ce plateau donne l'opportunité de réaliser, en couture entre les jardins de la médiathèque et le quartier d'immeubles de la Montagne, une opération mesurée de logements à la vue imprenable sur les bois et le Blavet, à quelques minutes du centre de Lochrist, et au pied de cheminements doux descendants vers les Forges. Un zonage 1AUa, doublé de l'OAP3 *Parc de la Médiathèque*, encadre son aménagement.

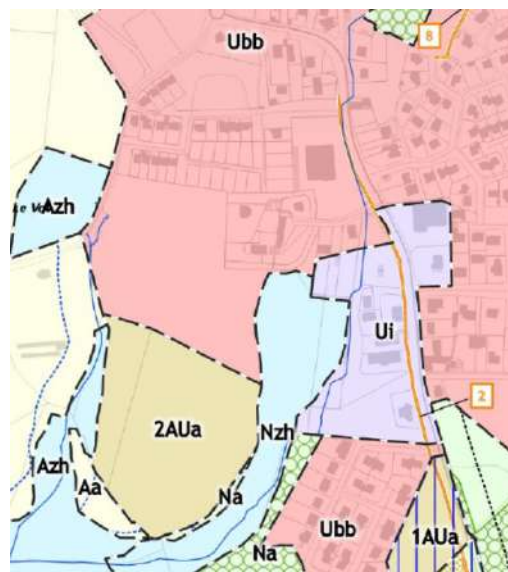


- Le parc de la médiathèque Diderot :
-  ménager une grande continuité verte, support de cheminements entre la Montagne, les Forges et le centre de Lochrist
-  principe d'accès VL
-  des implantations groupées qui maximisent les espaces de jardins au sud, en transition avec les boisements
- programmation : 5 à 10 logements

## SECTION II B. CONSOMMATION D'ESPACE

### 3. JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION

Enfin, dans la poursuite des ambitions affichées dans son PADD, la municipalité concrétise par un zonage 2AU le projet de faire du secteur entier de Pen er Prat un secteur structurant à la fois pour Inzinzac et pour Lochrist. En effet, consciente que le projet global engendre une consommation d'espace agro-naturels, et que la partie nord du secteur fait déjà l'objet d'un aménagement sur plusieurs années, la commune souhaite que l'enveloppe restante au sud, d'une superficie de 3 hectares, fasse l'objet d'un zonage 2AU et non 1AU, afin de prioriser tous les autres projets prévus par le PLU, qui ne sont pas, ou sont moins consommateurs d'espace agro-naturel.



Projet / Localisation	Emprise brute/comptable*	Densité moyenne	Nombre moyen de logements
OAP 3 Parc de la médiathèque	0,2 ha	25 logements /ha	6
OAP 4 Penquesten (emprise nord)	1 ha /0,8 ha	25 logements /ha	20
OAP 5 la plaine du Gorée	1,4/1,3 ha	25 logements /ha	34
Total Habitat en extension 1AU	2,6 ha		60
Zone 2AUa Pen er Prat	3,1 ha	/	/
<b>Total en extension</b>	<b>5,7 ha</b>		<b>60</b>

\* pour le calcul des emprises comptables des OAP, se référer au C.3 Orientations d'Aménagement & de Programmation.

#### BILAN FINAL EN LOGEMENTS

Le nombre de logements prévu par le PLU est compatible avec l'objectif affiché dans le PADD.

Bilan :	370 + 38 + 60
Renouvellement + changements de destination + extension	= 468 logements
Objectif du PADD	Environ 440 logements



## LES STECAL

### *L'exploitation de la carrière de Coët Loc'h*

Positionné sur un gisement de mylonite et exploitée par les Carrières Bretonnes, le site de Coët Loc'h fait l'objet d'un projet d'extension à l'horizon 2053, dont le phasage impliquera la création de nouvelles installations.

La municipalité, qui soutient l'activité extractive sur son territoire, souhaite donc mettre en place, au sein du zonage Ac dédié à l'exploitation de la carrière, un **STECAL zoné Ai** permettant la constructions des installations prévues par le phasage présenté.

Ce STECAL, qui couvre 3,3 hectares, correspond un espace destiné à être globalement artificialisé par l'activité présente sur la carrière; de fait, il est estimé que la création du STECAL n'engendrera pas de consommation d'espace supplémentaire au titre du PLU.

*Ci-dessous : périmètre du STECAL*



## 3. JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION

Cette double page présente quelques éléments de compréhension, notamment en matière environnementale et paysagère, issus du document *Avant-projet d'extension de la carrière de Coët Lorc'h - éléments de description - dispositions envisagées* fourni par le porteur de projet.

« Toutes les dispositions déjà prises dans le cadre de l'actuelle exploitation seront bien entendu maintenues dans le cadre du projet et notamment [...] Poussières, Bruit, Vibrations, Circulation des camions, Paysage [...].

Les mesures de contrôle seront évidemment maintenues :

Bruit : tous les 1 an ou 3 ans en fonction des résultats

Poussières : 1 mois tous les 3 mois ou 6 mois en fonction des résultats

Vibrations : à chaque tir de mines

#### **Incidences écologiques du projet et mesures déjà envisagées**

Le projet de la carrière est prévu sur des terrains agricoles et sur des terrains forestiers.

En ce qui concerne les terrains boisés :

- la consommation de terrains sera progressive, comme elle l'est actuellement
- la richesse écologique demeure moyenne et est principalement représentée par des zones de nidification d'oiseaux (pas d'enjeu relatif à l'escargot de Quimper, la salamandre tachetée....)
- des plantations seront réalisées (un expert forestier sera consulté) sur une surface supérieure à celle défrichée, sur terrains agricoles délaissés
- les plantations seront notamment faites sur des parcelles qui correspondent actuellement à des « lacunes » au sein du bois de Trémelin. Ainsi, la fragmentation des milieux que pourrait engendrer le projet laissera progressivement place à un renforcement de la fonctionnalité écologique des milieux boisés (extension de la surface du cœur de boisement)
- Le défrichement progressif sera strictement conditionné à une plantation préalable sur une surface au moins équivalente

En ce qui concerne les terrains agricoles :

- la consommation de terrains sera progressive, comme elle l'est actuellement
- les terres concernées ne sont plus exploitées depuis l'été 2018
- la richesse écologique de ces terrains, qui resteront entretenus, est limitée :  
Ils servent de zone d'alimentation pour quelques oiseaux mais ce n'est pas un secteur de nidification. Les espèces qui s'y alimentent à la faveur des plantes herbacées de friche nichent en périphérie, dans les boisements ou les haies. Les surfaces en cultures pouvant servir de zone d'alimentation restent vastes autour de la carrière ;  
aucune zone humide (critère floristique et pédologique) ou espèce patrimoniale n'est recensée ;
- un remblayage partiel de la carrière pourrait permettre d'envisager à nouveau un usage agricole d'une partie des terrains à l'horizon 20-25 ans

Des plantations seront réalisées dès le début de la mise en œuvre du projet, le long de la RD 113, sur une largeur de 35 m depuis l'axe de la route, partout où des boisements ne sont pas déjà présents.

[...]

#### **Incidences paysagères**

Le projet demeurera dans un cadre topographique assez plat.

Les mesures envisagées dans le cadre du projet sont les suivantes :

- plantations dès le début de la mise en œuvre du projet, le long de la RD 113, sur une largeur de 35 m depuis l'axe de la route, partout où des boisements ne sont pas déjà présents
- préservation des franges boisées en limite de projet, notamment afin de réduire au maximum la vue sur les futures installations de traitement  
terrassements préliminaires de terre végétale au plus près des habitations ou des zones de circulation de manière à créer un masque de premier plan intégré dans le paysage et occultant les activités de la carrière :  
merlon de terre végétalisé le long du chemin rural (CR) 22 menant de Ty Lann à Toul-en-Haye  
merlon végétalisé par rapport à Saint-Symphorien dans le cadre d'une extension du stockage de remblais inertes  
merlon paysager vis-à-vis de Toul-en-Haye

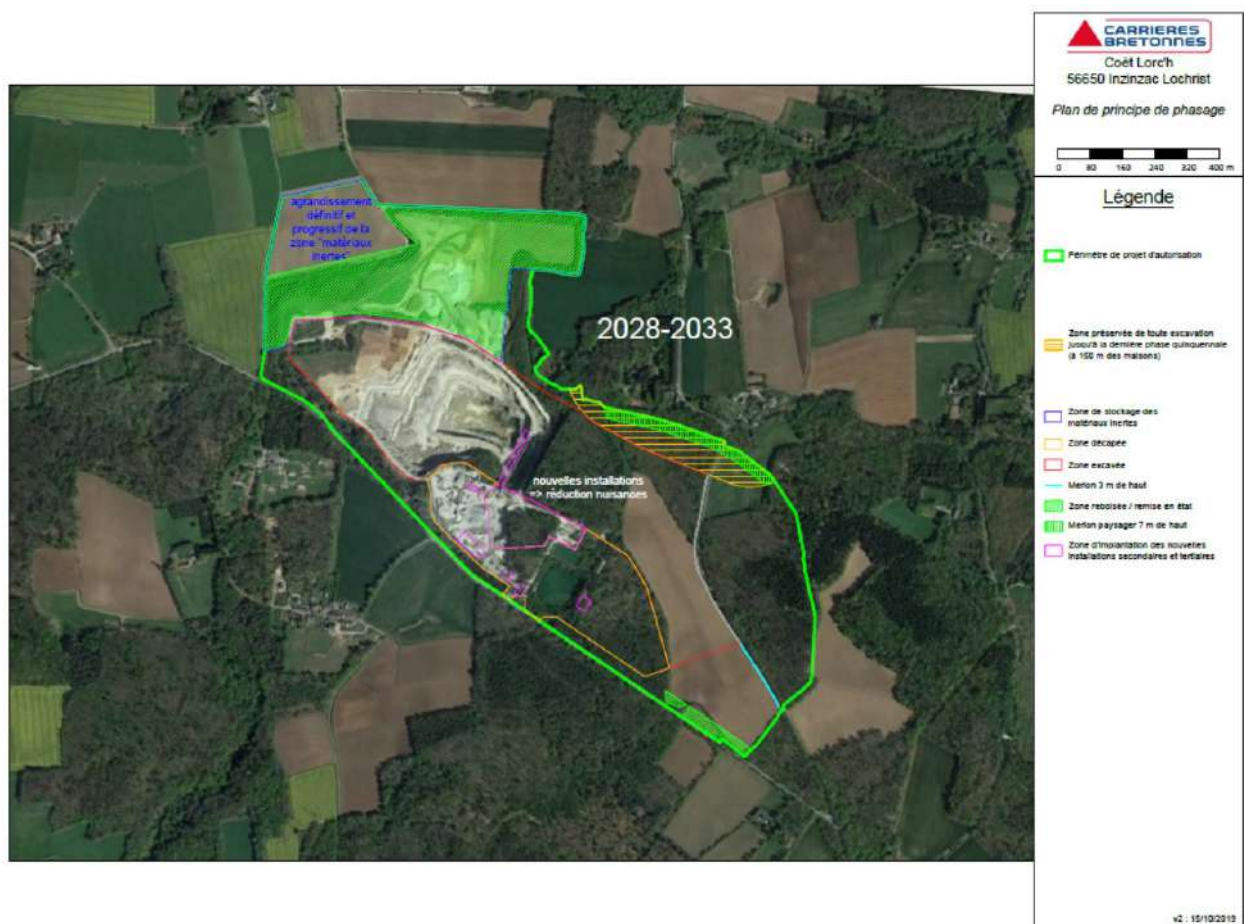
géométrie simple des installations avec coloris de matériaux s'intégrant dans l'environnement



Exemple d'installation bardée en 2017 sur notre site de Guilligomarc'h (29) après consultation de l'Architecte des bâtiments de France concerné

Le projet sera donc mené selon le même principe qu'actuellement visant à rester le moins perceptible depuis l'extérieur. Ainsi si la surface du projet est non négligeable, l'impact paysager depuis l'extérieur restera maîtrisé de façon à ne pas marquer ce paysage. »

Ci-dessous : plan de principe de phasage, support de la délimitation du STECAL Ai (source : Carrières Bretonnes)





## SECTION II B. CONSOMMATION D'ESPACE

### 3. JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION

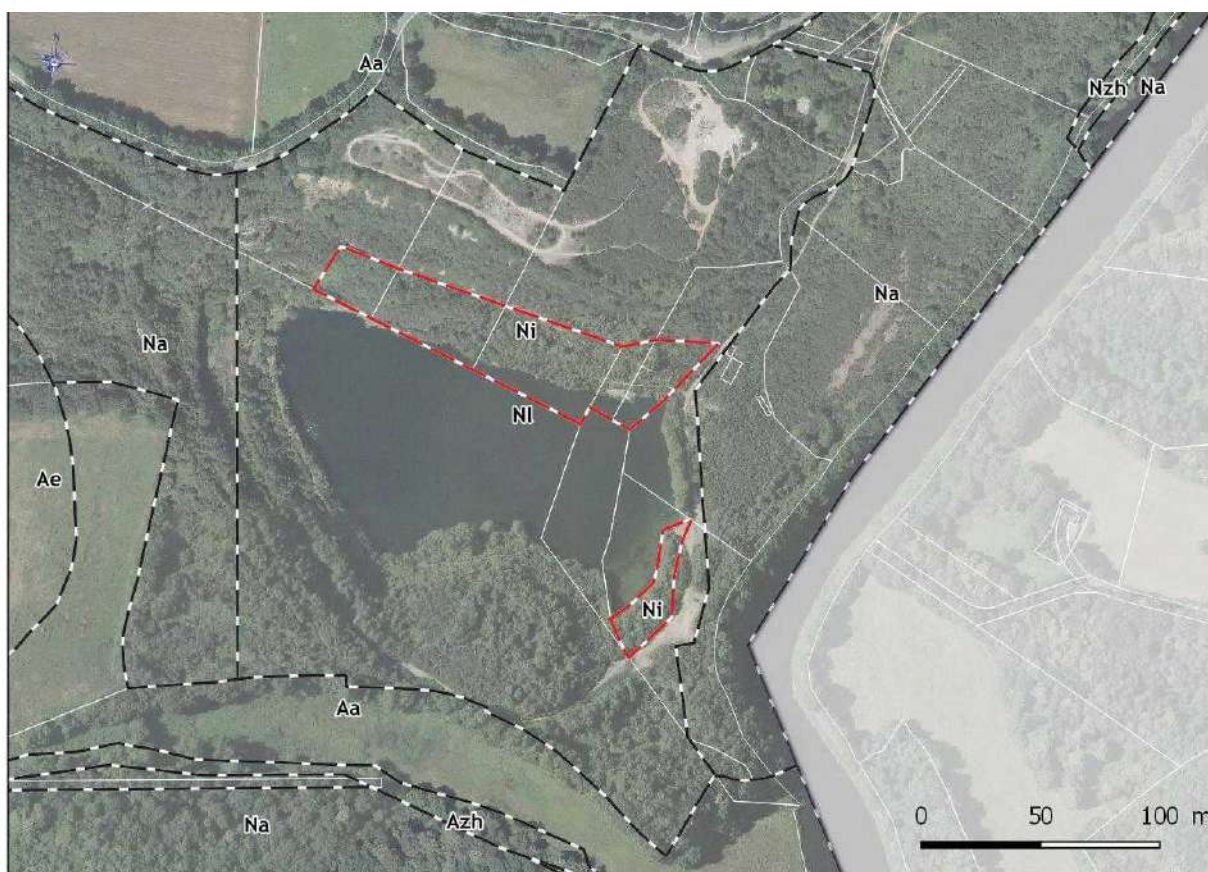
#### LES STECALs

##### *Les activités touristiques à la carrière de Bonne-Nouvelle*

Le site atypique de la carrière de Bonne-Nouvelle fait l'objet depuis quelques années d'un tout nouvel usage. Sur un grand plan d'eau, une activité économique permet de s'essayer au téléski nautique, entre autres amusements.

La fréquentation du lieu dépassant toutes les ambitions initiales, les activités en place ont très vite été amenées à se développer pour proposer une offre de loisirs toujours plus riche.

La commune soutient ce projet qui permet d'accueillir sur le territoire un nouvel élément fort d'attractivité tirant parti des espaces naturels aux abords du Blavet. Ainsi, dans le but d'imaginer proposer à terme, une offre de restauration voire d'hébergement inhabituel complémentaire aux activités de loisirs, la commune souhaite mettre en place un STECAL centré sur les deux ensembles bâtis existants. **Ce STECAL de 1,3 ha, qui correspond au zonage Ni**, permet à l'activité d'étendre ses locaux pour continuer de développer et de diversifier son offre. En parallèle, le règlement des zones Naturelles (et notamment Ni) se veut garant de l'insertion paysagère des futures constructions dans leur environnement exceptionnel.





### *L'aire d'accueil des gens du voyage*

La commune d'Inzinzac-Lochrist s'inscrit dans la démarche, partagée à l'échelle de l'Agglomération de Lorient, d'accueil des gens du voyage. Pour ce faire, l'aire d'accueil aménagée sur le site de Kernégan doit continuer d'être mobilisable et aménageable dans les dix ans à venir.

Un STECAL est donc mis en place sur ce site ; ce **STECAL correspond au zonage Nv**.

Ce STECAL couvrant une aire déjà aménagée aujourd'hui, sa mise en place n'entraîne pas de consommation d'espace supplémentaire.



### *Un équipement structurant au Gorée*

L'OAP 5 *plaine du Gorée* prévoit, en adéquation avec les ambitions communales, le développement du secteur du Gorée comme plaine sportive et de loisirs intégrée à la Trame Verte qui fait la transition entre Inzinzac et Lochrist.

Dans le cadre du développement de ce secteur, la municipalité souhaite se laisser la possibilité de créer un équipement sportif ou culturel structurant, niché dans cette trame de nature, bénéficiant d'un accès aisé depuis la route principale qui lie les deux bourgs. Au sein du zonage NI, le **STECAL zoné Nls** (NI spécifique) d'une superficie de 0,6 ha concrétise dans le PLU cette volonté exprimée par la commune.



## SECTION II B. CONSOMMATION D'ESPACE

### 4. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACE DU PLU

#### CONSOMMATION GÉNÉRALE

Projet / Localisation	Consommation d'espace	Remarques
Zones 1AU (extension)	2,6 ha	
Zone 2AU (extension)	3,1 ha	
STECAL carrière de Bonne-Nouvelle	1,3 ha	Pas de consommation d'espace engendrée par les autres STECALs
STECAL équipement structurant au Gorée	0,6 ha	
<b>Total</b>	<b>7,6 ha</b>	

Il est estimé que le présent PLU engendrera une consommation d'espace d'environ 7,6 hectares dans les 10 années de sa mise en œuvre, soit environ 0,76 ha/an, ce qui est conforme :

- à l'objectif de consommation d'espace des lois portant Engagement National pour l'Environnement (lois Grenelle)
- à l'objectif de réduction « de près de 80% » de la consommation d'espace par rapport à la période 2006-2016, affiché dans le PADD.

#### CONSOMMATION D'ESPACE AGRICOLE

Le tableau ci-dessous indique, pour chacune des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, mais aussi pour les zones déjà urbanisées au sein desquelles il existe des surfaces agricoles, les surfaces agricoles concernées par des exploitations agricoles d'après le diagnostic agricole réalisé.

Pour rappel, le diagnostic agricole chiffre la Surface Agricole Utile à environ 1700 hectares.

Projet / Localisation	Emprise	Emprise agricole du secteur
Zone Ua		/
Zone Ub		0,6 ha en Ubb et 0,1 ha en Ubc
Zone Ui		/
Total espace agricole en zone U		0,7 ha
Zone 1AU :		
- OAP 4 Penquesten (emprise ouest)	1 ha	0,5 ha
- OAP 5 le Gorée (emprises nord et sud)	1,3 ha	1,1 ha
Zone 2AU (Pen er Prat)	3,1 ha	3 ha
Total espace agricole consommé en zone AU		4,6 ha soit 0,27% de la SAU

## COMPENSATIONS ENVISAGÉES

L'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs peut avoir un impact sur l'agriculture de la commune.

Lorient Agglomération, attentive au développement de l'agriculture sur son territoire, a mis en place un partenariat avec la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) Bretagne, considérée comme l'opérateur foncier sur le marché de l'espace rural. L'objectif est de maintenir un équilibre entre l'urbanisation et les espaces agricoles et naturels, afin de concilier au mieux développement urbain, développement économique, activité agricole et protection de l'environnement.

La convention de partenariat s'intéresse à trois grands enjeux : concilier le besoin de surfaces nouvelles pour assurer le développement des activités économiques avec la pérennisation d'une agriculture périurbaine et de proximité, assurer la protection de l'environnement et des paysages et maîtriser le foncier.

Dans cette perspective globale, la Safer Bretagne et Lorient Agglomération travaillent ensemble pour proposer des possibilités de compensation foncière destinées aux agriculteurs dont les exploitations sont concernées par des projets d'aménagement, en constituant des réserves foncières par anticipation. Ils encouragent la préservation de la qualité de la ressource en eau destinée à la production d'eau potable, du littoral et de ses différents usages par la mise en place de mesures agro-environnementales dans les bassins versants et les zones humides pour favoriser la biodiversité. Enfin, les deux partenaires agissent en complémentarité pour intervenir le plus en amont possible et acquérir des terres agricoles de compensation dans le respect des prix du marché agricole en vigueur sur le territoire.

Les premières missions confiées à la Safer Bretagne par Lorient Agglomération portent sur la mise en place d'une veille foncière opérationnelle grâce au dispositif « Vigifoncier » permettant d'avoir connaissance des ventes et échanges de biens agricoles sur le territoire mais aussi la création d'un observatoire foncier proposant des analyses et des indicateurs au suivi de la consommation des espaces naturels, agricoles, urbanisés. Ces missions seront complétées ponctuellement par des études préalables à des actions foncières, la gestion provisoire du patrimoine foncier acquis dans l'attente de la réalisation des projets d'aménagement ainsi que par des acquisitions, pour le compte de Lorient Agglomération, des emprises des futures zones d'urbanisation.

*La Safer est investie dans une mission de service public dans les espaces agricoles et naturels mais aussi dans les espaces ruraux et périurbains. Toutes ses interventions sont contrôlées par les services de l'Etat. Le principal outil dont elle dispose est l'acquisition à l'amiable de bien ruraux qu'elle rétrocède après appel à candidatures. Elle procède également à l'observation du marché foncier agricole et à la gestion du patrimoine foncier en attente d'affectation définitive.*

## SECTION II C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

### 1. RÉGLEMENT GRAPHIQUE & RÉGLEMENT ÉCRIT

#### LES NOUVEAUX RÉGLEMENTS

Le règlement graphique et le règlement écrit du PLU sont un outil majeur de traduction du PADD et des différents diagnostics ou inventaires réalisés dans le cadre de la révision générale. Ce travail a fait l'objet d'échanges et de visites de terrain qui ont permis d'aboutir à la définition d'un zonage précis et de règles justifiées.

Le Règlement Graphique prend des couleurs. Bien sûr il continue de définir, conformément au Code de l'Urbanisme, quatre grands types de zonage : Naturel, Agricole, A Urbaniser, Urbain.

Pour mémoire, la superficie de chaque zonage au présent PLU se trouve comparée à celle du PLU de 2007 dans le tableau ci-dessous :

Zonage / PLU	Présent PLU	PLU 2007
Naturel	1772,0 ha	2152,8 ha
Agricole	2491,5 ha	2061,6 ha
A Urbaniser	5,8 ha	65,4 ha
Urbain	221,0 ha	210,4 ha

Le Règlement Écrit évolue sur la forme et sur le fond :

- sur la forme, il se découpe en plusieurs grandes sections : le **Mode d'Emploi** contenant notamment le Lexique, les **Généralités**, les **Dispositions Générales** et les **Dispositions Complémentaires**.

Désormais, les **Dispositions Générales** et les **Dispositions Complémentaires** à chaque zone sont organisées selon la même architecture, car elles se lisent en parallèle. Cette architecture commune s'appuie sur une trame de 8 articles (voir ci-contre).

Les Dispositions Générales s'appliquent à tout le territoire d'Inzinzac-Lochrist, quelle que soit la zone. Elles constituent un socle de règles s'appliquant à tous les projets. En parallèle, les Dispositions Complémentaires viennent parfois, en fonction des zones, apporter de nouvelles règles qui s'ajoutent à ce socle.

- sur le fond, le règlement écrit tend vers des règles davantage qualitatives que quantitatives, et se veut plus pédagogique; à ce titre, certaines règles sont illustrées.

Il est à noter que l'article G3 *Prise en compte de l'énergie et du réchauffement climatique* se compose essentiellement de préconisations.



Tableau de synthèse des Dispositions Générales (non exhaustif) :

ARTICLE	DISPOSITIONS GÉNÉRALES
<b>1</b> DESTINATIONS	Rappel des 5 destinations et 20 sous-destinations du Code de l'Urbanisme Trame <i>Protection de captage d'eau potable</i> : interdictions et autorisations particulières
<b>2</b> ÉQUIPEMENTS, RÉSEAUX, CONSO, REJETS	Accès et voies Réseau d'alimentation en énergie et réseaux de communication Abduction d'eau potable Gestion eaux usées et assainissement - gestion eaux usées non domestiques Gestion eaux pluviales et ruissellement - gestion des eaux pluviales non domestiques Collecte des déchets ménagers - collecte des déchets non domestiques
<b>3</b> ÉNERGIE	<u>Préconisations</u> - Efficacité énergétique des bâtiments : favoriser la rénovation thermique du bâti ancien (travaux d'isolation thermique par l'extérieur, rappel des obligations de travaux d'isolation en cas de rénovation lourde), la construction performante (majoration des règles RT2012 dans certains cas, rappel du bonus de constructibilité) et le bioclimatisme (principes). - Production d'énergie renouvelable : rendement minimal pour les installations solaires photovoltaïques et de règles de pose pour le solaire thermique ; couverture d'une part de la consommation électrique ou de chaleur pour l'habitat neuf, les équipements publics et les projets de rénovation lourde ; conception et équipement du bâti permettant la pose ultérieure de panneaux solaires pour les constructions d'activités, étude de faisabilité technico-économique des raccordements aux réseaux de chaleur urbains ; dispositifs de production d'énergie sur les parkings aériens. - Adaptation au changement climatique : promouvoir l'utilisation de matériaux naturels ou biosourcés dans la construction.
<b>4</b> IMPLANTATIONS	Les implantations doivent prendre en compte de manière optimale la paysage, la topographie, les ombres portées Certaines implantations pourront être autorisées ou imposées pour raisons d'intégration ou opération d'ensemble Rappel distances Code Civil Marges de recul p/r aux SUP, ICPE, cours d'eau, haies et talus, constructions agricoles
<b>5</b> GABARITS	Appréciation des gabarits et hauteur métrique max (niveau - niveau perçu, exemple : R+combles = 2 niveaux) Une hauteur supérieure ou inférieure pourra être autorisée pour raisons d'intégration Cas particuliers : pas de règles pour habitats légers permanents ; abris de jardin 2,5m et 15m <sup>2</sup> emprise au sol max
<b>6</b> PAYSAGE BÂTI	<b>Architecture</b> règle générale d'intégration à l'environnement : prendre en compte la morphologie du terrain, ne pas faire fortement référence à des archis typiques d'autres régions, pas de pastiche, ne pas présenter un caractère précaire ou inachevé Bardages d'aspect PVC blanc interdits en façade, pignon et souches de cheminée Croupes, pointes en diamant et autres imbrications de toitures interdites. <b>Clôtures</b> Ne sont pas obligatoires Clôtures de qualité (murets pierres, ferronneries...) doivent être conservées et entretenues Interdits : aspect plastique blanc/beige/jaune, bâches toiles et films plastiques, brises-vue, parpaings non enduits, matériaux d'aspect précaire...
<b>7</b> ESPACES LIBRES	Maintenir bocage existant ; mouvements de terre doivent être limités au minimum nécessaires Pourcentage d'espaces de pleine terre : 50% en N et A (sauf Ac et Ai), 25% en U, 30% en AU
<b>8</b> STATIONNEMENT	<b>Préalable</b> : nombre de places arrondi à l'entier supérieur <b>Cycles</b> : rappel CCH ; modalités de calcul; local vélo couvert et en rdc avec 1,5m <sup>2</sup> par place vélo <b>Véhicules motorisés</b> : rappel CCH règle voitures électriques ; si possibilité de mutualisation, elle peut être imposée

## SECTION II C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

### 1. RÉGLEMENT GRAPHIQUE & RÉGLEMENT ÉCRIT

#### LES ZONES NATURELLES

Dans l'ensemble, les zones Naturelles correspondent aux secteurs à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de leur caractère d'espaces naturels, soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles.

Les constructions pouvant y être autorisées sont encadrées par l'article R151-25 du Code de l'Urbanisme.

**Le secteur Nzh** délimite les zones humides situées en zone naturelle par application des dispositions du Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux (SDAGE) et du SAGE Blavet. Avec le secteur Azh (voir *les zones Agricoles* en pages suivantes), le secteur Nzh traduit l'inventaire des zones humides qui sera approuvé par délibération du Conseil Municipal au cours de l'année 2019.

La préservation stricte des zones humides est assurée par un règlement qui interdit toute construction, extension de construction existante et tous travaux susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide (notamment comblement, affouillement, exhaussement, dépôts divers, création de plans d'eau, ouvrage de régulation et d'épuration des eaux pluviales).

Quelques exceptions sont prévues telles que les installations strictement nécessaires à la défense nationale, à la sécurité civile, aux mises aux normes environnementales (notamment en agriculture), à la salubrité publique, au fonctionnement des réseaux d'utilité publique ou d'intérêt collectif, à la sécurité, la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces.

Ce classement n'interdit pas l'exploitation agricole de la zone.

Enfin, le sous-zonage Nzhs correspond aux zones humides remarquables, comme le précise le règlement écrit du PLU.

La zone Nzh couvre 141,6 ha, dont 0,7 ha en Nzhs.

**Le secteur Nf** délimite les zones boisées situées en zone naturelle et présentant un intérêt économique (exploitation) du fait de :

- l'existence d'un Plan de Gestion Forestière en place, comme c'est le cas sur une grande partie de la forêt de Trémelin ;
- ou de la nature des boisements (conifères).

Le règlement de la zone Nf y autorise les installations et constructions liées à l'exploitation forestière.

La zone Nf couvre 234,9 ha.

**Le secteur NI** correspond aux zones naturelles pouvant faire l'objet d'aménagements en lien avec des activités sportives, touristiques ou de loisirs. Il s'agit essentiellement de sites déjà aménagés, à l'instar des terrains de sport du Mané Bras, mané Bihan, du Gorée et de Penquesten.

Au Gorée, le secteur NI comprend un sous-secteur NIs matérialisant un STECAL. Au sein de ce périmètre sont spécifiquement autorisées les constructions qui s'inscrivent dans la vocation de la zone (voir aussi B.3, *les STECALs*).

La zone NI (hors NIs) couvre 30,6 ha.

**Le secteur Ni** correspond à un STECAL d'activités en zone Naturelle, localisé à la carrière de Bonne-Nouvelle. Au sein de ce périmètre de 1,3 ha sont spécifiquement autorisées les constructions liées à des activités économiques de loisirs, tourisme ou hébergement (voir aussi B.3, *les STECALs*).

**Le secteur Nv** correspond au STECAL de l'aire d'accueil des gens du voyage située à Kernégan.

Conformément à l'article L151-13 du Code de l'Urbanisme, y sont autorisées les aménagements et installations nécessaires à

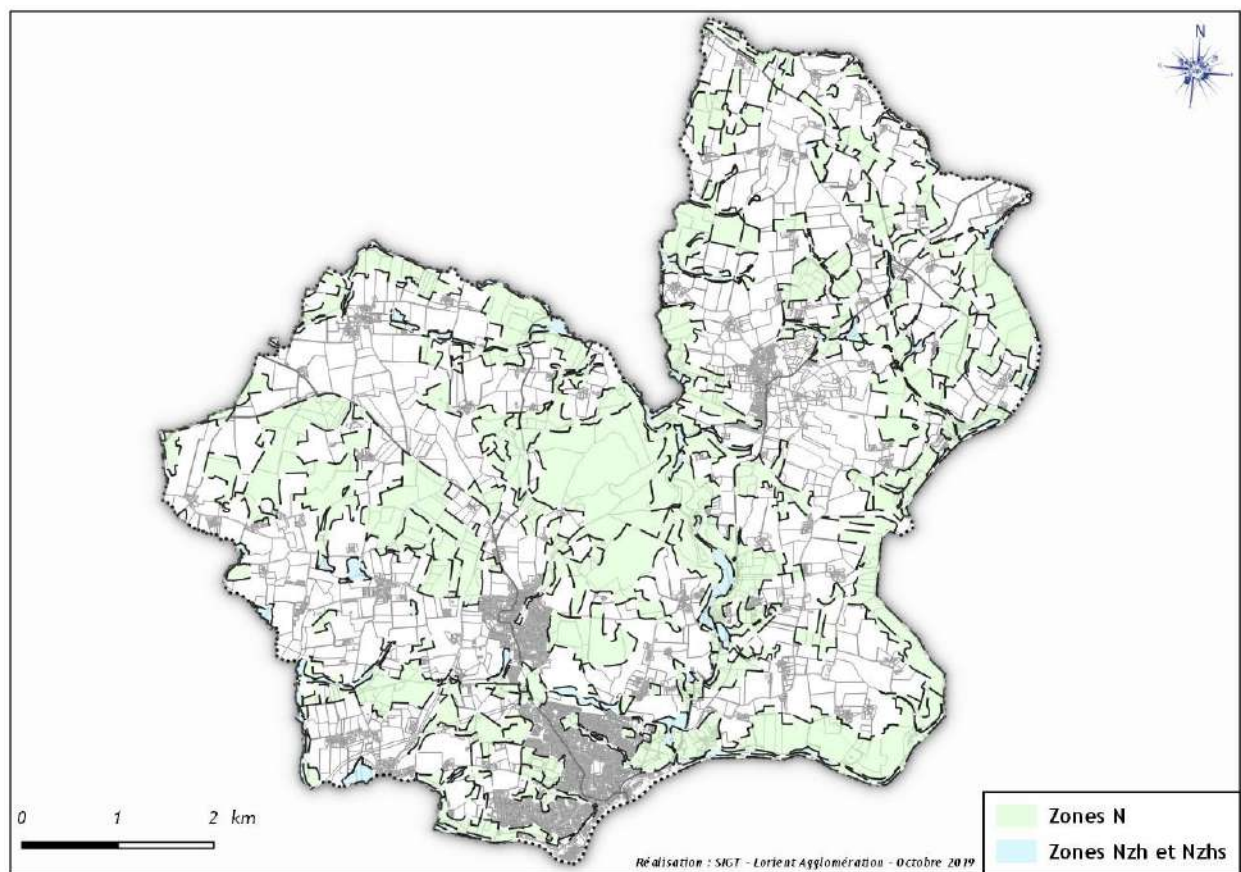
la vocation de la zone.

La zone Nv couvre 0,8 ha.

**Le secteur Na** couvre schématiquement le « reste » des zones naturelles du territoire ; elles sont constituées, entre autres, de massifs boisés formant l'essentiel de la trame verte de la commune.

Y sont autorisées les destinations et occupations du sol permises par les articles L151-11 et L151-12 du Code de l'Urbanisme. En particulier, seule l'extension mesurée des habitations existantes, sans création de logement nouveau, est possible. (le caractère mesuré est défini plus loin, voir *les principales dispositions complémentaires aux zones A et N*)

La zone Na couvre 1362,1 ha.



## SECTION II C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

### 1. RÉGLEMENT GRAPHIQUE & RÉGLEMENT ÉCRIT

#### LES ZONES AGRICOLES

Il s'agit des secteurs de la commune à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les constructions pouvant y être autorisées sont encadrées par l'article R151-25 du Code de l'Urbanisme.

**Le secteur Azh** délimite les zones humides situées en zone naturelle par application des dispositions du Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux (SDAGE) et du SAGE Blavet. Avec le secteur Nzh, le secteur Azh traduit l'inventaire des zones humides qui sera approuvé par délibération du Conseil Municipal au cours de l'année 2019.

La préservation stricte des zones humides est assurée par un règlement qui interdit toute construction, extension de construction existante et tous travaux susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide (notamment comblement, affouillement, exhaussement, dépôts divers, création de plans d'eau, ouvrage de régulation et d'épuration des eaux pluviales).

Quelques exceptions sont prévues telles que les installations strictement nécessaires à la défense nationale, à la sécurité civile, aux mises aux normes environnementales (notamment en agriculture), à la salubrité publique, au fonctionnement des réseaux d'utilité publique ou d'intérêt collectif, à la sécurité, la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces.

Ce classement n'interdit pas l'exploitation agricole de la zone.

Enfin, le sous-zonage Azhs correspond aux zones humides remarquables, comme le précise le règlement écrit du PLU.

La zone Azh couvre 82,5 ha, dont 1,7 ha en Azhs.

**Le secteur Aa** traduit le parcellaire agricole recensé par le diagnostic agricole, et comprend aussi, dans une démarche de simplification des contours de zones, certains espaces adjacents pouvant avoir un caractère agricole, sous réserve que tous ces espaces ne se trouvent pas au sein d'un réservoir de biodiversité identifié dans l'Etat Initial de l'Environnement (voir section I, C. *Synthèse*). De manière générale, la zone Aa permet les constructions et installations liées aux activités agricoles ainsi que, de manière très encadrée pour ne porter préjudice à la vocation principale de la zone, la construction de logement de fonction ou local de permanence.

De plus, de même qu'en zone Na, seule l'extension mesurée, sans création de logement nouveau, des constructions à destination d'habitation est possible.

La zone Aa couvre 2268,3 ha.

**Le secteur Ac** couvre la carrière de Coët Loc'h, à la fois dans son périmètre en 2018 et dans son périmètre d'extension projeté à l'échéance 2053. Les dispositions qui s'y appliquent ont pour but de permettre les occupations du sol liées à la poursuite de l'exploitation de ce site.

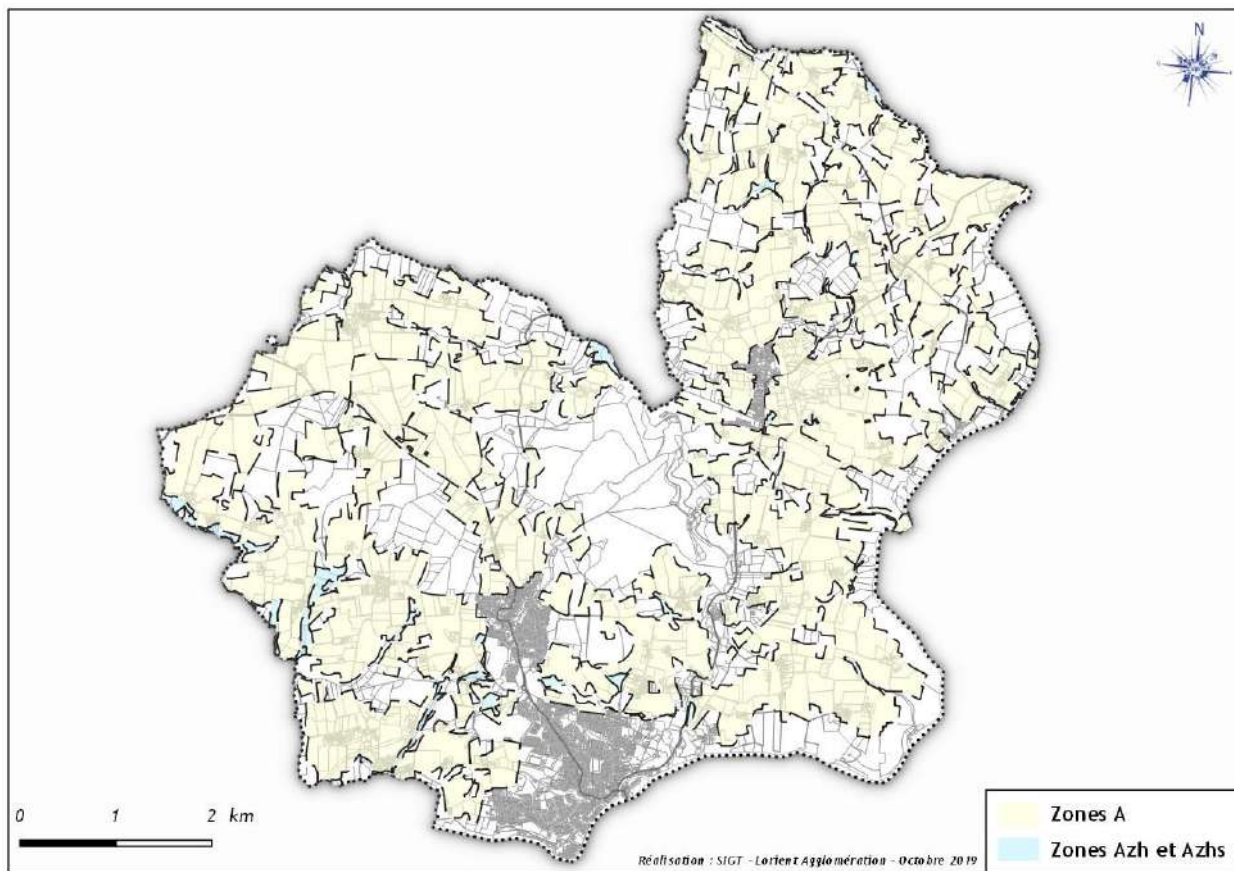
La zone Ac couvre 93,5 ha.

**Le secteur Ai** correspond à un STECAL d'activités localisé à la carrière de Coët Loc'h. A l'intérieur de ce périmètre de 3,3 ha sont spécifiquement autorisées les constructions liées à l'activité d'exploitation de la carrière (voir aussi B.3, *les STECALs*).

**Le secteur Ae** correspond au site accueillant l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux de Kermat 3, tel que délimité par la Déclaration d'Utilité Publique en date du 20 novembre 2013. A l'intérieur de cette zone doivent être autorisées les occupations liées à son exploitation, ainsi que les champs photovoltaïques qui permettront de valoriser des surfaces ne pouvant plus revenir à leur usage agro-naturel initial.

La zone Ae couvre 44 ha.





## SECTION II C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

### 1. RÉGLEMENT GRAPHIQUE & RÉGLEMENT ÉCRIT

#### LES PRINCIPALES DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES AUX ZONES A ET N

Parmi les dispositions majeures qui régissent les zones A et N on citera :

- l'extension mesurée des habitations existantes, sans création de logement nouveau.

Le caractère mesuré est défini par la commune comme n'excédant pas :

✓ Dans le cas des extensions (hors piscines), 50% de l'emprise au sol totale des constructions existantes à destination d'*habitation* sur l'unité foncière à la date d'approbation du premier PLU (20/12/2007) et 50m<sup>2</sup> d'emprise au sol.

✓ Dans le cas des annexes, 40m<sup>2</sup> ;

✓ Dans le cas des piscines, pas de restriction.

- le changement de destination des bâtiments spécifiquement identifiés en zone A (il n'y en a pas en zone N) en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial. Ce changement de destination\* reste néanmoins soumis à l'avis conforme de la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

- les règles qualitatives en matière d'implantation, de gabarit et de paysage bâti (articles 4 à 6).

Ces règles ont pour but d'assurer que les constructions ou installations, sous réserve qu'elles soient autorisées par l'article 1 *Destinations*, s'inscrivent au mieux dans le paysage agro-naturel.

Tableau de synthèse des Dispositions Complémentaires en zone N et en zone A (non exhaustif) :

ARTICLE	DISPOS COMPLÉMENTAIRES EN ZONE N	DISPOS COMPLÉMENTAIRES EN ZONE A
1	En tout secteur y compris Nzh /Azh sont autorisés les installations et ouvrages lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative strictement nécessaire à : défense nationale, sécurité, salubrité, réseaux publics, gestion ou ouverture au public (abri, sentier, passerelle, installation sanitaire...), etc.  En Nzh/Azh : production énergie renouvel, travaux d'amélioration du fonctionnement des milieux aquatiques	
	Hors Nzh, sont autorisés : certains ouvrages techniques, équipements collectifs compatibles, aires naturelles de stationnement, éoliennes indiv -18m, extension mesurée des habitations....  Na : protection stricte des sites, milieux et paysages  Nf : installations nécessaires à l'entretien / gestion forêt  NL : aménagements de loisirs (dont STECAL NL)  Ni : STECAL  Nv : aire d'accueil des gens du voyage	Hors Azh, sont autorisés : certains ouvrages techniques, équipements collectifs compatibles, aires naturelles de stationnement, éoliennes indiv -18m, changement de destination des bâtiments identifiés  Aa : constructions nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou à des fins de diversification de l'activité agricole, constructions à usage de logement strictement nécessaires au fonctionnement des exploitations (sous réserves), local de permanence (sous réserves), extension mesurée des habitations....  Ac : aménagements liés à l'exploitation de carrières  Ae : ISDND de Kermat et champs photovoltaïques  Ai : STECAL
2	Voir Dispositions Générales	
3	Voir Dispositions Générales	
4	<b>Constructions nouvelles :</b> voir Dispositions Générales  <b>Interventions sur l'existant :</b> Habitation : annexes à 20m max Autres destinations : annexes à 30m max	
5	<b>Constructions nouvelles :</b> La fonction détermine la hauteur, limitée aux stricts besoins du projet  <b>Interventions sur l'existant :</b> Habitation : extensions ne dépassent pas le volume principal ou 3 niveaux ; annexes 1 niveau max. Autres : stricts besoins du projet	
6	<b>Architecture</b>  Exploitation agricole ou forestière : la fonction détermine la volumétrie ; traitement de façade homogène, bardage rayures interdits, matériaux et couleurs naturelles sombres et sobres pour le paysage.  <b>Clôtures</b> Max 1m50; Constituées de : haies et talus plantés, ou murs pierres apparentes 1m sans redans, ou grillages simples sur poteaux bois ou ganivelles châtaigner 1m50, ou clôtures rustiques bois à claire-voie 1m50.	
7	Rappel : les espaces de pleine terre doivent représenter au moins 50% de la superficie du terrain d'assiette du projet (sauf Nv, Ac et Ai) voir Dispositions Générales	
8	Habitat indiv : max 2 places privatives, non mutualisées et en aérien (par logement)	
	Complexe hôtelier : max 1 place /tranche complète de 50m² de surface de plancher	Complexe hôtelier : zone A non concernée

## SECTION II C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

### 1. RÈGLEMENT GRAPHIQUE & RÈGLEMENT ÉCRIT

La zone Urbaine (Ua, Ub, Ui) correspond aux espaces de la commune déjà urbanisés ; ses contours sont compatibles avec les centralités urbaines définies par le SCoT 2018 dans la carte *les supports du développement urbain* réalisée à l'échelle du Pays de Lorient. (extrait en B.1, *Rappel de la structuration du territoire*)

#### LES ZONES URBAINES UA/UB

**Les zones Ua et Ub** correspondent aux zones Urbaines destinées à l'habitat et aux activités compatibles avec l'habitat.

La zone Ua se distingue par son caractère central ou structurant, que ne possède pas la zone Ub.

Déclinant l'orientation 1.2 *Promouvoir les identités propres aux 3 bourgs* du PADD, chaque zone se subdivise en sous-zones en fonction du bourg qu'elle couvre ; c'est la dernière lettre du libellé de zone qui fait référence au bourg concerné (**a** pour Lochrist, **b** pour Inzinzac, **c** pour Penquesten). Ainsi Lochrist comprend les zones Uaa et Uba, Inzinzac comprend les zones Uab et Ubb, et Penquesten comprend les zones Uac et Ubc.

Au sein de chaque article, les dispositions peuvent donc être personnalisées suivant qu'elles ne concerneraient que la zone Ua d'un bourg ou la zone Ub d'un autre par exemple. C'est en particulier le cas des articles U4, U5 et U6, détaillés plus bas.

À Lochrist, la zone Ub se décline aussi en **Ubl** : ce secteur localisé au bord du Blavet, de la Halle de Locastel à la base nautique, est surtout fléché vers des installations en lien avec le sport, les loisirs et le tourisme.

La zone Ua couvre 19 ha au total et la zone Ub 186,6 ha, dont 7,8 ha en Ubl.

De manière générale, les règles de la zone U visent à contrer la banalisation des paysages qui la composent. En particulier :

Dans les zones Uba/b/c qui sont les plus menacées par la banalisation, l'article U4 veut garantir des constructions qui s'approchent au mieux des voies (bande d'implantation de 0 à 6m) afin de favoriser une compacité visuelle des constructions depuis l'espace public, qui participe d'un paysage de rue structuré. D'autre part, des implantations en limite peuvent être imposées pour favoriser des espaces de jardin d'un seul tenant et bien exposés qui permettent plus d'usages que des bandes de jardins plongées dans l'ombre tout autour d'une construction ; ces règles veulent ainsi participer d'une densification qui se fait avec du bon sens.

L'article U5 veut globalement promouvoir des gabarits de constructions plus denses et donc plus élancées, en interdisant notamment les gabarits à un seul niveau (constructions de plain pied à toit plat ou faible pente) qui ne sont pas des modèles de densité et participent trop peu souvent à un paysage urbain de qualité. En outre, chacun des trois bourgs de la commune ayant son identité et son paysage, cet article fixe des gabarits maximum admissibles personnalisées en fonction des sous-zones, afin que les projets présentent dans des proportions en harmonie avec leur environnement bâti.

L'article U6 veut promouvoir une cohérence du tissu urbain par le jeu des volumes, des matériaux et des couleurs entre eux. A Penquesten, cet article assure que les volumes principaux des constructions respectent une volumétrie de type traditionnel en affichant deux pans de toitures, excluant les constructions d'inspiration entièrement contemporaine qui dénoteraient avec l'ambiance plus rurale du village qui fait son identité, et que la commune a à cœur de préserver.

D'autre part, les règles relatives aux clôtures limitent davantage la hauteur en limite de voie (1m60 contre 1m80 en limite séparative) afin de garantir une continuité visuelle minimale entre l'espace public et l'espace privé, tout en protégeant l'intimité de chacun.

L'article U7 veut garantir un traitement soigné des espaces libres au sein des opérations d'aménagement d'ensemble au travers d'une règle énonçant le double objectif de concourir à :

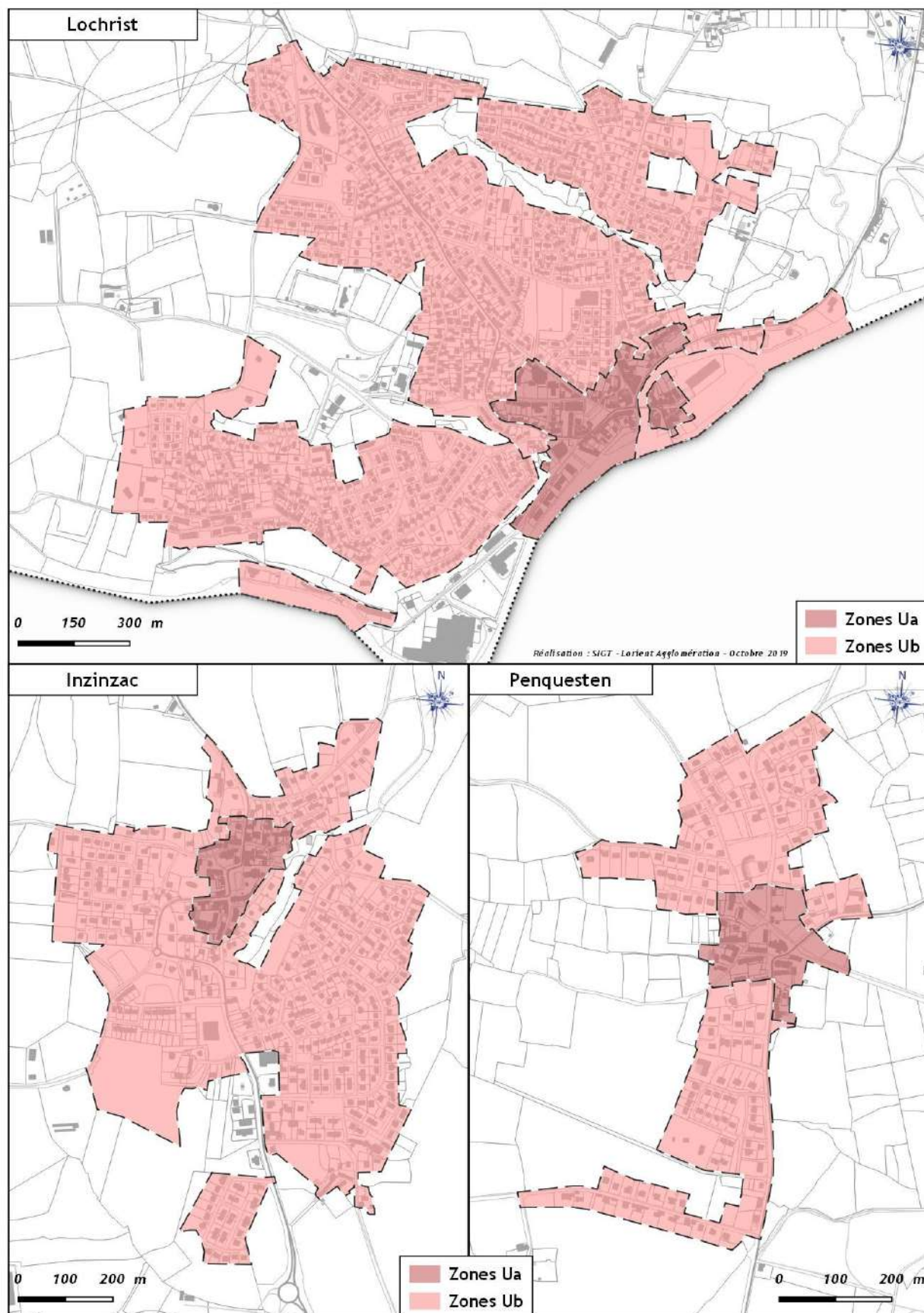
- ✓ une ambiance paysagère de qualité, notamment par l'alternance de strates herbacées, arbustives et arborées ;
- ✓ la constitution de lieux de vie et de lien social, notamment par des aménagements adaptés à l'accueil de publics.

En outre, dans toute la zone Ua/Ub, pour les opérations d'habitat individuel :

Les articles U4 et U8 veulent participer d'une requalification de la place de la voiture sur la parcelle, en cantonnant les espaces (bâti ou non) dédiés au stationnement au plus proche des voies, et en énonçant des règles minimales pour l'aspect architec-



tural des volumes dédiés au stationnement.



## 1. RÈGLEMENT GRAPHIQUE &amp; RÈGLEMENT ÉCRIT

Tableau de synthèse des Dispositions Complémentaires en zones Ua/Ub (non exhaustif ; VP = volume principal) :

ARTICLE	DISPOS COMPLÉMENTAIRES EN ZONES UA/UB
1	<p>Interdits en tout secteur : activités incompatibles avec l'habitat, carrières et mines, constructions à usage agri ou forestier, éoliennes indiv sur mât,...</p> <p>Autorisés en tout secteur : habitat et activités compatibles, extension ou transformation d'activités à nuisances (sous réserve de ne pas aggraver),...</p> <p>Autorisés en Uba/b/b : stationnement de caravanes</p> <p>Autorisés en Ubl : résidences mobiles et habitations légères de loisirs, camping et parcs résidentiels de loisirs, équipement liés aux activités touristiques</p>
2	Voir <i>Dispositions Générales</i>
3	Voir <i>Dispositions Générales</i>
4	<p><b>Constructions nouvelles :</b>            Ua : limite de voie. <i>Alternative</i> : ligne implantation dominante            Uba/b/c : volume principal dans bande de 0-6m p/r aux voies. <i>Alternative</i> pour raisons d'ensoleillement et desserte</p> <p><b>Interventions sur l'existant :</b>            Annexes sur 1 limite (sauf si volume principal déjà en limite)</p>
5	<p><b>Constructions nouvelles :</b>            Gabarit minimal 2 niveaux.            Gabarit max 4 niv en Uaa, 3 niv + combles en Uab, 3 niv en Uba, 2 niv + combles en Ubb/Uac/Ubc, 15m en Ubl</p> <p><b>Interventions sur l'existant :</b>            Extensions au sol ne dépassent pas le gabarit du volume principal ; annexes 1 niveau max</p>
6	<p><b>Architecture</b>            Simple et lisible. La composition des pans de toiture peut ne pas être symétrique.            Les volumes secondaires en décroché ou en creux du VP bénéficient d'une couleur /matériau suffisamment différent. Les éléments d'archi spécifiques se distinguent de la même manière et sont harmonisés entre eux.            Uac/Ubc (Penquesten) : les VP présentent une toiture à 2 pans            Ua : les façades des commerces doivent s'intégrer aux façades commerçantes voisines</p> <p><b>Clôtures :</b>            Limite de voie : 1m60 max, partie pleine 80cm max sans redans, le reste à claire-voie            Autre limite : 1m80 max, partie pleine 1m20 max sans redans, le reste à claire-voie</p>
7	<p>Rappel : coefficient de pleine terre 25%</p> <p>Intégrer des espaces libres qui concourent à une ambiance paysagère de qualité et à la constitution de lieux de vie et de lien social (voirie partagée et paysagée OK). <i>Alternative</i> si proximité d'espace naturel ou paysager accessible</p>
8	<p>Habitat indiv : Uaa/Uab max 1 place privative, non mutualisée et en aérien (par logement) ; Uac et Ub 2 places privatives requises par logement</p> <p>Collectif/social : min 1 place/logement ; max 1 place /60m<sup>2</sup> surface plancher</p> <p>Opération d'habitat indiv : volumes couverts dédiés au stationnement implantés dans une bande de 0-6m p/r aux voies (en Uba/b/c), hauteur max 3m, pas de bâches ou tôles, toitures plates ou monopentes, car-port non totalement clos</p>

## LES ZONES URBAINES Ui

La zone Ui correspond aux zones Urbaines destinées aux activités, comprenant la partie est de Pen er Part à Inzinzac ou la partie ouest de Kerprat à Lochrist.

La zone des Forges, quant à elle, est concernée par un sous-secteur **Uis** interdisant spécifiquement les ICPE pour permettre une cohabitation entre les activités économiques et d'éventuels équipements tirant parti de la proximité du Blavet.

De manière générale, en zone Ui, le règlement tend à apporter une dimension paysagère aux zones d'activités, en réponse à l'enjeu identifié dans le Diagnostic paysager & urbain (voir aussi section I.A; *Synthèse*). Cela passe par :

L'article Ui4 afin que les implantations des constructions ne mettent pas en évidence d'aires de stationnement ou de stockage trop visibles depuis l'espace public ;

L'article Ui6 afin d'offrir des façades cohérentes entre elles et des volumes globalement sobres pour le paysage, tout en permettant la personnalisation en fonction des enseignes qui doivent se donner à voir et rendre les façades attractives ;

L'article Ui7 afin de créer une continuité paysagère depuis l'espace public et d'introduire de la nature en zones d'activités.

La zone Ui couvre 15,5 ha au total, dont 9,5 ha en zone Uis.

Tableau de synthèse des Dispositions Complémentaires en zones Ui (non exhaustif) :

ARTICLE	DISPOS COMPLÉMENTAIRES EN Ui
1	Autorisés en tout secteur : constructions et installations répondant à la vocation de la zone, logement de gardiennage (sous conditions), extension mesurée des constructions ne répondant pas à la vocation de la zone.... Autorisés en Uis : équipements
2	Voir <i>Dispositions Générales</i>
3	Préconisations en matière de performances énergétiques et de production en énergie renouvelable d'une part de la consommation énergétique (électricité ou chaleur)
4	<b>Constructions nouvelles :</b> Destination activités : s'implanter de façon à ménager le moins possible de stationnement en présentation, et des espaces de stockage peu visibles depuis l'espace public <b>Interventions sur l'existant :</b> Voir <i>Dispositions Générales</i>
5	<b>Constructions nouvelles :</b> La fonction détermine la hauteur, limitée aux stricts besoins du projet <b>Interventions sur l'existant :</b> Voir <i>Dispositions Générales</i>
6	<b>Architecture</b> Simple et lisible. Volumes principaux sobres pour le paysage. Volumes secondaires éventuels peuvent contraster, par exemple en lien avec une enseigne <b>Clôtures</b> Ajourées, sobres pour le paysage. Hauteur max 3m
7	Rappel : coefficient de pleine terre 25% Prévoir la création d'une bande paysagère plantée en interface avec la voirie, assurant la cohérence paysagère à l'échelle de plusieurs lots
8	Aires de stationnement plantées à raison d'un arbre de haute tige pour 4 places

### 1. RÉGLEMENT GRAPHIQUE & RÉGLEMENT ÉCRIT

#### LES ZONES A URBANISER

La zone AU correspond aux secteurs en extension urbaine. Ces secteurs, identifiés et justifiés en B.3, *Projets d'ouverture à l'urbanisation*, sont destinés à l'habitat essentiellement. Leur urbanisation est par ailleurs systématiquement encadrée par une OAP.

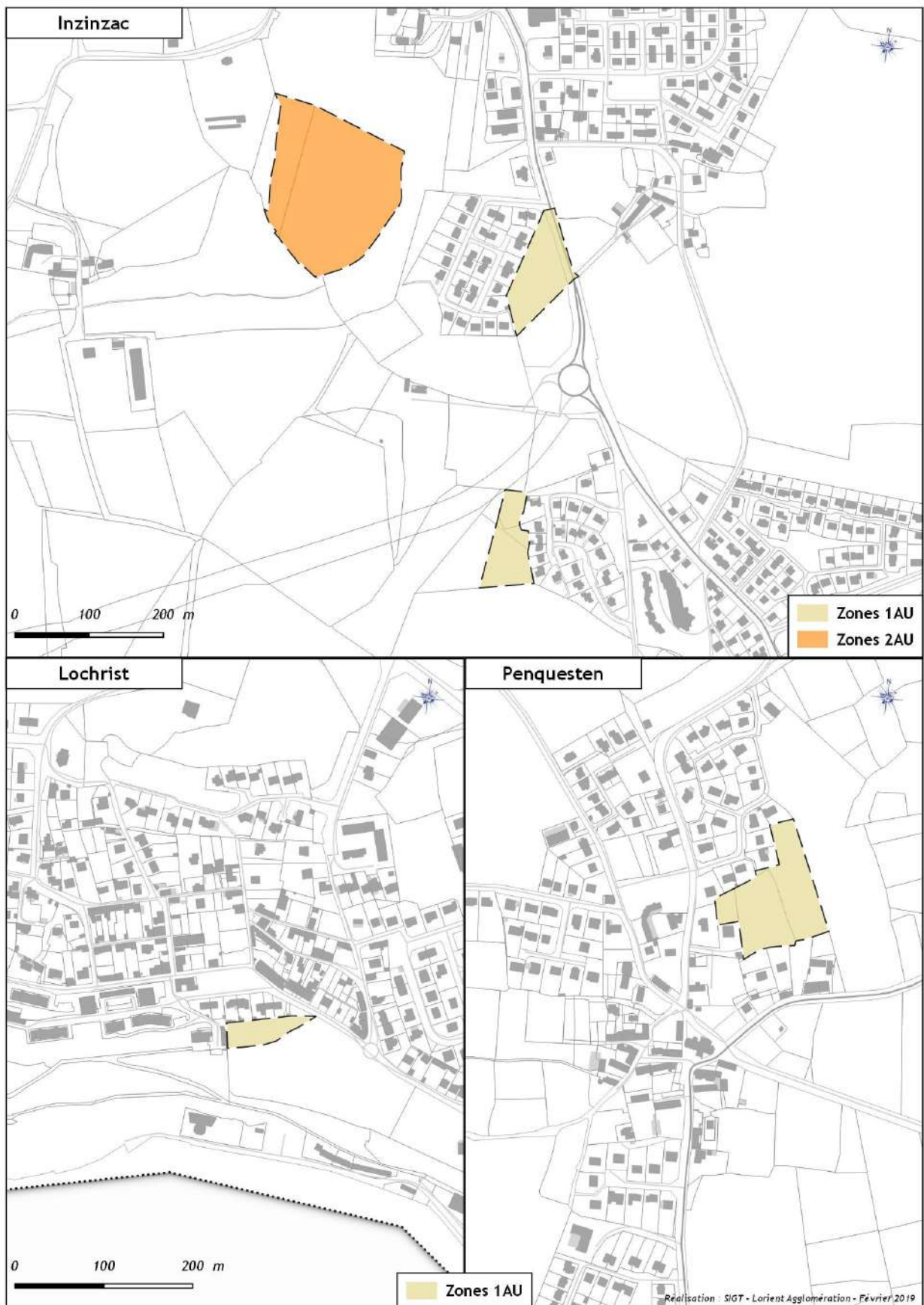
La zone AU comprend plusieurs zones 1AUa pour un total de 2,6 ha, ainsi que la zone 2AUa de Pen er Prat qui couvre 3,1 ha.

Pour rappel, les zones 1AUa sont localisées :

- au nord-est de Penquesten,
- Au nord et au sud du secteur du Gorée, en accroche aux enveloppes urbaines d'Inzinzac et de Lochrist respectivement,
- Au sud du quartier d'immeubles collectifs de la Montagne.

Le règlement de zone AU se veut relativement souple car les OAP donnent déjà des principes d'aménagement sur plusieurs sujets. Cependant, dans l'optique de ne pas recréer des quartiers au paysage banalisé, plusieurs dispositions issues du règlement des zone Ua/Ub sont reversées dans le règlement de la zone AU.





## 2. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES AU RÈGLEMENT GRAPHIQUE

### LES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Quatorze Emplacements Réservés (ER) sont mis en place sur le territoire d'Inzinzac-Lochrist. Le but d'un tel outil est de faciliter la faisabilité des opérations projetées par l'acquisition des terrains ou parties de terrains correspondants. Le PLU définit leur emprise exacte sur le Règlement Graphique et précise leur destination prévue, ainsi que la collectivité bénéficiaire.

En outre, et au-delà des éléments présentés ci-après, l'annexe 1 du Règlement Écrit présente les parcelles concernées par chaque ER.

Tableau des ER extrait du Règlement Graphique :

N°	Désignation	Bénéficiaire	Surface (m²)	Longueur (m)
1a	Centre d'escalade, point de vue et promenade	Commune d'Inzinzac-Lochrist	2 572	
1b	Chemin d'accès au centre d'escalade	Commune d'Inzinzac-Lochrist	3 572	703
2	Allée piétons-cyclistes Lochrist/Inzinzac	Commune d'Inzinzac-Lochrist	1 487	739
3	Accès à la SPA	Commune d'Inzinzac-Lochrist	1 464	
4	Projet sur le site des Forges	Commune d'Inzinzac-Lochrist	3 028	
5a	Accès véhicules au secteur à urbaniser de Penquesten	Commune d'Inzinzac-Lochrist	557	
5b	Accès véhicules au secteur à urbaniser de Penquesten	Commune d'Inzinzac-Lochrist	396	
6	Chemin piéton vers le projet de renouvellement de l'ancienne école privée de Penquesten	Commune d'Inzinzac-Lochrist	510	
7	Modification de l'itinéraire de GR 341 à Penquesten	Commune d'Inzinzac-Lochrist	17 470	2 893
8	Continuité piétonne le long du vallon d'Inzinzac	Commune d'Inzinzac-Lochrist	525	
9	Continuité piétonne du Gorée au Mané Bras	Commune d'Inzinzac-Lochrist	10 703	
10	Chemins de randonnée de la commune	Commune d'Inzinzac-Lochrist	44 857	8 545
	Accès carrossable au futur secteur d'urbanisation			
11	Gorée sud	Commune d'Inzinzac-Lochrist	372	
12	Mise en valeur des abords du Blavet	Commune d'Inzinzac-Lochrist	28	
13	Aménagement de la plaine du Gorée	Commune d'Inzinzac-Lochrist	5 087	
14	Continuité piétonne au Polvern	Commune d'Inzinzac-Lochrist	428	

Plus de la moitié d'entre eux est consacrée à l'aménagement de cheminements actifs (piétons et /ou cycles). Ils peuvent créer la continuité entre des cheminements existants, ou créer de nouveaux chemins à part entière.

En particulier, l'ER10 *chemins de randonnées de la commune* intègre tous les tronçons de chemins de randonnée dont la propriété est privée.

Mentionnons aussi l'ER7 qui accompagne le projet de modification de l'itinéraire du GR341 au niveau de Penquesten, dans le souci de ne plus proposer aux promeneurs un itinéraire potentiellement dangereux le long d'une voirie.

Quelques ER prévoient également des aménagements de voirie, notamment pour permettre la desserte véhicules de zones à urbaniser (ER5, ER11).

Enfin, plusieurs Emplacements Réservés doivent permettre de fortifier des sites importants pour lesquels la commune a des projets, à l'instar de la SPA, des Forges, ou du Blavet dans son ensemble.

## LA TRAME PÉRIMÈTRE DE CAPTAGE D'EAU POTABLE

Cette trame traduit le périmètre de protection des captages d'eau de Kersalo-Langroix et de Coët er Ver (annexé au PLU comme Servitude d'Utilité Publique) en énonçant des interdictions particulières en matière de *Destinations*, comme l'illustre l'extrait de l'article G1 ci-dessous :

Sont interdits :	Sont autorisées
<ul style="list-style-type: none"><li>- les constructions à usage d'hôtel, service et entrepôt</li><li>- les forages et drainages, la création et l'extension de plans d'eau, mares ou étangs et de points de prélèvements d'eau superficielle à l'exception des plans d'eau réalisés dans le but d'améliorer la qualité de l'eau des prises d'eau de Kersalo-Langroix et de Coët er Ver qui seront soumis à autorisation préalable</li><li>- la création de toute installation classée et de cimetière</li><li>- les affouillements et exhaussements de sol visés à l'article R421-23/f du Code de l'Urbanisme</li><li>- toute occupation du sol, y compris pratique agricole, incompatible avec la protection et la préservation des aires de captage d'eau potable.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Les constructions et installations nécessaires aux opérations de captage et de traitement de l'eau potable</li><li>✓ Les constructions et installations réalisées dans le but de réduire ou supprimer des sources de pollution</li></ul>

Ces prescriptions supplémentaires ont pour but d'assurer des modes d'occupation et d'usages des sols adaptés à l'intérieur des périmètres identifiés.

## LES ÉLÉMENTS PROTÉGÉS AU TITRE DES ARTICLES L151-19 ET L151-23 DU CODE DE L'URBANISME

L'article L151-19 dispose que : « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation... »

L'article L151-23 dispose que : « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres. Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent. »

Tous les éléments répertoriés au titre de ces deux articles sont cartographiés dans le document graphique *Paysage & Patrimoine* annexé au règlement graphique. La traduction de cette protection est fournie par le règlement écrit du PLU, dans la partie D des Généralités intitulée *Dispositions relatives à la protection du cadre bâti, naturel et paysager*.

Le PLU protège, sur le territoire d'Inzinzac-Lochrist :

- le maillage bocager de haies et talus, précisé dans le cadre de la pré-étude d'Aménagement Foncier ;
- le petit patrimoine (four à pains, puits, calvaires, etc.), sur la base de l'inventaire déjà réalisé dans le cadre du PLU précédent, et complété en 2018 par les personnes ressources de la commune ;
- les vergers ;
- les boisements d'importance situés dans les marges de recul aux voiries départementales ;
- les points de vue remarquables, notamment liés au relief ou à des perspectives sur le Blavet.

## 2. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES AU RÈGLEMENT GRAPHIQUE

### LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS (EBC)

Le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements.

La commune a choisi de protéger les masses boisées de son territoire selon les principes et la méthode suivants :

#### Les principes.

- Une délimitation excluant les secteurs où des EBC risquent de poser des problèmes excessifs (jardins arborés au voisinage des habitations, prairies humides en voie de boisement spontané ou à déboiser, parcelles agricoles exploitées, carrières exploitées, servitude de passage de réseaux d'utilité publique,...) ;

Notamment, une marge sans EBC de 10 à 20 mètres a été ménagée autour de chaque bâtiment en dur cadastré ;

De plus, les boisements situés dans les marges de recul aux voiries départementales font l'objet d'une protection au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme et non EBC ;

- La prise en compte de la fonction écologique des boisements : les boisements participant aux corridors ou aux réservoirs de biodiversité majeurs cernés par l'Etat Initial de l'Environnement (voir section I.C, *Synthèse*) ont été réglementairement protégés par un classement EBC. De même, certains boisements âgés, même situés hors des réservoirs et corridors de biodiversité, bénéficient du classement EBC en raison du fort potentiel écologique de ces massifs ;
- La protection en EBC pour certains massifs stratégiques en termes paysager, en particulier dans des contextes de coupure d'urbanisation et de respiration dans les secteurs urbanisés ;
- Le choix de faciliter la gestion de certains massifs par un zonage Nf spécifique lorsque la vocation de ces derniers est bien l'exploitation forestière et la production de bois : soit ces massifs font l'objet d'un Plan de Gestion (c'est le cas d'une grande partie de la forêt de Trémelin), soit ils présentent un profil propice de par leur âge et le type d'essence (conifères essentiellement).
- Un principe général de non-cumul des protections en évitant de doubler d'un classement en EBC les boisements soumis au Code forestier ou jouissant d'un plan de gestion.

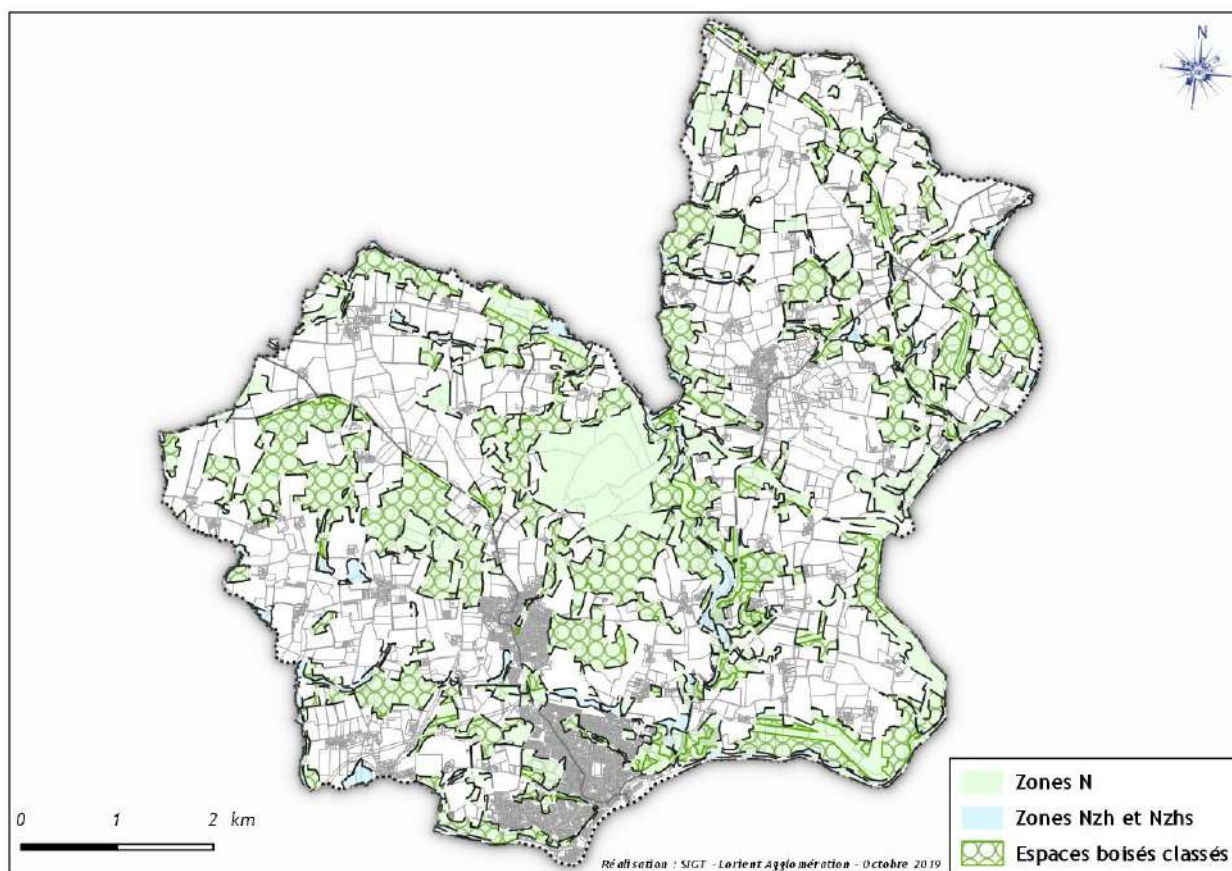
#### La méthode.

La délimitation des boisements à protéger a été effectuée pour l'essentiel sur la base de photographies aériennes, par superposition du plan cadastral, de données récentes sur l'occupation des sols et de l'orthophotographie la plus récente (2016). Des relevés sur le terrain ainsi que des données SIG sont venus compléter ce dernier outil, car si la méthode utilisée permet d'apprécier de manière satisfaisante et aisée l'emplacement et les caractéristiques des boisements, elle génère parfois des erreurs de délimitation peu acceptables pour la constitution d'un document réglementaire.

Les bois de Trémelin, qui, contrairement au PLU de 2007, ne sont plus en EBC au présent PLU, impactent fortement la surface totale en EBC sur la commune d'Inzinzac-Lochrist.

	EBC au Présent PLU	EBC au PLU 2007
<b>Surface</b>	1055,1 ha	1443,9 ha
<b>Part de la superficie de la commune :</b>	23,5%	32,2 %





## LES ZONES DE PROTECTION AU TITRE DE L'ARCHÉOLOGIE

Les zones de protection au titre de l'archéologie ont été reportées sur la planche *Paysage & Patrimoine* annexe au Règlement graphique ; le plan et le tableau détaillant ces sites archéologiques font en outre partie des annexes du PLU et sont mentionnés dans ce rapport de présentation, section I.A.4. *Identité architecturale ; le patrimoine* .

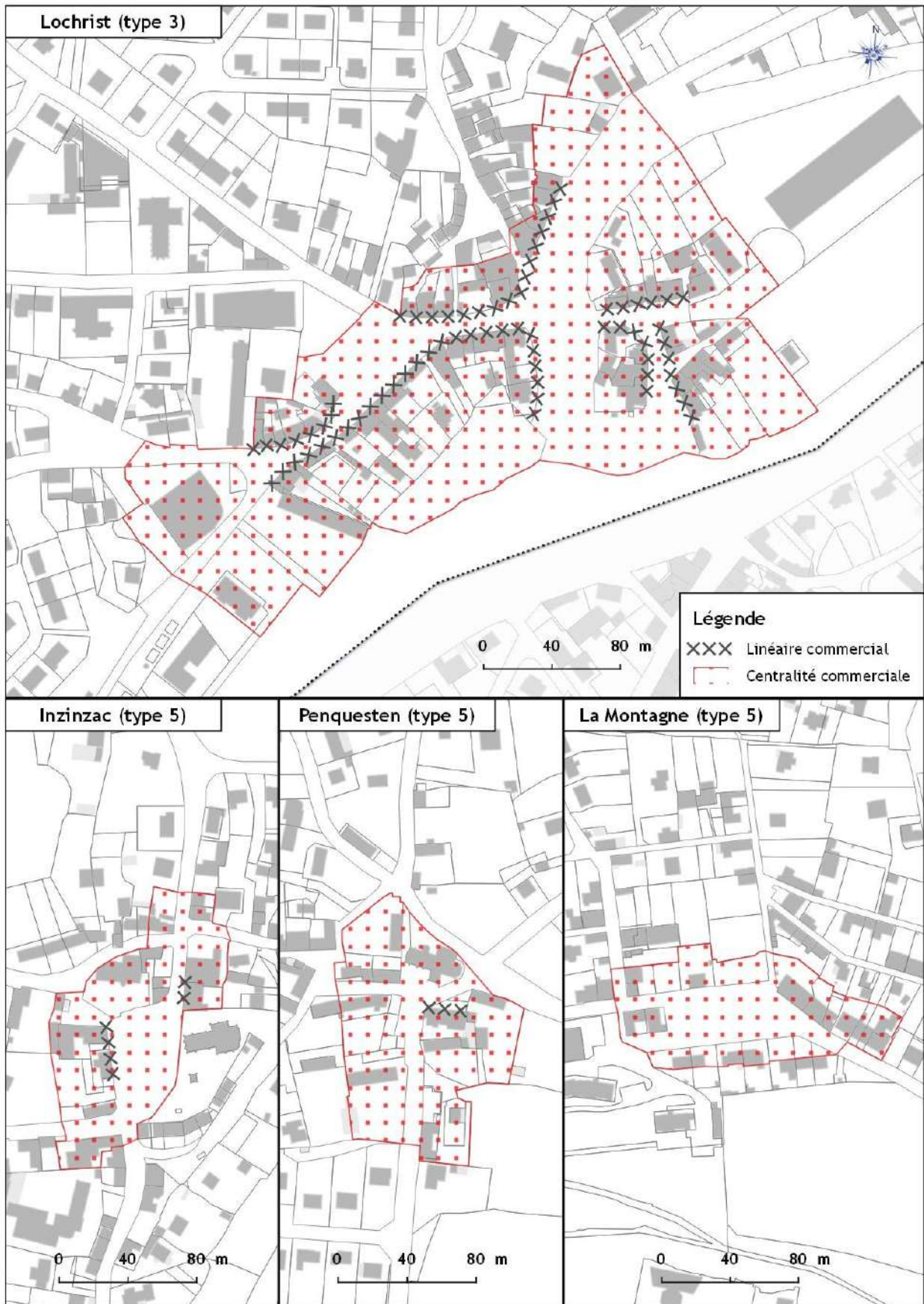
## **2. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES AU RÈGLEMENT GRAPHIQUE**

### **LES CENTRALITÉS COMMERCIALES ET LINÉAIRES COMMERCIAUX**

Dans son Document d'Orientations et d'Objectifs, le SCoT identifie à Inzinzac-Lochrist quatre centralités commerciales, catégorisées de 3 à 5 :

- Lochrist qui, avec le quartier de Langroix de l'autre côté du Blavet (commune de Hennebont), forme une centralité de type 3 ;
- Inzinzac, Penquesten, et la Montagne qui accueillent trois centralités de type 5.

Le PLU précise les contours de chacune des 4 centralités commerciales au moyen d'une trame graphique. À l'intérieur des périmètres tramés, différents types de commerces sont autorisés ou interdits en fonction des dispositions du SCoT, en plus des destinations permises par le Règlement de zone.



## SECTION II C. TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

### 3. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT & DE PROGRAMMATION

Conformément à la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite Grenelle 2) et aux articles L151-6 et L151-7 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme comporte des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Les OAP se situent dans une perspective pré-opérationnelle, sans que les conditions de procédures ni de montage financier ne soient connues.

Elles sont opposables, dans leurs principes, aux opérateurs et elles permettent de traduire les orientations du PADD par des choix d'aménagement permettant une mise en œuvre concrète de ces orientations sur le terrain. Ainsi, les projets d'aménagement et de construction doivent être compatibles avec l'OAP définie sur le secteur concerné.

Alors que le règlement du PLU a tendance à s'assouplir pour permettre les réalisations favorables aux économies d'énergie et au développement durable et favorisant par ailleurs un urbanisme qualitatif de projet, il ne peut plus être la seule forme d'encadrement des projets de renouvellement urbain ou de fabrication de nouveaux quartiers. Les OAP présentent désormais une importance fondamentale pour permettre d'accompagner et d'encadrer ces projets :

- \* elles permettent en effet d'afficher un projet d'intérêt communal, en termes de restructuration ou renouvellement urbain le plus souvent, quitte à laisser les particuliers atteindre progressivement l'objectif visé, par une somme de projets individuels articulés entre eux ;
- \* elles sont un temps de négociation avec l'ensemble de la population et des riverains, et le cas échéant, avec les opérateurs.

Les OAP peuvent prendre des formes et des tailles très variées selon la logique de projet concernée, et le niveau de complexité du projet attendu sur tel ou tel site. Elles s'inscrivent en « zoom » par rapport aux orientations définies dans le PADD et doivent donc en traduire toutes les exigences.

Ainsi, il a fallu déterminer le niveau de prescription pertinent de façon à ce que les enjeux et objectifs d'aménagement soient respectés, tout en gardant le niveau de souplesse nécessaire à la viabilité des projets.

#### LES OAP THÉMATIQUES

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist contient une OAP thématique intitulée *Nature en Ville*, qui fortifie notamment la traduction de l'orientation III, #3 « Mettre en place les mobilités durables » du PADD. Cette OAP faite de prescriptions, de recommandations et d'illustrations pédagogiques, aborde les thèmes de l'intégration de la trame verte dans les projets en ville, et de la préservation des chemins ruraux.



## LES OAP SECTORIELLES

À Inzinzac-Lochrist les OAP sectorielles peuvent porter à la fois sur des secteurs de renouvellement urbain, d'extension, ou concernés par de futurs projets d'intérêt collectif.

Pour les calculs de densité, il est rappelé que le SCoT (intégrant le PLH 2016-2022) impose que la moyenne des OAP respecte au minimum :

- 50 logements /ha en cœur de centralité (assimilé à l'hypercentre de Lochrist)
- la densité environnante +30%, dans le reste des secteurs agglomérés
- 25 logements /ha en extension (zones 1AU)

Le nombre de logements prévu s'obtient en multipliant la densité attendue par l'emprise comptable de l'OAP. Cette emprise comptable peut-être différente de l'emprise totale concernée en ce qu'elle n'intègre pas les surfaces dédiées aux aménagements publics ou espaces de nature lorsque ceux-ci s'inscrivent à une plus grande échelle.

OAP 1 l'ancien EHPAD & le Sous-bois	
<b>Projet</b>	Le site de l'ancien EHPAD de Lochrist est identifié comme un lieu de renouvellement urbain majeur, tandis que les abords de la résidence du Sous-bois sont un espace boisé dans la Lochrist qui, tout en continuant de faire pénétrer dans le tissu urbain, peut faire l'objet d'une densification raisonnée.
<b>Programmation - modalités de calcul</b>	<p>L'emprise du site de l'ancien EHPAD est de 1,1 ha. La densité envisageable étant de 50 logements /ha compte tenu de la localisation du site (dans le bourg de Lochrist, desservi par les transports collectifs, relativement proche des équipements du Gorée voire de Pen er Prat). 55 logements sont donc attendus.</p> <p>Une emprise de principe est définie sur les abords du Sous-bois, emprise relativement faible dans le but d'imaginer conserver tous les arbres ou massifs qui devraient l'être. Elle est associée à une densité minimale de 25 logements /ha (qui reste supérieure de 30% à la densité résidentielle environnante), permettant d'imaginer la réalisation d'une dizaine de logement articulés avec la nature, de typologie intermédiaire idéalement pour optimiser la consommation d'espace au sol tout en restant à la mesure du bâti environnant.</p>

OAP 2 les Forges de Lochrist	
<b>Projet</b>	Le site principal des Forges doit, en vertu des ambitions de la municipalité, désormais constituer un véritable secteur d'emploi, accueillant cependant des activités non génératrices de nuisances afin d'imaginer conserver un site totalement accessible au public où le patrimoine historique et le fleuve sont mis en valeur.
<b>Programmation - modalités de calcul</b>	L'OAP s'inscrit dans la continuité du Règlement Ecrit sur la zone Uis, permettant à la fois des activités économiques (le règlement écrit précise qu'elles ne doivent pas générer de nuisances, interdisant les ICPE) ainsi que l'implantation d'équipements publics tirant parti des atouts du lieu.

## 3. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT &amp; DE PROGRAMMATION

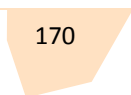
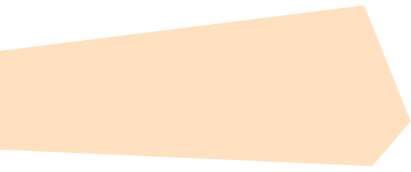
OAP 3 Ambroise Croizat & le parc de la Médiathèque	
<b>Projet</b>	La commune souhaite favoriser la densification de grandes parcelles susceptibles de faire l'objet de divisions parcellaires, comme c'est le cas le long de la rue Ambroise Croizat à l'extrémité de la zone Urbaine de Lochrist, sans porter préjudice au corridor vert qui s'insère depuis l'ouest jusqu'à Kerprat. Par ailleurs, afin notamment d'équilibrer le quartier de logements collectifs de la Montagne par des typologies d'habitat plus mesurées, la commune imagine sur un site en promontoire et non boisé une opération raisonnée de logements individuel groupés.
<b>Programmation</b> <b>- modalités de calcul</b>	La densité minimale de 25 logements /ha imposée par l'OAP : - est supérieure de 30% à la densité résidentielle environnante sur le secteur de la rue Ambroise Croizat ; - correspond à la densité minimale exigée par le SCoT en extension urbaine, tel que l'est le secteur du parc de la médiathèque.

OAP 4 Penquesten	
<b>Projet</b>	Le village de Penquesten fait partie intégrante de la politique de renforcement des bourgs affichée par la commune. La priorité étant donnée au renouvellement urbain dans le PLU, cela se traduit à Penquesten par deux emprises identifiées comme plus facilement mutables (l'ancienne école privée au centre, une grande parcelle habitée au sud), ainsi qu'un unique secteur en extension au nord-est venant compléter l'enveloppe bâtie.
<b>Programmation</b> <b>- modalités de calcul</b>	La densité minimale de 25 logements /ha imposée par l'OAP : - est à la supérieure de 30% à la densité résidentielle globale de Penquesten - correspond à la densité minimale exigée par le SCoT en extension urbaine, telle que l'est l'emprise nord-est de Penquesten. Par ailleurs, l'emprise 'comptable' nord-est soustrait à l'emprise 'brute' les surfaces concernées par du bocage ou des petits massifs boisées à conserver comme supports de la trame verte (voire de cheminements) à l'échelle du village.

OAP 5 la plaine du Gorée	
<b>Projet</b>	Elément majeur du projet d'aménagement communal, le site du Gorée a vocation à s'inscrire, quels que soient ses aménagements, au sein de la trame verte qui lie Inzinzac à Lochrist, tout en constituant un lieu commun aux bourgs en matière d'équipement sportifs. Cette volonté se traduit par des aménagements essentiellement légers sur la majorité de l'emprise de l'OAP. Une enveloppe restreinte relayée au Règlement par le STECAL Nls permet la réalisation, en accroche à la voirie et dans le respect des environs naturels, d'un équipement enrichissant la vocation sportive et de loisirs de la plaine du Gorée. Enfin, en accroche à la fois à cette plaine de loisirs et aux zones Urbaines des deux bourgs, sont envisagées deux poches d'urbanisation à vocation d'habitat.
<b>Programmation</b> <b>- modalités de calcul</b>	La densité minimale de 25 logements /ha imposée par l'OAP correspond à la densité minimale exigée par le SCoT en extension urbaine, telles que le sont les deux emprises identifiées comme secteurs futurs d'habitat. Par ailleurs, l'emprise 'comptable' nord n'intègre pas la RD 145, contrairement à l'emprise brute de la zone 1AUa associée.

OAP 6 les abords du parc de Kerprat	
Projet / programmation	<p>Si le vallon et le parc de Kerprat participent indéniablement de la Trame Verte et Bleue qui s'insère dans Lochrist, les abords nord du parc, partiellement artificialisés, doivent permettre l'implantation d'un programme de maison médicale au bénéfice des habitants de tout le bourg de Lochrist voire des bourgs voisins.</p> <p>L'OAP 6 sécurise donc, sur ce site en interface entre un espace urbanisé et un corridor naturel, un projet dont le gabarit et les abords devront respecter leur environnement immédiat.</p>

OAP 7 le Bunz	
Projet / programmation	<p>La commune souhaite permettre la réalisation à Lochrist, en continuité de l'espace aggloméré Est et à quelques pas de la ferme du Bunz, d'un projet d'équipement pédagogique innovant.</p> <p>Encore une fois, compte-tenu de la sensibilité du site, l'OAP vise à assurer qu'il sera consacré exclusivement à un tel projet.</p>





## **A. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU CODE DE L'URBANISME**

## **B. LOI DU 2 FÉVRIER 1995 DITE 'LOI BARNIER'**

## **C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX**

1. LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE ET LE SAGE BLAVET
2. LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU PAYS DE LORIENT
3. LE PDH DU MORBIHAN ET LE PLH DE LORIENT AGGLOMÉRATION
4. LE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS DE LORIENT AGGLOMÉRATION
5. LE SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE
6. LE PLAN CLIMAT-ÉNERGIE TERRITORIAL DE LORIENT AGGLOMÉRATION

## SECTION III A. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU CODE DE L'URBANISME

Le PLU est un document d'aménagement qui traduit, par des règles et servitudes d'occupation du sol, le projet de développement et de mise en valeur de la commune. Il permet de fonder une politique locale d'aménagement tout en gardant sa vocation de gestionnaire de l'espace.

En application de l'article L.151-1 du Code de l'Urbanisme, les explications des choix retenus doivent être établies vis-à-vis des principes énoncés aux articles L.101-1 et L.101-3 du Code de l'Urbanisme.

Les principes fondamentaux, définis à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme, peuvent être résumés ainsi :

Premier principe : l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé et la revitalisation des centres urbains et ruraux d'une part, une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels d'autre part, la sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel et enfin les besoins en matière de mobilité.

Deuxième principe : la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ; la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte des objectifs de répartition géographique équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile.

Troisième principe : La sécurité et la salubrité publiques ; la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ; la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ; la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (loi ENE), dite Grenelle II, assure la mise en œuvre des objectifs fixés par la loi Grenelle I.

Elle favorise un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques en renforçant le Code de l'Urbanisme en tant

qu'outil du développement et de l'aménagement durables des territoires et de lutte contre l'étalement urbain.

Dans la continuité de la loi Grenelle, la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (loi ALUR) renforce les impératifs de densification et d'économie des terres agricoles en rendant quasiment impossible la poursuite de l'urbanisation si ce n'est en continuité des centre-bourg et des villages, et sous certaines conditions. De plus, davantage d'outils sont donnés qui favorisent la biodiversité, la mixité sociales et l'urbanisme de projet.

Les choix retenus dans le PLU se résument ainsi :

- ➔ un développement urbain maîtrisé grâce aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) pour chacune des zones à urbaniser et pour chacun des secteurs à enjeux situés dans le tissu urbain, permettant de limiter l'étalement urbain ;
- ➔ la préservation des espaces agricoles en affirmant un espace agricole fort dans lequel seules les constructions liées à l'activité agricole sont permises, avec quelques autres exceptions ;
- ➔ la protection des espaces et paysages naturels : le PLU a porté une attention particulière à la préservation des espaces naturels et des paysages en s'appuyant sur l'État Initial de l'Environnement : protection des espaces inventoriés (zones humides, cours d'eau avec marge de protection de 35 m), prise en compte de la trame verte et bleue, de la ressource en eau, des risques, protection des boisements significatifs (EBC) et protection d'éléments du paysage (haies bocagères, petit patrimoine, vergers...) ;
- ➔ la gestion des eaux en tenant des préconisations du SDAE Loire Bretagne et du SAGE Blavet en renforçant la protection de la ressource et du réseau hydrographique, en favorisant une moindre imperméabilisation des sols ;
- ➔ la satisfaction des besoins en logements présents et futurs, passant par la diversification des fonctions urbaines et la mixité sociale : la commune respecte ainsi les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH), notamment concernant le logement aidé (location et accession) ;
- ➔ le confortement du cadre de vie d'Inzinzac-Lochrist en maintenant les conditions de son attractivité : identité de la commune reposant sur ses bourgs et sur l'imbrication des espaces agro-naturels, commerce de proximité, patrimoine bâti et naturel, activités, usages inédits le long du Blavet... ;
- ➔ la protection des activités commerciales dans différents secteurs de la commune en protégeant les rez-de-chaussée commerciaux et en délimitant un périmètre de centralité commerciale dans laquelle les commerces doivent s'implanter ;

- la préservation et le développement de l'activité économique et de l'emploi par un zonage spécifique sur les zones d'activités ;
- la sauvegarde du patrimoine bâti, d'abord en permettant le changement de destination de 38 bâtiments à valeur patrimoniale et architecturale en zone agricole, puis en intégrant lors de l'approbation du PLU le Périmètre Délimité des Abords de Monument Historique (dolmen du Bunz) ;
- la maîtrise des déplacements : d'abord en mettant en place des emplacements réservés pour améliorer ou créer des liaisons douces pour piétons et cyclistes, en inscrivant des chemins dans les OAP, en encadrant le stationnement des véhicules motorisés dans le règlement...

**Le projet de PLU est ainsi compatible avec les dispositions de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme.**

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist vise à développer la commune en la renouvelant essentiellement sur elle-même grâce à une urbanisation recentrée sur les trois bourgs qui la constituent, et en tirant parti des atouts qui font l'attractivité et la qualité du territoire, à l'instar de son patrimoine historique (site des Forges), et naturel (le bois de Trémelin, le Blavet...). En outre, le caractère très rural des deux tiers du territoire en fait une commune où la préservation des espaces agro-naturels et des paysages est une priorité.

Ce PLU prend en compte les besoins de la collectivité en matière d'habitat, exprimés par le PLH, et des besoins en termes d'attractivité dans le Pays de Lorient, exprimés par le SCoT : agriculture, activités et services. Il propose un équilibre entre développement démographique, rationalisation des déplacements, volonté d'accueillir plus de population, prise en compte de la zone rurale au travers des choix d'extension limitée présentés.

Il assure la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité et la création et restauration de continuités écologiques en tenant compte des études menées à l'échelle intercommunale, communale et de l'inventaire des zones humides et cours d'eau actualisé sur le territoire. Par ailleurs, le thème de la transition énergétique et du changement climatique est abordé de manière importante au travers du PLU, témoignant du souci grandissant de la collectivité en la matière.

En découle une gestion économe du territoire au travers d'une urbanisation raisonnée et sobre. Le PLU se fixe en outre l'objectif de garantir une meilleure mixité sociale.

Le PLU favorise les déplacements actifs, prend en compte la gestion des flux automobiles comme le préconise le PDU, s'appuie pour cela sur le Plan de Mobilités Durables communal, et promeut l'urbanisme et la construction durables dans les projets d'aménagement : par exemple, les secteurs de Pen er Prat et du Gorée matérialisent des projets pensés pour

imbriquer les équipements, l'habitat, la trame verte et les déplacements doux au sein et entre les bourgs d'Inzinzac-Lochrist.

Les lois Grenelle II et ALUR modifient les articles du Code de l'Urbanisme relatifs aux PLU. Ce dernier est renforcé autour de six axes dont :

- ▶ l'obligation de compatibilité et de prise en compte de nouveaux documents : les plans de gestion des risques d'inondation, les schémas régionaux de cohérence écologiques et les plans climat-énergie territoriaux lorsqu'ils existent ;
- ▶ une réorganisation des documents constitutifs du PLU pour une meilleure prise en compte des objectifs de développement durable ;
- ▶ la trame verte et bleue ;
- ▶ une intégration des politiques d'urbanisme, d'habitat et de transports.

Ces éléments sont pris en compte dans le présent PLU.

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist répond enfin aux obligations du Code de l'Urbanisme en définissant un ensemble de zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles tenant compte des servitudes d'utilités publiques, des risques naturels et technologiques tout en préservant la qualité des paysages.

Il comporte un PADD qui explicite les objectifs de la municipalité en termes de développement urbain. Ce projet a été élaboré en tenant compte des contraintes d'urbanisation existantes sur le territoire et des potentialités de développement à long terme. Il ménage ainsi le caractère durable du développement.

Le PLU prévoit d'autre part la définition d'un ensemble de règles définissant les conditions d'implantation des constructions en fonction des caractéristiques urbaines ou paysagères à préserver.

**Le PLU est aussi compatible avec les différents documents supra-communaux s'appliquant sur le territoire et inscrits dans l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme (voir C. Documents supra-communaux).**

## **SECTION III** **B. LOI DU 2 FÉVRIER 1995 DITE 'LOI BARNIER'**

### **1. LES MARGES DE REcul LE LONG DES VOIES**

L'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme pose un principe d'inconstructibilité dans une bande « de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. »

La commune d'Inzinzac-Lochrist n'est pas concernée par ces dispositions.

Le PLU applique toutefois des marges de recul de 35 mètres le long des routes départementales, hors agglomération, dans le respect du règlement départemental de voirie du Morbihan.



## **2. LA PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS - LES RISQUES SISMQUES**

La région Bretagne est concernée par les risques sismiques.

Les décrets 2010-1244 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant sur la délimitation des zones de sismicité nationale sont entrés en vigueur le 1er mai 2011 et classent la commune au niveau 2 (faible).

Le PLU prend en compte ces décrets au travers des autorisations d'urbanisme délivrées.

Inzinzac-Lochrist est en outre concernée par le Plan de Prévention des Risques d'inondation du Blavet Aval, approuvé le 20 décembre 2001.

Inzinzac-Lochrist présente enfin des secteurs d'aléas faibles (36,5% du territoire) de retrait-gonflement des argiles que les secteurs d'urbanisation future du PLU évitent.

## SECTION III C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 1. LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE-BRETAGNE ET LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU BLAVET

#### PRÉSENTATION DES DOCUMENTS

##### *La directive Cadre sur l'Eau (DCE)*

La directive du 23 octobre 2000 adoptée par le Conseil et par le Parlement européen définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen. Cette directive joue un rôle stratégique et fondateur en matière de politique de l'eau. Elle fixe en effet des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. Les directives plus spécifiques, comme celles relatives à la potabilité des eaux distribuées, aux eaux de baignade, aux eaux résiduaires urbaines et aux nitrates d'origine agricole restent en vigueur.

La directive concrétise la politique communautaire de l'eau. Elle fixe des objectifs ambitieux pour la qualité et la restauration de l'état des eaux en définissant un cadre, une méthode de travail et des échéances précises.

La directive est entrée en 2016 dans son deuxième cycle de gestion 2016-2021.

Elle impose le bon état écologique de toutes les masses d'eau (cours d'eau, eaux souterraines, eaux estuariennes et de transition) sur les paramètres physico-chimiques, biologiques, morphologiques et hydrologiques. Les rejets de certaines substances classées comme dangereuses ou dangereuses prioritaires doivent être respectivement réduits ou supprimés d'ici 20 ans.

Elle définit le « bon état » d'une masse d'eau de surface lorsque l'état écologique et l'état chimique de celle-ci sont au moins « bons ». L'état écologique d'une masse d'eau de surface résulte de l'appréciation de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés à cette masse d'eau. Il est déterminé à l'aide d'éléments de qualité : biologiques (espèces végétales et animales), hydromorphologiques et physico-chimiques, appréciés par des indicateurs (de type indices invertébrés ou poissons de cours d'eau). L'état chimique d'une masse d'eau de surface est déterminé au regard des normes de qualité environnementales (NQE) par le biais de valeurs seuils. Deux classes y sont définies : « bon » (respect) et « pas bon » (non-respect), correspondant à 41 substances contrôlées (8 sont dites dangereuses et 33 prioritaires).

La DCE se traduit par un objectif ambitieux se composant de 4 volets :

- Gérer de façon durable les ressources en eau ;

- Prévenir toute dégradation des écosystèmes aquatiques ;
- Assurer un approvisionnement suffisant en eau potable de bonne qualité ;
- Réduire la pollution des eaux souterraines, les rejets de substances dangereuses.

##### *Le SDAGE Loire-Bretagne*

La directive européenne prévoit la définition de plans de gestion par district hydrographique.

Le bassin Loire-Bretagne identifié comme district est constitué des bassins de la Loire, des côtiers bretons et vendéens. Dans chaque district, un plan de gestion définit les objectifs et un programme de mesures pour les atteindre.

En France, le SDAGE devient le principal outil de la mise en œuvre de la politique communautaire dans le domaine de l'eau. Il intègre les objectifs environnementaux introduits par la directive cadre sur l'eau et les objectifs importants pour le bassin Loire-Bretagne comme l'alimentation en eau potable, la gestion des crues et des inondations, la préservation des zones humides.

Le comité de bassin Loire-Bretagne a adopté le 4 novembre 2015 le SDAGE pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre 2015 approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures, composé de 14 chapitres pour autant d'enjeux à traiter, identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour **satisfaire aux objectifs environnementaux et aux échéances définis par le SDAGE**, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et des objectifs associés aux zones protégées (baignade, conchyliculture) :

- 1/ Repenser les aménagements de cours d'eau
- 2/ Réduire la pollution par les nitrates
- 3/ Réduire la pollution organique et bactériologique
- 4/ Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides
- 5/ Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses

- 6/ Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- 7/ Maîtriser les prélèvements d'eau
- 8/ Préserver les zones humides
- 9/ Préserver la biodiversité aquatique
- 10/ Préserver le littoral
- 11/ Préserver les têtes de bassin versant
- 12/ Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- 13/ Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- 14/ Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Il prend en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques et définit de manière générale et harmonisée les objectifs de quantité et de qualité des milieux aquatiques ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.

En application du Code de l'Urbanisme, le PLU doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Ce dernier se décline localement au travers des SAGE définis par zones géographiques correspondant à des bassins versants ou ensemble de bassins, formant des unités cohérentes. La commune de Inzinzac-Lochrist est concernée par le SAGE Blavet.

### **Le SAGE Blavet**

Le SAGE Blavet, approuvé par arrêté le 15 avril 2014, tente de répondre aux enjeux suivants :

1. Co-construction d'un développement durable pour une gestion équilibrée de la ressource en eau" au travers de 3 thèmes : eau et urbanisme, eau et agriculture et eau et développement économique ;
2. Restauration de la qualité de l'eau" par la réduction des flux d'azote et de phosphore, la réduction des pesticides et des pollutions dues à l'assainissement ;
3. Protection et restauration des milieux aquatiques" visant la protection, la gestion et la restauration des zones humides ainsi que l'atteinte du bon état des cours d'eau ;
4. Gestion quantitative optimale de la ressource" au travers de la protection contre les inondations, de la gestion de l'étiage et du partage de la ressource.

Il décline des préconisations, dont certaines sont spécifiques

ment indiquées pour chacune des communes du SAGE. Pour Inzinzac-Lochrist, ces préconisations sont :

- ◇ Bocage :
  - Protéger le réseau bocager dans et hors documents d'urbanisme, notamment le bocage de ceinture de zone humide ;
- ◇ Assainissement / Urbanisme et gestion de projets :
  - Mettre en compatibilité les documents d'urbanisme avec l'objectif d'adéquation entre l'aménagement du territoire et l'atteinte ou le maintien du bon état écologique des milieux aquatiques et des usages ;
  - Réaliser ou actualiser des études de planification de l'assainissement eaux usées et eaux pluviales avec les documents de planification en matière d'urbanisme.
- ◇ Assainissement / Les systèmes d'assainissement de manière générale :
  - En ce qui concerne les eaux usées et pluviales, réaliser ou actualiser les diagnostics des réseaux de collecte et des branchements des particuliers ainsi que les schémas directeurs d'assainissement.
- ◇ Zones humides :
  - Réaliser les inventaires communaux des zones humides dans le cas où ils ne seraient pas effectués ;
  - Protéger les zones humides par le biais d'un classement adapté dans et hors document d'urbanisme ; intégrer les actualisations des inventaires ;
  - Eviter les plantations en zones humides.
- ◇ Cours d'eau :
  - Réaliser les inventaires communaux des cours d'eau dans le cas où ils ne seraient pas effectués ;
  - Protéger les cours d'eau par le biais d'un classement adapté dans le document d'urbanisme.
- ◇ Protection contre les inondations :
  - Protéger les champs d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme ;
  - Planifier la gestion des eaux pluviales via des zonages d'assainissement des eaux usées et pluviales ;
  - Limiter l'imperméabilisation en prévoyant des techniques alternatives aux ouvrages de rétention, telles que toitures végétales, matériaux poreux, noues d'infiltration...
- ◇ Gestion de l'étiage et partage de la ressource :
  - Rendre adéquats les projets de développement et les disponibilités de la ressource en eau.

## SECTION III C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### COMPATIBILITÉ

Le PLU de Inzinzac-Lochrist tient compte des 14 enjeux du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 et de ses orientations fondamentales, dans la mesure où celles-ci relèvent du champ d'application de la commune et du PLU. Ainsi, certains enjeux du SDAGE ont été traités plus avant par le PLU, à savoir :

#### Enjeu 1

- 1E : Limiter et encadrer la création de plans d'eau

**1E1** : Les projets de création de plans d'eau ayant un impact sur le milieu devront justifier d'un intérêt économique et/ ou collectif.

Le règlement écrit interdit la création de nouveaux plans d'eau sur l'ensemble du territoire communal dans les dispositions générales.

#### Enjeu 3 : Réduire la pollution organique et bactériologique

- 3D : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée

**3D1** : Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements.

Le PLU lutte contre l'imperméabilisation des sols (coefficient de pleine terre), met la priorité sur la rétention des eaux pluviales de toiture pour une utilisation domestique puis sur l'infiltration à la parcelle, fait appel à des techniques alternatives aux réseaux souterrains pour les opérations d'ensemble (noues, chaussées drainantes...) ;

**3D2** : Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales.

Le règlement écrit impose un coefficient de pleine terre pour les projets individuels et le règlement de zonage des eaux pluviales un coefficient d'imperméabilisation pour les opérations d'ensemble. Le PLU incite également à une gestion des eaux pluviales à la parcelle bâtie avec une récupération des eaux de toiture pour une réutilisation domestique puis une infiltration sur la parcelle avant un éventuel rejet conditionné à un débit de fuite maximal. Pour les opérations d'ensemble, l'infiltration est obligatoire avec l'utilisation prioritaire de dispositifs végétalisés (noues) ou des stationnements en matériaux drainants.

- 8A : Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités

**8A1** : Les documents d'urbanisme.

Le PLU, sur la base d'un inventaire des zones humides actualisé, incorpore dans son document graphique l'ensemble des zones humides recensées dans des zonages protecteurs et précise dans le règlement de zones les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme : interdiction d'affouillements et d'exhaussements du sol, de drainages et de constructions... Par ailleurs, le règlement graphique identifie ponctuellement des zones humides spécifiques, relativement fragiles ou remarquables, dans lesquelles toute plantation est interdite.

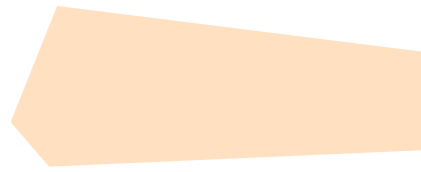
En outre, les prévisions d'urbanisation sont en adéquation avec les capacités des stations d'épuration.

En ayant notamment mis à jour son zonage d'assainissement des eaux pluviales (en cours) et actualisé l'inventaire des cours d'eau et des zones humides (devant être approuvé au premier semestre 2019) avec l'aide de la structure du SAGE, la commune de Inzinzac-Lochrist se veut compatible avec le SAGE Blavet.

Voir aussi l'Evaluation Environnementale en tome 2 ; *Deuxième partie : Analyse de la compatibilité du PLU avec...*

#### Enjeu 8 : Préserver les zones humides





## SECTION III C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 2. LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT) DU PAYS DE LORIENT

Les textes réglementaires imposent la compatibilité entre les documents communaux et les documents supra-communaux. Cette compatibilité concerne en particulier le SCoT du Pays de Lorient approuvé le 16 mai 2018.

A l'exception des enjeux littoraux, le projet de PLU de Inzinzac-Lochrist doit être compatible avec les objectifs développés dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT ; l'analyse qui suit démontre cette compatibilité pour chacun d'eux.

Voir aussi l'Evaluation Environnementale en tome 2 ; *Deuxième partie : Analyse de la compatibilité du PLU avec...*

#### PREMIÈRE PARTIE : DES CONDITIONS D'ACCUEIL ATTRACTIVES, DANS LA DYNAMIQUE BRETAGNE SUD

Objectif du SCoT	Compatibilité du PLU avec l'objectif
1.1 Une trame verte et bleue valorisant les paysages naturels et urbains	
1.1.A Une trame verte et bleue assurant la reconquête de la biodiversité et support de multiples fonctions	<p><b>L'Etat Initial de l'Environnement a identifié les continuités écologiques</b> de la commune ainsi que les sous-trame vertes et bleues. Le PLU veille à protéger <b>les continuités et réservoirs de biodiversité, surtout grâce au zonage Naturel, doublé d'EBC</b> lorsque des boisements participent de ces corridors ou réservoirs. Il en est de même pour les ruptures écologiques que le PLU cherche à résorber au mieux, par des zonages et protections identiques. <b>La protection au titre de la loi Paysage contribue aussi à cet objectif : bocage de haies et talus plantés</b>, boisements au rôle majeur situés dans les marges de recul aux voiries...</p> <p>L'inventaire des zones humides et cours d'eau a été mis à jour et sera approuvé au cours du 1er semestre 2019. <b>Cet inventaire sert de support au zonage Azh/Nzh (voire Azhs/Nzhs</b> interdisant les plantations en zones humides remarquables) qui les protège par des règles inspirées du SDAGE ou SAGE Blavet ; des marges de recul s'appliquent par rapport aux cours d'eau (35 m par défaut en zone A et N) ; enfin les bois humides ne sont pas protégés par de l'EBC afin de favoriser les réouverture des milieux.</p> <p>Le règlement graphique distingue par un <b>zonage Nf particulier les boisements de conifères ou soumis à un Plan de gestion</b>, qui peuvent avoir une vocation économique. C'est en particulier le cas d'une grande partie du bois de Trémelin.</p> <p>L'OAP thématique <i>Nature en ville</i> veut <b>renforcer et prolonger la trame verte au sein de la ville, qualifier les franges urbaines et réduire la pollution lumineuse</b>.</p> <p>Les OAP sectorielles veillent aussi, à l'échelle de chaque projet, à intégrer la nature dans les opération de densification ; cette <b>nature doit souvent être support d'usages ou de déplacements et s'inscrire dans un maillage à l'échelle de la commune</b>, comme l'indiquent les dispositions écrites des OAP.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
1.1.B Maintenir la qualité et la diversité des paysages	<p><b>Les dispositions du règlement et des OAP s'appuient, entre autres, sur les caractéristiques des unités paysagères</b> définies à Inzinzac-Lochrist par l'Etude Paysagère de l'Agglomération.</p> <p>Le règlement du PLU (articles 4, 5, 6, 7 notamment) et les OAP s'articulent ensemble dans le but commun que <b>toutes les nouvelles constructions ou extensions participent désormais d'un paysage urbain de qualité</b>. Les frontières entre la zone U et la zone A/N définissent clairement les entrées de ville. <b>Les vallons qui participent de la trame verte dans les bourgs bénéficient d'un zonage Naturel</b>. Les quelques espaces d'activités de la commune ne sont pas oubliés par le règlement et sont soumis à un niveau d'exigence équivalent en matière de qualité paysagère (articles Ui4 à Ui7 notamment).</p> <p>Enfin, le PLU identifie <b>38 bâtiments présentant un minimum d'intérêt en campagne</b> et pouvant donc changer de destination.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>

Objectif du SCoT	Compatibilité du PLU avec l'objectif
1.2 Un habitat et des centralités pour accueillir la population	<p><b>Le développement urbain d'Inzinzac-Lochrist s'appuie exclusivement sur les centralités urbaines définies par le SCoT</b> dans sa carte <i>les supports du développement urbain</i>, centralités qui sont converties en un zonage Urbain : Inzinzac, Lochrist et Penquesten.</p> <p>Plus de 80% de la production de logements envisagée prend place en renouvellement urbain ; les sites portant les plus grands enjeux font l'objet d'OAP.</p> <p><b>Les extensions d'urbanisation</b> dédiées à l'habitat (et activités compatibles) sont très limitées et ne représentent que <b>5,77 hectares</b> au total.</p> <p>Ces extensions (zones 1AU) sont soumises à des <b>OAP sectorielles</b> qui, <b>associées à l'OAP thématique <i>Nature en ville</i>, garantissent leur insertion paysagère.</b></p> <p><b>La production de logements programmée dans le PLU est guidée par le scénario de croissance démographique retenu</b> par la municipalité sur la base des évolutions démographiques sur les années voire les décennies précédentes.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
1.3 des sites pour l'implantation d'activités économiques et la création d'emplois	<p><b>De manière générale, la zone Ua et la zone Ub, qui couvrent l'essentiel des espaces agglomérés à vocation d'habitat, permettent l'implantation et le maintien des activités compatibles avec l'habitat.</b></p> <p>En sus, les zones Ui permettent pour certaines <b>d'accueillir des activités qui pourraient présenter des nuisances incompatibles avec l'habitat. Ces zones sont conservées dans leur périmètre actuel et peuvent encore être optimisées.</b></p> <p>En revanche, <b>la zone des Forges</b> est soumise à des dispositions ne permettant pas d'implanter d'Installation Classée, le site devant continuer d'être support de cheminements publics et d'usages, notamment liées au Blavet. Cette zone <b>fait l'objet d'une OAP dans le but d'en garantir l'insertion paysagère.</b></p> <p>A nouveau, <b>ces espaces d'activités sont soumis à un niveau d'exigence important en matière de qualité paysagère</b> (articles Ui4 à Ui7 notamment).</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
1.4 Un pays maritime à la façade littorale harmonieuse	La commune d'Inzinzac-Lochrist n'est pas concernée par cette orientation.

## 2. LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT) DU PAYS DE LORIENT

## PREMIÈRE PARTIE : DES CONDITIONS D'ACCUEIL ATTRACTIVES, DANS LA DYNAMIQUE BRETAGNE SUD

Objectif du SCoT	Compatibilité du PLU avec l'objectif
1.5 Un territoire accessible, des services de proximité	
1.5.A Des outils d'accessibilité et d'accueil	<p>Le PLU accorde une grande importance aux liaisons, de toutes natures, entre les quartiers et entre les communes. Près de la moitié des <b>Emplacements Réservés mis en place œuvre en ce sens, qu'il s'agisse de connecter des chemins, des quartiers, des communes</b> (voir aussi section II.C; <i>Dispositions complémentaires au règlement graphique</i>).</p> <p>D'autre part, dans le but de poursuivre et favoriser le déploiement de l'offre numérique haut-débit, le règlement de PLU <b>prescrit des fourreaux de réserve</b> pour chaque projet neuf. Plus globalement, le PLU privilégie une implantation des futurs quartiers à proximité de secteurs urbanisés, denses et/ou bien desservis par les transports en commun.</p> <p><b>Le patrimoine de la commune, et notamment le patrimoine des Forges, a vocation à être valorisé</b> au travers du PLU, par les OAP et par le biais de la planche graphique Paysage &amp; Patrimoine.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
1.5.B Des équipements de sociabilité en proximité	<p>Les équipements à Inzinzac-Lochrist peuvent essentiellement se développer dans la zone Ua ou Ub (Ubl notamment, de la Halle de Locastel à la base nautique), mais aussi Uis (les Forges) ou encore NI (parcs des sports attenants aux bourgs).</p> <p>En particulier,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le quartier de Pen er Prat en cours de réalisation (Ubb) a vocation à conforter le rôle central du bourg d'Inzinzac, notamment en matière d'équipements publics grâce à un EHPAD, une Maison de l'Enfance...</li> <li>- non loin, le secteur du Gorée (NI) peut devenir dans les dix prochaines années la plaine d'équipements sportifs et de loisirs principale à l'échelle de la commune. Un STECAL permet d'y envisager la réalisation d'un équipement bâti.</li> </ul> <p>En matière d'accueil des gens du voyage, l'offre existante <b>sur l'aire d'accueil de Kernégan</b> est maintenue ; un STECAL permet au site d'être réaménagé au besoin.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
1.6 Un territoire tirant parti de sa spécificité maritime	La commune d'Inzinzac-Lochrist n'est pas concernée par cette orientation.



## DEUXIÈME PARTIE : UN TERRITOIRE GARANT DE SES RESSOURCES ET AU SERVICE DES CENTRALITÉS

Objectif du SCoT	Compatibilité du PLU avec l'objectif
2.1 Une organisation de l'offre commerciale au service de la vitalité des centralités	<p>Dans son Document d'Orientations et d'Objectifs, le SCoT identifie à Inzinzac-Lochrist quatre centralités commerciales, catégorisées de 3 à 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Locastel-Lochrist qui, avec Langroix (commune de Hennebont) de l'autre côté du Blavet, forme une centralité de type 3</li> <li>• Inzinzac, Penquesten et la Montagne qui accueillent trois centralités de type 5.</li> </ul>
2.1bis DAAC : définir les conditions d'implantation dans les centralités et les ZACOM	<p>Le PLU <b>précise les contours de chacune des 4 centralités commerciales au moyen d'une trame graphique. À l'intérieur des périmètres tramés, différents types de commerces sont autorisés ou interdits en fonction des dispositions du SCoT</b>, en plus des destinations permises par le Règlement de zone.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
2.2 Une mobilité favorisée par la proximité	<p>De manière générale, la <b>localisation des nouveaux secteurs d'urbanisation envisagés tient compte de la restructuration du réseau de bus</b> intervenue en janvier 2019, en les cantonnant aux trois agglomérations principales de la commune.</p> <p>En complément, <b>les mobilités actives sont amenées à se développer par le biais des OAP sectorielles et des Emplacements Réservés</b> pour constituer un maillage toujours plus dense et une alternative de plus en plus séduisante à la voiture sur les courtes distances.</p> <p>En matière de <b>stationnement</b>, le <b>règlement écrit (article 8 en particulier)</b> énonce, entre autres, des <i>maxima</i> en fonction des destinations des projets, et promeut la mutualisation lorsque celle-ci est possible. Les <b>OAP sectorielles contribuent également à la maîtrise du stationnement</b> dans les futures opérations.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>

## 2. LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT) DU PAYS DE LORIENT

## DEUXIÈME PARTIE : UN TERRITOIRE GARANT DE SES RESSOURCES ET AU SERVICE DES CENTRALITÉS

Objectif du SCoT	Compatibilité du PLU avec l'objectif
2.3 Un territoire qui s'inscrit dans la transition énergétique	
2.3.A Gestion économe de l'espace, mobilités durables et moins énergivores	<p>Le projet de PLU <b>impose des formes urbaines plus compactes et peu consommatrices d'espace</b>, par exemple en fixant en zone Ub un gabarit de construction minimal, ou en imposant sur les secteurs faisant l'objet d'OAP une part de logements de typologie intermédiaire ou collective. Ces secteurs sont en outre <b>localisés à proximité des centralités</b> et desservis par les transports collectifs.</p> <p>La commune s'inscrit dans la réflexion sur la mise en place d'un réseau de chaleur urbain.</p> <p>Par ailleurs le PLU en encourage, à travers <b>l'article G3 de son règlement, les constructions bioclimatiques, le recours aux matériaux biosourcés ou à l'isolation thermique par l'extérieur</b>, notamment pour lutter contre la précarité ou la vulnérabilité énergétiques. Le règlement impose par ailleurs une <b>économie des ressources en eau</b> en installant par exemple une cuve de récupération d'eau de pluie pour chaque logement neuf.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
2.3.B Promouvoir et encourager la production locale d'énergies renouvelables	<p>Le projet de PLU d'Inzinzac-Lochrist est relativement ambitieux en matière de production d'énergies renouvelables. Il permet l'installation de structures de <b>méthanisation agricole</b> en zone A ainsi que <b>l'installation de panneaux solaires</b> sur les bâtiments pourvu que soient garantis des rendements minimum cohérents. Les <b>éoliennes individuelles</b> sont autorisées en zones A et N. Tout logement neuf est <b>incité à couvrir au moins 20% de ses besoins en chaleur ou en électricité par la production d'énergies renouvelables</b> ; cette disposition doit inciter le pétitionnaire à travailler son projet sous l'angle de l'énergie et d'optimiser ce recours aux ENR. Parallèlement, les structures des <b>nouvelles constructions de plus de 100m<sup>2</sup> d'emprise au sol et destinées aux activités sont encouragées à pouvoir accueillir ultérieurement le poids d'installations solaires lestées et fixées</b>. Enfin le règlement de PLU rappelle les obligations de « <b>travaux embarqués</b> » lors de réhabilitations lourdes prévues par le Code de la Construction.</p> <p>Enfin, le territoire de Inzinzac-Lochrist permet le <b>développement de l'exploitation de la ressource en bois énergie grâce à un zonage Nf</b> adéquat sur les secteurs boisés propices (dont une partie de la forêt de Trémelin).</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
2.4 Une sécurisation de l'avenir du foncier des activités primaires	<p>Hormis les secteurs naturels à protéger (boisements, bocage, zones humides, landes) participant aux continuités écologiques du territoire de la commune et du pays de Lorient, <b>les terres agricoles sont entièrement dédiées à l'activité agricole</b> (accessoirement forestière). Les possibilités d'extensions des logements sont strictement limitées et les constructions de logements de fonction agricole sont très encadrées. Le recours au foncier agricole pour les secteurs d'urbanisation future est aussi minimisé, notamment au regard du PLU précédent.</p> <p>De plus, <b>37 des 38 bâtiments susceptibles de changer de destination sont localisés en dehors de périmètres sanitaires d'élevage</b>, évitant les situations de gêne à l'exploitation agricole.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>

Objectif du SCoT	Compatibilité du PLU avec l'objectif
2.5 Un territoire responsable face aux risques, nuisances et capacités d'accès aux ressources	
2.5.A Gérer durablement les eaux du territoire	<p>Les périmètres de captage des eaux potables de Kersalo-Langroix et Coët er Ver sont protégés par une <b>trame assortie de règles restreignant les occupations du sol possibles, dans le but de préserver les aires d'alimentation des captages</b>.</p> <p>Les capacités de production d'eau potable sont compatibles avec le projet de développement urbain porté par la commune ; il en est de même en ce qui concerne la station d'épuration à traiter les rejets issus des nouvelles constructions projetées.</p> <p><b>Chaque projet neuf devra réutiliser ou, en cas de surplus, infiltrer les eaux pluviales. Le PLU détaille les moyens qui peuvent être mis en place</b>, ainsi que le débit de fuite maximal <i>in fine</i> (fixé à 3 litres /s/ha).</p> <p>Afin de faciliter l'infiltration, un <b>coefficient de pleine terre</b> est fixé selon les zones.</p> <p>Un <b>zonage des eaux pluviales</b> est en cours d'élaboration, parallèlement et conjointement à la révision générale du PLU ; le projet de PLU est en cohérence avec ce projet de zonage.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>
2.5.B Anticiper risques et nuisances	<p>Inzinzac-Lochrist est concernée par le <b>PPRi du Blavet Aval</b> ; celui-ci est annexé au PLU. Par ailleurs les secteurs d'OAP évitent les zones soumises à un risque d'inondation.</p> <p>D'autre part, des marges de recul non constructibles s'appliquent aux voiries départementales.</p> <p>La commune n'est pas concernée par le PEB de l'aéroport de Lann-Bihoué.</p> <p>Le PLU s'inscrit dans la démarche de gestion durable des déchets en consacrant par un <b>zonage approprié (Ae) le site d'enfouissement des déchets ultimes de Kermat</b>.</p> <p>Le PLU prend en compte <b>l'activité d'exploitation existante à la carrière de Coët Loc'h par un zonage approprié (Ac, assorti d'un STECAL Ai pour les constructions liées)</b>.</p> <p>Pour ces raisons notamment, le projet de PLU est compatible avec le SCoT en vigueur.</p>

## SECTION III C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 3. PLAN DÉPARTEMENTAL DE L'HABITAT (PDH) ET PLAN LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE LORIENT AGGLOMÉRATION

#### PRÉSENTATION DES DOCUMENTS

##### *Le PDH du Département du Morbihan*

Le Plan Départemental de l'Habitat du Morbihan a été approuvé le 23 septembre 2009.

Au travers du PDH, et en lien avec l'ensemble de leurs partenaires (institutionnels, EPCI, collectivités, professionnels, associations,...), l'Etat et le Conseil Départemental souhaitent mettre en œuvre une politique de l'habitat plus cohérente, plus lisible et mieux adaptée au contexte départemental.

Les orientations du PDH :

- \* Promouvoir une approche cohérente du développement et de l'aménagement durables ;
- \* Soutenir le développement du parc social ;
- \* Renforcer les actions en direction des ménages ayant des besoins spécifiques ;
- \* Poursuivre la revalorisation du parc existant.

L'élaboration du PLU prend en compte les orientations émises par ce document.

##### *Le Programme Local de l'Habitat de Lorient Agglomération*

Le PLH définit les grandes orientations de la politique communautaire de l'habitat en matière de développement et de réhabilitation de l'offre de logement. Ces orientations se fondent sur un diagnostic du marché de l'habitat et se déclinent dans un programme d'actions sous forme de fiches-actions. Ce programme établit les modalités techniques, financières, réglementaires et partenariales de réalisations des objectifs du PLH ainsi que les modalités de leur évaluation, conformément aux dispositions des articles L. 302-1 à L. 302-4 du code de la construction et de l'habitat.

Le projet de PLU d'Inzinzac-Lochrist doit être compatible avec le PLH et participer à l'atteinte des objectifs que celui-ci a fixé pour 6 ans. Quoique le PLH soit intégré au SCoT, l'analyse ci-dessous démontre cette compatibilité pour chaque fiche-action PLH concernant la commune d'Inzinzac-Lochrist.

Les orientations de ce nouveau PLH dont l'objectif affiché de croissance démographique est de 0,34%/an (correspondant à un besoin de production de 6600 logements sur la période du PLH, soit 1100 logements annuellement et une population de 206 650 habitants à l'horizon 2022) sont les suivantes :

- \* Développer une offre d'habitat qui conjugue construction neuve et réhabilitation du parc ancien ;
- \* Promouvoir un habitat durable et solidaire ;
- \* Renforcer la gouvernance pour mener solidairement la politique de l'habitat.

En outre, le PLH a procédé à une répartition des communes à partir d'indicateurs démographiques et socio-économiques et de situation du parc de logement afin d'identifier les problématiques communes en matière d'offre de logement et de dynamiques démographiques.

Cette territorialisation classe Inzinzac-Lochrist avec les communes de Cléguer, Languidic et Plouay (secteur 8). Ces quatre communes affichent une dynamique démographique modérée, une croissance urbaine, des grands ménages et des revenus moyens.

Les enjeux associés à ce secteur 8 consistent à :

- Maintenir l'attractivité du parc ancien ;
- Mettre l'accent sur la production neuve et la mixité dans les centres-bourgs ;
- Faire contribuer le parc privé (par le conventionnement) à l'atteinte des objectifs en Logements Locatifs Sociaux ;

#### COMPATIBILITÉ

Voici, parmi les 21 fiches-actions, celles qui concernent davantage le PLU d'Inzinzac-Lochrist :

##### **Action 1 : mettre en compatibilité les documents d'urbanisme et accompagner les communes**

Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent être compatibles avec les orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) pour permettre la réalisation des logements prévus dans le PLH. Les objectifs et orientations seront ainsi repris dans les différents documents du PLU, notamment le PADD, les OAP et les secteurs de développement envisagés.

Les préoccupations que les communes doivent intégrer dans leurs documents d'urbanisme concernent plus particulièrement : les objectifs de production de logements (283 logements en 6 ans pour Inzinzac-Lochrist, soit 47 logements par an) ; les objectifs de densité (entre 25 et 50 logements/ha pour la commune) ; le nombre de logements sociaux à produire (60 logements sur la durée du PLH pour Inzinzac-Lochrist, soit 10 par an) ; les règles pour favoriser la création de logements sociaux et de logements en accession à prix encadré.

Cette action du PLH fait écho à une obligation d'intégration dans le PLU des documents supra-communaux tels que le



SCoT ou le PLH par exemple. La commune d'Inzinzac-Lochrist prend évidemment en compte les orientations du PLH dans son document d'urbanisme. En particulier,

- le PLU répond à l'objectif global de logements du PLH et l'intègre dans un objectif à 10 ans. L'objectif d'environ 440 logements du PADD (soit 44/an sur 10 ans) est compatible avec l'objectif de 47 logements/an du PLH sur 6 ans;
- le PLU traduit les objectifs de densité, de production de logements locatifs sociaux et de production de logements en accession à prix encadré au travers des OAP et du règlement.

### **Action 2 : Promouvoir un habitat dense et de nouvelles formes urbaines**

La préservation des espaces agricoles et naturels est une constante dans les politiques développées par Lorient Agglomération.

Le maintien d'une certaine densité apparaît donc nécessaire pour limiter la consommation foncière et être en compatibilité avec le potentiel foncier identifié dans le SCOT en cours d'élaboration : 300 hectares maximum de foncier à mobiliser sur les 6 années du PLH.

Ce PLH (2017-2022) s'inscrit dans un contexte nouveau par rapport à celui qui avait prévalu pour le PLH 2012-2017 ; il a évolué et a désormais vocation à s'adapter au plus près des réalités communales c'est pourquoi une certaine souplesse a été apportée. Ainsi, des seuils de densités différents ont été fixés en fonction des secteurs géographiques et de l'éloignement des communes par rapport au cœur de l'agglomération.

Pour Inzinzac-Lochrist, l'objectif de densité est de 50 logements/ha en centre-ville et de 25 logements/ha en extension urbaine. De plus, le PLH incite à la réalisation de constructions qui lient sobriété foncière, diversité de l'offre, qualité architecturale, préservation de l'espace privé et maîtrise des prix de sortie.

A nouveau, le PLU d'Inzinzac-Lochrist décline, dans ses OAP, les objectifs de densité du PLH (repris dans le SCoT) :

- Les OAP en cœur de centralité respectent une densité minimale moyenne de 50 logements/ha ;
- Les OAP en extension respectent une densité minimale moyenne de 25 logements/ha ;
- chaque autre OAP impliquant la production de logement respecte une densité minimale correspondant à la densité du tissu environnant +30%.

Par ailleurs, le diagnostic paysager et urbain a permis au PLU, aussi bien dans les OAP que dans le règlement, d'énoncer des règles tendant vers des formes urbaines plus denses et plus compactes (implantations, hauteurs) qui renforcent le paysage bâti.

### **Action 3 : Mener une politique foncière volontariste**

Lorient Agglomération a depuis 2004 mené une politique très volontariste en matière de foncier. Malgré cela, la problématique du coût d'acquisition du foncier reste importante sur le territoire, notamment en renouvellement urbain, d'où la nécessité d'une intervention et d'une plus grande maîtrise publique. En effet, le foncier constitue un levier primordial sur lequel l'action publique peut agir afin de produire des logements financièrement abordables.

Lorient Agglomération se donne ainsi pour objectifs, en secteur 3 :

- de limiter la consommation d'espace et de renforcer les centralités en privilégiant les sites en renouvellement urbain plutôt qu'en extension d'urbanisme ;
- de maîtriser les prix de sortie des opérations et de poursuivre la constitution de réserves foncières afin proposer du foncier à un prix accessible qui pourra être mobilisé plus tard ;

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist repose sur une stratégie retenue par la commune qui vise à réduire la consommation foncière de près de 80% par rapport à la période 2006-2016, comme l'énonce le PADD élaboré par l'équipe municipale. La consommation d'espace estimée par le présent PLU (inférieure à 10 hectares) s'inscrit dans cet objectif, notamment au regard de la consommation d'espace des dix dernières années (environ 40 hectares).

D'autre part, la commune affiche la volonté d'assurer une veille foncière sur certains périmètres dans l'optique de s'associer avec l'Etablissement Public Foncier de Bretagne.

### **Action 4 : Soutenir la production de logements locatifs sociaux**

Au 1er janvier 2016, 18 883 logements sociaux sont recensés sur Lorient agglomération soit 19,3% des résidences principales. Les trois communes du cœur de l'agglomération (Lorient, Lanester et Hennebont) concentrent 75% des logements sociaux du territoire d'où la nécessité de poursuivre le rééquilibrage de l'offre.

La demande demeure stable mais reste importante sur le territoire puisque 4840 ménages demandeurs au 1er janvier 2016 (dont 2795 sont des demandes d'accès). Le cœur de l'agglomération et notamment les communes de la première couronne sont les plus sollicités mettant en évidence le besoin de poursuivre les efforts de production sur ces communes en particulier. On observe pour ces dernières un fort décalage entre l'offre et la demande.

Par ailleurs, une paupérisation des demandeurs de logements sociaux est observée sur l'agglomération : près de 71% des ménages demandeurs externes (accès au parc social) ont des ressources inférieures à 60% des plafonds

## SECTION III C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 3. PLAN DÉPARTEMENTAL DE L'HABITAT (PDH) ET PLAN LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE LORIENT AGGLOMÉRATION

HLM, ressources qui ne leur permettent pas de payer le loyer plafond de l'habitat social classique (Prêt locatif à usage social -PLUS). Ils sont éligibles aux logements à loyers inférieurs (Prêt locatif aidé d'intégration -PLAI) mais ceux-ci représentent 30% de la production neuve car contingentés par l'Etat. Il convient de prendre cette spécificité en compte, notamment via le développement d'une offre de logements à bas loyers et à un examen attentif des marges locales des loyers pratiqués.

Pour Inzinzac-Lochrist, le PLH fixe un objectif de production de 10 logements locatifs sociaux par an.

Les OAP, ainsi que le règlement écrit dans sa section *Généralités*, imposent le respect des objectifs du PLH en la matière et de manière égale sur tout le territoire communal, soit environ 20% de la production neuve.

#### **Action 8 : Soutenir l'accession à la propriété et en particulier développer une offre de logements abordables à destination des familles**

Les prix des logements s'avèrent en décalage avec les revenus d'une partie des habitants du territoire, notamment les jeunes ménages et les familles monoparentales. C'est particulièrement le cas pour les logements neufs. Cette préoccupation rejoint les enjeux démographiques du territoire.

Afin d'attirer des jeunes ménages et de favoriser l'installation des familles, Lorient Agglomération se donne pour objectif de favoriser une offre de logements en accession à prix encadré, c'est à dire à un prix en meilleure adéquation avec le budget des ménages locaux (sur le territoire, moins de 10% des ménages entre 30 et 40 ans sont en capacité d'acheter un appartement neuf. Ce dispositif peut revêtir plusieurs formes : logements à prix encadrés, location-accession, constructions neuves sur lots libres...

Le PLH fixe un objectif de production total d'environ 184 logements en accession à prix encadrés par an sur l'Agglomération, soit 10 par an pour Inzinzac-Lochrist.

Les OAP, ainsi que le règlement écrit dans sa section *Généralités*, imposent le respect des objectifs du PLH en la matière et de manière égale sur tout le territoire communal, soit environ 20% de la production neuve.

#### **Action 10 : Améliorer et valoriser le parc privé ancien**

Le parc existant privé constitue environ 80 % de l'offre de logements ; c'est dire s'il joue un rôle majeur dans la réponse aux besoins des ménages. Il a une attractivité avérée (car souvent ces logements sont moins chers, grands

et bien situés) mais nécessite une vigilance accrue pour qu'il s'adapte aux normes actuelles et aux besoins des ménages.

Le parc de logements de Lorient Agglomération est relativement récent car issu majoritairement des reconstructions d'après-guerre. Cependant, plus de la moitié du parc (52,5%) a été construit avant 1975, date des premières réglementations thermiques et près de 50% des logements sont classés comme très énergivore (étiquette EFGHI4 selon le Diagnostic de Performance Energétique (DPE), source : EQUITEE 2015). Par ailleurs, les occupants du parc privé peuvent avoir des ressources modestes : 39 % des propriétaires occupants sont éligibles aux aides de l'ANAH\* et 75% des locataires sont éligibles à un logement du parc HLM.

C'est pourquoi Lorient agglomération entend poursuivre ses efforts pour l'amélioration du parc existant : aussi bien du point de vue de l'adaptation de ces logements à la perte d'autonomie pour favoriser le maintien à domicile que de la réhabilitation thermique qui présente aussi l'avantage de diminuer les charges pour ses occupants et de contribuer à la transition énergétique du territoire.

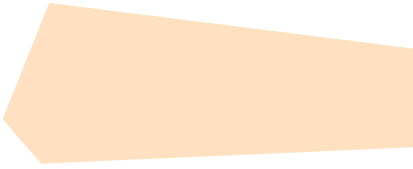
Le projet de PLU d'Inzinzac-Lochrist se veut ambitieux en matière énergétique, dans la perspective d'une participation à l'effort collectif de transition écologique mais aussi de la lutte contre les situations de précarité et de vulnérabilité énergétiques qui touchent la commune.

Dès les premières lignes de son règlement, le PLU invite les pétitionnaires à se rapprocher de l'Espace Info Habitat pour disposer de conseils et d'aides dans le montage technique et financier des projets. Par ailleurs, le PLU encourage à travers son règlement (notamment l'article G3) le recours aux matériaux biosourcés et à l'isolation thermique par l'extérieur (tout en encadrant strictement l'ITE sur les bâtiments intéressants), ainsi qu'aux énergies renouvelables ; pour ce dernier point, le règlement impose un rendement minimal de 110 kWh/m²/an pour le solaire photovoltaïque et énonce les conditions de mise en œuvre du solaire thermique, afin de lutter contre les ventes abusives et les investissements non rentables.

Le règlement impose par ailleurs une économie des ressources en eau, encourageant par exemple l'installation d'une cuve de récupération d'eau de pluie pour chaque logement neuf. Enfin, le règlement de PLU rappelle les obligations de « travaux embarqués » lors de réhabilitations lourdes prévues par le code de la construction.

#### **Action 15 : Organiser l'accueil des gens du voyage**

Lorient Agglomération dispose de la compétence *Aména-*



*gement, entretien et gestion des terrains d'accueil dans le cadre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage.*

A ce titre, la communauté d'agglomération met en œuvre la loi dite Besson n°2000-614 du 5 juillet 2000 qui prescrit à chaque commune de plus de 5000 habitants de disposer d'une aire d'accueil des gens du voyage. Cette obligation est transposée par le vecteur du schéma départemental d'accueil des gens du voyage, lequel précise également les obligations du territoire communautaire en matière d'accueil estival des gens du voyage.

La sédentarisation croissante des voyageurs sur les aires d'accueil invite à une réflexion renouvelée autour de l'habitat adapté. Si l'accès à l'habitat social classique demeure une étape symbolique difficile à franchir pour les voyageurs, la création de terrains familiaux permettant la sédentarisation dans de bonnes conditions est une solution qui sera privilégiée dans le nouveau schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

Il est évident que la problématique de l'accueil des gens du voyage tel qu'appréhendé dans le cadre du PLH, ne peut seulement être prise en compte sous cet aspect et que l'action de l'Etat, dans le cadre du respect de l'ordre public, est incontournable.

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist consacre par un STECAL l'aire d'accueil des gens du voyage de Kernégan et renouvelle ainsi son engagement en la matière au sein de l'Agglomération.

## SECTION III C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 4. PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS (PDU) DE LORIENT AGGLOMÉRATION

#### PRÉSENTATION DU DOCUMENT

Le troisième PDU de Lorient Agglomération, approuvé le 22 février 2013 s'articule autour de quatre défis qui se déclinent en plus d'une centaine d'actions :

**Défi territorial : organisons notre territoire pour que chacun puisse se déplacer de manière durable**

Le défi à relever est de passer de 2 déplacements sur 3 en voiture à 1 déplacement sur 2.

##### Objectifs

- renforcer le lien entre urbanisme et déplacement, sur les espaces construits et constructibles, pour réduire les besoins énergétiques ;
- affirmer la maritimité de la communauté d'agglomération ;
- valoriser les portes d'entrée de la communauté d'agglomération vis-à-vis des territoires voisins ;
- améliorer les performances, la lisibilité et l'image du réseau de transport collectif urbain ;
- prendre en compte le potentiel ferroviaire, pour les voyageurs et les marchandises ;
- accélérer le développement des modes doux de déplacement ;
- créer les conditions d'une intermodalité efficace ;
- définir une stratégie du stationnement à l'échelle de l'agglomération ;
- concevoir un nouveau schéma d'organisation pour la logistique urbaine.

**Défi social : assurons le droit à la mobilité pour tous et selon ses besoins**

##### Objectifs

- encourager l'élaboration et la mise en œuvre de Plan de Déplacements d'Entreprises, d'Administrations et d'Etablissements d'enseignement ;
- définir des réponses aux besoins de déplacements atypiques ;
- accompagner les personnes âgées par des réponses adaptées, quel que soit leur degré d'autonomie ;
- accompagner les Personnes à Mobilité Réduite ;
- inciter à des usages raisonnés de l'automobile, tels que le covoiturage et l'auto-partage ;
- renforcer l'attractivité du réseau en agissant sur les titres de transports.

**Défi environnemental : améliorons la qualité de notre environnement grâce à des déplacements plus propres**

##### Objectifs

- favoriser l'usage d'énergies renouvelables et de véhicules plus propres, pour les transports publics et individuels ;
- améliorer la flotte de navires des lignes Transrade ;
- agir sur les niveaux de bruit ;
- susciter le plaisir de la marche ou du vélo grâce à une meilleure qualité urbaine et à une sécurité accrue ;
- mettre en place un observatoire de la sécurité routière ;
- optimiser le réseau de voirie de l'agglomération pour un usage plus respectueux de l'environnement ;
- amplifier la formation de conduite douce.

**Défi comportemental : changeons nos habitudes**

##### Objectifs

- définir les modalités de mise en œuvre et de suivi des actions du P.D.U. à l'échelle de l'agglomération ;
- faire connaître la démarche du P.D.U., sensibiliser et associer la population et l'ensemble des porteurs de projet ;
- favoriser la concertation entre les partenaires ;
- accompagner les publics fragiles dans leur appropriation du territoire ;
- améliorer l'information sur les déplacements.

#### COMPATIBILITÉ

Le PLU de Inzinzac-Lochrist est concerné principalement par les actions suivantes :



N° de l'action	Intitulé de l'action	Exemples de prise en compte dans le PLU
1	réduire les besoins en déplacements pour l'urbanisation nouvelle grâce à la mise en œuvre du SCOT	les secteurs d'urbanisation prévus par le PLU sont localisés soit au sein des espaces agglomérés, favorisant une ville des courtes distances, soit en accroche immédiate à la zone urbaine dans des secteurs desservis par le transport collectif ou ferroviaire
2	accompagner la mise en œuvre du Plan Local d'Habitat (PLH)	Le présent PLU est compatible avec les orientations du PLH. (voir aussi C.3)
3	rendre les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) compatibles avec le PDU	Cette compatibilité passe, entre autres, par la densification de l'urbanisation dans les secteurs desservis par les transports collectifs, l'arrêt de l'urbanisation dans les écarts, l'inscription d'Emplacements Réservés pour créer des liaisons favorisant les modes actifs.
4	définir des solutions spécifiques pour l'urbanisation existante	Emplacements réservés pour la continuité et le développement des cheminements doux
26	réaliser des schémas communaux de déplacements piétons et cyclables et de jalonnement des itinéraires	La commune est dotée depuis 2016 d'un Plan de Mobilités Durables sur lequel s'appuie le PLU pour mettre en place certains Emplacements réservés.
29	prendre en compte le stationnement des vélos sur les espaces publics et privés	Stationnements vélos obligatoires dans l'habitat neuf, les services et commerces (Article G8)
30	pérenniser et valoriser les itinéraires de randonnée pédestres et cyclables	Emplacements réservés pour la continuité et le développement des cheminements doux
36	améliorer l'intermodalité entre vélos et transports collectifs	Emplacements réservés pour la continuité et le développement des cheminements doux
38	mettre en place une réflexion sur la capacité de stationnement soutenable dans les centres-villes	Articles 8 <i>Stationnement</i>
40	traduire la nouvelle stratégie de stationnement dans les PLU	Articles 8 <i>Stationnement</i>
67	accompagner le développement des véhicules électriques : étude de localisation des infrastructures de charge	Rappel de la réglementation sur les dispositifs de recharge des véhicules électriques dans le parc d'habitat neuf, bureau, commerces et services (Article G8)
72	sécuriser les déplacements, en particulier ceux des cyclistes et des piétons pour encourager les pratiques	Emplacements réservés pour la continuité et le développement des cheminements doux + prise en compte dans l'essentiel des OAP sectorielles
73	rechercher la qualité urbaine dans les aménagements sur l'espace public	OAP thématique <i>Nature en Ville</i>

## SECTION III C. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 5. SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE)

#### PRÉSENTATION DU DOCUMENT

Issu des lois Grenelle, le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est un nouvel outil d'aménagement du territoire dont le principal objectif est d'enrayer la perte de biodiversité et de préserver, de remettre en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques sans, pour autant, oublier les activités humaines, agricoles, en particulier.

Lancé en juin 2011 sous le co-pilotage de l'État et du Conseil Régional de Bretagne, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a été approuvé le 2 novembre 2015.

Il identifie et cartographie les espaces naturels, les corridors écologiques ainsi que les cours d'eau, canaux et zones humides qui constituent les trames vertes et bleues. Au cœur de ce schéma régional, la trame verte et bleue (TVB) donc, définit à l'échelle nationale et dont le SRCE est le garant pour son volet régional, conformément aux engagements européens et internationaux de la France.

Le SRCE a identifié 7 enjeux majeurs relatifs aux continuités écologiques à l'échelle régionale :

- 1/ réservoirs de biodiversité : la pérennité des réservoirs de biodiversité ;
- 2/ corridors écologiques : la fonctionnalité et la cohérence d'un réseau de corridors écologiques ;
- 3/ activités humaines : la reconnaissance et l'intégration de la biodiversité par les acteurs socio-économiques du territoire ;
- 4/ connaissance : la connaissance de la biodiversité et de ses fonctionnalités ;
- 5/ gestion des milieux : des modes de gestion et des pratiques favorisant et pérennisant la biodiversité et la circulation des espèces ;
- 6/ appropriation de la trame verte et bleue : l'information, la formation et la sensibilisation à la trame verte et bleue et sa prise en compte ;
- 7/ actions publiques : la cohérence des politiques publiques et des projets territoriaux, en faveur de la trame verte et bleue.

Le code de l'environnement précise que « les documents de planification et les projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique ». Cette notion de « prise en compte » implique une obligation de compatibilité du document ou du projet avec le SRCE, sous réserve de dérogations possibles pour des motifs déterminés

#### COMPATIBILITÉ

Le PLU de Inzinzac-Lochrist prend en compte les domaines dans lesquels les compétences de la commune, croisées à celles de l'urbanisme, pouvaient répondre aux enjeux du SRCE, notamment les enjeux suivants :

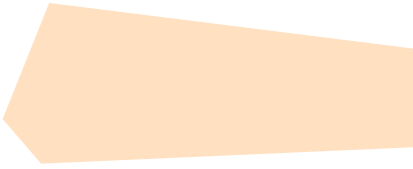
**Le premier enjeu**, qui renvoie au maintien ou à la restauration des réservoirs de biodiversité, en particulier :

- concernant la trame bleue : il s'agit ici des cours d'eau et des zones humides. Le PLU applique une marge de recul d'inconstructibilité le long des cours d'eau et zone l'ensemble des zones humides pour les protéger ; par ailleurs, le PLU n'a pas classé les zones humides en Espaces boisés classés (EBC) pour faciliter la réouverture de ces milieux ;
- concernant la trame verte : pour la commune, il s'agit principalement des milieux boisés. Le PLU propose un zonage spécifique (Na) permettant une gestion raisonnée des boisements les plus importants en même temps qu'une protection au titre des EBC de l'ensemble des autres secteurs boisés, hors boisements de fonds de vallées humides.

**Le deuxième enjeu**, complémentaire du précédent, va vers un renforcement (maintien ou restauration) du réseau des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques pour assurer la fonctionnalité des continuités écologiques pertinentes :

- concernant la trame bleue : il s'agit ici des cours d'eau et des zones humides connectées à ces derniers. Le PLU a inventorié et protégé l'ensemble des cours d'eau et des zones humides ;
- concernant la trame verte : il s'agit des connexions entre massifs boisés ainsi que des connexions au sein de la sous-trame bocagère et entre les haies boisées et les boisements. À ce titre, le PLU a identifié et protégé au titre des éléments du paysage les haies et talus bocagers recensés sur la commune. Par ailleurs, le PLU a identifié et protégé par EBC les massifs anciens.

**Le cinquième enjeu** est en partie traitable par le PLU en ce qui concerne la trame verte et plus particulièrement les milieux forestiers puisqu'il vise au maintien de la diversité des peuplements (types, essences, âge) au sein des massifs, lui-même fonction de la gestion sylvicole. Notamment dans un souci de pérennisation et de développement de l'activité sylvicole sur la commune et de protection des paysages, le PLU de Inzinzac-Lochrist répond à cet enjeu du SRCE, d'une part sous la



forme d'un zonage spécifique (Nf) et du règlement de zone lui correspondant pour les boisements privés bénéficiant d'un Plan de Gestion ou pour les boisements de conifères originellement à vocation économique, d'autre part en n'appliquant pas de protection « EBC » aux boisements précédemment cités. C'est le cas d'une grande partie de la Forêt de Trémelin.

Voir aussi l'Evaluation Environnementale en tome 2 ; *Deuxième partie : Analyse de la compatibilité du PLU avec...*

### 6. PLAN CLIMAT-ENERGIE TERRITORIAL (PCET) DE LORIENT AGGLOMÉRATION

#### PRÉSENTATION DU DOCUMENT

La France dans la « Loi de programme sur les orientations énergétiques – Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 » s'est donnée des objectifs chiffrés, et a défini un programme d'actions en vue d'économiser les énergies et développer les énergies renouvelables. Dans ce contexte, la région Bretagne a priorisé, dans sa politique énergétique durable, la maîtrise de la consommation et le développement des énergies renouvelables pour réduire sa dépendance énergétique. Par ailleurs en France, la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a été définitivement adoptée le 23 juillet 2009. Cette loi place la lutte contre le réchauffement climatique au premier rang des priorités comme le souligne l'article 2.

Le plan climat-énergie territorial définit les objectifs stratégiques et opérationnels de la collectivité visant à atténuer et à lutter contre le réchauffement climatique et à s'y adapter, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Le plan climat énergie de Lorient Agglomération est intégré dans l'Agenda 21 du territoire et fait par conséquent partie d'un des cinq volets « lutte contre le changement climatique ».

Il a été adopté le 21 décembre 2012, après avis du Préfet de Région, du Président du Conseil Régional et du Président de l'Association Régionale des Offices HLM.

Il s'articule autour de 2 volets :

#### → Le volet « Atténuation » :

Le Plan Climat vise à réduire de 20% les consommations d'énergie et de 20% les émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire d'ici 2020, par rapport à leur niveau de 1990, ce qui correspond à une réduction de 33% des émissions de GES d'origine énergétique par rapport à 2006. Il vise à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie à 6% en 2020 sous réserve de réduire de 20% les consommations d'énergie.

Le bilan des consommations d'énergie et des émissions de GES a mis en évidence que le secteur du bâtiment (habitat et tertiaire) et celui des transports représentent 86% des consommations d'énergie et 90% des émissions de GES du territoire. Ces 2 secteurs sont considérés comme d'intervention prioritaire.

Les objectifs opérationnels déterminés pour ces 2 secteurs sont les suivants :

- Bâtiment : réhabilitation de 3% du parc ancien (public et privé) par an.
- Transports : passer de 2 déplacements sur 3 réalisés en voiture à 1 déplacement sur 2.

Le Programme Local de l'Habitat et le Plan de Déplacements Urbains constituent les documents structu-

rants et les programmes opérationnels pour atteindre ces objectifs.

Concernant la production d'énergies renouvelables, le bilan de production 2010 comptabilise 112 000MWh produites dont 80% par le bois bûche. Ceci représente environ 2.5% de la consommation d'énergie du territoire.

Les objectifs de Lorient Agglomération en termes de production électrique sont :

- Le développement de l'éolien flottant ;
- L'installation de photovoltaïque 10 000 m2/an ;
- La méthanisation des déchets organiques.

Avec des actions prioritaires :

- Mise en place d'un comité de pilotage sur les Energies Marines Renouvelables ;
- Réalisation d'une plateforme d'essai de 4 ou 5 éoliennes au large de Groix ;
- Structuration de la filière bois énergie.

Et d'autres actions à développer :

- Le soutien aux filières locales d'éco-matériaux (chanvre, lin) ;
- La formation initiale et continue pour les professionnels.

#### → Le volet « Adaptation » :

L'étude de vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique (2010) fait apparaître une forte vulnérabilité de Lorient Agglomération en ce qui concerne :

- \* La ressource en eau potable en été et la qualité des eaux ;
- \* Les risques d'inondations ;
- \* L'érosion littorale ;
- \* Le risque de submersion marine ;
- \* L'impact sur la santé lié à la chaleur et aux pics d'ozone l'été.



## COMPATIBILITÉ

A travers l'objectif de s'inscrire dans une démarche de développement durable, mais aussi en respectant les objectifs du PDU et surtout en prenant en compte l'énergie et le changement climatique dans les préconisations énoncées par l'article G3 du règlement écrit (rendement minimum obligatoire des installations solaires, incitation au recours aux énergies renouvelables pour les logements neufs, conception des bâtiments d'activités propices à la pose de dispositifs solaires, incitation à la conception de logements bioclimatiques et la rénovation thermique des bâtiments...), ou en rendant possible la méthanisation agricole en zone A et l'éolien terrestre, le PLU de Inzinzac-Lochrist est compatible avec le Plan Climat-énergie Territorial.

Voir aussi l'Evaluation Environnementale en tome 2 ; *Deuxième partie : Analyse de la compatibilité du PLU avec...*

## LE SCHÉMA RÉGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ÉNERGIE (SRCAE)

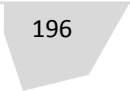
Le Schéma régional du climat de l'air et de l'énergie a été élaboré en application de la Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Loi Grenelle II).

Le schéma constitue un cadre stratégique régional pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter, ainsi que pour prévenir et réduire la pollution de l'air. Il identifie le potentiel régional de développement des énergies renouvelables et de récupération d'énergie. Et à travers l'évaluation et l'analyse des effets probables du changement climatique en région (élévation du niveau de la mer notamment), le SRCAE permet de pointer les nécessaires adaptations à enclencher.

Le document a vocation à être en quelque sorte le document « guide » sur lequel s'appuie l'ensemble des démarches territoriales engagées. Les documents de planification territoriale (dont les documents d'urbanisme) doivent en effet assurer la mise en œuvre des actions et conditions de réussite pour atteindre les objectifs du SRCAE.

Les Plans climat énergie territoriaux (PCET) ainsi que les Plans de déplacements urbains (PDU) doivent être compatibles avec le SRCAE.

Les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) et les Plans locaux d'urbanisme (PLU) prennent également indirectement en compte ses orientations et objectifs.



**A. INDICATEURS**

**B. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (TOME 2)**

# SECTION IV

## A. INDICATEURS

### 1. LES INDICATEURS GÉNÉRALISTES

L'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme dispose que « neuf ans au plus après la délibération portant approbation du Plan Local d'Urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du Code des Transports. [...]»

Il s'agit là principalement d'analyser les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements, du point de vue de l'environnement et de la consommation d'espace et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

La consommation de l'espace est un des principaux déterminants de l'incidence des documents d'urbanisme sur l'environnement. Les documents d'urbanisme sont ainsi des leviers majeurs pour la maîtrise de l'étalement urbain et de ses conséquences environnementales. C'est une question qui doit faire l'objet d'une attention particulière dans les évaluations.

Les indicateurs retenus sont les suivants :

THÈME	EXTRAIT DU PADD	INDICATEURS	ÉTAT INITIAL DE RÉFÉRENCE	SOURCES
INDICATEURS DE SUIVI AU REGARD DE LA SATISFACTION DES BESOINS EN LOGEMENTS ET DE LA CONSOMMATION D'ESPACE FRÉQUENCE : TOUS LES 9 ANS				
LOGEMENT	Création de 440 logements, perspective cohérente avec le Programme Local de l'Habitat	Évolution du parc de logements (résidences principales)	2015 : 2 979 logements	INSEE Observatoire territorial - Audélor
	Il conviendra de décliner la forme des constructions en densification pour s'adapter aux caractéristiques urbaines propres à chaque entité [Lochrist - Inzinzac - Penquesten]	Typologie des logements construits (en nombre de pièces)	Approbation (2019)	Lorient Agglomération
		Typologie de logements construits selon le type de procédure employé (lotissement , diffus)	Approbation (2019)	Observatoire territorial - Audélor Commune
	Les ambitions communales en matière de mixité sociale seront déclinés au PLU	Volume de logements sociaux construits	Approbation (2019)	Lorient Agglomération
		Volume de logements à coût abordable construit	Approbation (2019)	Commune DDTM



THÈME	EXTRAIT DU PADD	INDICATEURS	ÉTAT INITIAL DE RÉFÉRENCE	SOURCES
INDICATEURS DE SUIVI AU REGARD DE LA SATISFACTION DES BESOINS EN LOGEMENTS ET DE LA CONSOMMATION D'ESPACE FRÉQUENCE : TOUS LES 9 ANS				
RENOUVELLEMENT URBAIN	Afin de lutter contre l'étalement urbain, l'urbanisation sera centrée prioritairement au sein de l'enveloppe des trois entités agglomérées de la commune	Logements créés : - Dans les trois bourgs (U) - En extension (AU)	Approbation (2019)	Observatoire territorial - Audélor
ÉCONOMIE D'ESPACE	L'extension se limitera à combler les creux de l'enveloppe bâtie	Évolution de la consommation de l'espace pour l'habitat	Approbation (2019)	Lorient Agglomération Observatoire territorial - Audélor
	Par la maîtrise de l'urbanisation rendre d'anciennes zones à urbaniser à l'agriculture	Évolution de la densité (logements/ha)	Approbation (2019)	

THÈME	EXTRAIT DU PADD	INDICATEURS	ÉTAT INITIAL DE RÉFÉRENCE	SOURCES
INDICATEURS DE SUIVI AU REGARD DE LA SATISFACTION DES BESOINS EN LOGEMENTS ET DE LA CONSOMMATION D'ESPACE FRÉQUENCE : TOUS LES 9 ANS				
ACTIVITÉS AGRICOLES ET PRÉSERVATION DES ESPACES RURAUX	Protéger les terres agricoles et sièges d'exploitation existants identifiés Faciliter l'installation de futures exploitations sur la commune	- SAU communale - Nombre d'exploitants et d'exploitations sur le territoire	2017 : - Environ 1700 ha - 43 exploitants dont 31 installés sur la commune	Chambre d'agriculture Lorient Agglomération Observatoire territorial - Audélor
POPULATION	1000 habitants supplémentaires seront accueillis, ce qui implique la création de 440 logements	- Population municipale totale - Taille des ménages	2015 : - 6 471 habitants - 2,3 personnes / ménage	INSEE
ACTIVITÉS	Encourager l'installation d'activités	Installations et départs d'entreprises	Approbation (2019)	Commune Observatoire territorial - Audélor
	Soutenir le commerce de proximité	Suivi de la production de surfaces commerciales	Approbation (2019)	Commune

## SECTION IV A. INDICATEURS

### 2. LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX (EN LIEN AVEC L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE)

La mise en place d'un dispositif de suivi est une étape importante dans la démarche évaluative. En effet, c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du PLU tout au long de sa durée au cours de sa mise en oeuvre, tel que le prévoit le code de l'urbanisme (au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans), et si nécessaire de le faire évoluer.

Les indicateurs ne visent pas un suivi exhaustif des données environnementales, ils doivent être établis en fonction :

- des **thèmes** importants et sensibles identifiés dans la commune ;
- des **moyens** disponibles pour en assurer le suivi ;
- de leur **adéquation** au document qu'il s'agit d'évaluer.

Par ailleurs, afin d'en consolider la pertinence, ils doivent se référer à un « état zéro » clairement établi. Enfin, les indicateurs énoncent, idéalement, le sens des évolutions qui seront constatées à l'avenir : dans quelle mesure une évolution est révélatrice d'une incidence positive ou négative, et quelles sont les actions à mettre en oeuvre si nécessaire pour influencer sur cette évolution ?

Domaine	Indicateurs
Sols et sous-sols	Part du programme des opérations réalisées en tissu urbain existant (en %) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• A vocation d'habitat</li> <li>• A vocation d'activités</li> </ul>
	Part du programme des opérations réalisées en extension de l'urbanisme (en%) <ul style="list-style-type: none"> <li>• A vocation d'habitat</li> <li>• A vocation d'activités</li> </ul>
	Part du programme des opérations réalisées en STECAL (en%) : Part du programme des opérations réalisées en changement de destination (en%) :
Biodiversité & Paysages	Surfaces de zones humides restaurées ou compensées Surfaces ou linéaires de boisements, talus plantés ou haies bocagères restaurés ou créés
	Qualité des cours d'eau Qualité des nappes souterraines Consommation d'eau par habitant
Ressource en eau	Consommation d'eau totale Disponibilité de la ressource en eau (ressource en eau/consommation d'eau) Quantité des rejets des stations d'épuration et capacités atteintes par l'installation Qualité des rejets des stations d'épuration et capacités atteintes par l'installation
	Nombre de point de desserte en transport en commun Linéaire de liaisons douces créé Part des modes non émetteurs dans les déplacements Part d'emplois occupés par les habitants dans la commune/dans l'agglomération
	Motorisation des ménages (part des ménages ayant au moins 2 véhicules)
Énergie	Qualité de l'air
Air	Part des émissions de GES du secteur « résidentiel/tertiaire » Part des émissions de GES du secteur « économique/agricole » Part des émissions de GES du secteur « transport »
Climat	

À cette fin, les indicateurs doivent être **simples, clairs et compréhensibles**. Leur mise en place ne doit pas être une source de coûts supplémentaires rédhibitoires.

La principale difficulté réside dans le fait que l'évolution constatée peut ne pas être liée (ou pas seulement) à l'application du document d'urbanisme. En matière d'environnement naturel, de nombreux facteurs interagissent, aussi bien localement que globalement, et discerner la part spécifique du PLU peut s'avérer délicat. Ainsi, la qualité des eaux brutes du Blavet à Lochrist est bien davantage influencée par les activités dans l'ensemble du bassin versant à l'amont que par les dispositions du PLU communal. Dans un autre registre, l'état des populations de saumons dans le Blavet peut être influencé aussi bien par des épidémies que par des phénomènes affectant l'Atlantique Nord.

D'autre part, l'ensemble des indicateurs doit être considéré comme un **tableau de bord** et analysé dans son ensemble : dans quelle mesure une évolution jugée négative sur un indicateur ne résulte-t-elle pas de choix qui se traduisent positivement sur d'autres ?

Enfin, ce « tableau de bord » ne doit pas être considéré comme figé : si dans les années à venir, certains semblent inadaptés ou non pertinents, leur adaptation, voire leur abandon, doit pouvoir être envisagée ; inversement, d'autres indicateurs, non prévus au départ, devraient pouvoir être mis en place.

À cette fin, les indicateurs et modalités retenus sont présentés dans le tableau figurant ci-dessous.

Type d'indicateurs			Périodicité	Sources
Etat	Résultat	Efficacité	de suivi	
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
			Tous les 5 ans	Orthophotoplan
			Tous les 5 ans	Orthophotoplan
X		X	Annuelle	Agence de l'eau
X		X	Tous les 5 ans	Agence de l'eau
X			Annuelle	Rapport annuel de l'eau
X			Annuelle	Rapport annuel de l'eau
X			Annuelle	Rapport annuel de l'eau
	X		Annuelle	RPQS CCPL
	X		Annuelle	RPQS CCPL
	X		Tous les 5 ans	CCPL
	X		Tous les 5 ans	Commune/CCPL
	X		Tous les 5 ans	CCPL
	X		Tous les 5 ans	INSEE
			Tous les 5 ans	INSEE
X		X	Tous les 5 ans	Indice ATMO / Airbreizh
X		X	Tous les 5 ans	PCET/CCPL
X		X	Tous les 5 ans	PCET/CCPL
X		X	Tous les 5 ans	PCET/CCPL







## >> 1. RAPPORT DE PRÉSENTATION TOME 2 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

- 2. PROJET D'AMÉNAGEMENT & DE DÉVELOPPEMENT DURABLES
- 3. RÈGLEMENT GRAPHIQUE ET RÈGLEMENT ÉCRIT
- 4. ANNEXES
- 5. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT & DE PROGRAMMATION



Mairie de Inzinzac-Lochrist  
Place Charles de Gaulle  
56650 INZINZAC-LOCHRIST

Téléphone : 02 97 85 30 30  
Télécopie : 02 97 85 30 40  
[www.inzinzac-lochrist.fr](http://www.inzinzac-lochrist.fr)

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du 04/11/2019

Le Maire,  
Armelle NICOLAS



Réalisation :  
Jean-Pierre Ferrand, conseil en environnement  
12 ter rue du Bourgneuf, 56700 Hennebont  
[jpierre.ferrand@wanadoo.fr](mailto:jpierre.ferrand@wanadoo.fr)  
Photographies de l'auteur



Octobre 2019

# Sommaire

Préambule	2
Première partie : Profil environnemental de la commune	5
Deuxième partie : Analyse de la compatibilité du PLU avec les normes supérieures et les projets supra-communaux	11
Troisième partie : Incidences du PLU sur l'environnement	21
Quatrième partie : Mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives	45
Cinquième partie : Mesures de suivi	49
Sixième partie : Justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement	53
Septième partie : Méthode de travail	59





Promeneurs dans les bois de Trémelin.



Accouplement de l'agrion *Calopteryx virgo* au bord du ruisseau du pont du Couédic.

# Préambule

## Le meilleur PLU possible pour l'environnement

L'élaboration d'un document d'urbanisme est un temps fort de la vie d'une collectivité et constitue une occasion unique pour engager un débat collectif de réflexion sur l'avenir de son territoire. Elle permet ainsi d'avoir une vision à moyen et long terme des projets et de planifier les choix en matière de développement urbain, économique et social tout en intégrant la prise en compte de l'environnement pour arriver à des solutions durables. Pour ce faire, l'élaboration d'un document d'urbanisme doit s'appuyer sur la démarche d'évaluation environnementale.

L'évaluation environnementale, définie par le code de l'Environnement et le code de l'Urbanisme, est une démarche qui place l'environnement au cœur du processus de décision et ce, dès le début de l'élaboration du document d'urbanisme. Elle permet de **s'interroger de façon critique sur l'opportunité de tous les projets d'aménagement du territoire, leur cohérence et leur intégration environnementale**. Elle vise à identifier les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement et à l'adapter en conséquence, de façon à **éviter, réduire, ou à défaut compenser les impacts dommageables potentiels sur l'environnement**. Elle contribue également à définir les conditions de réalisation des futurs projets, à en améliorer l'acceptabilité environnementale et à anticiper la prise en compte de leurs incidences. Enfin, elle renforce l'information du public grâce au rapport d'évaluation environnementale.

L'évaluation ne prétend aboutir à un PLU «parfait» au plan environnemental, d'autant que le domaine de l'environnement peut comporter des contradictions. Par le regard à la fois critique et constructif qu'elle porte sur le projet, elle entend simplement participer à produire **«le meilleur PLU possible pour l'environnement»**.

## Les grandes étapes de l'évaluation environnementale d'un PLU

Conduire une évaluation environnementale consiste à :

- élaborer un état initial de l'environnement du territoire communal (ce volet est en l'occurrence intégré dans le rapport de présentation du PLU d'Inzinzac-Lochrist et est synthétisé ici sous la forme d'un tableau) ;
- identifier les thèmes environnementaux importants sur le territoire ;
- accompagner l'élaboration du PLU en cherchant à réduire au strict minimum ses incidences sur l'environnement ;
- vérifier la cohérence interne du PLU ;
- assurer la cohérence du PLU avec les autres plans ou programmes et les démarches des territoires limitrophes ;
- analyser les incidences résiduelles du projet de PLU ;
- proposer des mesures selon la doctrine « Éviter, Réduire, Compenser » (d'abord essayer d'éviter toute incidence dommageable, puis réduire les incidences qui n'ont pu être évitées, puis compenser celles qui n'ont pu être suffisamment réduites) ;
- préparer le suivi ultérieur du PLU par des indicateurs appropriés.





Vue de Lochrist. Inzinzac est visible à l'arrière-plan.



La nature et les bois sont souvent très proches des quartiers d'habitat.



# Première partie

## Profil environnemental de la commune

L'état initial de l'environnement, qui prend en compte des propositions émises dans le cadre de l'évaluation environnementale, est intégré dans rapport de présentation du PLU. On en trouvera ci-après une présentation synthétique sous la forme d'un «profil environnemental» en tableau.

Ce document a été réalisé au début de l'évaluation environnementale. Il présente 25 thèmes environnementaux sous l'angle des atouts, des faiblesses, des tendances en cours, des objectifs proposés dans le cadre des politiques locales, et enfin des incidences proposées à cette étape initiale de l'évaluation sur le contenu du PLU.



# PROFIL ENVIRONNEMENTAL DU PLU D'INZINZAC LOCHRIST

	ATOUTS	FAIBLESSES
<b>1. L'environnement physique</b>		
A. Géologie, relief	Présence de mylonites (matériau recherché). Topographie favorable aux milieux naturels.	Contraintes topographiques pour l'agriculture.
B. Climat	/	/
C. Hydrosphère	Eau très présente sur le territoire communal.	Régime artificiel du Blavet
<b>2. L'environnement biologique</b>		
A. Habitats	Diversité élevée, fort taux de boisement, cours d'eau nombreux	Maillage bocager démantelé
B. Végétation et faune	Diversité élevée	Développement de plantes invasives en vallée du Blavet.
C. Réseaux écologiques	Territoire globalement bien maillé par les bois et cours d'eau.	Maillage bocager démantelé, présence de quelques ruptures sur cours d'eau et entre les bois
D. Sites Natura 2000	Présence d'un site à chiroptères d'intérêt régional.	Site vulnérable (mauvais état)
<b>3. Les ressources naturelles et leur gestion</b>		
A. Les richesses du sous-sol	Présence de mylonites.	/
B. Les sols	Terres agricoles de qualité sur les plateaux.	Pression de l'urbanisation sur les terres agricoles.
C. Les eaux superficielles	Eau abondante, nombreuses sources, pompages dans le Blavet.	Ressource très exposée aux pollutions. Petits cours d'eau pouvant être affectés par les sécheresses.
D. Les sources d'énergie	Potentiel local important (bois, hydro-électricité, biogaz)	Contraintes piscicoles et légales sur l'hydro-électricité.
E. Les déchets	Présence d'un CET permettant une gestion rationnelle et une valorisation des déchets (biogaz)	Risques et nuisances liés à l'activité du CET.
<b>4. Les pollutions et nuisances</b>		
A. Nuisances sonores	Peu de nuisances sonores, ambiance globalement calme	Risques de nuisances dans la ZI des Forges et autour de la carrière de Coët Loc'h
B. Pollution des sols	/	Importante étendue de sols pollués dans la zone des Forges
C. Pollutions bactériennes	Pollutions domestiques correctement traitées par assainissement collectif.	Les eaux pluviales restent un facteur de pollution bactérienne, ainsi que les élevages.

TENDANCES EN COURS	OBJECTIFS PROPOSES	INCIDENCES POUR LE PLU
/	Prendre en compte topographie et exposition dans les projets d'urbanisation.	Intégrer topographie et exposition dans OAP et règlement.
Tendance attestée au réchauffement	Réduire les émissions de gaz à effet de serre +adaptation.	Voir 4 E ci-dessous.
/	Eviter la perturbation du régime naturel des cours d'eau.	Limitation des surfaces imperméables et gestion des écoulements
Régression des prairies, fermeture des vallées, extension des boisements	Protection et renforcement du maillage bocager, protection des zones humides	Protections réglementaires, espaces tampons entre urbanisation et espaces naturels
Appauvrissement des plateaux agricoles.	cf case ci-dessus + renforcer la présence de la nature en ville	Cf case ci-dessus + clôtures végétales et perméables
Tendance à la stabilisation après la forte régression du bocage.	Protection et renforcement du maillage bocager, actions de reconnexion.	Cf cases ci-dessus + protection ou rétablissement de continuités écologiques (règlement, OAP, ER)
/	Préserver le site et ses abords	Pas d'urbanisation et éclairage réduit aux abords du site.
Carrière en exploitation, avec projets d'extension.	Permettre l'exploitation de la ressource, préserver les riverains.	Règlement adapté + pas d'urbanisation aux alentours.
Diminution de la consommation d'espace par l'habitat.	Poursuivre la baisse de consommation d'espace.	Privilégier renouvellement et densification de l'habitat.
Risques d'aggravation des étiages du fait du changement climatique.	Préserver la ressource en eau, limiter inondations et étiages.	Protection des sources, zones humides, cours d'eau, zones d'expansion des crues, haies, talus. Régulation des rejets d'eau pluviale
Développement du chauffage au bois, projets hydro-électriques, projet biogaz au CET de Kermat	Développement des sources d'énergie renouvelables.	Autoriser habitat économe + dispositifs de production d'énergie.
Diminution des apports à Kermat, projet biogaz, régression des dépôts sauvages.	Amélioration du tri des déchets	Prévoir/imposer dispositifs ou locaux pour le tri des déchets
/	Eviter de rapprocher l'habitat des activités à nuisances ou protéger l'habitat contre les bruits des carrières	Eviter de rapprocher l'habitat des activités à nuisances.
/	Eviter de construire sur les sols pollués, ou dépolluer.	Eviter de construire sur les sols pollués, ou prévoir de dépolluer.
Amélioration, mais problème des eaux pluviales non traitées.	Contrôler l'efficacité des assainissements individuels, traiter les eaux pluviales.	Prévoir ouvrages de régulation et traitement des eaux pluviales, notamment dans les OAP.



## PROFIL ENVIRONNEMENTAL DU PLU D'INZINZAC LOCHRIST

	ATOUTS	FAIBLESSES
D. Pollutions chimiques des milieux aquatiques	Peu de sources de pollutions autres qu'agricoles, les effluents urbains étant traités pour l'essentiel.	L'agriculture reste une source de pollutions notable. La qualité chimique du Blavet est médiocre.
E. Pollutions atmosphériques	Commune peu concernée par les pollutions urbaines et industrielles	Emissions importantes de GES par les activités agricoles
F. Nuisances olfactives	/	Nuisances liées au CET de Kermat et aux activités d'élevage

### 5. Les risques majeurs

A. Les risques naturels	/	Principalement risque de submersion lié au Blavet. Risque de feux de forêts.
B. Les risques technologiques	Commune globalement peu concernée par ces risques.	/

### 6. Vie quotidienne et environnement

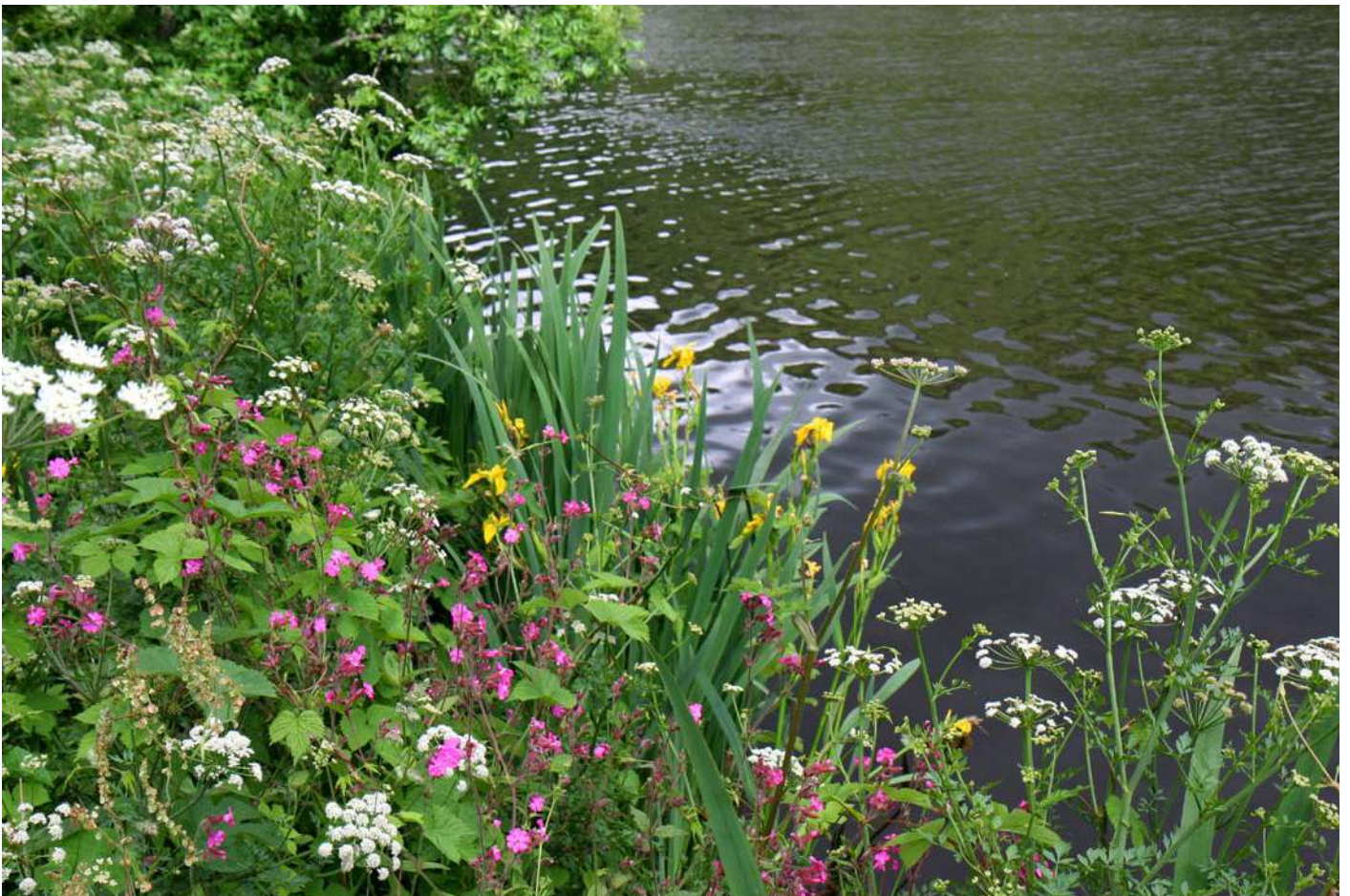
A. Santé publique	Excellentes conditions d'accès à la nature et aux activités de plein-air. Bonne qualité de l'air.	Modes de déplacement actifs peu utilisés. Présence locale de sols pollués. Contacts directs habitat/terres agricoles traitées.
B. Accès à la nature	Excellentes conditions d'accès à la nature et aux espaces verts.	Médiocres conditions d'accès à la vallée du Blavet à partir de Penquesten.
C. Déplacements non motorisés	Bonne desserte par bus, bonnes liaisons piétons / vélos vers les espaces naturels.	L'offre de cheminements piétons/vélos reste insuffisante.
D. Les patrimoines culturel, architectural et archéologique	Patrimoine original lié aux Forges, présent aussi sur Hennebont.	Dégradation et faible mise en valeur du patrimoine des Forges, pas de mise en valeur commune avec Hennebont.
E. Paysages	Paysage variés et d'une grande qualité, certains d'intérêt d'agglomération (vallée du Blavet, bois de Trémelin)	Maillage bocager démantelé sur les plateaux. Impression de relatif abandon dans le secteur des Forges.

TENDANCES EN COURS	OBJECTIFS PROPOSES	INCIDENCES POUR LE PLU
Tendance à l'amélioration sur le Blavet.	Amplifier la diminution des pollutions chimiques dans les cours d'eau.	Renforcer l'habitat dans secteurs desservis par l'assainissement collectif.
Baisse globale des émissions dans le pays de Lorient, sauf celles d'origine agricole.	Poursuivre la baisse des émissions de polluants et GES.	Renforcer l'habitat dans les secteurs bien desservis par modes doux, autoriser habitat économe + dispositifs de production d'énergie...
Amélioration pour ces deux facteurs de nuisances	Poursuivre la prévention des nuisances olfactives à Kermat.	/
Réduction du risque inondation par nouvel aménagement du Grand Barrage et PPRI.	Préserver les champs naturels d'expansion des crues, ne pas construire ou aménager en zone inondable ni sur lisières boisées.	Préserver les aires d'expansion des crues, pas de construction en zone inondable ni sur lisières boisées.
/	Ne pas aggraver l'exposition des habitants à ces risques.	Zonage à adapter aux risques connus.
/	Bien relier les secteurs d'habitat aux espaces verts, développer marche à pied et vélo, limiter l'exposition aux pollutions.	Prévoir les emplacements réservés nécessaires, prévoir des écrans plantés entre habitat et cultures.
/	Renforcer et sécuriser le réseau des itinéraires, faciliter l'accès au Blavet depuis Penquesten	Prévoir les emplacements réservés nécessaires.
Aménagement progressif d'itinéraires et de traversées sécurisés.	Renforcer la proximité entre habitat, services et bus, créer des réseaux de cheminements piétons/vélos efficaces.	Renforcer l'habitat dans les secteurs bien desservis par modes doux, + prévoir les emplacements réservés nécessaires.
Actions de mise en valeur urbaine et culturelle du site des Forges mais la dégradation du bâti se poursuit.	Poursuite de la mise en valeur urbaine et culturelle du site des Forges, si possible en commun avec Hennebont	Projet de développement / mise en valeur du site des Forges (OAP ?)
Fermeture des vallées par abandon des prairies.	Protection et renforcement du maillage bocager, gestion des espaces ouverts (pâturage extensif), mise en valeur du site des Forges	Protections réglementaires, projet de développement / mise en valeur du site des Forges (OAP ?)





Le Blavet au barrage des Gorreds.



Une végétation rivulaire très riche sur la berge du Blavet.



# Deuxième partie

## Analyse de la compatibilité du PLU avec les normes supérieures et les projets supra-communaux

### 1. Compatibilité avec le SCOT du Pays de Lorient

Le SCOT du Pays de Lorient a été approuvé le 16 mai 2018, et le PLU d'Inzinzac-Lochrist doit être compatible avec ses dispositions. On examinera ici cette compatibilité au regard des orientations exprimées dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et concernant le domaine de l'environnement, à savoir la trame verte et bleue, la mobilité, la participation à la transition énergétique, la protection contre les risques et la gestion des eaux.

#### 1. 1. La trame verte et bleue

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist intègre la trame verte et bleue identifiée dans le cadre du SCOT et permet ainsi d'aller encore au-delà des protections instituées par le PLU antérieur, notamment au travers de la protection des éléments les plus fins de la trame tels que les petits cours d'eau, les petites zones humides, les bosquets, les haies bocagères... Le règlement et l'OAP thématique «*Nature en ville*» concourent également à renforcer ces dispositifs de protection, qui descendent désormais jusqu'à un niveau de précision très fin (les caractéristiques des clôtures, les bâtiments en tant qu'habitats pour la faune sauvage...). Le PLU met ainsi en œuvre les prescriptions et préconisations définies au 1.1.1 du DOO («*Identifier, préserver et restaurer les continuités écologiques*»).

Certains points sensibles concernant la trame verte et bleue ainsi que la biodiversité méritent d'être examinés plus précisément.

##### 1) La vallée du Blavet

Cette grande continuité écologique, qui ne s'interrompt qu'au niveau de Lochrist en ce qui concerne les milieux terrestres, est globalement protégée par le PLU. L'existence de projets d'aménagement et de mise en valeur de la vallée pouvait poser des problèmes pour le maintien de cette continuité et de son niveau d'intérêt écologique.

**a) L'ancienne carrière de Calzat** a été aménagée en parc de loisirs nautiques dans le cadre du PLU en vigueur. Cet aménagement a pris place dans une carrière qui avait été réhabilitée en 1997. Le programme de renaturation comportait notamment «*la création d'une roselière avec un haut-fond devant permettre la reprise d'une vie aquatique (...), l'aménagement d'une mare permanente dans le «canyon», propice au développement d'une flore et d'une faune propres aux zones humides, la recolonisation des fronts rocheux par les ajoncs, les bruyères, les bouleaux...*» (source : UNICEM). ORSA Granulats, dernier exploitant du site, a reçu en 2000 le premier prix décerné par l'Union européenne des producteurs de granulats pour le réaménagement exemplaire de cette carrière de roches massives. La réalisation du West Wake Park à l'intérieur de ce site constitue un changement de direction très net par rapport à ces objectifs initiaux.

**b) Le projet de mise en valeur du site des Forges** comporte l'aménagement d'un cheminement sur la rive du Blavet. Dans ce cadre, il pourrait exister un risque de suppression au moins partielle de la végétation arborée et buissonnante qui borde la berge, par exemple pour ouvrir la vue sur le Blavet. Or il a été constaté que cette bande de végétation constitue un lieu de tranquillité et éventuellement de reproduction pour diverses espèces d'oiseaux (poules d'eau, foulques, canards colverts, grèbes castagneux, grands cormorans, martins-pêcheurs, etc). En outre, la présence régulière de la loutre d'Europe a été relevée dans ce secteur depuis 2018, ce qui plaide en faveur d'une conservation maximale des habitats naturels de la rive droite.

Dans le cadre de l'évaluation environnementale, l'OAP a été complétée pour imposer de maintenir cette végétation.

**c) Le PLU renforce la protection des colonies de chiroptères** implantées au niveau du barrage des Gorreds, par la suppression du zonage 2AU (habitat à moyen ou long terme) qui était prévu dans ce secteur par le PLU précédent.

## 2) Autres secteurs

- **Le projet d'extension de la carrière de Coët Loc'h**, inscrit au PLU, aura des incidences écologiques importantes sur la partie occidentale des bois de Trémelin, notamment un effet de fragmentation des milieux. Cette opération est soumise à une étude d'impact, qui déterminera les mesures propres à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives du projet sur l'environnement. Il convient de rappeler que le SCOT (DOO, 2.5.9) demande de «*favoriser l'exploitation de gisements de proximité (...) afin de limiter les coûts de transport de ces produits pondéreux*» et également de «*(préserver) de toute urbanisation nouvelle les abords des carrières autorisées en exploitation et des carrières en cours d'autorisation, en tenant compte de leur extension possible*», ce qui est le cas en l'occurrence. Par ailleurs, et également en application du SCOT, le PLU ne prévoit pas d'urbanisation nouvelle au voisinage de la carrière et de son extension projetée.

- **Le barrage de Ty-Mat**, désormais inutilisé et dont la retenue s'envase rapidement en l'absence d'entretien, pose un problème de continuité écologique au niveau du ruisseau de Kersalo (ou Kerollin), qui est un cours d'eau de grande qualité. Sa suppression semble devoir être envisagée, ce qui irait dans le sens des dispositions du DOO (1.1.1 : *Identifier, préserver et restaurer les continuités écologiques*). Le PLU ne contient pas d'orientations en ce sens. Toutefois, tant le maintien que la suppression de cet ouvrage sont des choix de gestion qui n'ont pas d'incidences sur le PLU, ou au regard desquels le PLU n'a pas d'incidences.

- Le PLU prévoit un renforcement de la **continuité écologique au niveau de la plaine du Gorée**, dans le cadre d'une OAP spécifique. Cette mesure va dans le sens d'une des prescriptions du DOO (*point 1.1.1 : Identifier, préserver et restaurer les continuités écologiques*).



La retenue de Ty-Mat, qui perturbe la continuité écologique d'un ruisseau, n'est plus utilisée et tend à s'envaser.

## 1.2. La mobilité

Le PLU contient diverses mesures favorisant les modes de déplacement actifs (marche à pied, vélo) ainsi que l'usage du bus, tout en limitant les besoins de déplacements locaux en voiture individuelle :

- Renforcement de l'offre de logements pour l'essentiel dans les trois bourgs, principalement ceux d'Inzinzac et Lochrist qui sont les mieux équipés et desservis en transports collectifs.
- Forme urbaine plus ramassée évitant les étirements de l'urbanisation et l'allongement des trajets, ce qui facilite par exemple l'accès aux écoles à pied.
- Accroissement de l'offre de cheminements doux, par inscription dans les OAP et emplacements réservés spécifiques.

Il participe ainsi, comme le demande le SCOT, à diversifier les modes de déplacement et à réduire la dépendance à la voiture particulière (voir notamment DOO, 2.2.4 : *Développer la mobilité active* ; 2.2.5 : *Structurer le réseau de transports collectifs urbains autour des centralités*).

## 1.3. La participation à la transition énergétique

Le PLU contient en la matière de nombreuses dispositions, dont certaines très innovantes, notamment en ce qui concerne la **production d'énergies renouvelables** et les **économies d'énergie** (avec par exemple l'obligation de production d'énergies renouvelables dans l'habitat, couvrant au moins 20% de l'énergie consommée). En faisant le choix de renforcer l'offre de logements au plus près des équipements et services, il concourt à limiter les besoins de déplacements et à renforcer les services de proximité. Il contient enfin de nombreuses mesures en faveur des modes de déplacement actifs, par exemple des emplacements réservés en faveur de nouveaux cheminements pour piétons et cycles ainsi que l'inscription de tels dispositifs dans les orientations d'aménagement et de programmation.

Le règlement du PLU contient, dans ses dispositions communes aux différents secteurs ainsi que pour chaque secteur, un article 3 intitulé «*Prise en compte de l'énergie et du réchauffement climatique*» qui comporte les rubriques «*Efficacité énergétique des bâtiments*», «*Production d'énergies renouvelables*» et «*Adaptation au changement climatique*». Au-delà, il a été vérifié que le règlement était débarrassé de toutes règles susceptibles de pénaliser les dispositifs d'économie ou de production d'énergie.

Il n'a pas été noté de dispositions susceptibles d'aller en sens inverse, à l'exception de quelques zones constructibles dans des secteurs peu ou mal desservis par les bus (Penquesten, Ambroise Croizat...) où il existe en pratique peu d'alternatives aux déplacements en voiture individuelle. D'une manière générale, si des progrès substantiels devraient être rapidement observés au niveau de la consommation et de la production énergétique des bâtiments, il semble plus difficile d'inverser la tendance à la croissance des déplacements en voiture individuelle. Sont ici en cause la forme urbaine assez lâche de la commune, difficile à desservir efficacement par les bus, ainsi que la faible efficacité de ce mode de transport, en termes de temps de trajet, pour les déplacements vers les pôles d'emploi tels qu'Hennebont, Lanester/Caudan et Lorient, en raison de l'engorgement croissant du réseau routier par le trafic automobile.

## 1.4. La protection contre les risques

Le PLU intègre dans toutes ses dispositions la protection des populations contre les risques naturels et technologiques. Le principal risque susceptible d'affecter la commune est lié aux **crues du Blavet**, il est intégré dans le règlement écrit et graphique et aucune disposition du PLU, y compris l'OAP des Forges, ne pose de problème particulier à cet égard. Le **risque ponctuel d'inondation**, lié par exemple à la saturation du réseau collecteur d'eaux pluviales, est par ailleurs pris en compte au niveau des orientations d'aménagement et de programmation, qui prévoient si nécessaire un ouvrage de régulation, ce dispositif complétant les mesures prises dans le cadre du règlement pour limiter les rejets d'eaux pluviales en sortie de chaque propriété.

Les risques liés aux **sols pollués**, relativement importants dans le secteur de Lochrist du fait de l'activité passée des Forges, sont pris en compte par le fait qu'il n'est plus prévu d'implanter de l'habitat sur les sites potentiellement concernés par ces risques.



## 1.5. La gestion des eaux

Les dispositions du SCOT sont rappelées ici en italiques et leur application au PLU est exposée.

### 2.5.1 - PERENNISER UN APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DE QUALITE

*Pour assurer l'approvisionnement en eau potable du territoire, qui dépend majoritairement des eaux de surface (Scorff et Blavet), les collectivités doivent veiller à la fois aux quantités disponibles (dont dépendent les capacités de prélèvements) et à la qualité des eaux. Si les quantités d'eau sont estimées suffisantes pour la population projetée en 2037 (cf. diagnostic), la dégradation de qualité de l'eau constituerait un risque de limitation de la ressource. La préservation de la qualité de l'eau passe par des précautions en matière d'aménagement et de développement du territoire.*

*Prescription : Les PLU préservent des espaces tampons naturels le long des cours d'eau, des zones humides et des fossés pour prévenir les pollutions, en milieu urbanisé et non urbanisé (cf. partie 1.1 – UNE TRAME VERTE ET BLEUE VALORISANT LES PAYSAGES NATURELS ET URBAINS).*

*Prescription : Les PLU, dans leur rapport de présentation, étudient les compatibilités des projets d'aménagement du territoire avec les capacités en eau potable afin d'assurer en amont de l'ouverture à l'urbanisation, la bonne adéquation entre objectifs de développement résidentiel et touristique et besoins en eau potable.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Le territoire est alimenté par les infrastructures d'alimentation en eau potable qui sont interconnectées entre elles et assurent une sécurisation de l'approvisionnement.

*Prescription : Les PLU prescrivent la mise en place de dispositifs de récupération et/ou de réutilisation des eaux pluviales, ainsi que de dispositifs économes en eau dans les constructions existantes ou futures (cf. règle 2.5.3), dans le respect des dispositions des réglementations sanitaires en vigueur.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Le règlement reprend les dispositions du SCOT et du SDAGE en imposant à tout projet de construction ou de rénovation de stocker en vue d'une réutilisation les eaux de toiture dans une cuve d'un volume minimum de 1 m<sup>3</sup>.

### 2.5.2 - PERENNISER LES DIFFERENTS USAGES PAR UNE BONNE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET USEES

*Prescription : Les communes élaborent des zonages d'assainissement des eaux pluviales, annexés aux PLU ou procèdent à leur révision, dans une démarche conjointe à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme. Conformément à la loi sur l'eau, les communes délimitent :*

- les secteurs où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement*
- les secteurs où il est nécessaire de prévoir des installations permettant d'assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Le zonage d'assainissement des eaux pluviales est annexé au PLU.

*Prescription : Les PLU conditionnent de nouvelles constructions sur les secteurs desservis ou à desservir en assainissement collectif à :*

- l'existence d'une capacité de collecte suffisante*
- une capacité suffisante de traitement de la station d'épuration, au respect des normes de rejet dans le milieu récepteur.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Le zonage d'assainissement des eaux usées est annexé au PLU. Les eaux usées des bourgs d'Inzinzac et Lochrist sont traitées à la station d'épuration d'Hennebont, de type boues activées avec dénitrification et déphosphatation. Mise en service en 2003 pour une capacité nominale de 26000 E.H., la charge polluante collectée s'établit en pointe à 18820 E.H., elle dispose donc d'une réserve de capacité d'environ 7000 E.H. De 2007 à 2015 la croissance de chaque commune a été évaluée selon

l'INSEE à : + 300 logements pour Inzinzac-Lochrist et + 700 logements pour Hennebont. La réserve de capacité de la station d'épuration correspond aux perspectives de développement des deux communes à un horizon de 12 ans pour une hypothèse de croissance haute, et à 17 ans pour une hypothèse de croissance basse (source : Dossier d'enquête publique relative à la révision du plan de zonage d'assainissement des eaux usées, mars 2017).

Penquesten dispose d'une station mise en service en 2008, de type lits plantés de roseaux et d'une capacité de 700 E.H.

*Prescription : Lorsque les projets de développement urbain ne peuvent pas être raccordés au système collectif d'assainissement, les PLU prévoient leur raccordement à des dispositifs semi-collectifs (quelques équivalent-habitants) ou individuels.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** L'ensemble des zones à urbaniser seront raccordées au réseau collectif d'eaux usées.

*Préconisation : Les PLU évitent toute construction et installation génératrice de concentration de polluants à proximité des cours d'eau et en zone inondable.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Les zones ouvertes à l'urbanisation et comportant des risques de pollution ne sont pas situées à proximité immédiate des cours d'eau et des zones humides. Toutefois, la zone d'activités existante sur le site des Forges est située en bordure du Blavet. Le règlement du PLU n'y autorise pas les installations classées, ce qui permettra de faire évoluer la zone vers des activités ne générant pas de risques de pollutions. On rappellera que la présence de sols pollués par l'ancienne activité des Forges, en bordure du Blavet, est attestée dans ce secteur. En l'occurrence, il s'agit de remblais réalisés avec des scories industrielles (mâchefers) en communication avec la nappe d'eau du Blavet.

*Préconisation : Dans un objectif de maîtrise des coûts liés à l'aménagement et à la gestion économe des réseaux (eau potable et assainissement), la limitation de la consommation d'espaces est recherchée.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Les zones ouvertes à l'urbanisation sont concentrées dans les parties de la commune qui sont desservies par l'assainissement collectif.

*Recommandation : Les collectivités locales sont encouragées à poursuivre la modernisation et le renforcement des stations d'épuration en améliorant les réseaux et les postes de relèvement (diminution des rejets dans les milieux naturels afin d'améliorer la qualité des masses d'eau, limitation des volumes en entrée des stations), en renforçant les capacités et les performances des équipements, ou en créant de nouvelles stations si besoin, ainsi qu'en se dotant d'outils de métrologie sur les réseaux de collecte des eaux usées afin de localiser et de quantifier les rejets directs vers le milieu naturel pour mieux cibler les améliorations à apporter aux ouvrages.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** L'assainissement est une compétence de Lorient Agglomération.

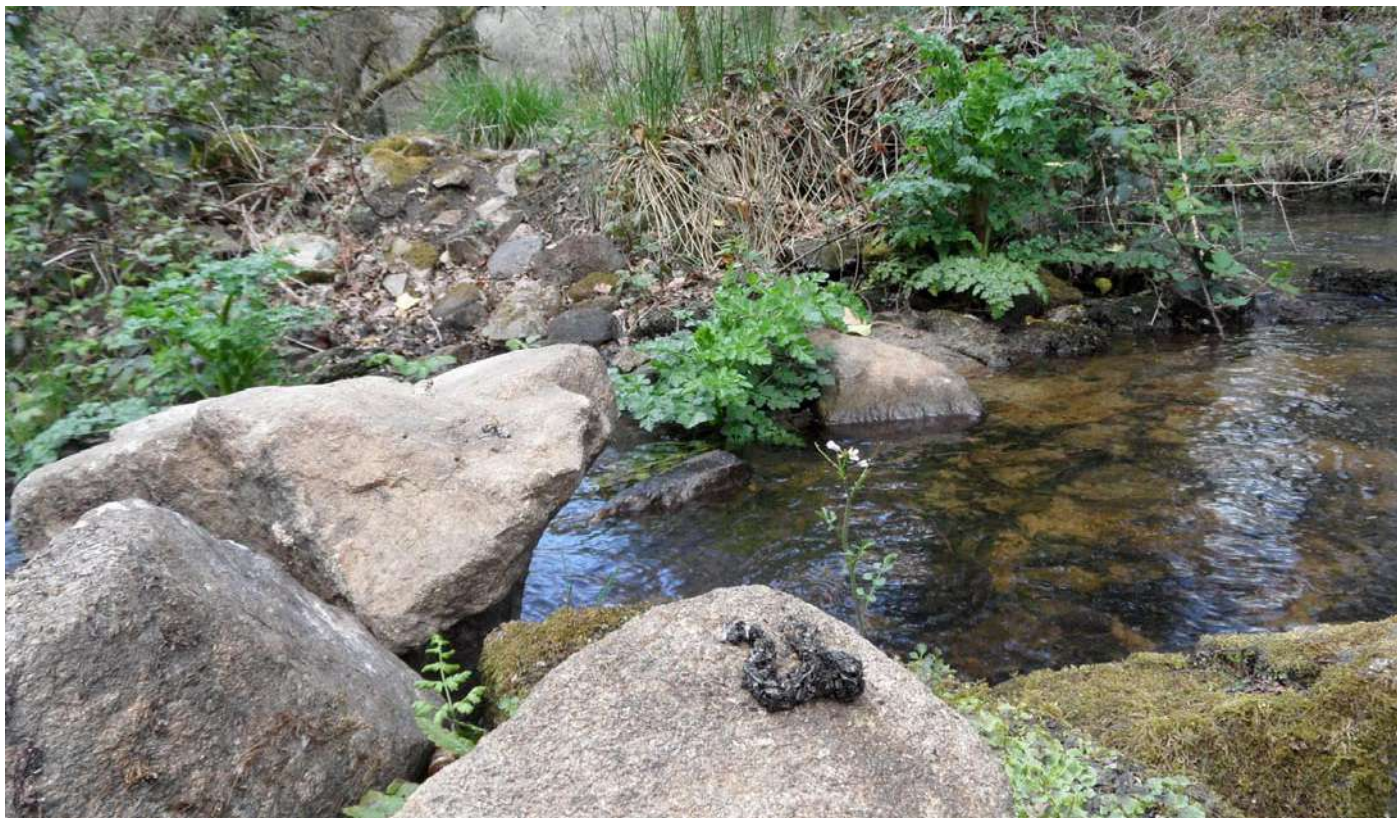
## 2. Prise en compte du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Bretagne

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Bretagne, approuvé le 2 novembre 2015, identifie les **continuités écologiques** dont la préservation ou la remise en bon état présente une importance à l'échelle nationale ou régionale. Ses dispositions sont intégrées et précisées par le Schéma de cohérence territoriale du Pays de Lorient. Lors de l'élaboration de celui-ci, il a été réalisé par télédétection une cartographie précise des principaux milieux naturels du territoire, ce qui a permis d'identifier les **corridors écologiques** ainsi que les «**réservoirs de biodiversité**» présumés. Un des objectifs de ce travail était de faciliter l'intégration de la «trame verte et bleue» dans les Plans locaux d'urbanisme, à charge pour ceux-ci d'en identifier les éléments les plus fins en vue de les protéger. Il s'agissait également de repérer des discontinuités néfastes aux déplacements de la faune.

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist reprend les éléments de connaissance issus du SCOT et veille à la **préservation des continuités écologiques** sur le territoire communal. Il protège tant les **grands ensembles naturels** (vallée du Blavet, bois de Trémelin...) que des **éléments plus fins** (vallée secondaires, haies bocagères, etc). Il propose également de recréer une continuité écologique et paysagère reliant deux vallons par un point haut, de part et d'autre de la route reliant Lochrist à Inzinzac. Les OAP par secteurs identifient des éléments naturels à préserver dans les aménagements futurs, tandis que l'OAP thématique «*Nature en ville*» contient des dispositions spécifiques à la préservation ou à l'introduction d'éléments naturels dans le tissu urbain.

Le PLU d'Inzinzac-Lochrist ne comporte pas d'omission particulière en matière de continuités naturelles protégées, il contient pas non plus de dispositions susceptibles de perturber le fonctionnement des continuités existantes. **Des points particuliers sont toutefois à souligner :**

- (point déjà évoqué à propos du SCOT) Le **projet d'extension de la carrière de Coët Loc'h**, inscrit au PLU, aura des incidences écologiques importantes sur la partie occidentale des bois de Trémelin, notamment un effet de fragmentation des milieux durant la période d'exploitation. Cette opération est soumise à une étude d'impact, qui déterminera en fonction des caractéristiques du projet les mesures propres à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives sur l'environnement.



Epreinte (crotte) de loutre au bord du ruisseau de Kerollin.

- L'évaluation du **secteur d'OAP n° 3 (Ambroise Croizat et Parc de la Médiathèque)** a abouti à reclasser en zone naturelle des terrains qui avaient dans un premier temps été envisagés pour être urbanisés.
- Le renforcement de la **continuité écologique au niveau de la plaine du Gorée** constitue un objectif très intéressant à divers égards (écologie, paysage, accès des habitants à la nature), mais il apparaît difficile à mettre en œuvre compte tenu des aménagements existants ou prévus dans ce secteur (aire de stationnement, équipement culturel, équipements sportifs, extensions d'urbanisation, lignes électriques à très haute tension). Le projet d'aménagement devra donc être affiné, en prévoyant notamment des dispositions précises concernant le traitement végétal.
- (point déjà évoqué à propos du SCOT) Le **barrage de Ty-Mat**, désormais inutilisé et dont la retenue s'envase rapidement en l'absence d'entretien, pose un problème de continuité écologique au niveau du ruisseau de Kersalo (ou Kerollin), qui est un cours d'eau de grande qualité avec des populations de salmonidés. Sa suppression semble devoir être envisagée tôt ou tard. Le PLU ne contient pas d'orientations en ce sens. Toutefois, tant le maintien que la suppression de cet ouvrage sont des choix de gestion qui n'ont pas d'incidences sur le PLU, ou au regard desquels le PLU n'a pas d'incidences.

### 3. Prise en compte du Plan climat, air, énergie territorial (PCAET) de Lorient Agglomération

Ce document est arrêté mais non encore opposable à la date du présent rapport. Toutefois, le règlement du PLU intègre diverses dispositions du projet, notamment dans ses axes 2 (résidentiel), 3 (mobilité) et 4 (urbanisme et aménagement). Il s'agit surtout des règles facilitant la rénovation thermique et les économies d'énergies dans les bâtiments (voir notamment l'article G3 du règlement, qui traite spécifiquement de la «*prise en compte de l'énergie et du réchauffement climatique*»), ou encore de celles facilitant la pratique des modes de déplacements dits «actifs» (marche à pied et vélo notamment) par l'urbanisation à proximité des équipements et services, la création de nouvelles liaisons piétonnes et cyclables, etc. Il n'a pas été relevé, dans les éléments du PLU, de dispositions susceptibles d'entrer en contradiction avec les dispositions du futur PCAET.

### 4. Prise en compte du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne

Les dispositions suivantes du SDAGE concernant particulièrement les documents d'urbanisme et leur application par le PLU d'Inzinzac-Lochrist est examinée.

*ORIENTATION 3D - Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée*

*Disposition 3D-1 - Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements*

*Les collectivités réalisent, en application de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, un zonage pluvial dans les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. Ce plan de zonage pluvial offre une vision globale des aménagements liés aux eaux pluviales, prenant en compte les prévisions de développement urbain et industriel.*

*Les projets d'aménagement ou de réaménagement urbain devront autant que possible :*

- *limiter l'imperméabilisation des sols ;*
- *privilégier l'infiltration lorsqu'elle est possible ;*
- *favoriser le piégeage des eaux pluviales à la parcelle ;*
- *faire appel aux techniques alternatives au « tout tuyau » (noues enherbées, chaussées drainantes, bassins d'infiltration, toitures végétalisées...) ;*
- *mettre en place les ouvrages de dépollution si nécessaire ;*
- *réutiliser les eaux de ruissellement pour certaines activités domestiques ou industrielles.*



*Il est fortement recommandé de retranscrire les prescriptions du zonage pluvial dans le PLU, conformément à l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, en compatibilité avec le SCoT lorsqu'il existe.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Réalisé, voir notamment article G2 du règlement, rubrique «Gestion des eaux pluviales et du ruissellement».

*Disposition 3D-2 - Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales*

*Le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs eaux pluviales puis dans le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits acceptables par ces derniers et de manière à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement.*

*Dans cet objectif, les SCoT ou, en l'absence de SCoT, les PLU comportent des prescriptions permettant de limiter cette problématique. A ce titre, il est fortement recommandé que les SCoT mentionnent des dispositions exigeant, d'une part des PLU qu'ils comportent des mesures relatives à l'imperméabilisation et aux rejets à un débit de fuite limité appliquées aux constructions nouvelles et aux seules extensions des constructions existantes, et d'autre part des cartes communales qu'elles prennent en compte cette problématique dans le droit à construire. À défaut d'une étude spécifique précisant la valeur de ce débit de fuite, le débit de fuite maximal sera de 3 l/s/ha pour une pluie décennale.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Réalisé, voir notamment article G2 du règlement, rubrique «Gestion des eaux pluviales et du ruissellement».

*ORIENTATION 8A - Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités*

*Disposition 8A-1 - Les documents d'urbanisme / Les documents inter-communaux ou communaux (PLU et carte communale)*

*Les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les OAP, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Réalisé après inventaire exhaustif et actualisé des zones humides.

*Disposition 8B-1 - Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.*

*À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.*

*À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recreation ou la restauration de zones humides, cumulativement :*

- équivalente sur le plan fonctionnel ;*
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;*
- dans le bassin versant de la masse d'eau.*

*En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.*

*Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale «éviter, réduire, compenser», les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).*

*La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Voir ci-après «Prise en compte du SAGE Blavet», règle 3.1.1.

## 5. Prise en compte du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Blavet

Les dispositions suivantes du SAGE concernent particulièrement les documents d'urbanisme :

### **Assainissement collectif et eau potable**

*Disposition 2.4.1. Adéquation entre le développement du territoire, les milieux aquatiques et leurs usages*

*Les documents d'urbanisme (...) sont compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif d'adéquation entre l'aménagement du territoire (avec équipements de collecte, stockage et traitement des eaux) et l'atteinte ou le maintien du bon état écologique des milieux aquatiques et des usages.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Pas d'incompatibilité relevée.

*Disposition 2.4.3. Réalisation ou actualisation des études de planification de l'assainissement eaux usées et eaux pluviales avec les documents de planification en matière d'urbanisme*

*La Cle encourage fortement les communes et leurs groupements ayant un projet de développement urbain et/ou industriel conséquent, à réaliser ou actualiser les études de planification en matière d'assainissement (zonages, études de diagnostic, schémas directeurs).*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Réalisé.

### **Préservation des zones humides**

*Règle 3.1.1. La dégradation ou la destruction d'une «zone humide remarquable» ne pourra être acceptée que pour des projets d'intérêt public bénéficiant d'une DUP et/ou d'un Projet d'Intérêt Général, et justifiant de l'absence d'alternative avérée. La compensation se fera par la restauration de zones humides remarquables dégradées sur une superficie égale à au moins 300 % de la surface impactée.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Disposition intégrée au règlement des zones A et N.

*Règle 3.2.3. L'implantation de nouveaux plans d'eau ou de nouvelles retenues collinaires relevant de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités au titre de la loi et figurant à la nomenclature applicable (article R.214-1 du code de l'environnement en vigueur au moment de la publication du Sage) n'est pas autorisée sur sources, sur zones humides et dans les champs d'expansion des crues.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Pris en compte par le règlement (voir Dispositions générales point D).

*Disposition 3.1.5. Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec l'objectif de protection des zones humides*

*Les documents d'urbanisme, SCoT, PLU, cartes communales, doivent être compatibles, ou rendus compatibles, avec l'objectif de protection des zones humides identifiées à l'occasion des inventaires communaux ou lors des mises à jour de ces derniers.*

*On entend par objectif de protection, la non destruction de l'ensemble des zones humides et la non dégradation pour les zones humides remarquables (cf. annexe 4) ce qui induit l'absence de tout remblaiement, affouillement, drainage et imperméabilisation de la zone humide.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** réalisé.

*Disposition 3.1.7. Intégration des actualisations des inventaires de zones humides dans les documents d'urbanisme.*

*Les éléments d'actualisation des inventaires de zones humides mentionnés à la disposition 3.1.2 doivent être intégrés aux documents d'urbanisme des communes. Suite à l'information faite par la structure porteuse du Sage, cette intégration se fait à l'occasion des modifications, révisions ou révisions simplifiées des documents d'urbanisme.*

**Application à Inzinzac-Lochrist :** Réalisé.

*Disposition 3.1.12. La protection du bocage de ceinture de zones humides*

*Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'urbanisme protègent les éléments de bocage de ceinture de zones humides, conformément aux dispositions 2.2.4 à 2.2.9 de l'objectif 2 « réduction des flux de phosphore » de l'enjeu 2 « la qualité de l'eau ».*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Réalisé.**

***Préservation des cours d'eau***

*Règle 3.2.2. L'implantation de nouveaux plans d'eau (...) relevant de la nomenclature des IOTA et figurant à la nomenclature applicable (article R.214-1 du code de l'environnement en vigueur au moment de la publication du Sage) ne peut se faire (...) pour les plans d'eau de loisirs, qu'en dehors des bassins versants où il existe des réservoirs biologiques ainsi qu'en dehors des bassins versants des cours d'eau de 1ère catégorie.*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Pris en compte par le règlement (cf Dispositions générales point D).**

***Gestion des inondations***

*Règle 3.2.3. L'implantation de nouveaux plans d'eau (...) relevant de la nomenclature des IOTA et figurant à la nomenclature applicable (article R.214-1 du code de l'environnement) n'est pas autorisée sur sources, sur zones humides et dans les champs d'expansion des crues.*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Pris en compte par le règlement (cf Dispositions générales point D).**

***Gestion des eaux pluviales***

*Disposition 4.1.3. Planifier la gestion des eaux pluviales pour ne pas aggraver les inondations liées au ruissellement.*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Pris en compte, ainsi l'OAP du Sous-Bois a été modifiée pour intégrer un ouvrage d'eaux pluviales suite au constat d'une capacité insuffisante du réseau collecteur.**

*Disposition 4.1.4. Limiter l'imperméabilisation.*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Pris en compte par le règlement, voir notamment article G2.**

***Assainissement collectif et eau potable***

*Disposition 2.4.1. Adéquation entre le développement du territoire, les milieux aquatiques et leurs usages.*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Pas de difficulté prévisible.**

*Disposition 2.4.3. Réalisation ou actualisation des études de planification de l'assainissement eaux usées et eaux pluviales avec les documents de planification en matière d'urbanisme.*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Effectué.**

*Disposition 4.2.8. Pour une adéquation entre le développement et les disponibilités de la ressource en eau.*

**Application à Inzinzac-Lochrist : Pas de difficulté prévisible.**

# Troisième partie

## Incidences du PLU sur l'environnement

Il est proposé ici une double analyse des incidences :

- **Par catégorie de dispositions du PLU** (PADD, règlement, orientations d'aménagement et de programmation / OAP)
- **Par thème environnemental**, tous types de dispositions confondus.

### 1. Analyse des incidences par catégorie de dispositions

#### 1.1. Incidences du PADD

Dans le cadre du processus itératif d'évaluation, 46 dispositions du projet de PADD ont été analysées au regard de leurs incidences environnementales positives ou négatives. Elles ont fait l'objet de 74 observations de natures et de portées diverses (y compris des points de forme ou des demandes de précisions).

**Parmi les points les plus positifs** ont été relevés :

- la réalisation de la totalité des futurs logements dans l'enveloppe urbaine des trois bourgs, et donc l'arrêt de toute urbanisation en campagne.
- la mise en œuvre d'opérations de renouvellement urbain.
- l'amélioration des conditions d'accès des habitants aux espaces verts et espaces naturels.
- les perspectives de reconquête paysagère du site des Forges.
- la protection des terres agricoles et des sièges d'exploitation.
- la protection renforcée des grands ensembles naturels et des continuités écologiques.
- la promotion des déplacements à pied et à vélo.
- la promotion des économies d'énergie et des énergies renouvelables dans l'habitat et les activités économiques.

**Les points potentiellement problématiques** au regard de l'environnement étaient les suivants :

- Les incidences des opérations de densification urbaine sur les espaces verts ou espaces naturels existants à l'intérieur des périmètres des opérations ou à proximité.
- Les modalités d'aménagement des infrastructures de déplacements doux dans la trame verte et bleue (une utilisation pour des déplacements utilitaires quotidiens nécessite une qualité d'aménagement élevée et donc une artificialisation des chemins).
- Les incidences possibles de projets de mise en valeur touristique dans la vallée du Blavet.
- La coexistence entre diverses natures d'usages au niveau de la zone d'activité des Forges et les contraintes de sols pollués dans ce secteur.
- Les incidences des activités de diversification autorisées au niveau des sièges d'exploitation agricoles.

L'attention ayant été attirée sur ces différents points, l'évaluation s'est ensuite attachée aux dispositions du PLU traduisant les orientations du PADD (règlement écrit et graphique, OAP).



## 1.2. Incidences du règlement écrit

### Vue d'ensemble

Le règlement du PLU d'Inzinzac-Lochrist intègre les dispositions du décret de modernisation du contenu du PLU (28 décembre 2015), texte qui vise en priorité le renforcement de la mixité fonctionnelle et sociale, la maîtrise de la ressource foncière et la lutte contre l'étalement urbain, ainsi que la préservation et la mise en valeur du patrimoine environnemental, paysager et architectural. Il intègre aussi des réflexions ou des dispositions issues de documents de planification locaux (SCOT en vigueur, PCAET - Plan climat air énergie territorial - arrêté). D'une manière générale, il est inspiré par une **volonté de progresser dans tous les domaines entrant dans le champ de l'environnement**, particulièrement en ce qui concerne l'économie d'espace, les économies d'énergie et la production d'énergies renouvelables, la protection des continuités naturelles, la promotion des modes de déplacement actifs, la protection de la ressource en eau...

Ces progrès ne doivent toutefois pas occulter d'inévitables difficultés, telles que les risques de contradictions entre densification urbaine et préservation du cadre de vie, la gestion du stationnement des voitures dans un espace plus contraint, les incidences des dispositifs d'économie ou de production d'énergie sur le patrimoine bâti, etc.

### Articles 1 : destinations des constructions

- Certains **secteurs Ni et Nl** se situent dans des environnements naturels sensibles, or l'emprise au sol maximale des constructions autorisées n'est pas définie.
- Le **règlement du secteur Ui des Forges** interdit les implantations d'installations classées pour la protection de l'environnement, ce qui évitera d'apporter des nuisances supplémentaires sur le site.
- Le **règlement du secteur Aa** autorise les activités de transformation des produits agricoles ainsi que les activités de méthanisation agricole, qui peuvent générer des impacts environnementaux spécifiques. Dans le second cas, ces impacts sont à étudier et à prévenir dans le cadre du régime juridique applicable à ces installations. Dans le cas d'activités de transformation, il convient de s'assurer que le pétitionnaire dispose d'une capacité suffisante à gérer les déchets et effluents sans risque de pollution du milieu naturel.

### Articles 2 : équipements, réseaux, consommations et rejets

*(source de l'analyse : Alexandre Mabilille / Cirrus Environnement)*

Concernant la gestion des eaux pluviales, le règlement reprend les dispositions du SCOT et du SDAGE en imposant à tout projet de construction ou de rénovation de stocker en vue d'une réutilisation les eaux de toiture dans une cuve d'un volume minimum de 1 m<sup>3</sup>. Les autres eaux pluviales doivent être infiltrées à la parcelle. Enfin le débit de fuite maximal autorisé de 3 l/s/ha correspond aux dispositions du SDAGE.

En ce qui concerne les opérations d'aménagement d'ensemble, le règlement impose la réalisation d'une étude de perméabilité des sols et la mise en œuvre d'un traitement aérien de l'ensemble des eaux pluviales au moyen de techniques dites alternatives : noues paysagères, tranchées drainantes.

Ces éléments de règlement sont très positifs vis à vis des risques d'inondation puisqu'ils permettent de ne pas augmenter les débits des eaux de ruissellement évacuées vers le réseau public d'eaux pluviales ou le réseau hydrographique par rapport à l'état actuel. On notera que le zonage d'assainissement des eaux pluviales va au-delà des dispositions du SDAGE, puisqu'il impose pour les rejets dans le réseau public d'eaux pluviales des zones à urbaniser un dimensionnement des ouvrages de rétention sur la base d'une pluie de projet de période de retour T=30 ans alors que le SDAGE se limite à T=10 ans. En outre, le règlement stipule que des solutions limitant les vitesses des eaux de ruissellement de type fossés enherbés et noues soient recherchées dès la conception des ouvrages. Ceci concourt également à éviter une concentration trop rapide des flux hydrauliques vers les réseaux.

L'obligation de mettre en œuvre des cuves de récupération des eaux de toiture est de nature à limiter la consommation d'eau potable.

Du point de vue des incidences de ces dispositions sur la qualité de la ressource en eau et, notamment, des cours d'eau, le règlement est très positif. Les eaux de toiture non polluées seront infiltrées, autant que possible, dans le sol. Les aires de stationnement (hors stationnement des poids lourds) devront être réalisées en matériaux drainants.

Les eaux de ruissellement des zones à urbaniser seront dirigées vers des noues paysagères largement dimensionnées : entre 300 et 400 m<sup>3</sup>/ha imperméabilisé.

Les ruissellements d'eaux pluviales dans les zones urbaines sont effectivement des sources de pollution pour les milieux récepteurs. Ces eaux peuvent se charger en bactéries, métaux lourds, hydrocarbures, matières organiques et matières en suspension. Le tableau ci-après permet d'estimer l'efficacité de l'interception des matières en suspension (MES) pour différents volumes de stockage :

**Tableau interception des MES en fonction des volumes de stockage**

Volume de stockage (m <sup>3</sup> /ha imper.)	Volume de stockage (m <sup>3</sup> /ha imper.)	MES % intercepté de la masse produite à l'occasion des événements critiques
20	36 - 56	5 – 10
50	57 - 77	57 – 77
100	74 - 92	26 – 74
200	88 - 100	68 - 100

Les dimensionnements d'ouvrages de rétention imposés par le zonage d'assainissement des eaux pluviales auquel se réfère le règlement du PLU conduisent à des ouvrages d'un volume compris entre 300 et 400 m<sup>3</sup>/ha imperméabilisé. Il apparaît donc que ces noues paysagères permettront d'intercepter 88 à 100% des matières en suspension contenues dans les eaux de ruissellement. Sachant que l'essentiel de la pollution (métaux lourds, matières organiques, bactéries) est adsorbé aux matières en suspension, on peut affirmer que le développement de l'urbanisation sur la commune d'Inzinzac-Lochrist aura une incidence négligeable sur la qualité des eaux du milieu récepteur.

Concernant la gestion des eaux pluviales non domestique et notamment les eaux de lavage de véhicules et de distribution de carburant, le règlement impose la mise en œuvre d'ouvrages de prétraitement.

### **Articles 3 : prise en compte de l'énergie et du réchauffement climatique**

Ces articles comportant des dispositions relatives à l'efficacité énergétique des bâtiments (applicables tant à la rénovation thermique du bâti existant qu'aux performances des constructions nouvelles) ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables. Sur ce dernier point, on relève une règle imposant que chaque construction neuve à usage d'habitation produise au moins 20% de l'électricité ou de la chaleur qu'elle consomme en ayant recours à une plusieurs énergies renouvelables.

On notera toutefois que l'exigence de toitures à deux pentes dans certains secteurs (Uac et Ubc de Penquesten) peut rendre difficile l'implantation de dispositifs de production d'énergie (capteurs solaires, panneaux photovoltaïques) si la toiture n'a pas une orientation optimale, alors que les toitures-terrasse permettent de s'affranchir des contraintes d'exposition. Cette règle se justifie cependant par des considérations d'harmonie architecturale.

### **Articles 4 : implantation des constructions**

Les dispositions prévues favorisent tant l'économie d'espace que l'implantation optimale des constructions (par rapport à l'ensoleillement, au jardin, aux constructions environnantes...) et la biodiversité.

## Articles 5 : hauteurs et gabarits

L'absence de hauteur métrique, sauf exceptions, et la limitation des hauteurs par le nombre de niveaux apportent une souplesse de conception qui aidera à réaliser des maisons «durables», avec la possibilité d'utiliser rationnellement toute l'emprise de la construction du sous-sol aux combles. Il s'agit là d'un progrès notable par rapport aux règlements antérieurs.

## Articles 6 : architecture et paysage des espaces bâtis

Les dispositions communes définies à l'article G7 sont en majeure partie classiques dans les règlements de PLU. Des dispositions innovantes concernent notamment les opérations d'isolation thermique extérieure.

## Articles 7 : biodiversité et espaces libres

- L'article G7 contient des dispositions très innovantes visant la préservation d'**espèces animales liées aux bâtiments**.
- Le pourcentage d'**espaces de pleine terre** exigés dans les différentes zones est une mesure potentiellement positive pour le cadre de vie et éventuellement aussi la biodiversité. Toutefois, cette disposition ne suffit pas à garantir que par leur configuration, leur localisation et leur gestion, ces espaces puissent être réellement utiles à la nature ou aux habitants. Ces précisions devraient si nécessaire figurer dans les OAP.
- Le fait que l'aménagement de **voiries partagées et paysagées** puisse «*tenir lieu d'espace libre remplissant ces objectifs*» (U7) est favorable à une utilisation réelle de ces espaces, tant par le public que par la faune sauvage, pour autant que la végétalisation soit bien conçue.

## Articles 8 : stationnement

Le règlement recherche un compromis optimal entre une réponse réaliste aux besoins de stationnement en dehors de la voie publique, la recherche d'économie d'espace et l'anticipation d'une possible baisse de la motorisation des ménages (le taux communal étant de 90,4 % en 2013). Il incite ainsi à la mutualisation des places de stationnement. Par ailleurs il contient des règles détaillées sur le stationnement des cycles ainsi que des dispositions à caractère écologique sur les espaces de stationnement (infiltration des eaux pluviales, production d'énergie sur les aires couvertes les plus importantes, etc).

Dans le cadre de ce compromis, il n'apparaît pas que les règles de stationnement comporteraient des dispositions problématiques au regard de l'environnement.

## L'annexe «Paysage et patrimoine»

Une annexe au règlement graphique contient des prescriptions et des informations relatives au paysage et au patrimoine. Les éléments de patrimoine ou de paysage «à protéger» sont soumis à un régime d'autorisation administrative pour tous travaux susceptibles de leur porter atteinte. On trouve dans cette rubrique les **éléments bocagers** inventoriés de façon exhaustive (haies, talus, talus arborés...) ainsi que des **éléments de patrimoine** comprenant aussi bien des édifices importants, comme l'ancien manoir patrimonial de Kerglaw, que du petit patrimoine rural (fontaines, fours à pain, croix...). Il s'agit aussi de **vergers**, qui ne relèvent pas du régime des espaces boisés classés. Même si la mise en œuvre effective de ces protections se révèle parfois difficile, celles-ci ont au moins l'intérêt d'attirer l'attention du public sur la valeur et la fragilité de ces patrimoines.

Enfin, il a été repéré sept **grands points de vue**, protégés par des cônes de vue à valeur prescriptive pouvant par exemple permettre d'éviter ou d'adapter la construction de bâtiments agricoles susceptibles de boucher les vues (cf partie Généralités, D, B «*Protection du patrimoine naturel et paysager*»).

## 1.3. Incidences du règlement graphique («zonage»)

### Les secteurs urbains (U)

Les secteurs U affectés à l'habitat correspondent à des zones pour l'essentiel déjà constructibles dans le cadre du PLU antérieur, y compris l'importante zone Ubb au sud-ouest du bourg d'Inzinzac (2,7 ha) dont l'urbanisation est en cours. Il en est de même des secteurs U affectés aux activités économiques (Ui) et aux loisirs (Ubl)

### Les secteurs à urbaniser (AU)

- **Secteur 1AUa de Penquesten nord (habitat)** : voir l'analyse de l'OAP Penquesten Nord.

- **Secteur 1AUa de la Plaine du Goré (habitat)** : voir aussi l'analyse de l'OAP Plaine du Goré. Le secteur Sud vient au contact d'une lisière boisée qui devra faire l'objet de précautions particulières pour limiter les difficultés de cohabitation réciproque entre les riverains et le massif boisé (marge de recul des constructions et installations, suffisante pour préserver les arbres et limiter les éventuelles nuisances liées à ceux-ci (ombre portée, chute de branches etc).

- **Secteur 1AUa du Parc de la Médiathèque (habitat)** : voir aussi l'analyse de l'OAP correspondante. Le cheminement public reliant le quartier HLM de la Montagne à la médiathèque devra impérativement être maintenu par le projet.

- **Secteur 2AUa (extension d'Inzinzac vers le sud-ouest)** : couvrant un peu plus de 3 ha, ce secteur actuellement cultivé présente peu de sensibilités environnementales, hormis le fait qu'il est proche de deux petits ruisseaux et que des précautions devront être prises pour réguler et traiter les eaux de ruissellement générées par l'urbanisation future. Il n'a pas été produit d'OAP pour ce secteur dont l'aménagement est prévu à moyen ou long terme.

### Les secteurs naturels (N)

Cette catégorie recouvre des réalités diverses, puisqu'à côté des espaces naturels protégés (Na, Nf, Nzh) sont institués des secteurs naturels permettant des aménagements. Les incidences de ces différents secteurs naturels sont donc très variables en fonction de la nature des aménagements qui y sont autorisés.



Une zone humide à Brangolo, une chênaie-hêtraie à Kerprat : deux milieux naturels protégés par le règlement du PLU.



**Les espaces naturels protégés Na, Nf et Nzh** correspondent bien aux caractéristiques et paysagères du territoire communal et il n'a pas été relevé d'omission particulière. Par rapport au PLU antérieur, les protections sont significativement étendues (voir par exemple l'extension du zonage Na aux dépens d'une zone à urbaniser à proximité de la colonie de chiroptères des Gorreds, ou encore celle du zonage Nzh suite à la mise à jour de l'inventaire des zones humides).

**Le secteur Ni** correspond à un «Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées» (STECAL) affecté à des activités économiques de loisirs, tourisme ou hébergement. Il concerne les équipements du West Wake Park en bordures nord et sud-est du plan d'eau de l'ancienne carrière. Ces équipements existent, leur impact écologique et paysager est significatif et ne semble pas avoir été étudié, toutefois il n'est pas imputable à la révision du PLU. Parmi ces impacts figure la remise en cause de certains objectifs du programme de réhabilitation, dont le retour d'une flore et d'une faune spontanées sur le plan d'eau et à sa périphérie. En 2015, avant les aménagements, il avait ainsi été noté la nidification d'un couple de grèbes castagneux dans une zone de végétation aquatique aujourd'hui supprimée, la présence d'un «*site majeur de reproduction pour le crapaud commun*» ainsi que la présence occasionnelle de deux rapaces peu fréquents, le faucon hobereau et la bondrée apivore, nichant dans le voisinage (*source : Diagnostic environnemental, d'usages et de potentialités sur un ensemble naturel en rive droite du Blavet, J.-P. Ferrand et J.-L. Blanchard, Département du Morbihan, 2015*).

**Le secteur NI** correspond aux «*parties du territoire affectées à des installations et équipements sportifs, de loisirs, touristiques, d'hébergement et autres équipements en plein air, intégrés dans des espaces naturels*». Il comporte le **sous-secteur NIs**, Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées permettant des constructions. Celui-ci porte sur un possible équipement public à caractère culturel mentionné par l'OAP n° 5 (La Plaine du Gorée). Cet équipement, prévu par l'OAP pour être «*à la fois visible et niché dans la Trame Verte*», ne soulève pas a priori de problème environnemental notable, toutefois sa conception demande un soin particulier pour parvenir à concilier à la fois les objectifs apparemment contradictoires de visibilité, de discrétion et de participation à la «continuité verte» prévue par l'OAP.



Les installations du West Wake Park dans l'ancienne carrière de Bonne Nouvelle près du Rudet.





La carrière de Coët Loc'h.

**Le secteur Nl proprement dit** recouvre des espaces sportifs au Gorré, à la Montagne, Inzinzac et Penquesten, ainsi qu'un petit terrain proche de la base nautique au bord du ruisseau de Kersalo, et le plan d'eau du West Wake Park. L'impact environnemental de ces aménagements, déjà existants pour l'essentiel, ne soulève pas de problème particulier en ce qui concerne les terrains de sports, et sous réserve de ce qui précède concernant le West Wake Park. Par ailleurs, un terrain situé entre le Blavet et le Kersalo, sous le château de Locqueltas, et initialement prévu pour être classé Nl, est apparu enclavé entre des zones humides et un espace boisé classé. Dans cet environnement très sensible et fortement protégé, son accessibilité soulevait un problème majeur, tandis que son aménagement interne semblait très difficile. Cette disposition a été supprimée.

Le **secteur Nv** est un Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées affecté à l'accueil des gens du voyage. Il est situé à Kervégan et l'aire d'accueil existe déjà.

## Les secteurs agricoles (A)

Il s'agit principalement du sous-secteur Aa, qui couvre les principaux ensembles agricoles de la commune, pour l'essentiel situés sur les plateaux.

**Le sous-secteur Ac**, affecté aux activités de carrières, couvre la carrière de Coët Loc'h et son périmètre d'extension. Le PLU prend ainsi en compte l'intérêt général, y compris au plan environnemental, qui s'attache à l'exploitation d'une ressource minérale proche des lieux de consommation (principalement le Pays de Lorient). Cette activité est soumise à étude d'impact ainsi qu'à un contrôle environnemental strict et régulier prenant notamment en compte la commodité du voisinage. Il n'appartient pas au PLU d'étudier les incidences environnementales de l'extension de la carrière, toutefois il convient de préciser que le PLU ne prévoit pas de constructions ou d'aménagements particuliers dans l'environnement de celle-ci, ce qui évite d'accroître la population susceptible d'être exposée à d'éventuelles nuisances.

Le **sous-secteur Ai** correspond quant à lui à un «Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées» (STECAL). Il autorise la réalisation de constructions (installations techniques, bureaux...) liées au fonctionnement de cette carrière et se situe à l'intérieur du site prévu pour être exploité, donc à l'intérieur du sous-secteur Ac. Compte tenu du phasage d'exploitation, défini jusqu'à l'horizon 2035, ce STECAL a été modifié et

scindé en deux suite à l'enquête publique, avec le souci de trouver le meilleur compromis entre les besoins de l'activité et l'économie d'espace. Ces dispositions n'appellent pas d'observations particulières au titre de l'évaluation environnementale du PLU, étant rappelé que l'extension de la carrière est soumise à une étude d'impact spécifique, et que le PLU veille à ne pas autoriser de constructions d'habitations au voisinage de cette carrière, évitant ainsi d'accroître la population susceptible d'être exposée à d'éventuelles nuisances. Enfin, les installations projetées auront un caractère temporaire puisque l'ensemble du site sera remis à l'état naturel après exploitation.

**Le sous-secteur Azh** préserve strictement les zones humides en environnement agricole et participe au renforcement de la protection des milieux naturels.

## **Les espaces boisés classés**

Ils couvrent la majeure partie des boisements recensés sur le territoire communal. Cette protection forte a toutefois été allégée sur les boisements soumis au régime forestier ou à un plan simple de gestion ainsi que sur les bois de conifères, de manière à faciliter leur exploitation dans le respect de l'environnement. C'est ainsi que certaines parties des bois de Trémelin ne relèvent pas d'une protection d'espace boisé classé mais d'un **zonage Nf**, qui autorise *«la création et l'extension de constructions et d'installations nécessaires à l'entretien, la gestion ou l'exploitation de la forêt ou du site»*. Dans le contexte local, ces dispositions, qui doivent être combinées avec celles du Code forestier, ne paraissent pas de nature à compromettre le bon état de conservation des bois. Il est rappelé que les choix de gestion et les modes d'exploitation des bois privés ou publics ne relèvent pas des règles d'urbanisme.

On constate par ailleurs qu'il n'a pas été institué de protection d'espace boisé classé sur les les bois (en général des saulaies) qui se sont développés spontanément dans des milieux humides tels que des queues d'étangs ou des prairies abandonnées dans les fonds de vallées. Cette mesure est fondée sur des considérations écologiques et paysagères, car elle autorise des opérations de gestion des milieux naturels telles que la remise en place de prairies ou la création de secteurs ouverts dans des zones humides. Elle va donc dans le sens de l'accroissement de la biodiversité et doit être considérée comme une initiative très judicieuse.

## **Les emplacements réservés pour équipements publics**

Au nombre de 14, ils portent en majorité (8) sur des **aménagements de chemins piétons ou piétons/vélos** :

- **1a et 1b, accessibilité à un site d'escalade** : la voie d'accès (actuellement privée) et l'activité d'escalade existent déjà. Pas d'incidence négative prévisible compte tenu du fait que le site d'escalade ne présente pas de sensibilité écologique particulière au regard de cette activité.

- **2, allée piétons / cyclistes entre Lochrist et Inzinzac** : concerne des emprises de voies existantes ou des emprises privées affectées à l'urbanisation (secteurs Ui, Ubb et 1AUa). Pas d'incidence négative prévisible, en revanche ce projet aura des incidences environnementales positives par le fait qu'il favorisera les déplacements à pied et à vélo entre les deux pôles ainsi que pour l'accès au terrain de sports.

- **6, chemin piétons vers le projet de renouvellement de l'ancienne école privée de Penquesten** : il s'agit d'une liaison vers un secteur d'OAP dans un environnement déjà construit. Pas d'incidence négative décelable sur l'environnement.

- **7, modification de l'itinéraire du GR 341 à Penquesten** : cette opération permettra d'offrir aux usagers du GR un tracé beaucoup plus agréable que le tracé actuel longeant une route. Elle améliorera également les conditions d'accès à la nature pour les habitants de Penquesten, en leur donnant notamment accès à la vallée du ruisseau du Pont du Couëdic. Le sentier existe déjà mais il passe sur des terrains privés. L'acquisition de son assiette par la collectivité n'aura pas d'incidence négative notable sur l'environnement. Le sentier restera à l'état naturel.

- **8 (continuité piétonne le long du vallon d'Inzinzac) et 9 (continuité piétonne du Gorée à Mané-Braz)** : ces itinéraires passent principalement sur des bordures de lotissements ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière. Ces projets favoriseront les déplacements quotidiens à pied et participent aux avancées en faveur de l'environnement.





Le site d'escalade de la Chaise du Diable, emplacement réservé au bénéfice de la commune.

- **10, chemins de randonnée de la commune** : il s'agit de sécuriser juridiquement 8545 m de chemins existants mais qui passent sur des terrains privés. Cette opération n'aura pas d'incidence environnementale négative puisqu'elle n'entraînera pas de modification de la fréquentation ou du niveau d'aménagement de ces chemins. Il en va de même de l'emplacement n° 9 (continuité piétonne du Gorée au Mané Bras).

- **14, continuité piétonne à Polvern** : elle permettra de relier les itinéraires de randonnée de Lochrist avec ceux d'Hennebont. Le passage existe déjà et il s'agit de le sécuriser.

D'une manière générale, il apparaît que les emplacements réservés pour des chemins piétonniers concernent des chemins et plus largement des espaces déjà fréquentés par le public, tandis que la commune conserve de nombreux ensembles naturels très peu fréquentés (notamment en vallée du Blavet à l'amont de Lochrist et dans la partie ouest des bois de Trémelin), ce qui permet de conserver d'importantes zones de calme pour la faune sauvage.

#### En ce qui concerne les autres emplacements réservés :

- **n° 3, accès à la SPA** : correspond à une voie carrossable déjà existante en lisière de bois, pas d'incidence prévisible.

- **n° 4, projet sur le site des Forges** : le projet n'est pas défini mais quoi qu'il en soit, le terrain est déjà artificialisé (bâtiment de l'éco-musée des Forges), face à un site industriel, et aucune incidence environnementale notable n'est à attendre.

- **n° 5, accès véhicules sur site à urbaniser à Penquesten** : en environnement bâti, absence d'éléments naturels ou paysagers, absence de nuisances significatives à attendre compte tenu de la taille modeste de l'opération à desservir (20 à 25 logements, desservis par deux accès).

- **n° 11, accès carrossable au futur secteur d'urbanisation du Gorée Sud** : entre deux parcelles de lotissement, pas d'impact prévisible.

- **n° 12, mise en valeur des abords du Blavet** : passage en environnement urbain, pas d'impact prévisible.

- **n° 13, aménagement de la plaine du Gorée** : correspond à un projet d'équipement public. Voir à ce sujet, ci-après, l'analyse de l'OAP correspondante. L'insertion de cet équipement, dont il est attendu qu'il soit à la fois visible et intégré à une trame verte à renforcer, sera probablement délicate à réussir.



## 1.4. Incidences des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

### L' OAP thématique «Nature en ville»

Cette OAP contient, sous forme de prescriptions ou de préconisations, diverses mesures favorables à la conservation ou à l'introduction d'éléments naturels dans le tissu urbain. Ces mesures portent notamment sur la préservation d'éléments naturels existants, sur la prolongation de la trame verte urbaine dans le bâti, sur la protection ou la mise en valeur écologique des lisières, la végétalisation des abords d'immeubles, la lutte contre la pollution lumineuse, la perméabilité des clôtures...

Toutes ces dispositions peuvent être considérées comme favorables à l'environnement. Leur mise en œuvre peut toutefois se heurter au poids des habitudes, à des blocages culturels, à des difficultés techniques réelles ou supposées, c'est pourquoi elles devraient s'accompagner :

- à destination des aménageurs, par des **conseils techniques** en réponse à leurs interrogations, puis par un **contrôle de la qualité** des aménagements réalisés.
- à destination du public, par des **actions pédagogiques** et entre autres par la promotion d'initiatives exemplaires.

### Les OAP par secteurs

#### Vue d'ensemble

Le tableau synoptique ci-dessous analyse les incidences prévisibles des OAP sectorielles (8 secteurs) au regard de 16 thèmes environnementaux. Ces incidences sont classées dans cinq catégories (très positif, tendance positive, sans effet notable, vigilance, négatif). Seules les incidences les plus notables, qu'elles soient positives ou négatives, sont commentées ci-après.

	OAP 1 Ehpad et Sous-Bois	OAP 2 Forges	OAP 3a Ambroise Croizat	OAP 3b parc Média- thèque	OAP 4a Penquesten nord	OAP 4b Penquesten centre	OAP 4c Penquesten sud	OAP 5 Plaine du Gorée	OAP 6 Parc de Kerprat	OAP 7 Le Bunz
<b>Thèmes environnementaux</b>										
1. Hydraulique, ressource en eau (au plan quantitatif)										
2. Préservation des sols	env. 9000 m²		12 220 m²	2040 m²	10030 m²	0 m²	6400 m²	> 12680 m²	> 480 m²	
3. Habitats, flore, faune										
4. Continuités écologiques										
5. Qualité des eaux										
6. Energie										
7. Emissions de GES										
8. Autres pollutions atmosphériques										
9. Nuisances sonores										
10. Risques naturels										
11. Risques technologiques										
12. Santé publique										
13. Accès à la nature										
14. Déplacements										
15. Patrimoine										
16. Paysages										

Grille d'évaluation des OAP par secteurs, après modification de certains projets suite à avis de l'évaluation environnementale.

négatif	
vigilance	
sans effet notable	
tendance positive	
très positif	

D'une façon générale, le thème recevant le plus d'appréciations négatives est celui de la préservation des sols, puisque six des huit OAP identifiées feront l'objet d'une artificialisation des terrains. Cette appréciation doit toutefois être mise en balance avec les efforts importants déployés par le PLU pour réduire globalement la consommation d'espace par l'urbanisation (arrêt de la construction en campagne, limitation de l'étalement urbain, augmentation de la densité de construction, opérations de renouvellement urbain sur des terrains déjà artificialisés, etc). Ce sont au total 29,8 hectares de terrains, prévus par le PLU précédent pour être urbanisés mais non encore urbanisés à ce jour, qui sont rendus à une vocation agricole ou naturelle.

On remarque également de nombreux points de vigilance sur les thèmes «Habitats, faune, flore», «Continuités écologiques» et «Paysages». Ceci est dû au caractère très «vert» de la commune et au fait que tous les projets sont proches de la «trame verte et bleue», laquelle est par ailleurs identifiée avec précision et bénéficie d'une protection renforcée. Cette proximité entre les secteurs d'OAP et la nature justifie une vigilance dans la conception et la conduite des projets d'aménagement, sans qu'il soit possible de parler d'incidences a priori négatives. L'OAP thématique «*Nature en Ville*» a d'ailleurs été pensée pour éviter ou réduire les incidences négatives de l'urbanisation sur la nature.

Les aspects positifs portent particulièrement sur les déplacements, du fait que par leur situation géographique ou par leurs dispositions d'aménagement, la plupart des OAP permettent de réduire les besoins de déplacements en voiture individuelle et de promouvoir les «déplacements doux».

## **1. L'ancien Ehpad et le Sous-Bois**

### **Principaux points positifs :**

Cette OAP est prévue pour partie en renouvellement urbain, dans un secteur déjà bien desservi par les réseaux (y compris par les bus), ce qui concourt à réduire la consommation d'espace par les nouveaux logements ainsi que les besoins de déplacement en voiture individuelle. L'OAP prévoit en outre de desservir le futur quartier par des cheminements doux permettant notamment d'accéder à l'arrêt de bus le plus proche.

### **Principaux points problématiques :**

La bande d'urbanisation prévue au sud du secteur d'OAP pose différents problèmes environnementaux. Il est apparu au cours des études qu'il convenait d'y réserver l'emprise d'un ouvrage d'eaux pluviales, compte tenu des caractéristiques du réseau collectif dans ce secteur. Par ailleurs, l'évaluation environnementale a signalé la qualité paysagère et écologique du boisement présent à cet endroit (à base de sapins de Vancouver *Abies grandis* mais comportant également des essences feuillues) et la nécessité de préserver l'ambiance arborée, tant pour des raisons écologiques que pour l'agrément des riverains et des futurs occupants. Toutefois, certains arbres étant sénescents et le peuplement pouvant poser un problème de durabilité sur le long terme, il a été décidé de solliciter un diagnostic qui sera établi par l'ONF. Sur la base de ce diagnostic, et d'un relevé précis des arbres à conserver, il pourra être établi un projet d'aménagement permettant de concilier la réalisation de logements (a priori une douzaine) avec la préservation d'une partie des arbres.

## **2. Les Forges de Lochrist**

### **Principaux points positifs :**

- Cette OAP favorise l'accueil d'activités économiques par renouvellement urbain sur un site déjà artificialisé, ce qui permet d'économiser l'espace.
- Limitation des besoins de déplacement, du fait que le secteur est proche de l'habitat, des équipements et des services.
- L'OAP ouvre des opportunités de réhabilitation du patrimoine bâti des anciennes forges ainsi que du paysage de la vallée du Blavet, même si de telles opérations sont davantage tributaires de ressources financières que de considérations réglementaires.
- Amélioration de l'offre de promenades, l'OAP visant l'aménagement d'un cheminement en bordure du Blavet ainsi que le long de la route qui dessert l'ensemble du site.



OAP Ambroise Croizat, partie sud : cette chênaie, initialement prévue pour être urbanisée, a été retirée de l'OAP suite à avis de l'évaluation environnementale.

#### **Principaux points problématiques :**

- Existence d'un faible risque de submersion immédiatement à l'amont du Grand Barrage (cf PPRI Blavet). Ce risque est cependant pris en compte par l'OAP.
- Présence de sols pollués (contenant notamment des mâchefers issus de l'activité passée des forges), qui créent une contrainte sur l'utilisation des lieux.
- La végétation buissonnante le long de la berge (fourrés de saules) est un lieu de refuge et de reproduction pour diverses espèces d'oiseaux. Cette végétation devra être maintenue, ce qui est également dans l'intérêt de la stabilité de la berge. Ce principe proposé par l'évaluation a été intégré dans l'OAP.

### **3a. Ambroise Croizat**

#### **Principaux points positifs :**

Néant. Ce secteur d'OAP ne paraît pas apporter de bénéfices particuliers au regard de l'environnement.

#### **Principaux points problématiques :**

- Situation relativement écartée par rapport aux équipements et services, générant des besoins de déplacement significatifs en voiture particulière.
- Consommation d'espace (12 220 m<sup>2</sup>).
- Nécessité de défricher dans un massif boisé de plus de 2,5 ha, imposant une autorisation de défrichement assortie de mesures compensatoires.

L'évaluation environnementale avait souligné, en ce qui concerne le sous-secteur sud de l'OAP, le risque d'atteinte à un élément de la trame verte urbaine et notamment à une chênaie de grande qualité qui occupe un versant en forte pente dominant une tête de vallon (*voir photo*). Après visite des lieux, il a été décidé d'abandonner ce projet pour l'intégrer en zone naturelle Na et de ne conserver que la partie nord de l'OAP.



### 3b. Parc de la Médiathèque

#### Principaux points positifs :

- Consommation modérée d'espace et, pour la partie ouest, projet en continuité avec l'urbanisation existante, permettant de terminer le front d'urbanisation en bordure du plateau.
- Excellentes conditions d'accès aux espaces naturels pour les habitants (versants et vallée du Blavet parcourus par de nombreux chemins).

#### Principaux points problématiques :

- Le secteur Est initialement prévu dans l'OAP était particulièrement sensible aux plans du paysage, du patrimoine et de l'accès du public. L'évaluation environnementale a souligné que les constructions risquaient de boucher la vue sur la vallée du Blavet depuis la rue voisine, d'altérer l'ensemble patrimonial constitué par l'ancien manoir patronal et le jardin en terrasses attenant, et de perturber la libre circulation des promeneurs le long du rebord du plateau, entre la médiathèque et l'ensemble HLM de la Montagne. Après visite des lieux, il a été décidé de retirer ce secteur de l'OAP et de l'intégrer dans la zone naturelle Na.

### 4a. Penquesten Nord

#### Principaux points positifs :

- Situation assez centrale, proche des services, réduisant les besoins de déplacement.
- Desserte possible par les cheminements doux prévus dans l'OAP.
- Situation dans l'enveloppe du bâti, évitant une extension en périphérie.

#### Principaux points problématiques :

- Consommation d'espace (environ 1 ha).
- Risques pour la préservation durable de la petite haie bocagère centrale, toutefois il est prévu la plantation d'une haie bocagère en limite Est de l'OAP. Pour que cette plantation soit effective, il convient de la mettre à la charge de l'aménageur.



Périmètre de l'OAP de Penquesten Nord.



## 4b. Penquesten Centre

### Principaux points positifs :

- Faible consommation d'espace (il s'agit d'une opération de renouvellement urbain sur le site d'une ancienne école).
- Situation centrale réduisant les besoins de déplacements et les nuisances induites.
- Desserte possible par cheminements doux, reliant le quartier à la fois au centre de Penquesten et à la campagne.

### Principaux points problématiques :

Néant.

## 4c. Penquesten Sud

### Principaux points positifs :

Néant. Ce secteur d'OAP ne paraît pas apporter de bénéfices particuliers au regard de l'environnement.

### Principaux points problématiques :

- Consommation d'espace (6400 m<sup>2</sup>, toutefois le terrain comporte déjà une habitation).
- Terrain en partie arboré, d'où nécessité de suppressions d'arbres (compensable par plantation d'une haie bocagère en bordure Ouest, à mettre à la charge de l'aménageur).

## 5. La plaine du Gorée

### Principaux points positifs :

- Cette OAP offre une opportunité d'améliorer le paysage et de renforcer les continuités écologiques existantes entre Inzinzac et Lochrist. Elle est aussi une opportunité pour de créer de nouveaux cheminements piétonniers.
- Sa position entre les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist le long d'un axe desservi par les bus facilite l'accès des habitants aux équipements sportifs, et le projet d'une liaison douce piétons / vélos entre ces deux bourgs facilitera encore l'accès à ces équipements.

### Principaux points problématiques :

- Sa position en tête de cours d'eau rend ce secteur sensible au plan hydraulique, ce qui nécessite des précautions contre tout afflux d'eaux de ruissellement ainsi que contre d'éventuelles pollutions en période de chantier.
- L'OAP implique une consommation d'espace modérée (minimum 12 700 m<sup>2</sup> pour l'urbanisation).
- Comme indiqué ci-dessus (Vue d'ensemble), les contacts entre les aménagements et les milieux naturels nécessitent des précautions particulières, notamment au voisinage des lisières boisées (au sud de l'OAP) et des milieux humides (à l'ouest).
- La présence d'un couloir de lignes électriques à très haute tension crée des contraintes spécifiques pour le renforcement de la trame verte dans ce secteur (la plantation d'arbres est en principe possible, mais sous réserve d'autorisation et d'une maîtrise du développement des arbres en hauteur).
- L'implantation d'un équipement public (emplacement réservé n° 13), «*niché dans la trame verte*» tout en devant être «*visible depuis la route*», sera délicate à réussir. D'une façon générale, la diversité des objectifs assignés à l'OAP (trame verte, urbanisation, nouvel équipement public, terrains de sports...), la configuration complexe du site et la présence de contraintes de lignes électriques à très haute tension constituent des défis surmontables mais difficiles.

## 6. Abords du parc de Kerprat

### Principaux points positifs :

- L'opération projetée permet de construire un équipement d'intérêt collectif (maison de santé) associé à la réalisation d'une place accessible au public, en compensation de l'emprise sur le parc public.

### Principaux points problématiques :

- Risque de blocage de la vue sur le parc et de réduction de l'accessibilité du fait de l'implantation d'un bâtiment le long de la voie publique. L'OAP cherche toutefois à prévenir ces problèmes en limitant le gabarit du bâtiment et en mettant en valeur les accès au parc ainsi qu'en créant une place réservée aux piétons dans le carrefour du côté Est de l'établissement.

- Nécessité de suppressions d'arbres (tilleuls) : il ne semble pas possible de réaliser cette opération sans avoir à abattre des arbres. Des plantations compensatoires devront être envisagées, éventuellement avec d'autres essences (les tilleuls posent des problèmes de dépôts de miellat sur les bancs et autres équipements).

## 7. Le Bunz

### Principaux points positifs :

Néant.

### Principaux points problématiques :

Risque éventuel pour la conservation de la haie de feuillus au Nord si des précautions suffisantes ne sont pas prises durant les travaux pour protéger les houppiers de même que les systèmes racinaires.



Parc de Kerprat, vue sur l'emprise du projet.

## 2. Analyse des incidences du PLU par thème environnemental

### 2.1. Hydraulique, ressource en eau (au plan quantitatif)

#### Incidences positives

Le PLU contient diverses dispositions favorables à la préservation de la ressource en eau de même qu'à celle du régime naturel des cours d'eau :

- L'urbanisation très économe en espace permettra de réduire les surfaces imperméabilisées et donc les rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel.
- Le règlement impose des dispositifs permettant de limiter les rejets d'eaux pluviales générés par les constructions nouvelles ainsi que par les aires de stationnement. Il incite également à la mise en place de systèmes de récupération d'eau pluviale.
- La protection systématique des haies, des talus, des zones humides et des bois favorise la régulation naturelle des eaux de surface et leur infiltration.
- Les OAP prennent en compte la capacité du réseau collectif d'eaux pluviales et imposent si nécessaire la réalisation d'un ouvrage de régulation.

#### Incidences négatives ou problématiques

Il n'a pas été noté dans le PLU de dispositions susceptibles d'incidences néfastes sur la ressource en eau et sur le régime naturel des cours d'eau.

### 2.2. Préservation des sols

#### Incidences positives

- Par rapport au PLU antérieur, le PLU révisé permet de rendre 29,8 ha de zones à urbaniser (AU) aux zones agricoles et naturelles tout en permettant de produire 440 logements supplémentaires. C'est le résultat d'une urbanisation plus économe en espace (opérations en renouvellement d'espaces déjà artificialisés, terrains plus petits, règles d'implantation et de hauteur assouplies, voirie plus réduite...).
- D'une manière générale, la mise en œuvre des principes définis par le PADD aboutira à une consommation d'espace de 0,75 ha par an sur dix ans, ce qui est conforme à l'objectif de **réduire «de près de 80%» la consommation d'espace** par rapport à la période 2006-2016.
- Le règlement impose, dans les opérations d'urbanisation, un pourcentage minimal d'espaces verts en pleine terre.

#### Incidences négatives ou problématiques

Malgré les mesures prises pour réduire la consommation d'espace, il n'est pas possible de produire tous les logements en renouvellement urbain ou en densification, et des extensions d'urbanisation sont donc nécessaires. Ainsi, les opérations prévues dans le cadre des OAP artificialiseront environ 5,24 ha de terrains (principalement sur le Gorée, Ambroise Croizat et Penquesten nord).

### 2.3. Habitats naturels, flore, faune - Continuités écologiques

#### Incidences positives

- L'abandon du projet de contournement ouest d'Hennebont (emplacement réservé n° 1 au PLU antérieur) constitue une mesure majeure en faveur de la préservation des continuités écologiques, en raison de l'ampleur des travaux initialement prévus en travers d'ensembles naturels tels que bois et vallées. Cet abandon n'est pas imputable au PLU révisé mais il convenait de le rappeler.
- La révision du PLU a été l'occasion de **supprimer une zone urbanisable (2AU)** prévue par le PLU antérieur à proximité du site à chiroptères du barrage des Gorreds, ce qui conforte la sécurité des colonies et de leur



A gauche : petit rhinolophe aux Gorreds ; à droite : l'entrée du principal gîte à chiroptères lors de la crue de février 2014.

environnement (voir ci-après à propos de Natura 2000). L'OAP des Forges reprend les prescriptions de l'arrêté de protection de biotope de 2017.

- Un des objectifs de l'OAP de la Plaine du Gorée est de renforcer une continuité écologique passant entre les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist.
- Les zones naturelles protégées ont été délimitées de façon plus précise et complète, en intégrant des éléments de patrimoine écologique et paysager.
- Le règlement contient des dispositions nombreuses et précises concernant les espaces verts (voir notamment articles 6 «*Architecture et paysage des espaces bâtis*» et 7 «*Biodiversité et espaces libres*»).
- L'annexe réglementaire «*Paysage - Patrimoine*» identifie de nombreux éléments naturels conservés, y compris des haies, des talus, des vergers, des cônes de vue...
- Les OAP intègrent des dispositions paysagères (protection ou reconstitution de haies bocagères, protection d'arbres, sentiers pédestres etc).
- Une OAP thématique est spécifiquement consacrée au thème de la nature en ville et vise la préservation ou la réintroduction d'éléments végétaux dans le tissu urbain.
- L'arrêt de l'urbanisation éparse en campagne et le recentrage de celle-ci sur les trois bourgs de la commune permettent, d'une façon générale, de réduire fortement la pression sur les milieux naturels.
- Un inventaire très détaillé des arbres remarquables a été pris en compte dans le PLU, sous la forme de protections d'éléments paysagers repérés au document graphique.

### Incidences négatives ou problématiques

- Des incidences négatives ont été signalées par l'évaluation environnementale dans le cadre de l'étude des **secteurs d'OAP**. Elles ont été prises en compte par l'abandon de secteurs initialement prévus pour être construits (Ambroise Croizat, Parc de la Médiathèque) et par la reprise de l'OAP du secteur «Vallon Boisé» en vue de mieux protéger la trame verte urbaine dans ce secteur.
- Dans le cadre de l'**OAP des Forges**, le projet d'aménagement d'un chemin de promenade longeant la berge du Blavet avait été signalé comme un facteur de risque pour la faune au cas où l'opération aurait conduit à supprimer la végétation arbustive et arborée implantée sur la berge. Le principe de préservation de cette végétation a été intégré à l'OAP.
- L'équipement de loisirs aquatiques dit «**West Wake Park**», implanté dans une ancienne carrière ayant fait l'objet d'une réhabilitation écologique, demeure un point de vigilance compte tenu de ses incidences possibles sur le fonctionnement de la continuité écologique de la vallée du Blavet (suppression ou artificialisation d'habitats naturels, circulation de véhicules, bruits, etc).



## 2.4. Site Natura 2000

### Rappel

La commune possède sur son territoire un site Natura 2000 dit «Chiroptères du Morbihan» (n° FR5302001), où se trouvent des colonies de reproduction et d'hivernage de chiroptères. Il s'agit d'un site d'importance régionale pour ces espèces. Le canal de sortie de l'ancienne usine hydro-électrique des Forges, au niveau du barrage des Gorets, héberge une colonie de 200 à 400 grands rhinolophes hivernants et environ 250 adultes reproducteurs (données 2011/2012). Cette espèce vit ici en compagnie de petites populations hivernantes de grands murins, de murins de Daubenton, de murins à moustaches et de murins de Bechstein. Il existe en outre à proximité, sous une ancienne dalle industrielle, un ensemble de galeries constituant un site de reproduction pour quelques dizaines de petits rhinolophes. Enfin, deux cavités creusées dans le coteau boisé surplombant le Blavet à l'ouest de la médiathèque peuvent accueillir un à deux individus de grands murins ou de grands rhinolophes en hibernation. Toutes ces espèces sont protégées en France, et considérées comme d'intérêt communautaire (annexe IV de la Directive européenne 92-43 du 21 mai 1992). La plupart des chiroptères, et les rhinolophes en particulier, sont très sensibles aux perturbations de leur environnement. Cette sensibilité concerne en particulier la tranquillité et les conditions climatiques des sites de reproduction et d'hivernage, l'absence de pollution lumineuse dans les espaces extérieurs, les corridors empruntés pour accéder aux sites d'alimentation et ces sites d'alimentation eux-mêmes.

### Incidences positives

La révision du PLU a été l'occasion de **supprimer une zone urbanisable** (2AU) prévue à proximité immédiate de ce site par le PLU antérieur, ce qui conforte la sécurité des colonies. Il convient toutefois de rappeler que l'ouvrage artificiel occupé par les chiroptères est en mauvais état et qu'il présente un risque d'effondrement par corrosion des poteaux métalliques de soutènement. Un tel effondrement provoquerait la disparition de l'essentiel des colonies et serait en outre de nature à compromettre la stabilité du barrage des Gorreds.

### Incidences négatives ou problématiques / précautions à prévoir

Les opérations d'urbanisation ou d'aménagement prévues dans le corridor écologique de la vallée du Blavet, notamment au nouveau des secteurs d'OAP des Forges et du parc de la Médiathèque, devront prévoir des dispositions spécifiques en matière de réduction ou de conception des éclairages (voir plus loin). On rappelle à cet égard que l'OAP des Forges reprend les prescriptions de l'arrêté de protection de biotope de 2017.



A gauche : centrale électrique à Kerrous ; à droite : installation photovoltaïque au Rudet.

## 2.5. Qualité des eaux

### Incidences positives

- L'arrêt de l'urbanisation éparse en campagne et le recentrage de celle-ci sur les trois bourgs de la commune permettent d'utiliser le réseau d'assainissement collectif, et évitent la multiplication d'assainissements individuels dont l'efficacité n'est pas toujours garantie.
- La protection systématique des haies, des talus, des zones humides et des bois favorise la régulation naturelle des eaux de surface, leur infiltration et leur épuration naturelle.
- Les OAP prennent en compte la capacité du réseau collectif d'eaux pluviales et imposent si nécessaire la réalisation d'un ouvrage de régulation, capable de contenir d'éventuelles pollutions accidentelles.

### Incidences négatives ou problématiques

Il n'a pas été noté dans le PLU de dispositions susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles ou souterraines.

## 2.6. Consommation et production d'énergie

### Incidences positives

- Le PLU contient en la matière de nombreuses dispositions, dont certaines très innovantes, notamment en ce qui concerne la production d'énergies renouvelables et les économies d'énergie (avec par exemple l'obligation de production d'énergies renouvelables dans l'habitat, couvrant au moins 20% de l'énergie consommée). En faisant le choix de renforcer l'offre de logements au plus près des équipements et services, il concourt à limiter les besoins de déplacements et à renforcer les services de proximité. Il contient enfin de nombreuses mesures en faveur des modes de déplacement actifs, par exemple des emplacements réservés en faveur de nouveaux cheminements pour piétons et cycles ainsi que l'inscription de tels dispositifs dans les orientations d'aménagement et de programmation.
- Le règlement du PLU contient, dans ses dispositions communes aux différents secteurs ainsi que pour chaque secteur, un article 3 intitulé «Prise en compte de l'énergie et du réchauffement climatique» qui comporte les rubriques «Efficacité énergétique des bâtiments», «Production d'énergies renouvelables» et «Adaptation au changement climatique». Au-delà, il a été vérifié que le règlement était débarrassé de toutes règles, notamment architecturales, susceptibles de pénaliser les dispositifs d'économie ou de production d'énergie.
- Le règlement du PLU permet d'éventuels projets de production d'énergies renouvelables, tant sur le site du centre de stockage des déchets de Kermat que sur le Blavet (dans le cas de projets hydro-électriques).

### Incidences négatives ou problématiques

Le PLU ne contient pas de dispositions négatives ou problématiques au regard des économies d'énergie ou de la production d'énergies renouvelables. Toutefois, pour des raisons développées plus loin à propos des déplacements et liées à la forme urbaine de la commune, on peut difficilement s'attendre à une diminution de la consommation d'énergie pour les déplacements, quels que soient les efforts déployés par ailleurs pour promouvoir les «déplacements doux».

## 2.7. Émissions de gaz à effet de serre

### Incidences positives

Des incidences positives sont à attendre des mesures prises pour favoriser les économies d'énergie et la production d'énergies renouvelables (voir point précédent). Il est à noter que la ressource locale en bois est importante et peut jouer un rôle notable dans la baisse de consommation des énergies fossiles pour le chauffage des bâtiments.

### **Incidences négatives ou problématiques**

- Le PLU est sans incidences sur les émissions de GES d'origine agricole, qui sont une source importante dans un territoire d'élevage bovin.
- Il semble difficile de réduire les émissions de GES liées au trafic routier pour les motifs exposés ci-après au sujet des déplacements, sauf diminutions possibles résultant d'évolutions technologiques.

## **2.8. Autres pollutions atmosphériques**

### **Incidences positives**

La commune est peu concernée par des pollutions atmosphériques émanant de son territoire, hormis celles liées aux activités agricoles ou, ponctuellement, à des activités industrielles ou artisanales, notamment dans la zone des Forges. On notera cependant des risques d'émissions de poussières par temps sec aux abords de la carrière de Coët Loc'h. Le PLU a veillé à ne pas autoriser de constructions de nouveaux logements aux abords de ce dernier site.

### **Incidences négatives ou problématiques**

Le possible développement des dispositifs de chauffage au bois peut avoir pour effet d'accroître les émissions de particules fines si les appareils ne sont pas homologués (label «Flamme Verte»).

## **2.9. Nuisances sonores**

### **Incidences positives**

- Les diverses mesures prises en faveur des modes de déplacement doux sont de nature à réduire ou limiter les nuisances sonores liées aux voitures individuelles.
- Le PLU abandonne le projet antérieur de développer l'habitat dans le secteur des Forges, où existe un risque de nuisances sonores liées aux activités industrielles.
- L'abandon du projet de contournement ouest d'Hennebont (emplacement réservé n° 1 au PLU antérieur) constitue une mesure majeure en faveur de la préservation des espaces naturels contre les nuisances sonores.

### **Incidences négatives ou problématiques**

La densification urbaine, avec des terrains plus petits et des logements plus proches les uns des autres, peut avoir pour effet d'accroître les nuisances sonores liées au voisinage.

## **2.10. Risques naturels**

### **Incidences positives**

D'une manière générale, le PLU n'accroît pas les facteurs de risques naturels, et ne se traduit pas non plus par une augmentation de l'exposition de la population aux risques naturels.

### **Incidences négatives ou problématiques**

Il n'a pas été noté dans le PLU de dispositions susceptibles d'aggraver l'exposition aux risques naturels.

## **2.11. Risques technologiques**

### **Incidences positives**

- D'une manière générale, le PLU n'accroît pas les facteurs de risques technologiques, et ne se traduit pas non plus par une augmentation de l'exposition de la population à ces risques.
- Le PLU abandonne le projet antérieur de développer l'habitat dans le secteur des Forges, où existe un risque de pollution des sols ou de présence de cavités artificielles.

### **Incidences négatives ou problématiques**

Il n'a pas été noté de dispositions susceptibles d'aggraver l'exposition aux risques technologiques.

## **2.12. Santé publique**

### **Incidences positives**

Des incidences favorables sont à attendre des diverses mesures contenues par le PLU en faveur des modes de déplacement actifs (marche à pied, vélo...), de l'accès à la nature et des activités sportives. Un puissant facteur favorable à la santé publique est en effet la pratique d'une activité physique régulière, autant que possible intégrée à des pratiques quotidiennes telles que le fait d'aller à l'école ou faire ses courses à pied.

On relève par ailleurs :

- que le règlement de la zone d'activités des Forges (Ui) interdit les installations classées, donc les activités susceptibles d'être à l'origine de nuisances.
- que le règlement graphique ne permet pas la constructions d'habitations nouvelles au voisinage de la carrière de Coët Loch.

### **Incidences négatives ou problématiques**

Il n'a pas été noté dans le PLU de dispositions susceptibles de nuire à la santé publique.

## **2.13. Accès du public à la nature**

### **Incidences positives**

- Le PLU prévoit de nombreuses dispositions favorables, notamment sous forme d'emplacements réservés (pour un linéaire total de 8545 m) ou d'inscriptions de cheminements dans les OAP.
- L'abandon du projet de contournement ouest d'Hennebont (emplacement réservé n° 1 au PLU antérieur) constitue une mesure forte en faveur de l'accès du public à la nature, compte tenu des coupures d'itinéraires de promenade et des nuisances sonores et visuelles qui auraient résulté de ce projet.

### **Incidences négatives ou problématiques**

- Certaines dispositions de l'OAP «Parc de la Médiathèque» pouvaient poser des problèmes pour le maintien d'un itinéraire promenade entre les HLM de la Montagne et la médiathèque. L'OAP a été modifiée pour prendre en compte cet aspect. En ce qui concerne l'OAP «Parc de Kerprat», des dispositions préservent les accès au public au parc et visent à créer un espace de type place pour un usage collectif.

## **2.14. Déplacements**

### **Incidences positives**

Les dispositions du PLU concourent à une meilleure maîtrise des besoins de déplacement, notamment par le fait qu'elles concentrent l'offre de nouveaux logements au plus près des équipements et services existants. En outre, de nombreuses dispositions sont prévues (au titre des emplacements réservés et des OAP) pour accroître l'offre de cheminements piétons et cyclables, cette offre s'ajoutant aux mesures prises par ailleurs par la commune indépendamment du PLU.

### **Incidences négatives ou problématiques**

Comme indiqué plus haut à propos de la compatibilité du PLU avec le SCOT du Pays de Lorient, il semble difficile d'inverser la tendance à la croissance des déplacements en voiture individuelle. Sont ici en cause la forme urbaine assez lâche de la commune, difficile à desservir efficacement par les bus, ainsi que la faible efficacité de ce mode de transport, en termes de temps de trajet, pour les déplacements vers les pôles d'emploi tels qu'Hennebont, Lanester/Caudan et Lorient, en raison de l'engorgement croissant du réseau





Les possibilités de changer la destination d'anciens bâtiments agricoles pour créer des logements facilitent le sauvetage du patrimoine rural, ici à Keryvon près de Penquesten.

routier par le trafic automobile. Ces difficultés prévisibles ne sont pas imputables aux dispositions du PLU révisé, mais il convient de les mentionner.

## 2.15. Patrimoine

### Incidences positives

- Le PLU identifie en campagne 35 anciens bâtiments agricoles d'intérêt patrimonial dont le changement de destination est désormais autorisé. Le fait qu'ils puissent devenir des logements permettra de les sauvegarder.
- Le PLU protège de nombreux éléments de petit patrimoine au titre des éléments paysagers.
- En mettant un terme à toute urbanisation nouvelle en campagne, le PLU évite des confrontations éventuellement difficiles entre le patrimoine rural et des constructions neuves.
- Le PLU souligne la nécessité d'une mise en valeur de l'ensemble patrimonial des anciennes forges de Lochrist. Toutefois, un tel projet ne relève pas seulement du PLU et nécessite des ressources financières importantes.
- Il est prévu la réutilisation de l'ancien «pont de fer» des forges en passerelle pour piétons et vélos.

### Incidences négatives ou problématiques

Les dispositifs d'isolation thermique des bâtiments ou de production d'énergie sur les bâtiments (panneaux et capteurs solaires notamment) peuvent avoir des incidences négatives sur l'aspect du bâti ancien.

## 2.16. Paysages

### Incidences positives

- En mettant un terme à toute urbanisation nouvelle en campagne, le PLU permet de préserver le paysage des hameaux et de leur environnement.
- Les zones naturelles protégées ont été délimitées de façon plus précise et complète, en intégrant des éléments de patrimoine écologique et paysager.
- Le règlement contient des dispositions nombreuses et précises concernant les paysages et les espaces verts (voir notamment articles 6 «*Architecture et paysage des espaces bâtis*» et 7 «*Biodiversité et espaces libres*»).
- L'annexe réglementaire «*Paysage - Patrimoine*» identifie de nombreux éléments paysagers conservés, y compris des haies, des talus, des vergers, des cônes de vue...
- Les OAP intègrent des dispositions paysagères (protection ou reconstitution de haies bocagères, protection d'arbres, sentiers pédestres etc).
- Une OAP thématique est spécifiquement consacrée au thème de la nature en ville et vise la préservation ou la réintroduction d'éléments végétaux dans le tissu urbain.
- L'abandon du projet de contournement ouest d'Hennebont (emplacement réservé n° 1 au PLU antérieur) constitue une mesure majeure en faveur de la préservation des paysages, en raison de l'ampleur des déblais et remblais initialement prévus au milieu d'ensembles naturels préservés tels que bois et vallées.

### Incidences négatives ou problématiques

- Des difficultés possibles ont été signalées pour certains secteurs d'OAP, dont trois (Parc de la Médiathèque, Ambroise Croizat, le Sous-Bois) ont été modifiés pour éviter ou réduire les impacts de l'urbanisation.
- Les dispositifs d'isolation thermique des bâtiments ou de production d'énergie sur les bâtiments (panneaux et capteurs solaires notamment) peuvent avoir des incidences négatives sur l'aspect du bâti ancien.





Le secteur d'OAP «L'ancien EHPAD et le Sous-Bois» comporte une partie sud boisée, qui fera l'objet d'un diagnostic des arbres en vue d'assurer la conservation des sujets les plus intéressants lors de la réalisation des aménagements.



Hérisson d'Europe dans le quartier du Sous-Bois.



# Quatrième partie

## Mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives

Le propos sera ici principalement centré sur les opérations d'aménagement prévues par le PLU, à savoir essentiellement celles définies par les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). En ce qui concerne les emplacements réservés pour équipements publics, il a été vu plus haut que la majorité ont pour objet la sécurisation juridique d'itinéraires de promenade ou de randonnée existants et qu'ils ne posent pas de problème environnemental particulier, non plus que ceux affectés à d'autres opérations.

Il y a lieu de rappeler par ailleurs :

- que le règlement écrit, entièrement refondu par rapport à sa version antérieure, intègre une recherche du «moindre impact environnemental» dans un grand nombre de ses dispositions.
- que le dossier d'orientations et de programmation (OAP) contient une OAP thématique sur le thème de la nature en ville, dont l'objectif est de participer à réduire ou compenser les incidences environnementales des constructions.

### 1. Mesures d'évitement

#### Dans le cadre du règlement graphique

Un terrain situé entre le Blavet et le Kersalo, sous le château de Locqueltas, et initialement prévu pour être classé NI, est apparu enclavé entre des zones humides et un espace boisé classé. Dans cet environnement très sensible et fortement protégé, son accessibilité soulevait un problème majeur, tandis que son aménagement interne semblait très difficile. Cette disposition a été supprimée, ce qui permet de prévenir toute atteinte à des milieux sensibles.

#### Dans le cadre des OAP

##### OAP Ambroise Croizat et Parc de la Médiathèque

L'évaluation environnementale a conduit à reconsidérer les dispositions de cette OAP.

Il a été décidé de supprimer la partie sud du secteur «Ambroise Croizat», compte tenu du risque d'atteinte à un boisement de grande qualité (vieille chênaie sur un coteau dominant une tête de vallon).

Il a également été décidé de supprimer la partie Est du secteur «parc de la Médiathèque», en raison du risque d'atteinte à un point de vue sur la vallée du Blavet, à l'ensemble patrimonial constitué par le manoir de Kerglaw et les jardins en terrasses attenants, ainsi qu'à une promenade publique.

### 2. Mesures de réduction

#### Dans le cadre des OAP

##### 1. OAP «L'ancien Ehpad et le Sous-Bois»

Comme vu précédemment au sujet des incidences des OAP par secteurs, il a été prévu de réserver l'emprise d'un ouvrage d'eaux pluviales, afin de ne pas surcharger le réseau collectif dans ce secteur. En outre, l'OAP contient des dispositions d'aménagement permettant de sauvegarder des arbres de qualité, sur la base d'un diagnostic qui sera conduit par l'ONF. En l'occurrence, il s'agit de «maintenir l'ambiance «sous-bois» en préservant un large écrin boisé entre la résidence existante et les futures constructions».



## 2. OAP «Les Forges de Lochrist»

Suite à observation émise dans le cadre de l'évaluation environnementale, il a été décidé d'inclure dans l'OAP une obligation de préservation de la végétation arborée et buissonnante le long de la berge du Blavet, ceci afin de préserver des habitats pour la faune sauvage (oiseaux aquatiques notamment) et d'améliorer la stabilité de la berge. Il s'agit en particulier de réduire l'incidence d'un cheminement piétonnier le long du Blavet.

Afin de préserver les conditions de déplacement et d'alimentation des colonies de chiroptères protégées par le site Natura 2000 dit «Chiroptères du Morbihan» (n° FR5302001), il importe que les éclairages publics soient limités au strict minimum et étudiés pour réduire leurs incidences sur les chiroptères (lumière jaune-orange type vapeur de sodium avec dispositifs de rabattement vers le sol).

## 3. OAP «Parc de la Médiathèque»

Dans la partie de l'OAP conservée pour être urbanisée, qui est située à 120 m des colonies de chiroptères protégées par le site Natura 2000 dit «Chiroptères du Morbihan» (n° FR5302001), il importe que les éclairages publics soient limités au strict minimum et étudiés pour réduire leurs incidences sur les chiroptères (lumière jaune-orange type vapeur de sodium avec dispositifs de rabattement vers le sol).

L'OAP impose par ailleurs une implantation groupée des constructions, en partie haute des terrains, de manière à limiter les volumes de terrassement et l'impact de l'opération dans ce secteur en rebord de plateau.

## 4. OAP «Plaine du Gorée»

L'implantation d'un équipement public est prévue dans une trame verte à renforcer, ce qui est de nature à favoriser son intégration dans l'environnement. Toutefois, l'objectif de visibilité de cet équipement semble assez difficile à concilier avec l'objectif précédent, ce qui nécessite un soin tout particulier tant dans la conception de la construction que dans celle de son accompagnement paysager.

# 3. Mesures de compensation

## Dans le cadre du règlement écrit

Le règlement des zones agricoles et naturelles (articles A7 et N7), prévoit, en application du SAGE Blavet, que toute atteinte à une zone humide pour cause de nécessités impératives et sans alternative possible doit faire l'objet de mesures compensatoires.

## Dans le cadre des OAP

### 1. OAP Ambroise Croizat et Parc de la Médiathèque

- Pour aménager les emprises de l'OAP Ambroise Croizat, il est nécessaire de réduire la superficie d'un boisement d'une superficie supérieure à 2,5 ha (superficie totale : 3,8 ha selon la «*Carte forestière v.2*», source : *Géoportail*). L'opération devra faire l'objet d'une autorisation de défrichement et, dans ce cadre, de mesures de compensation appropriées (boisement compensatoire ou versement au Fonds stratégique de la forêt et du bois, cf article L 341-6 du Code forestier).

- En ce qui concerne le secteur «Parc de la Médiathèque», l'OAP prévoit de «*ménager les cheminements doux qui se connectent au maillage existant, soit vers Kerprat, soit vers la médiathèque et les Forges*», ce qui impliquera en pratique le maintien ou, à défaut, un rétablissement de la continuité piétonne entre les HLM et la médiathèque.

### 2. OAP Penquesten

- Des suppressions d'arbres sont à prévoir pour le secteur Sud, qui est actuellement un jardin arboré adossé à une maison d'habitation. En compensation, l'OAP prévoit la plantation d'une haie bocagère de 70 m

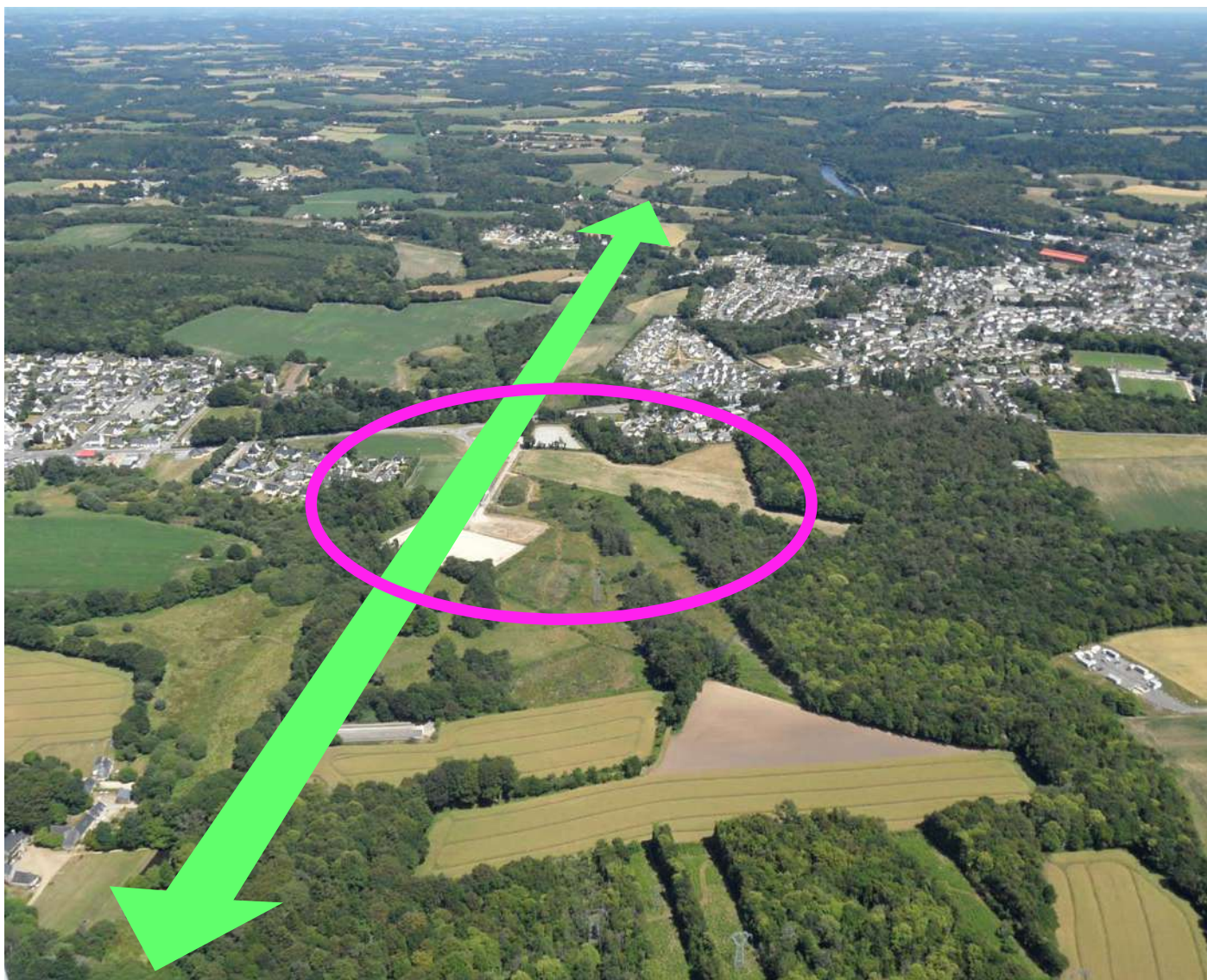
en bordure Ouest de l'urbanisation projetée. Cette opération sera à la charge de l'aménageur (bocage «intégré aux opérations» aux termes de l'OAP).

- L'accès au secteur Nord nécessite de réaliser une ouverture dans une haie bocagère. En compensation, l'OAP prévoit la plantation d'une haie bocagère de 130 m en bordure Est de l'urbanisation projetée. Comme dans le cas précédent, cette opération sera à la charge de l'aménageur.

### 3. OAP Parc de Kerprat

- L'amputation du parc public pour la réalisation de la maison médicale sera compensée par la création d'une place destinée à un usage commun.

- Du fait que la construction nécessite de couper des arbres du parc, des plantations compensatoires devront être recherchées, pour autant qu'elles permettent d'apporter au parc un surcroît d'agrément et de biodiversité (il ne saurait être question de «compenser pour compenser» par simple souci de formalisme).



Secteur de la Plaine du Gorée : l'OAP (périmètre schématisé en violet) cherche à concilier le renforcement de la trame verte et bleue (flèche verte) avec la présence d'équipements sportifs, la création d'un nouvel équipement public et une urbanisation en continuité de l'existant.





Naturalistes effectuant des relevés floristiques près de Kerprat.

# Cinquième partie

## Mesures de suivi

La mise en place d'un dispositif de suivi est une étape importante dans la démarche évaluative. En effet, c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du PLU tout au long de sa durée au cours de sa mise en oeuvre, tel que le prévoit le code de l'urbanisme (au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans), et si nécessaire de le faire évoluer.

Les indicateurs ne visent pas un suivi exhaustif des données environnementales, ils doivent être établis en fonction :

- des **thèmes** importants et sensibles identifiés dans la commune ;
- des **moyens** disponibles pour en assurer le suivi ;
- de leur **adéquation** au document qu'il s'agit d'évaluer.

Par ailleurs, afin d'en consolider la pertinence, ils doivent se référer à un « état zéro » clairement établi. Enfin, les indicateurs énoncent, idéalement, le sens des évolutions qui seront constatées à l'avenir : dans quelle mesure une évolution est révélatrice d'une incidence positive ou négative, et quelles sont les actions à mettre en oeuvre si nécessaire pour influencer sur cette évolution ?

À cette fin, les indicateurs doivent être **simples, clairs et compréhensibles**. Leur mise en place ne doit pas être une source de coûts supplémentaires rédhibitoires.

La principale difficulté réside dans le fait que l'évolution constatée peut ne pas être liée (ou pas seulement) à l'application du document d'urbanisme. En matière d'environnement naturel, de nombreux facteurs interagissent, aussi bien localement que globalement, et discerner la part spécifique du PLU peut s'avérer délicat. Ainsi, la qualité des eaux brutes du Blavet à Lochrist est bien davantage influencée par les activités dans l'ensemble du bassin versant à l'amont que par les dispositions du PLU communal. Dans un autre registre, l'état des populations de saumons dans le Blavet peut être influencé aussi bien par des épidémies que par des phénomènes affectant l'Atlantique Nord.

D'autre part, l'ensemble des indicateurs doit être considéré comme un **tableau de bord** et analysé dans son ensemble : dans quelle mesure une évolution jugée négative sur un indicateur ne résulte-t-elle pas de choix qui se traduisent positivement sur d'autres ?

Enfin, ce « tableau de bord » ne doit pas être considéré comme figé : si dans les années à venir, certains semblent inadaptés ou non pertinents, leur adaptation, voire leur abandon, doit pouvoir être envisagée ; inversement, d'autres indicateurs, non prévus au départ, devraient pouvoir être mis en place.

À cette fin, les indicateurs et modalités retenus sont présentés dans le tableau figurant à la page suivante.



Domaine	Indicateurs
Sols et sous-sols	<p>Part du programme des opérations réalisées en tissu urbain existant (en %) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A vocation d'habitat</li> <li>• A vocation d'activités</li> </ul> <p>Part du programme des opérations réalisées en extension de l'urbanisme (en%)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A vocation d'habitat</li> <li>• A vocation d'activités</li> </ul> <p>Part du programme des opérations réalisées en STECAL (en%) :</p> <p>Part du programme des opérations réalisées en changement de destination (en%) :</p>
Biodiversité & Paysages	<p>Surfaces de zones humides restaurées ou compensées</p> <p>Surfaces ou linéaires de boisements, talus plantés ou haies bocagères restaurés ou créés</p>
Ressource en eau	<p>Qualité des cours d'eau</p> <p>Qualité des nappes souterraines</p> <p>Consommation d'eau par habitant</p> <p>Consommation d'eau totale</p> <p>Disponibilité de la ressource en eau (ressource en eau/consommation d'eau)</p> <p>Quantité des rejets des stations d'épuration et capacités atteintes par l'installation</p> <p>Qualité des rejets des stations d'épuration et capacités atteintes par l'installation</p>
Énergie	<p>Nombre de point de desserte en transport en commun</p> <p>Linéaire de liaisons douces créé</p> <p>Part des modes non émetteurs dans les déplacements</p> <p>Part d'emplois occupés par les habitants dans la commune/dans l'agglomération</p>
Air	<p>Motorisation des ménages (part des ménages ayant au moins 2 véhicules)</p>
Climat	<p>Qualité de l'air</p> <p>Part des émissions de GES du secteur « résidentiel/tertiaire »</p> <p>Part des émissions de GES du secteur « économique/agricole »</p> <p>Part des émissions de GES du secteur « transport »</p>

Type d'indicateurs			Périodicité	Sources
Etat	Résultat	Efficacité	de suivi	
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
X	X		Tous les 5 ans	Commune
			Tous les 5 ans	Orthophotoplan
			Tous les 5 ans	Orthophotoplan
X		X	Annuelle	Agence de l'eau
X		X	Tous les 5 ans	Agence de l'eau
X			Annuelle	Rapport annuel de l'eau
X			Annuelle	Rapport annuel de l'eau
X			Annuelle	Rapport annuel de l'eau
	X		Annuelle	RPQS CCPL
	X		Annuelle	RPQS CCPL
	X		Tous les 5 ans	CCPL
	X		Tous les 5 ans	Commune/CCPL
	X		Tous les 5 ans	CCPL
	X		Tous les 5 ans	INSEE
			Tous les 5 ans	INSEE
X		X	Tous les 5 ans	Indice ATMO / Airbreizh
X		X	Tous les 5 ans	PCET/CCPL
X		X	Tous les 5 ans	PCET/CCPL
X		X	Tous les 5 ans	PCET/CCPL





La vallée du Blavet depuis la Chaise du Diable.



Un goéland brun consomme une alose (poisson migrateur) morte après la fraie, à l'aval du Grand Barrage.

# Sixième partie

## Justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

### 1. Au niveau international

La Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique adoptée à New-York le 9 mai 1992 et le Protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 : leur mise en œuvre s'est notamment traduite en droit interne par l'adoption en 2003 d'un premier « Plan climat ». De ce point de vue, le PLU d'Inzinzac-Lochrist participe à atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre et ce, grâce à plusieurs mesures.

Le **PADD** contient en matière de **déplacements** des orientations qui visent une limitation des besoins de déplacement en voiture individuelle :

1. Centrage de l'urbanisation sur les espaces les plus proches des trois bourgs et des équipements publics.
2. Densification urbaine modérée, aidant à limiter les besoins de déplacements.
3. Objectif d'inciter à de nouvelles pratiques de mobilité, relativement difficile à mettre en œuvre dans une commune rurale à l'habitat dispersé mais applicable au minimum au niveau des bourgs d'Inzinzac et Lochrist.

En pratique, les mesures prises pour renforcer les bourgs, freiner l'urbanisation périphérique et interdire toute urbanisation en campagne vont aider à limiter les besoins de déplacements, tandis que les mesures en faveur des « déplacements doux » permettront de développer les alternatives à la voiture individuelle pour les trajets quotidiens.

Concernant **l'habitat**, le PADD affiche une volonté de promouvoir des densités de construction plus élevées qu'actuellement ainsi qu'une diversification des types d'habitats et la promotion des économies et de la production d'énergie renouvelable dans l'habitat, ce qui permettra une réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre.

### 2. Au niveau communautaire

#### 1. La directive cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 (loi du 21 avril 2004).

Le PLU contient diverses mesures relatives à l'eau, aux milieux aquatiques, aux zones humides ou à la ressource en eau. Vont ainsi dans ce sens la protection de la trame verte et bleue, l'identification de l'intégralité des cours d'eau et la protection de leurs abords, la protection de la totalité des zones humides, les règles relatives à la gestion des eaux pluviales...

#### 2. Le réseau Natura 2000 (directive Habitats de 1992).

Le site Natura 2000 présent sur le territoire communal voit sa protection renforcée par le PLU, grâce à l'abandon d'un projet de zone à urbaniser qui était inscrit à proximité par le PLU antérieur. Les habitats fréquentés par les chiroptères pour leur alimentation (couloirs boisés et humides de la vallée du Blavet et des vallées affluentes) voient également leur protection renforcée.



### 3. Au niveau national

#### 1. La Loi Paysages du 8 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages

Elle impose notamment des mesures destinées à une meilleure intégration des aménagements, et permet aux documents d'urbanisme d'identifier des éléments paysagers susceptibles de faire l'objet de mesures de protection réglementaire en soumettant à autorisation administrative préalable tous travaux susceptibles de leur porter atteinte.

Le PLU contient un grand nombre de dispositions spécifiques aux paysages (identification et protection des éléments paysagers remarquables, protection de la trame verte et bleue et des boisements, interdiction des habitations nouvelles en campagne, OAP «Cadre de vie apaisé»...

#### 2. La Loi sur l'eau de janvier 1992

Elle est à l'origine du SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) du bassin Loire-Bretagne. La poursuite de l'amélioration de la qualité et de la ressource en eau s'inscrit dans les programmes d'action de ce dispositif pour la période 2016-2021.

Le PLU contient diverses mesures relatives à l'eau, aux milieux aquatiques, aux zones humides ou à la ressource en eau. Vont ainsi dans ce sens la protection de la trame verte et bleue, l'identification de l'intégralité des cours d'eau et la protection de leurs abords, la protection de la totalité des zones humides, les règles relatives à la gestion des eaux pluviales...

En outre, la capacité de la station d'épuration à faire face à l'accroissement de population projeté a été vérifiée.

#### 3. La stratégie nationale de développement durable 2010-2013 (SNDD)

Elle a été adoptée le 27 juillet 2010 par le Comité interministériel pour le développement durable. Elle propose une architecture commune à tous les acteurs de la Nation, publics et privés, pour les aider à structurer leurs propres projets de développement durable autour de choix stratégiques et d'indicateurs qui ont fait l'objet d'un large consensus. Elle a notamment vocation à assurer la cohérence et la complémentarité des engagements internationaux et européens de la France et des politiques nationales, transversales ou sectorielles.

Elle porte sur neuf « défis » : une consommation et une production durables, la société de la connaissance, la gouvernance, le changement climatique et l'énergie, les transports et la mobilité durables, la conservation et la gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles, la santé publique / la prévention et la gestion des risques, la démographie, l'immigration et l'inclusion sociale, les défis internationaux en matière de développement durable et de lutte contre la pauvreté dans le monde.

Les choix retenus dans le PLU d'Inzinzac-Lochrist participent à répondre aux « défis » suivants :

- **Changement climatique et énergie** : par des dispositions favorisant les économies et la production d'énergie dans l'habitat, la limitation des besoins de déplacement...
- **Développement durable** : par les mesures ci-dessus en matière d'énergie, en assurant une meilleure gestion des eaux pluviales, , en donnant davantage de place aux modes doux de déplacements...
- **Habitat et inclusion sociale** : le PLU agit pour diversifier les types d'habitats offerts. Il propose de travailler sur des formes d'habitat innovantes tels que l'habitat intermédiaire, l'individuel accolé... Il met également l'accent sur la mixité sociale.
- **Transports et mobilité durables** : Le PADD (orientation 1) souhaite développer les modes de déplacement non-automobiles et les transports en commun. Cet objectif se traduit par diverses dispositions qui ont déjà été mentionnées à de multiples reprises.

- **Conservation et gestion durables de la biodiversité et des ressources naturelles** : Il y a lieu de se référer au point suivant qui est consacré à la prise en compte de la Stratégie nationale pour la biodiversité.

- **Santé publique / prévention et la gestion des risques** : Le PADD souhaite promouvoir un urbanisme et des modes de déplacement favorables à la santé. Par ailleurs le PLU participe à la réduction des risques naturels et technologiques ainsi qu'à la promotion des activités sportives et de plein-air, notamment au travers du développement du réseau de chemins.

## 4. La stratégie nationale pour la biodiversité (SNB)

Lancée en 2004, elle concrétise l'engagement français au titre de la Convention sur la diversité biologique. Après la première phase qui s'est terminée en 2010, la nouvelle SNB 2011-2020 vise à produire un engagement plus important des divers acteurs, à toutes les échelles territoriales, en métropole et en outre-mer, en vue d'atteindre les objectifs adoptés. Elle fixe pour ambition commune de préserver et restaurer, renforcer et valoriser la biodiversité, en assurer l'usage durable et équitable, réussir pour cela l'implication de tous et de tous les secteurs d'activité. Six orientations complémentaires réparties en vingt objectifs, couvrent tous les domaines d'enjeux pour la société.

Le fondement et l'originalité de la SNB 2011-2020 sont de mettre en place un cadre cohérent pour que tous les porteurs de projets publics et privés puissent contribuer à l'ambition sur une base volontaire, en assumant ses responsabilités. La SNB vise à renforcer notre capacité individuelle et collective à agir, aux différents niveaux territoriaux et dans tous les secteurs d'activités.

C'est la concrétisation de l'engagement français au titre de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Elle constitue également le volet biodiversité de la Stratégie nationale de développement durable (SNDD).

Il y a donc lieu d'analyser de quelle manière le PLU d'Inzinzac-Lochrist intègre les objectifs de protection de l'environnement exprimés dans chacun des 20 objectifs définis par la stratégie nationale pour la biodiversité.

### **Orientation stratégique A : Susciter l'envie d'agir pour la biodiversité**

#### **Objectif 1 : Faire émerger, enrichir et partager une culture de la nature**

*L'élaboration du PLU d'Inzinzac-Lochrist a été l'occasion de diffuser et partager, tant auprès des élus que de la population, des éléments de connaissance sur les milieux naturels, la faune et la flore du territoire communal.*

#### **Objectif 2 : Renforcer la mobilisation et les initiatives citoyennes**

*L'élaboration du PLU d'Inzinzac-Lochrist a concouru à mobiliser les acteurs locaux autour de thèmes environnementaux, notamment dans le cadre de la concertation avec la population.*

#### **Objectif 3 : Faire de la biodiversité un enjeu positif pour les décideurs**

*A l'issue de la révision du PLU, les acteurs locaux sont certainement plus convaincus que jamais de l'intérêt d'agir localement en faveur de la biodiversité et d'amplifier les actions d'étude, de pédagogie, de protection et de gestion déjà conduites dans ce domaine, notamment autour du développement durable en milieu rural.*

### **Orientation stratégique B : Préserver le vivant et sa capacité à évoluer**

#### **Objectif 4 : Préserver les espèces et leur diversité**

*Le PLU renforce la protection des habitats et des continuités écologiques nécessaires au cycle de vie des espèces animales et végétales, notamment au travers de la préservation de la trame verte et bleue jusque dans le tissu urbain.*

## **Objectif 5 : Construire une infrastructure écologique incluant un réseau cohérent d'espaces protégés**

*Dans le respect du Schéma régional de cohérence écologique, dont il précise les dispositions sur ce point, le PLU identifie et préserve la trame verte et bleue, le réseau hydrographique, les zones humides, les massifs boisés et les haies bocagères.*

## **Objectif 6 : Préserver et restaurer les écosystèmes et leur fonctionnement**

*Le PLU garantit la préservation de l'ensemble des écosystèmes naturels et ne génère pas d'effet de coupure dans les continuités naturelles.*

## **Orientation stratégique C : Investir dans un bien commun, le capital écologique**

### **Objectif 7 : Inclure la préservation de la biodiversité dans la décision économique**

*Le PLU d'Inzinzac-Lochrist ne contient pas de dispositions en ce sens.*

### **Objectif 8 : Développer les innovations pour et par la biodiversité**

*L'OAP thématique «Cadre de vie apaisé» propose de nombreuses initiatives en faveur de la biodiversité et relevant de l'innovation, notamment sur les façons d'aménager les espaces urbanisés pour y faciliter la présence d'éléments naturels.*

### **Objectif 9 : Développer et pérenniser les moyens financiers et humains en faveur de la biodiversité**

*Le PLU d'Inzinzac-Lochrist n'a pas paru constituer le cadre le plus approprié pour planifier le développement des moyens financiers et humains en faveur de la biodiversité.*

### **Objectif 10 : Faire de la biodiversité un moteur de développement et de coopération régionale en outre-mer**

*Cet objectif n'entre ni dans le champ de compétences territorial du PLU d'Inzinzac-Lochrist, ni dans les moyens de la commune.*

## **Orientation stratégique D : Assurer un usage durable et équitable de la biodiversité**

### **Objectif 11 : Maîtriser les pressions sur la biodiversité**

*Le PLU privilégie l'urbanisation dans l'enveloppe de l'urbanisation actuelle, de manière à ne pas créer de pressions sur les espaces naturels et agricoles périphériques. Il institue également des marges de recul des constructions par rapport aux cours d'eau et aux linéaires bocagers.*

### **Objectif 12 : Garantir la durabilité de l'utilisation des ressources biologiques**

*Cet objectif est pleinement pris en compte par le PLU, au travers notamment de la préservation des espaces nécessaires à la pratique des activités agricoles et forestières.*

### **Objectif 13 : Partager de façon équitable les avantages issus de l'utilisation de la biodiversité à toutes les échelles.**

*La manière de prendre en compte cet objectif reste en cours de réflexion au niveau local.*

## **Orientation stratégique E : Assurer la cohérence des politiques et l'efficacité de l'action**

### **Objectif 14 : Garantir la cohérence entre politiques publiques, aux différentes échelles**

*Le PLU ne peut garantir cette cohérence qu'à l'échelle de son propre territoire, à savoir l'échelle communale. La notion de cohérence entre communes est toutefois assurée par le respect des dispositions du SCOT du Pays de Lorient.*

### **Objectif 15 : Assurer l'efficacité écologique des politiques et des projets publics et privés**

*L'évaluation environnementale participe à cet objectif d'efficacité.*

#### Objectif 16 : Développer la solidarité nationale et internationale entre les territoires

*Cet objectif n'entre pas actuellement dans les objectifs d'un Plan local d'urbanisme tels que définis par le Code de l'Urbanisme.*

#### Objectif 17 : Renforcer la diplomatie environnementale et la gouvernance internationale dans le domaine de la biodiversité

*Cet objectif n'entre pas actuellement dans les objectifs d'un Plan local d'urbanisme tels que définis par le Code de l'Urbanisme.*

### **Orientation stratégique F : - Développer, partager et valoriser les connaissances**

#### Objectif 18 : Développer la recherche, organiser et pérenniser la production, l'analyse, le partage et la diffusion des connaissances

*Le PLU d'Inzinzac-Lochrist n'intervient pas en matière de recherche et ne peut donc participer à atteindre cet objectif.*

#### Objectif 19 : Améliorer l'expertise afin de renforcer la capacité à anticiper et à agir, en s'appuyant sur toutes les connaissances

*Le PLU ne paraît pas, en l'état actuel du droit, avoir vocation à intervenir dans ce domaine précis.*

#### Objectif 20 : Développer et organiser la prise en compte des enjeux de biodiversité dans toutes les formations

*Le PLU n'a pas vocation à intervenir dans le domaine de la formation, tant scolaire que professionnelle.*



# Révision du PLU d'Inzinzac-Lochrist

## Évaluation environnementale des OAP par secteurs



Jean-Pierre Ferrand, conseil en environnement  
28 janvier 2019

**LORIENT**  
AGGLOMÉRATION

**Inzinzac-Lochrist**  
PAYS DE LORIENT-BRETAGNE SUD

Rapport intermédiaire d'évaluation environnementale présenté en réunion de comité technique.

# Septième partie

## Méthode de travail

La mission d'évaluation a débuté en octobre 2017, après réalisation de l'état initial de l'environnement par le maître d'œuvre du PLU mais avant la définition du PADD. L'évaluation a ainsi pu porter sur toutes les pièces du dossier.

**1) L'état initial de l'environnement** a été analysé et a fait l'objet de diverses observations et propositions de compléments (en particulier note du 8 décembre 2017), qui ont été intégrées. Un texte sur l'environnement naturel de la commune a été établi et transmis au maître d'œuvre du PLU le 15 novembre 2018.

**2) Le PADD** a également été analysé et fait l'objet de deux notes qui ont été transmises le 30 mars puis le 3 mai 2018. Des échanges ont eu lieu avec le maître d'ouvrage sur divers points de forme ou de fond.

**3) Diverses questions relatives au projet de PLU** ont été posées au comité de pilotage du 5 novembre 2018.

**4) Les secteurs d'OAP** ont fait l'objet d'une visite sur le terrain puis, pour certains, d'une visite en présence d'élus. Une première note a été transmise le 14 décembre 2018. Une analyse critique de ces secteurs a été présentée en comité technique le 28 janvier 2019. Les échanges sur les OAP se sont poursuivis par la suite, sur les versions successives du dossier d'OAP. Un tableau synthétique des incidences des OAP a été établi, en examinant celles-ci au regard de 16 thèmes environnementaux et en classant les incidences dans cinq catégories allant de «très positif» à «négatif».

**5) Le projet de règlement écrit** a fait l'objet d'une réunion technique avec le maître d'œuvre (réunion commune à Inzinzac-Lochrist et Quistinic) le 26 décembre 2018. Par la suite, le **règlement graphique** et le règlement écrit ont été analysés de façon approfondie en janvier et février 2019. Les observations ont été portées à la connaissance du maître d'ouvrage à mesure de l'évolution de ces pièces. Toutes les demandes d'explications ou de compléments ont reçu des réponses.

**6) L'analyse des incidences a été double** : par catégorie de dispositions du PLU (PADD, règlement, orientations d'aménagement et de programmation), et par thème environnemental. Les dispositions du projet de PLU ont été croisées avec 17 thèmes environnementaux et leurs incidences prévisibles, positives ou négatives, ont été envisagées sous un angle critique. Les propositions de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des incidences négatives ont été transmises le plus rapidement possible au maître d'ouvrage de manière à ce qu'elles puissent être intégrées au projet, particulièrement en ce qui concerne les secteurs d'OAP qui concentrent la plupart des projets d'aménagement.

Le **processus itératif d'évaluation**, par échanges successifs entre l'évaluateur, le maître d'ouvrage et la commune, a ainsi pu se dérouler de façon complète, permettant sur certains points de faire évoluer le projet dans le sens d'une meilleure intégration de l'environnement.

## >> 1. RAPPORT DE PRESENTATION

### ANNEXE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT (VERSION COMPLETE)

Approuvé par délibération du Conseil Municipal du 04/11/2019

Le Maire,  
Armelle NICOLAS



# Etat Initial de l'Environnement

Commune d'Inzinzac-Lochrist

## 1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

- A. LA GEOLOGIE
- B. LE RELIEF ET LA TOPOGRAPHIE
- C. L'HYDROGRAPHIE ET L'HYDROLOGIE
  - a. Les bassins versants
  - b. L'inventaire des cours d'eau
- D. LA GESTION DE L'EAU
  - a. Le contexte législatif et réglementaire
  - b. La gestion de l'eau potable
  - c. La gestion des eaux usées
  - d. La gestion des eaux pluviales
- E. LA QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES MILIEUX AQUATIQUES
  - a. Les objectifs de bon état des masses d'eau
  - b. La qualité des eaux de rivières

## 2. CLIMAT - AIR - ENERGIE

- A. LE CLIMAT
  - a. La pluviométrie / les précipitations
  - b. Les températures
  - c. L'ensoleillement
  - d. Les vents
- B. LA QUALITE DE L'AIR
- C. ENERGIE
  - a. Consommation énergétique
  - b. Emission de gaz à effet de serre
  - c. Production d'énergies renouvelables, et potentiel du territoire

## 3. PATRIMOINE NATUREL

- A. ENTITES NATURELLES
  - a. Les boisements et le bocage
  - b. Les vallées
  - c. Les zones humides et les milieux aquatiques
- B. ESPACES NATURELS PRESERVES DE LA COMMUNE ET OUTILS DE PROTECTION/D'INVENTAIRE
  - a. Les aspects législatifs et réglementaires
  - b. Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)
  - c. Site Natura 2000
  - d. Espaces Naturels Sensibles
- C. LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET LA TRAME VERTE ET BLEUE
  - a. Contexte réglementaire
  - b. Structure et éléments constitutifs de la trame verte et bleue
  - c. La trame verte et bleue à l'échelle régionale
  - d. La trame verte et bleue à l'échelle communale

## 4. RISQUES ET NUISANCES

- A. LES RISQUES NATURELS



- a. Arrêtés de catastrophes naturelles
  - b. Le risque « tempête »
  - c. Les risques « séisme » et « mouvement de terrain »
  - d. Le risque « feu d'espaces naturels » et maîtrise de l'urbanisation
  - e. Le risque « inondation »
  - f. Le retrait et le gonflement des argiles
- B. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES**
- a. Le risque « industriel »
  - b. Le risque lié aux « transports de Matières Dangereuses »
  - c. Le risque lié à la rupture de barrage
- C. LA POLLUTION DES SOLS**
- D. LES NUISANCES ACOUSTIQUES**
- a. Les nuisances sonores
  - b. La cartographie du bruit
- E. LES NUISANCES ELECTROMAGNETIQUES**

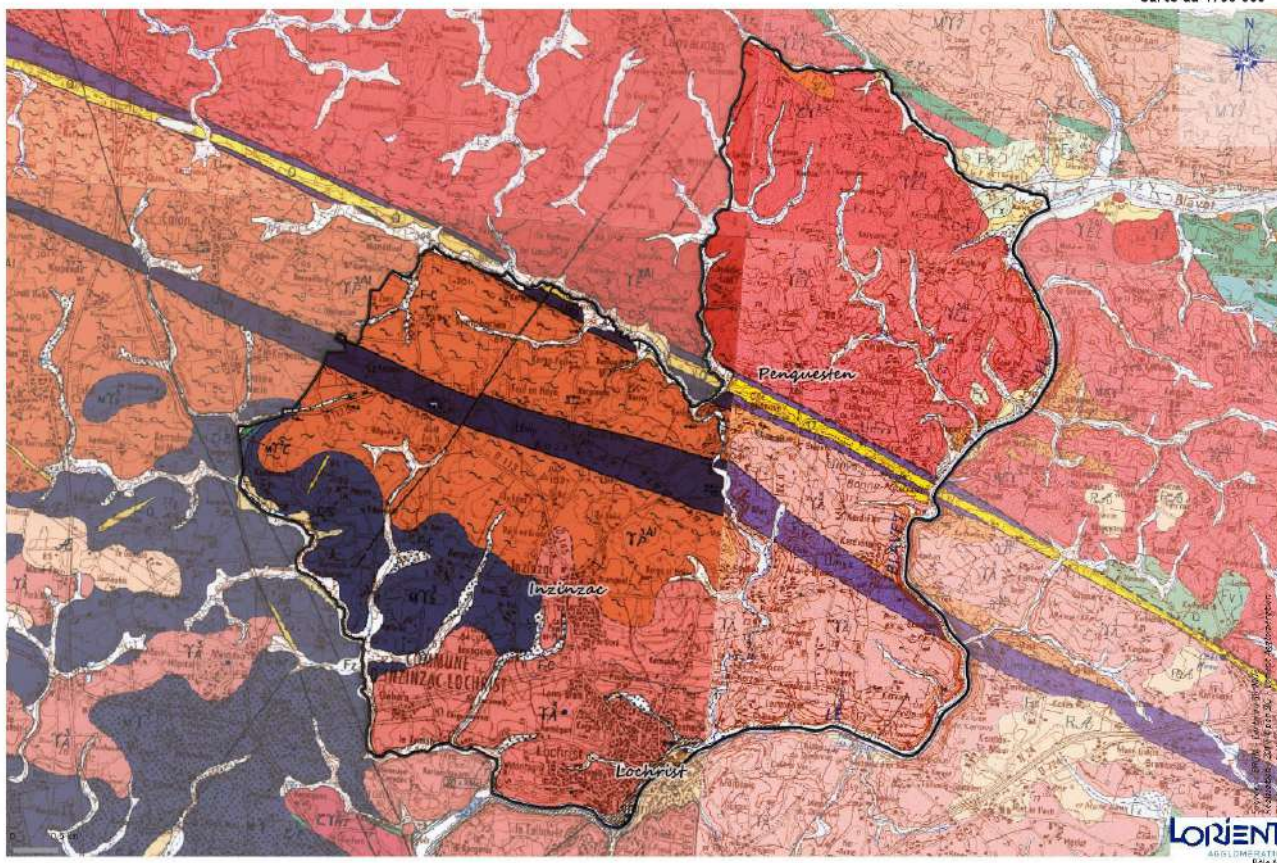
# 1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

## A. LA GEOLOGIE

L'orientation générale du relief d'Inzinzac-Lochrist est conforme à la structure géologique du territoire, localisé sur un socle caractérisé par une structuration de roches organisées en bandes parallèles de roches dures (leucogranites, granites d'anatexie, gneiss et migmatiques). Ces roches grenues granitiques et gneissiques sont dominantes sur l'ensemble de la commune. Elles font partie de la composition morphologique du secteur Sud du massif armoricain, faisant apparaître une orientation Est-Ouest.

### INZINZAC-LOCHRIST : géologie

Légende sur les planches pdf  
Carte au 1/50 000



**Carte géologique de la commune d'Inzinzac-Lochrist**

(Source : Carte géologique 1/50 000 - LORIENT, BRGM)

La composition de ces roches offre une capacité de stockage d'eau, soit dans les couches superficielles altérées (arènes), soit dans des fissurations. Si les aquifères sont souvent de petites dimensions, il peuvent aussi être très nombreux, comme en témoigne le grand nombre de sources. Les cours d'eau de la commune semblent bien alimentés dans l'ensemble. Les formations géologiques ont favorisé un relief aux lignes vallonnées, fortement marquées par un chevelu hydraulique très dense et ramifié.

Les bandes de mylonites et les filons de quartz localisés dans la partie centrale de la commune ont fait l'objet d'une large exploitation par l'ouverture de nombreuses carrières. Les mylonites sont des roches métamorphiques dont la structure a été modifiée par des phénomènes de hautes pressions et hautes températures (associés à la zone du cisaillement sud-armoricain) il en résulte ainsi des roches dures, très recherchées actuellement pour les empièvements et le béton notamment (d'où la présence de nombreuses carrières dans la bande de mylonites). On retrouve par ailleurs ces mylonites au niveau de la falaise de la Chaise du Diable, mentionnée comme élément de patrimoine géologique par le guide "Géotourisme en Morbihan".

Le fond de la vallée du Blavet est quant à lui composé en partie d'alluvions modernes.

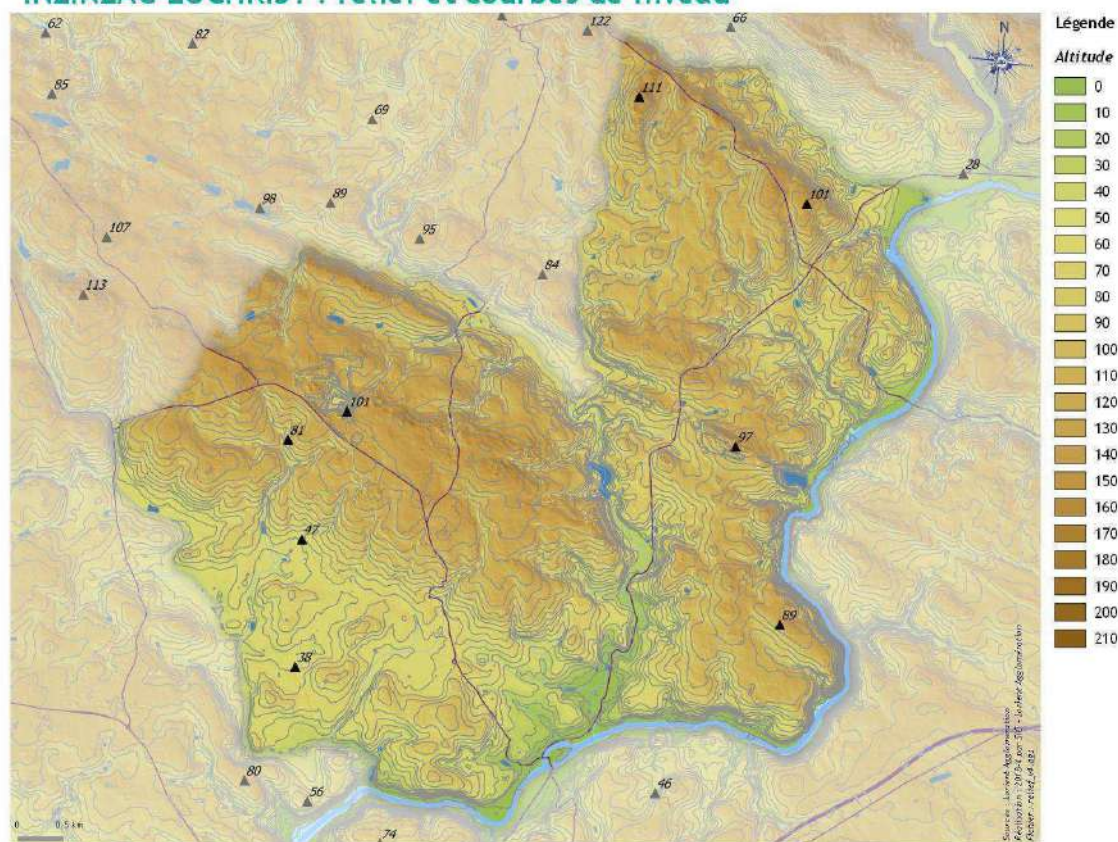


## B. LE RELIEF ET LA TOPOGRAPHIE

La commune d'Inzinzac-Lochrist est bordée à l'Est et au Sud par la vallée du Blavet, et présente un relief structuré selon un axe clairement distinct Nord-Ouest - Sud-Est, dans le prolongement du plissement des landes de Lanvaux. Au centre du territoire communal, le massif leuco granitique des bois de Trémelin, d'une altitude atteignant les 108 mètres fait une transition nette entre les plateaux de la dépression lorientaise et les contreforts plus élevés situés dans la partie Nord. Plusieurs vallées encaissées ont créé des ruptures dans le relief, telle que la vallée du Blavet offrant un versant escarpé d'une hauteur de 76 mètres à Kéroman, le méandre situé au Sud des carrières de Calzat laissant apparaître de véritables falaises selon les endroits. On notera également l'impact des vallées du ruisseau du Temple, du Kersalo et du ruisseau du moulin de l'Angle sur le relief dans un axe d'orientation Sud - Nord.

Les points culminants (110 - 111 m) se situent dans la partie centrale et au Nord de la commune au niveau des deux principales lignes de crêtes.

### INZINZAC-LOCHRIST : relief et courbes de niveau



Topographie de la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2018

## C. L'HYDROGRAPHIE ET L'HYDROLOGIE

### a. Les bassins versants

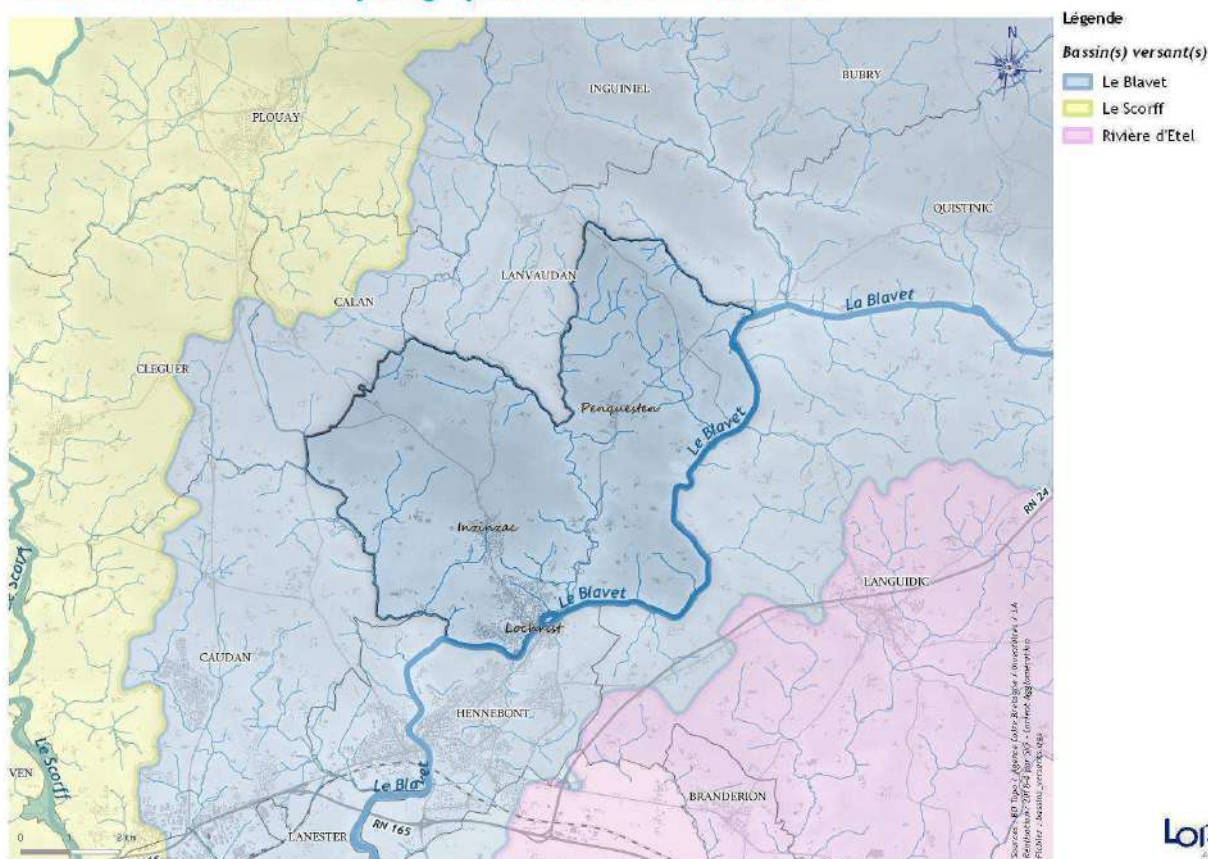
L'étude paysagère réalisée en 2016 sur le territoire de Lorient Agglomération souligne l'importance de la structuration géologique qui façonne les paysages. « Les principaux cours d'eau traversés par les plissements s'en trouvent « désorientés » et prennent des chemins de traverse avant de reprendre leur cours initial vers l'océan : les plissements sont traversés de cluses ».

La superposition des données de ces extraits de cartes de l'étude paysagère illustrent pour la commune deux grands types d'unités paysagères : en couleur verte, un faciès de « plissements » et en bleu, le regroupement des vallées du Blavet, du Brandifrou et de la Sarre.



Le territoire communal est entièrement inclus dans le bassin versant du Blavet, délimité au Sud-Est par ce cours d'eau. Le Blavet est un fleuve côtier très artificialisé comprenant 2 barrages et de nombreuses écluses. Il prend sa source au Sud de Bourbriac, dans le département des Côtes d'Armor et s'écoule du Nord au Sud, puis se jette dans l'Océan Atlantique, au niveau de la Rade de Lorient.

### INZINZAC-LOCHRIST : hydrographie et bassins versants



#### Bassins versants et principaux cours d'eau d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2018



## b. L'inventaire des cours d'eau

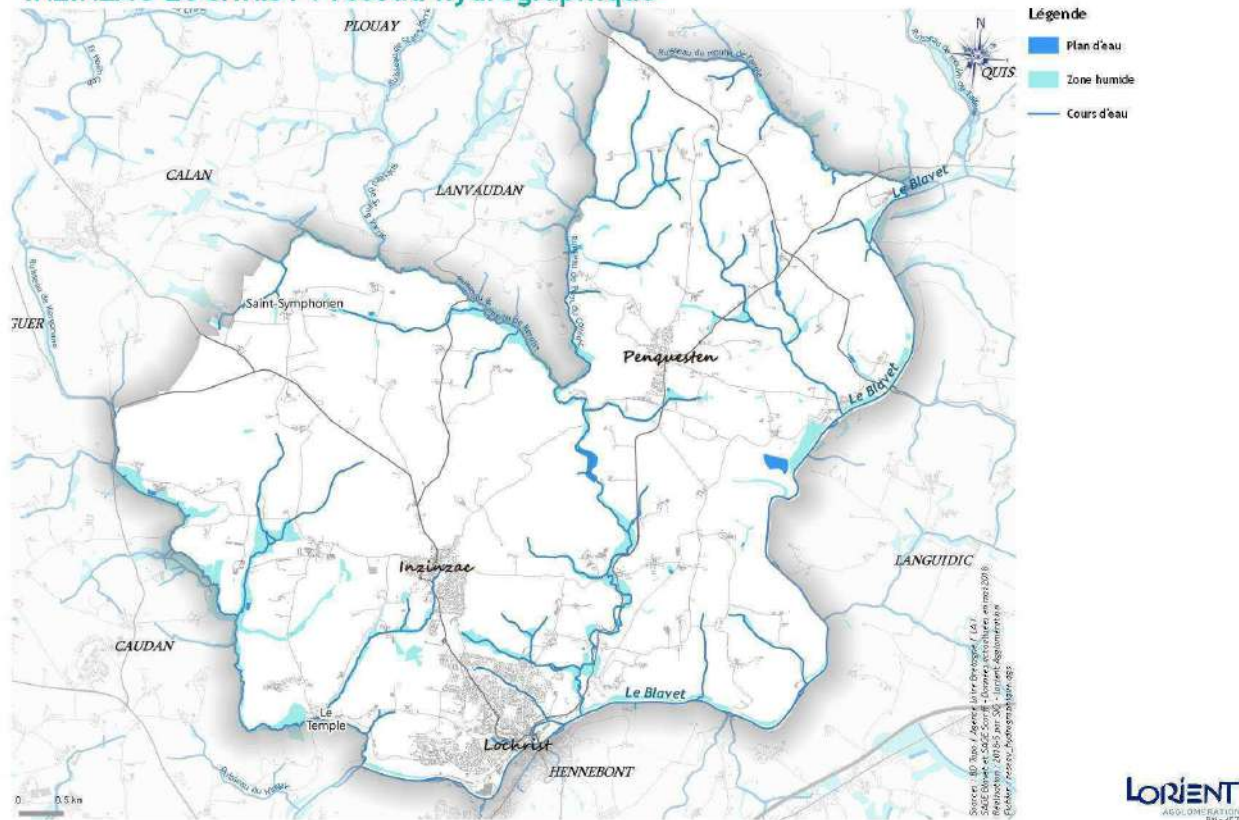
Le réseau hydrographique est présent sur l'ensemble du territoire communal et le paysage qui en découle est très riche, diversifié et fortement marqué par l'eau.

Un inventaire des cours d'eau réalisé conjointement avec celui des zones humides permet d'avoir une meilleure connaissance sur leurs intérêts et leur état. L'objectif étant de déterminer de manière plus affinée les outils de protection et/ou de gestion à mettre en place pour sauvegarder et conserver ces milieux. A partir des supports cartographiques existants, le recensement a été complété par des analyses de terrain.

Le territoire est délimité par des cours d'eau variés, allant du fleuve comme le Blavet, aux nombreux ruisseaux et ruisselets temporaires (aux noms souvent inconnus) de tête de micro-bassin versant, néanmoins identifiés et cartographiés. Les principaux sont :

- le Blavet, longe les limites Est et Sud sur 5,245 Km. L'usage du Blavet était lié à la production d'électricité ;
- le ruisseau de Kergonan, frontière naturelle à l'Ouest avec la commune de Caudan, sur un linéaire d'un peu plus de 2 Km ;
- le ruisseau du Temple (Kergonano) au Sud ;
- le ruisseau de Kerollin, sur une distance de 9,445 Km, matérialise la limite communale au Nord avec Lanvaudan, puis traverse selon une orientation Nord-Sud la commune pour se jeter dans le Blavet. Le ruisseau de Stang Varric vient rejoindre le ruisseau du Moulin de Kerollin ;
- le ruisseau du Pont du Couëdic, selon un axe Nord-Sud-Est, délimite le territoire communal de Lanvaudan ;
- le ruisseau du Moulin de Kerletune au Nord-Est ;
- le ruisseau du Pont de l'Angle, en limite Nord-Est avec la commune de Lanvaudan.

### INZINZAC-LOCHRIST : réseau hydrographique



### Réseau hydrographique d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2018

Chaque cours d'eau représente un axe vivant aux multiples facettes, dont l'inscription dans l'espace contribue à structurer les paysages de la commune. Si la plupart ont provoqué de faibles dépressions, d'autres ont, au contraire, fortement marqué le territoire communal en créant des reliefs à forte pente avec des cours d'eau très encaissés. Il en est ainsi pour la vallée du Blavet située à l'Est, des vallées du Moulin du Kerollin et du Pont du Couédic au Nord et au Nord-Ouest, de la vallée du Kersalo coupant le plateau dans un axe Nord-Sud.

Ces cours d'eau en évolution constante érodent, déposent, et entretiennent des relations complexes entre les milieux aquatiques, semi-aquatiques et terrestres.

Le Blavet a été canalisé dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle et permet aujourd'hui de nombreuses promenades jalonnées de ses écluses. L'ancienne utilisation industrielle du Blavet, notamment pour sa force motrice et le transport de marchandises, demeure encore visible au niveau du secteur de l'ancienne usine du Rudet, et lors de la traversée de Lochrist.

Un important plan d'eau artificiel sur le Kersalo, l'étang de Ty-Mat, a été utilisé pour alimenter en eau potable les installations de la Marine Nationale à Lorient.

## D. LA GESTION DE L'EAU

### a. Le contexte législatif et réglementaire

La préservation et la gestion de l'eau, ainsi que des écosystèmes associés, sont encadrées par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006. La politique mise en place par ces deux lois se décline à deux échelles - échelle régionale et échelle variable combinée à un bassin versant - et propose une stratégie de suivi et d'intervention sur des thématiques en lien avec la ressource en eau et les milieux aquatiques. Les ressources sont ainsi évaluées et gérées d'un point de vue qualitatif et quantitatif, en conciliant les différents usages leur étant associés.

Deux outils déclinant cette politique ont été mis en place :

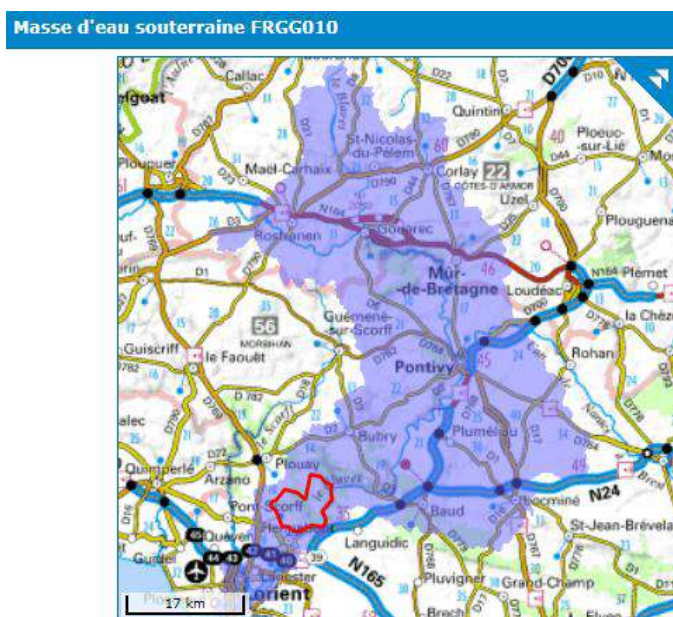
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) fixant les orientations « fondamentales » de la gestion de l'eau et des milieux à échelle suprarégionale,
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE), document précisant les objectifs et prescriptions du SDAGE à l'échelle d'un bassin versant.

Inzinzac-Lochrist est comprise dans le périmètre du SDAGE Loire-Bretagne, tout comme l'ensemble des communes de l'agglomération. Cet outil de planification a été adopté le 4 novembre 2015 par le comité de bassin et arrêté le 18 novembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin; sa mise en œuvre est validée pour les années 2015 à 2021. Ce document encadre la politique sur l'Eau sur une grande partie du territoire national.

La commune est complètement comprise dans le périmètre du SAGE Blavet, et drainée par le réseau hydrique du Blavet. Le tableau ci-dessous résume les dates d'arrêt de ces deux outils, leur période de mise en œuvre, ainsi que les enjeux qu'ils ciblent.

	SAGE Blavet
Date d'arrêté préfectoral	15-04-2014

Période de mise en œuvre	2014-2020
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Co-Construction d'un développement durable pour une gestion équilibrée de la ressource en eau</li> <li>- Restauration de la qualité de l'eau</li> <li>- Protection et restauration des milieux aquatiques</li> <li>- Gestion quantitative optimale de la ressource</li> </ul>



*Périmètre de la masse d'eau souterraine - BLAVET - localisation de la commune d'Inzinzac-Lochrist  
(source : SIGESBRE.BRGM)*

- b. La gestion de l'eau potable (voir Rapport de Présentation)
- c. La gestion des eaux usées (voir Rapport de Présentation)
- d. La gestion des eaux pluviales (voir Rapport de Présentation)

## E. LA QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### a. Les objectifs de bon état des masses d'eau

Le bon état des masses d'eau, enjeu majeur à la fois du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Blavet, nécessite un suivi régulier pour identifier les points sensibles et sources de dégradation.

L'objectif est double : assurer une qualité sanitaire, notamment pour la production d'eau potable ou l'accès aux eaux de baignade ; prendre en compte les enjeux environnementaux dans une gestion globale et intégrée de la ressource et des milieux liés.

Trois types de paramètres indicateurs sélectionnés dans le SAGE Blavet permettent d'apprécier la qualité des eaux sur Inzinzac-Lochrist :

1. les concentrations en macropolluants, correspondant notamment aux nitrates/matières azotées, aux matières phosphorées et à la matière organique ;
2. les concentrations en pesticides ;
3. les indices biologiques permettant d'évaluer la qualité chimique et écologique d'une masse d'eau.

Des objectifs de qualité liés aux indicateurs suivis sont ainsi définis par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), normes reprises et complétées par des critères plus stricts par le SAGE Blavet. (Cf. Annexes).

Les seuils de qualité fixés par la DCE correspondent à des exigences de qualité permettant d'utiliser l'eau pour fabriquer de l'eau potable. Ce sont avant tout des normes à objectif sanitaire.

Les critères spécifiques au SAGE Blavet permettent d'apprécier la qualité des eaux par rapport aux enjeux écologiques : ils sont plus restrictifs car les normes DCE ne sont pas assez sélectives pour éviter les phénomènes d'eutrophisation, par exemple.

La masse d'eau identifiée sur le territoire du périmètre SAGE Blavet porte l'appellation « masse d'eau Blavet » et référencée au Code européen FRG010. La lithologie dominante de cette masse d'eau se caractérise par des schistes du Briovérien et granite en tête de bassin versant et sur ses flancs Ouest. Les précipitations jouent un rôle (apport pluvial) très important dans la recharge naturelle des réservoirs souterrains.

Masse d'eau « Moulin de Tallené depuis la source jusqu'à la confluence avec le Blavet » Point retenu : 04193800 > exutoire.

- Masse d'eau « Blavet depuis la confluence avec l'Evel jusqu'à l'estuaire » Points retenus : 04194000 > point nodal amont Hennebont + point RCS
  - BL000251 > station AEP Coët er Ver à Hennebont
  - BL000237 > Station AEP Langroise à Hennebont et exutoire.

La problématique morphologique majeure du Blavet est sa continuité écologique, le bassin versant est très artificialisé. Les principaux enjeux liés à la qualité hydromorphologique du Blavet sont localisés dans sa partie amont : les points sensibles pour la continuité (ouvrages limitant ou interdisant les migrations de poissons amphihalins) ou les tronçons artificialisés (canal) ne sont observables qu'à partir d'Hennebont.

Dans la partie aval, en raison de la pression foncière forte et des contraintes du relief, la SAU n'occupe qu'une fraction de près de 50% du territoire, le reste étant utilisé par les espaces boisés, le secteur résidentiel et l'occupation des infrastructures. Sur le cours du Blavet et ses affluents, les moulins sont des obstacles plus ou moins importants à la continuité des cours d'eau.



Le bassin versant du Blavet est très sollicité pour les prélèvements d'eau, dont le 1<sup>er</sup> usage correspond à l'alimentation en eau potable (AEP), et plus particulièrement dans les zones de périurbanisation où la pression est plus forte tant en besoin en eau qu'au niveau des rejets.

Le SAGE Blavet considère que dans 95% des analyses effectuées aux trois points nodaux ainsi qu'au niveau de l'ensemble des prises d'eau AEP et des points RCS, l'objectif est de ne pas dépasser 0,1 µg/l par molécule seule, et 0,5 µg/l pour l'ensemble des molécules.

Le Blavet et ses affluents sont traités par masse d'eau, chacune regroupant un tronçon du Blavet ou un de ses affluents (parfois analysé lui aussi par tronçon). Les résultats présentés par la suite correspondent à la masse d'eau n° 17 « Blavet depuis la confluence avec l'Evel jusqu'à l'estuaire » et sont mesurés sur 3 points situés sur Hennebont et Languidic.

Tout comme pour l'évaluation de la qualité des eaux du Scorff, ces points de mesures sont situés en amont du territoire communal. Les objectifs de qualité sont liés :

- au réseau de contrôle de surveillance (RCS) pour les objectifs de la DCE,
- à trois points nodaux (l'amont de Guerlédan, l'amont de Pontivy et l'amont d'Hennebont) pour les objectifs du SAGE Blavet.

Le SAGE Blavet cite seulement les indices retenus, sans indication précise des normes utilisées (AFNOR...) ni des valeurs constatées lors des prélèvements : il privilégie une interprétation globale des résultats pour définir un niveau de confiance (élevé : 3 ; moyen : 2 ; faible : 1).

## **b. La qualité des eaux de rivières**

La commune est intégralement comprise dans le périmètre du SAGE Blavet, et drainé par son réseau hydrique. Des mesures de suivi de la qualité des eaux sont réalisées sur le Blavet et deux de ses affluents : le ruisseau du moulin de Kerollin et le ruisseau du Kergonano.

Les points de mesure du Blavet ne sont pas tous situés sur la commune. Il est suivi sur une multitude de points, les plus proches étant situés à Languidic au niveau de l'écluse de Manerven et à Hennebont au niveau des stations de captage de Coët er Ver (BL000251) et de Langroise (BL000237).

Le ruisseau du moulin de Kerollin est suivi sur le territoire communal, au Sud de Penquesten.

Le ruisseau du Temple (aussi dénommé le ruisseau de Kergonano) est suivi sur la commune, au Temple (en limite communale avec Caudan et Hennebont).

### **Le Blavet**

Trois sources de données permettent d'apprécier la qualité des eaux du Blavet au niveau d'Inzinzac-Lochrist. Le SAGE Blavet comprend une analyse des paramètres physico-chimiques sur la période 2005-2008, tandis que le rapport de synthèse 2013-2015 de l'Observatoire de l'eau du Morbihan (ODEM) propose une vision plus récente (état des lieux sur des données de 2011 à 2013, et présentation de données de 2013 à 2015), complémentaire de celle du SAGE. La dernière source est le GIP Bretagne Environnement, dont le rôle est notamment de fédérer et mettre à disposition les données de qualité de l'eau recensées sur plusieurs stations de mesures. Il décrit en particulier la station « Blavet à Languidic ».

Concernant les indicateurs de macropolluants et les pesticides, une dégradation générale des paramètres est constatée en 2015 par rapport à l'année précédente. Cette dégradation est partiellement liée aux conditions climatiques de l'année, plus sèche que 2014, ce qui a entraîné une concentration des polluants. Loin de minimiser les résultats d'analyse de cette année, cette dégradation est alarmante au vu des prévisions d'évolution climatique à moyen et long terme. La fréquence de ces épisodes climatiques extrêmes augmentant, les milieux seront soumis plus régulièrement aux pics de pollution qu'ils provoquent, menaçant leur qualité à court terme et leur résilience à long terme.

### Macropolluants :

La qualité des eaux du Blavet variant de l'amont vers l'aval, le SAGE Blavet présente une évaluation par tronçon pour la période 2005-2008. Inzinzac-Lochrist est concernée par la masse d'eau n°17 « Blavet depuis la confluence avec l'Evel jusqu'à l'estuaire ». Les analyses sont faites à Hennebont et à Languidic.

La compilation de données du GIP Bretagne Environnement permet de compléter les données du tronçon aval jusqu'en 2015, le point de suivi correspondant étant situé à Languidic, à l'écluse de Mané-er-Ven.

### Matières azotées et nitrates :

Au regard de la Directive Cadre sur l'Eau, l'état des masses d'eau est « bon » pour le paramètre nitrate, « très bon » pour le paramètre matières azotées (nitrites et ammonium). L'objectif de bon état fixé dans le SAGE n'est cependant pas atteint sur cette période 2005-2015, notamment à cause des taux de nitrates.

Sur la période 2005-2008, les eaux du Blavet sur le tronçon concernant la commune répondent donc aux exigences sanitaires concernant le paramètre « azote », mais sont encore trop polluées en matières azotées par rapport aux enjeux écologiques.

### Matières phosphorées :

L'état des eaux du tronçon n°17, bordant la commune, est « très bon » ou « bon » au regard de la Directive Cadre sur l'Eau. L'objectif de bon état fixé par le SAGE est atteint pour ce dernier.

Sur la période 2005-2015, la qualité des eaux au regard du paramètre « phosphore » est variable pour les enjeux sanitaires et écologiques. Une baisse de qualité du paramètre est cependant relevée en 2014, avec une légère hausse des concentrations.

### Matière organique :

L'objectif de « très bon état » est atteint par les masses d'eau au regard des valeurs de la DCE.

La DBO5 et la concentration en « chlorophylle a » répondent également aux objectifs fixés dans le SAGE Blavet sur le tronçon bordant la commune.

Sur la période 2005-2008, les eaux du Blavet ont une qualité satisfaisante pour les enjeux sanitaires et écologiques au regard du paramètre « matière organique ».

### Pesticides :

L'objectif du SAGE Blavet pour les masses d'eau douces superficielles de son territoire (eaux de rivières avant traitement) est de ne pas dépasser, pour plus de 5% des mesures annuelles, les concentrations-seuils dictées par les normes nationales, à savoir 0.1µg/l pour chaque molécule, et 0.5µg/l pour les concentrations cumulées des molécules recherchées (environ 100 molécules sont recherchées).

Le SAGE apporte cartographiquement une évaluation de ce paramètre : la masse d'eau bordant Inzinzac-Lochrist ne respecte que partiellement les objectifs du SAGE.

Le suivi de la station 04194000 « Blavet à Languidic » apporte des précisions sur la masse d'eau :

Année hydrologique	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Molécules détectées à concentration > 0.1µg/l dans plus de 5% des prélèvements	AMPA methamidophos	-	Acétochlore Alachlore Dimethenamide	AMPA	AMPA
% prélèvements avec concentration cumulée >0.5µg/l	11.1% (9 pr.)	0% (10 pr.)	11.1% (9 pr.)	0% (14 pr.)	0% (19 pr.)
Respect objectifs SAGE (molécule seule)	Non	Oui	Non	Non	Non
Respect objectifs SAGE (Cumul de concentration)	Non	Oui	Non	Oui	Oui

Année hydrologique	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Molécules détectées à concentration >0.1µg/l dans plus de 5% des prélèvements	AMPA Glyphosate Hydroxyterbuthylazine	AMPA 2,4-D	AMPA Glyphosate Isoproturon <b>Simazine</b>	AMPA	AMPA 2,4-MCPA
% prélèvements avec concentration cumulée >0.5µg/l	5.6% (18 pr.)	5.6% (18 pr.)	0% (17 pr.)	0% (16 pr.)	0% (18 pr.)
Respect objectifs SAGE (molécule seule)	Non	Non	Non	Non	Non
Respect objectifs SAGE (Cumul de concentration)	Non	Non	Oui	Oui	Oui

### Synthèse de la qualité des eaux du Blavet à Languidic (station 04194000) selon les normes pesticides sur la période 2005-2015

Source : GIP Bretagne Environnement, 2017

Note :

- la simazine, détectée en quantité >0.1µg/l en 2012/2013, est interdite à l'utilisation depuis 2003.
- Le tableau ne reprend que les molécules dépassant les seuils de la DCE : le nombre de molécules détectées est plus important et comprend d'autres molécules interdites à l'usage mais ne dépassant pas les seuils réglementaires.

Sur l'année hydrologique 2013-2014, même si la norme n'a pas été dépassée pour le glyphosate, un échantillonnage a tout de même atteint le seuil (0.1µg/l).

Les données collectées au niveau de cette station soulèvent la problématique des pesticides sur le Blavet au niveau des points de collecte d'eau potable situés en aval du point de contrôle (commune d'Hennebont). Les risques inhérents à cette pollution continue sont doubles : ils ont un impact fort sur les milieux et espèces aquatiques, et sont également sources de risques sanitaires à l'échelle de l'agglomération, l'eau potable provenant en majorité des pompages des eaux superficielles.

Deux autres enjeux sont plus généraux à l'échelle du bassin versant du Blavet :

- la détection récurrente d'AMPA est d'autant plus problématique que les taux mesurés dépassent régulièrement les exigences de la DCE et du SAGE Blavet. Cette exposition longue et élevée des milieux et des usagers à cette molécule est une source de risque important (pour rappel, l'OMS a classé en 2015 le glyphosate, la molécule de laquelle dérive l'AMPA, comme cancérigène probable).
- La détection de la simazine en 2012-2013, pourtant interdite à l'utilisation depuis 2003, soulève également l'enjeu d'information et de sensibilisation des populations et acteurs économiques à l'évolution des législations et aux risques liés à ces substances.

Le Rapport de synthèse 2013-2015 de l'ODEM complète l'analyse en confirmant sur Coët er Ver et Langroise (Hennebont) les observations faites à Languidic sur les teneurs en AMPA.

#### Indicateurs biologiques :

Le SAGE Blavet indique cartographiquement le classement du Blavet selon l'IBD (bon état) et l'IPR (état médiocre) pour la période 2005-2008.

La station de mesure « Blavet à Languidic » (station 04194000) est l'un des points de mesure le plus proche d'Inzinzac-Lochrist, il est situé en limite Nord de la commune, en rive opposée. L'analyse sur la période 2007-2015 présente des résultats variables selon les indicateurs : IBGN, IBD, IRP, IBM, tableau ci-après.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
IBGN	16	17	16	16	17	14	17		
IBD	15.20	16.10	15.60	16.70	15.20	15.30	16.30	14.90	
IPR	32.40		31.60		19.36		29.03		45.26
IBMR		10.30		8.95	9.00		9.10		

### Analyse biologique du Blavet à Languidic (station 04194000)

Source : DREAL Bretagne et GIPBE, 2016

Ces paramètres décrivent un état biologique du Blavet contrasté au niveau de la commune :

l'indice lié aux macro-invertébrés (IBGN) et aux diatomées (IBD) décrivent pour la période 2007/2014 un cours d'eau de bonne à très bonne qualité, aux caractéristiques physico-chimiques adéquates à cette biodiversité aquatique.

- Une présence importante de macrophytes de rivières est constatée sur le Blavet depuis 2008, pouvant refléter un apport de nitrates important.
- Les valeurs relevées pour l'IPR peuvent être liées aux multiples ruptures ou obstacles à la continuité écologique sur le Blavet, ces dernières altérant les déplacements des populations de poissons.
- La valeur alarmante de 2015, classant cette partie du Blavet en état « mauvais » par rapport aux populations de poissons, est notamment due à la combinaison de ces problèmes récurrents de continuités et des particularités de l'année de mesure : l'étiage fut important du fait de la relative sécheresse de cette année, phénomène qui a été aggravé par la non-disponibilité d'eau stockée en amont (vidange du barrage du lac de Guerlédan au printemps 2015, entraînant une indisponibilité de cet apport en cas d'étiage).

L'impact à long terme des pesticides sur les poissons est un facteur supplémentaire à ne pas négliger : outre la sensibilité de toute l'ichtyofaune aux pollutions ponctuelles et aiguës dues aux pesticides, les espèces à haut niveau trophique (prédateurs type brochet, truite...) sont soumis à une pollution plus régulière du fait de l'accumulation de ces substances dans leurs tissus (concentration augmentant à chaque niveau trophique). Cette exposition longue peut avoir des effets sur leur reproduction et leur taux de survie, et est un des facteurs potentiels d'altération de la qualité des populations de poissons du Blavet.

### Qualité hydromorphologique

Le problème de continuité écologique, et notamment la continuité piscicole, est le paramètre déclassant majeur sur l'ensemble du Blavet. Le SAGE Blavet classe ainsi le tronçon du Blavet présent au niveau d'Inzinzac-Lochrist en « mauvais état » hydromorphologique.

Le SAGE Blavet a utilisé la méthode REH (Réseau d'Evaluation des Habitats) pour évaluer la qualité hydromorphologique des différents tronçons du Blavet et de ses affluents. Cependant, les masses d'eau correspondant au Blavet de Pontivy à l'estuaire n'ont pas été prises en compte dans ce diagnostic, seuls 7 affluents les rejoignant sont présentés (leur état hydromorphologique est mauvais, le déclassement étant dû aux compartiments « continuité » et « lit mineur »).

Sur Inzinzac-Lochrist, le Blavet présente huit ouvrages :

- l'écluse de Mané-et-Ven,
- l'écluse du Rudet,
- l'écluse de Trébihan,
- l'écluse de Krousse,
- l'écluse de Quelenec,
- l'écluse de Lochrist,
- l'écluse de Kerglaw (Grand Barrage),
- l'écluse des Goret.



Ces ouvrages sont placés en limite communale avec Hennebont et Languidic.

Ces écluses équipées de passes à poissons altèrent tout de même la continuité écologique, notamment pour les anguilles et les petits migrateurs holobiotiques pour lesquels ces passes sont inadaptées. Il est à noter que la passe de l'écluse de Quellenec présente un dimensionnement particulier, à diagnostiquer pour évaluer sa fonctionnalité réelle. Plus généralement, ce sont 28 ouvrages qui représentent autant de seuils successifs diminuant la continuité écologique du Blavet d'Hennebont à Pontivy.

#### **Blavet : Synthèse et enjeux**

Les eaux du Blavet sur le tronçon communal sont globalement bonnes d'un point de vue physico-chimique, mais présentent plusieurs paramètres dégradés. A noter par ailleurs, que les données énoncées résultent des relevés disponibles, qui peuvent présenter des insuffisances sur certains secteurs, par absence de données fiables ou données trop ponctuelles.

Les taux de macropolluants respectent les normes DCE axées sur une optique sanitaire. Cependant, les valeurs de nitrates dépassent les objectifs plus exigeants du SAGE, provoquant une eutrophisation du cours d'eau. La qualité au regard des enjeux écologiques est dégradée par ce paramètre « azote ».

La présence de pesticides reste problématique car récurrente et à des taux dépassant les normes établies par le SAGE, à savoir les normes retenues pour l'eau potable. La détection récurrente du glyphosate, de son dérivé l'AMPA, et de molécules interdites depuis plus de 10 ans soulève des enjeux de prévention des risques écologiques et sanitaires, mais également des enjeux de sensibilisation des usagers et utilisateurs de pesticides à leurs impacts.

Les indicateurs biologiques corroborent ces données et permettent de cibler des enjeux prioritaires : l'IBMR atteste d'une eutrophisation des milieux à corrélérer aux taux de nitrates importants ; l'Indice Poissons de Rivière, médiocre à mauvais, met en valeur la problématique de continuité écologique sur le cours d'eau, la vulnérabilité des écosystèmes aux aléas de la ressource en eau, ainsi que l'impact de pollution continue en pesticides (impact plus important sur les espèces de « haut de chaîne alimentaire »).

La qualité hydromorphologique du Blavet à Inzinzac-Lochrist est impactée par les ouvrages situés sur la commune, mais également par ceux situés en amont et en aval du territoire communal, qui diminuent la continuité écologique globale. Ces ouvrages hydrauliques sont des points d'enjeux dans l'amélioration de la qualité écologique du cours d'eau.

#### **Le ruisseau du moulin de Kerollin**

Ce cours d'eau, non suivi dans le SAGE Blavet, traverse la commune et se jette dans le Blavet au Nord de Lochrist. Il ne présente qu'un suivi des indicateurs biologiques en 2013 et 2014.

	2013	2014	2015
IBGN		19	
IBD		16	
IPR	26.76		

#### **Analyse biologique du ruisseau du moulin de Kerollin (station 04357003)**

*Source : DREAL Bretagne et GIPBE, 2017*

Le nombre de mesures est trop faible pour déterminer la qualité du cours d'eau par rapport à ce paramètre. Un suivi dans le temps et la mesure des autres indicateurs physico-chimiques est nécessaire pour établir une analyse.

### Ruisseau du moulin de Kerollin : Synthèse et enjeux

Les mesures sont bien trop fragmentaires pour évaluer la qualité de ce cours d'eau. L'enjeu principal est d'obtenir des données régulières sur ce cours d'eau accueillant notamment la loutre d'Europe.

### Le ruisseau du moulin de Kergonan

La mesure de paramètres biologiques sur ce ruisseau n'a été effectuée qu'une année, en 2011. Les valeurs sont très bonnes, mais le manque total de suivi pluriannuel ne permet aucune conclusion.

	2011
IBGN	18
IBD	17
IPR	10

### **Analyse biologique du ruisseau du moulin de Kergonan (station 04357001)**

*Source : DREAL Bretagne et GIPBE, 2017*

Le nombre de mesures est trop faible pour déterminer la qualité du cours d'eau par rapport à ce paramètre. Un suivi dans le temps et la mesure des autres indicateurs physico-chimiques est nécessaire pour établir une analyse.

### Ruisseau du moulin de Kergonan : Synthèse et enjeux

Les mesures effectuées sur une seule année ne permettent aucune conclusion sur la qualité de ce cours d'eau, qui s'évalue dans la durée. Comme pour le Kerollin, l'enjeu principal est d'obtenir des données régulières sur ce cours d'eau.

Le barrage du Ty Mat à Inzinzac-Lochrist a fait l'objet de travaux de mise en sécurité en 2011, réalisés suite aux conclusions de l'étude de stabilité : enlèvement des batardeaux, renouvellement de la vanne de fond et aménagement hydraulique de la passe à poissons (bureau d'études Ginger -CEBTP-GIE, travaux Celtocéan).



Extrait photo « le barrage de Ty-Mat en 2009 (photo de gauche) - après travaux de mise en sécurité (fin 2011) (à droite)

Source : extraits - Rapport d'activité 2011 - cellule « hydrogéologie - ressource en eau » - Conseil Général du Morbihan.

## **Synthèse « ENVIRONNEMENT PHYSIQUE »**

*Inzinzac-Lochrist repose sur des formations très anciennes, appartenant au domaine Sud-Armoricain, principalement orientées Ouest-Est. Le socle géologique est constitué en grande majorité de formations granitiques.*

*Le suivi de la qualité des eaux est hétérogène : Celui du Blavet est régulier et complet, tandis que celui des cours d'eau secondaires est irrégulier dans le temps et partiel (indicateurs biologiques, nitrates, phosphates), voire inexistant.*

## **BESOINS ET ENJEUX IDENTIFIES**

- › Préserver la ressource en eau présente dans le paysage.
- › Veiller à une adéquation entre le développement du territoire communal, les milieux aquatiques et leurs usages.
- › Développer la mise en place de suivi de la qualité de l'eau, notamment pour les ruisseaux mineurs et diversifier les points de mesures.
- › Favoriser un suivi de la qualité des eaux plus régulier et complet, notamment pour les ruisseaux mineurs.
- › Protéger les masses d'eau en régulant les sources de dégradation. Les pressions liées à l'usage des sols sont multiples mais regroupent deux activités principales, que sont l'agriculture et l'urbanisation.
- › Favoriser les flux d'espèces de poissons peu vigoureuses, notamment l'anguille européenne.

## 2. CLIMAT - AIR - ENERGIE

### A. LE CLIMAT



Zones climatiques de Bretagne

Source : Météo-France

Située au Sud de la péninsule bretonne, sur un axe Lorient - Pontivy, la commune d'Inzinzac-Lochrist bénéficie de l'influence du climat tempéré de type océanique (similaire à l'ensemble de la Bretagne). Ce climat se caractérise par des hivers assez doux et pluvieux, et des étés frais et relativement humides.

Le département du Morbihan présente cependant des territoires climatiques, au sein desquels les paramètres climatiques varient du Nord au Sud et d'Est en Ouest.

La commune d'Inzinzac-Lochrist se trouve dans la « zone climatique » dite « intérieure » et plus précisément « Scorff et Blavet », l'une des plus arrosées et avec des chaleurs peu marquées. Elle reste néanmoins soumise aux influences de l'océan dans cette partie « arrière littoral Sud ». La pluviométrie dite « efficace » augmente progressivement selon un gradient Sud - Nord.

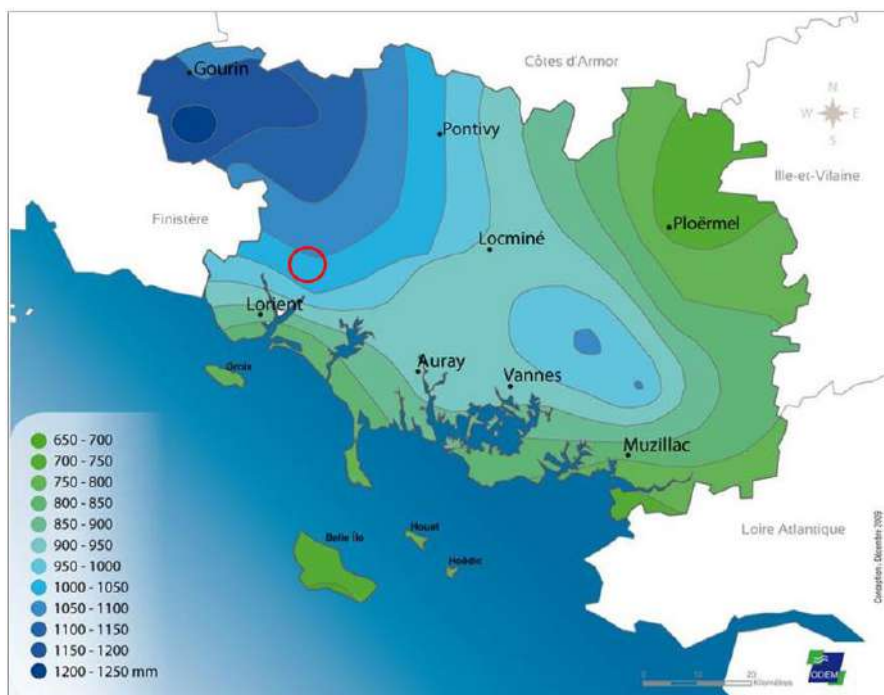
Pour l'ensemble du territoire géographique les données météorologiques sont enregistrées par la station météorologique de référence Lorient-Lann-Bihoué à Ploemeur.

#### a. La pluviométrie / les précipitations

Les précipitations annuelles moyennes sur Inzinzac-Lochrist atteignent 894,75 mm sur la période 2003 - 2016. Sur la période de référence 1981-2010, des dépassements ont été enregistrés selon les années (1 100 mm), avec une moyenne de 132 jours de précipitations. (Source : Météo France).

Les pluies sont réparties toute l'année avec néanmoins des mois plus pluvieux en automne. En hiver le maximum est atteint en décembre. Les mois les plus secs sont juin, juillet, août. (Source : Météo-France). Les données pluviométriques indiquent un déficit en eau au cours de l'été 2011.





**Normales de précipitations (moyennes 1971 - 2000) en mm dans le Morbihan**

Source : Observatoire départemental du Morbihan (Odem)

Le paramètre « pluviométrie » est important à surveiller car « il conditionne l'hydrologie des cours d'eau et le fonctionnement des écosystèmes (apport de nutriments). Le transfert de matières en suspension mais aussi de polluants peut être favorisé par d'abondantes précipitations. A noter que de faibles pluies peuvent également être source de stress hydrique pour l'écosystème. Ce stress s'observe en période de sécheresse ou de froid ». (Source ODEM - Rapport de synthèses/Bilan 2013-2015).

## **b. Les températures**

La température annuelle moyenne à Inzinzac-Lochrist avoisine les 11,5°C. Les normales maximales et minimales annuelles fluctuent entre 6°C en hiver et 17,4°C en été (moyennes 1981-2010). (Source : Météo - France). Les années 2009, 2013 et 2016 auront été des années particulières puisque des températures minimales moyennes inférieures à 5 °C enregistrées sur 5 mois de l'année.

Les normales climatologiques annuelles de la station de Lorient-Lann-Bihoué montrent les tendances suivantes :

- de décembre à avril, les températures minimum moyennes sont inférieures à 5°C, les mois les plus froids étant janvier, février et selon les années mars (moyenne inférieure à 3,5°C);
- de juin à septembre, les températures maximales moyennes sont supérieures à 20°C, les mois les plus chauds étant juillet et août (moyenne supérieure à 22,5°C).

Il est à noter que l'amplitude thermique a tendance à être plus marquée que sur la frange littorale, et le nombre de jours de gelées peut être plus élevé.

## **c. L'ensoleillement**

A l'échelle de la Bretagne, un gradient de la durée d'ensoleillement est établi entre les Monts d'Arrée, secteur le moins ensoleillé avec des durées avoisinant les 1530 heures par an (station de Brest) ; et le Sud

du Morbihan (en particulier les Iles au large de Quiberon) dont l'ensoleillement par an approche les 1900 heures.

L'ensoleillement sur Inzinzac-Lochrist est moins important que celui enregistré sur la frange littorale avec une moyenne proche de 1850 heures par an (2003, année particulière avec 2092 heures d'ensoleillement), correspondant à un équivalent de jours d'ensoleillement oscillant entre 70 et 90 (sources : normales 1991-2010, météo - France). La durée d'ensoleillement a tendance à diminuer rapidement vers l'intérieur des terres, selon un gradient littoral/arrière littoral, dû à une nébulosité plus élevée plus on s'éloigne de la frange littorale. L'accroissement de la nébulosité en zone arrière littorale est particulièrement visible en conditions anticycloniques estivales.

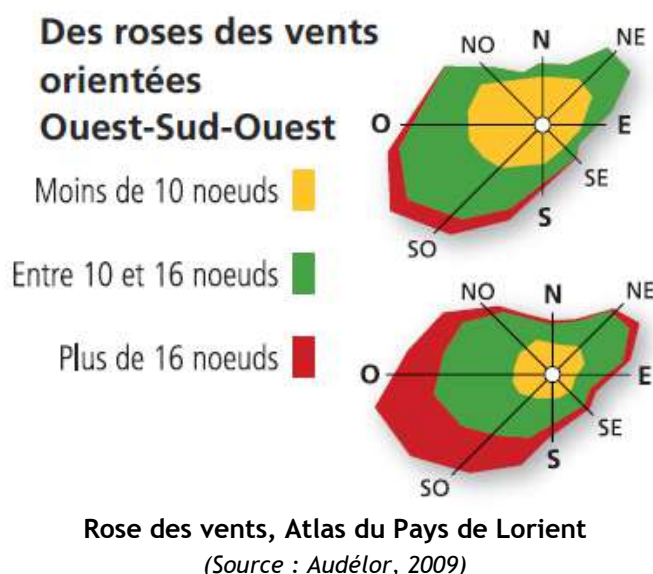
#### d. Les vents

Le régime relevé par la Station Météo-France de Lann-Bihoué révèle des vents de secteur Ouest dominants entraînant une forte humidité confortée par des pluies modérées mais fréquentes.

Située sur une « zone arrière-littorale Sud », la commune d'Inzinzac-Lochrist a des conditions climatiques sensiblement différentes de la frange côtière, ayant pour effet un enregistrement de vents moins forts.

La fréquence des vents de Sud-Est est faible. Des variations existent entre les saisons avec des vitesses maximales enregistrées en hiver et plus faibles sur les périodes printanières et estivales.

Quant aux vents d'orientation Est à Nord-Est, plus fréquents à certaines périodes de l'année, ils peuvent présenter, s'ils persistent sur la durée, divers impacts tel que le dessèchement des productions végétales agricoles et des nuisances olfactives liées aux installations de stockage du site de Kermat dans les secteurs d'habitat de proximité.



## B. LA QUALITE DE L'AIR

Le Code de l'Environnement (articles L. 221-1 à L. 221-6) prévoit une surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire.

Les polluants atmosphériques émis par l'homme résultent d'un grand nombre d'activités :

- les sources fixes : activités industrielles, domestiques, agricoles, chaudières et chauffage, etc.
- les sources mobiles : le trafic routier.

Lorient Agglomération assure, avec le concours de l'Etat, la mise en application de mesures propres à satisfaire les exigences de la Loi sur l'Air :

- obligation de surveiller la qualité de l'air et d'informer le public,
- déclenchement des procédures d'information, voire d'alerte, quand des seuils d'alerte sont atteints,
- participation à la préparation du Plan Régional pour la qualité de l'air.

Le Plan de Déplacements Urbains de 2013, l'Agenda 21 et son Plan Climat en 2012 à l'initiative de Lorient Agglomération, comptent plusieurs mesures qui doivent contribuer à améliorer la qualité de l'air. Le Plan Climat Energie territorial (PCET) est un projet territorial dont l'enjeu du réchauffement climatique a été croisé avec d'autres problématiques du développement durable.

L'association Air Breizh est un organisme de surveillance, d'étude et d'information sur la qualité de l'air en Bretagne. Agréée par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM), elle a pour missions :

- de mesurer en continu les concentrations dans l'air ambiant des polluants urbains nocifs (dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), monoxyde d'azote (NO), dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), ozone (O<sub>3</sub>), monoxyde de carbone (CO), particules fines (PM10 et PM2.5), HAP, métaux lourds et Benzène),
- d'informer les services de l'Etat, les élus, les industriels et le public, notamment en cas de pic de pollution,
- d'étudier l'évolution de la qualité de l'air au fil des années et de vérifier la conformité des résultats par rapport à la réglementation.

Les stations de mesure les plus proches d'Inzinzac-Lochrist sont celles de Lorient, situées au niveau du centre technique municipal (station « CTM ») et au niveau de l'école élémentaire Bois Bissonnet, rue de Varlin (station « Bois Bissonnet »). Les analyseurs de ces deux stations permettent de suivre en continu les concentrations dans l'air ambiant de différents polluants.

L'agglomération lorientaise bénéficie la majeure partie du temps d'un climat océanique venteux ou pluvieux favorable à la dispersion de la pollution par brassage et lessivage de l'atmosphère. Cependant, certaines situations météorologiques, anticycloniques et absence de vent, bloquent les polluants sur place et peuvent conduire pour les mêmes émissions de l'agglomération, à des niveaux nettement supérieurs.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, de nouveaux arrêtés préfectoraux actualisant le dispositif de gestion des épisodes de pollution sont entrés en vigueur sur les 4 départements bretons. Désormais, un « épisode de pollution est défini comme : la période au cours de laquelle, la concentration dans l'air ambiant d'un ou de plusieurs polluants atmosphériques, est supérieure à l'un des seuils en vigueur pour chacun des polluants définis et si au moins l'un des critères de superficie, de population exposée ou de situation locale particulière est atteint ».

Entre 2010 et 2015, à Lorient, seules les PM10 ont donné lieu à des dépassements de seuils avec déclenchements de la procédure d'information et de recommandation sur l'agglomération de Lorient.

La qualité de l'air est étroitement liée aux émissions de polluants atmosphériques.

Les activités humaines les plus émettrices de pollutions sont les transports, l'industrie, le chauffage et l'agriculture.

Bien qu'Inzinzac-Lochrist ne possède aucune station de mesure de la qualité de l'air, les graphiques ci-après extraits de l'inventaire spatialisé des émissions réalisé par Air Breizh en 2010 représentent la répartition des émissions de polluants par secteur d'activités. Ils ont été réalisés à partir d'une modélisation des données.

Les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) proviennent de la combustion de combustibles fossiles.

- les émissions de NO<sub>x</sub> sont liées en général au transport routier, ferroviaire, aérien, maritime et fluvial.

Sur Inzinzac-Lochrist, les émissions de NO<sub>x</sub> sont imputables à 39% aux Transports (trafic routier principalement), et 35% à l'Agriculture - sylviculture et 19% au secteur Résidentiel.

Les particules de diamètre aérodynamique inférieur à 10µm (PM10) ou inférieur à 2.5µm (PM2,5) en suspension sont liées aux activités humaines et à la combustion de matières fossiles.

- PM10 : 70% des émissions sont imputables principalement au secteur de l'Agriculture, 24% au secteur Résidentiel et 4% des Transports (trafic routier),
- PM2,5 : 55% des émissions sont imputables principalement au secteur Résidentiel, 35% au secteur lié à l'Agriculture et Sylviculture, 7 % au secteur des Transports (trafic routier).

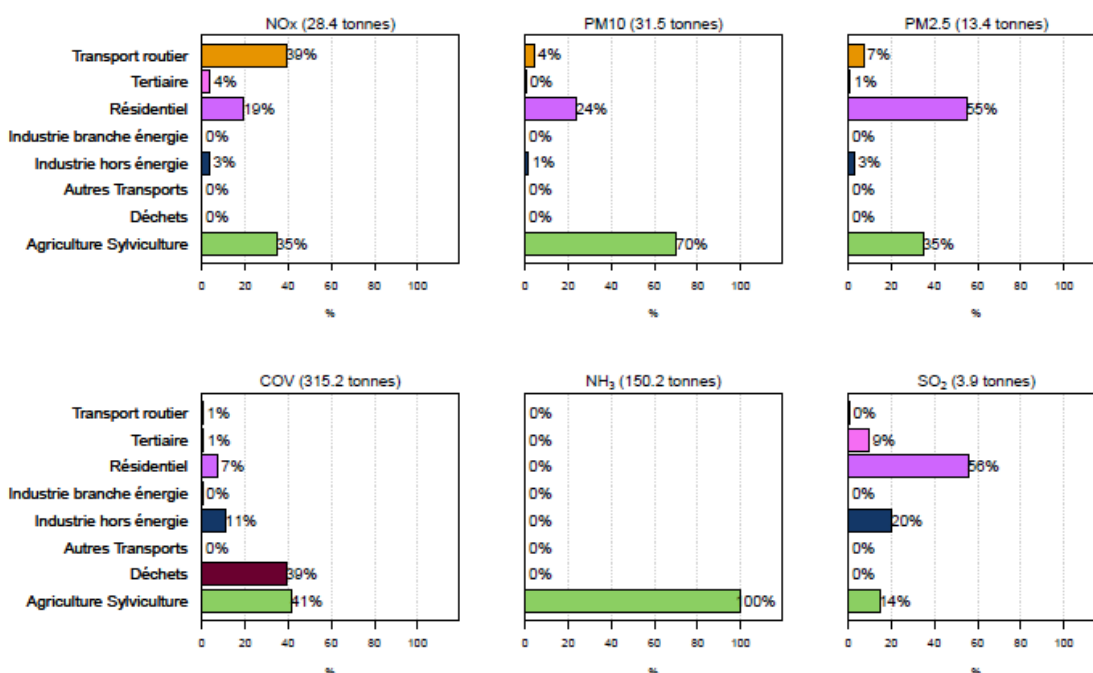
Les composés organiques volatils (COV) proviennent de la combustion, de l'évaporation de solvants (peintures, encres, colles) ou de carburants. Ce sont principalement des composés constitués de carbone et d'hydrogène.

- les émissions de COV : 41% sont imputables au secteur de l'Agriculture-sylviculture, 39% au secteur lié aux Déchets, 11% au secteur d'activités Industrie (hors énergie) et 7% au secteur Résidentiel.

L'ammoniac (NH<sub>3</sub>) résulte principalement du secteur Agricole à travers les rejets organiques de l'élevage (stockage de déjections animales) et les engrais azotés. Le secteur Agricole concentre à lui seul 100% des émissions.

- le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) a pour principale origine la combustion de matières fossiles (charbon, fuel...). De multiples sources sont imputables à son rejet dans l'air : 56% sont imputables au secteur Résidentiel, 20% au secteur Industrie (hors énergie), 14% à l'Agriculture-sylviculture et 9% au Tertiaire.

#### Emissions de polluants par secteur d'activité pour la commune de INZINZAC-LOCHRIST





Source : Atlas intercommunal AIR 2017 - Territoire de Lorient Agglomération - AIR BREIZH

En reprenant les données en équivalent « tonnes » et non plus en « pourcentage », on obtient le tableau suivant.

Identification des polluants (par secteur d'activités)	INZINZAC- LOCHRIST TOTAL (tonnes)	LORIENT TOTAL (tonnes)	EPCI TOTAL (tonnes)
Nox	28,4	705	2801,1
PM10	31,5	74,7	824,7
PM2,5	13,4	58,6	515,3
COV	315,2	713,3	5676,2
NH3	150,2	6,5	2008,4
SO2	3,9	6,5	2008,4

Source Air Breizh - inventaire des émissions 2010

En avril 2014, la mesure du dioxyde de soufre a été arrêtée sur la station Lorient « CTM ».

	Dioxyde d'azote (NO2)	Ozone (O3)	Particules fines (PM10)	Particules fines (PM2.5)	Dioxyde de soufre (SO2)
Station « CTM »	Mesuré	Mesuré			Arrêt mesure (2014)
Station « Bois Bissonnet »	Mesuré	Mesuré	Mesuré	Mesuré	

#### Types de polluants mesurés par les stations situées sur Lorient Agglomération

Source : Airbreizh, 2010-2015

Au 1er janvier 2012, le seuil d'information et recommandation du public et le seuil d'alerte ont été abaissés pour les particules de diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 10 µm (PM10), par le Décret du 21 octobre 2010, passant respectivement de 80 et 125 µg/m<sup>3</sup> sur 24 heures, à 50 et 80 µg/m<sup>3</sup> sur 24 heures.

Les épisodes de pollution aux particules, lorsqu'ils se produisent, surviennent le plus fréquemment en période hivernale ou au début du printemps, à l'instar des dépassements de seuils touchant les autres départements bretons.

Il s'avère qu'en 2014, le seuil de recommandation et d'information du public, fixé à 50 µg/m<sup>3</sup> sur 24h, a été atteint durant 4 jours dans le Morbihan et celui du seuil d'alerte, fixé à 80 µg/m<sup>3</sup> sur 24h, a été atteint 3 jours pour le département du Morbihan.

Les mois de mars, septembre et décembre 2014 ont connu plusieurs épisodes de pollution aux PM10, entraînant à de nombreuses reprises des dépassements du seuil de recommandation et d'information du public ou du seuil d'alerte pour les PM10, sur l'agglomération de Rennes ainsi que sur les départements du Finistère, du Morbihan et des Côtes d'Armor.

Ces épisodes correspondaient à des situations généralisées au niveau régional et interrégional, avec notamment de nombreuses régions voisines en épisodes de dépassements simultanés.

Lors de ces pics de pollution, les procédures de recommandation et d'information du public ou d'alerte ont été déclenchées.

- L'épisode de mars était grandement lié à la situation météorologique, caractérisé par des températures très basses, des inversions thermiques dans les basses couches de l'atmosphère ainsi que des vents faibles (flux d'Est à Nord-Est), entraînant une faible dispersion des polluants au niveau du sol, de fortes émissions liées au chauffage (notamment le chauffage d'appoint au bois) et des apports

extérieurs liés aux masses d'air continentales chargées notamment en nitrate d'ammonium (provenant des épandages agricoles d'engrais azoté).

- Pour l'épisode de septembre, les apports extérieurs et plus particulièrement les apports du volcan islandais ont eu une influence importante (transformation du SO<sub>2</sub> en sulfate d'ammonium) sur les concentrations en PM<sub>10</sub>. Ces apports ajoutés aux sources locales et à des conditions météorologiques (vent faible et flux de Nord à Nord-Est) défavorables expliquent ces dépassements.
- Sur la période de fin décembre 2014 à début 2015, un nouvel épisode s'est produit en lien avec des conditions météorologiques défavorables à la dispersion des polluants émis notamment par une utilisation massive de chauffage au bois.

## **C. ENERGIE**

### **a. Consommation énergétique**

L'outil Equitée, développé par le bureau d'étude Burgéap et utilisé dans le cadre d'une étude conjointement lancée par Lorient Agglomération et le syndicat mixte du SCOT, a fourni pour l'année 2015 (par projection des données concrètes de 2008) les consommations énergétiques, la facture énergétique détaillée et les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle du Pays de Lorient. Les données communales, pour plus de précisions, se basent sur les valeurs réelles de 2008. Cet outil utilise une base de données déclaratives, ce paramètre pouvant générer une part d'incertitudes inhérentes à la méthodologie.

### **Consommation énergétique finale**

#### Pays de Lorient

Le Pays de Lorient a consommé, en 2015, 4200 GWh (360 ktep).

Le premier poste de consommation d'énergie du territoire est le secteur Résidentiel, qui comptabilise 35% des consommations. En prenant en compte la combinaison du secteur Résidentiel et du secteur Tertiaire, les consommations liées aux bâtiments représentent la moitié des consommations du territoire (51%), justifiant une réflexion importante à faire sur la maîtrise de l'énergie sur le parc de bâtiments. Le transport est également un poste important de consommation, représentant 30% de la consommation totale, en lien avec la mobilité des ménages du territoire.

## Consommation énergétique finale par secteur

4200 GWh (360 tep) consommé en 2015 sur le Pays de Lorient.

**1/2**

**pour le bâtiment**  
(résidentiel + tertiaire)

près d'

**1/3**

**pour les transports**

**35%**

Résidentiel  
1450 GWh

**30%**

Transports  
1264 GWh

**16%**

Tertiaire  
685 GWh

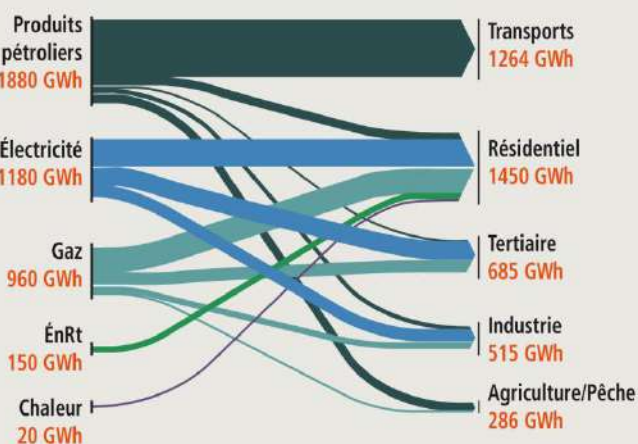
**15%**

Industrie  
515 GWh

**7%**

Agriculture  
Pêche  
286 GWh

## Flux énergétiques sur le territoire (2015)



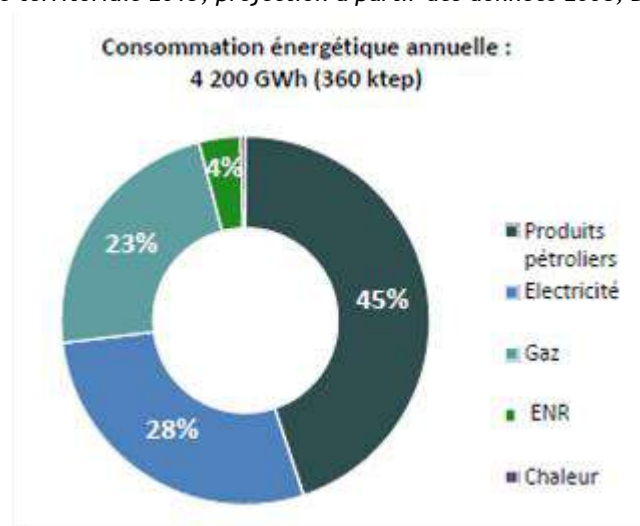
**Consommation d'énergies finales par secteurs et par produits et flux énergétiques sur le territoire du Pays de Lorient, approche territoriale 2015 (projection à partir des données 2008)**

Source : outil EQUITEE, Burgeap et Business Geografic, traitement Audélor

Le bilan énergétique par produit montre que 68% des consommations énergétiques sur le territoire sont d'origine fossile (produite pétroliers et gaz naturel). 28% porte sur les consommations électriques. La consommation d'énergie renouvelable demeure très faible avec 4% du bilan.

En ce qui concerne le flux énergétique, les 2/3 des produits pétroliers sont consommés par les transports, et près des ¾ de l'électricité et 80 % du gaz sont utilisés pour les usages résidentiels et tertiaires.

(Source : AUDELOR - approche territoriale 2015, projection à partir des données 2008, Burgeap, EQUITEE)



**Consommation d'énergies finales par produits sur le Pays de Lorient, approche territoriale 2015 (projection à partir des données 2008)**

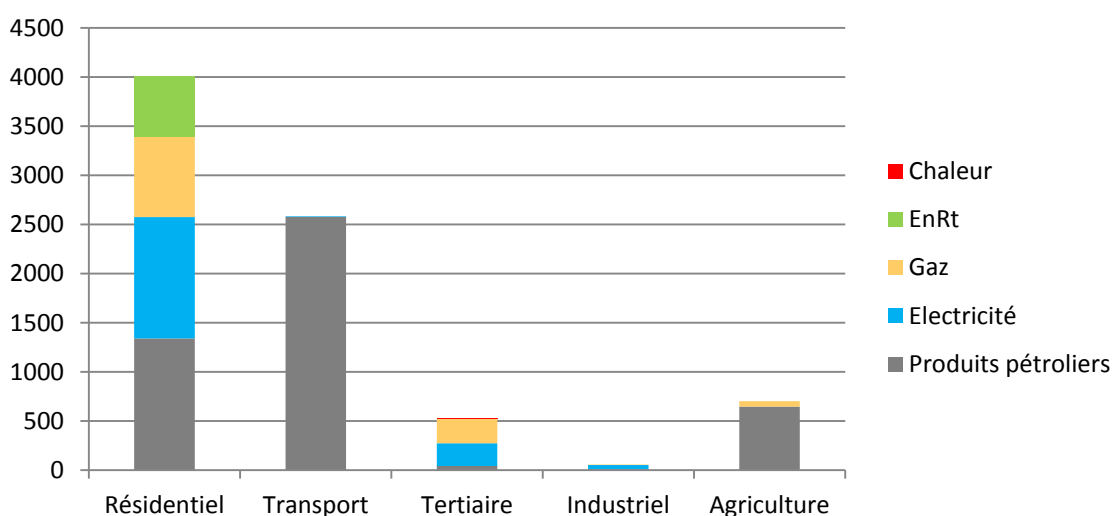
Source : Burgeap, EQUITEE

Inzinzac-Lochrist

La commune a atteint une consommation énergétique totale de 94510 MWh en 2015.

Les secteurs Résidentiel et du Transport sont les premiers secteurs de consommation, représentant 43.5% et 41.8% de la consommation totale. Le bilan énergétique du secteur agricole est à relier au nombre d'exploitations présentes sur la commune (41 recensées en 2010 par le RGA) et à la superficie agricole utilisée (1749 ha en 2010).

Secteur	Résidentiel	Transport	Tertiaire	Industrie	Agriculture	Total
Consommation totale (en MWh)	41084,3	39480,1	5622,7	157	8166,1	94510.2
Pourcentage	43.5%	41,8%	6%	0,1	8.6%	



**Consommation énergétique par secteur et par source énergétique sur Inzinzac-Lochrist**  
Source : EQUITEE 2008

Les sources majoritaires d'énergie sont les produits pétroliers, qui représentent presque 60% de la consommation totale. Leur consommation est majoritairement due aux transports et au secteur Résidentiel.

### Répartition des sources d'énergie utilisées par secteur en 2015

#### Résidentiel :

La consommation énergétique du secteur résidentiel se base principalement sur deux ressources : l'électricité et le fioul (respectivement 36,4% et 24,2% de la consommation totale). Cette répartition est liée à un parc immobilier majoritairement individuel. La desserte par un réseau de gaz naturel permet d'atténuer l'usage du fioul, a contrario la consommation en bois a légèrement augmenté depuis 2008.

Source	Chaleur	Electricité	Charbons	GPL	Fioul domestique	Gaz naturel	Solaire thermique	Bois	Total
Consommation totale (en MWh)	0,5	14939,8	32,3	1541,1	9973,9	8230,7	22,6	6343,1	41084,3
Pourcentage	-	36,4%	0,1%	3,7%	24,2%	20%	0,1%	15.4%	



### Transport :

Quasiment la totalité des besoins énergétiques liés aux transports sont liés aux énergies fossiles.

Moins d'1% de la consommation est assuré par électricité, le taux étant du même ordre de grandeur que la moyenne sur l'agglomération.

Source	Essence	Diesel	Electricité	Gaz naturel	Bioéthanol	Biodiesel	Biogaz	Hydrogène	Total
Consommation totale (en tep)	848,6	951,1	5.9	0	0	0	0	0	1805,7
Pourcentage	46.9%	52.9%	0.3%	-	-	-	-	-	

### Tertiaire :

La consommation énergétique du secteur tertiaire repose principalement sur l'électricité et le gaz naturel (48,6% et 49,3% de la consommation totale). Cette distribution est liée aux mêmes caractéristiques que le parc résidentiel : l'accès aux réseaux énergétiques limite l'usage des systèmes individuels basés sur le fioul ou le bois.

Source	Chaleur	Electricité	GPL	Fioul domestique	Gaz naturel	Total
Consommation totale (en MWh)	4,9	2731,1	0	115,5	2771,1	5622,7
Pourcentage	0.1%	48.6%	-	2%	49.3%	

### Industriel :

L'apport majeur en secteur industriel est assuré par l'électricité. La consommation totale est relativement faible.

Source	Electricité	Houille	Lignite	Gaz de raffinerie	GPL	Fioul domestique	Fuel-oil	Gaz naturel	Total
Consommation totale (en tep)	42,9	0	0	0	3,1	2.0	3.1	5.0	56.1
Pourcentage	76.5%	-	-	-	5.5%	3.6%	5.5%	8.9%	

### Agricole :

La source principale utilisée par le secteur agricole est le fioul, qui comptabilise plus de 76% de la consommation. Le GPL et gaz naturel complètent le mix énergétique.

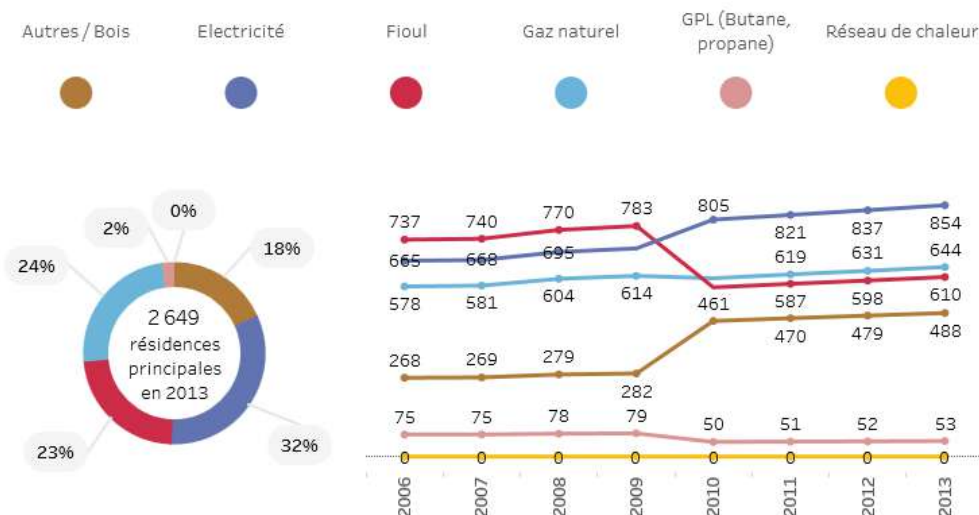
Source	Chaleur	Lignite	GPL	Fioul	Fuel oil résiduels	Gaz naturel	Bois-plaquette	Total
Consommation totale (en tep)	0	0	111.8	534.5	0	55.9	0	702.2
Pourcentage	-	-	15.9%	76.1%	-	8.0	-	

### Réseaux de chaleur / Accès au gaz de ville

Inzinzac-Lochrist n'est pas desservie par un réseau de chaleur, mais par un réseau de gaz de ville.

## Mode de chauffage

En lien avec la consommation d'énergie du secteur résidentiel, les modes de chauffage principal des résidences principales d'Inzinzac-Lochrist sont basées sur des installations électriques, au gaz naturel ou sur des systèmes individuels (fioul). La répartition entre les différents systèmes de chauffage est homogène.



Mode de chauffage en 2013 sur Inzinzac-Lochrist

Source : GIPBE 2017, données INSEE 2013

## Facture énergétique

La facture énergétique moyenne par ménage sur Lorient Agglomération, en 2015, est d'environ 2400€ : 1500€ pour le logement et 900€ pour les déplacements. Ces moyennes annuelles cachent de fortes disparités territoriales car elles peuvent varier fortement selon la densité et l'âge du bâti, d'une part, et selon l'éloignement des communes des zones d'emplois et de services d'autre part.

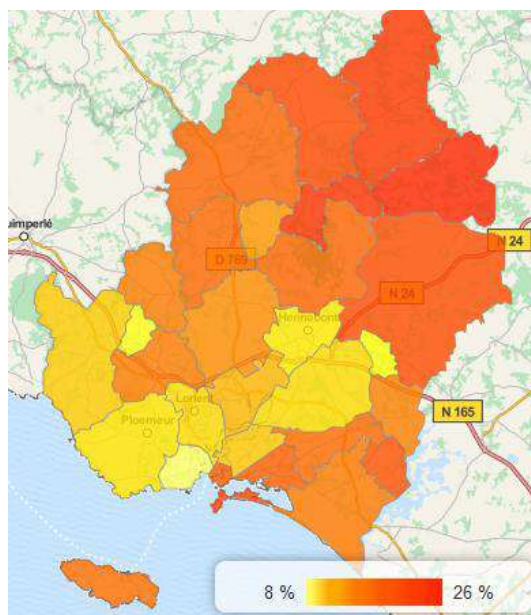
La facture énergétique moyenne sur la commune est supérieure : elle atteint environ 1610 € pour le logement et 1200€ pour les transports, soit une facture énergétique globale de 2810€ par ménage. Cet écart est dû non seulement à la dépense supplémentaire liée aux transports mais surtout aux disparités liées à l'évolution du parc de logements.

(Source : EQUITEE -RGP INSEE - Traitement Audélor)

## Précarité énergétique et vulnérabilité

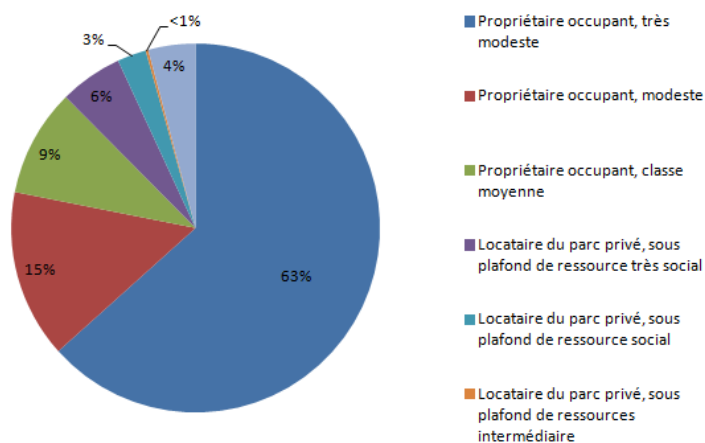
La précarité énergétique détermine pour un ménage, s'il utilise plus de 10% de ses revenus en dépenses énergétiques liées à l'habitat. La précarité énergétique liée au transport est également déterminée lorsque 10% du revenu est utilisé pour les frais de déplacements.

La vulnérabilité énergétique est une situation similaire : un ménage en situation de vulnérabilité dégrade le confort de son logement pour maîtriser ses dépenses, du fait d'un phénomène d'auto-restriction lorsque la facture énergétique devient trop élevée.

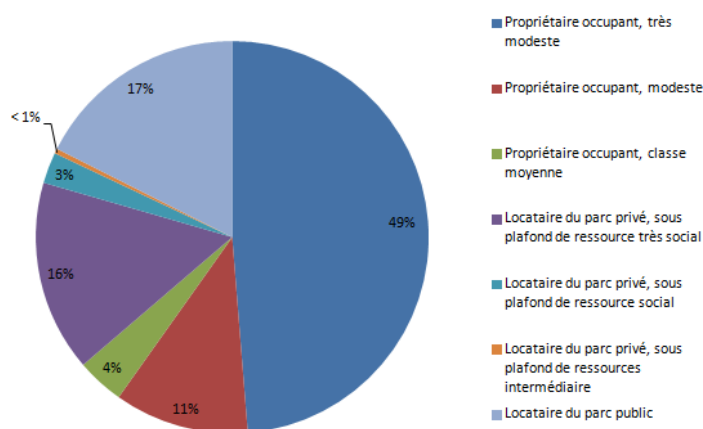


## Taux de précarité énergétique par commune sur le Pays de Lorient

### Profil des ménages en précarité énergétique INZINZAC-LOCHRIST - 2015 -



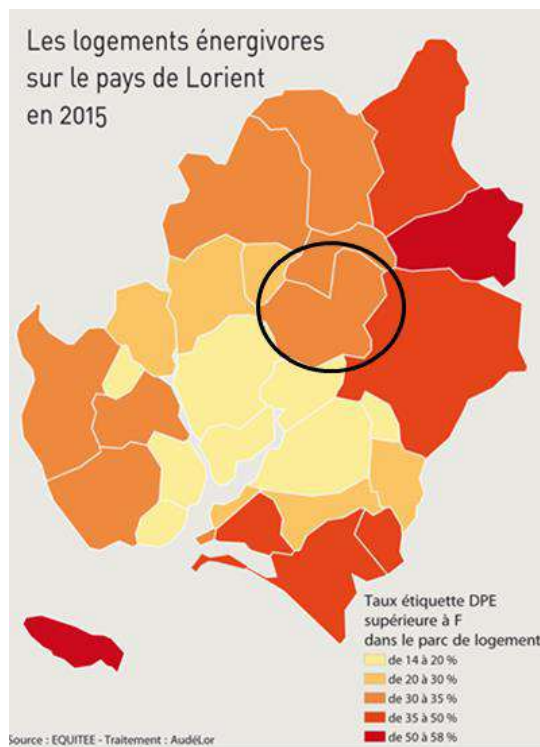
### Profil des ménages en précarité énergétique Lorient Agglomération (2015)



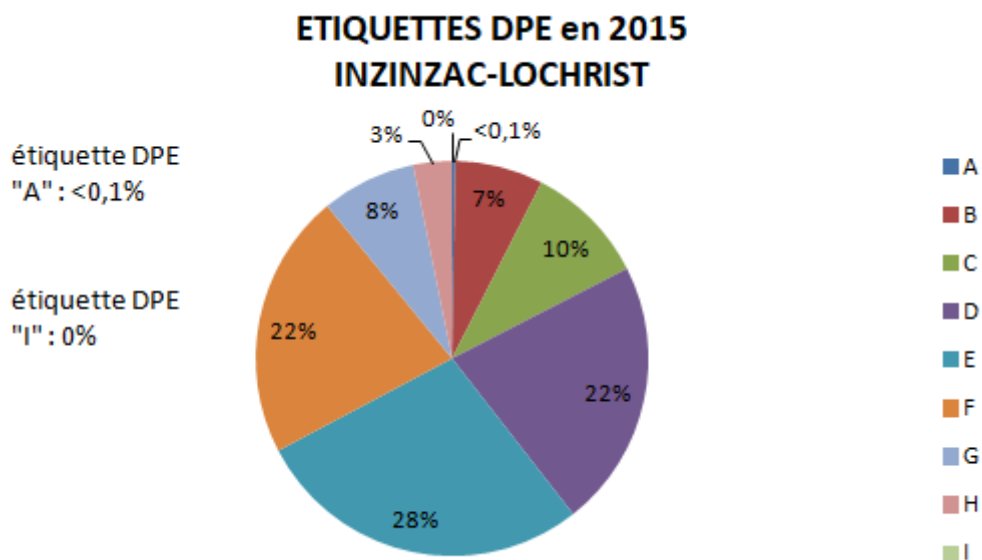
Source : EQUITEE, Bilan projection 2015

Le cumul des ménages en précarité et vulnérabilité sur Inzinzac-Lochrist est plus important que la moyenne sur l'agglomération (un peu plus de 25% pour la commune, contre un peu moins de 20% pour la moyenne sur l'agglomération).

La précarité et la vulnérabilité énergétique liées à l'habitat sont favorisées lorsque le logement d'un ménage est sujet à une mauvaise performance énergétique. Sur Inzinzac-Lochrist, près de 61% des logements sont classés en étiquette énergétique DPE « E » ou moins (consommation supérieure à 230kWh/m²). La problématique de la commune est le fort taux de logements très peu efficaces thermiquement (étiquettes F, G, H et I). Ce type de logement engendre des dépenses énergétiques élevées.



(Source : EQUITEE- Traitement AUDELOR - 2015)



Répartition des ménages par étiquette énergétique sur Inzinzac-Lochrist en 2015

Source : EQUITEE, 2015



Par ailleurs, près de 100 ménages (3.9%) dépensent plus de 10% de leurs ressources pour les dépenses de carburant liées à la mobilité quotidienne (considérés en précarité énergétique transports). Ce taux est similaire à la moyenne sur Lorient Agglomération (3%). (Source : EQUITEE 2008 - Bilan projection 2015)

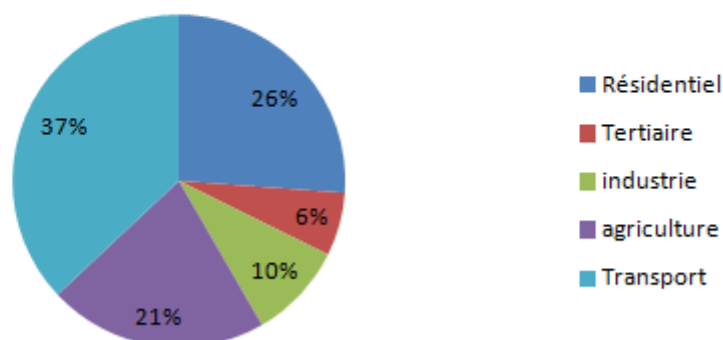
## **b. Emission de gaz à effet de serre**

L'appellation « gaz à effet de serre » (GES) regroupent un ensemble de gaz qui favorisent le réchauffement de l'atmosphère, notamment le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote et les gaz fluorés. Les activités humaines entraînent des émissions importantes de ces gaz dans l'atmosphère, phénomène qui provoque globalement un réchauffement climatique.

### Lorient Agglomération

Sur l'agglomération, le secteur de l'habitat et des transports produisent chacun près d'un tiers des émissions en gaz à effet de serre (respectivement 26 et 37%). Le secteur tertiaire, l'industrie et l'agriculture produisent ensuite respectivement 6, 10 et 21% des émissions. Le secteur des Transports, tout confondu, apparaît donc comme la principale source de GES.

**Emissions de GES sur le territoire  
de Lorient Agglomération en 2015 (en Téqu CO2)**



**Répartition des émissions totales de GES par secteur sur Lorient Agglomération en 2015**

*Source : EQUITEE, 2015*

### Inzinzac-Lochrist

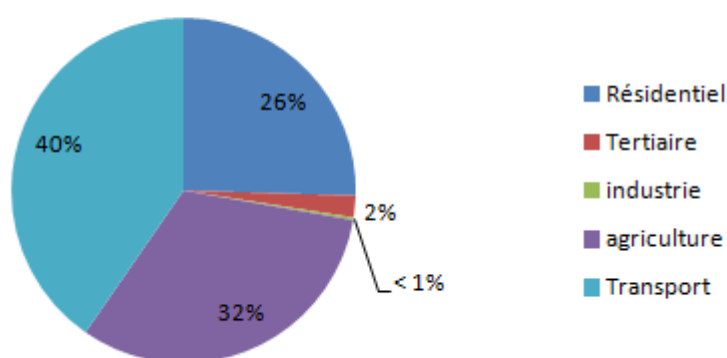
En 2015, les émissions de gaz à effet de serre (GES) sur la commune représentent, tous secteurs confondus, 26162 tonnes équivalent CO2 (teqCO2). Les proportions d'émissions dues à l'agriculture et aux transports sont les plus élevées (respectivement 35,5% et 33,7%), tandis que les parts correspondant à l'Habitat atteignent 28,2%.

Les émissions sont décomposées entre émissions directes et indirectes.

- Les émissions directes sont produites par des sources fixes et mobiles appartenant ou détenues par l'entité source. Sont notamment comprises les émissions provenant des installations de combustion (notamment chauffage à combustion), des procédés industriels de fabrication, des véhicules.
- Les émissions indirectes de GES sont au contraire associées à l'utilisation d'électricité, de chaleur ou de vapeur importée ou achetée. Ces émissions provenant d'une autre entreprise dépendent de l'énergie primaire utilisée pour la production de cette énergie secondaire.

Secteur	Résidentiel	Transport	Tertiaire	Industrie	Agriculture	émissions totales (en teqCO <sub>2</sub> )
Emissions directes (en teqCO <sub>2</sub> )	5784	8829	551	48	2556	20236.3
Emissions Directes et indirectes (en teqCO <sub>2</sub> )	7401	8829	589	71	9272	26162

### Emissions de GES sur Inzinzac-Lochrist en 2015 (en Téqu CO<sub>2</sub>)



Répartition des émissions totales de GES par secteur sur la commune d'Inzinzac-Lochrist en 2015  
Source : EQUITEE, 2015

### c. Production d'énergies renouvelables, et potentiel du territoire

#### Lorient Agglomération

La production d'énergies renouvelables sur le territoire de l'agglomération est évaluée à 148.1 GWh en 2015. (Source : GIP Bretagne Environnement), soit environ 3,5 % de la consommation finale.

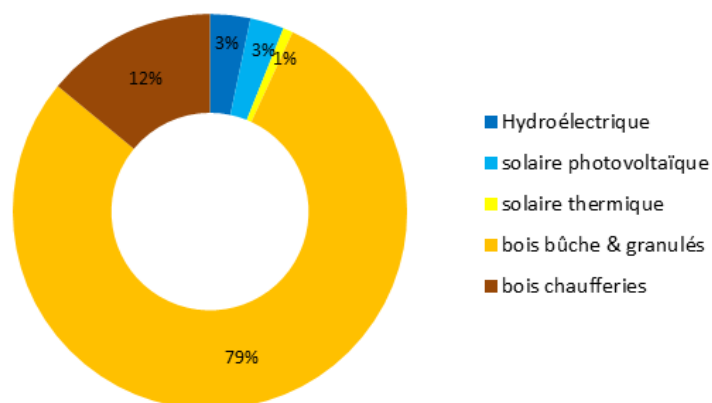
La production d'électricité repose sur l'hydroélectricité et le photovoltaïque pour un volume de production équivalent (de l'ordre de 4.9 et 4.1 GWh en 2015).

Le fait que l'essentiel de l'énergie renouvelable utilisée soit produite à partir du bois (93.1%), dont 79% avec le bois bûche (usage fort des particuliers comme source de chauffage), est à souligner. Un enjeu est d'améliorer les dispositifs de chauffage bois individuel, souvent à mauvais rendement et émetteurs de poussières dans le cas des foyers ouverts.

ENR électrique			
Filière	Nombre	Puissance (MW)	Production (GWh)
Hydroélectricité	6	2.3	4.9
Solaire photovoltaïque	780	3.8	4.1
Sous-total			9

ENR thermique			
Filière	Nombre	Puissance (MW)	Production (GWh)
Solaire thermique	595	2.8	1.2
Bois bûche/granulé	Non déterminé	Non déterminé	117.1
Bois chaufferie	17	8.9	20.8
Sous-total			139.1

Total	148.1
-------	-------



#### Production d'énergie renouvelable sur Lorient Agglomération en 2015

Source : OREGES, 2015

#### Inzinzac-Lochrist

La production d'énergies renouvelables sur la commune d'Inzinzac-Lochrist présente deux sources majeures :

- Une source électrique correspondant à près d'un tiers des productions d'énergies renouvelables sur la commune, majoritairement assurée par l'hydroélectricité. L'apport hydroélectrique communal assure 45% de la production de ce type sur le territoire de Lorient Agglomération. Elle est issue des centrales présentes sur le Blavet.
- Une part d'énergie thermique couvrant 67.5% des productions communales, la source principale étant le bois bûche ou granulés. Les enjeux d'amélioration des systèmes de chauffage identifiés sur l'agglomération sont également valables pour la commune.

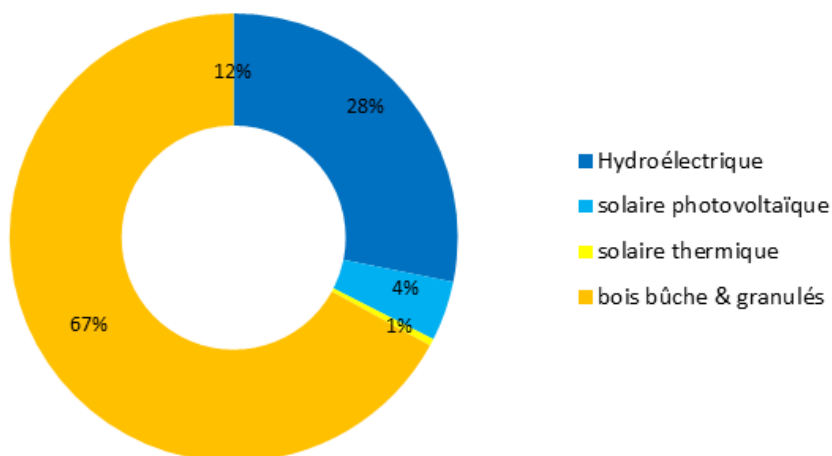
En 2008 (valeurs les plus récentes au sujet de la consommation d'énergie), la production d'énergies renouvelables assurait 8.03GWh, soit 8.8% de la consommation totale sur la commune. En 2015, la commune a produit 7.88 GWh d'énergie via des sources renouvelables, la très légère baisse étant due aux variations de consommation de bois de chauffage et de production hydroélectrique.

ENR électrique			
Filière	Nombre	Puissance (MW)	Production (GWh)
Hydroélectrique	3	1.19	2.22
Solaire photovoltaïque	53	0.32	0.34
Sous-total			2.56

ENR thermique			
Filière	Nombre	Puissance (MW)	Production (GWh)
Solaire thermique	11	Non déterminé	0.04
Bois bûche/granulés	Non déterminé	Non déterminé	5.28
Sous-total			5.32

Total	7.88
-------	------



Production d'énergie renouvelable sur Inzinzac-Lochrist en 2015

Source : OREGES, 2015

En ce qui concerne l'installation de microcentrales hydroélectriques sur le Blavet, trois projets sur les barrages de Mané Er Vern, Minazen et Quelennec ont reçu un avis défavorable en mars 2018 de la part de la municipalité et d'associations telles que l'AAPPMA (Association de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique du Pays de Lorient) du fait de leur impact sur les continuités écologiques aquatiques (poissons migrateurs...).

Le Barrage d'Inzinzac-Lochrist répond à la nécessité de lutter contre les crues du Blavet.

L'exploitation de toute centrale hydroélectrique présente un certain nombre d'avantages par rapport à d'autres sources d'énergie renouvelable (pas d'émission de polluants atmosphériques...) mais peut occasionner des impacts sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur d'autres usages des cours d'eau. Il existe une centrale EDF sur le site du Barrage de Kerosse (communes de Languidic/Inzinzac) et d'une turbine privée exploitée au Rudet.

Sur la ressource en filière bois locale, il existe sur la commune un négoce de bois « Bretagne Bois Energie à Penquesten (adhérent su SIBC) spécialisé pour le bois de chauffage.



## **Synthèse « CLIMAT-AIR-ENERGIE »**

- Un climat de type océanique, favorable à la dispersion des polluants atmosphériques.
- Une qualité de l'air qui dans l'ensemble est bonne, bien qu'elle soit difficile à évaluer précisément.
- Un parc de logements individuels énergivores.
- Une proportion importante des ménages (27%) en situation de vulnérabilité ou de précarité énergétique.
- Une production en énergie renouvelable plus élevée que les moyennes de l'agglomération, basée sur une combinaison hydroélectricité/bois de chauffage.

## **BESOINS ET ENJEUX IDENTIFIES**

- ✓ Répondre à la problématique énergétique
  - › Développer des actions permettant de conforter la qualité de l'air par une amélioration et une information des pratiques liées au chauffage au fioul et au bois (performance des systèmes de combustion, qualité des carburants, système de filtration des émissions).
  - › Favoriser la rénovation thermique du parc ancien tout en prenant en compte le caractère patrimonial du bâti rural.
  - › Faciliter le développement d'énergies renouvelables dans le logement.
  - › Améliorer la connaissance des émissions de polluants liés au trafic routier.
  - › Améliorer la visibilité des moyens de transports alternatifs pour limiter l'usage des véhicules personnels.

### 3. PATRIMOINE NATUREL

#### A. ENTITES NATURELLES

##### a. Les boisements

Les milieux arborés représentent des éléments emblématiques du patrimoine naturel, identifiés comme espaces de nature d'importance, supports d'attentes et d'enjeux, qu'ils soient compris dans un milieu artificialisé ou un milieu peu impacté par les activités anthropiques. Ils assurent des services écosystémiques déterminants tant à l'échelle locale que globale (amélioration de l'environnement, rôle écologique, économique, social, paysager, énergétique...)

La capacité d'un boisement à assurer ces différents rôles dépend des essences qui le composent, de ses caractéristiques physiques (emplacement, superficie, forme du boisement) et de son état écologique global (âge du boisement, biodiversité, composition des strates végétales, pressions anthropiques, connexion avec d'autres boisements).

##### **Composition des boisements**

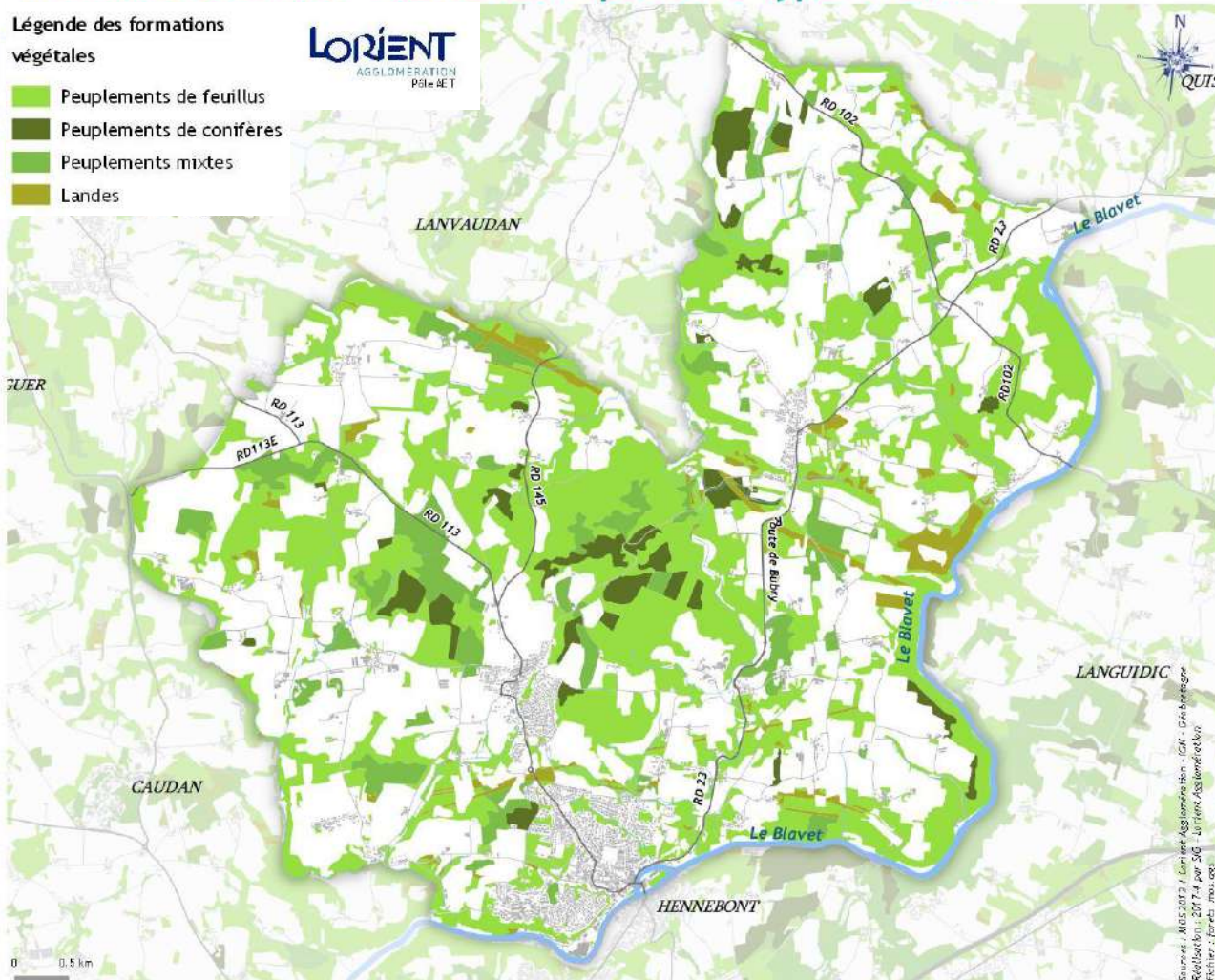
Inzinzac-Lochrist est une commune remarquablement boisée, la surface cumulée des différents types de boisements représentant plus de 43% du territoire communal (à titre de comparaison, les forêts représentent 19.5% du territoire pour le Morbihan, 11% pour la Bretagne, et près de 30% à échelle nationale). La commune comprend le bois de Trémelin, un boisement majeur d'importance supra-communale.

Type	Surface (ha)	% surface communale
Peuplements de feuillus	1449.8	32.2 %
Peuplements de conifères	136.2	3.0 %
Peuplements mixtes	253.5	32.2 %
Landes	102.7	2.3 %
<b>Total</b>	<b>1746.6 ha</b>	<b>43.1 %</b>

**Typologie et superficie des espaces forestiers sur la commune d'Inzinzac-Lochrist**

*Source : MOS 2013*

## INZINZAC-LOCHRIST : carte des espaces de type forestier



### Inventaire forestier sur la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2016

Les boisements communaux regroupent majoritairement des ensembles de feuillus, représentant plus de 74% des surfaces boisées. Les surfaces restantes sont partagées entre les boisements mixtes et résineux. Il est à noter que les surfaces identifiées comme landes sont principalement liées aux tracés des lignes haute-tension, dont les abords sont maintenus ouverts pour des questions de sécurité.

La localisation de ces boisements dépend à la fois des reliefs et du tracé des cours d'eau : les grands ensembles boisés de la commune épousent les dénivelés les plus abrupts et certains points hauts, tandis que des boisements de taille plus restreinte ont colonisé les abords des cours d'eau, marquant de nombreuses vallées.

### Age des boisements

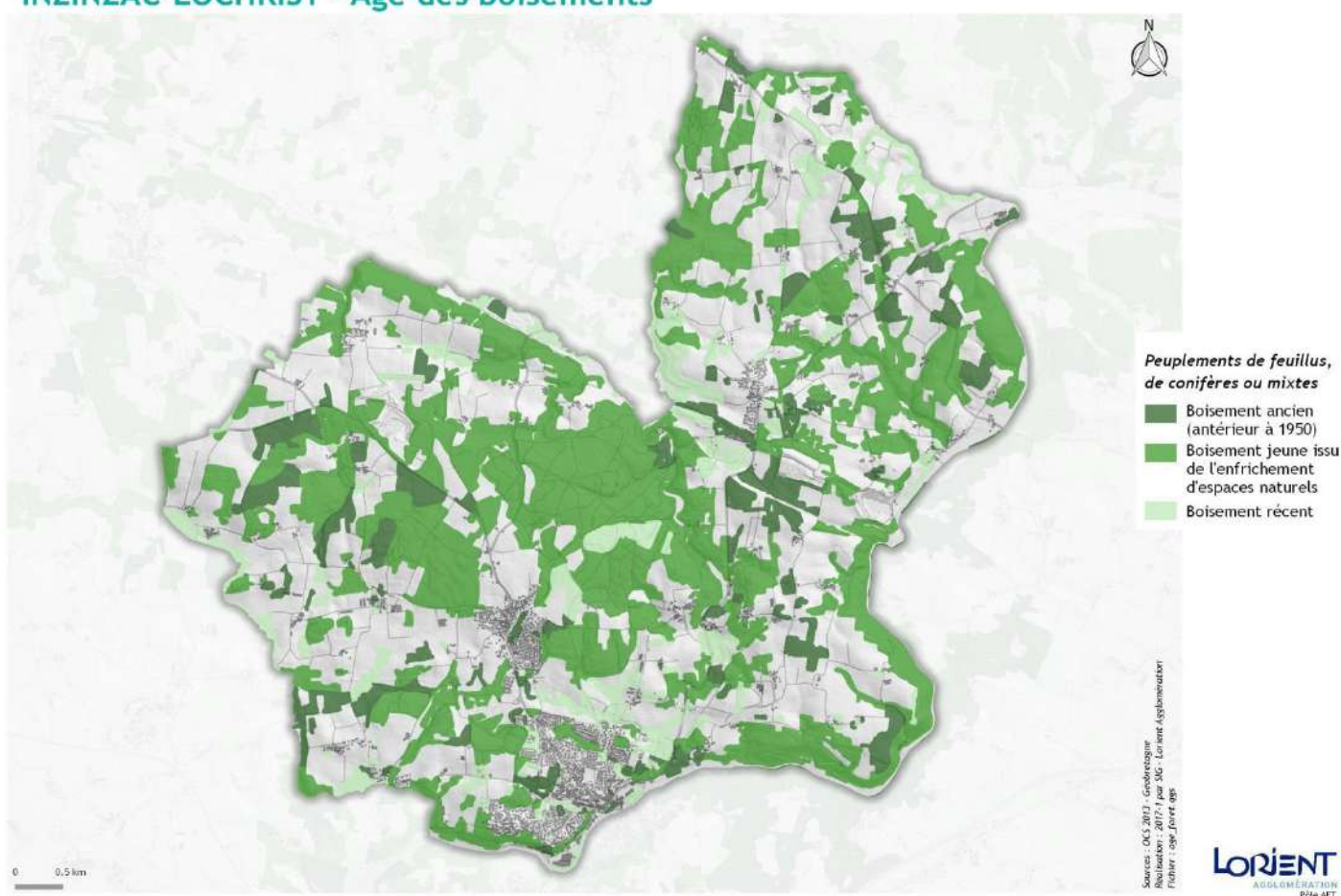
L'âge des boisements est un paramètre important pour évaluer les dynamiques et enjeux du patrimoine naturel d'Inzinzac-Lochrist. Ceux-ci présentent en effet des âges et des origines variées :

- Les éléments boisés anciens (antérieurs à 1950) ponctuent le territoire communal. Leur identification, et surtout leur distinction par rapport aux boisements « jeunes » est à nuancer au vu de la qualité faible de la photographie aérienne datant de 1950. Une marge d'erreur est donc à prendre en compte, notamment pour le bois de Trémelin.

Bien que faiblement représentés sur la commune, ils ont une importance écologique à ne pas négliger : ils peuvent accueillir une biodiversité spécifique des milieux forestiers non perturbés et des arbres anciens. Leur rôle de réservoir écologique est primordial dans le fonctionnement de la sous-trame écologique forestière.

- Les boisements dits « jeunes » sont le fruit d'une évolution d'espaces naturels ouverts depuis les années 1950, ou de coupe/reboisement d'espaces plus anciens. Sur la commune, ces boisements proviennent d'un enrichissement des secteurs de prairies et de landes, ou de modifications d'espaces boisés pré-existants. Ces boisements représentent la majorité des surfaces communales, notamment les surfaces du bois de Trémelin qui sont coupées et replantées.
- Les boisements récents sont principalement d'anciens espaces agricoles délaissés, qui se sont enrichis depuis les années 1950. Sur Inzinzac-Lochrist, ils sont présents sur les espaces pentus à proximité des cours d'eau, mais minoritaires par rapport aux boisements anciens et jeunes.

## INZINZAC-LOCHRIST - Age des boisements



### Age des boisements sur la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2017

La dynamique globale constatée par comparaison des cartes d'Etat-Major (XIXe siècle), des photographies aériennes de 1950 et des photographies aériennes actuelles est l'enrichissement des milieux ouverts agricole et naturels, et leur évolution progressive vers des boisements. Le phénomène est surtout identifiable sur les sites peu mobilisables par une agriculture mécanisée ; les autres sites agricoles ont plutôt été touchés par la suppression des haies et vergers en conséquence du remembrement des parcelles. Ce phénomène est particulièrement impactant dans les fonds de vallées, où les ripisylves se développent suite à la déprise agricole. Cette évolution, source de plus de ressources boisées, est toutefois une contrainte écologique car



elle provoque une perte de diversité d'habitat, les milieux ouverts évoluant en bois humides se comblant progressivement.

Sur la commune, plusieurs secteurs boisés sont soumis à un plan simple de gestion, notamment la partie Nord-Ouest du bois de Trémelin. Une partie de ces boisements est également sujette au code des bonnes pratiques sylvicoles.

Ces différents plans de gestion ont pour objectif d'assurer une gestion durable du patrimoine boisé et de la biodiversité qu'il accueille, tout en assurant une exploitation efficace de cette ressource.

## **b. Les vallées**

Inzinzac est marquée par les différentes vallées situées sur et en bordure de son territoire. Celles-ci présentent des morphologies variées, influencées à la fois par leur ampleur et par la topographie de plissement géologique du Nord de la commune.

Le Sud et l'Est de la commune sont délimités par la vallée du Blavet. Elle présente un cours encaissé et surplombé de reliefs boisés, malgré l'ampleur du fleuve. Structurante à échelle communale et supra-communale, la vallée n'est que peu accessible sur la commune pour une raison liée à son ancien usage : le chemin de halage étant en rive gauche du Blavet, l'accès est majoritairement présent sur la rive opposée. Quelques accès ponctuels comme Pont-Neuf ou la section longeant Lochrist permettent d'y accéder sur la rive communale.

Le réseau hydrographique étant intégralement relié au Blavet, les vallées secondaires façonnant le territoire sont toutes connectées à sa vallée. Les plus importantes sur la commune sont celles du Temple (Kergonano), du Kerollin et du ruisseau du Pont de l'Angle, qui marquent respectivement le Sud, le centre et le Nord de la commune. Une multitude de vallons encaissés, liés à de petits ruisseaux, module également les espaces naturels et les paysages en délimitant de petits vallons sur tout le territoire.

## **c. Les zones humides et les milieux aquatiques**

La loi sur l'eau de 1992 introduit la notion de zones humides et donne une définition de celles-ci :

*« On entend par zones humides, les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année... ».*

Les milieux humides peuvent présenter des fonctionnalités naturelles diverses (rôle hydraulique, épurateur, biologique, paysager...).

L'inventaire des zones humides d'Inzinzac-Lochrist le plus récent a été réalisé en 2007 par le bureau d'études Hardy, complété par le SAGE Blavet, et actuellement en cours de compléments supplémentaires par le SAGE Blavet.

L'identification sur le terrain a pris en compte deux types d'indicateurs de la présence de zones humides :

- Indicateurs pédologiques : présence de sols hydromorphes, observables lors d'échantillonnage pédologiques ;
- Indicateurs botaniques : présence d'une végétation spécifique hygrophile ou méso-hygrophile.

L'inventaire, structuré selon la typologie hiérarchisée « CORINE Biotope », a ensuite été traduit en données géomatiques.

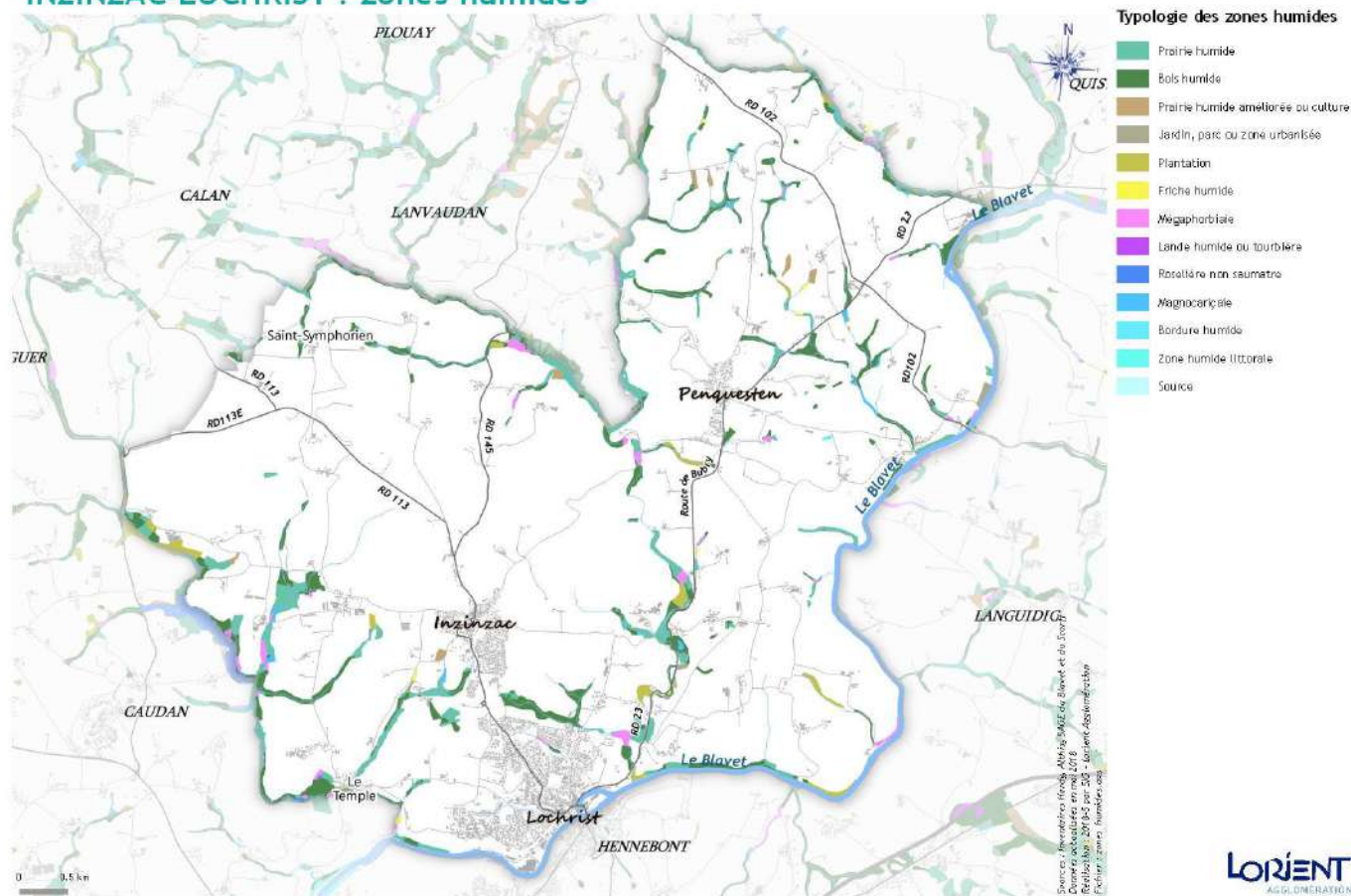
Type	Surface (ha)	% surface communale
Bois humide	107.46	2.39 %
Bordure humide	0.17	< 0.01 %
Friche humide	1.39	0.03 %
Jardin, parc ou zone urbanisée	2.98	0.07 %
Magnocariçaie	4.68	0.10 %
Mégaphorbiaie	11.24	0.25 %
Plantation	14.32	0.32 %
Prairie humide	74.16	1.65 %
Prairie humide améliorée ou culture	5.43	0.12 %
Roselière non saumâtre	0.87	0.02 %
<b>Total</b>	<b>222.70 ha</b>	<b>4.94 %</b>

### Typologie et superficie des zones humides sur la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : inventaires Eric Collias complétés par le SAGE du Blavet

Inzinzac-Lochrist comprend plus de 222 ha de zones humides (4.94% de la superficie communale). Les boisements et prairies humides constituent les types les plus représentés, regroupant respectivement plus de 48% et 33% de l'ensemble des zones humides inventoriées.

### INZINZAC-LOCHRIST : zones humides



### Typologie des zones humides sur la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : inventaires Hardy complétés par le SAGE du Blavet

La répartition des zones humides sur la commune suit le tracé du réseau hydrographique et compose une mosaïque de milieux variés sur leurs bordures.

## **B. ESPACES NATURELS PRESERVES DE LA COMMUNE ET OUTILS DE PROTECTION/D'INVENTAIRE**

### **a. Les aspects législatifs et réglementaires**

Depuis la création du Ministère de l'environnement en 1971 et la Loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, la prise en compte du patrimoine naturel ainsi que les outils législatifs et réglementaires permettant sa protection se sont développés et diversifiés dans le droit français.

L'évolution de ces politiques de protection du patrimoine naturel permet actuellement une mobilisation de plusieurs outils de protection à contraintes et acteurs variables, selon le type d'éléments à protéger (habitat, espèce, site d'enjeu, individu ou élément d'intérêt...) et les pressions qui les impactent.

La gamme d'outils mobilisables peut se structurer en trois types :

- Les inventaires de connaissance du patrimoine naturel (ZNIEFF, ZICO...) qui ne définissent pas de contraintes législatives propres mais doivent être pris en compte dans les documents d'urbanisme, notamment dans le cadre de l'application des articles du Code de l'Environnement relatifs à la non destruction des espèces et habitats protégés.
- Les zonages de réglementation (site Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope, Sites classés et inscrits, zones humides au titre de la Loi sur l'eau...), qui induisent des contraintes adaptées à un site précis et au patrimoine naturel ou paysager qu'il supporte. Ces éléments de contraintes sont parfois accompagnés d'une obligation de résultats nécessitant une gestion et un suivi des sites, notamment dans le cas des sites du réseau Natura 2000.
- Les protections législatives générales (Loi Littoral...), s'imposant aux documents d'urbanisme et posant des contraintes variables sur l'ensemble du territoire communal concerné.

La législation encourage également la protection assurée par des démarches volontaires, sous régime conventionnel ou contractuel. La gestion des sites Natura 2000 est ainsi assurée via les chartes et contrats Natura 2000.

La maîtrise foncière est un outil d'importance dans la protection de sites. Utilisée notamment par Lorient Agglomération, le Conservatoire du Littoral ou le Conseil Départemental, cette acquisition de sites d'intérêt permet d'en garantir le maintien dans le temps en contrôlant directement le foncier.

### **b. Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) et zones d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO)**

La politique d'identification et de mise en place des ZNIEFF a été initiée par le Ministère de l'Environnement en 1982. Ces zonages d'inventaires, scientifiquement élaborés et aussi exhaustifs que possible, n'imposent pas de réglementation directe et ne constituent pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels, cependant ils permettent d'informer les acteurs du territoire du caractère exceptionnel d'un site et de favoriser la prise en compte adaptée de ce dernier dans les documents d'urbanisme et projets de territoire.

Deux types de ZNIEFF sont distingués :

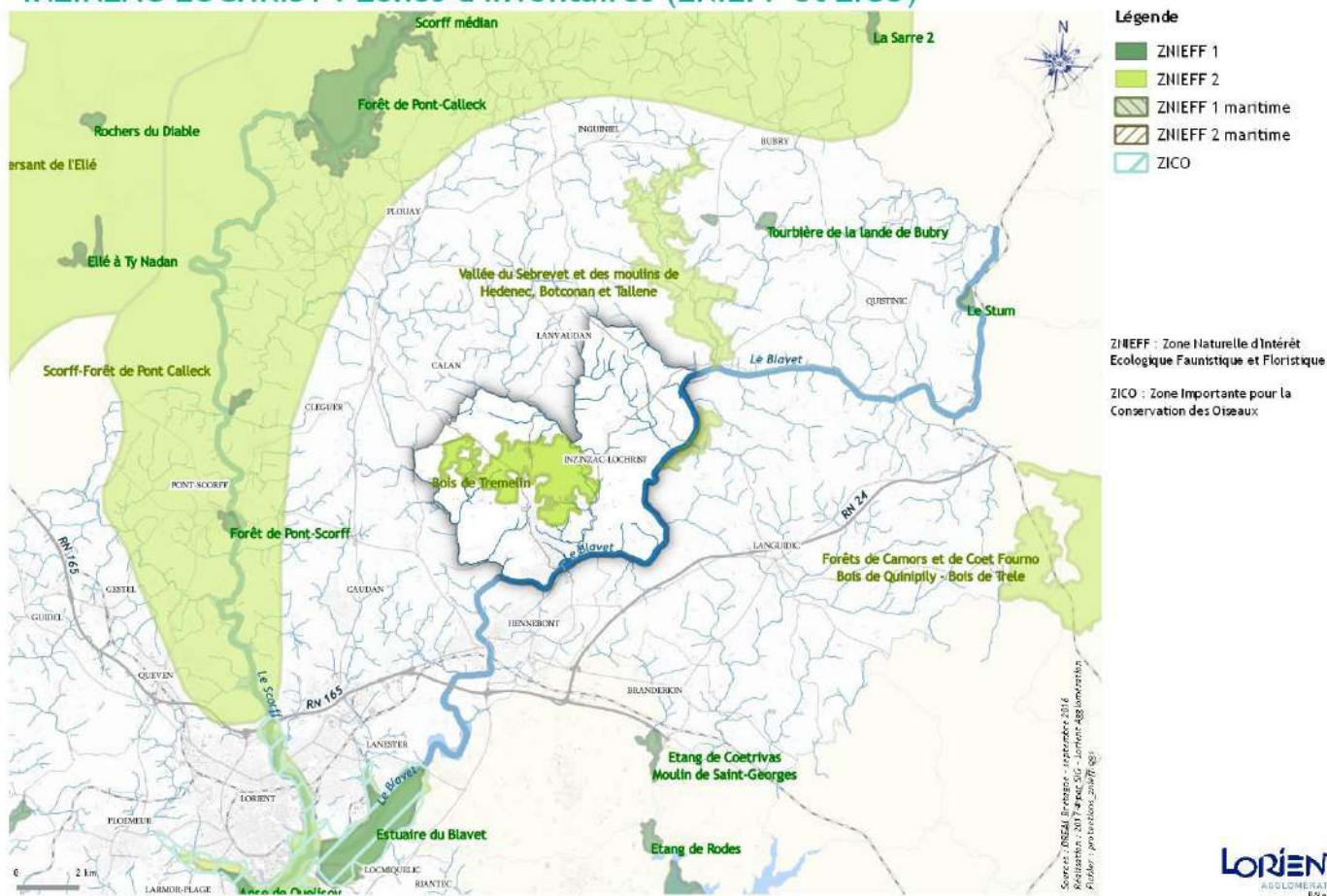
- Les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, caractérisées par la présence d'espèces animales ou végétales rares ou caractéristiques,
- Les ZNIEFF de type II, de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type I peuvent être contenues dans les zones de type II.

Les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (285 sites en France) désignent les sites qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance européenne. L'ensemble des ZICO constitue l'outil de référence de la France pour la mise en œuvre des Zones de Protections Spéciales (ZPS). Tout comme les ZNIEFF, ces zonages n'ont pas de portée réglementaire mais peuvent enrichir les réflexions autour d'un projet, malgré l'obsolescence de la donnée (dernière mise à jour en 1994) et la superposition, dans la majeure partie des cas, avec les zonages Natura 2000.

**Le territoire communal comprend la quasi-totalité du zonage de la ZNIEFF II « Bois de Trémelin ».**

Il est à noter que la ZNIEFF II « Bois de Quelennec Coët Conan », localisée à Languidic, fait immédiatement face à la commune (rive opposée du Blavet).

### INZINZAC-LOCHRIST : Zones d'inventaires (ZNIEFF et ZICO)

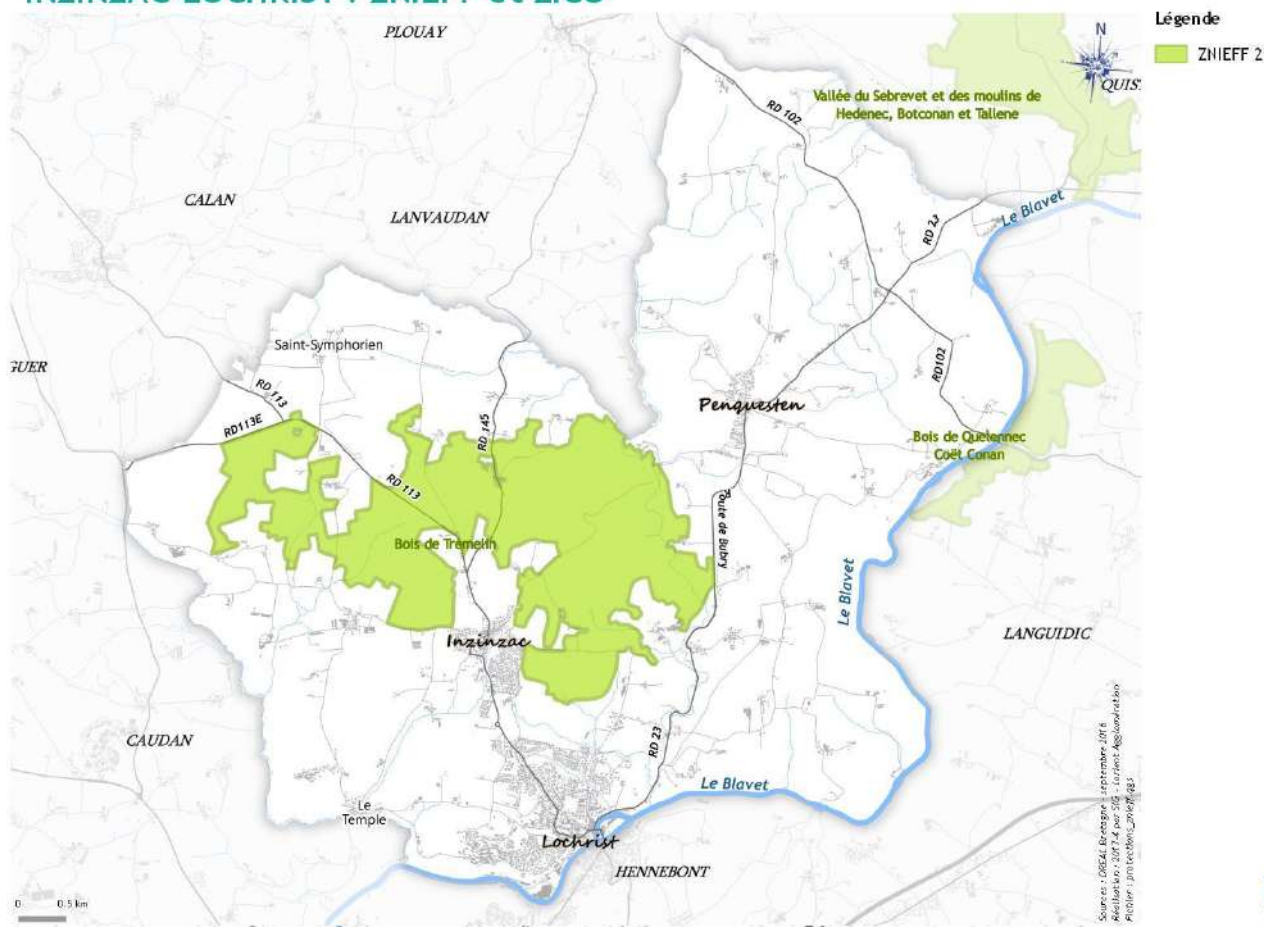


**ZNIEFF de type I et II à proximité de la commune d'Inzinzac-Lochrist**

Source : DREAL Bretagne, 2016



## INZINZAC-LOCHRIST : ZNIEFF et ZICO



### ZNIEFF de type I et II sur la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : DREAL Bretagne, 2016

#### ZNIEFF II « Bois de Trémelin »

Le zonage de cette ZNIEFF II, quasi-totalement compris sur la commune, en englobe 666.02 ha (près de 15% du territoire communal).

Le Bois de Trémelin est inventorié du fait de sa taille remarquable plutôt que pour ses milieux, qui comprennent des habitats forestiers variés mais non remarquables. Son intérêt est également lié à la présence de certaines espèces protégées (escargot de Quimper, Asphodèle d'Arrondeau, un champignon basidiomycète nommé « Cobalt Crust », muguet de mai...), ainsi qu'à un cortège d'espèces forestières diversifié.

### c. Site Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. La mise en œuvre de ce réseau a pour objectif de préserver la biodiversité en tenant compte des préoccupations économiques, sociales culturelles et locales.

Natura 2000 s'appuie sur deux directives européennes :

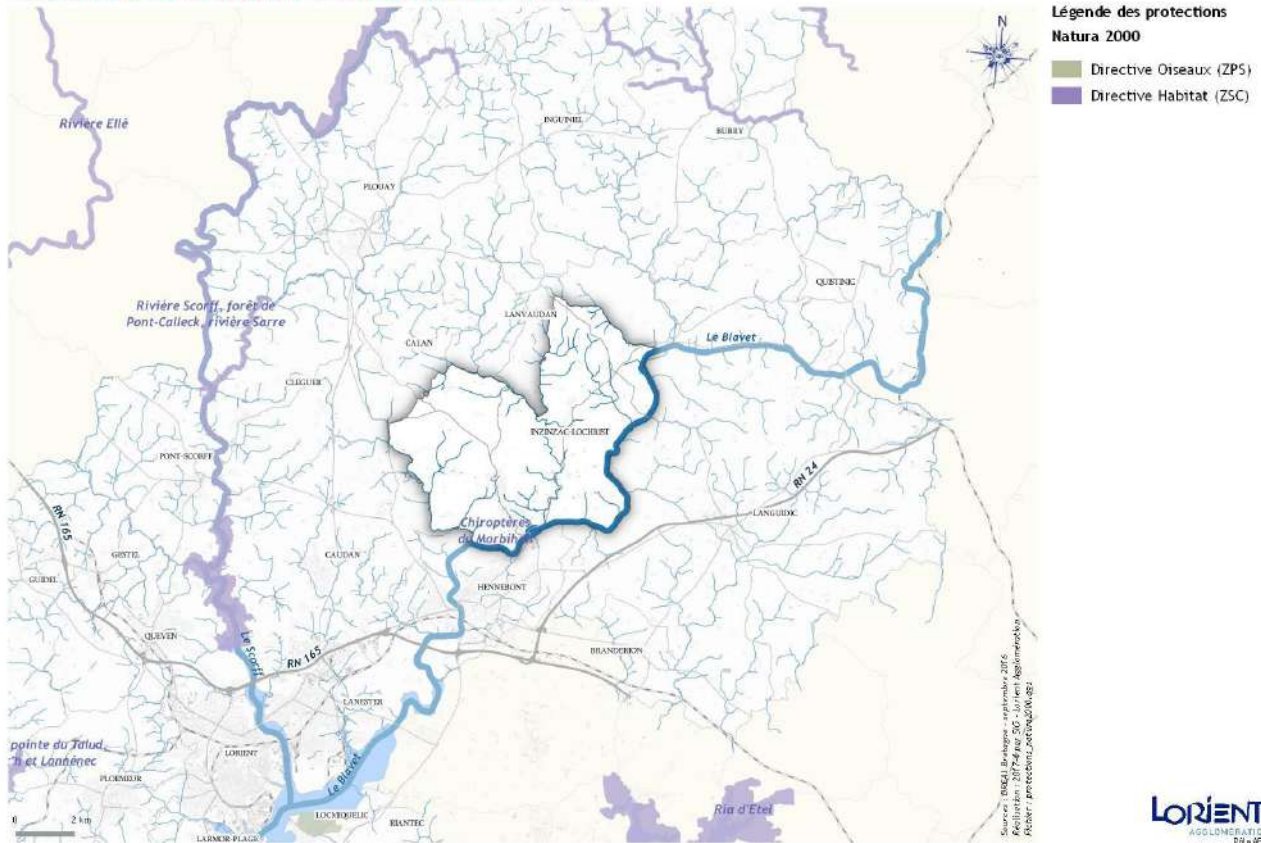
- la Directive « Habitats » (1992), visant à assurer la préservation durable des habitats naturels reconnus d'intérêt communautaire ainsi que les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire (mammifères, amphibiens, poissons, invertébrés et plantes). Elle prévoit la

création d'un réseau écologique européen composé de Sites d'Importance Communautaire (SIC) ou de Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

- La Directive « Oiseaux » (1979), visant à assurer la préservation durable de toutes les espèces d'oiseaux sauvages. Elle prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux menacées à l'échelle européenne par la désignation de Zones de Protections Spéciales (ZPS).

Une zone Natura 2000 est présente sur Inzinzac-Lochrist, la ZSC « Chiroptères du Morbihan ».

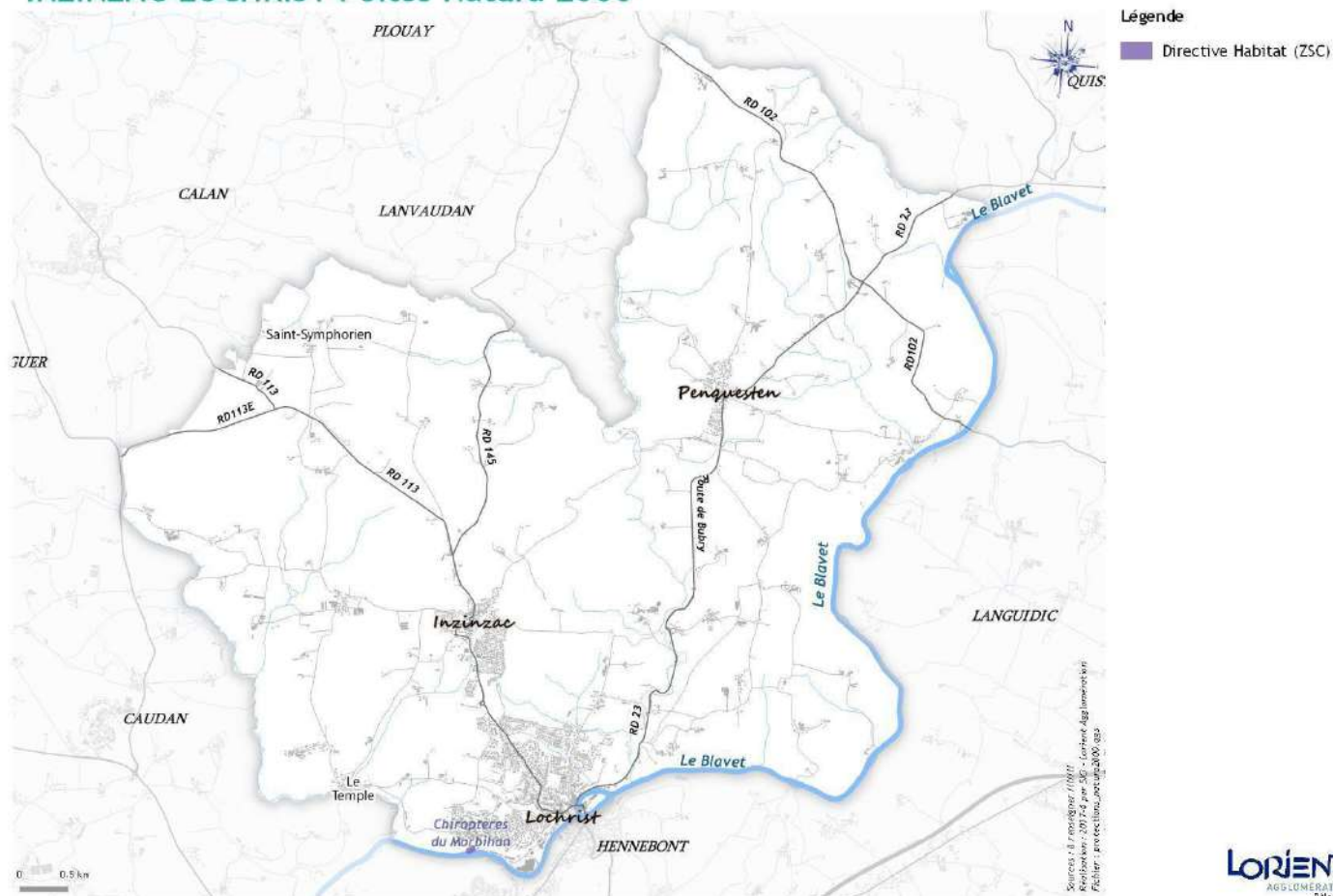
### INZINZAC-LOCHRIST : Sites Natura 2000



Sites Natura 2000 à proximité de la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2016

## INZINZAC-LOCHRIST : Sites Natura 2000



### Sites Natura 2000 de la commune d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2016

Ce zonage ponctuel est situé en limite Sud de la commune, dans une cavité artificielle aux environs des anciennes forges. Il fait partie d'un groupement de neuf sites de gîtes importants de chiroptères répartis sur le Morbihan, accueillant la reproduction du petit rhinolophe, du grand rhinolophe, du murin à oreilles échancrées et du grand murin. Cet ensemble de sites revêt une grande importance à l'échelle départementale et régionale car il accueille 80% des effectifs reproducteurs départementaux du grand murin, 90% de ceux du grand rhinolophe et près d'un tiers de ceux du murin à oreilles échancrées.

Le site d'Inzinzac-Lochrist est à la fois un gîte d'été et d'hiver, accueillant l'hibernation et les nurseries de chauves-souris. L'espèce dominante du site est le grand rhinolophe, mais d'autres espèces le fréquentent : petit rhinolophe, grand murin, murin de Bechstein, murin de Natterer, murin de Daubenton, murin à moustaches, pipistrelle commune et également le minioptère de Schreibers observé en février 2015. La détérioration dans le temps des structures hébergeant le gîte est une problématique à prendre en compte pour pérenniser le site.

Le secteur du Blavet à proximité de ce site, partagé entre Inzinzac-Lochrist et Hennebont, constitue un couloir migratoire et potentiellement une partie de l'aire de chasse de ce site de sauvegarde des chiroptères. Ces espèces étant insectivores, la gestion de la qualité des eaux, le maintien du réseau bocager et des zones de broussailles, ainsi que la réduction de l'utilisation de pesticides sont des enjeux pour le maintien des sources de nourriture de cette colonie majeure sur le département.

Un arrêté de protection de biotope a été mis en place en août 2017 afin de garantir la pérennité de ce site.



## d. Espaces Naturels Sensibles

La loi du 18 juillet 1985 a défini comme compétence départementale la mise en œuvre de la politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), notamment encadrée par le Code de l'urbanisme (articles L.113-8 à 113-14). Le but de cette politique est « *de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels* ».

La définition retenue par le Conseil Départemental du Morbihan est qu'un ENS morbihannais est « *un espace présentant un fort intérêt écologique, géologique et paysager, fragile et/ou menacé, qui doit être préservé par une gestion appropriée, ou restauré et aménagé en vue d'accueillir du public* »

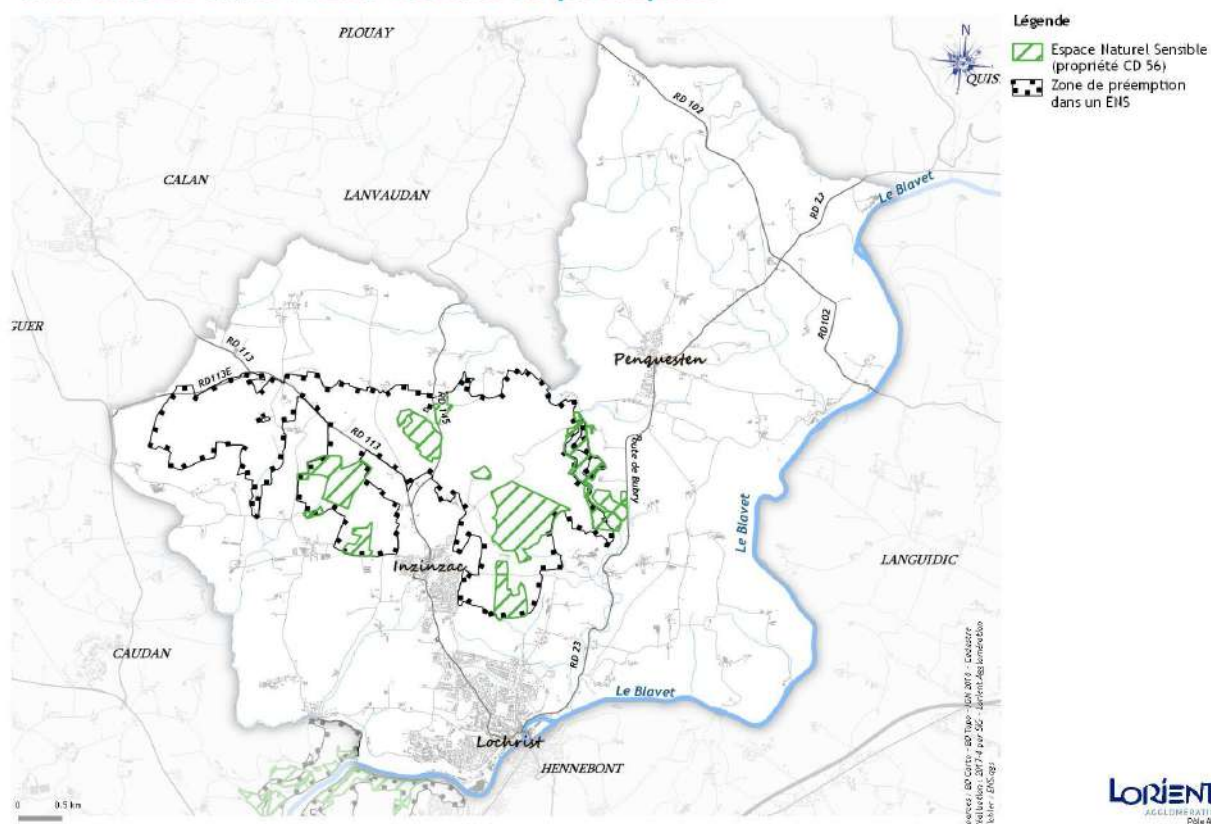
Cette politique de protection se base sur le développement de la connaissance du patrimoine naturel départemental, puis sur l'acquisition et la gestion de sites identifiés comme ENS potentiels par le Département ou ses partenaires afin d'y pérenniser une gestion qualitative et répondant aux enjeux écologiques et paysagers. L'enjeu est également de créer un réseau de sites de qualité connectés entre eux, et de permettre un accès maîtrisé à ces sites d'exception et une sensibilisation du public aux enjeux les concernant.

(Source : Schéma départemental des espaces naturels sensibles du Morbihan 2013-2022).

Inzinzac-Lochrist est concernée par trois zonages d'ENS : le Bois de Trémelin (84 ha), le bois de Kerguer situé à l'Ouest (34 ha) et l'étang de Ty-mat (35ha comprenant l'étang et les boisements bordant le ruisseau du Kerollin).

Une zone de préemption englobe également la totalité du Bois de Trémelin et de ses abords (723 ha au total).

### INZINZAC-LOCHRIST : ENS et zones de préemption



Espaces naturels sensibles et zones de préemption départementales d'Inzinzac-Lochrist  
Source : Lorient Agglomération, 2016



## **e. Sites classés et inscrits**

La loi du 2 mai 1930 organise la protection des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général.

Elle comprend 2 niveaux de servitudes :

- les sites classés dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation. Toute modification de leur aspect nécessite une autorisation préalable du Ministre de l'Écologie, ou du Préfet de Département après avis de la DREAL, de l'Architecte des Bâtiments de France et, le plus souvent de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.
- les sites inscrits dont le maintien de la qualité appelle une certaine surveillance. Les travaux y sont soumis à l'examen de l'Architecte des Bâtiments de France qui dispose d'un avis simple sauf pour les permis de démolir où l'avis est conforme.

De la compétence du Ministère de l'Écologie, les dossiers de proposition de classement ou d'inscription sont élaborés par la DREAL sous l'égide du Préfet de Département. Limitée à l'origine à des sites ponctuels tels que cascades et rochers, arbres monumentaux, chapelles, sources et cavernes, l'application de la loi du 2 mai 1930 s'est étendue à de vastes espaces formant un ensemble cohérent sur le plan paysager tels que villages, forêts, vallées, gorges et massifs montagneux.

**Aucun site inscrit n'est présent sur la commune.**

## **C. LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET LA TRAME VERTE ET BLEUE**

### **a. Contexte réglementaire**

La trame verte et bleue, instaurée par le Grenelle de l'environnement, est un outil d'aménagement du territoire qui doit mettre en synergie les différentes politiques publiques, afin de maintenir ou de restaurer les capacités de libre évolution de la biodiversité au sein des territoires, notamment en maintenant ou en rétablissant des continuités écologiques.

La loi dite « Grenelle 1 » (loi n° 2009-967 du 3 août 2009) met en place la notion de trame verte et bleue (TVB), qui vise à préserver et remettre en bon état les continuités écologiques afin de :

- diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- mettre en œuvre les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et préserver les zones humides importantes pour ces objectifs et importantes pour la préservation de la biodiversité ;
- prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- améliorer la qualité et la diversité des paysages ».

La loi « Grenelle 2 » (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010), quant à elle, précise les éléments de la trame verte (réservoirs de biodiversités, corridors) et de la trame bleue (rivières et zones humides remarquables). Elle précise par ailleurs que la mise en œuvre des trames verte et bleue repose sur trois niveaux emboîtés :

- des orientations nationales pour le maintien et la restauration des continuités écologiques dans lesquelles l'État identifie les choix stratégiques en matière de continuités écologiques ;
- un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) en accord avec les orientations nationales, qui identifie les corridors à l'échelle de la région ;
- une intégration des objectifs identifiés précédemment à l'échelle locale via les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, carte communale...).

L'article L.371-1 du Code de l'environnement stipule que « la trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ». Le décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue pose la définition et la mise en œuvre de la trame verte et bleue.

La trame verte comprend :

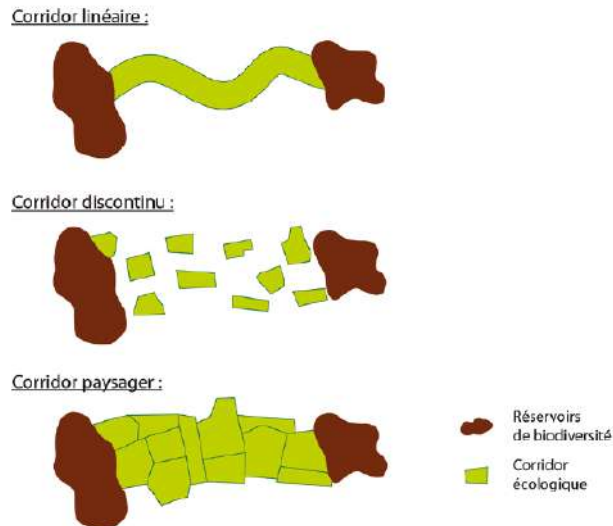
- tout ou partie des espaces protégés au titre du livre III et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;
- les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14 du Code de l'environnement (bande végétalisée en bordure de cours et plans d'eau).

## **b. Structure et éléments constitutifs de la trame verte et bleue**

Les **continuités écologiques** (ou réseaux écologiques), désignent un ensemble de milieux aquatiques ou terrestres supports de la biodiversité d'un territoire. Ces sites, selon leurs caractéristiques, sont hiérarchisés en réservoirs de biodiversité et corridors écologiques, les deux éléments constitutifs des continuités. L'objectif de leur maintien est de garantir les fonctions écologiques d'échange et de dispersion des individus d'espèces animales et végétales, afin de pérenniser les métapopulations peuplant un territoire donné et de favoriser sa biodiversité.

Les **réservoirs de biodiversité** désignent des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille et des caractéristiques adéquates. Ces réservoirs abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent au sein du territoire ; ils sont également susceptibles d'accueillir de nouvelles populations d'espèces et représentent alors des réservoirs potentiels.

Les **corridors écologiques** assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leurs déplacements/dispersions. La structure d'un corridor est variable : ce peut être un espace uniforme reliant plusieurs réservoirs, mais aussi un ensemble d'éléments disjoints et/ou présentant plusieurs types d'habitats.



### Composants des continuités écologiques et typologie de corridors

Source : SRCE Bretagne, 2015

La **Trame Verte et Bleue (TVB)** est à la fois une représentation analytique des continuités écologiques et leur traduction en politique territoriale. Elle se décline notamment à l'échelle de la Bretagne dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) adopté le 2 novembre 2015, à l'échelle du SCOT du Pays de Lorient (en cours de révision), et à l'échelle communale.

Afin de permettre une analyse précise des continuités écologiques et leur traduction pertinente en stratégie territoriale, la détermination de la trame verte et bleue d'Inzinzac-Lochrist suit les prescriptions du SRCE Bretagne en se basant sur la distinction et l'identification des sous-trames écologiques suivantes :

- cours d'eau,
- zones humides,
- landes, pelouses et tourbières,
- forêts,
- bocages.

La sous-trame littorale, sixième sous-trame proposée par le SRCE, n'est pas traitée sur la commune.

En complément de l'identification de chacune des sous-trames, le SRCE préconise l'étude de leur combinaison pour identifier des milieux naturels dits « en mosaïque d'habitats », constitués de plusieurs éléments de tailles restreintes imbriqués en un ensemble cohérent et d'ampleur.

L'intérêt de ces espaces, caractéristiques du territoire breton, repose sur les nombreux écotones qu'ils présentent : ces derniers favorisent les migrations d'espèces adaptées à plusieurs habitats et aux lisières. Par exemple, ils sont d'excellents vecteurs de déplacements des mammifères comme le chevreuil, le sanglier ou le grand rhinolophe. A contrario, ces milieux mosaïques seront moins efficaces pour les espèces spécialisées à un type de milieu précis. Ils confortent ainsi les réseaux de chaque sous-trame mais ne suppléent pas ces derniers.

L'intérêt de cette analyse transversale dépasse celui d'un simple empilement des sous-trames isolées : il a pour but d'identifier les synergies qui se mettent en place entre elles.

### c. La trame verte et bleue à l'échelle régionale

Le contexte régional dans lequel s'intègre les trames vertes et bleues des communes de l'agglomération, dont Inzinzac-Lochrist, est synthétisé par le SRCE Bretagne.

La majeure partie d'Inzinzac-Lochrist est située en limite Sud du grand ensemble de perméabilité « de l'Isole au Blavet ». Cette unité est considérée comme un corridor-territoire, une zone où la densité d'éléments naturels est telle qu'il est difficile de déterminer des corridors préférentiels à l'échelle régionale. Les réservoirs écologiques y sont nombreux et fortement connectés.

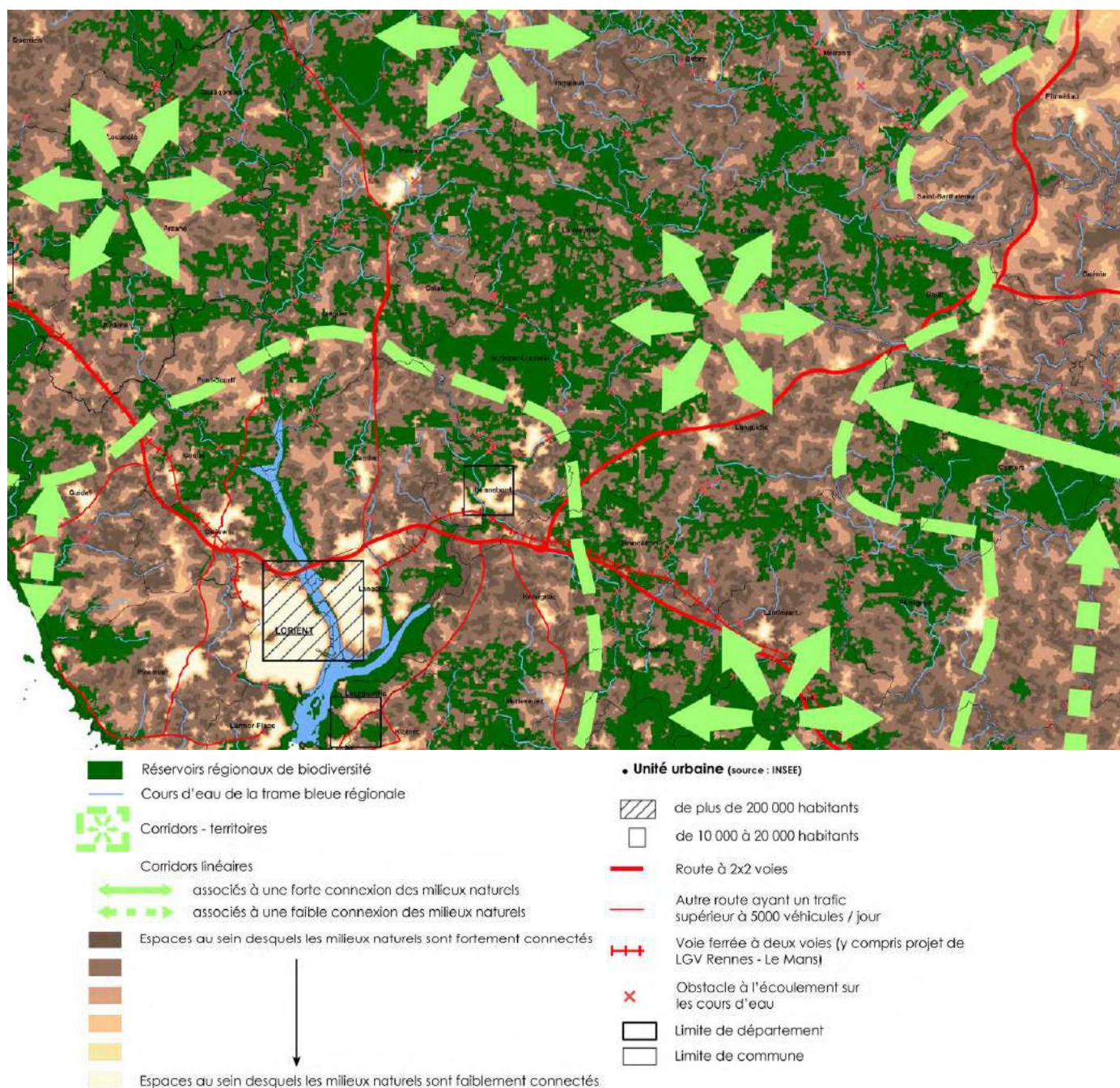
Le Sud de la commune, à savoir la partie basse comprise entre le plissement du bourg d'Inzinzac et le ruisseau du Temple, est comprise dans le grand ensemble « littoral morbihannais de Lorient à la presqu'île de Rhuy ». Cette unité est marquée par une connexion faible entre les milieux naturels, du fait des secteurs urbanisés nombreux et étendus qui les fragmentent.

Inzinzac-Lochrist est ainsi située à l'interface entre ces deux ensembles de perméabilité, et constitue un territoire de liaison entre les continuités denses du Nord et les éléments plus isolés au Sud, notamment ceux d'Hennebont. Ce « fer de lance » vers le Sud des espaces naturels se base sur le Blavet et sa ripisylve, assurant un lien des trames « vertes » et des trames « bleues ». Ce lien est primordial pour le maintien de la qualité des espaces des communes situées au Sud, tout particulièrement Hennebont.

Peu de ruptures majeures sont identifiées à échelle régionale, les principales ruptures (N165, N24 et D769) étant situées hors-commune. Plusieurs fragmentations de continuité aquatique sont toutefois à prendre en compte sur la commune, à la fois sur le Blavet et sur ses différents affluents : elles limitent la fonctionnalité du Blavet en tant que voie principale d'importance régionale pour les migrations d'espèces aquatiques et amphibiens.

Les espaces naturels de la commune présentent ainsi un lien fort avec les continuités de Calan, Cléguer, Lanvaudan et Languidic, du fait de la remarquable densité et connexion des espaces naturels sur ces communes. Ces continuités sont d'avantage facilitées selon un axe Est-Ouest, du fait de l'orientation des plissements géologiques de ce secteur. Le Blavet et les éléments naturels qui le longent permettent également une connexion Nord-Sud, notamment avec Quistinic en amont, et Hennebont en aval.





**Extrait de la Trame verte et bleue régionale -  
Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques régionaux**  
Source : SRCE Bretagne, 2015

Les objectifs du Plan d'Actions Stratégiques du SRCE Bretagne sur les deux grands ensembles de perméabilité concernant Inzinzac-Lochrist sont de préserver la fonctionnalité écologique des réservoirs et corridors régionaux de biodiversité, et de préserver ou restaurer la fonctionnalité écologique des cours d'eau. Au Sud, l'enjeu est orienté vers la restauration des continuités dégradées, tandis qu'au Nord il est plus orienté sur la préservation de l'existant.

Pour répondre à ces objectifs, plusieurs actions prioritaires sont préconisées dans le plan d'actions.

## d. La trame verte et bleue à l'échelle communale

Inzinzac-Lochrist s'inscrit dans un contexte naturel riche, stratégique pour les continuités écologiques régionales car située à l'interface entre deux grands ensembles de perméabilité. En lien étroit avec le réseau hydrographique du Blavet, la commune est marquée par un contexte géologique hétérogène, qui structure et oriente ses continuités écologiques terrestres et aquatiques. Les deux plissements Nord-Ouest/Sud-Est traversant la commune, ainsi que les cours du Blavet et du Kerollin, représentent des éléments primordiaux dans la compréhension des trames écologiques communales.

### Sous-trames « vertes »

#### **Sous-trame forestière**

##### Structure de la sous-trame

Inzinzac-Lochrist est une commune fortement boisée. Sa sous-trame forestière est dense, bien connectée et couvre de grandes surfaces sur l'intégralité de la commune. La répartition des boisements qui la compose est liée à la topographie et au tracé des réseaux hydrographiques, ces derniers se concentrant sur les espaces moins favorables à l'agriculture mécanisée, à savoir sur les dénivelés importants ou les zones humides/inondables.

La sous-trame se structure donc en plusieurs éléments interconnectés :

- l'ensemble le plus important d'Inzinzac-Lochrist est composé du bois de Trémelin et des ripisylves longeant le ruisseau de Kerollin et son affluent, le ruisseau du Pont du Couëdic. Cet ensemble occupe une part importante du plissement du bourg d'Inzinzac et se positionne au centre de la commune, sa partie Nord suivant le plissement où s'écoule le ruisseau de Kerollin.
- les abords du Blavet, bien qu'interrompus sur plusieurs segments bâtis (Lochrist) ou cultivés (Pont Neuf), composent un ensemble longiligne plus épais au niveau des zones à fort dénivelé. Elle comprend également au sud les bordures du ruisseau du Temple.
- le maillage de boisements fragmentés peut être considéré comme un ensemble diffus sur la commune du fait de sa densité et de son maillage important. Surtout présent à l'Est et au Sud-Ouest, il est lié aux ruisselets et aux petites buttes topologiques ponctuant ces espaces qui, bien qu'étant moins marquants et structurants que les deux plissements géologiques majeurs et les grands cours d'eau, favorisent tout de même le maintien des boisements.





identifiés reflètent cette combinaison de facteur. De même, les essences présentes seront déterminantes pour que le boisement assure un rôle de réservoir, les cortèges d'espèces variant selon la composition du bois.

Inzinzac-Lochrist est riche d'un élément unique, le bois de Trémelin. Même s'il ne comprend pas d'habitat remarquable, ce bois possède une ampleur considérable qui lui confère un statut de réservoir écologique dont l'impact est supra-communal. Il est aussi unique du fait de son âge : ce boisement était déjà présent sur les cartes d'Etat-Major Napoléoniennes datant du XIX<sup>ème</sup> siècle.

La plupart des autres boisements de la commune sont des boisements jeunes, dont la mise en place date d'il y a presque 70 ans. Leur intérêt écologique est également important.

### Corridors écologiques de la sous-trame

Les corridors boisés sont principalement constitués de boisements récents, situés sur d'anciennes terres agricoles ou délaissés industriels, militaires qui se sont enfrichées. Marqués par l'ancienne activité humaine, ces boisements sont moins qualitatifs et très récents : ils n'existaient pas en 1950, les parcelles qu'ils occupent étaient alors encore utilisées pour les activités humaines (a contrario des bois jeunes où l'enfrichement, et parfois une strate arborée éparse, était déjà en cours de mise en place). Les caractéristiques de ces espaces limitent l'établissement de populations pérennes d'espèces liées aux forêts anciennes. Bien que favorables aux flux de ces espèces, ils présentent des caractéristiques de lisière trop marquées pour assurer un rôle de réservoir de biodiversité. Lorsqu'ils sont issus de plantations à vocation de sylviculture, la régularité de leur plantation et l'uniformité des essences (bois monospécifique) nuisent à leur potentiel écologique.

Inzinzac-Lochrist présente quelques parcelles de bois récentes, toutefois très minoritaires par rapport aux autres âges de boisements. Ce déséquilibre s'explique par le fait que la commune était déjà fortement boisée dans les années 1950, du fait du maintien de boisements importants aux périodes précédentes. Il est également possible que cette forte présence de boisements dès les années 1950 soit liée à un abandon précoce de parcelles agricoles sur la commune, comme le suggère la différence de surface de boisement entre les cadastres napoléoniens et les photographies aériennes des années 1950.

## **Sous-trame des milieux ouverts**

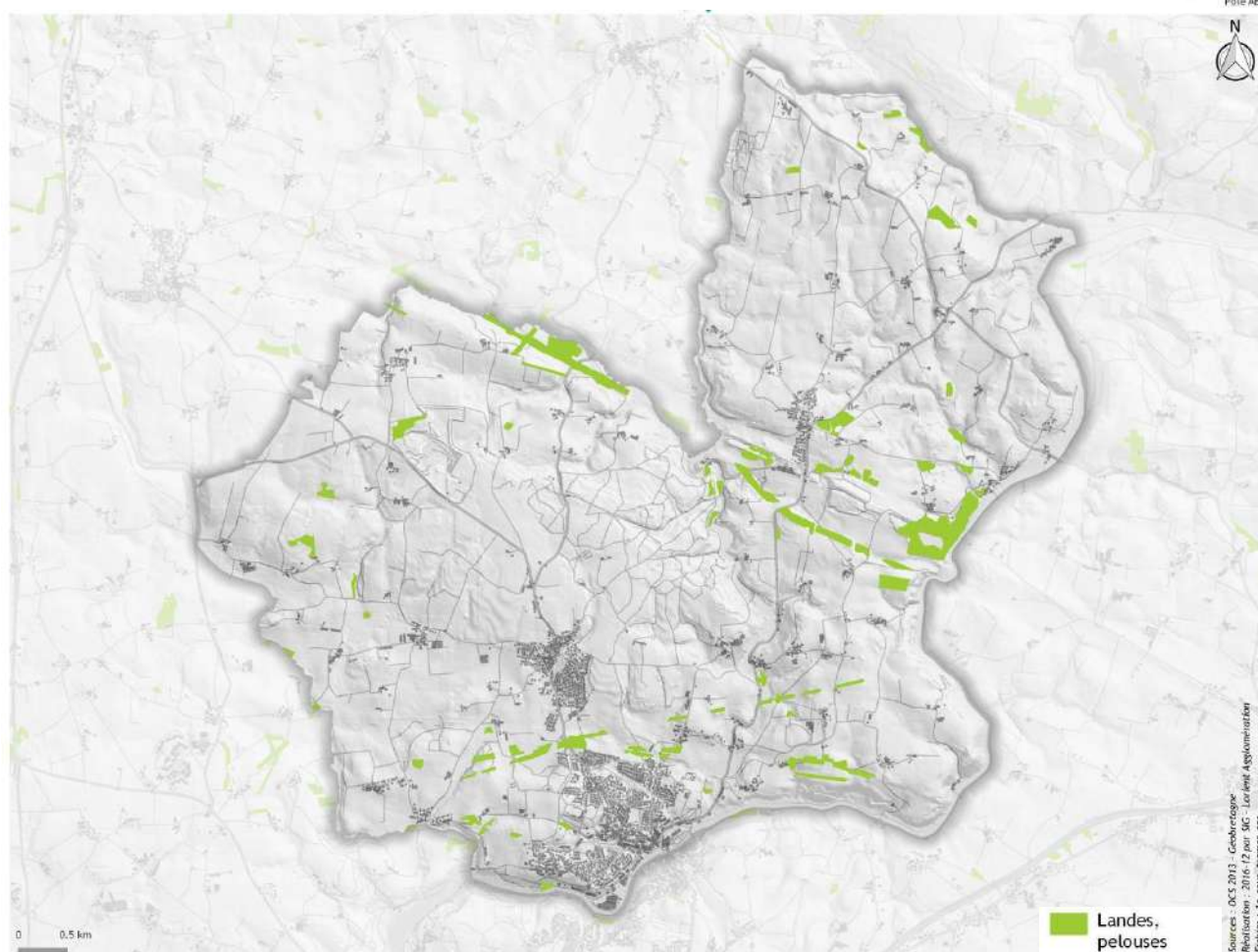
### Structure de la sous-trame

La sous-trame des milieux ouverts d'Inzinzac-Lochrist est faiblement représentée, et disséminée sur le territoire communal. L'état actuel de cette sous-trame ne permet pas de déterminer de continuité ou d'ensemble spécifique à l'échelle communale. Ce constat est global sur l'agglomération, où seul Groix et les zones littorales possèdent une sous-trame « Landes, pelouses, tourbières » plus conséquente et connectée.

Sur Inzinzac-Lochrist, les anciens espaces agro-naturels comprenaient principalement dans les années 1950 des surfaces importantes de vergers, présents sur tout le territoire communal. Ils ont été abandonnés et se sont enfrichés, ou ont été arrachés pour ménager des parcelles cultivables.

Plusieurs linéaires ouverts forment toutefois des entités qui traversent les boisements communaux sur l'axe du plissement géologique marquant le Nord du bois de Trémelin, et plus au Sud entre les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist selon un axe Sud-Ouest/Nord-Est. Leur origine est anthropique : ces coulées ouvertes sont les zones de sécurité autour des lignes à haute tension qui traversent la commune. Leur entretien maintient ces anciens espaces forestiers à un stade ouvert ou d'enfrichement restreint, et assure leur réouverture régulière. Selon la méthode d'entretien (élagage à la scie à lamier, engins lourds circulant sur la parcelle), le milieu peut être variablement perturbé et dégradé par l'intervention. En bordure du Blavet, un autre espace ouvert est lié à une activité anthropique : les landes implantées sur les abords de la carrière de Bonne Nouvelle (aussi appelée carrière du Rudet).





**Sous-trame des milieux ouverts d'Inzinzac-Lochrist**  
*Source : Lorient Agglomération, 2017*

### Continuités écologiques de la sous-trame

Les milieux naturels ouverts, même s'ils sont de surfaces restreintes, peuvent être considérés comme réservoirs pour l'entomofaune (lépidoptères, orthoptères...), l'avifaune, les micromammifères et les végétaux qui constituent une grande partie de la richesse écologique présente sur ces sites. A ce titre, chaque espace identifié est considéré comme réservoir potentiel de biodiversité. Pour exemple, la commune accueille au sein de ces espaces l'Engoulevent d'Europe, oiseau inféodé aux landes bretonnes, et ayant façonné l'imaginaire lié à ces milieux du fait de son chant caractéristique.

Inzinzac-Lochrist possède la particularité des coulées liées aux lignes électriques, qui augmente par action anthropique les surfaces semi-naturelles ouvertes. Bien que la qualité de ces espaces puisse être limitée du fait des moyens d'entretien, ils permettent tout de même le maintien de corridors ouverts au sein des espaces boisés.

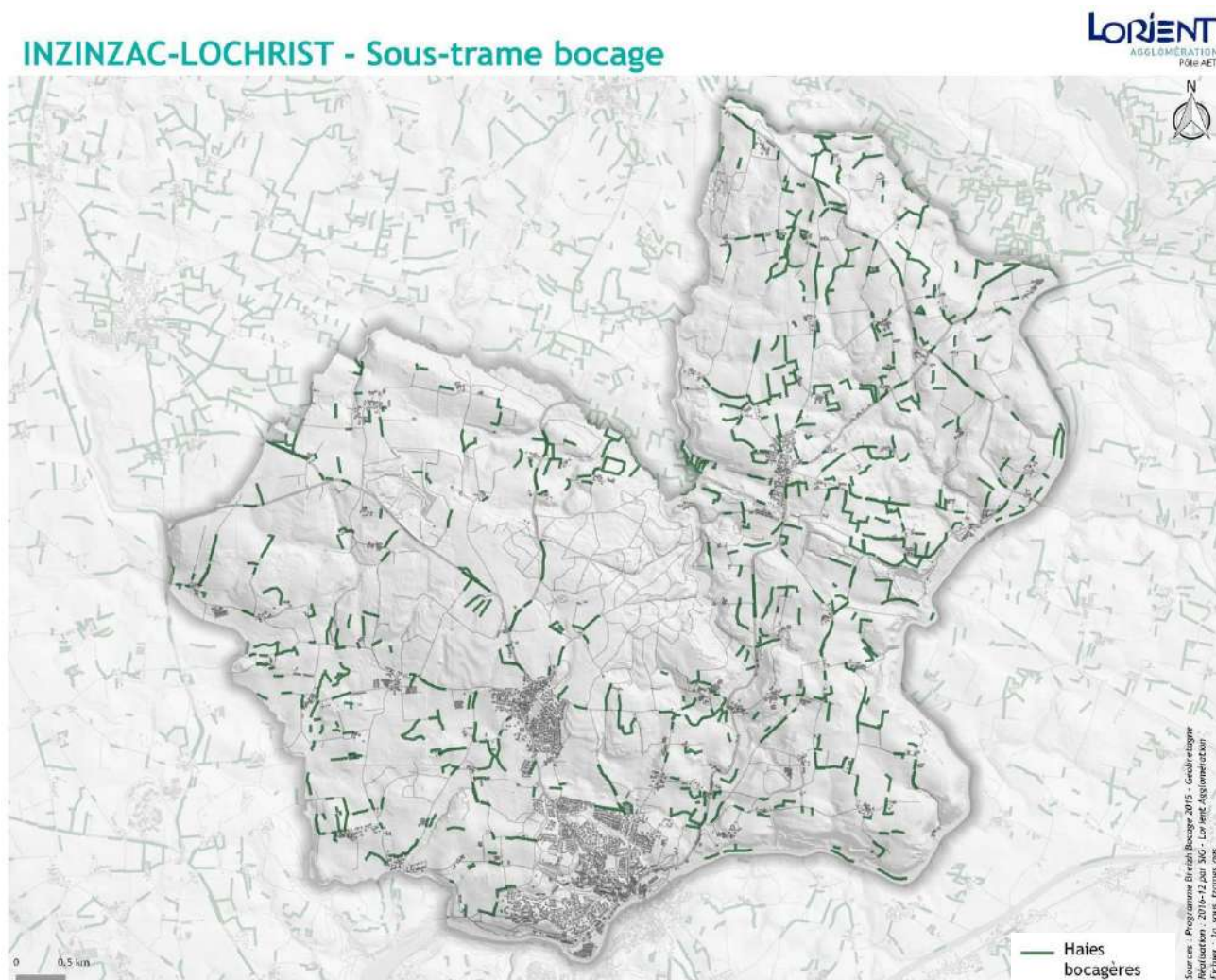
### **Sous-trame bocagère**

#### Structure de la sous-trame

La trame bocagère de la commune a été partiellement marquée par le phénomène de remembrement des terres qui a accompagné l'industrialisation de l'agriculture. Elle a parallèlement été impactée par

l'enfrichement des parcelles agricoles abandonnées, dont le bocage a été inclus dans les nouveaux espaces forestiers, même si cette évolution a moins touché Inzinzac-Lochrist que les communes avoisinantes comme Lanvaudan. Le bocage d'Inzinzac-Lochrist est donc moins dense qu'il ne l'a été en 1950, notamment dans le Sud de la commune, mais conserve un réseau fonctionnel, complémentaire des espaces boisés.

Le bocage à l'Ouest du ruisseau du Kerollin est moins dense, plus fragmenté, les terres étant occupées par les bois ou par des parcelles remembrées. A l'Est du ruisseau, l'impact du remembrement a été moins important et les boisements, malgré l'augmentation de leur surface, ménagent toujours des parcelles exploitées dont le bocage est donc légèrement plus dense et connecté.



**Sous-trame bocagère d'Inzinzac-Lochrist**  
*Source : Lorient Agglomération, 2017*

### Continuités écologiques de la sous-trame

Compte tenu de la particularité de la sous-trame bocagère (constituée d'éléments linéaires dont l'importance première en termes de trames écologiques est leur potentiel de corridor), la distinction entre réservoirs et corridors n'est pas pertinente à l'échelle communale : les composants bocagers seront indistinctement définis comme composants des continuités écologiques bocagères.

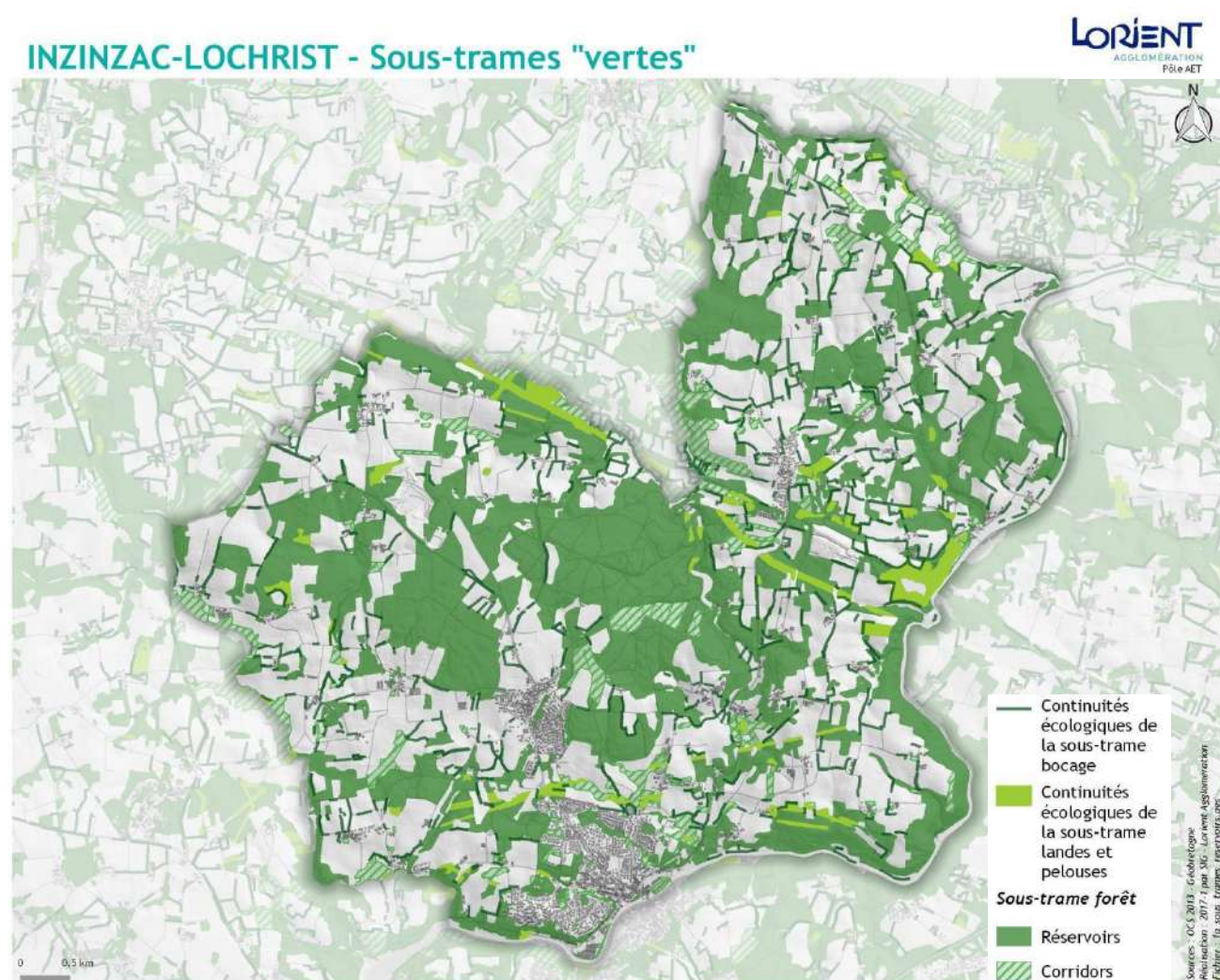


## Mosaïque des sous-trames « vertes »

La sous-trame « verte » regroupe les éléments naturels forestiers, bocagers et ouverts.

L'analyse combinée des trois sous-trames permet d'identifier des liaisons « en mosaïque d'habitats », en se basant sur leur complémentarité et non pas leur simple juxtaposition. Les continuités écologiques sont alors axées sur les milieux de transition entre les différents habitats, et focalisées sur les espèces adaptées à plusieurs types de milieux : chaque sous-trame constitue un corridor potentiel pour les deux autres, et leur combinaison favorise les déplacements nécessaires aux cycles de vie des cortèges d'espèces associés. Par exemple, la migration des amphibiens entre les prairies humides et les boisements est facilitée par le bocage.

Sur la commune, plus particulièrement, cette mosaïque de milieux a permis la présence du faucon hobereau, qui affectionne les espaces hétérogènes présentant à la fois des espaces ouverts et de petits boqueteaux. La Bondrée apivore, un autre rapace présent sur Inzinzac-Lochrist, nécessite l'alternance des zones ouvertes où il recherche les hyménoptères dont il se nourrit et les vieilles futaies de feuillus clairsemées où il niche.



**Sous-trame composite « verte » (bois/bocage/milieux ouverts) d'Inzinzac-Lochrist**

Source : Lorient Agglomération, 2017

Inzinzac-Lochrist présente une remarquable complémentarité de sa sous-trame forestière et de sa sous-trame bocagère. Tandis que la première couvre plus de 40% du territoire communal et comprend plusieurs forêts d'importance, la seconde densifie les liaisons entre les boisements du fait de son déploiement sur les parcelles ouvertes. Leur synergie est remarquable au Nord-Est de la commune, où le maillage bocager et

les boisements de faible taille composent une multitude de corridors entre les parcelles boisées les plus étendues.

La commune est moins marquée que les communes avoisinantes par la perte d'espaces naturels ou agro-naturels ouverts par enrichissement depuis les années 1950. Elle a cependant subi de lourdes mutations de ses espaces agro-naturels, notamment une disparition quasi-complète de ses vergers. Ces espaces ouverts semi-naturels ont disparu au profit de parcelles cultivées ou d'espaces boisés. Leur disparition a fortement diminué la sous-trame des milieux ouverts, dont les derniers fragments sur la commune sont liés au tracé des lignes à haute tension, et aux abords de la carrière de Bonne Nouvelle.

L'enjeu concernant les sous-trames « vertes » communales est de maintenir les principaux réservoirs boisés (Bois de Trémelin, bordures du Blavet, bois au Nord et à l'Ouest), mais aussi de garantir une continuité générale entre le Nord et le Sud, avec une attention particulière aux corridors qui contournent les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist. En effet, cette zone étant la moins perméable du territoire, il est primordial de restaurer et préserver l'existant pour assurer la liaison entre les boisements d'Hennebont et du ruisseau du Temple au Sud, et la trame boisée au Nord, dont le premier élément est le bois de Trémelin. La liaison entre le bois de Trémelin et les bordures du Blavet sont également à maintenir, notamment le long du ruisseau de Kerollin.

## **Sous-trames « bleues »**

### **Sous-trame aquatique**

#### **Structure de la sous-trame**

La sous-trame aquatique d'Inzinzac-Lochrist est composée du Blavet et de plusieurs de ces affluents, notamment le ruisseau du moulin de Kerollin qui traverse le centre de la commune du Nord au Sud. Ces cours d'eau, partiellement orientés par les reliefs, marquent une grande partie des limites communales.

Pour rappel, sur la commune plusieurs cours d'eau sont identifiés pour leur intérêt écologique dans le SRCE.

COURS D'EAU	STATUT				
	Liste 1 L214-17 du Code de l'environnement	Liste 2 L214-17 du Code de l'environnement	Axe « Grands migrateurs » SDAGE Loire- Bretagne	Réservoir biologique SDAGE Loire- Bretagne	Inventaire « Frayère » ONEMA (avant- projet, 2014)
Blavet	X	X	X	(en amont de la confluence avec l'Evel)	X
Ruisseau du moulin de Kerollin	X	X	X		
Ruisseau du Temple (Kergonano)	X	X	X		

Le Blavet est l'élément principal de la sous-trame aquatique d'Inzinzac-Lochrist en termes d'impact et de structure, et joue ici un rôle prépondérant de lien à échelle supra-communale : il assure un lien entre Hennebont, la rade au Sud, avec Quistinic, l'Evel et le réseau de tête de bassin du Blavet au Nord. Il



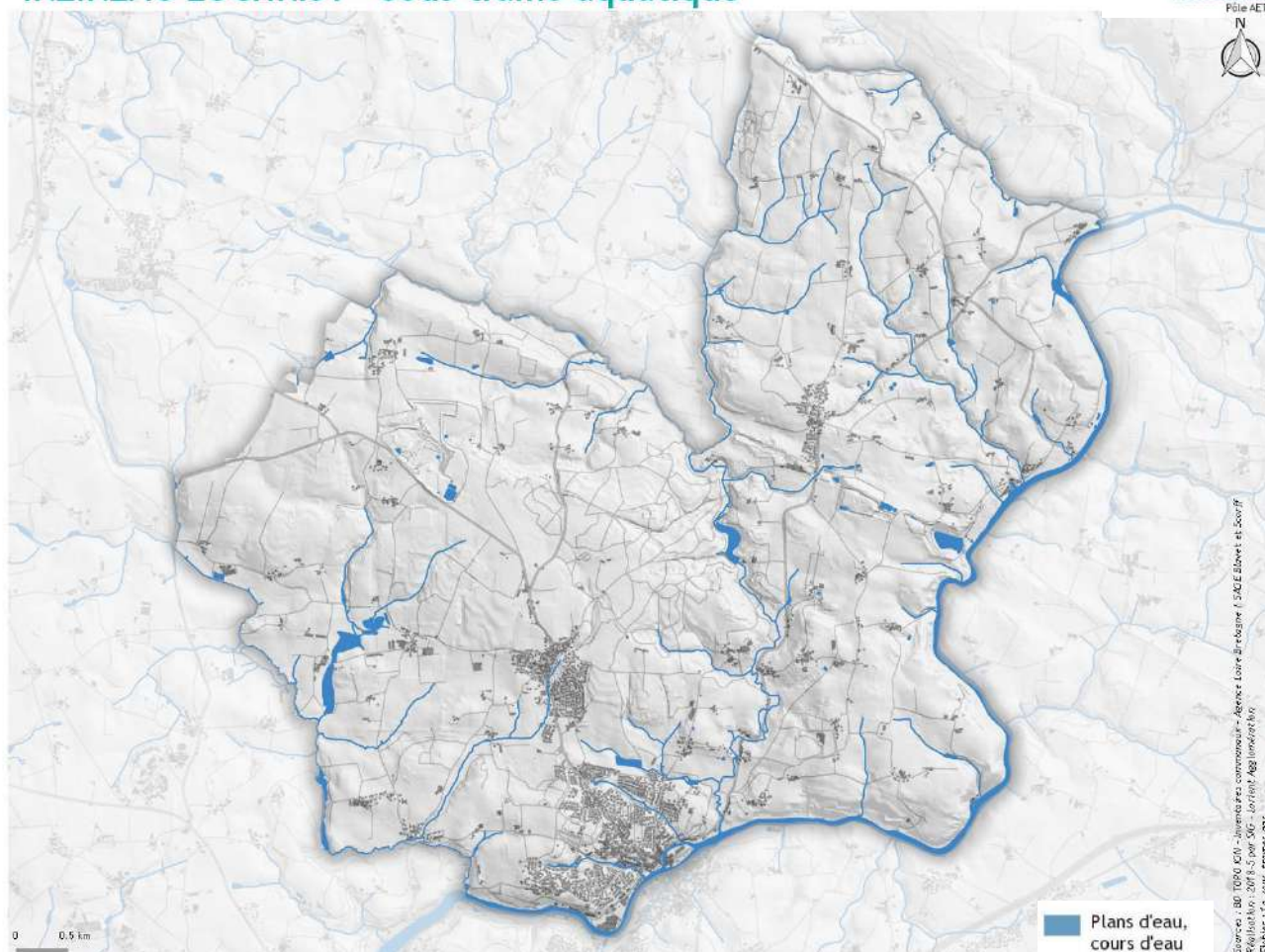
permet également, à échelle communale, le lien entre les différentes entités secondaires de la sous-trame aquatique :

- Le réseau du ruisseau du Temple (Kergonano), au Sud, constitue un lien hydrique avec Cléguer et Calan.
- Le réseau du Kerollin, très marquant sur la commune, où il cisaille le plissement géologique Sud au niveau de l'étang de Ty Mat, relie Lanvaudan et Calan dans un contexte géologique marqué et circule au sein d'espaces naturels importants, notamment le Bois de Trémelin et les zones basses du pli géologique délimitant les limites Sud de Lanvaudan.
- Le ruisseau du moulin de Kerlutune, au Nord-Est, assure des liaisons à échelle communale et densifie les espaces naturels du Nord-Est de la commune.
- Le ruisseau du Pont de l'Angle, en limite Nord-Est, assure un rôle similaire et innerve le territoire et celui de Lanvaudan jusqu'à son bourg.

Ces entités primaires et secondaires possèdent un fort potentiel écologique. La présence de la Loutre d'Europe a notamment été constatée sur les bordures du Blavet et du Kerollin en 2016 (présence d'empreintes et de restes de repas). Le campagnol amphibie est également présent sur le cours du Blavet, le maintien de prairies et banquettes herbeuses humides lui procurant des lieux de gîte et de nourrissage.

Concernant les masses d'eau statiques, très peu d'étangs et de mares naturelles sont identifiés sur la commune. La plupart des masses d'eau statiques sont liées à des ouvrages sur les cours d'eau, la plus importante étant celle située sur le cours du Kerollin, à Ty Mat. Souvent localisées sur des propriétés privées, leur qualité est très variable. Elles sont sensibles à la présence d'espèces invasives (introduction de poissons carnassiers supprimant les populations d'amphibiens, végétation exotique invasive) et à l'eutrophisation.

## INZINZAC-LOCHRIST - Sous-trame aquatique



### Sous-trame aquatique d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2018

#### Continuités écologiques de la sous-trame

Les cours d'eau composant la sous-trame aquatique d'Inzinzac-Lochrist sont variés, leur ampleur allant de celle du fleuve (Blavet) à celle des ruisselets temporaires de tête de micro-bassin versant (affluents mineurs du Kerollin, du ruisseau du Temple...). Les cours d'eau formant sa structure principale, à savoir le Blavet et les ruisseaux du Temple, de Kerollin, de Kerlutune et du Pont de l'Angle, constituent chacun un réservoir et un corridor aquatique de la commune.

Le Blavet, élément structurant primaire de la sous-trame, est le principal réservoir-corridor de la commune. Son cours présente des habitats de grand cours d'eau, en liaison avec les milieux humides variés qui jalonnent ses berges. Son potentiel de continuité écologique est partiellement altéré par les multiples ouvrages qui jalonnent son cours d'Hennebont à Pontivy, dont huit sont présents sur la commune. Les passes aménagées sur ces derniers ne sont notamment pas adaptées pour les jeunes anguilles, ce qui limite drastiquement les remontées de cette espèce en danger critique d'extinction (Source : *Statut UICN « CR »*, 2017). Ils ne sont pas non plus adaptés aux déplacements des petits poissons de rivières (petits holobiotiques), ce qui compartimente le Blavet pour ces espèces et fragilise leur population, ces dernières ne circulant pas librement sur le fleuve et par voie de conséquence entre les différents affluents de ce dernier.

Les autres cours d'eau assurent un rôle similaire à échelle plus locale, et assurent une complémentarité des milieux au sein de la sous-trame aquatique : en parallèle du compartiment du Blavet correspondant à un grand fleuve, ces ruisseaux présentent des milieux de rivières, petits cours d'eau, têtes de bassin, ruisseaux intermittents. Leurs atouts écologiques sont complémentaires : ils accueillent d'autres cortèges d'espèces et d'habitats et constituent ainsi les réservoirs potentiels d'une faune moins favorisée par les grands fleuves, notamment les amphibiens. Les têtes de bassins sont également importants par rapport aux peuplements de poissons (migrateurs ou non), le réseau hydrique qui les compose représentant un réseau de frayères potentielles pour les juvéniles de nombreuses espèces.

## **Sous-trame des zones humides**

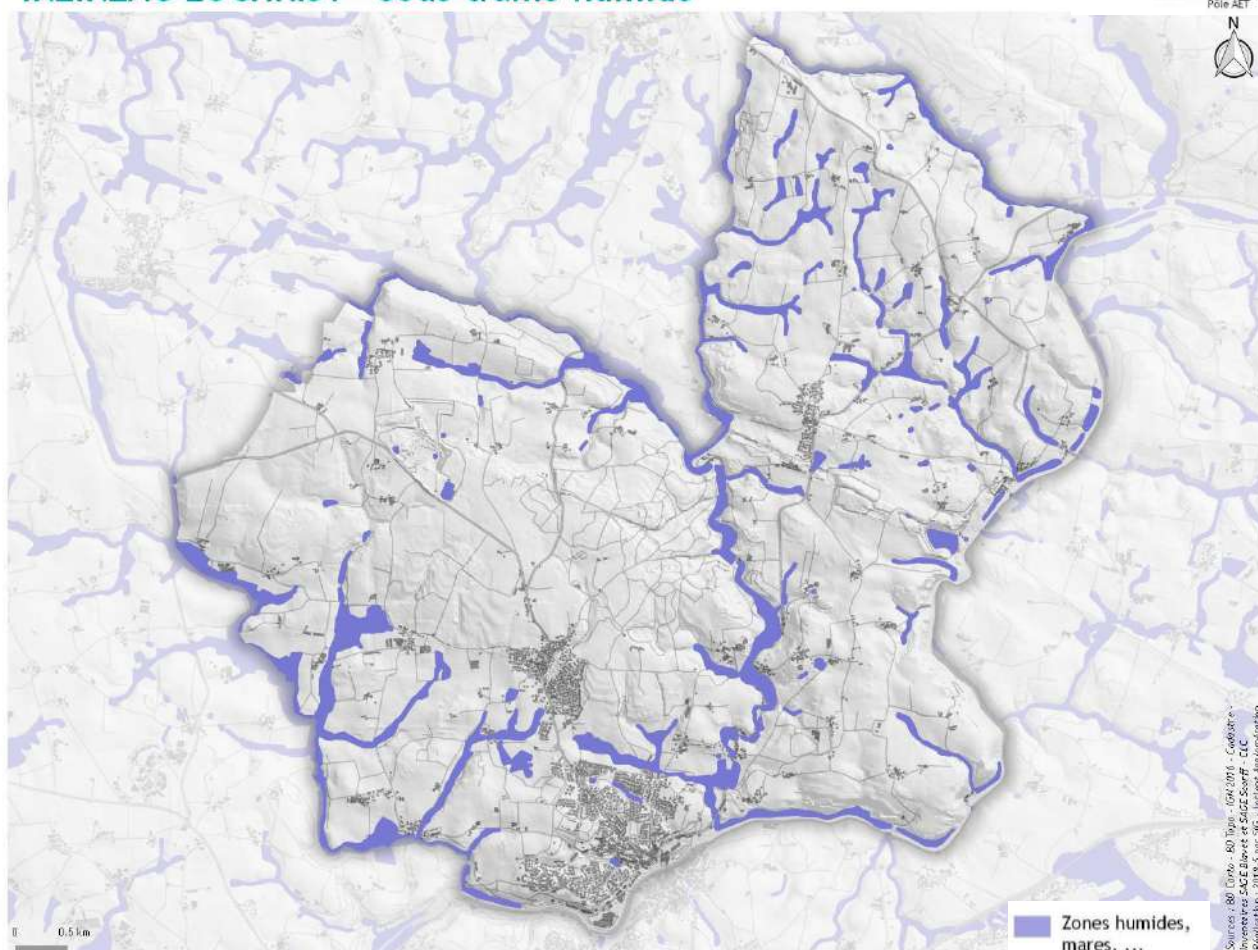
### **Structure de la sous-trame**

La structure de la sous-trame humide d'Inzinzac-Lochrist est liée à celle du réseau hydrique, dont elle épouse le tracé. Ses composants sont des surfaces longilignes, dont la largeur dépend de l'encaissement des vallées ou déclivités les accueillant.

La sous-trame s'étend principalement au centre, au Sud-Ouest et au Nord-Est de la commune, respectivement en lien avec le réseau hydrique du Kerollin, du ruisseau du Temple et du ruisseau du moulin de Kerlutune. Lorsque le Blavet n'est pas encaissé au sein de cluses escarpées, les zones basses qui le bordent sont également marquées par un caractère humide important et forment des linéaires de sous-trame humide (Pont-Neuf, zones basses entre le château de Locqueltas et l'écluse de Quelennec).

Contrairement à la sous-trame aquatique où le Blavet assure la liaison principale entre toutes les autres entités, la sous-trame humide est centrée sur l'entité bordant le ruisseau du Kerollin, car cette dernière est bien plus continue et ramifiée que les quelques banquettes humides bordant par intermittence le fleuve. Les liaisons avec les entités Sud-Ouest et Nord-Est peuvent ainsi transiter par les bordures du Blavet ou directement par les terres, en circulant d'une tête de bassin à l'autre. Dans les deux cas les liaisons sont fragiles car elles nécessitent le passage par des milieux non-humides (lignes de partage des eaux entre sous-bassins versant, ou secteur de berge restreint dans les zones urbaines ou escarpées).

## INZINZAC-LOCHRIST - Sous-trame humide



**Sous-trame humide d'Inzinzac-Lochrist**  
*Source : Lorient Agglomération, 2018*

### Continuités écologiques de la sous-trame

Du fait de la richesse et de la rareté des milieux composant la sous-trame des zones humides, ainsi que des caractéristiques des espèces qui la peuplent, la distinction entre réservoirs et corridors humides n'est pas établie : chaque élément est considéré comme réservoir écologique potentiel.

La sous-trame humide d'Inzinzac-Lochrist alterne principalement entre boisements et prairies humides sur le territoire communal. Ces différents milieux s'organisent le long des cours d'eau en mosaïque d'habitats. Les milieux humides ouverts (mégaphorbiaies, prairies humides) accueillent une biodiversité remarquable couplant leur caractère de zone humide et d'espace naturel ouvert. L'enjeu sur ces sites est de maintenir leur ouverture et de prévenir le développement d'une strate arborée qui les ferait évoluer vers un boisement humide, type plus largement répandu à plus large échelle du fait de la dynamique d'enfrichement des espaces naturels ouverts.

Les bords du Blavet étant encaissés et ne ménageant que peu d'espaces libres, la majeure partie des zones humides d'Inzinzac-Lochrist sont liées à des cours d'eau de faible ampleur. Ces zones humides sont des lieux privilégiés pour les populations d'amphibiens du territoire, ces secteurs couplant des zones humides, des couverts forestiers et des petits cours d'eau permettant à ces espèces de mener leur cycle biologique (reproduction et hibernation) dans des conditions favorables. Plus généralement, elles sont favorables aux espèces sensibles à la prédation des poissons de grands cours d'eau, qui seront relativement moins présents

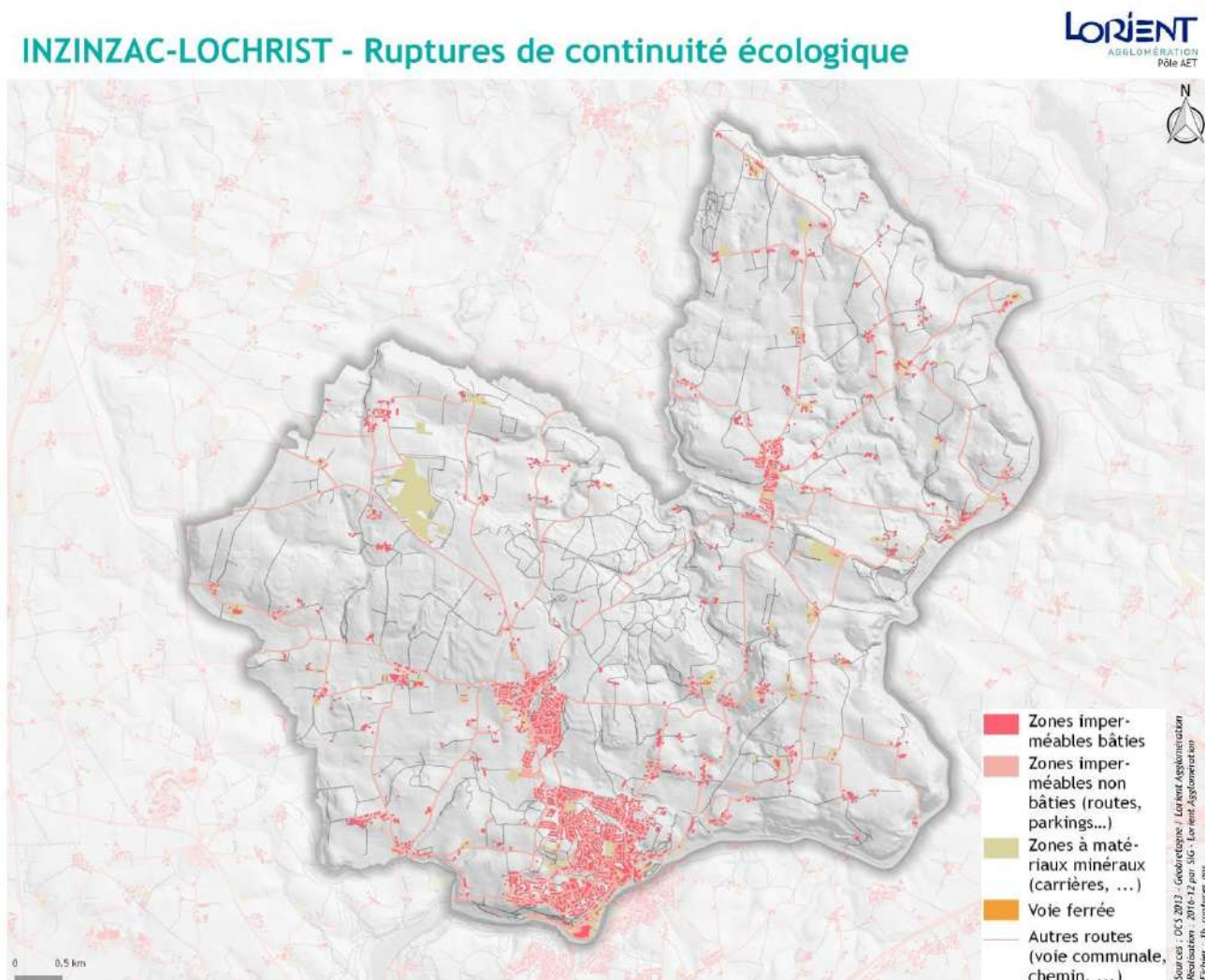




diminuer la qualité d'une continuité ou, lorsque leur impact est trop important, constituer une coupure nette, infranchissable.

La rupture peut résulter de plusieurs facteurs : milieu moins propice aux déplacements, plus fragmenté, dépense énergétique plus importante nécessaire pour le franchissement, augmentation de la mortalité lors du franchissement, caractéristique de l'obstacle pénalisant le passage de certaines espèces, augmentation de la prédation, gêne de la « Faune » par pression d'usage...

Bien que certaines ruptures soient naturelles, comme les cours d'eau larges et les dénivelés importants, les ruptures sont majoritairement liées aux aménagements anthropiques. Les zones urbaines, fortement artificialisées, minéralisées et imperméabilisées constituent des emprises peu perméables. De même, les voies routières et voies ferrées, ainsi que certains aménagements les accompagnant (fossés, talus, clôtures...), constituent des ruptures linéaires à impact variable.



### Ruptures de continuité écologique d'Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2017

## Ruptures terrestres

Inzinzac-Lochrist présente quelques secteurs de ruptures terrestres :

- Les espaces bâtis des bourgs de Lochrist et d'Inzinzac limitent les continuités terrestres entre les boisements Sud longeant le ruisseau du Temple et ceux situés sur les bords de la vallée du Blavet. A

plus large échelle, ces deux zones peu perméables limitent le lien entre les espaces naturels d'Hennebont et ceux situés au Nord, bien plus denses et connectés.

- Un front de rupture important sur la commune est matérialisé par la D23, qui limite les flux entre le bois de Trémelin et les bois de la vallée du Blavet. Son impact est réhaussé par l'espace bâti de Penquesten et le centre d'enfouissement technique, mais également par la topologie naturelle que provoque l'encaissement de la vallée du ruisseau de Kerollin.

Excepté ces sources de ruptures, la commune possède une perméabilité importante au Nord, peu impactée par le réseau de routes secondaires et l'habitat isolé. Il est à noter que les vastes parcelles agricoles sont relativement peu perméables à la majorité de la biodiversité, du fait de la suppression épisodique du couvert végétal et de l'impact des modes culturels sur les espèces. Ce constat est bien entendu grandement variable selon les parcelles et les cultures : une prairie permanente sera un atout pour la biodiversité, tandis qu'une monoculture intensive constituera un élément de rupture fort pour les espèces.

Dans un souci de maintien des continuités existantes, cependant, il est important de préserver les axes de continuité en cas de développement de bâti en périphérie des bourgs, notamment entre les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist. De même, la suppression de haies pour agrandir les parcelles agricoles cultivées est également à éviter, pour maintenir les éléments bocagers subsistant sur le territoire communal. La présence de ce reliquat bocager, bien plus ténue que celui existant avant le remembrement, est le seul élément permettant le maintien de flux dans la matrice agricole présente sur le territoire.

## Ruptures aquatiques

Les ruptures aquatiques sont dues aux ouvrages situés sur les cours d'eau : ces derniers peuvent altérer les remontées de poissons migrateurs (seuils sur cours d'eau, barrage, écluse) ou les continuités de berges (pont sans aménagement, cours d'eau busé).

Sur Inzinzac-Lochrist, les trames « bleues » sont impactées par plusieurs types d'ouvrages :

- Les barrages et écluses sont des éléments forts de rupture des continuités aquatiques. Ils peuvent augmenter la dépense énergétique de déplacement (courant accéléré, temps supplémentaire nécessaire pour trouver et franchir la passe), voire devenir des ruptures nettes de la continuité si l'ouvrage ne comprend pas d'aménagement adéquat. Huit écluses sont présentes sur la commune, chacune étant équipée d'une passe à poissons (passe à ralentisseurs et/ou passe à bassins suivant l'écluse). Rétablissant la continuité pour les poissons migrateurs puissants (calibrées pour les salmonidés), elles ne sont cependant pas du tout adaptées pour les anguilles (espèce en danger critique d'extinction) et les petits holobiotiques (poissons de rivière). Un aménagement adapté supplémentaire pourrait permettre d'améliorer la remontée des anguilles (tapis-brosse à anguille pour ces ouvrages situés sur la partie « aval » du Blavet, plus proche de la rade que de la source).

Le Kersalo est aussi sujet à une rupture au niveau de l'étang de Ty Mat. Bien qu'intéressant pour son rôle paysager et social (lieu de promenade), cette retenue est une rupture de continuité sur un cours d'eau important dans la sous-trame aquatique, d'autant que les milieux associés à la retenue ne présentent que peu d'intérêt en comparaison des milieux associés à un cours d'eau non fragmenté. Ces milieux sont d'ailleurs sujet au comblement, du fait de la présence de l'ouvrage.

- Les ponts sont sources de rupture des berges s'ils ne sont pas équipés de passage à faune (« passage à loutre »). Ils favorisent le passage de la « Faune » sur les routes plutôt que sous le pont, provoquant un risque accru de collision.
- le busage des cours d'eau mineurs et intermittents altère fortement leur potentiel écologique, les limitant au rôle restreint d'écoulement hydrique (absence de berges, d'interface avec les habitats environnants, débits accélérés limitant la remontée pour les poissons...).

## **Bilan des continuités écologiques du territoire communal**

Inzinzac-Lochrist est une commune à fort potentiel en termes de continuité écologique et de biodiversité : elle comprend deux réservoirs dont l'importance est supra-communale (le Blavet et le Bois de Trémelin), délimite le Sud d'un corridor-territoire, et héberge des sites stratégiques pour certaines espèces (gîte à chiroptères).

Ses continuités écologiques sont denses et bien connectées. Leur efficacité tient au fait que sur la commune, plusieurs réservoirs de biodiversité d'importance ont été conservés, et que ces réservoirs sont reliés à une multitude de sites satellites par des corridors variés et nombreux. Pour les trames « vertes », l'élément central est le bois de Trémelin, ce dernier étant connecté aux autres boisements par une mosaïque de milieux ouverts et de bocage. Pour les trames « bleues », ce sont le Blavet, le Kersalo, et leurs abords humides qui fondent un élément central connectés aux cours d'eau mineurs et aux zones humides les bordant.

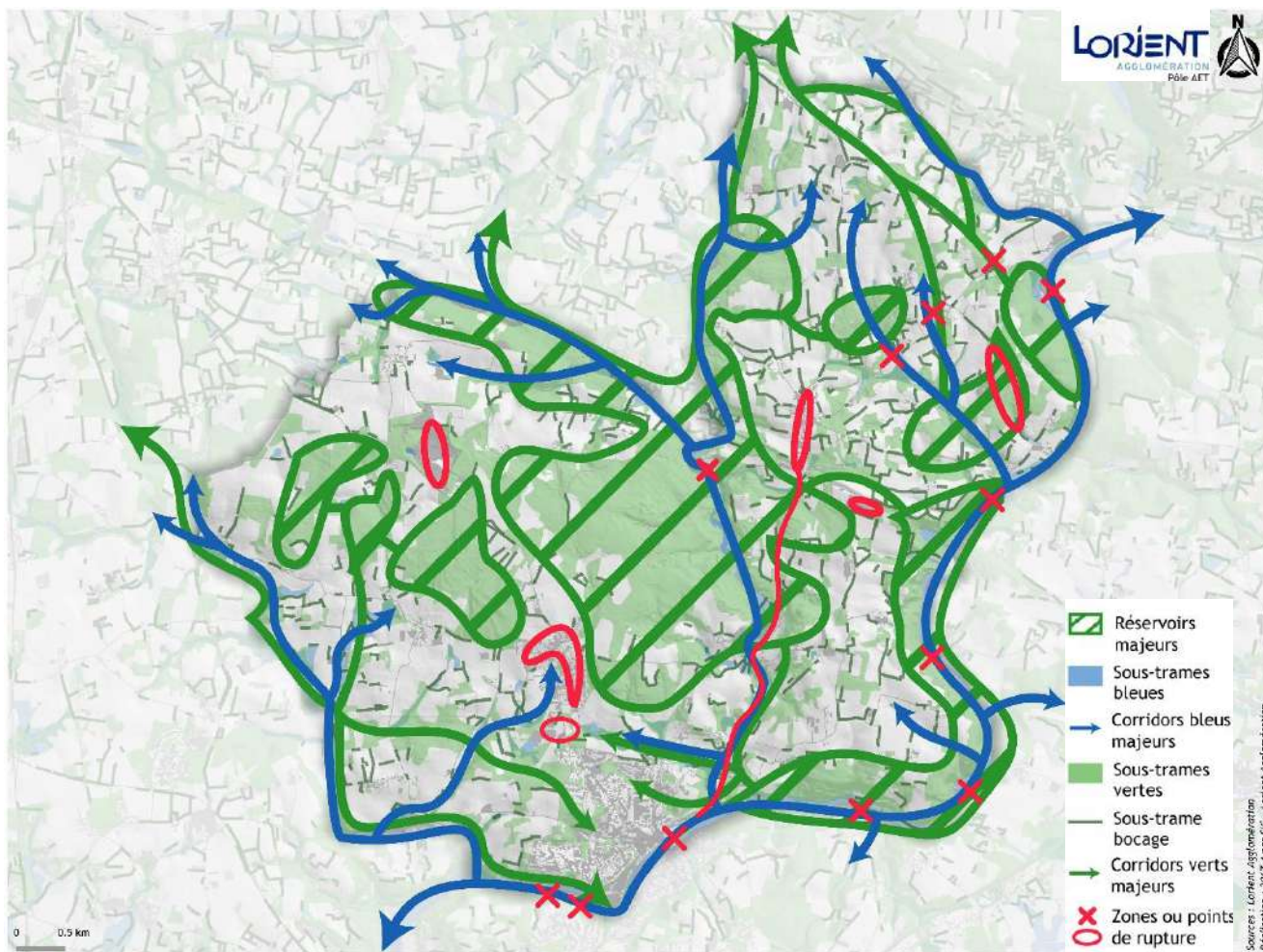
Les grands ensembles de perméabilité identifiés à l'échelle régionale se déclinent à l'échelle communale :

- la partie Sud-Ouest possède une trame moins dense et plus fragilisée par les ruptures (notamment la conurbation entre les bourgs d'Inzinzac et de Lochrist). Le ruisseau du Temple reste le principal lien écologique fonctionnel, la liaison avec les secteurs situés au Nord passe par le bois de Trémelin et peine à être maintenu entre les deux bourgs.
- La partie située au Nord-Est de ces deux bourgs est a contrario très perméable, innervée par la mosaïque des différentes sous-trames. La D23 altère la perméabilité entre les bois de Trémelin et la vallée du Blavet, mais la densité d'éléments naturels (bois, bocage, ruisseaux et zones humides) permet tout de même le maintien de nombreux espaces propices aux flux écologiques.

Les enjeux de continuités écologiques sont nombreux sur la commune, du fait de sa richesse et de sa position stratégique à échelle supra-communale. Il est ainsi primordial de renforcer et densifier les continuités écologiques du Sud-Ouest, entre le ruisseau du Temple et le reste de la commune. Pour cela, les jonctions fragilisées doivent être confortées, notamment à proximité des zones urbanisées. Le maintien d'un équilibre entre les sous-trames est également important, et plus précisément le maintien d'espaces naturels ouverts, qui sont en régression à l'échelle de la Bretagne du fait de leur enrichissement.

Inzinzac-Lochrist étant située sur le cours du Blavet, et le tronçon communal comptant huit écluses, le plus grand enjeu de continuité de la commune est celui des continuités aquatiques, et plus spécifiquement celles de la migration de l'Anguille européenne (*Anguilla anguilla*). Cet enjeu est partagée avec toutes les communes traversées ou bordées par le Blavet sur sa section aval, et nécessite un questionnement des aménagements existants.





**Trame verte et bleue d'Inzinzac-Lochrist**  
Source : Lorient Agglomération, 2017

## 4. RISQUES ET NUISANCES

### A. LES RISQUES NATURELS

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) approuvé par arrêté préfectoral le 11 avril 2011, recense les risques naturels et technologiques présents dans le Morbihan. Les risques recensés sur la commune d'Inzinzac-Lochrist sont :

- Feu de forêt ;
- Inondation ;
- Mouvement de terrain ;
- Mouvement de terrain - éboulement, chutes de pierres et blocs ;
- Mouvement de terrain - tassements différentiels ;
- Phénomènes météorologiques - Tempête et grains (vent) ;
- Rupture de barrage ;
- Séisme - zone de sismicité : 2 ;
- Transport de marchandises dangereuses.

En ce qui concerne les documents d'information préventive (DICRIM, DDRM, PSC) :

- La commune n'est pas dotée d'un DICRIM.
- La commune est dotée d'un Plan Communal de Sauvegarde (PSC).

Un Plan Communal de Sauvegarde (PCS), arrêté par le maire, prévoit, organise et structure l'ensemble des mesures (information, diffusion de l'alerte, protection de la population et des biens exposés, etc.) à mettre en œuvre sur la commune en cas de risque majeur. Le PCS est axé sur des mesures préventives de sauvegarde des personnes et des biens, et il est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du maire.

Code national PCS	Type de risque recensé	Bassin du risque	Date de début d'étude du PCS	Date de fin d'étude du PCS
56PREF20160036	Eboulement ou chutes de pierres et de blocs Feu de forêt Inondation Mouvement de terrain Rupture de barrage Séisme Tassements différentiels Tempête et grains (vent) Transport de marchandises dangereuses		20/12/2016	01/01/2014

#### a. Arrêtés de catastrophes naturelles

Sur la commune, le nombre d'arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles s'élève à 9. Il est recensé :

- 1 arrêté « Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain » ;

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
56PREF19990091	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

- 6 arrêtés « Inondations et coulées de boue » ;

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
56PREF19880023	15/01/1988	25/02/1988	07/04/1988	21/04/1988
56PREF19930017	08/06/1993	09/06/1993	28/09/1993	10/10/1993
56PREF19950033	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995	08/02/1995
56PREF20000006	12/12/2000	15/12/2000	21/12/2000	22/12/2000
56PREF20010116	04/01/2001	05/01/2001	03/04/2001	22/04/2001
56PREF20140055	06/02/2014	08/02/2014	13/05/2014	18/05/2014

- 1 arrêté « Séisme » ;

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
56PREF20030003	30/09/2002	30/09/2002	29/07/2003	02/08/2003

- 1 arrêté « Tempête » ;

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
56PREF19870090	15/10/1987	16/10/1987	22/10/1987	24/10/1987

Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur Inzinzac-Lochrist

Source : Géorisques - prim.net, 2016

## b. Le risque « tempête » - Phénomènes météorologiques (Tempête et grans (vent), canicule)

Toutes les communes prises en compte dans le périmètre du SCOT du Pays de Lorient sont exposées au risque tempête. Il est également envisagé, compte tenu des changements climatiques, une recrudescence des tempêtes, avec des surcotes plus importantes que celles qui sont actuellement enregistrées.

## c. Les risques « séisme » et « mouvement de terrain »

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes :

- une zone de sismicité 1, où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible),
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

Les nouvelles règles de construction parasismique ainsi que le nouveau zonage sismique sont entrés en vigueur le 1er mai 2011.

La commune n'a pas été recensée comme pouvant être impactée par des mouvements de terrain. Les principaux incidents liés à des mouvements de terrain sur le territoire de Lorient Agglomération sont essentiellement des glissements ou des écroulements sur le littoral.

De fait, la commune n'est pas soumise à un PPRN Mouvement de terrain.

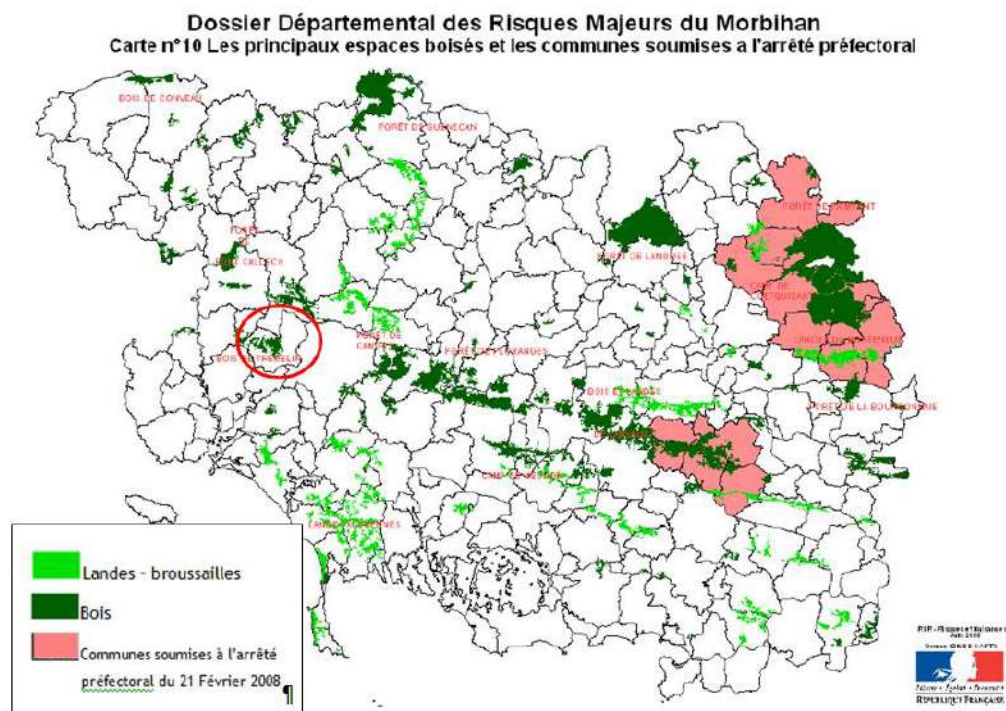
La définition du « séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante ». (Source BRGM - Géorisques.gouv.fr ).

En application des articles R563-4 et R125-23 du Code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255, la commune est située, comme l'ensemble de la Bretagne, en zone de sismicité de niveau 2, ce qui correspond à un risque sismique faible mais non nul, et n'est pas soumise à un PPRN Séisme.

#### d. Le risque « feu de forêt » et la maîtrise de l'urbanisation

Dans le Morbihan, il n'existe pas de Plan de Prévention des risques de feux de forêt.

La commune d'Inzinzac-Lochrist est répertoriée comme commune à risque pour les feux de forêts, avec le massif forestier des Bois de Trémelin sur le territoire communal.



Source : Extrait de l'Atlas - Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan - Avril 2011

Cela implique une information spécifique de la population sur ce risque mais également une information préventive.

Dans les documents d'urbanisme, sont à prendre en compte :

- la création de zones tampons entre les zones boisées et les habitations, l'entretien régulier de ces zones boisées.

#### e. Le risque « inondation »

Le risque inondation représente le risque naturel le plus courant en France. Il peut être accentué par différentes causes : l'imperméabilisation des sols, l'accélération des vitesses d'écoulement des eaux, une artificialisation et/ou un rétrécissement des berges, un défaut d'entretien ou au contraire par un ruissellement des eaux du fait de certaines pratiques culturales et/ou forestières.

Le territoire de Lorient Agglomération présente plusieurs formes de risques d'inondation :

- les inondations liées au débordement des eaux du lit mineur du cours d'eau lors d'une crue ;
- les inondations en zones urbaines liées à l'insuffisance des réseaux d'évacuation des eaux pluviales ;
- les inondations liées aux submersions marines.

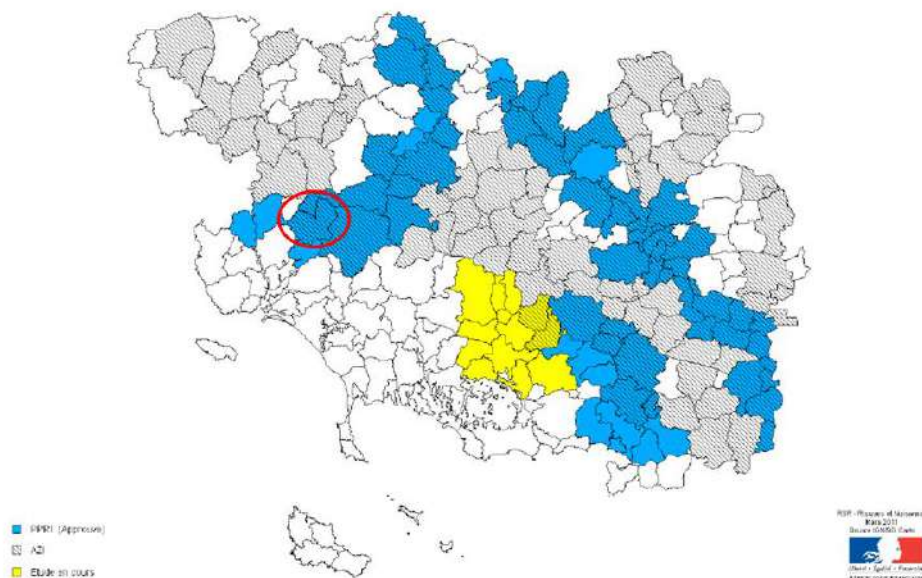


La commune n'est pas un territoire à risque important d'inondation (TRI).

La commune est recensée dans un atlas des zones inondables (AZI).

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
35DREAL19950002 - AZI PHEC 95	Inondation	01/01/1995	01/01/1995

Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan  
Carte n°3 Cartographie de la connaissance de l'aléa inondation



Source : Extrait de l'Atlas - Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan - Avril 2011

La commune fait l'objet d'un Programme d'Actions et de Prévention des Inondations fluviales (PAPI Blavet).

- Programmes d'actions de prévention contre les inondations - PAPI

Nom du PAPI	Aléa	Date de labellisation	Date de signature	Date de fin de réalisation
35DREAL20130002 - PAPI BLAVET	Inondation	13/12/2011	16/07/2012	16/07/2016

Le risque inondation concerne en France, 6 millions de personnes réparties sur 19 000 communes. A la suite des crues survenues entre 1999 et 2002 dans l'Aude, en Bretagne, dans la Somme et dans le Sud-Est de la France, le Ministère du Développement Durable a engagé en 2003 une nouvelle étape dans la politique de préventions des inondations fluviales - **création des Programmes d'Actions de Préventions des Inondations (PAPI)**. Les PAPI, ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Compte tenu de la problématique inondations sur le bassin versant, les principes retenus pour le PAPI Blavet sont de développer la culture du risque à l'échelle du bassin versant et de réduire la vulnérabilité des biens en faisant prendre conscience qu'il est possible de vivre avec les inondations de plaine.

(Source : SAGE BLAVET - PAGD adopté par la CLE le 21/02/2014).

Le PAPI est l'outil le plus adapté pour créer une dynamique à l'échelle du bassin versant.

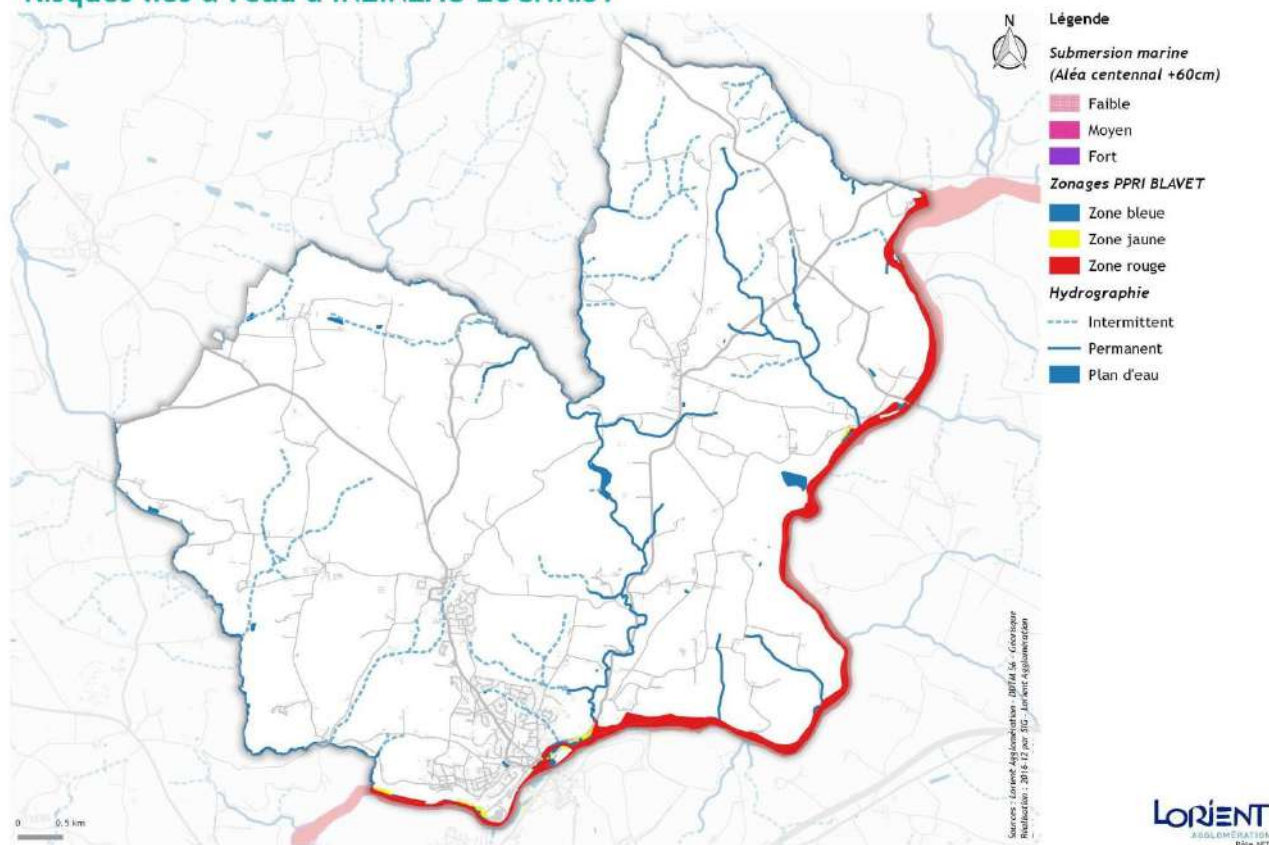
Le Syndicat Mixte du Sage Blavet (SMSB), structure porteuse du Sage, a pris la maîtrise d'ouvrage d'un PAPI labellisé par le Comité de Bassin Loire Bretagne lors de sa séance du 13 décembre 2011 (pour une durée de 4 ans).

- Historiques sur les inondations

Dans le département du Morbihan, 6 événements historiques ont été identifiés, les 10 plus récents sont répertoriés dans le tableau de synthèse ci-dessous.

Date de l'évènement (Date début / Date Fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
09/03/2008 - 09/03/2008	Crue pluviale (temps montée indéterminé), rupture d'ouvrage de défense, Action des vagues	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
30/09/2000 - 05/04/2001	Ruissellement rural, Mer/Marée, Nappe affleurante, Crue pluviale lente (temps montée $t_m > 6$ heures)	de 1 à 9 morts ou disparus	300M-3G
31/12/1994 - 27/01/1995	Ruissellement urbain, Nappe affleurante, rupture d'ouvrage de défense, Ruissellement rural, Crue pluviale (temps montée indéterminé), Ecoulement sur route	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
09/02/1974 - 14/02/1974	Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
13/03/1937 - 14/03/1937	rupture d'ouvrage de défense, Mer/Marée, Action des vagues	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
09/01/1924 - 09/01/1924	Mer/Marée, Action des vagues	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu

### Risques liés à l'eau à INZINZAC-LOCHRIST

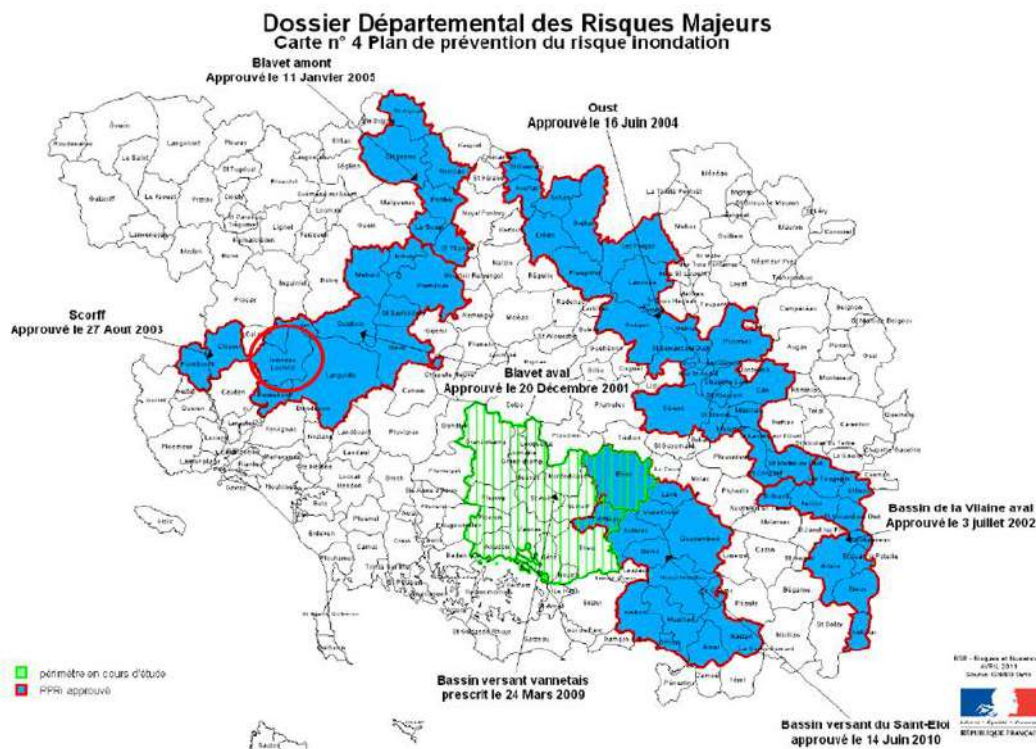


Localisation des risques liés à l'eau sur Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2016

La commune est soumise à un PPRN Inondations (source Gaspar) approuvé. La typologie du risque identifiée concerne « l'inondation par une crue à débordement lent de cours d'eau ».

PPRN	Aléa	Prescrit le	Enquête le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Deprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
56DDTM19980002 - PPRI - Blavet aval	Par une crue à débordement lent de cours d'eau	26/10/1998	18/05/2001	20/12/2001				



Source : Extrait de l'Atlas - Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan - Avril 2011

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'Etat en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

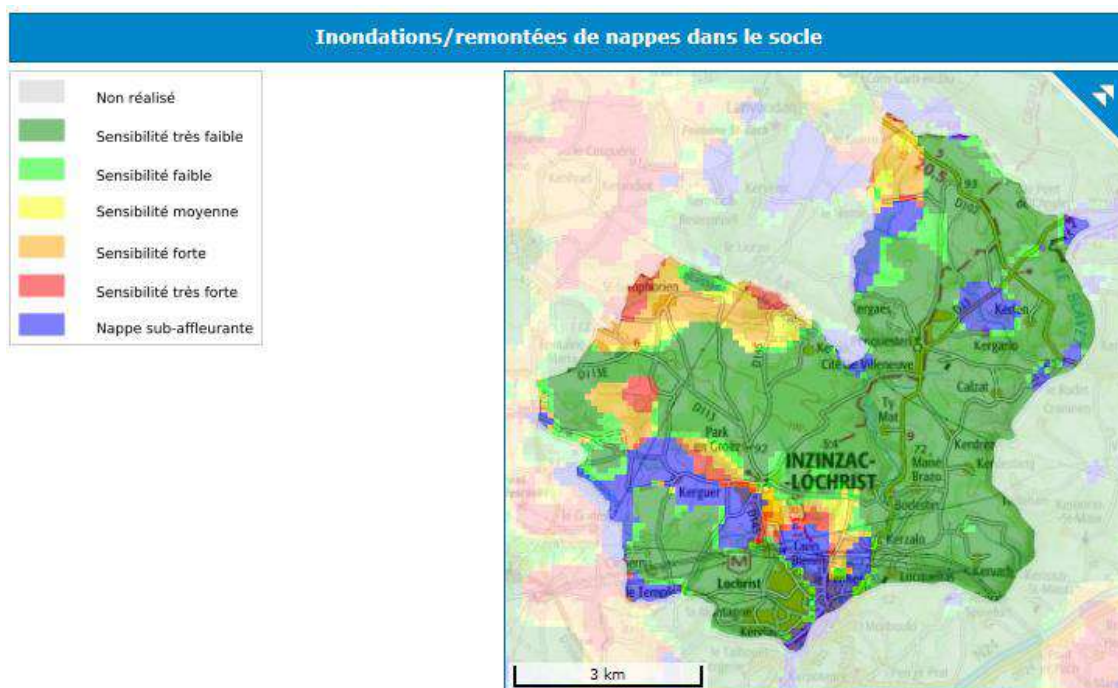
Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement.  
Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

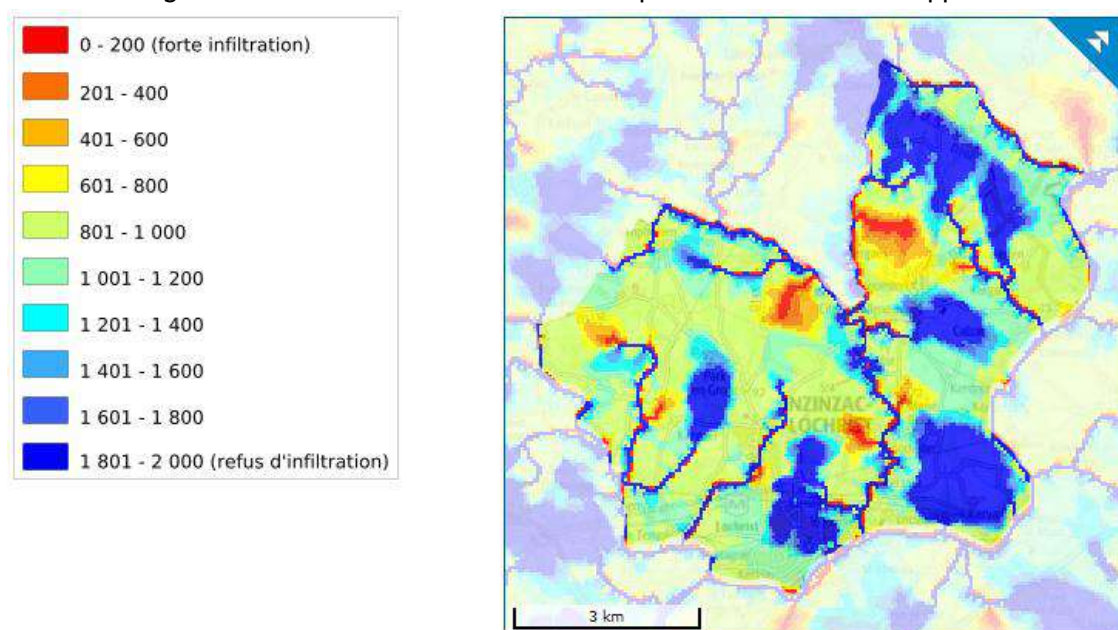
Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'Etat pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde. (Source : Ministère de la transition écologique et solidaire).

A titre d'illustration, dans le cadre de la vulnérabilité, « l'aléa remontées de nappes » a fait l'objet d'une cartographie de sensibilité au phénomène de remontées de nappes. A noter que l'échelle de validité des données est le 1/100 000. Des cartes ont été réalisées sur le même principe à l'échelle des départements. La modélisation de la carte ci-dessous, à l'échelle communale, reflète l'état des connaissances à la date de son élaboration. La méthodologie utilisée est différente selon le type d'aquifères (sédimentaires ou aquifères de socle).





Source : SIGES Bretagne - Carte extraite du site internet <http://www.inondationsnappes.fr>



Selon le même principe, un indice de développement et de persistance des réseaux (IDPR) créé par le BRGM permet de « traduire l'aptitude des formations du sous-sol à laisser ou s'infiltrer les eaux de surface ». L'échelle de validité est le 1/50 000.

(Source : SIGES Bretagne - Carte extraite du site internet <http://www.inondationsnappes.fr>).

## f. Le retrait et le gonflement des argiles

Les variations de la quantité d'eau dans les terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (période sèche). Celles-ci peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles (fissurations du bâti).

La carte d'aléa retrait-gonflement des argiles délimite les zones en fonction des formations argileuses identifiées, qui sont a priori sujettes à ce phénomène, et les hiérarchise selon un degré d'aléa croissant.



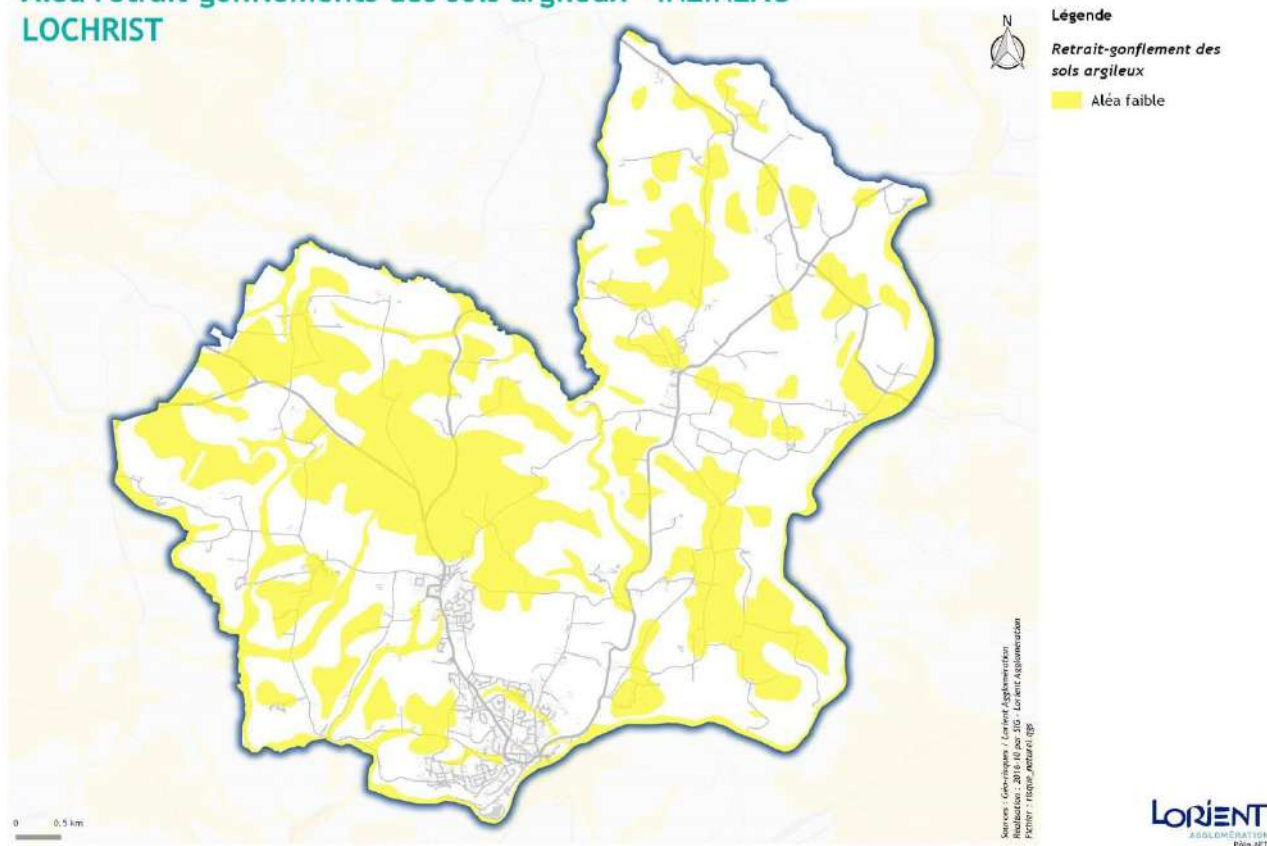
La commune d'Inzinzac-Lochrist est concernée par le risque de mouvement de terrain lié au retrait et au gonflement des argiles, aléa faible, correspondant à 36,48% de sa superficie communale.

Tableau de synthèse - Etablissement de PPRN retrait-gonflement dans le département du Morbihan

Commune	Superficie (KM <sup>2</sup> )	Nb Cat / Nat	Nb Sinistres	Superficie aléa nul (%)	Superficie Aléa faible (%)	Superficie Aléa moyen (%)	Superficie Aléa fort (%)
INZINZAC-LOCHRIST	45,03	0	0	63,52	36,48	0,00	0,00

Source : Extrait du Rapport final BRGM/RP-59762-FR – Mai 2011

### Aléa retrait-gonflements des sols argileux - INZINZAC-LOCHRIST



### Localisation de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux sur Inzinzac-Lochrist

Source : Lorient Agglomération, 2016.

La commune n'est pas répertoriée comme une « commune exposée aux retrait-gonflement des sols argileux ».

La commune n'est pas soumise à un PPRN Retrait-gonflement des sols argileux.

De fortes différences de teneur en eau peuvent apparaître dans le sol au droit des façades, au niveau de la zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé. Ceci se manifeste par des mouvements différentiels, concentrés à proximité des murs porteurs et particulièrement aux angles de la maison.

Les effets caractéristiques se traduisent par des fissurations en façade, souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures.

Les phénomènes de retrait-gonflement de certains sols argileux peuvent créer des désordres affectant principalement le bâti individuel et ceci pour au moins deux raisons :

- ✓ la structure de ces bâtiments, légers et peu rigides, mais surtout fondés de manière relativement superficielle par rapport à des immeubles collectifs, les rend très vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- ✓ la plupart de ces constructions sont réalisées sans études géotechniques préalables qui permettraient notamment d'identifier la présence éventuelle d'argile gonflante et de concevoir le bâtiment en prenant en compte le risque associé.

Par ailleurs, la présence de végétation arborée à proximité d'une maison peut induire un facteur déclenchant du phénomène de retrait-gonflement. Du fait du développement des racines, celles-ci parviennent à soutirer l'eau du sol par succion (mécanisme d'osmose). Il s'agit le plus souvent d'une aggravation du facteur de prédisposition, et peut être générée à l'occasion de phénomènes météorologiques exceptionnels (sécheresse exceptionnelle).

## B. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Sur la commune de INZINZAC-LOCHRIST les risques technologiques recensés sont les suivants :

	Risques technologiques			
Phénomènes	Transport mat. dangereuses		Rupture de barrage	
Commune	connaissance	Dont nucléaire	PPI	connaissance
INZINZAC-LOCHRIST	X	X	X	X

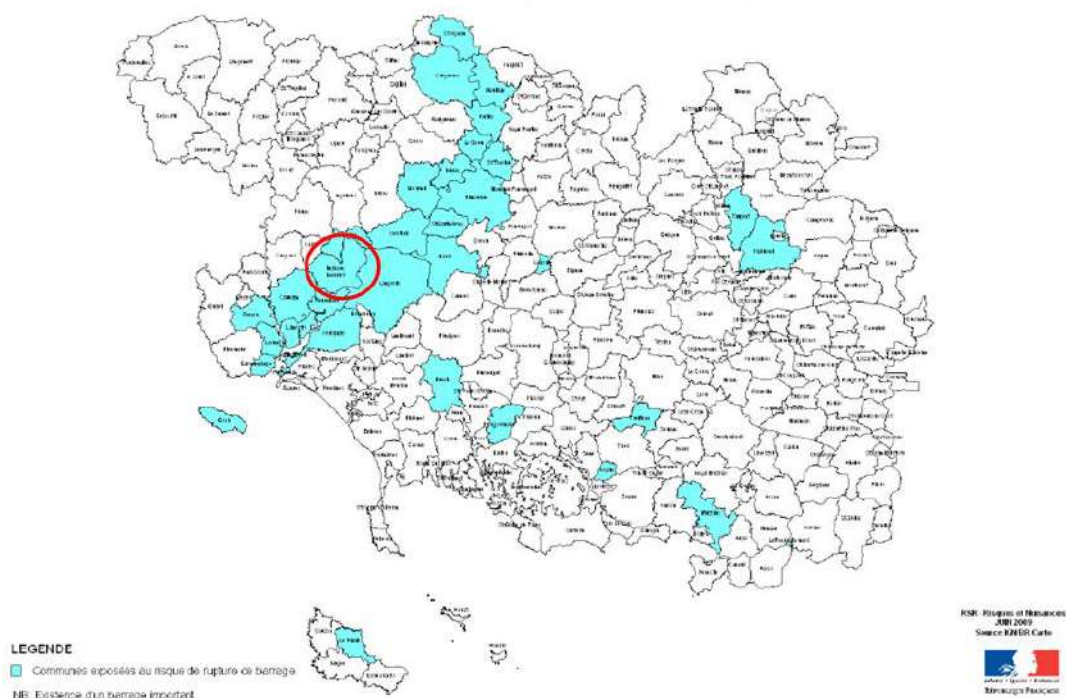
Source : Atlas - Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan - Avril 2011

### a. Le risque de rupture de barrage

La potentialité d'un risque « rupture de barrage » est liée au barrage de Guerlédan et s'applique sur la partie du territoire communal située sur le bassin versant du Blavet. La commune se situe en aval de ce barrage, qui fait l'objet d'une surveillance constante et d'un Plan Particulier d'Intervention.

Inzinzac-Lochrist est concernée par le risque de rupture de barrage, mais n'est pas classée comme « commune à risque » dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan - Avril 2011, en ce domaine, l'impact est moindre sur le territoire communal par rapport aux communes situées à proximité du barrage. Des risques sanitaires et débordements du Blavet et cours d'eau sont toutefois à prendre en compte dans l'alerte à la population en cas de rupture de ce dernier.

**Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan**  
**Carte n°19 - Risque de rupture de barrage**



*Source : Extrait de l'Atlas - Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan - Avril 2011*

En ce qui concerne le barrage de Ty-Mat, un risque peut exister, mais il n'en est pas fait mention dans le DDRMn 56 (avril 2011).

### **b. Le risque « industriel »**

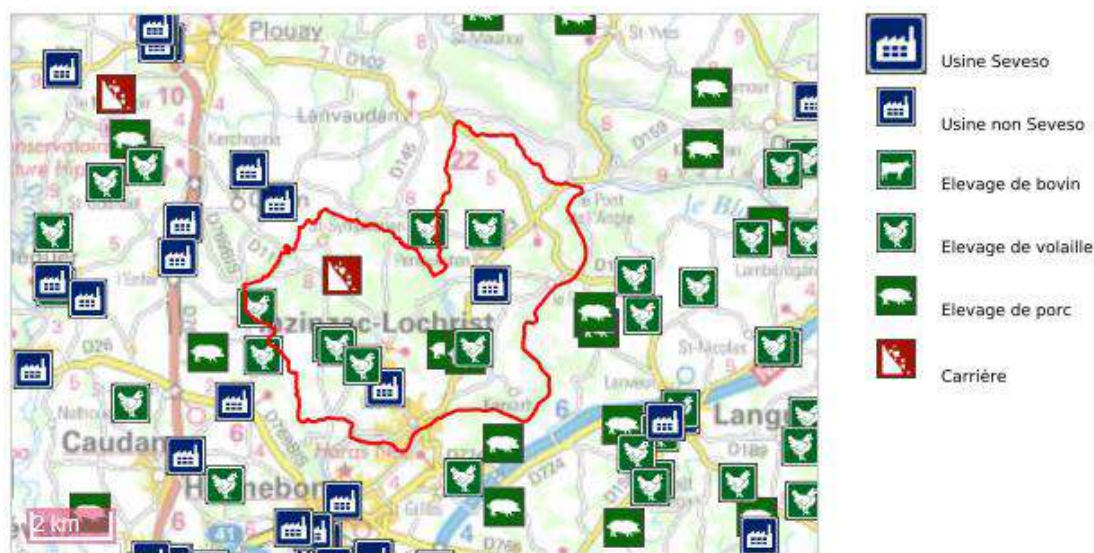
Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat.

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est recensée « **installation classée** pour la Protection de l'Environnement » (ICPE) soumises à autorisation (élevages de volailles par exemple). (source : [installationsclassees.ecologie.gouv.fr](http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr)).

Il est recensé seize installations, industrielles ou agricoles, pouvant impacter le territoire communal.

Nom Installation	Regime d'autorisation
EARL DES TILLEULS	A - Autorisation
LE BRAS Nicolas	A - Autorisation
EARL LE BRAS NICOLAS	A - Autorisation
EARL DES GENETS	A - Autorisation
BRUCHEC Jean-Marc	A - Autorisation
EARL DU VAL	A - Autorisation
SCEA CHRISTIAN ET VERONIQUE KERBELLEC	A - Autorisation
GAEC ST GERMAIN	A - Autorisation
EARL DES HIRONDELLES	A - Autorisation
EARL LE MANCQ Yannick	A - Autorisation
LE PEN Laurent	A - Autorisation
CARRIERES BRETONNES	A - Autorisation
USINE DE KERVELLERIN SARL	A - Autorisation
SOCIETE RICHARD NUTRITION	A - Autorisation
SMI	A - Autorisation
COMM AGGLO LORIENT (INZINZAC)	A - Autorisation

La carte ci-dessous représente les implantations présentes sur le territoire d'Inzinac-Lochrist. (Source : BRGM)



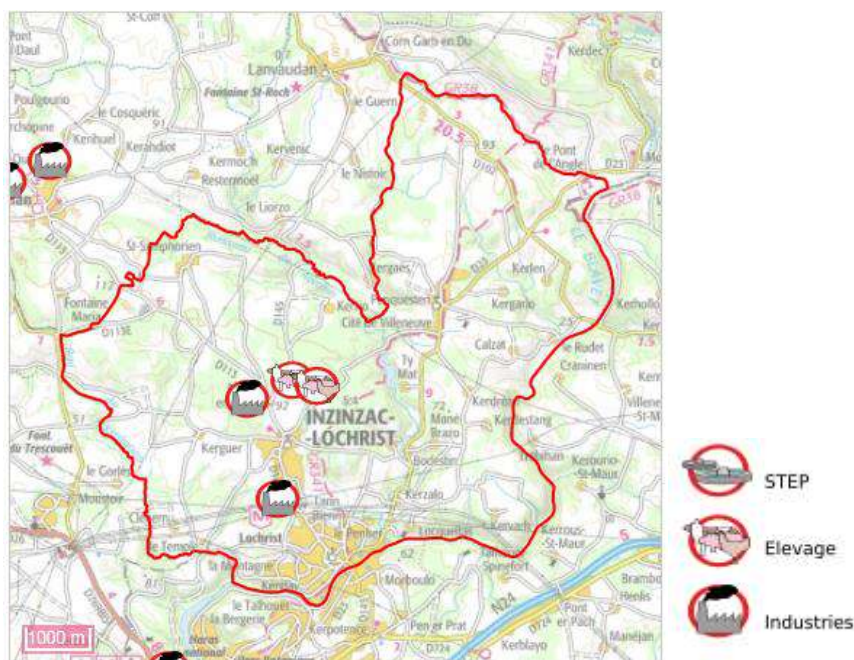
Extrait BRGM- georisques.gouv

Source :

Ont également été identifiées sur la commune les installations industrielles rejetant des polluants, elles sont au nombre de trois. Il s'agit d'installations industrielles qui déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. Une carte réalisée à partir des sources du MEDDE, représente les implantations présentes sur la commune.

Nom Installation	Code postal de la commune
Installation de stockage de déchets non dangereux	56650
CARRIERES BRETAGNE SUD	56650
EARL des GENETS	56650





Source : MEDDE

## Fiche descriptive de l'établissement Installation de stockage de déchets non dangereux

SIRET : 24560034100011

Mise à jour : année 2015

### Localisation

Adresse : Kermat 56650 Inzinzac-Lochrist      Coordonnées (Lambert II Etendu)      X : 181050  
Département : MORBIHAN      Y : 2331098  
Région : BRETAGNE

### Activités

Activités APE : 38.21Z - Traitement et élimination des déchets non dangereux  
Activités EPRT : 5.(d) - Décharges, à l'exception des décharges de déchets inertes et des décharges qui ont été définitivement fermées avant le 16 juillet 2001 ou dont la phase de gestion après désaffectation requise par les autorités compétentes conformément à l'article 13 de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets s'est achevée recevant 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de 25 000 tonnes

### Informations Complémentaires

☐ Directive 2003/87/CE (quota CO2)      ☐ Règlement 166/2006/CE (E-Prtr)  
☐ Directive GIC 2001/80/CE      ☐ Prélève + de 50000m3 d'eau potable ou 7000m3 dans le milieu

### Milieu de rejet des émissions dans l'eau

Milieu naturel (émissions directes) :  
Station d'épuration (émissions indirectes) :

### Emissions et polluants - Afficher toutes les années

#### Emission dans l'Air

Polluant	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
36 - Chlore	kg/an	0	0	0	0	0
61 - CO2 Total d'origine biomasse uniquement	kg/an	0	0	0	0	0
73 - Fluor et ses composés (F)	kg/an	0	0	0	0	0
91 - Méthane (CH4)	kg/an	100000	136000	270000	195000	188000
131 - CO2 Total (CO2 d'origine biomasse et non biomasse)	kg/an	0	0	0	0	0

#### Quantité de déchets produits ou traités

Déchet (T/an)	2011	2012	2013	2014	2015
Production de déchets dangereux	0	0	0	0	0.62
Traitement de déchets non dangereux	39707.89	38697.91	36831.18	36025.01	34960.59

## Fiche descriptive de l'établissement

### Carrières Bretagne Sud

SIRET : 39404618900020

Mise à jour : année 2015

#### Localisation

Adresse : Coët Lorch 56650 Inzinzac-Lochrist	Coordonnées (Lambert II Etendu)	X : 181050
Département : MORBIHAN		Y : 2331098
Région : BRETAGNE		

#### Activités

Activités APE : 08.11Z - Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise

Activités EPRT : -

#### Informations Complémentaires

- ☐ Directive 2003/87/CE (quota CO2) ☐ Règlement 166/2006/CE (E-Prtr)
- ☐ Directive GIC 2001/80/CE ☐ Prélève + de 50000m3 d'eau potable ou 7000m3 dans le milieu

#### Milieu de rejet des émissions dans l'eau

Milieu naturel (émissions directes) :

Station d'épuration (émissions indirectes) :

#### Emissions et polluants - Afficher toutes les années

Quantité de déchets produits ou traités

Déchet (T/an)	2007	2013	2015
Production de déchets dangereux	0	3.049	3.27
Production de déchets non dangereux	50400	0	0
Traitement de déchets non dangereux	50400	0	0

## Fiche descriptive de l'établissement

### EARL des GENETS

SIRET : 38267787000018

Mise à jour : année 2015

#### Localisation

Adresse : KERBONALEC 56650 Inzinzac-Lochrist	Coordonnées (Lambert II Etendu)	X : 181050
Département : MORBIHAN		Y : 2331098
Région : BRETAGNE		

#### Activités

Activités APE : 01.47Z - Élevage de volailles

Activités EPRT : -

#### Informations Complémentaires

- ☐ Directive 2003/87/CE (quota CO2) ☐ Règlement 166/2006/CE (E-Prtr)
- ☐ Directive GIC 2001/80/CE ☐ Prélève + de 50000m3 d'eau potable ou 7000m3 dans le milieu

#### Milieu de rejet des émissions dans l'eau

Milieu naturel (émissions directes) :

Station d'épuration (émissions indirectes) :

#### Emissions et polluants - Afficher toutes les années

Emission dans l'Air

Polluant	Unité	2012	2013	2015
19 - Ammoniac (NH3)	kg/an	11900	11700	11800

Sources : données extraites GéoRisques.

La commune d'Inzinzac-Lochrist n'est pas concernée par le risque industriel de type SEVESO.

La commune n'est pas soumise à un PPRT Installation Industrielle.

### c. Le risque lié aux « Transports de Matières Dangereuses »

Le transport de matières dangereuses sur Inzinzac-Lochrist est essentiellement dû au réseau de transport de gaz par canalisation, qui passe à l'extrémité de l'aile Ouest sur toute sa longueur. Elle entraîne une servitude autour de son tracé.

A une moindre mesure, le réseau routier peut également être source de risques.

Le développement de l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque est à prendre en compte pour prévenir et réduire les risques technologiques et de transports de matières dangereuses.

Canalisations de matières dangereuses dans la commune : Oui

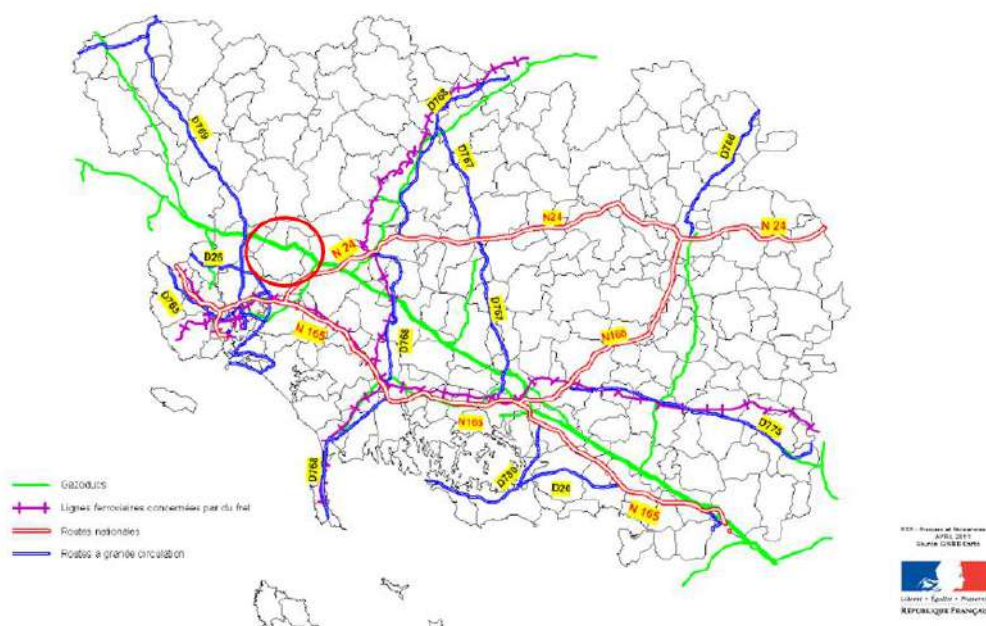


Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement. La carte représente les implantations présentes de votre commune.

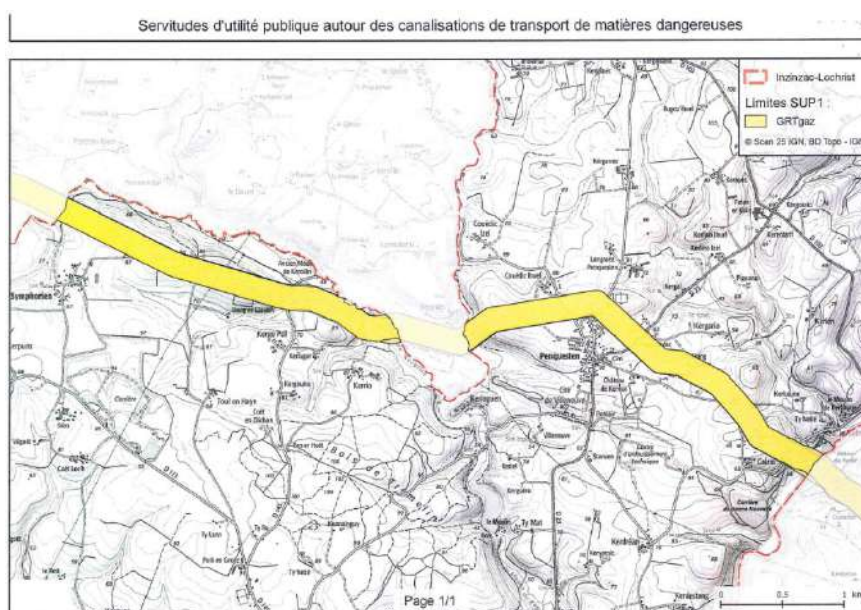


Source : CEREMA

**Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan**  
**Carte n°16 - Le réseau concernant le transport de matières dangereuses**



Source : Extrait de l'Atlas - Dossier Départemental des Risques Majeurs du Morbihan - Avril 2011



## C. LA POLLUTION DES SOLS

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets, d'infiltration de substances polluantes ou d'installations industrielles, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque durable pour les personnes ou l'environnement.

La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles issues de certaines pratiques agricoles ou dues aux retombées de pollution automobile à proximité des grands axes routiers.

La base de données nationale « **BASOL** » recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. BASOL a été renouvelée durant l'année 2000 et recense plus de 3 000 sites au niveau national.

La commune n'est pas exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL).

La base de données « **BASIAS** » est l'inventaire historique de sites industriels et des activités de services, abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement. Les établissements inscrits dans BASIAS ne sont pas considérés comme pollués, mais sont simplement susceptibles d'avoir utilisés des produits polluants à une période donnée.

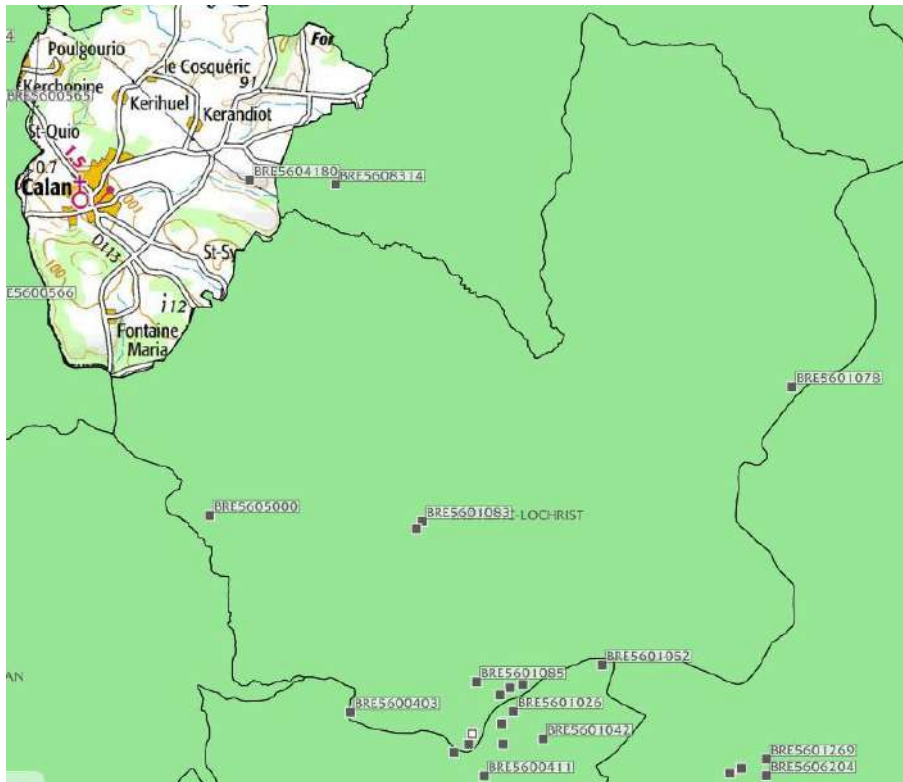
Les principaux objectifs de cet inventaire sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement ;
- conserver la mémoire de ces sites ;
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

11 sites industriels et activités de service sont inventoriés sur l'ensemble du territoire communal d'Inzinzac-Lochrist, dont 3 sont encore en activité.



Sur l'extrait de carte (source BRGM), sont indiqués tous les sites industriels en cessation d'activités, pour lesquels l'Etat souhaite conserver la mémoire. Les implantations présentes sur la commune ont été cartographiées.



(Source : [WWW.basias.brgm.fr](http://WWW.basias.brgm.fr)).

Certaines activités industrielles sur la commune, même si elles ont pris fin, ont pu engendrer une pollution des sols, et ce tout le long du Blavet entre Locastel et l'extrémité aval de la zone des Forges ainsi qu'à l'amont du vallon de Kerprat. La pollution est liée principalement aux scories industrielles (mâchefers...) qui y ont été accumulées durant l'activité des forges. A signaler également l'existence de cavités souterraines dans le même secteur.

Les établissements ont été répertoriés dans le tableau ci-dessous :

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de (s) l'entreprise (s) connue(s)	Nom(s) usuel (s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
BRE5600998	Métallurgie d'HENNEBONT STE, Air Liquide STE, KULMANN ETS, Forges d'HENNEBONT, fabrication d'engrais et DLI			INZINZAC-LOCHRIST	C20.15Z V89.03Z C20.11Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601076	GIBARD, fabrique d'acide sulfurique		Kerglaw	INZINZAC-LOCHRIST	C20.14Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601077	DANO François, DLI			INZINZAC-LOCHRIST	V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601078	ROUDAULT Charles, DEBICKI, traitement d'engrais	Cie Armoricaïne de matières premières		INZINZAC-LOCHRIST	C20.15Z V89.03Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601080	LE NEURESSE, station service		Rue Blavet du	INZINZAC-LOCHRIST	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601082	PAROT, station service			INZINZAC-LOCHRIST	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601083	LE RUYET Pierre, station service			INZINZAC-LOCHRIST	G47.30Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601084	PICARDA Louis, garage			INZINZAC-LOCHRIST	G45.21A	Activité terminée	Inventorié
BRE5601085	ROBIG, réparation de matériel frigorifique		Rue Kerprat de	INZINZAC-LOCHRIST	C27.11Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601088	Fermatures Jab Sté, travail de matière plastique		Zone Industrielle Forges des	INZINZAC-LOCHRIST	C16.10A C20.16Z	Activité terminée	Inventorié
BRE5601089	GAUDIN Joseph, DLI		Kerbolanec	INZINZAC-LOCHRIST	V89.03Z	En activité	Inventorié
BRE5601090	Dely (SCI), garage et peinture		Zone Industrielle Forges des	INZINZAC-LOCHRIST	G45.21A G45.21B	En activité	Inventorié
BRE5601092	Communauté d'agglomération du pays de Lorient, station service		Zone artisanale Forges des	INZINZAC-LOCHRIST	G47.30Z	En activité	Inventorié
BRE5605000	Commune d'INZINZAC, décharge		Perhos	INZINZAC-LOCHRIST	E38.11Z	Activité terminée	Inventorié

(Source : [WWW.basias.brgm.fr](http://WWW.basias.brgm.fr)).

### Les carrières :

Elles sont essentiellement localisées dans la partie centrale de la commune. En activité ou non, elles n'émergent pas dans le paysage, mais sont dissimulées le plus souvent par un couvert végétal relativement ras ou arbustif. Les carrières désaffectées sont en cours de réhabilitation et recolonisées par la végétation.



La réhabilitation des carrières de Calzat

Cette carrière de gneiss avec son filon de quartz, située au lieu-dit « Le Calzat », a cessé son activité en 1996. Ce site exceptionnel d'une superficie de 30 hectares a été réhabilité en 1997 en mettant en valeur ses atouts (eau, milieux aquatiques, recolonisation végétale, géologie) afin de le réintégrer dans la vallée du Blavet.

Il peut être souligné qu'ORSA Granulats, « dernier exploitant du site, a reçu en 2000 le 1er prix décerné par l'Union Européenne des producteurs de granulats pour le réaménagement exemplaire de cette carrière de roches massives ».

La carrière de Coët Lorc'h, dont 24 hectares sont actuellement exploités sur une superficie totale de 53 ha par l'entreprise Carrières Bretagne Sud, pour une durée de 30 ans, est localisée au Nord de la commune. Son exploitation, démarrée en 1995, présente une qualité de gisement et un potentiel d'exploitation qualifiée d'exceptionnel en raison de sa localisation sur de « beaux gisements de mylonite » (roche cataclastique résultant d'un phénomène de broyage plus ou moins fin d'une roche). Avec une production annuelle d'environ 400 000 tonnes, la dernière carrière ouverte en Bretagne fournit aussi bien les opérations publiques que les particuliers. Le respect de l'environnement semble être une priorité depuis sa création. Il s'avère qu'elle répond aux critères de la charte Environnement des carrières dès 2007 (avec renouvellement en étape 4 en 2011, avec la note de 100% du Référentiel de Progrès Environnemental (RPE)). Elle a obtenu un agrément en 2008, portant sur des critères spécifiques impliquant le contrôle des poussières par système d'arrosage (douche des camions et déplacement de l'entrée) qui a permis une réduction des nuisances bien que par temps sec le résultat soit moins probant, la réduction du bruit et des vibrations pouvant être liées aux tirs de mines, le recyclage des déchets ainsi que le traitement de l'eau, les économies d'énergie, aménagement des entrées et sorties des camions. Il apparaît néanmoins que suivant les villages environnant les problématiques rencontrées ne soient pas les mêmes, à savoir :

- impact des poussières soulevées lorsque les camions quittent le site et dispersées par le vent ;
- impact du bruit, apparaît comme l'un des facteurs les plus contraignants, notamment pour les villages de Saint-Symphorien et Toul-En-Haye. Bruit décuplé par vent d'Ouest.

Consciente des nuisances liées à l'activité de production fournissant la région en granulats pour la fabrication d'enrobés et de béton pour les bâtiments et travaux publics, l'entreprise veille à répondre aux différents problèmes relevés par les riverains en proposant des solutions de manière régulière.

## La gestion des déchets

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, Lorient Agglomération a la compétence de la gestion des déchets. En matière d'élimination des déchets ménagers assimilés, elle assure la prévention, la collecte, le tri, le traitement et la valorisation des déchets.

Un centre d'enfouissement technique de classe 2 peut recevoir les déchets ménagers et assimilés, c'est à dire les déchets industriels banals. Pour les déchets industriels non banals, le centre d'enfouissement doit être de classe 1. Depuis juillet 2002, seuls les déchets ultimes peuvent aller dans les centres d'enfouissement techniques.

Sur la commune il n'existe pas de CET de classe 1, mais un CET de classe 2, au lieu dit de Kermat, dont la Maîtrise d'Ouvrage est assurée par Lorient Agglomération.

Des études spécifiques ont été réalisées pour établir la liste des risques et nuisances liés au développement de l'activité du CET de Kermat, de les répertorier et définir des mesures compensatoires pour y remédier (nuisances olfactives, émanations de méthane, pollutions éventuelles par déchets solides ou autres, risques de feux, risques de pollution de la nappe phréatique, trafic de poids-lourds, etc.).

Les décharges sauvages, appelées également « décharges brutes ou dépotoirs », sont des décharges qui ont été ouvertes et constituées sans l'autorisation requise du Préfet au titre des installations classées.

La mise en décharge contrôlée est un des procédés légaux d'élimination des déchets. Les déchets sont déposés, compactés selon les procédés employés, séparés ou non par des couches de terre. Le terme d'enfouissement se substitue alors à celui de décharge.

La lutte contre les décharges sauvages a eu un impact positif sur l'environnement. On constate que l'imprégnation des déchets sur des sols non ou mal protégés, et l'entraînement à la rivière de substances éventuellement toxiques restent malgré tout possible.

## **D. LES NUISANCES ACOUSTIQUES**

### **a. Les nuisances sonores dans l'environnement**

#### **Les nuisances sonores des infrastructures**

Située en dehors des grands axes de circulation du Pays de Lorient la commune est accessible par les principales voies de communication (RD23, RD145, RD113, RD102) qui la traversent selon un axe Nord/Sud.

La RD145 constitue un axe privilégié de desserte et de découverte des agglomérations d'Inzinzac et Lochrist qu'elle relie entre elles. Cet axe Nord-Sud est fortement marqué au sud par la présence d'une urbanisation linéaire, plus ou moins dense.

Le tronçon Nord de la RD145 et de la RD113 se singularise par la traversée d'une zone très boisée annonçant le massif forestier de Trémelin.

La RD23 permet de découvrir la partie Est du territoire communal. Depuis Lochrist, les séquences traversées du Sud vers le Nord sont :

- une séquence mixte d'habitats diffus et espaces naturels (vallée du Kersalo, et espaces boisés),
- une séquence boisée marquée par la présence de talus en pierres boisés de part et d'autre de l'itinéraire,
- la traversée de Penquesten,
- une séquence semi-forestière où les bois limitent les perceptions latérales,
- seul l'extrême tronçon nord offre quelques vues panoramiques remarquables sur le Blavet.



La RD102 relie Languidic à Lanvaudan et Plouay, elle traverse la partie Nord-Est de la commune. Au Nord du croisement de Fetan et Güin sur une ligne de crête, elle offre quelques panoramas superbes mais très ponctuels et vite limités par les boisements présents au premier plan.

Au Sud de ce croisement, les perceptions latérales se trouvent aussi limitées par les boisements. La traversée du Blavet au niveau du Pont Neuf constitue un événement de l'itinéraire.

En dehors de ces principales voies, il y a peu d'ouvertures visuelles sur le territoire communal. En effet de nombreuses voies se terminent en « cul de sac » au niveau des exploitations agricoles.

### **Les nuisances sonores du transport aérien**

Le Morbihan possède plusieurs aéroports et aérodromes répartis sur son territoire.

L'aéroport le plus proche d'Inzinzac-Lochrist est celui de Lorient Bretagne Sud situé à Ploemeur. C'est un aéroport mixte composé d'un aéroport civil et militaire, avec la Base aéronautique navale de Lann-Bihoué. Etant donné son éloignement géographique, le territoire communal n'est pas dans l'alignement des voies aériennes.

Toutefois, des nuisances peuvent être générées par le bruit des avions de tourisme monomoteur utilisés dans les aéroclubs.

## **b. La cartographie du bruit**

La Directive européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement définit une approche commune à tous les états membres de l'Union Européenne visant à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit dans l'environnement.

Les textes transposés en droit français demandent aux agglomérations de plus de 100 000 habitants d'établir des cartes de bruit des infrastructures de transport et des industries de leur territoire en vue d'élaborer des programmes d'actions pour anticiper et réduire les effets du bruit (Plans de Prévention).

Sur le territoire de Lorient Agglomération, cinq communes de l'aire urbaine sont concernées par la réalisation d'une Cartographie du Bruit (Cartes de bruit stratégiques) et d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement : Lanester, Larmor-Plage, Lorient, Quéven et Ploemeur.

La cartographie du bruit constitue un état des lieux de l'environnement sonore des infrastructures routières, ferroviaires et industrielles sur un territoire (bruits continus et prévisibles) avec une échelle de couleur spécifique imposée par la Directive européenne. Les cartes de bruit constituent un « outil d'aide à la décision » pour les collectivités dans une optique d'amélioration du cadre de vie des habitants. Ces cartes sont des documents d'information stratégiques à l'échelle communale, elles ne sont pas juridiquement opposables et n'entraînent aucune servitude d'urbanisation.

Il serait intéressant de faire un recensement des espaces impactés par les effets sonores et déterminer les zones calmes existantes ou que l'on souhaiterait mieux préserver. Les zones de calme sont des espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit pour lesquels on souhaite maîtriser l'évolution de cette exposition.

## **E. LES NUISANCES ELECTROMAGNETIQUES**

Les installations radioélectriques recouvrent à la fois l'équipement d'émission/réception et les antennes associées.

Quatre catégories sont distinguées :

- la téléphonie mobile ;
- la diffusion de télévision ;
- la diffusion de radio ;
- les « autres installations », regroupant notamment les réseaux PMR.

Sur le territoire communal d'Inzinzac-Lochrist, 3 supports d'antennes radioélectriques sont implantés dans la partie Sud du territoire communal.

**Tableau de synthèse** (*Source* : à partir des données ANFR)

N° IDENTIFICATION	DESCRIPTION DU SUPPORT	LOCALISATION	EXPLOITANT(S)
13072	Mât béton/8 m	LES FORGES	ORANGE Services Fixes
1570055	Pylône autostable /37 m	R du Parc des Sports Stade - Mané Braz	FPS TOWERS
803950	Pylône tubulaire /38 M	Stade de Mané Braz	ORANGE

Les lignes électriques :

Fortement présentes sur la partie Sud du territoire communal, elles méritent d'être signalées. Ces lignes Haute Tension ne peuvent s'intégrer dans les paysages ruraux qu'elles traversent.



Lignes électriques Haute Tension - vues prises du terrain de foot de la Montagne et depuis Perosse

### *Synthèse « RISQUES ET NUISANCES »*

- Risque « inondation » lié aux abords du Blavet, prendre en considération le risque d'inondation par remontée de nappe.
- Risque « feu d'espaces naturels ».
- Risque « transports de matières dangereuses », principalement lié au réseau de transport de gaz par canalisation.
- Nuisances liées aux axes structurants du territoire (RD).

### *BESOINS ET ENJEUX IDENTIFIES*

- ☞ Développer l'amélioration de la connaissance et la conscience du risque.
- ☞ Evaluer les zones calmes sur le territoire communal.

# Annexes

## Normes de qualité des eaux superficielles

### Les macropolluants

Les macropolluants, lorsqu'ils sont présents à des concentrations trop élevées, peuvent provoquer une eutrophisation des masses d'eau. Ce phénomène se traduit par un développement rapide d'algues et de bactéries, provoquant une raréfaction des autres ressources - lumière, ions, oxygène, espace - et pouvant avoir des effets néfastes voire létaux sur la biodiversité de la masse d'eau.

Leur présence dans les cours d'eau résulte d'un lessivage de sols chargés (sols enrichis artificiellement par des intrants) ou aux activités industrielles et urbaines.

Des taux trop importants de matières organiques peuvent également entraîner des baisses de la concentration d'oxygène dissous dans l'eau potentiellement néfastes pour la faune existante. Ils peuvent aussi favoriser les développements de pathogènes (transportés ensuite au sein de la masse d'eau, dans le cas des cours d'eau) et diminuer la qualité sanitaire et écologique de l'eau.

La DCE impose une analyse de ces paramètres par calcul du quantile 90 sur les relevés réalisés (le quantile 90 est défini pour que 90% des mesures présentent des valeurs inférieures à celui-ci).

### Tableau de synthèse des indicateurs et normes retenues pour les macro-polluants dans l'évaluation de la qualité de l'eau du SAGE Blavet.

Les paramètres indicateurs et les normes fixées par la DCE et le SAGE sont synthétisés ci-dessous :

Type de macropolluant	Indicateur	DCE (seuil maximal quantile 90)					SAGE Blavet	
		TB	B	Moy	Med	Mauv	B	Mauv
Matières azotées et nitrates	nitrites ( $\text{NO}_2^-$ ), mg/l	0.1	0.3	0.5	1			
	ammonium ( $\text{NH}_4^+$ ), mg/l	0.1	0.5	2	5		100% valeurs $\leq 0.1$ au point nodal amont de Pontivy et $\leq 0.5$ au point nodal amont d'Hennebont + RCS	Au moins 1 valeur $> 0.1$ ou $0.5$
	nitrates ( $\text{NO}_3^-$ ), mg/l	10	50				quantile 90 $\leq 25$ aux 3 pts nodaux + AEP+RCS sauf si au moins 1 valeur $> 40$	Quantile 90 $> 25$ aux 3 pts nodaux + AEP + RCS <u>ou</u> au moins 1 valeur $> 40$
Matières phosphorées	phosphore total (particulaire et dissous), mg/l	0.05	0.2	0.5	1		Quantile 90 $\leq 0.1$ aux 2 pts nodaux amont de Pontivy + RCS et $\leq 0.2$ au pt nodal d'Hennebont + RCS	Quantile 90 $> 0.1$ ou $0.2$
	orthophosphate ( $\text{PO}_4^{3-}$ ), mg/l	0.1	0.5	1	2			



Matière organique	DBO5, mg/l	3	6	10	25		100% valeurs ≤5 aux 3 pts nodaux + RCS	Au moins 1 valeur >5
	Chlorophylle a, µg/l						100% valeurs ≤60 aux 3 pts nodaux + RCS	Au moins 1 valeur >60

TB : Très Bon    B : Bon    Moy : Moyen    Méd : Médian    Mauv : Mauvais

RCS : Réseau de Contrôle et de Surveillance

Points nodaux : amont de Guerlédan, amont de Pontivy, amont d'Hennebont

*Source : Etat des lieux SAGE Blavet (2011) ; Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement (2010).*

## Les pesticides

La pollution d'une masse d'eau par une ou plusieurs molécules issues de produits phytosanitaires - ou de la dégradation de ces derniers - est un facteur préoccupant d'altération et de dégradation des milieux aquatiques. L'effet néfaste des pesticides sur les organismes aquatiques est démontré par des études scientifiques avec des effets immédiats ou des effets par bio-accumulation dans les tissus, provoquant une mortalité importante de la Faune et de la Flore de la masse d'eau contaminée en cas de pollution massive, et perturbant les cycles vitaux de ces espèces en cas d'exposition sur la durée, même pour de faibles doses (malformation de juvéniles, mortalité sur le long terme, baisse de la fécondité,...). Leur présence constitue également un risque sanitaire en cas d'utilisation de la masse d'eau pour la consommation humaine, même après traitement en usine de captage.

Les normes fixées sur les paramètres « pesticides » sont principalement déterminées selon une optique sanitaire, qui peut être utilisée indirectement pour une évaluation de la qualité environnementale de la masse d'eau. L'Arrêté ministériel du 11 janvier 2007 fixe ainsi une norme sur la présence de pesticides dans les eaux superficielles utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine :

- 0.1µg/l par substance individuelle, y compris les métabolites ;
- 0.5µg/l en concentrations cumulées.

Des valeurs moins restrictives (2 et 5µg/l) sont appliquées si l'eau subit, avant consommation, un traitement physique et chimique lourd, suivi d'un affinage et d'une désinfection. Cette norme moins restrictive est cependant moins exploitable pour une qualité de l'eau de surface, sa potabilité dépendant du traitement important auquel elle est soumise.

Le SAGE Blavet considère que dans 95% des analyses effectuées aux trois points nodaux ainsi qu'au niveau de l'ensemble des prises d'eau AEP et des points RCS, l'objectif est de ne pas dépasser 0,1 µg/l par molécule seule, et 0,5 µg/l pour l'ensemble des molécules.

## Les indicateurs biologiques

La gamme d'indicateurs regroupés sous le terme « indicateurs biologiques » permet d'évaluer indirectement la qualité d'une masse d'eau en évaluant son bon état écologique et sa capacité à accueillir des écosystèmes pérennes. Par évaluation de la présence de certaines espèces et/ou de l'abondance de ces dernières, ils renseignent sur la qualité de la masse d'eau en tant que milieu mais aussi sur sa qualité sanitaire, la plupart des espèces inféodées au milieu aquatique étant sensible aux pollutions décrites précédemment.

Les principaux indicateurs mesurés sur le Blavet sont les suivants :

- **L'Indice Biologique Diatomées (IBD)**, basé sur l'analyse d'algues brunes microscopiques, est un indicateur de la charge en azote, phosphore et matière organique des eaux. Cet indice, calculé sur l'abondance des espèces inventoriées dans un catalogue de 209 taxons appariés, permet de déterminer une notation de la qualité biologique de l'eau variant de 1 (eaux très polluées) à 20 (eaux pures), présentant une bonne corrélation avec les paramètres physico-chimiques.
- **L'Indice de Polluo-sensibilité (IPS)** repose sur le même principe que l'IBD mais ne se limite pas aux 209 taxons pris en compte par cet indice : il prend en compte la totalité des espèces de diatomées dans les inventaires et repose sur leur abondance relative et leur sensibilité aux pollutions.
- **L'Indice Biologique Global Normalisé (IBGN)** permet l'évaluation de la qualité de l'eau (matières organiques essentiellement) et des habitats des petits cours d'eau peu profonds. Il témoigne de la présence de nombreux invertébrés tels que les larves d'insectes, mollusques et vers vivant sur le fond du cours d'eau. A l'instar de l'IBD, son interprétation aboutit sur une notation sur 20 points.
- **L'indice Biologique Macrophytique en Rivière (IBMR)** permet, par l'analyse des végétaux présents dans la rivière d'évaluer la qualité de l'eau et plus particulièrement son degré d'eutrophisation (teneurs en azote et phosphore).
- **L'Indice Poissons Rivière (IPR)** consiste à mesurer l'écart entre la composition du peuplement en poissons d'une liste prédéfinie sur une station donnée, observée à partir d'un échantillonnage par pêche électrique, et la composition du peuplement attendu en situation de référence, c'est-à-dire dans des conditions pas ou très peu modifiées par l'Homme. C'est un outil global qui fournit une évaluation synthétique de l'état des peuplements de poissons. Il ne peut en aucun cas se substituer à une étude détaillée destinée à préciser les impacts d'une perturbation donnée. Dans sa version actuelle, l'IPR ne prend en compte ni la biomasse ni la taille des individus (donc pas de discrimination des classes d'âge des poissons). Par rapport aux autres indices, c'est un écart qui est donné et non une notation de 0 à 20 : plus la valeur est élevée, moins la masse d'eau est de bonne qualité biologique.

Le SAGE Blavet cite seulement les indices retenus, sans indication précise des normes utilisées ni des valeurs constatées lors des prélèvements : il privilégie une interprétation globale des résultats pour définir un niveau de confiance (élevé : 3 ; moyen : 2 ; faible : 1).

Paramètre	SAGE Blavet	Sources complémentaires (ODEM/GIPBE)				
		Qualité				
		Très bonne	Bonne	Passable	Mauvaise	Très mauvaise
IBD (ancienne version)	Oui	≥17	]17- 13]	]13 -9]	]9 - 5]	<5
IBD (nouvelle version)	-	≥16.5	]16.5- 14]	]14 - 10.5]	]10.5 - 6]	<6
IBGN (ancienne version)	Oui	≥ 17	16 - 13	12 - 9	8 - 5	≤ 4
IBGN (nouvelle version)	-	≥16	15 - 14	13 - 10	9 - 6	<6
IBMR	Non	> 14	[14 - 12[	]12 - 10[	]10 - 8[	≤ 8
IPR	Oui	≤ 7	]7 - 16]	]16 - 25]	]25 - 36]	> 36

**Tableau de synthèse des indicateurs biologiques et normes associées retenues dans l'évaluation de la qualité de l'eau des SAGE Scorff et Blavet**

*Source : Etat des lieux SAGE Blavet (2011), Lorient Agglomération (2016)*

## Points de suivi des paramètres indicateurs

Pour évaluer et suivre ces indicateurs, le Blavet et certains de ses affluents sont sujets à des mesures de suivi des paramètres-indicateurs. Le tableau suivant synthétise les points de suivi utilisés par le SAGE dans l'analyse.

		Blavet
Stations/réseaux de suivi indiqués dans les SAGE	Macropolluants	<b>Analyse globale :</b> Réseau de points de suivi dont 6 points RCS (contrôle objectifs DCE) et 3 points nodaux (contrôle objectifs SAGE)  <b>Masse d'eau concernant Inzinzac-Lochrist :</b>  <b>N° 17 « Blavet depuis la confluence avec l'Evel jusqu'à l'estuaire »</b> - Station 04194000 « Blavet à Languidic » - Station AEP Coët er Ver (BL000251) à Hennebont - Station AEP Langroise (BL000237) à Hennebont
	Pesticides	<b>Analyse globale :</b> Réseau de 21 points d'analyse
	Biologie	Non précisé
	Macropolluants	- Station 04194000 « Blavet à Languidic »
Stations/réseaux de suivi supplémentaires focalisés sur Inzinzac-Lochrist (sur commune ou les plus proches)	Pesticides	- Station 04194000 « Blavet à Languidic »
	Biologie	- Station 04194000 « Blavet à Languidic » - Station 04357001 « Kergonan à Inzinzac-Lochrist »
		- Station 04357003 « Kerollin à Inzinzac-Lochrist »

Le Blavet et ses affluents sont traités par masse d'eau, chacune regroupant un tronçon du Blavet ou un de ses affluents (parfois analysé lui aussi par tronçon). Les résultats présentés dans le rapport de présentation correspondent à la masse d'eau n° 17 « Blavet depuis la confluence avec l'Evel jusqu'à l'estuaire » dont les mesures sont réalisées sur 3 points situés sur Hennebont et Languidic.

Outre les points de mesures choisis, les points de mesures supplémentaires cités dans le tableau ci-dessus sont pertinents dans l'analyse de la qualité des eaux sur Inzinzac-Lochrist. Ils apportent des informations plus précises et récentes dans certains cas.

# **MODIFICATION DU PLU DE INZINZAC-LOCHRIST - ADDITIF AU RAPPORT DE PRÉSENTATION -**

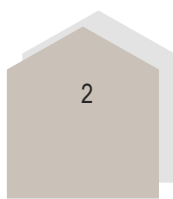
Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 novembre 2019,  
Modifié le 09/06/2023

Le Maire,  
Armelle NICOLAS



Le Maire,  
Armelle NICOLAS





**PREAMBULE****SECTION I : OBJET ET CHOIX DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION** **P.5****SECTION II : PRÉSENTATION ET JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS** **P.7**

- A. Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Pen er Prat
- B. Ajustements opérés au sein du *Lexique*
- C. Ajustements opérés dans la section *Généralités*
- D. Ajustements opérés dans la section *Dispositions applicables à toutes les zones*
- E. Ajustements concernant les zones Naturelles et Agricoles
- F. Ajustements concernant les zones Urbaines et A Urbaniser
- G. Ajustements du règlement graphique
- H. Autres corrections mineures et mises à jour
- I. Tableau récapitulatif des surfaces par zone

**SECTION III : COMPATIBILITÉ AVEC LES LOIS D'AMÉNAGEMENT ET LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX** **P.27**

## PREAMBULE

Ce dossier a pour objet la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Inzinzac-Lochrist, PLU approuvé le 4 novembre 2019 ; cette modification intègre, en particulier, l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU à Pen er Prat en Inzinzac.

# LA PROCÉDURE DE MODIFICATION

## La commune de Inzinzac-Lochrist : rappels

Inzinzac-Lochrist est une commune située en région Bretagne, dans le département du Morbihan.

Au sein de l'aire urbaine de Lorient, bordée par le Blavet sur ses contours sud et est, la commune s'étend sur 4 467 hectares et compte 6 548 habitants (INSEE, population totale 2019), soit une densité de 147 habitants/km².

Ses six communes limitrophes sont : Hennebont, Caudan, Calan, Cléguer, Lanvaudan et Languidic.

Au sein du Pays de Lorient qui compte 30 communes, Inzinzac-Lochrist forme avec 24 autres communes la Communauté d'Agglomération du pays de Lorient qui constitue la troisième agglomération la plus peuplée de Bretagne après Rennes et Brest Métropoles, avec 204 107 habitants (INSEE, population totale 2018).

Situation de INZINZAC-LOCHRIST dans l'agglomération de Lorient



## A. Objet de la procédure

L'objectif de cette procédure de modification est, comme l'indique l'arrêté modificatif du maire en date du 16 septembre 2022, de :

- « Ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa de Pen er Prat, et accompagner cette ouverture à l'urbanisation d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur la zone 1AU ainsi créée,
- Améliorer la rédaction des dispositions relatives à l'extension mesurée des habitations en campagne ;
- Ajuster les dispositions relatives à l'implantation, notamment des annexes ;
- Ajuster les dispositions relatives au gabarit des constructions et de leurs extensions ;
- Revoir les règles relatives aux stationnements couverts et non couverts pour les véhicules ;
- Redéfinir le zonage NI aux abords du site du West Wake Park ;
- Supprimer la zone 1AUa du Gorée (côté Lochrist) ainsi que l'Emplacement réservé n°11 correspondant, et ajuster l'OAP 5 sur ce secteur,
- Annexer au PLU d'éventuels documents ou servitudes méritant de l'être ;
- Supprimer l'Emplacement réservé n°5b à Penquesten, et ajuster l'OAP 4 portant sur le secteur d'urbanisation correspondant ;
- Procéder à d'autres ajustements, ajouts ou corrections mineurs du lexique ou du règlement graphique ou écrit »

## B. Choix de la procédure

L'article L.153-36 du Code de l'urbanisme indique que le Plan Local d'Urbanisme fait l'objet d'une procédure de



modification lorsque la commune envisage de modifier le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation, sous réserve des cas où une révision s'impose en application des dispositions de l'article L.153-31 du même code.

En l'espèce, la modification envisagée ne rentre pas dans le champ de la révision puisque la commune n'envisage pas :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

**>> Le choix de la procédure de modification du PLU est donc justifié au regard des dispositions du Code de l'urbanisme.**

## **C. Déroulement indicatif de la procédure**

Les grandes étapes sont les suivantes :

- Délibération motivée du conseil municipal justifiant l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Pen er Prat (31/01/2022), et arrêté du maire lançant la procédure de modification (1er/03/2022), amendé par l'arrêté du maire du 16/09/2022 ;
- Réalisation du dossier de modification ;
- En parallèle, réalisation d'une Evaluation environnementale et envoi du dossier à la Mission régionale de l'autorité environnementale pour avis ;
- En parallèle, mise en place d'une concertation du public conformément aux modalités définies dans l'arrêté de lancement du Maire, et donnant lieu à un bilan de la concertation ;
- Notification du projet de modification aux Personnes Publiques Associées pour avis ;
- Enquête publique portant sur le dossier de modification du PLU, au printemps 2023 ;
- Corrections du projet et approbation de la modification du PLU par délibération du conseil municipal.

Dans la suite du présent dossier, les ajouts ou remplacements sont indiqués en bleu, et les suppressions en rouge.

## A. Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa de Pen er Prat

### Contexte :

Le secteur de Pen er Prat a pour vocation d'être un quartier intergénérationnel structurant dans le bourg d'Inzinzac, comme l'affirme la commune dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Ces dernières années, ce secteur a vu naître un nouveau quartier avec les constructions d'un nouvel EHPAD, d'une maison de l'enfance et très prochainement un ALSH (Accueil de Loisirs sans hébergement) ainsi qu'un lotissement d'habitat individuel dense en partie nord du quartier, seule partie jusqu'à présent urbanisable.

La modification du PLU doit désormais permettre, en partie sud de Pen er Prat, en cohérence avec la vocation intergénérationnelle du quartier, la réalisation d'un projet de domicile partagé pour les plus anciens, lequel s'adossera à un nouveau lotissement dont la densité respectera les objectifs donnés par le SCoT : au moins 25 logements/ha [en extension d'urbanisation].

A terme, ce secteur doit aussi se voir connecté en matière de mobilités actives :

- à la piste cyclable qui suit la route du Temple (cette route mène à Inzinzac depuis l'ouest),
- à la RD145 et en particulier à l'arrêt de bus Le Gorée qui est situé sur le parcours des lignes régulières reliant Inzinzac-Lochrist à Hennebont et à Lorient ; la RD145 fait l'objet d'une étude de rénovation urbaine en 2022.
- à la plaine sportive du Gorée.

Une délibération motivée du conseil municipal en date du 31/01/2022 justifie l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation induite pour changer la zone 2AUa en zone 1AUb :

- **De l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées**

Le secteur de Pen er Prat a pour vocation d'être un quartier intergénérationnel structurant dans le bourg d'Inzinzac, comme l'affirme la municipalité dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Aujourd'hui, les emprises foncières disponibles en zone Urbaine à Pen er Prat sont toutes mobilisées. En effet, ce secteur a vu naître un nouveau quartier avec les constructions d'un nouvel EHPAD, d'une maison de l'enfance et très prochainement un ALSH (Accueil de Loisirs sans hébergement) ainsi qu'un lotissement d'habitat individuel dense en partie nord du quartier, seule partie jusqu'à présent urbanisable.

Il s'agit désormais, en cohérence avec la vocation intergénérationnelle du quartier, de permettre la réalisation d'un projet de domicile partagé pour les plus anciens, lequel s'adosserait à un nouveau lotissement dont la densité respecterait les objectifs donnés par le SCoT.

A ce jour, dans les bourgs d'Inzinzac et Lochrist, toutes des emprises foncières principales en densification et en renouvellement urbain pour de l'habitat et consacrées par des OAP font l'objet de projets en cours, à des stades d'avancement variés : avant-projet sur le site structurant de l'ancien EHPAD de Lochrist (OAP 1) et études pré-opérationnelles sur le secteur Ambroise Croizat (OAP 3).

Les OAP 2, 6, et 7 ne sont pas dédiées à des projets d'habitat. L'OAP 5 n'est pas dédiée à de l'habitat en densification.

L'OAP 4 est localisée dans le bourg de Penquesten, les deux emprises repérées en renouvellement urbain sont trop petites pour accueillir le projet envisagé (environ 1ha en additionnant les deux). Penquesten est en outre trop éloigné d'Inzinzac pour accueillir de manière cohérente un projet d'habitat pour seniors qui a vocation à s'inscrire dans la continuité du quartier intergénérationnel de Pen er Prat dont le but est bien de regrouper ce type de

structures.

*Enfin, la collectivité n'a connaissance d'aucun autre foncier rapidement disponible ou suffisamment grand dans le bourg d'Inzinzac qui puisse permettre au projet soutenu de voir le jour en dehors des sites faisant l'objet d'OAP.*

*Il apparaît donc que les capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées sont relativement inexistantes. La commune doit se tourner vers une urbanisation en secteur non encore urbanisé. Les autres sites majeurs dédiés à l'habitat, repérés dans le PLU et faisant l'objet d'OAP, sont localisés en extension des bourgs (1AU). Toute urbanisation est à ce jour bloquée sur ces sites qui font l'objet de rétention foncière : emprise à l'est de Penquesten (OAP 4), emprises au nord et au sud de la Plaine du Gorée (OAP 5). L'emprise localisée aux abords de la médiathèque (OAP 3) est de taille très réduite et ne permet pas l'accueil du projet envisagé.*

*Seule demeure disponible sans difficulté d'acquisition l'emprise zonée 2AUa à Pen er Prat, puisque celle-ci est déjà propriété de la commune.*

- **De la faisabilité opérationnelle d'un projet dans cette zone**

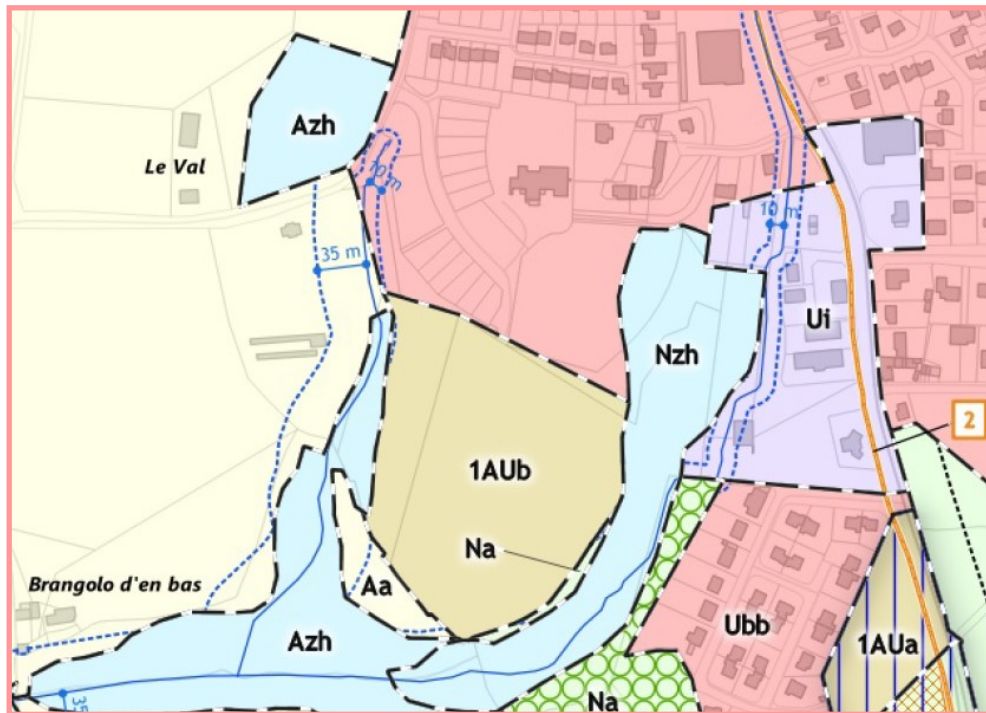
*Le projet est réalisable dans cette zone qui se situe en continuité d'urbanisation du bourg d'Inzinzac et dispose déjà d'une partie des réseaux, le reste des réseaux pouvant être mis en place sans contrainte spécifique a priori. La zone est intégrée au zonage d'assainissement collectif des eaux usées et au zonage pluvial de la commune. Un accès véhicules à la zone est garanti par une voirie en attente débouchant depuis la partie nord du quartier récent de Pen er Prat.*

*La zone 2AU consiste aujourd'hui en une étendue herbue dégagée, et n'accueille pas de zone humide comme en témoigne l'inventaire des zones humides actualisé approuvé en mai 2019. Une zone de présomption de prescription archéologique s'applique.*

*Le projet décrit précédemment est en outre cohérent avec la vocation intergénérationnelle du quartier de Pen er Prat, qu'il doit renforcer.*

Ainsi :

1. Le zonage 2AUa devient 1AUb sur le secteur visé :



*Extrait du règlement graphique modifié*



2. l'ouverture à l'urbanisation du secteur de Pen er Prat s'accompagne de la création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur ce secteur :



#### Aménagement :

préservation d'une bande verte périphérique de 10m à partir des bois existants

maintien du fourré/friche en espace naturel commun de loisirs

principe de cheminements actifs à connecter entre :

- la piste cyclable route du Temple
- l'arrêt de bus sur la D145
- la plaine sportive du Gorée

principe d'accès VL puis de voie de desserte partagée et végétalisée

localisation préférentielle d'un bassin de gestion des eaux pluviales

#### Programmation :

- 70 à 75 logements au total
- habitat en domicile partagé
- habitat individuel dense à petit collectif

**Principe d'aménagement des îlots :**  
créer, hors lots cessibles, des frontières naturelles matérialisées par une trame de talus arborés qui prolonge et ramifie la grande trame verte du site



Densité attendue : minimum 25 logements /hectare

Nombre de logements à réaliser : environ 75

Part de logements sociaux : 20% soit 15 logements minimum

Part de logements en accession à prix encadré : 20% soit 15 minimum

#### Environnement, mobilités et cadre de vie

L'écrin boisé et humide qui entoure le site doit être préservé et participer du cadre de vie du futur quartier. Pour ce faire :

- une bande périphérique d'environ 10m à partir du tronc des derniers arbres doit être maintenue hors lots cessibles ;
- la trame verte doit se ramifier à l'échelle des îlots aménagés, en prenant la forme de talus arborés, créés en dehors des lots cessibles.

L'espace en fourré/friche localisé au sud du site doit être conservé en espace naturel commun pouvant être supports de loisirs ; l'aménagement, si nécessaire, d'un bassin de gestion des eaux pluviales à l'échelle de l'opération, à l'endroit marqué sur le schéma, devra conduire à gérer ensemble le fourré/friche et le bassin comme un espace naturel ouvert et d'un seul tenant.

L'aménagement du site doit intégrer des cheminements actifs vers la piste cyclable sur la route du Temple (nord du site), vers l'arrêt de bus sur le RD145 (est) et vers la plaine sportive du Gorée (sud) ; ces cheminements doivent être continus et reliés entre eux, ainsi qu'avec les voies de desserte internes aux îlots et avec les espaces communs ;

L'accès VL se fait par le nord du site, dans la continuité de la voirie créée dans le quartier *Pen er Prat 1* ; cette desserte « principale » est traitée en voirie partagée, avec un revêtement de sol traduisant la priorité aux modes actifs, et végétalisée de façon à ramifier encore la sous-trame verte du site. Les voies s'accrochant à cet axe pour accéder aux

## LES MODIFICATIONS OPÉRÉES

habitations n'excèdent pas 4m de large au total.

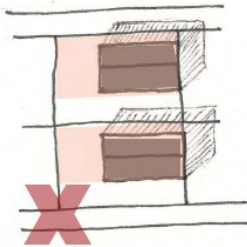
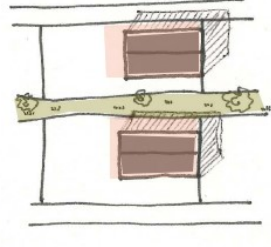
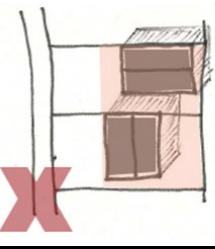
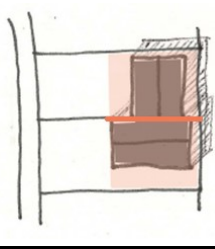
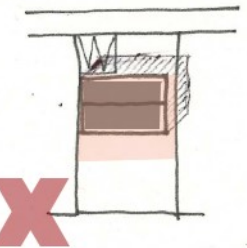
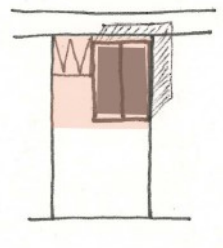
### Aménagement et formes bâties

Le découpage et la forme des parcelles doivent permettre de minimiser les effets d'ombres portées entre constructions voisines, tout en maximisant les espaces de jardin d'un seul tenant et bien exposés. En particulier, on recherchera des formes de parcelles beaucoup plus longue que larges.

Les accroches sur une limite de parcelle doivent être systématisées pour maîtriser l'impact de chaque construction sur sa voisine.

Les éventuelles emprises constructibles vont chercher les limites nord et est des parcelles dès que possible pour maximiser les jardins à l'ouest et au sud. Ces emprises doivent être suffisamment restreintes pour ne pas multiplier les possibilités que les constructions voisines se portent préjudice entre elles.

Autres prescriptions :

Supprimer les agencements de parcelles qui génèrent des ombres portées inévitables sur les meilleurs espaces de jardin de voisins.	 
Restreindre les zones d'implantation et définir des accroches obligatoires, en particulier quand l'orientation des lots présage des situations préjudiciables entre voisins.	 
Supprimer les bandes résiduelles de jardin mal exposées et inconstructibles, pour augmenter l'espace de jardin réellement profitable.	 

3. enfin, les dispositions de la zone 1AU sont ajustées pour s'appliquer aussi bien aux zones 1AUa (prévues par le PLU approuvé) qu'à la zone 1AUB créée par la Modification du PLU.

En particulier, les règles en matière de clôtures en zone 1AUB diffèrent de celles des zones 1AUa, en ce qu'elles prévoient :

« [article AU6-II] **En zone 1AUB :**

*Les clôtures doivent être réalisées en matériaux à claire-voie d'aspect bois sur l'ensemble de leur hauteur, ou être constituées de haies végétales. Elles ne peuvent dépasser 1m50 en limite de voie et 1m80 sur les autres limites. Lorsque la construction est implantée en limite séparative, une clôture pleine d'une hauteur maximale d'1m80 peut être réalisée dans le prolongement de la construction sur une longueur maximale de 4m. »*

#### **Compatibilité avec le PADD :**

La création de logements impliquée par cette ouverture à l'urbanisation est à mettre en balance avec la suppression du potentiel de logements de la zone 1AU au sud du Gorée présentée plus loin (point 2. du chapitre G du présent additif).

La modification de PLU rend ainsi environ 75 logements réalisables à Pen er Prat et 15 logements irréalisables au Gorée, ce qui correspond à un gain d'environ 60 logements, ce qui est compatible avec l'objectif de création d'environ 440 logements inscrit dans le PADD du PLU approuvé (gain de 14% par rapport à l'ambition du PADD).

#### **Justification au regard de la trajectoire ZAN impulsée par la Loi Climat-Résilience d'août 2021 :**

Il est rappelé que la procédure de modification du PLU opère l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU d'environ 3 hectares, prévue par le PLU approuvé le 4 novembre 2019. Dans la mesure où le PLU faisait la somme des consommations d'espaces induite par les zones 1AU et 2AU, cette zone 2AU devenant 1AU est donc déjà comptabilisée au titre de la consommation d'espace prévue par la commune en 2019 et ne doit pas être comptée comme une nouvelle consommation d'espace engendrée par la présente procédure.

Extrait du rapport de présentation, p.44 :

### **4. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACE DU PLU**

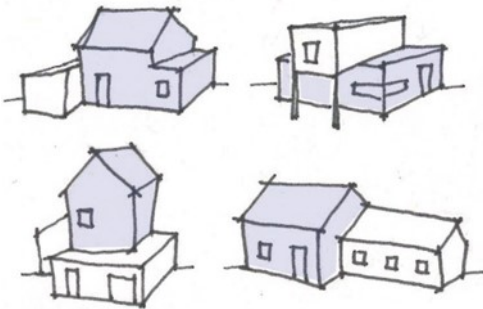
#### **CONSOMMATION GÉNÉRALE**

Projet / Localisation	Consommation d'espace	Remarques
Zones 1AU (extension)	2,6 ha	
Zone 2AU (extension)	3,1 ha	

## LES MODIFICATIONS OPÉRÉES

B. Ajustements opérés au sein du *Lexique*

1. Afin de faciliter l'instruction des demandes d'urbanisme, les définitions suivantes sont corrigées ou ajoutées :

<i>PLU avant modification</i>	<i>PLU modifié</i>
<p><b>Volume principal :</b> Corps le plus important de la construction. Il s'agit d'un volume plus haut et plus long que les volumes secondaires.</p>	<p><b>Volume principal :</b> Volume le plus important de la construction, identifiable de par : - ses dimensions - et/ou les fonctions qu'il abrite - et/ou son articulation avec les autres volumes.</p> 
<p><b>Volume secondaire :</b> Volume de dimensions réduites et inférieures au volume principal (extension, annexe,...)</p>	<p><b>Volume secondaire :</b> Volume ne constituant pas un volume principal de la construction.</p>
<p><b>Extension mesurée (en zones A et N) :</b> voir ajustement en colonne de droite</p>	<p><b>Extension mesurée (en zones A et N) :</b> toute construction qui n'entraîne pas de profonde modification de l'existant susceptible d'être assimilée à une construction nouvelle. La création d'emprise au sol supplémentaire doit rester subsidiaire (<b>entendu habituellement comme en-deçà du tiers de la surface totale d'emprise au sol</b>) par rapport à l'existant à la date d'approbation du premier PLU de référence. [...]</p>
/	<p><b>Piscine :</b> Construction destinée à la baignade humaine ; elle est créatrice d'emprise au sol. Elle prend couramment la forme d'une annexe mais peut aussi être réalisée sous la forme d'une extension, c'est-à-dire en continuité d'une construction et avec un accès direct depuis celle-ci.</p>
/	<p><b>Pleine terre:</b> un espace non construit peut-être qualifié de pleine terre s'il est totalement perméable à l'eau, et si son sous-sol est libre de toute installation (hors réseaux) sur une profondeur de 10m.</p>
/	<p><b>Limite séparative :</b> La limite séparative est constituée par les limites du terrain d'assiette du projet avec un autre terrain ne constituant pas une emprise publique ou une voie. La limite séparative latérale est la limite entre un ou plusieurs terrains situés en bordure d'une même voie OU la limite aboutissant sur la voie de desserte de la parcelle considérée. Toutes les autres limites séparatives sont des limites séparatives de fond de parcelle. Lorsque le terrain objet du projet (l'unité foncière) est constitué de plusieurs parcelles, le fond de parcelle se définit à l'échelle de l'unité foncière.</p>



<i>PLU avant modification</i>	<i>PLU modifié</i>
	<b>Carport :</b> Construction non totalement close permettant d'abriter une (ou des) voiture(s).
/	<b>Claire-voie (clôture à) :</b> Dont les éléments pleins ne représentent pas plus de : - 2/3 de l'ensemble en zones U et AU - la moitié de l'ensemble en zones A et N.

## C. Ajustements opérés dans la section *Généralités*

**1. Chapitre D, B-Protection du patrimoine naturel et paysager.** Un paragraphe *Inventaires et protections* est créé afin de rappeler les secteurs naturels faisant l'objet d'autres protections réglementaires que le PLU sur le territoire :

« Le territoire communal comprend la quasi-totalité du zonage de la ZNIEFF II « Bois de Trémelin ». Le zonage de cette ZNIEFF II, quasi-totalement compris sur la commune, en englobe 666.02 ha (près de 15% du territoire communal).

Par ailleurs, une zone Natura 2000 est présente sur Inzinzac-Lochrist, la ZSC « Chiroptères du Morbihan ». Elle est située en limite Sud de la commune, dans une cavité artificielle aux environs des anciennes forges. Il fait partie d'un groupement de neuf sites de gîtes importants de chiroptères répartis sur le Morbihan, accueillant la reproduction du petit rhinolophe, du grand rhinolophe, du murin à oreilles échancrées et du grand murin. Cet ensemble de sites revêt une grande importance à l'échelle départementale et régionale car il accueille 80% des effectifs reproducteurs départementaux du grand murin, 90% de ceux du grand rhinolophe et près d'un tiers de ceux du murin à oreilles échancrées.

Enfin, Inzinzac-Lochrist est concernée par trois secteurs d'Espaces Naturels Sensibles : le Bois de Trémelin, le bois de Kerguer situé à l'Ouest d'Inzinzac et l'étang de Ty-mat (comprenant l'étang et les boisements bordant le ruisseau du Kerollin). Une zone de préemption au titre des ENS englobe également la totalité du Bois de Trémelin et de ses abords (723 ha au total). »

**2. Chapitre D, B, Zones humides.** La date d'approbation de l'inventaire des zones humides sur lequel se base le présent PLU est intégrée dans le paragraphe :

« Les zones humides et les cours d'eau, répertoriés et validés par la délibération municipale du 13/05/2019, sont identifiés au règlement graphique. »

**3. Chapitre E, I-Périmètres de projet.** Dans un objectif de clarté, le paragraphe :

*Opération d'aménagement d'ensemble*

En application de l'article R151-21 du Code de l'Urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, l'ensemble du projet est apprécié au regard de la totalité des règles édictées.

est renommé et remplacé par :

*Division/lotissement en zones U et AU*

le PLU ne s'oppose pas à l'application du R151-21 : dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, l'ensemble du projet est apprécié au regard de la totalité des règles édictées par le plan local d'urbanisme.

**4. Chapitre E, II, Organisation de l'activité commerciale.** Le paragraphe :

« Hors de ces centralités commerciales identifiées par le présent PLU, aucune nouvelle implantation commerciale n'est autorisée, à l'exception, et sous réserve des dispositions du règlement de chaque zone, de la restauration et

l'hôtellerie, du commerce automobile et motocycle, du commerce et concession de bateaux de plaisance, du commerce de gros sans activité significative de commerce de détail et des points de vente liés à une activité de production située sur le lieu de production. »

devient :

Hors des centralités commerciales identifiées par le présent PLU, les nouvelles implantations d'activités relevant des destinations suivantes ne sont pas autorisées : commerce de détail seul ou avec artisanat commercial, cinéma, drives et points de retrait de marchandises commandées via internet, commerce de gros si activité significative de commerce de détail, points de vente liés à une activité de production (artisanale, agricole, artistique, industrielle...) déconnectés géographiquement des lieux de production. (Ne sont pas concernés notamment le commerce automobile et motocycle, et commerce ou concession de bateaux de plaisance).

**Rez-de-chaussée commerciaux.** Le second paragraphe est ainsi corrigé :

« La transformation de surfaces de commerce ou d'artisanat en rez-de-chaussée sur rue en une destination autre que le commerce ou l'artisanat ou un équipement d'intérêt collectif le commerce et l'activité de service ou un équipement d'intérêt collectif et service public est interdite. Cette prescription s'applique aussi lors de reconstruction ou de réhabilitation lourde, sauf en cas de création de locaux d'accès d'immeuble ; [...] »

#### **5. Chapitre E, IV, extension mesurée des habitations sans création de logement nouveau.**

Le paragraphe entier est ainsi corrigé :

« Les extensions mesurées\* des habitations existantes sont autorisées dans la limite de :

- Cas des extensions : 50% de l'emprise au sol totale des constructions existantes à destination d'habitation sur l'unité foncière à la date d'approbation du premier PLU (11/09/2007) à la date de référence et 50m<sup>2</sup> d'emprise au sol.
- Cas des annexes : 40m<sup>2</sup> par unité foncière ;
- Cas des piscines : pas de restriction 60m<sup>2</sup> d'emprise au sol, abords imperméabilisés compris (margelle notamment).

Il est rappelé que L'extension mesurée peut se faire en une seule ou plusieurs fois, pourvu que la surface de plancher l'emprise au sol générée cumulée n'excède pas le ratio défini ci-dessus. Quel que soit le projet d'extension mesurée (extension, annexe, piscine), la date de référence pour l'emprise au sol autorisée est la date d'approbation du premier PLU (11/09/2007) ou, si elle est ultérieure, la date de construction de l'habitation faisant l'objet du projet d'extension mesurée.

En outre, il est rappelé que certaines projets doivent être réalisés dans le respect des règles de réciprocité, au titre de l'article L111-3 du code rural.

Ces possibilités ne sauraient être admises dans le cas de constructions qu'il n'est pas souhaitable de maintenir en raison de leur état de dégradation ou des dangers qu'elles peuvent présenter, ni dans le cas de logements de fonction agricoles. »

## LES MODIFICATIONS OPÉRÉES

**D. Ajustements opérés dans la section *Disposition applicables à l'ensemble des zones***

**1. article G1.** Le paragraphe relatif au secteur tramé *Protection de captage d'eau potable* indique désormais :

« En parallèle des zonages mis en place par le PLU (A, N, U, AU), les parcelles impactées par des périmètres de protection au titre des captages d'eau potable de Kersalo et Langroise peuvent faire l'objet de prescriptions limitant les occupations du sol permises par le PLU, en vertu de l'arrêté du 12 novembre 2001 auquel il convient de se référer. Celui-ci est annexé au présent PLU.

Les parcelles concernées font l'objet d'une trame spécifique visible sur le Règlement graphique du PLU. »

**2. article G2, VI-Eaux pluviales.** Le paragraphe est corrigé comme suit, afin notamment d'exclure les annexes de moins de 30m<sup>2</sup> des contraintes de mise en place d'un système de récupération des eaux pluviales :

« Tout projet de construction\* ou de rénovation de construction existante\*, à l'exception des extensions\* de constructions\* et des annexes dont l'emprise au sol dont la superficie est inférieure à 30 m<sup>2</sup>, doit réutiliser ou, en cas de surplus, infiltrer les eaux pluviales et peut présenter pour ce faire les dispositions nécessaires suivantes : [...] »

Par ailleurs, dans le but d'améliorer la gestion des eaux pluviales, la disposition suivante est complétée :

« Les allées de garages, voies carrossables privées et aires de stationnement (à l'exception des aires de stationnement des poids lourds, et des aires aménagées au-dessus de locaux souterrains), sont réalisés en matériaux drainants.

**3. article G4.** Afin de mieux prendre en compte la préservation du patrimoine bâti dans l'implantation des projets, l'article est complété par la disposition suivante :

Un recul pourra être autorisé ou imposé pour préserver un élément du patrimoine bâti ou naturel de qualité, ou un muret existant assurant déjà une continuité bâtie sur voie.

**4. article G5.** Afin de mieux prendre en compte la topographie qui peut parfois justifier des adaptations des gabarits des projets par rapport au terrain sur lequel ils s'implantent, la disposition suivante est ajoutée :

Pour des raisons justifiées d'intégration des projets sur des terrains dont la pente moyenne excède 10%, un gabarit d'un niveau supplémentaire par rapport au maximum fixé dans la zone concernée est autorisé.

**5 article G6-Clôtures.** Le paragraphe est complété pour une plus grande clarté des règles :

« Les obligations de clôture à claire-voie, lorsqu'il y en a, ne s'appliquent pas aux éventuels portails ou portillons. »

« Les clôtures végétales sont autorisées en toute zone. »

(dans un souci de pédagogie, la première disposition est dupliquée dans les règlements de zones A, N, U, AU.)

Le paragraphe est aussi complété pour mieux prendre en compte la petite faune des jardins lors de la réalisation de clôtures :

« Les clôtures en limites séparative doivent être réalisées de façon à permettre le passage de la petite faune. »



On notera que cette dernière disposition était présente dans l'OAP thématique *Nature en ville* ; son ajout dans le règlement permet de la rendre applicable aux demandes d'autorisation d'urbanisme dans un rapport de conformité désormais.

Par ailleurs, le terme « limite séparative » est précisé dans le Lexique (cf *B. Ajustements opérés au sein du Lexique*).

**6. article G7.** la disposition suivante est ajoutée :

« Tout arbre abattu doit être remplacé. »

**7. article G8-III.** Le terme « **surface de plancher** » est remplacé par « **surface de vente** » dans le tableau relatif au calcul du nombre de stationnements voitures pour les commerces.

## E. Ajustements concernant les zones Naturelles et Agricoles

**1. articles N5-II et A5-II.** La disposition :

« Les extensions ne doivent pas dépasser le gabarit du volume principal ; leur gabarit maximal absolu est fixé à 3 niveaux. »

devient :

Les extensions doivent s'inscrire dans un gabarit maximal de 3 niveaux.

## F. Ajustements concernant les zones Urbaines et A Urbaniser

**1. articles U4 et AU4.** La modification du PLU ajuste l'alternative prévue aux règles d'implantation en zone Urbaine (Ua et Uba/b/c) afin de reconnaître comme pertinente et autorisée l'implantation d'une construction par un autre volume que le volume principal, ce type d'implantation (par le garage par exemple) pouvant parfois contribuer à minimiser les ombres portées d'une parcelle sur l'autre tout en s'intégrant dans l'environnement bâti. La règle devient ainsi :

« lorsque la configuration de l'unité foncière ne permet pas d'implantation par rapport aux voiries et emprises publiques (parcelle divisée en second rang par exemple), il n'est pas fait application des règles suivantes ; **le volume principal l'un des volumes de la construction** doit cependant être implanté sur au moins une limite. »

**articles U4-II et AU4-II.** La disposition suivante est supprimée :

« **Les annexes\* doivent être implantées sur au moins une limite de la parcelle sauf si la construction principale\* est déjà implantée sur une des limites du terrain.** »

En effet, dans certains cas, tels que la réalisation de piscines, il n'apparaît plus souhaitable de contraindre les projets à une implantation de limite.

**2. articles U5-I et AU5-I.** La disposition suivante est complétée :

Les constructions à destination d'habitation doivent respecter un gabarit minimal de 2 niveaux.

**articles U5-II et AU5.** Les dispositions :

« **Les extensions au sol ne doivent pas dépasser le gabarit du volume principal.**

**Les extensions en surélévation s'inscrivent dans les gabarits définis pour les constructions nouvelles.** »

deviennent :

**les extensions (au sol comme en surélévation) doivent s'inscrire dans le gabarit fixé pour les constructions nouvelles.**

**3. articles U8 et AU8.** Le paragraphe relatif au stationnement des véhicules est remanié afin de permettre de créer des stationnements ou des volumes de garages non proches de la voie dans le cas de configurations de parcelles particulières (en second rang par exemple), dans le cas où une maison existante se trouve déjà implantée à distance de la voirie, et pour intégrer la possibilité qu'un volume de garage puisse aussi accueillir dans le même volume d'autres fonctions (cuisine, chambre), indissociables de la maison et justifiant son accroche indispensable au volume principal.

Le paragraphe devient :

<p><i>PLU avant modification (U8 et AU8)</i></p> <p>«En outre, pour les opérations d'habitat individuel :</p> <p># En secteurs Uba/b/c, les stationnements, aériens des véhicules motorisés sont cantonnés sur une bande de 0 à 6 m comptés à partir de la limite de voie ;</p> <p># Les volumes couverts dédiés au stationnement respectent les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- implantation dans une bande de 0 à 6m par rapport à la voie ou emprise publique</li> <li>- hauteur maximale fixée à 3m</li> <li>- architecture : l'utilisation de bâches ou de tôles est proscrite. Les volumes présentent des toitures plates ou monopentes inférieures à 25°. Les carports ne doivent pas être totalement clos. »</li> </ul>	<p><i>PLU modifié</i></p> <p>« Pour les habitations individuelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En secteurs Uba/b/c et 1AU, les stationnements des véhicules non couverts sont cantonnés dans une bande de 0 à 6m par rapport à la voie ou emprise publique</li> <li>- les volumes exclusivement dédiés au stationnement s'implantent dans une bande de 0 à 6m par rapport à la voie ou emprise publique</li> <li>- lorsque la configuration de l'unité foncière ne permet pas ou ne rend pas pertinente une implantation par rapport aux voiries et emprises publiques telle que prescrite (parcelle divisée en second rang ou à l'angle de 2 voies, implantation de la construction existante à distance de la voirie, par exemple), il n'est pas fait application des règles précédentes</li> <li>- la hauteur maximale est fixée à 3m pour les carports</li> <li>- architecture : les volumes présentent des toitures plates ou de pentes inférieures à 25°. Par ailleurs, l'utilisation de bâches ou de tôles est proscrite.»</li> </ul>
---	--

**4. article Ui1.** Le paragraphe disposant des occupations du sol interdites est ainsi remanié, afin de permettre l'installation d'entreprises de location de caravanes en zone d'activité par exemple :

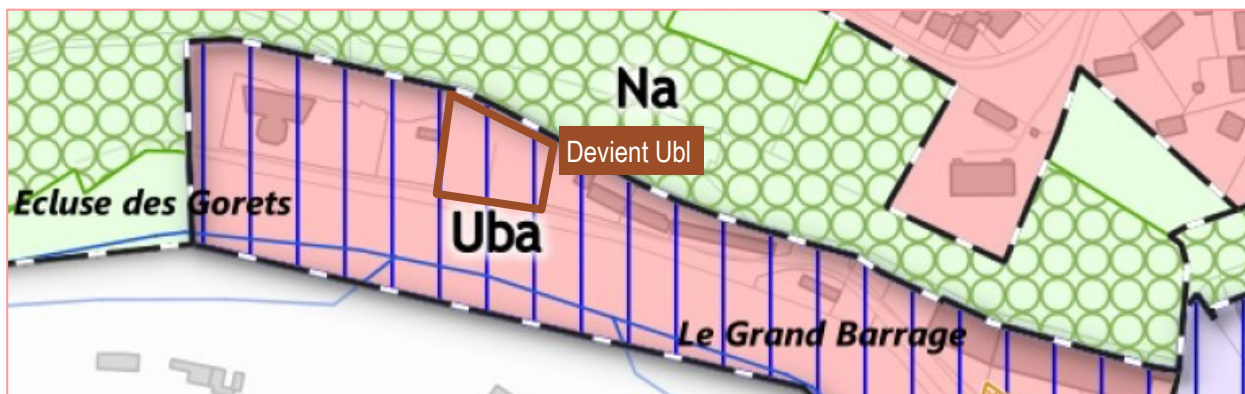
« En tout secteur, sont notamment interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- l'ouverture ou l'extension de carrières et de mines ;
- La création de terrains aménagés pour le camping ou le stationnement de caravanes permanents ou saisonniers, ainsi que les aires naturelles de camping et les parcs résidentiels de loisirs ;
- l'implantation de résidences mobiles de loisirs et d'habitations légères de loisirs, groupées ou isolées ;
- le stationnement de caravanes quelle qu'en soit la durée ;
- Les parcs d'attractions, les aires de jeux et de sports d'une superficie supérieure à 2 ha, y compris les terrains pour la pratique de sports motorisés, visés à l'article R421-19/g et /h du Code de l'Urbanisme ;
- Les constructions destinées à l'activité agricole ;
- Les constructions à usage d'habitation non expressément autorisées. »

## G. Ajustements du règlement graphique

**1. Règlement graphique principal.** Le zonage Uba à l'ouest du secteur des Forges de Lochrist, en bord de Blavet, est partiellement remplacé, spécifiquement sur le périmètre d'une aire de stationnement de véhicules existant dans ce secteur, par un zonage Ubl. Ce zonage permet notamment, outre l'habitation et les activités compatibles avec l'habitat, l'ouverture de terrains aménagés pour le camping.

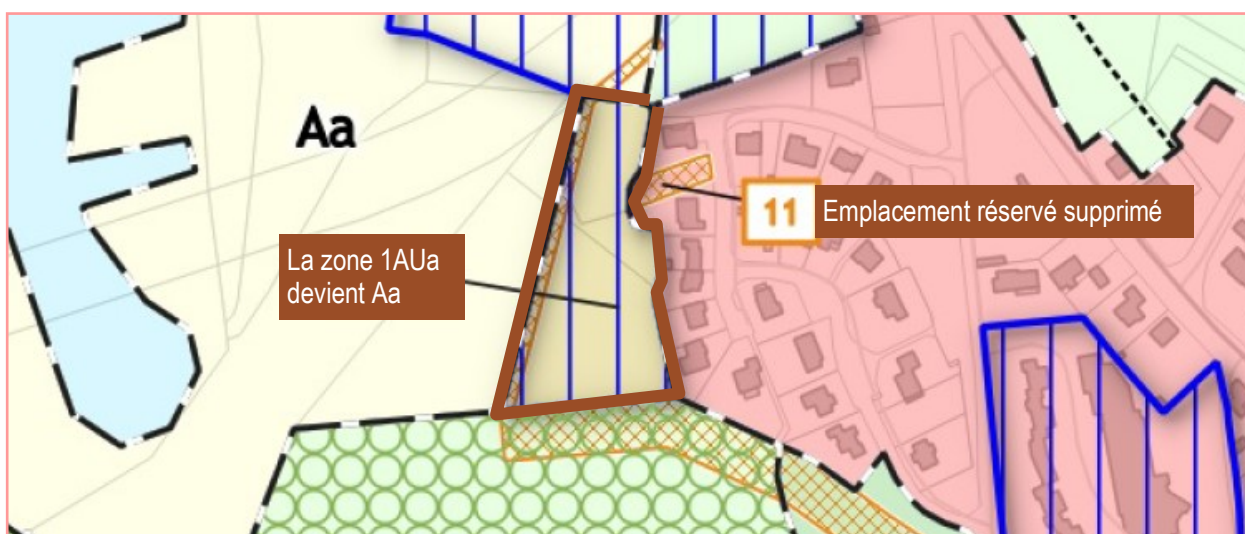
Ces possibilités restent soumises aux éventuelles limites fixées par les Servitudes d'utilité publique ou encore par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation.



**2. Règlement graphique principal (et OAP n°5).** La zone 1AUa au sud du secteur du Gorée est supprimée au profit d'un zonage Aa, la commune ne souhaitant plus inciter à mobiliser ce petit espace en extension urbaine situé dans l'interface naturelle entre Inzinzac et Lochrist.

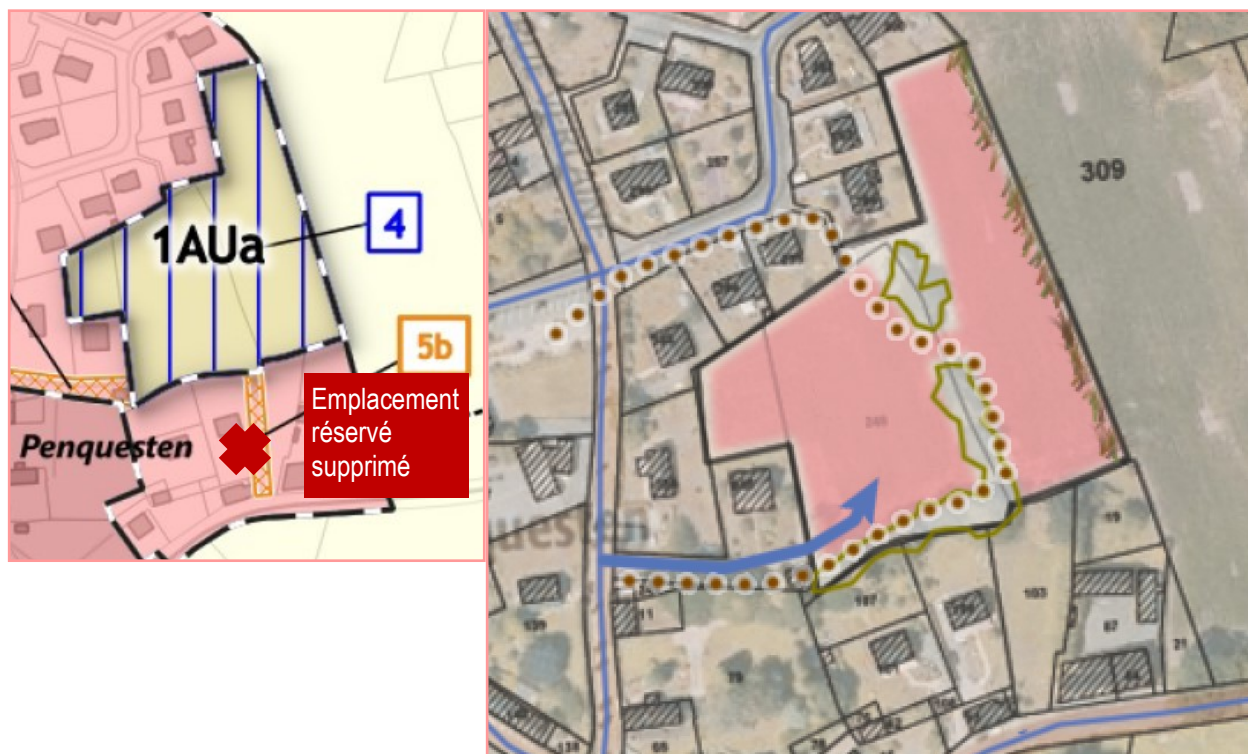
La suppression de la zone 1AUa s'accompagne de la suppression de l'Emplacement réservé n°11 qui avait pour objet l'accès routier à ce secteur d'urbanisation, et des prescriptions qui s'y appliquaient dans l'OAP n°5 *Plaine du Gorée*.

Il est par ailleurs à noter que cette suppression de zone A Urbaniser comptant pour 15 à 20 logements ne change pas l'économie générale du projet de PLU et ne contrarie pas les grandes orientations du PADD.

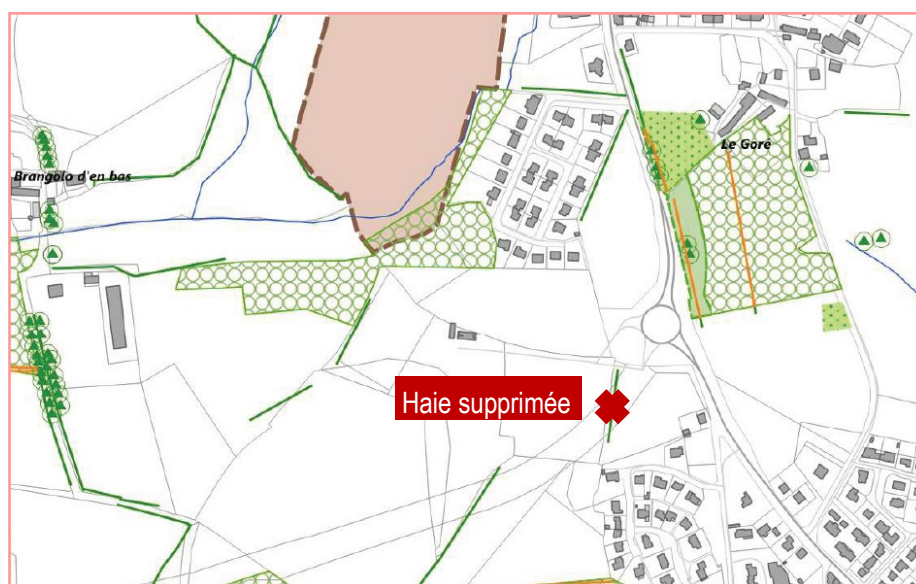




**3. Règlement graphique principal (et OAP n°4).** L'emplacement réservé n°5b est supprimé et l'OAP n°4 ajustée en conséquence afin de prévoir une desserte du secteur d'urbanisation à l'est de Penquesten par un seul accès véhicules . Extrait de l'OAP n°4 ainsi modifiée ci-dessous :



**4. Règlement graphique complémentaire *Paysage et Patrimoine*.** Un linéaire bocager à protéger, ne correspondant pas ou plus à une haie dans la réalité, est retiré du document graphique.





## H. Autres corrections mineures et mises à jour

1. **articles N6, A6, U6, AU6.** Les interdictions de redans dans les éventuelles clôtures maçonnées sont supprimées ; par exemple :

« la hauteur de la partie pleine (maçonnée), quand elle existe, est limitée à 80 cm **sans redans** ; »

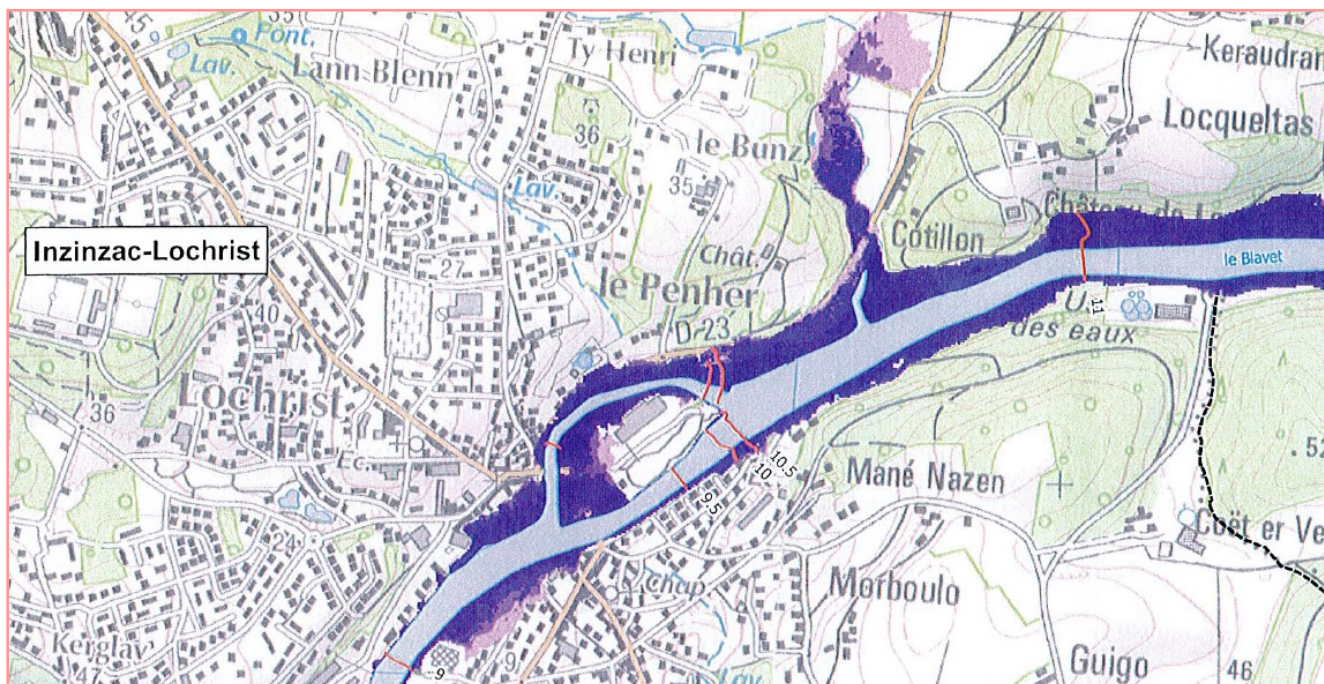
2. **Dispositions particulières à chaque zone.**

« Il est rappelé que les destinations et occupations du sol permises à l'article 1 peuvent être soumises à des contraintes ou restrictions issues de réglementations spécifiques qui s'imposent, telles que les Servitudes d'utilité publique ou les Plans de prévention des risques. »

3. **Mise à jour de l'annexe n°1 Servitudes d'Utilité Publique.**


4. **Actualisation de l'annexe n°5 correspondant au zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune.** Celui-ci a été approuvé le 1er octobre 2021 en bureau communautaire de Lorient Agglomération.

5. **Complément à l'annexe n°7 Plan de Prévention des Risques d'Inondation.** Une annexe 7C\_ae est ainsi créée ; elle contient le *Porter à connaissance*, en date du 18 mars 2021, de l'étude d'aléas inondation du Blavet et prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme, ainsi que les cartes qui l'accompagnent.



Extrait des cartes du *Porter à connaissance*

5. **Création d'une annexe n°10 : Captages d'eau potable.** Cette annexe consiste en l'arrêté du 12 novembre 2001, ainsi que les cartes des périmètres immédiats et rapprochés protégeant les captages de Kersalo et Langroise, qui impactent le territoire d'Inzinzac-Lochrist. Ces périmètres sont par ailleurs identifiables également sur le règlement graphique du PLU approuvé en 2019.



**6. Création d'une annexe n°11 Classement Sonore des Infrastructures de Transport Terrestre.** Cette annexe comprend l'arrêté préfectoral du 4 mai 2018.

**7. Création d'une annexe n°12 : Droit de Préemption Urbain.** Cette annexe consiste en la délibération municipale du 4/11/2019, ainsi qu'une carte illustrant les zones concernées.

**8. Correction d'erreur matérielles :** morceaux de marges de recul aux cours d'eau mal affichés sur les planches graphiques.



## I. Tableau récapitulatif des surfaces par zone

zone du PLU	surface (ha) PLU non modifié	Surface (ha) PLU modifié	évolution
1AUa	2,64	2,04	Suppression de la zone 1AUa du Gorée (côté sud /Lochrist)
1AUb	0	3,13	Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Pen er Prat sud (voir aussi <i>Section II -A</i> )
2AUa	3,13	0	
Aa	2268,3	2268,9	Suppression de la zone 1AUa du Gorée au profit d'un zonage Aa (côté sud /Lochrist)
Ac	93,53	idem	/
Ae	43,95	idem	/
Ai	3,28	idem	/
Azh	80,79	idem	/
Azhs	1,67	idem	/
Na	1362	idem	/
Nf	234,93	idem	/
Ni	1,35	idem	/
NI	30,6	Idem	/
NIs	0,60	idem	/
Nv	0,83	idem	/
Nzh	140,89	idem	/
Nzhs	0,73	idem	/
Uaa	12,39	idem	/
Uab	3,27	idem	/
Uac	3,30	idem	/
Uba	116,13	115,98	Conversion d'une partie de la zone Uba à l'ouest des Forges de Lochrist en Ubl (voir aussi <i>Section II -G</i> )
Ubb	45,84	idem	/
Ubc	16,76	idem	/
Ubl	7,82	7,97	Conversion d'une partie de la zone Uba à l'ouest des Forges de Lochrist en Ubl (voir aussi <i>Section II -G</i> )
Ui	5,95	idem	/
Uis	9,53	idem	/

### **1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Blavet**

L'ouverture à l'urbanisation de la zone de Pen er Prat sud s'accompagne d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation qui :

- éloigne l'urbanisation à venir des espaces naturels et notamment des zones humides qui ceignent la zone,
- prescrit une gestion des eaux pluviales tenant compte de la topographie du site.

L'évaluation environnementale détaille ces modalités de prise en compte de l'enjeu lié à l'eau.

Les modifications apportées au règlement écrit du PLU ne portent pas sur la thématique de l'eau et ne remettent pas en cause les objectifs communaux sur le sujet. Elles sont donc compatibles avec les objectifs du SDAGE et du SAGE.

### **2. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) 2018 du Pays de Lorient**

Le PLU de Inzinzac-Lochrist, approuvé en 2019, est déjà compatible avec les orientations du SCoT.

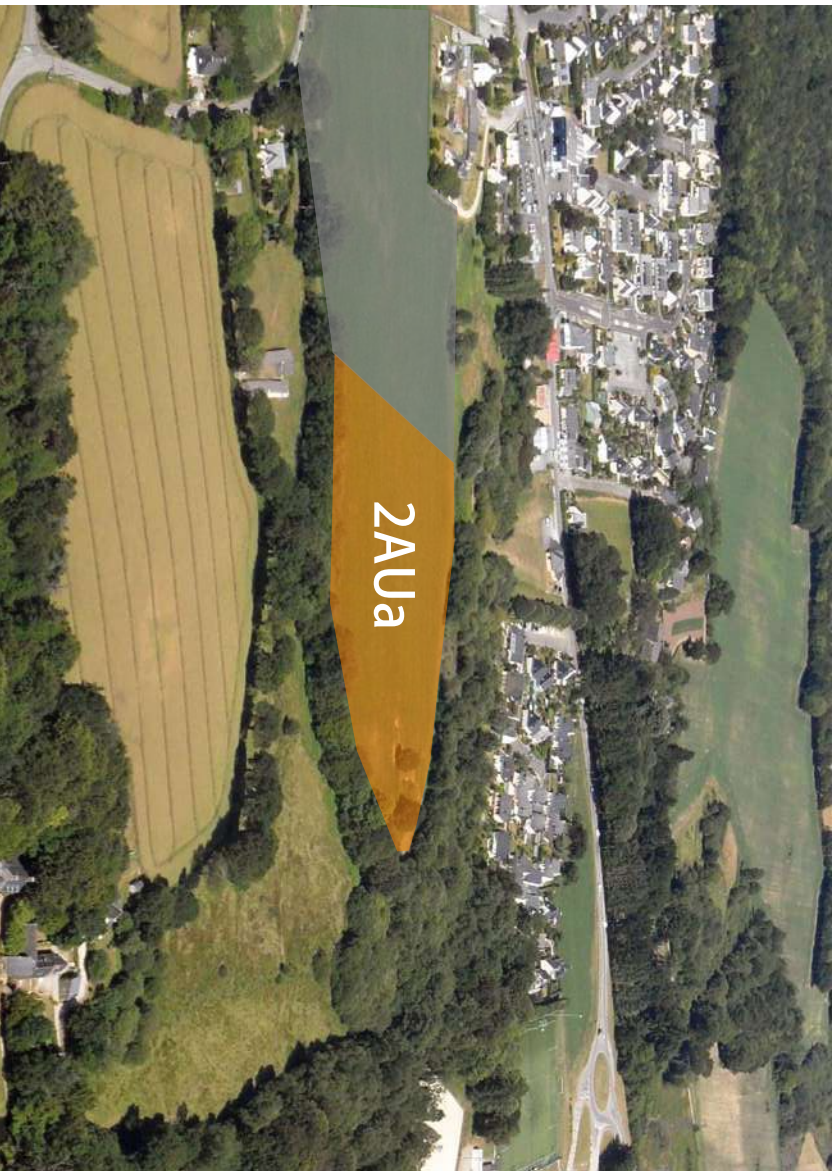
Les ajustements et corrections apportés par la présente modification ne compromettent pas cette compatibilité.

### **3. Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Lorient Agglomération**

Le PLU de Inzinzac-Lochrist, approuvé en 2019, est déjà compatible avec les orientations du PDU, lesquelles sont intégrées dans le SCoT 2018.

Les ajustements et corrections apportés par la présente modification ne compromettent pas cette compatibilité.





## **Modification du Plan local d'urbanisme (PLU) Évaluation environnementale**



Jean-Pierre Ferrand, Conseil en Environnement





# Sommaire

Étude réalisée par :	
<b>Jean-Pierre FERRAND, conseil en environnement</b>	
12 ter rue du Bourgneuf, 56700 Hennebont	
tél. 02 97 85 05 94	
jpierre-ferrand@orange.fr	
Sauf mention contraire, les photographies sont de J.-P. Ferrand	
Date du rapport initial : octobre 2022	
Compléments apportées au regard de l'avis de la MRAE : février 2023	
Compléments apportés suite à l'enquête publique : mai 2023	

Avant-propos	page 3
<b>I - SECTEUR DE PEN ER PRAT</b>	<b>5</b>
Résumé non technique	7
1. Présentation du projet	11
2. État initial de l'environnement	15
3. Solutions de substitution et motifs pour lesquels le plan a été retenu	31
4. Incidences du projet sur l'environnement	33
5. Mesures d'évitement / réduction / compensation des incidences négatives	37
6. Indicateurs et modalités de suivi	39
7. Méthode de travail	41
<b>II - AUTRES DISPOSITIONS DU PLU</b>	<b>43</b>



# Avant-propos

La modification du Plan local d'urbanisme d'Inzinac-Lochrist porte :

- sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur de Pen er Prat, près du bourg d'Inzinac ;
- sur un ensemble de dispositions ponctuelles intégrées dans les différentes pièces du dossier et portant sur des compléments d'information, des points de rédaction, ou encore des ajustements du règlement écrit ou graphique.

Les nouvelles dispositions portant sur le secteur de Pen er Prat ont fait l'objet d'une évaluation environnementale complète, faisant l'objet de la partie 1 du présent rapport.

Les autres dispositions, dont beaucoup visent le renforcement de la protection de l'environnement ou ne sont pas susceptibles d'incidences mesurables sur l'environnement, ont fait l'objet d'une évaluation simplifiée présentée en partie 2.





# **I - SECTEUR DE PEN ER PRAT**



Le site d'implantation du projet, vu depuis la partie haute en direction du sud.



# Résumé non technique

## Qu'est-ce qu'une évaluation environnementale ?

C'est un processus visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration d'un projet ou d'un document de planification, et ce le plus tôt possible, voire dès le début des réflexions. Elle sert à éclairer tout à la fois le porteur de projet et l'administration sur les suites à donner au projet au regard de l'environnement et de la santé, ainsi qu'à informer le public et à favoriser sa participation. Elle doit rendre compte des effets potentiels ou avérés du projet sur l'environnement, elle permet également d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés sur le territoire concerné.

L'évaluation environnementale est le plus souvent réalisée par un prestataire extérieur à la collectivité, ce qui est le cas avec le ici. Un processus d'allers-et-retours entre le porteur de projet et l'évaluateur, sur les versions successives des documents, permet d'avoir un regard extérieur et critique et de faire évoluer le projet avec un objectif de moindre impact environnemental.

L'évaluation environnementale s'inscrit ainsi dans la mise en œuvre des principes de prévention, de précaution, et de participation du public.

## 1. Présentation du projet

Le projet porte sur la modification du Plan local d'urbanisme (PLU) d'Inzinac-Lochrist, en vue d'ouvrir à l'urbanisation le secteur de Pen er Prat en changeant son statut réglementaire (passage de 2AU, urbanisation à long terme, à 1AUB, urbanisation à court terme) et en le dotant d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui devront être prises en compte par le projet d'aménagement. C'est essentiellement sur ce thème que porte l'évaluation environnementale. **Celle-ci ne porte pas sur le projet d'urbanisation lui-même**, qui sera élaboré en tenant compte des dispositions du PLU modifié.

## 2. État initial de l'environnement

### Le cadre physique

Localisé à la lisière sud-ouest du bourg d'Inzinac, le projet occupe un plateau granitique d'une altitude moyenne de 45 m, légèrement incliné vers le sud et ceinturé à l'ouest, à l'est et au sud par les vallons de petits ruisseaux. Ceux-ci, qui forment le ruisseau du Temple, débouchent dans le Blavet au niveau de l'écluse de Polvern. Il n'existe pas de point d'eau ni de zone humide dans l'emprise du projet, toutefois celle-ci est entourée de zones humides.

### Le cadre biologique

Les terrains concernés par le projet sont un plateau agricole qui était, en 2022, cultivé en **prairie artificielle** sur 2,4 ha. Cette parcelle est bordée à l'ouest par un **talus arboré** et, au sud et à l'est, par des **zones humides** correspondant à d'anciennes prairies qui ont évolué spontanément vers des **saulaies marécageuses**. On relève également la présence de deux secteurs de **fourrés** - l'un enclavé dans la parcelle cultivée, l'autre à sa bordure nord-est. Vers le sud-ouest, on remarque enfin la présence d'une prairie humide en voie d'enfrichement.

La **diversité floristique** au niveau de la prairie artificielle est très faible, elle est plus élevée à sa périphérie le long des lisières arborées et notamment du talus à l'ouest, où l'on trouve les espèces habituelles dans ce type de milieu. Aucune espèce végétale protégée ou patrimoniale n'a été notée sur le site ou dans son environnement.

Les **mammifères** relevés sont des espèces communes dans ce type d'environnement. On note la présence de terriers de blaireaux sur l'emprise du projet. Par ailleurs l'effectif de **chiroptères** (chauves-souris) est très réduit. Les 17 espèces d'**oiseaux** nicheuses sont courantes dans ce type de milieu, la quasi-totalité occupent les lisières boisées et les talus arborés qui leur procurent des sites de reproduction et d'alimentation.



Aucune espèce de **reptile** n'a été trouvée malgré des investigations spécifiques, et aucune espèce d'**amphibien** n'a été trouvée non plus.

## Les continuités écologiques

Le site fait partie d'un ensemble de continuités écologiques centrées sur des ruisseaux et reliées au grand **corridor écologique de la vallée du Blavet**. Ces continuités sont bien identifiées notamment par le SCOT (Schéma de cohérence territoriale) du Pays de Lorient.

## Le paysage

Le site d'implantation du projet se caractérise par une **ambiance ouverte**, mais aussi par le fait qu'il est **ceinturé d'arbres**, sauf au nord où il est en contact avec un secteur d'urbanisation en cours. Il n'offre aucun point de vue et n'est pas visible non plus depuis les alentours, à l'exception du front d'urbanisation au nord. Cet environnement arboré facilitera l'insertion paysagère du projet, mais il appelle aussi une attention particulière à la préservation des lisières boisées.

## Les fonctions sociales

Le site est actuellement inutilisé par les habitants, que ce soit pour des usages organisés ou informels.

## Pollutions, nuisances, risques

Le secteur étudié et ses environs ne sont exposés à aucune source de pollution ou de nuisance, non plus qu'à des risques naturels ou technologiques - hormis les risques naturels communs à la majeure partie de la Bretagne. Il existe toutefois un risque de chutes d'arbres ou de branches le long du talus arboré bordant le projet à l'ouest.

## 3. Solutions de substitution et motifs pour lesquels le plan a été retenu

Le **choix du site** s'explique par la situation en continuité de l'urbanisation du bourg d'Inzinzac, par la proximité des équipements et services y compris le réseau de bus urbains, ainsi que par la qualité de l'environnement paysager et la faiblesse des contraintes physiques et écologiques.

Les **caractéristiques du projet** (en l'occurrence principalement les orientations d'aménagement et de programmation) ont intégré dès le départ les préconisations de l'évaluation environnementale et ont évolué pour mieux intégrer la gestion des eaux pluviales. Ceci se traduit notamment par :

- Le maintien d'une bande périphérique non aménagée d'une dizaine de mètres, en vue de préserver les lisières arborées.
- Une obligation de réaliser à l'intérieur du futur quartier un réseau de talus arborés en contact avec le milieu naturel périphérique.
- La réservation d'un espace pour l'implantation d'un ouvrage de régulation des eaux pluviales à l'air libre, au contact du milieu naturel.

## 4. Incidences du projet sur l'environnement

### Incidences sur les milieux naturels

Elles concernent la suppression de 2,4 ha de **prairie artificielle** à très faible diversité biologique. Cette incidence peut être considérée comme faible, réserve faite de l'artificialisation des sols, lesquels constituent un écosystème spécifique.

L'orientation d'aménagement et de programmation du PLU applicable au projet définit une frange inconstructible tout le long des talus arborés et boisements entourant le site, en précisant que cette notion d'inconstructibilité s'étend aux aménagements de toute nature. En outre, les cheminements nécessitant de franchir des zones humides seront réalisés en platelages, sans apport de remblais. L'incidence du projet sur les milieux naturels périphériques sera donc nulle.

## **Incidences sur la faune**

Du fait des caractéristiques des terrains concernés par le projet, les incidences seront très faibles, d'autant qu'une bande de protection périphérique permettra de préserver les espèces utilisant les lisières. Par ailleurs la création d'un réseau de talus arborés permettra de diversifier la faune par rapport à la situation actuelle. En revanche, le projet nécessitera la destruction de terriers de blaireaux.

## **Incidences sur le milieu aquatique**

Le projet de règlement du PLU applicable au secteur du projet contient des dispositions imposant la gestion des eaux pluviales à la parcelle et destinées à éviter tout rejet vers le milieu naturel, compte tenu du fait que le secteur n'est pas raccordable au réseau d'eaux pluviales. Une réservation pour un bassin-tampon est prévue au cas où cet équipement s'avérerait nécessaire.

Les effluents du nouveau quartier seront traités à la station d'épuration d'Hennebont, qui approche de la limite de sa capacité mais qui pourra faire face à cette charge supplémentaire, grâce au futur transfert des effluents de certains quartiers d'Hennebont vers la station d'épuration de Lanester, dont la capacité de traitement est largement dimensionnée.

Ces dispositions permettent d'envisager une absence d'incidence négative du projet sur le milieu aquatique.

## **Incidences sur l'air et le climat**

Ces incidences sont liées principalement à l'accroissement prévisible des flux de véhicules, aux matériaux nécessaires à la construction du nouveau quartier ainsi qu'à l'artificialisation des sols, celle-ci pouvant créer des risques limités d'échauffement.

## **Incidences sur les déplacements**

Le projet favorisera les déplacements doux (marche, vélo, bus) pour les déplacements de proximité, du fait qu'il est ou sera bien relié à des chemins et aux arrêts de bus. En revanche, il participera à accroître la congestion automobile aux heures de pointe au niveau du pont de Lochrist.

## **Incidences sur les paysages**

Le projet aura pour effet d'artificialiser l'aspect d'un terrain qui présente actuellement un aspect naturel, mais les constructions ne seront visibles d'aucun point proche ou distant dans l'environnement, du fait que le site est et demeurera entouré d'arbres ou de bois, sauf du côté nord. Au-delà de la parcelle d'implantation, l'impact paysager du projet peut donc être considéré comme quasi nul.

## **Incidences sur les usages par le public**

En l'absence d'usage actuel, le projet n'aura pas d'incidences négatives. L'aménagement de nouveaux cheminements aura des incidences positives.

# **5. Mesures d'évitement / réduction / compensation des incidences négatives**

Elles portent sur les domaines suivants :

## **En ce qui concerne les milieux naturels**

L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) définit tout le long des bois et talus arborés entourant le site une frange inconstructible, qui permettra d'éviter tout dommage aux lisières.

L'aménagement des cheminements nécessitant de franchir des zones humides sera effectué sous forme de platelages, sans apport de remblais, ce qui permettra d'éviter tout impact sur les milieux aquatiques et humides.

La création de talus arborés à l'intérieur du nouveau quartier permettra de compenser l'artificialisation de l'espace.

## **En ce qui concerne la faune**

L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) définit tout le long des boisements entourant le site une frange inconstructible, qui permettra à la fois d'éviter tout dommage aux lisières et de maintenir des lieux de reproduction et d'alimentation pour la faune.

La population de blaireaux présente dans les terriers sera déplacée avant les travaux, ce qui permettra d'**éviter** toute destruction.

L'orientation d'aménagement et de programmation « Nature en Ville » contient des dispositions relatives à la limitation de l'éclairage nocturne, visant à **éviter ou réduire** les perturbations subies par les espèces nocturnes.

### En ce qui concerne le milieu aquatique

Les mesures de gestion des eaux pluviales à la parcelle imposées par le règlement du PLU permettront d'**éviter** ou au minimum de **limiter** les incidences des rejets sur le milieu aquatique. Le bassin prévu au point bas permettra si nécessaire d'**éviter** toute incidence sur le régime hydraulique et la qualité du cours d'eau à l'aval.

### En ce qui concerne les paysages

Les mesures portent non seulement sur la préservation des végétations arborées périphériques, mais aussi sur la création d'un réseau de talus arborés intégré au projet d'aménagement, ce qui permettra selon les cas d'**éviter** ou de **compenser** les incidences paysagères de l'artificialisation du site.

### En ce qui concerne les usages par le public

En l'absence d'usages actuels, cette rubrique peut sembler superflue. Toutefois, la création d'un réseau de cheminements autour du projet facilitera l'accès des habitants aux espaces naturels environnants.

## 6. Indicateurs et modalités de suivi

Six indicateurs de suivi sont proposés par l'évaluation environnementale : linéaire de talus arborés réalisés dans la zone, état de la bande naturelle péripériphérique protégée, respect du coefficient de pleine terre sur les parcelles, qualité environnementale des clôtures, absence de rejets d'eaux pluviales vers les cours d'eau, réalisation des cheminements doux.

## 7. Méthode de travail

Les investigations de terrain sur la flore et la faune ont été conduites au printemps 2022 avec quatre sorties, dont une en début de nuit pour la recherche d'espèces crépusculaires ou nocturnes. Les chiroptères ont fait l'objet d'une recherche nocturne à l'aide d'un amplificateur d'ultrasons.

Ces modalités d'investigation ont paru appropriées et suffisantes pour identifier les sensibilités environnementales et les intégrer dans les dispositions du PLU.

La démarche itérative de l'évaluation environnementale s'est déroulée en continu. Les résultats des observations de terrain ont été communiqués aux services de Lorient Agglomération, de manière à ce que les préconisations basées sur ces données puissent être intégrées le plus tôt possible dans les dispositions du PLU.

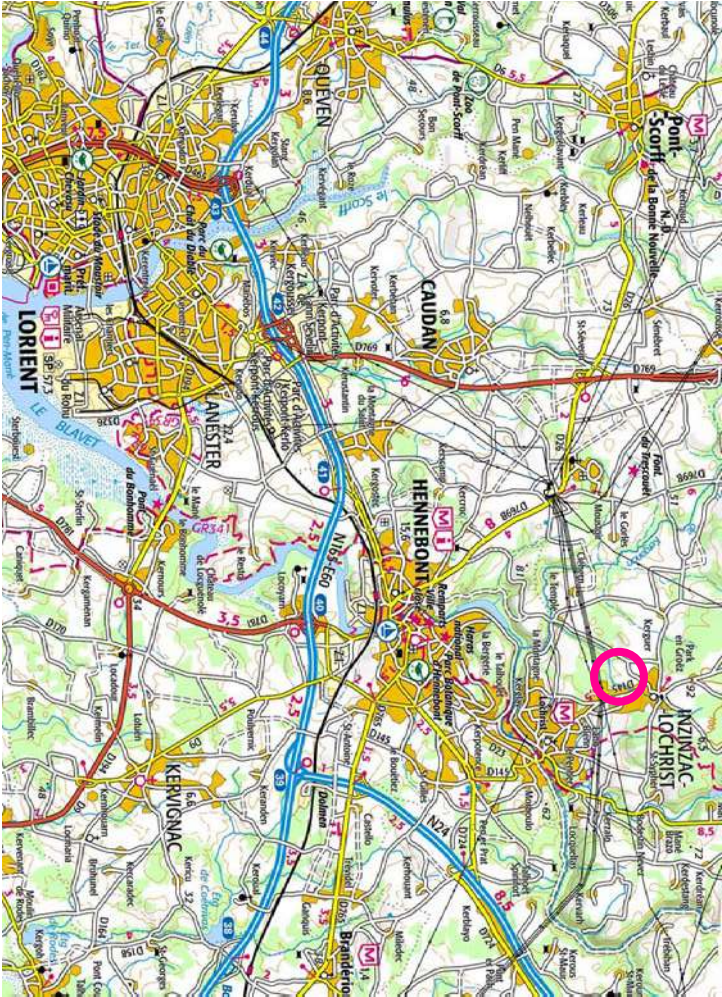
Les premières conclusions de l'évaluation environnementale ont été présentées en mairie le 9 juin 2022. Elles ont permis d'alimenter le travail de conception de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) applicable au secteur. Les échanges se sont poursuivis par la suite, notamment sur la question de la gestion des eaux pluviales. Enfin, l'évaluation environnementale a été modifiée pour prendre en compte des observations formulées par la MRAE (Mission régionale d'autorité environnementale) ou issues de l'enquête publique.

# **Partie 1**

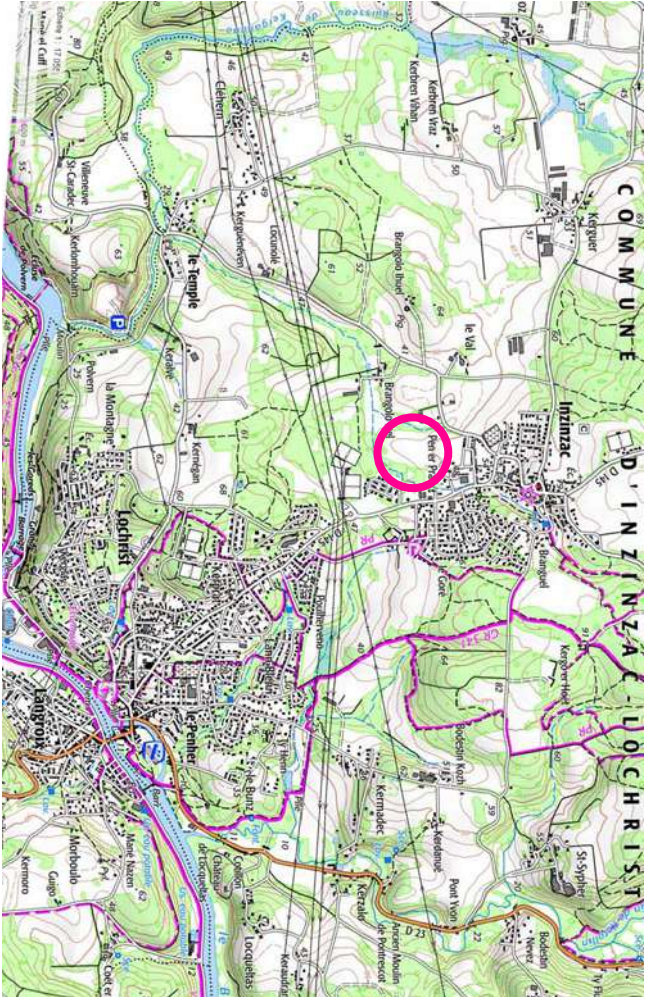
## **Présentation du projet**



# Situation du projet par rapport à Lorient



# Situation par rapport au bourg d'Inzinzac





# 1. Présentation du projet

## 1. Situation du projet

Le projet étudié concerne un secteur situé au sud-ouest et en continuité du bourg d'Inzinzac, sur des terrains d'une emprise de 3,1 ha entourés à l'ouest, au sud et à l'est par des vallons humides et au nord par le nouvel Ehpad de la commune.

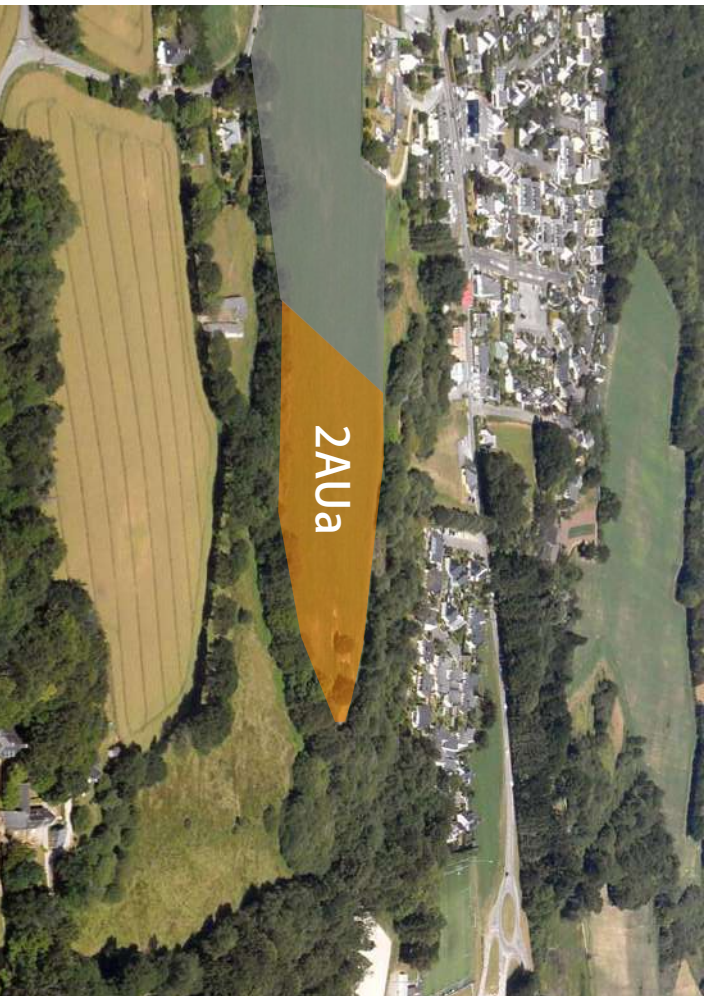
La commune d'Inzinzac-Lochrist compte 6535 habitants (2020) et fait partie du territoire de Lorient Agglomération.

## 2. Contenu et objectifs du projet

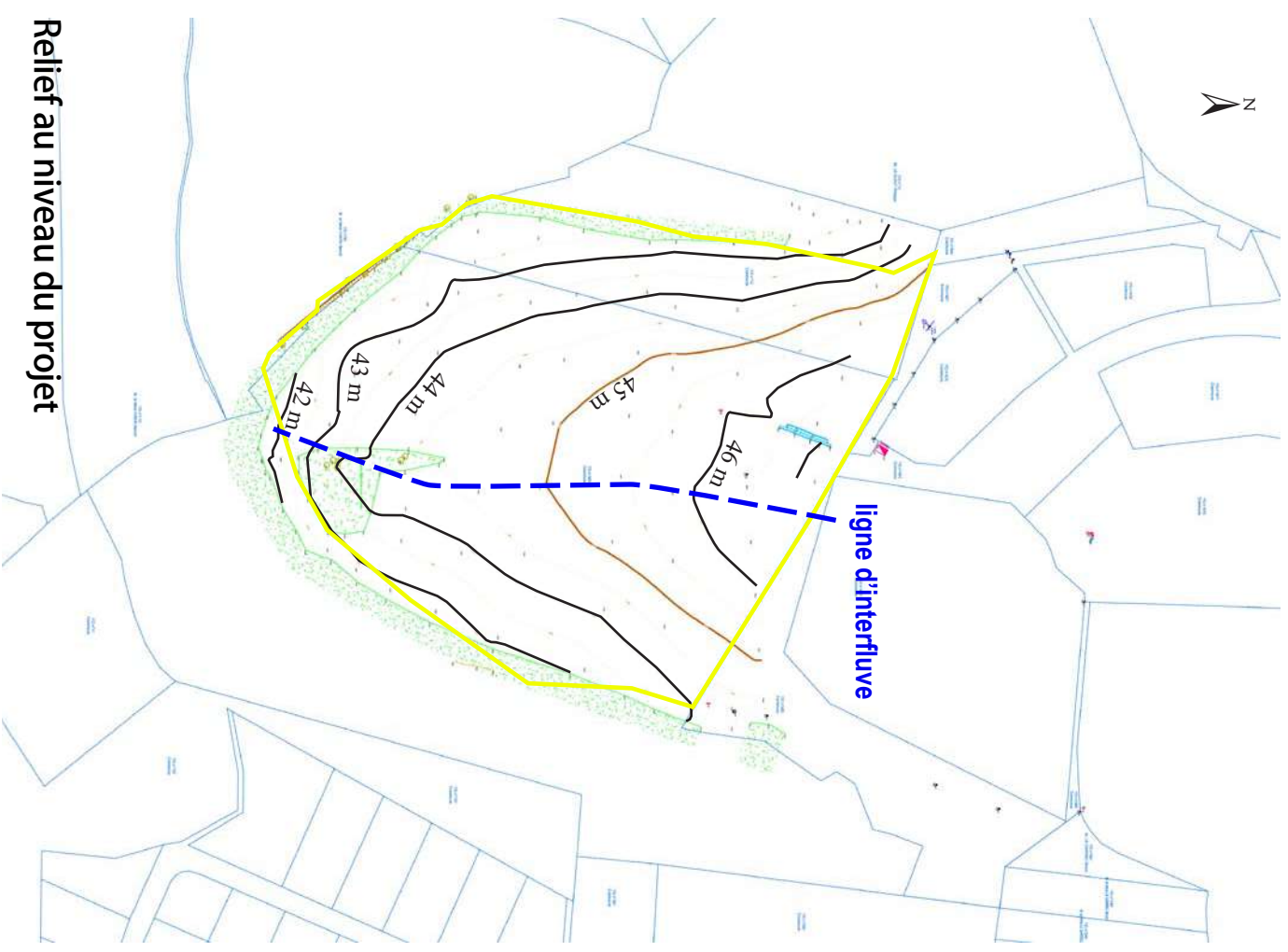
Le projet consiste à modifier le Plan local d'urbanisme d'Inzinzac-Lochrist afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation de terrains proches du bourg d'Inzinzac, cette urbanisation étant destinée à accueillir essentiellement des logements.

Cette procédure aura pour effet de modifier le classement réglementaire de ces terrains, qui passera de 2AU (zone urbanisable après modification du PLU) à 1AUb (zone urbanisable à court terme, dans le respect des dispositions d'une «Orientation d'aménagement et de programmation» ou OAP). Cette OAP doit proposer des dispositions d'intérêt général relevant notamment des conditions de desserte, des ambitions concernant le cadre de vie des habitants, la biodiversité, l'économie d'espace et de ressources, etc.

Le projet devra être compatible avec les dispositions de l'OAP. Il devra aussi être conforme aux dispositions réglementaires applicables à la zone.



Vue aérienne du site. La partie en grisé sur la gauche est construite ou en voie de l'être en 2022.



**Relief au niveau du projet**



## 2. État initial de l'environnement

### 1. Le cadre physique

#### Géologie et relief

##### La structure géologique

Le projet se situe dans un massif granitique dit «de Sainte-Anne-d'Auray», caractérisé par un faciès à grain moyen-fin, à biotite (mica noir) et gros cristaux de feldspath.

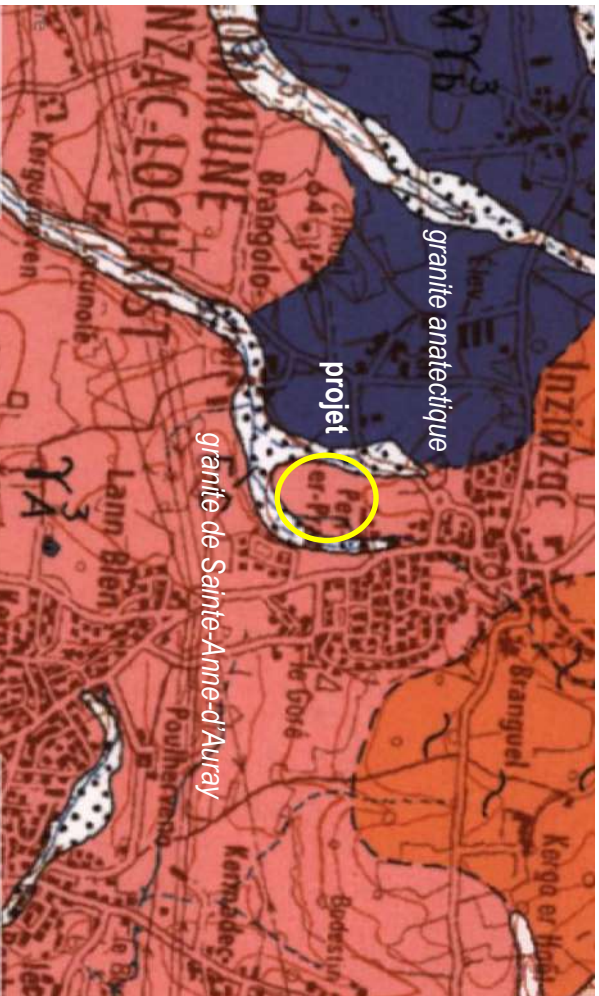
La carte géologique ci-contre montre que le site d'implantation du projet est entouré sur ses flancs ouest, sud et est par des colluvions de fonds de vallons (en pointillés), correspondant aux passages de deux ruisseaux.

La roche n'affleure apparemment pas en surface dans ce secteur. On notera toutefois que la présence d'une enclave de friche dans l'espace cultivé à la pointe sud du projet pourrait être en lien avec une anomalie pédologique.

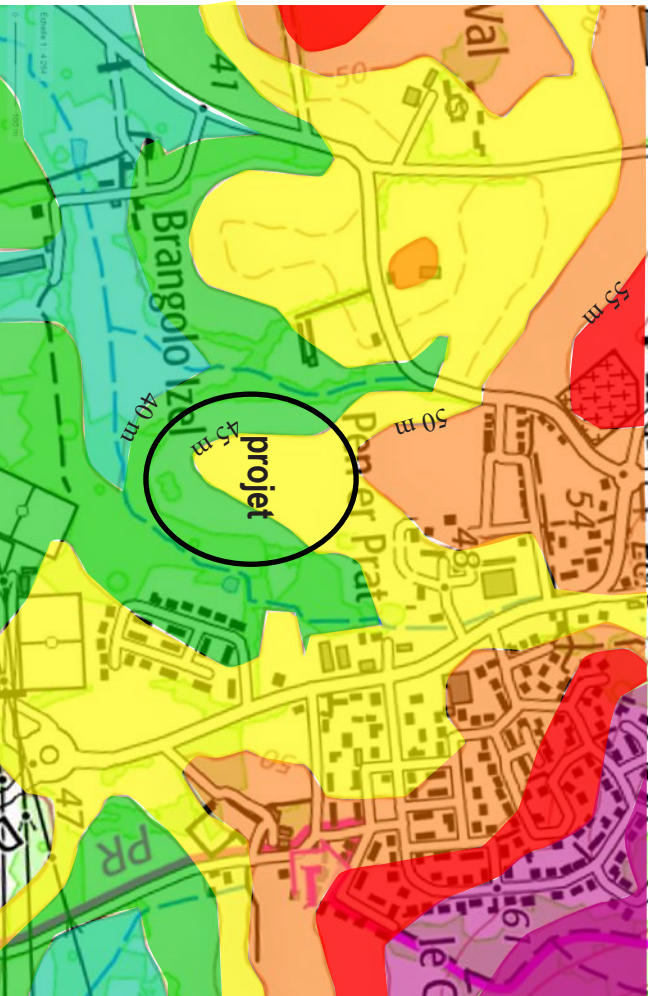
##### Le relief

Le projet s'étend sur un plateau entouré de vallonnements peu marqués à l'ouest, à l'est et au sud, vers lesquels il s'incline légèrement. Dans l'emprise du projet, le point haut se situe à environ 47 m, et le point bas à 41,5 m. La dénivellation totale est ainsi d'environ 5,5 m et peut donc être qualifiée de faible.

La carte sur la page de gauche figure la ligne d'interfluve séparant les bassins des deux ruisseaux qui bordent le site.



Géologie



Relief dans l'environnement



# Climat

## Données climatologiques

Le climat du Pays de Lorient est de type **océanique tempéré**, caractérisé par l'importance des vents, et par de faibles contrastes pluviométriques et thermiques entre les saisons. Les hivers sont donc plutôt doux et les étés frais. Ce climat océanique est marqué par une **forte humidité atmosphérique**, même si les précipitations sont modérées.

La **température moyenne annuelle** est de 11,6 ° à Lann Bihoué (période 1981-2010). L'amplitude thermique des températures minimales et maximales moyennes à Lann Bihoué est faible (seulement 7,5° pour des valeurs de 8,2° à 15,7°).

La moyenne annuelle des **précipitations** à la station de Lann-Bihoué était de 830 mm pour la période 1981-2010.

L'**ensoleillement** est de **1822 heures** à la station de Lann-Bihoué sur la période 1981-2010.

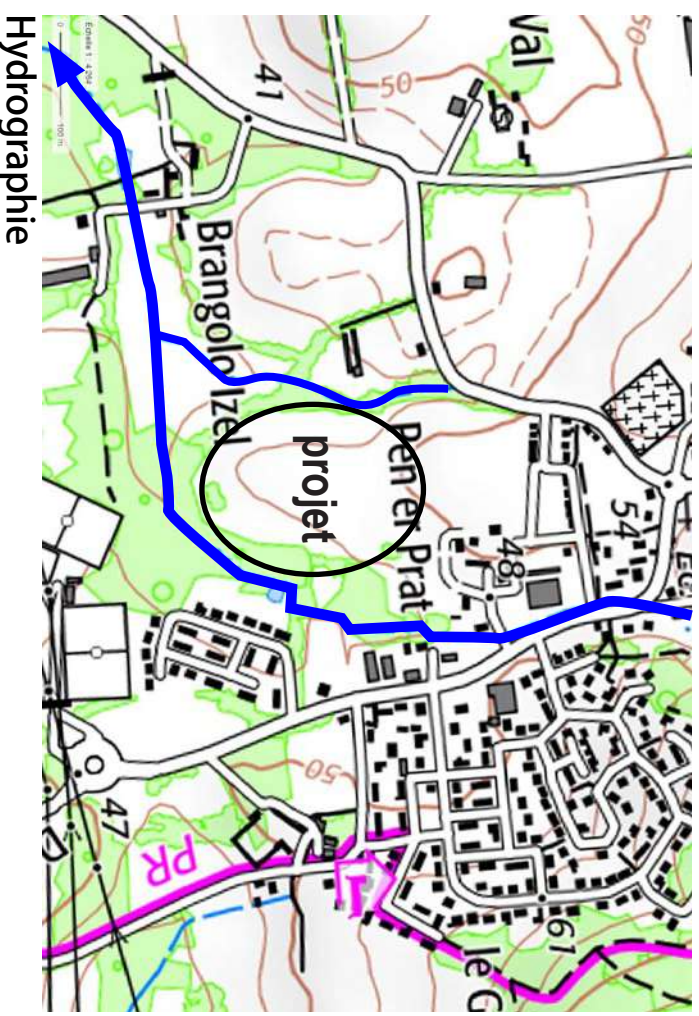
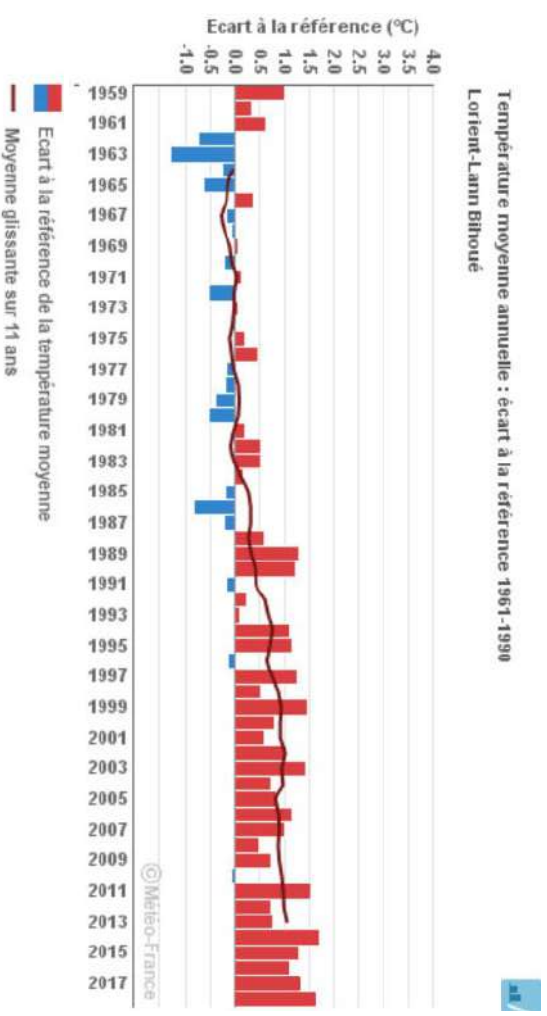
La rose des vents de la station montre une **très nette prédominance des vents de sud-ouest à ouest**, qui sont également les plus forts.

## Changement climatique

Le graphique ci-contre (*source : Météo-France*) montre pour la station de Lorient Lann-Bihoué une tendance très nette à l'élévation des températures moyennes depuis le début des années 1990, en accord avec l'évolution observée sur l'ensemble du territoire national.

## Hydrographie

Le territoire d'étude se situe dans le bassin versant (en bleu sur la carte ci-contre) du ruisseau du Temple, affluent de la rive droite du Blavet, dont la longueur est de 9,7 km. Le Temple se jette dans le Blavet à 170 m à l'amont de l'écluse de Polvern, qui marque la limite amont de l'estuaire du Blavet.

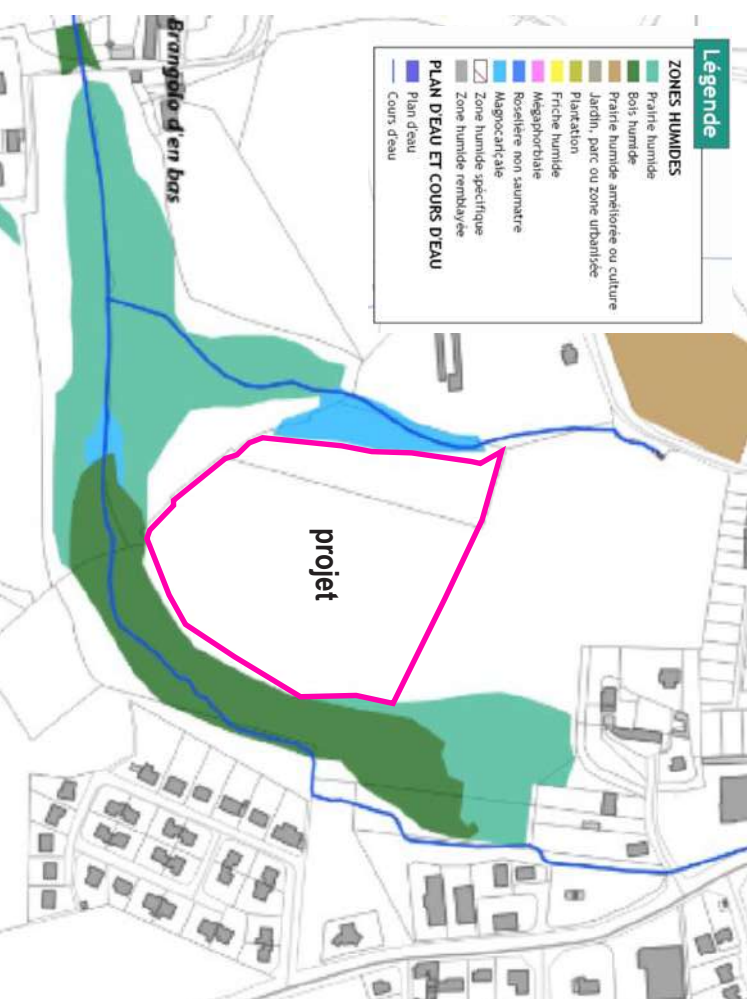




Les terrains concernés par le projet sont ceinturés :

- à l'est et au sud, par un ruisseau permanent descendant des bois de Trémeulin et débouchant dans le ruisseau du Temple au lieu-dit le Temple ; la partie du cours située à l'est du projet a été très artificialisée par des aménagements anciens (rectification, remblais) et il est prévu de la renaturer.
- à l'ouest, par un cours d'eau temporaire débouchant dans le précédent au sud-ouest du projet.

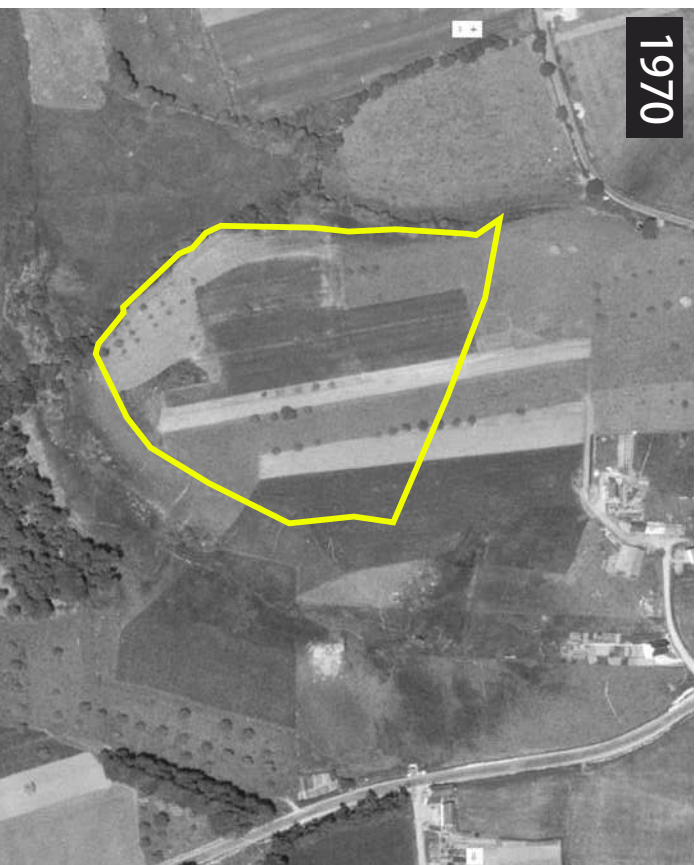
Une carte présentée à la rubrique « relief » localise avec précision la ligne d'interfluve entre ces deux ruisseaux, auxquels sont associées des zones humides ayant fait d'un inventaire exhaustif et d'une cartographie détaillée (voir carte ci-dessous).



## Zones humides



## Occupation des sols dans l'environnement du projet, 1952-2019



Les photographies ci-contre montrent :

- Entre 1952 et 1970, la disparition de plusieurs talus arborés sur le site et dans son environnement, par suite du remembrement (1956 - 1960).
- Depuis 1970, la disparition de la mosaïque de cultures, de prairies et de vergers de pommiers, qui a laissé la place à une entité cultivée unique. L'environnement de prairies naturelles, dont le caractère humide apparaissait sous la forme d'une teinte sombre sur l'image de 1970, a pour l'essentiel évolué vers la saulaie marécageuse, donnant au paysage un aspect beaucoup plus boisé. On remarque aussi la progression de l'urbanisation au nord et à l'est.





Aspect général : vue prise du nord vers le sud.



Aspect général : vue prise du sud vers le nord. L'Ehpad est au centre de l'image.

## 2. Le cadre biologique

### Occupation des sols

Le terrain couvert par l'OAP est une parcelle agricole régulièrement travaillée, elle était à l'état de prairie artificielle au premier semestre 2022. Elle comporte à son extrémité sud une enclave de friche de 780 m<sup>2</sup> qui apparaissait déjà sur la vue aérienne de 1970, voire également celle de 1952, et qui semble donc n'avoir pas été exploitée depuis longtemps.

Cette parcelle est ceinturée à l'ouest, au sud et à l'est par des vallons humides, où les anciennes prairies fauchées ou pâturées ont évolué en saulaies marécageuses, à l'exception d'un secteur au sud-ouest où le processus est moins avancé et où une végétation herbacée se maintient provisoirement. Par ailleurs, la limite entre la parcelle cultivée et le vallon à l'ouest et au sud-ouest est marquée par un talus arboré.

Enfin, le nord de la parcelle est bordé par un espace en mutation, comportant notamment l'Ehpad achevé en 2022 ainsi que des sols remués ou rapportés dans l'attente d'aménagements futurs.

### Les habitats naturels et leur végétation

#### La parcelle cultivée

Cultivée en ray-grass en 2022, elle ne présente qu'une très faible diversité floristique, avec seulement quelques espèces adventices très banales. Elle ne peut donc pas être qualifiée de « prairie ».

#### Les talus arborés

L'aire d'implantation du projet est entourée à l'ouest par 260 m de talus arborés. Ce sont des constructions de type pierres + terre, surmontées d'arbres dont certains âgés, avec notamment la présence de trois chênes pédonculés de grande taille.

Les espèces arborées dominantes sont le chêne pédonculé, le châtaignier et



# Occupation des sols et habitats naturels







Sur la bordure ouest : frange herbeuse riche en espèces végétales spontanées à l'aplomb des arbres du talus.



Friche au nord-est du site. Renouée du Japon, ronce et fougère aigle à droite, genêt à balai à gauche.

le hêtre. Le merisier apparaît ponctuellement. En sous-étage apparaissent le noisetier, l'aubépine, le houx et quelques fusains d'Europe. La flore associée aux talus et à leurs marges, à l'aplomb des houpriers, est variée (*Rubus fruticosus*, *Pteridium aquilinum*, *Galium aparine*, *Hedera helix*, *Urtica dioica*, *Heracleum sphondylium*, *Oenanthe crocata*, *Conopodium sativum*, *Anthriscus sylvaticus*, *Ranunculus ficaria*, *Stellaria holostea*, *Hyacinthoides non-scripta*, *Teucrium scorodonia*, *Viola riviniana*, *Geranium robertianum*, *Geranium dissectum*, *Digitalis purpurea*, *Lonicera periclymenum*, *Umbilicus rupestris*...).

**Il est à noter que les basses branches des arbres ont tendance à déborder largement sur les terrains d'emprise du projet, jusqu'à une distance de 8 à 10 m par rapport au talus sur lequel ils sont implantés.**

Ce constat plaide en faveur de l'institution d'une marge de recul substantielle (10 m minimum) des constructions et aménagements de toute nature par rapport aux talus matérialisant les limites parcellaires, de manière à préserver à la fois le système racinaire et les houpriers des arbres, et à conserver une bande périphérique de végétation herbacée spontanée.

Ce point est repris plus loin à la rubrique des mesures destinées à éviter ou réduire les incidences négatives du projet sur l'environnement.

## Les friches et les fourrés pré-forestiers

La tache de friche de 780 m<sup>2</sup> présente au sud de la parcelle cultivée est dominée par la fougère aigle, associée à quelques ajoncs d'Europe et genêts à balais ainsi qu'à la ronce, à l'ortie dioïque, au lierre, à la stellaire holostée, la jacinthe des bois... On y relève également la présence de six chênes pédonculés.

Un autre petit secteur de friche est présent au nord-est de la parcelle, apparemment sur des déblais. On y trouve une plante invasive, la renouée du Japon, ainsi que le genêt à balais, la ronce, la fougère aigle, *Artemisia vulgaris*, *Cirsium arvense*, etc.



## La faune

### Les mammifères

On relève particulièrement la présence spectaculaire de plusieurs terriers de **blaireaux** au niveau de la friche enclavée dans la parcelle cultivée. Ces terriers, actifs au moment des observations, sont probablement occupés par un «clan» familial pouvant regrouper plusieurs individus. Avant la fauche de la prairie artificielle, des coulées rayonnantes à partir des terriers pouvaient être observées dans l'herbe.

En outre, un terrier isolé dans le talus bordant la parcelle à l'ouest présente les caractéristiques d'un terrier de **renard**. Il semblait toutefois inoccupé en 2022.

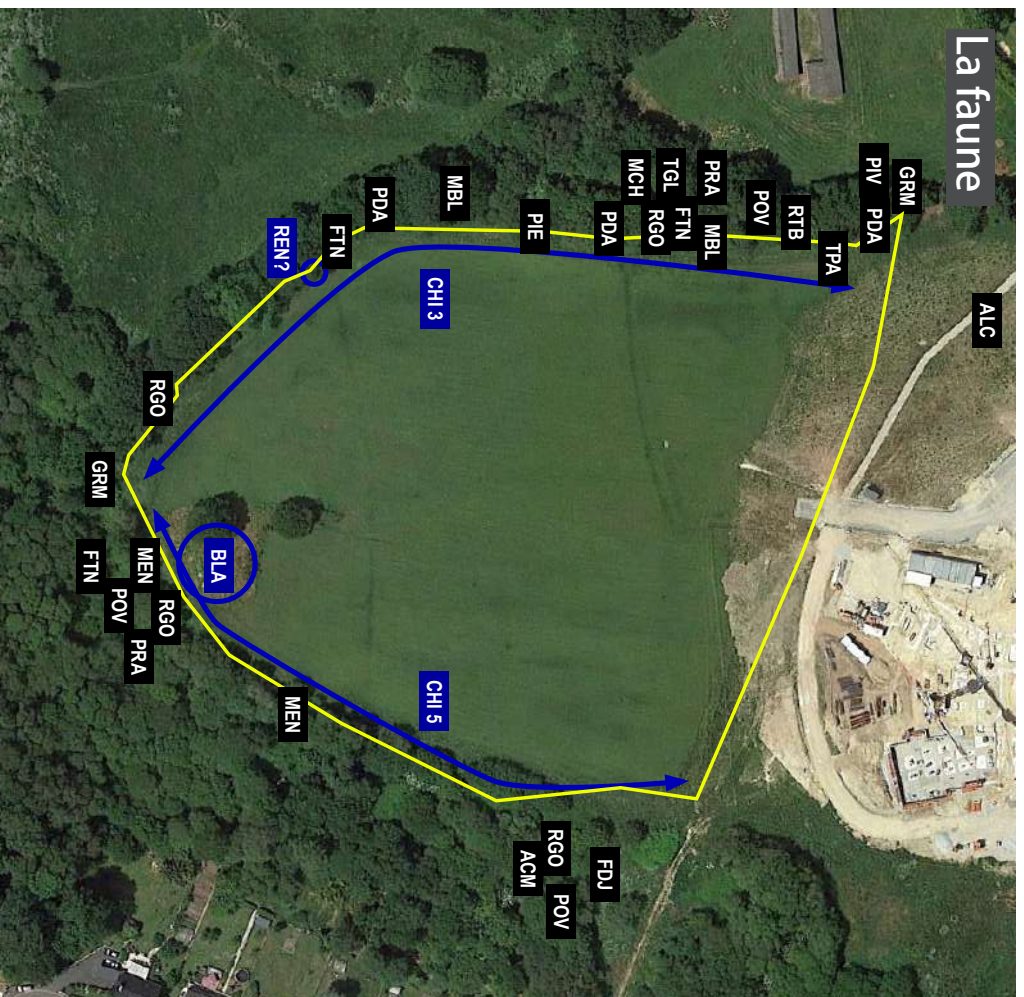
Il n'a pas été trouvé d'indices pour le **chevreuil** lors des visites, toutefois cette espèce fréquente très probablement le site car elle est très répandue sur le territoire communal.

En ce qui concerne les **chiroptères**, une séance de recherche à l'aide d'un amplificateur d'ultrasons a été effectuée le 2 juin 2022 dans des conditions favorables. Elle a permis de localiser trois individus sur la frange ouest du site et cinq du côté est (*voir carte*), sans qu'il ait été possible d'identifier d'espèces autres que la pipistrelle commune. L'effectif apparaît donc faible, voire très faible compte tenu d'un potentiel alimentaire substantiel lié à la présence de milieux humides et arborés, c'est pourquoi il n'a pas été jugé utile de déclencher des investigations spécifiques complémentaires.

### Les oiseaux

Des indices de nidification ont été collectés pour 17 espèces et sont localisés sur la carte ci-contre. Ils vont de la simple présence de mâles chanteurs à l'observation de nourrissages.

Les espèces observées sont toutes courantes dans ce type de milieu. Les plus représentées sont le rouge-gorge (4 sites), le pouillot véloce (3), la fauvette à tête noire (3) et le pinson des arbres (3). À noter la présence d'espèces moins répandues, le fauvette des jardins (1) et le tarier pâtre (1). Si la diversité spécifique apparaît donc moyenne, **la richesse du site en nombre**



## Oiseaux nicheurs

ACM : accenteur mouchet, ALC : alouette des champs, FDU : fauvette des jardins, FTN : fauvette à tête noire, GRM : grive musicienne, MBL : mésange bleue, MCH : mésange charbonnière, MEN : merle noir, PDA : pinson des arbres, PIE : pie bavarde, PIV : pic vert, POV : pouillot véloce, PRA : pigeon ramier, RGO : rouge-gorge, RTB : roitelet triple-bandeau, TPA : tarier pâtre, TRG : troglodyte mignon  
Autres espèces : BLA = blaireau, CHI = chiroptères (2 sections de lisières).



Un des terriers de blaireaux présents au sud du site.

**d'individus est assez élevée**, avec 57 chanteurs ou couples localisés sur 6,3 ha prospectés – ce qui est un minimum, certains couples sans activité visible ayant pu passer inaperçus.

A noter, le 16 août 2022, la présence d'un chanteur de cisticole des joncs dans la partie nord de la prairie, possible indice d'une nidification tardive.

Si aucune espèce d'oiseau ne niche dans la prairie (sous réserve de la cisticole, et de l'alouette des champs hors périmètre du projet) et si la densité de peuplement semble assez faible à l'intérieur du massif boisé, en revanche **les lisières boisées et bocagères attirent de nombreux nicheurs**, car la prairie apporte des ressources alimentaires variées.

Au plan ornithologique, même si la diversité spécifique peut seulement être considérée comme moyenne, le site apparaît plutôt riche au regard de l'effectif d'oiseaux nicheurs qu'il accueille. Cette qualité semble liée à l'« effet de lisière » entre le bois et la prairie, ainsi qu'à l'absence de traitements phyto-sanitaires dans l'environnement (au moins en 2022).

## Les reptiles

Les reptiles ont été recherchés à vue, en longeant les lisières, ainsi que par la méthode des plaques de chauffe. Ce dispositif, en général très efficace, consiste à poser des plaques en caoutchouc noir (en l'occurrence des morceaux de bande transporteuse de carrière) dans des endroits bien éclairés, de manière à attirer les reptiles du voisinage qui sont susceptibles de s'installer dessus ou dessous pour profiter de la chaleur. Une plaque a été installée au niveau de la petite friche au sud du champ, et relevées à trois reprises.

Aucune observation n'a été effectuée, ce qui ne permet sans doute pas de conclure définitivement à l'absence de ces espèces (la couleuvre à collier peut éventuellement vivre dans les milieux humides périphériques), mais donne à penser que le lieu ne leur est manifestement pas favorable.

## Les amphibiens

Aucune espèce n'a été notée sur le site, qui ne comporte aucun point d'eau et n'offre donc pas d'habitat favorable à ces espèces. Les zones humides avoisinantes peuvent héberger des amphibiens, mais ceux-ci ne semblent pas



	protection	liste rouge
accenteur mouchet	OUI	LC
alouette des champs	-	LC
cisticole des joncs (?)	OUI	LC
fauvette des jardins	OUI	LC
fauvette à tête noire	OUI	LC
grive musicienne	-	LC
mésange bleue	OUI	LC
mésange charbonnière	OUI	LC
merle noir	-	LC
pinson des arbres	OUI	LC
pie bavarde	-	LC
pic vert	OUI	LC
pouillot véloce	OUI	LC
pigeon ramier	-	LC
rouge-gorge	OUI	LC
roitelet triple-bandeau	OUI	LC
tarier pâtre	OUI	LC
troglodyte mignon	OUI	LC

Les oiseaux nicheurs, leur statut de protection réglementaire, et leur statut de conservation au regard de la Liste Rouge européenne.

LC = préoccupation mineure.

susceptibles d'exploiter d'une manière ou d'une autre les terrains d'emprise du projet, du fait de leur caractère cultivé.

## Les insectes

Ils n'ont pas fait l'objet de prospections systématiques. La prairie et ses franges ne semblent héberger qu'une faible diversité de **lépidoptères**. Ont été observés le myrtil, la piéride du chou, le tircis, le fadet commun, le vulcain, qui sont des espèces très communes dans la région.

Il n'a pas été observé d'**odonates** sur site lors des visites, mais plusieurs espèces courantes sont associées aux ruisseaux proches (*Ischnura elegans*, *Platycnemis pennipes*, *Coenagrion puella*, *Calopteryx virgo*...)

## Autres espèces

L'**escargot de Quimper**, espèce endémique armoricaine protégée au plan national, a été recherché mais non trouvé sur les bordures du projet.



Continuités écologiques locales

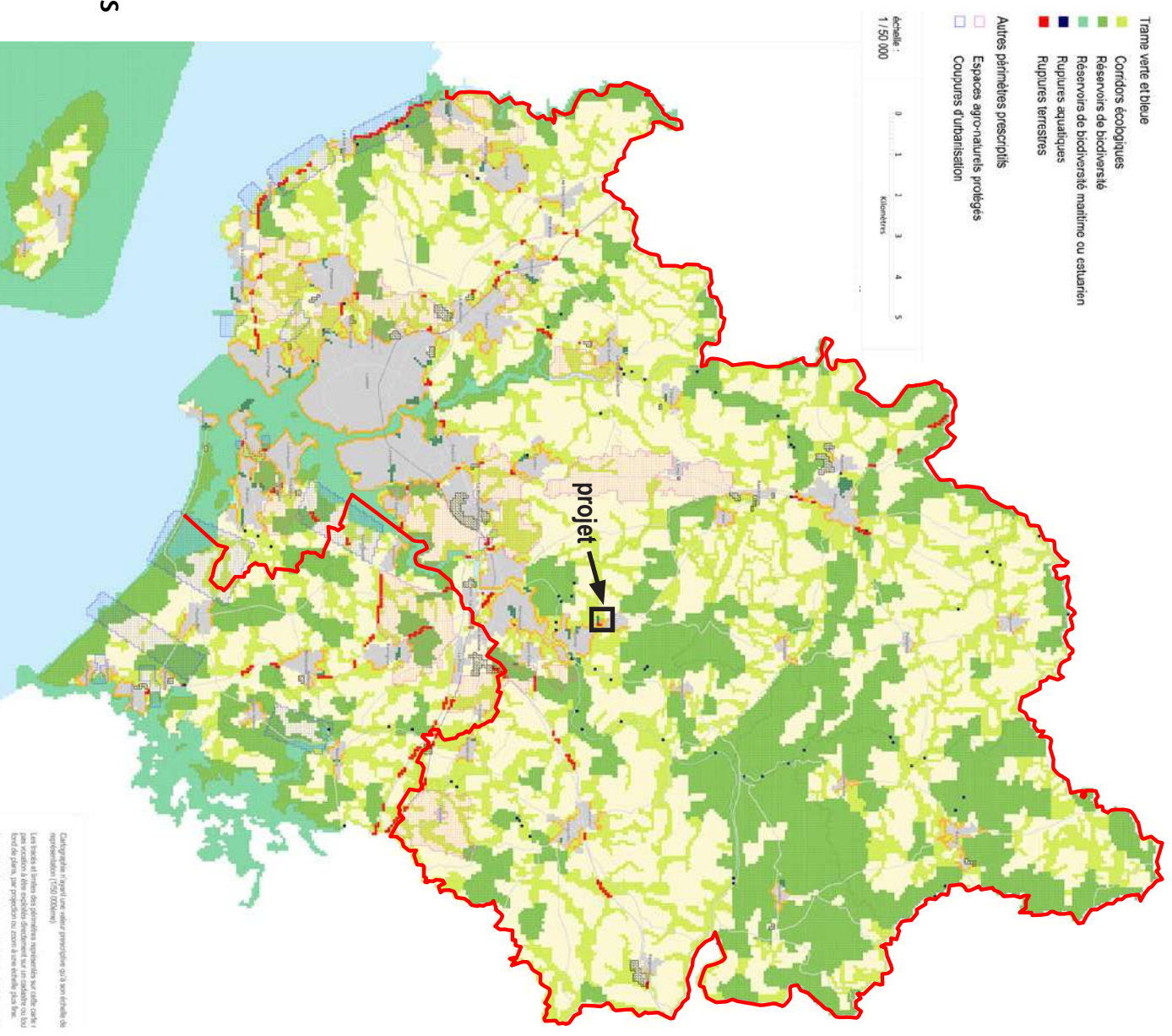
## Réseaux écologiques, «trame verte et bleue»

### A l'échelle du Pays de Lorient

A l'échelle du territoire du SCOT (Schéma de cohérence territoriale) du Pays de Lorient, le secteur étudié n'est pas identifié comme constituant un «réservoir de biodiversité» (*voir carte ci-après*). Il s'intègre en revanche dans un réseau de «corridors écologiques» axé sur le ruisseau du Temple, englobant les milieux naturels connexes (zones humides, prairies, friches, bois etc.), et débouchant sur la vallée du Blavet.

### A l'échelle locale

A l'échelle de la frange sud du bourg d'Inzinzac (*carte ci-contre*), le site étudié apparaît étroitement enserré dans les continuités écologiques associées à deux ruisseaux et à base principalement de milieux humides (prairies humides, mégaphorbiaies, saulaies). La continuité du ruisseau à l'est est détériorée par des remblais réalisés à l'arrière de la zone d'activités classée Uic. Plus en amont (hors carte ci-contre), elle est également altérée par un passage busé sous la D 145.

Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques  
identifiés par le SCOT de 2017





Vue prise vers le sud-ouest depuis le front d'urbanisation.

### 3. Paysage

Le site se présente sous la forme d'un grand terrain dénudé, ceinturé sur trois côtés (est, sud et ouest) par une continuité arborée et bordé au nord par un front d'urbanisation en cours de constitution. On a ici une illustration à échelle réduite d'un phénomène de mutation paysagère rencontré dans toute la Bretagne, avec une ouverture des espaces agricoles les plus faciles à travailler et une fermeture des espaces marginaux, par exemple des prairies humides qui évoluent vers la friche puis vers la saulaie.

Cette barrière arborée périphérique est de nature à faciliter l'insertion du projet dans son environnement : les nouvelles constructions, pour l'essentiel, ne devraient pas être visibles à distance, sauf depuis le secteur en cours d'urbanisation au nord. Toutefois, étant peu perméable à la vue, la barrière d'arbres peut aussi donner l'impression d'enfermer le quartier, ce qui accroît l'intérêt de prévoir des cheminements piétonniers en direction des espaces extérieurs.

### 4. Fonctions sociales

Il n'a pas été relevé d'indices d'usages du site par le public, y compris d'usages informels. L'activité agricole exclut de fait ce type de pratiques, et les espaces naturels environnants sont difficilement pénétrables.

### 5. Pollutions, nuisances, risques

Le secteur étudié et ses environs ne sont exposés à aucune source de pollution ou de nuisance.

Si l'on excepte les risques communs à la plus grande partie de la région Bretagne (tempêtes, séismes, radon), le projet n'est exposé à aucun risque naturel ou technologique. Il convient toutefois de faire attention au **risque de chutes d'arbres ou de branches** du fait de l'environnement arboré, en particulier sur la **bordure ouest** du projet. Ceci plaide en faveur de **marges**



L'environnement arboré et le contact du projet avec des continuités écologiques centrées sur des ruisseaux sont bien visibles ici.



**de recul** pour les constructions et aménagements divers (voiries, aires de stationnement, équipements techniques, clôtures...).

Enfin, l'environnement du site présente une assez forte **sensibilité à des rejets d'eaux pluviales**. En effet, les eaux pluviales non gérées dans les emprises du projet devraient être rejetées au point bas vers le ruisseau le plus proche, avec les risques qui se rattachent à de tels rejets (débordements, érosion des berges, pollutions etc). Le ruisseau, qui descend des bois de Trémelin, présente déjà à la hauteur du bourg d'Inzinac des caractéristiques perturbées (obstacles transversaux, busage sous la D 145, berges érodées, berges artificielles en remblais), toutefois des actions de renaturation de berges sont prévues en aval du bourg dans le cadre du réaménagement de la D 145 et de ses abords. Il apparaît nécessaire que la totalité du volume des eaux de ruissellement générées par le projet soit gérée dans les emprises de l'opération, afin d'éviter toute altération supplémentaire du milieu aquatique.

## 6. Synthèse et points essentiels

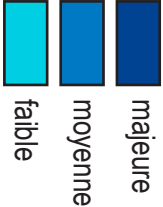
Le tableau ci-contre présente sous une forme synthétique les principaux points de l'état initial de l'environnement susceptibles de concerner particulièrement le projet et d'engendrer des contraintes pour celui-ci.

**Trois thèmes sensibles** se dégagent particulièrement :

- La présence de **cours d'eau** et de **zones humides** au voisinage immédiat et en contrebas du projet.
- La présence de **continuités écologiques** associées principalement aux dites zones humides ainsi qu'à des linéaires bocagers.
- La sensibilité du **milieu aquatique** à de potentiels **rejets d'eaux pluviales**, ce qui doit conduire à gérer celles-ci dans les emprises du projet, de manière à éviter tout rejet vers le milieu naturel.

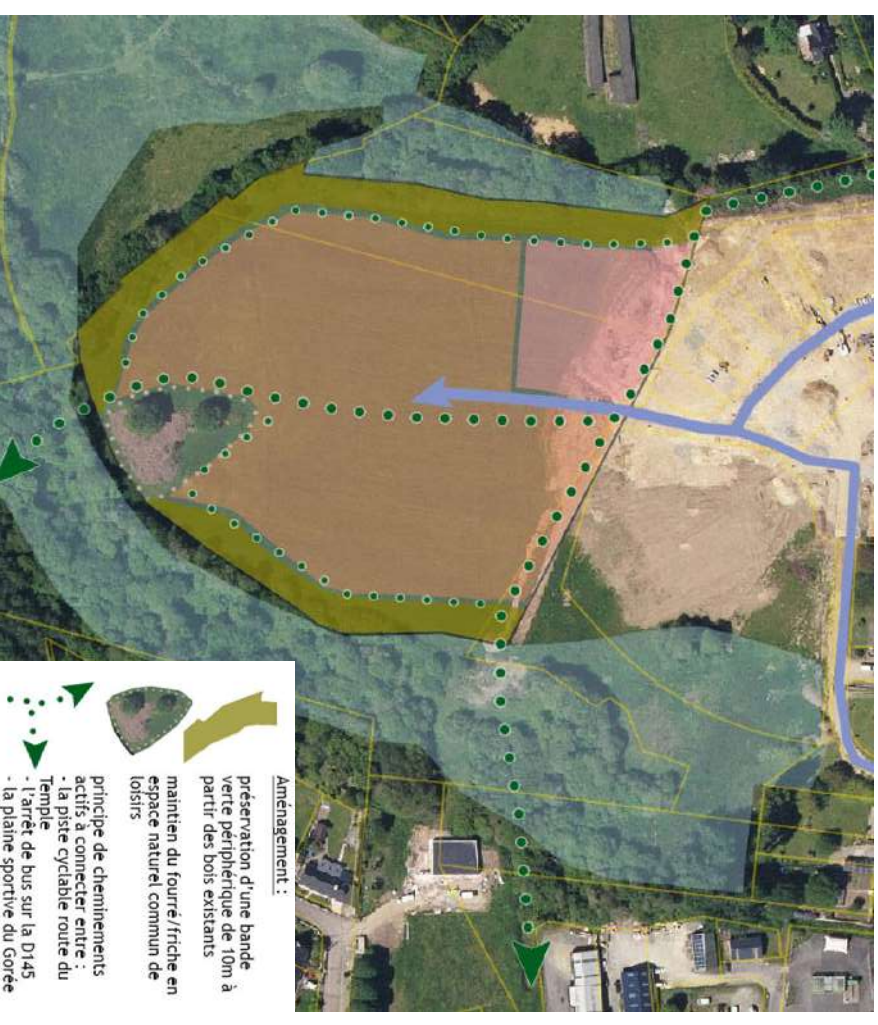
Thème de l'état initial de l'environnement	A retenir pour le projet	Importance
<b>Le cadre physique</b>		
Géologie	Pas de contrainte particulière.	
Relief	A prendre en compte pour la gestion des eaux usées et surtout pluviales.	
Climat et évolution climatique	Pas de contraintes notables mais attention aux chutes d'arbres ou de branches côté ouest.	
Hydrographie	Présence de cours d'eau et de zones humides en lisière du projet. NB : attention aux rejets d'eaux pluviales (voir plus bas).	
<b>Le cadre biologique</b>		
Les boisements	Environnement assez boisé apportant des bénéfices au projet, mais aussi des contraintes «de voisinage» dans une perspective de préservation des lisières.	
Le bocage	Présence de talus arborés en lisière ouest, apportant des bénéfices au projet, mais aussi des contraintes «de voisinage» dans une perspective de préservation de ces structures.	
L'espace cultivé	Intérêt écologique faible à très faible.	
La flore	Diversité moyenne, pas d'espèces patrimoniales.	
La faune (hors chiroptères)	Diversité dans la moyenne, pas d'espèces patrimoniales, attention aux blaireaux	
Chiroptères	Diversité et effectifs faibles	
Réseaux écologiques	Projet en bordure immédiate de continuités écologiques humides et boisées	
<b>Les paysages</b>		
Sensibilité paysagère du site	Site relativement sensible entre ville et nature. Ambiance naturelle à préserver ou renforcer.	
<b>Fonctions sociales</b>		
Lieu de promenade, pratiques informelles	Aucune pratique observée actuellement.	
<b>Pollutions, nuisances, risques</b>		
Risques naturels	Pas de pollutions ni de nuisances. Attention au risque de chutes d'arbres côté ouest.	
Eaux pluviales	Forte sensibilité du milieu récepteur au ruissellement d'eaux pluviales.	

**Importance des thèmes au regard du projet**

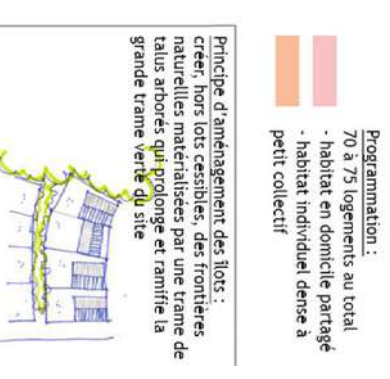




## Préconisations de l'évaluation environnementale (juin 2022)



## Projet d'OAP (juillet 2022)



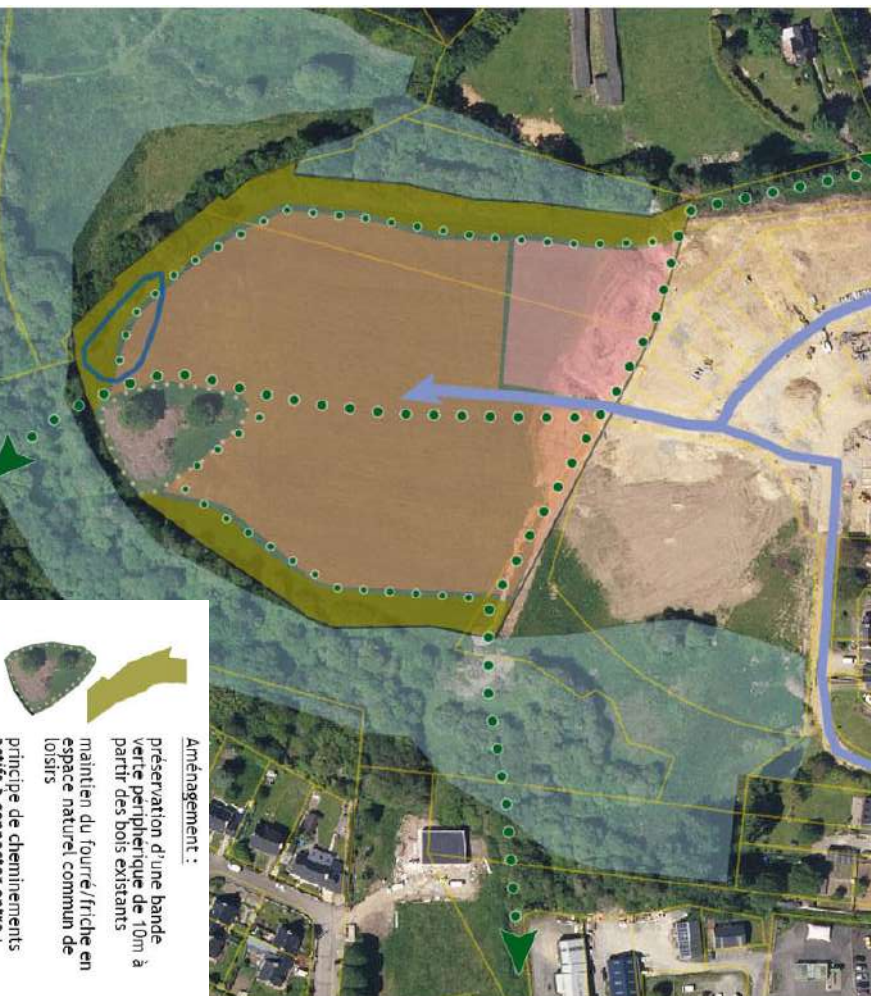


### 3. Solutions de substitution et motifs pour lesquels le projet a été retenu

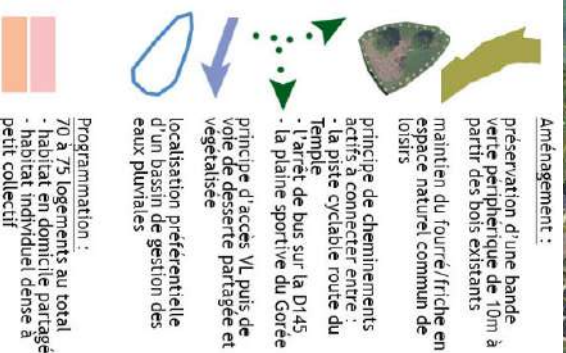
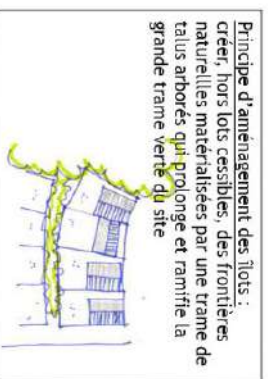
#### Le choix du site

Il s'explique par les raisons suivantes :

- 1) Le projet se trouve **en continuité du bourg d'Inzinzac**. Il est également limitrophe d'équipements récents (Maison de l'enfance, Ehpad) dont la proximité peut être commode pour les futurs habitants.
- 2) Les conditions de desserte par les dispositifs de **déplacements doux** (bus, voies piétonnes et cyclables) sont correctes en l'état, et pourront être rendues bonnes à la faveur de liaisons qu'il est prévu de réaliser.
- 3) L'**environnement paysager**, avec deux vallons arborés en périphérie, est valorisant, tout en facilitant l'insertion du projet dans le site.
- 4) Les **contraintes physiques et écologiques sont globalement faibles** (topographie favorable, faible valeur écologique des terrains concernés, pas de protection environnementale spécifique etc). L'existence et le fonctionnement des continuités écologiques bordant le site ne sont pas remis en cause par le projet. Toutefois, le réseau hydrographique à l'aval du site est sensibles à d'éventuels **rejets d'eaux pluviales** dans le milieu naturel.
- 5) Le **renforcement du bourg d'Inzinzac vers le sud-ouest** est apparu comme une solution satisfaisante au plan environnemental, compte tenu de la présence de massifs boisés au nord et à l'est, et d'une coupure d'urbanisation à préserver au sud (trame verte et bleue, lignes à haute tension).



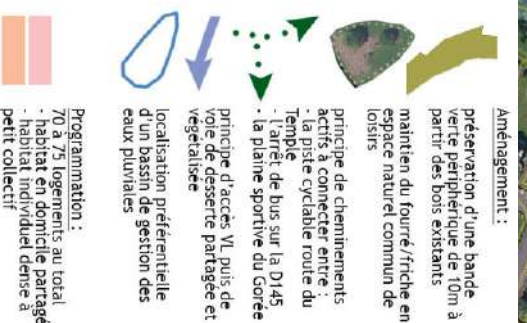
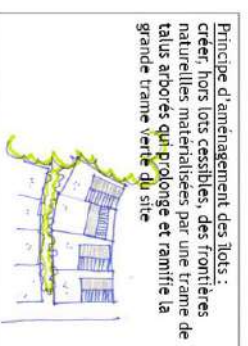
Projet d'OAP (août 2022)







## Projet d'OAP (août 2022)



## Les caractéristiques du projet

On appellera que par « projet », on entend ici les nouvelles dispositions du PLU applicables au secteur étudié (règlement et OAP), et non le projet lui-même, dont les caractéristiques ne sont pas connues à la date de la présente étude et qui devra intégrer lesdites dispositions.

L'OAP a été élaborée sur la base du diagnostic écologique et des préconisations issues de l'évaluation environnementale. Elle prévoit notamment :

- La conservation d'une **bande périphérique** laissée à l'état naturel.
- La création d'un **espace vert** en continuité du vallon au sud.
- La réservation de l'espace nécessaire à un **bassin-tampon** permettant d'éviter tout rejet direct d'eaux pluviales vers le milieu naturel.
- La réalisation de **talus arborés** en contact avec l'espace naturel et pénétrant jusqu'au cœur de l'urbanisation future, de manière à reconstituer une trame bocagère tout en veillant à prévenir les conflits possibles en cas d'une trop grande proximité entre les arbres et l'habitat.
- La réalisation de trois **liaisons piétonnes et cyclables** vers le nord-ouest (piste cyclable existante), vers le nord-est (arrêts de bus) et vers le sud-est (terrains de sports, agglomération de Lochrist). Les deux dernières nécessitent des traversées de zones humides, elles seront donc réalisées de manière à éviter toute incidence sur le milieu naturel et sur l'écoulement des eaux (plate-lages sur poteaux, aucun apport de matériaux).

Le règlement graphique prévoit quant à lui la préservation des espaces naturels et agricoles périphériques.

Il est rappelé qu'il s'agit ici d'envisager les **incidences environnementales des nouvelles dispositions du PLU** portant sur le secteur de Pen er Prat, et non celles du projet d'urbanisation, dont les caractéristiques ne sont pas connues.

- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) applicables au secteur étudié (voir page ci-contre).

- Le projet de règlement écrit et graphique applicable au secteur étudié, désormais classé en 1Aub (voir ci-contre).

## Consommation d'espace et artificialisation des sols

L'OAP permet de convertir en quartier d'habitations une surface d'environ 2,5 ha de **terrain agricole**. Ce chiffre indique la surface potentiellement artificialisable. Il convient toutefois de faire application de l'article G7 du règlement du PLU, qui institue dans les zones AU un coefficient de pleine terre fixé à 30 % du terrain d'assiette du projet. Ce coefficient s'appliquant à l'échelle de chacune des futures parcelles à construire et non à celle de l'ensemble de la zone AU, il y a lieu de prendre en compte également les surfaces artificialisées notamment par la voirie et les espaces de stationnement collectifs. En pratique, on peut considérer que la surface effectivement artificialisée serait de l'ordre de 75 à 80 %, soit d'environ 1,85 à 2 ha.

L'opération aura pour effet la cessation de l'activité agricole sur une superficie de 2,81 ha (valeur mesurée sur la surface effectivement cultivée en prairie artificielle en 2022), ce qui se traduira par une perte de potentiel de production agricole ainsi que par une perte de potentiel de stockage du



carbone dans les sols (140 à 280 tonnes, données GIS Sol (« Carte des stocks de C organique », INRA 2019).

L'artificialisation prévisible d'environ 2 ha de sols se traduira par la perte de la biodiversité associée à ces sols (macrofaune telle que vers ou arthropodes, mésofaune (collemboles, acariens...) et microfaune / microflore (nématodes, bactéries, champignons...)).

## Incidences sur les habitats naturels

Le projet se traduira par la disparition de 2,5 ha d'une parcelle agricole qui était cultivée en 2022 en **prairie artificielle** à très faible diversité floristique et faunistique. Cet espace est destiné à être occupé par des bâtiments, de la voirie, des espaces de stationnement, des jardins privés et des espaces verts à usage commun. L'incidence du projet peut être considérée comme faible, réserve faite de l'incidence sur les sols eux-mêmes, qui a été évoquée précédemment.

En ce qui concerne les incidences sur les **habitats naturels adjacents**, l'OAP prévoit la « préservation d'une bande verte périphérique de 10 m à partir des bois existants », cette bande devant en pratique être comptée à partir du tronc des arbres ceinturant le projet. Cette disposition vise à préserver tant les huppiers que les systèmes racinaires des arbres contre les altérations pouvant résulter des aménagements et travaux de toute nature. L'espace ainsi préservé n'est pas destiné a priori à être géré, il pourra recevoir seulement un sentier piétonnier, celui-ci pouvant d'ailleurs être simplement tracé progressivement par l'usage.

Par ailleurs, les deux cheminements nécessitant de passer à travers des zones humides seront réalisées en platelages sur poteaux, sans apport de matériaux, de manière à éviter toute incidence sur le milieu naturel et sur l'écoulement des eaux.

Il découle de ces dispositions que les habitats naturels périphériques (talus arborés, bois, zones humides boisées...) feront l'objet d'une préservation effective et ne seront affectés en aucune manière par les aménagements.

## Incidences sur la faune

L'état initial de l'environnement a fait apparaître un intérêt faunistique globalement faible sur les terrains concernés par l'OAP, plus élevé toutefois dans les espaces naturels périphériques.

La seule incidence manifeste sur la faune concerne le clan de **blaireaux** établi à l'extrémité sud du site. Même dans l'hypothèse où ce secteur - désigné pour être conservé en espace vert - serait maintenu à l'écart des travaux, cette population serait incapable de survivre dans le nouvel environnement urbanisé. C'est pourquoi le piégeage et le déplacement des individus sont préconisés plus loin.

L'avifaune diversifiée qui se reproduit en périphérie des terrains concernés par l'OAP pourra continuer de le faire tout en s'alimentant sur les parties non construites du site (bande périphérique protégée, espaces verts internes).

L'étude « *La ville dans la nature : Inzinac-Lochrist* » réalisée en 2013 pour le Syndicat mixte du SCOT du Pays de Lorient et basée sur des inventaires faunistiques très détaillés, soulignait (p. 30) « *l'intérêt écologique des contacts entre la ville et les espaces naturels, pour autant qu'ils soient très perméables, traités de la façon la plus naturelle et en ménageant autant que possible des espaces de transition* ».

Il convient toutefois d'attirer l'attention sur le fait que les incidences réelles du projet sur la faune seront fonction du soin apporté à la gestion des espaces verts et à la **qualité des clôtures**, qui pourront être aussi bien pauvres que riches en biodiversité en fonction de la manière dont ils seront conçus et gérés.

## Incidences sur le milieu aquatique

### Rejets d'eaux pluviales

Le règlement du PLU, dans ses dispositions générales comme dans celles applicables au secteur étudié (1AUb), contient diverses mesures destinées à limiter les ruissellements d'eaux pluviales, notamment en imposant un **coefficient de pleine-terre** (30 %) ainsi qu'une **gestion des eaux à la parcelle**,

avec dispositifs de stockage, de récupération et d'infiltration. Ces mesures doivent permettre de limiter les rejets à 3 litres par seconde et par hectare.

Du fait de l'éloignement du réseau collectif, un raccordement ne peut être envisagé ici, c'est pourquoi l'infiltration à la parcelle est essentielle. Celle-ci doit être complétée, si nécessaire, par un **bassin-tampon** dimensionné pour gérer et traiter les eaux pluviales excédentaires du futur quartier.

Il convient de souligner le fait que les mesures réglementaires relatives à la gestion des ruissellements à la parcelle sont difficiles à faire respecter, et que la tendance à l'artificialisation des jardins (par la pose de dallages ou d'enrobés, les adjonctions de constructions...) risque au fil du temps de réduire les surfaces d'infiltration même au cas où le coefficient de pleine terre aurait été initialement respecté. En conséquence, le dimensionnement du bassin-tampon à implanter au point bas du projet devra tenir compte de cette tendance.

## Rejets d'eaux usées

Les eaux usées générées dans le périmètre de la zone 1AUB seront traitées par la station d'épuration d'Hennebont La Becquerie, qui a une **capacité nominale de 26 000 E/H**. L'utilisation de la capacité organique de traitement était signalée élevée en 2020 (82 % en pointe) et destinée à se rapprocher de la saturation (94 %) à l'horizon 2030. D'après la fiche de situation au 31/12/2021, la charge maximale entrante a été de 36 256 E/H, supérieure donc à la capacité nominale ; de même, la charge maximale entrante de DBO5 aura été de 2175 kg/j pour une capacité nominale de traitement de 1560 kg/j. Toutefois, malgré ces dépassements ponctuels, il n'a pas été relevé de non-conformité des performances de traitement en 2021.

Afin d'anticiper sur le devenir de l'évolution des charges à traiter à la station d'Hennebont, Lorient Agglomération a étudié la faisabilité de raccorder un quartier d'Hennebont sur les réseaux de Lanester. Pour retarder l'échéance de la saturation, les effluents collectés des quartiers ouest d'Hennebont, raccordés sur les postes de Toul Douar et Kerlivio, pourront être réorientés vers la station d'épuration de Lanester via le secteur de la Montagne du Salut. Ce délestage, dont le coût est évalué à 680 000 € ht, nécessite la création d'un réseau gravitaire de 730 ml sous un chemin piéton, la création d'un poste de

refoulement à Toul Douar d'une capacité de 110 m<sup>3</sup>/h et la création d'une conduite de refoulement vers Lanester sur 1800 ml. Il est estimé que la STEP de Lanester qui aurait vocation à absorber ce délestage en a la capacité à ce jour au regard de sa charge prévue.

La réorganisation de la collecte sur cette partie d'Hennebont permettrait de réorienter environ 1100 habitants (recensement INSEE), soit environ 2 200 Eq-hab (base de calcul retenue dans l'étude de zonage d'assainissement : ratio de 2 habitants par logement, charge par habitant égale à 1 Eq-hab (valeur européenne) = 60 g de DBO5/j).

Compte tenu de ces dispositions, l'incidence des rejets d'eaux usées peut être considérée comme nulle.

## Incidences sur l'air et le climat

### Émissions de polluants et de gaz à effet de serre (GES)

Le projet aura pour effet d'entraîner un accroissement de flux de véhicules à moteur (voir ci-après), une part probablement prépondérante des nouveaux habitants étant susceptibles de travailler à l'extérieur de la commune. Sa réalisation est susceptible de participer à l'accroissement des émissions de GES par le trafic routier, réserve faite des véhicules utilisés ou du lieu d'habitation antérieur des nouveaux arrivants.

Par ailleurs, l'ouverture à l'urbanisation engendrera des émissions de GES liées aux travaux d'aménagement et de construction, à la fabrication des matériaux de construction etc.

### Ilots de chaleur

L'urbanisation d'un terrain actuellement agricole aura pour effet d'accroître les surfaces susceptibles d'échauffement (voiries, toitures, murs etc.). Toutefois, dans le contexte local à dominante naturelle et compte tenu par ailleurs des dispositions du règlement et de l'OAP sur la préservation d'espaces libres et la végétalisation de la zone, le risque de formation d'îlot de chaleur paraît réduit à l'échelle de la zone. La tendance actuelle au goudronnage ou à la minéralisation d'une proportion croissante des jardins privés, quelles que



soient les dispositions du PLU en la matière, peut toutefois créer des effets d'échauffement marqué à l'échelle de la parcelle.

## Incidences sur les déplacements

La réalisation du projet générera des flux de voitures à proportion de la nouvelle population accueillie, principalement en direction du sud (vers Lochrist, Hennebont, RN 24) et du sud-ouest (vers l'agglomération de Lorient).

Les flux vers le sud transiteront par la **D 145**, qui fait l'objet d'un projet de réaménagement visant notamment à faciliter les circulations douces et à améliorer son environnement paysager entre Inzinzac et l'entrée nord de Lochrist. Si les caractéristiques de cette voie permettent un bon écoulement du trafic jusqu'à l'entrée de Lochrist, le pont de Lochrist constitue un goulot d'étranglement aux heures de pointe, y compris pour les bus qui partagent la voie avec les voitures, et la réalisation du projet participera à accentuer la saturation aux pointes de trafic du matin et du soir.

Les flux vers le sud-ouest s'écouleront par des **voies communales** étroites et souvent sinueuses, notamment sur le territoire d'Hennebont. Ces caractéristiques géométriques ne sont pas favorables à la vitesse, mais l'itinéraire, qui requiert une certaine vigilance, écoule correctement le trafic avec seulement des ralentissements ponctuels à l'insertion sur la D 769b et les incidences du projet ne devraient pas y être pénalisantes. On rappellera que même si cette route est couramment perçue comme « dangereuse », il n'y a été relevé aucun accident mortel sur les dix dernières années.

Il ne paraît pas judicieux de renoncer à répondre au besoin de création de logements à Inzinzac pour un motif de trafic routier car aujourd'hui, quel que soit le territoire, l'accueil de nouveaux habitants va de pair avec l'accueil de véhicules supplémentaires sur les infrastructures dédiées. Refuser une augmentation relative du trafic sur les routes d'Inzinzac reviendrait à refuser purement et simplement l'installation de nouveaux habitants, dans un contexte où il est déjà de plus en plus difficile et coûteux d'accéder au logement en Bretagne sud. L'enjeu est plutôt, à ce stade, d'encourager au maximum les **alternatives aux déplacements motorisés**, ce qui est engagé localement : les aménagements de liaisons actives en cours relèveront effica-

cement le nouveau quartier aux services du bourg d'Inzinzac, à la plaine du Gorée et, au-delà, à l'agglomération de Lochrist ; en outre, si la fréquence des transports collectifs pourrait être augmentée, il n'en demeure pas moins que l'arrêt de bus Le Gorée directement lié au futur quartier est desservi par une ligne de bus régulière (n° 14) qui mène à Hennebont, Lanester et Lorient, où se concentrent les équipements commerciaux, scolaires et culturels.

## Incidences sur les paysages

Le projet aura pour effet d'artificialiser notablement l'aspect d'un terrain qui présente actuellement un aspect de parcelle agricole entourée d'une ceinture boisée. Toutefois, le projet sera **peu ou non visible** depuis son environnement situé au-delà de la ceinture boisée :

- aucune visibilité depuis la route du Temple, en raison de la topographie et de la présence d'arbres formant écran.

- aucune visibilité non plus depuis la route de Lochrist (D 145), du fait de la présence d'un écran arboré compact.

Le projet sera visible seulement depuis sa lisière nord, qui était en cours d'urbanisation en 2022.

Au-delà de la parcelle d'implantation et de sa bordure nord, l'impact paysager du projet peut donc être considéré comme très faible à nul.

## Incidences sur les usages par le public

En l'absence d'usages actuels, le projet n'aura pas d'incidences négatives. Il pourra en revanche avoir des incidences positives pour le public au travers de l'aménagement de nouveaux cheminements.

# 5. Mesures d'évitement/réduction/compensation des incidences négatives

Il a été retenu diverses mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les incidences dommageables du projet d'extension d'urbanisation sur l'environnement. Certaines de ces mesures ont été introduites au cours du processus itératif de l'évaluation environnementale.

## Milieus naturels

### Mesures d'évitement

Afin d'éviter tout dommage aux lisières boisées ainsi qu'aux talus arborés entourant le site, l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) définit une frange inconstructible tout le long des boisements entourant le site, en précisant que cette notion d'inconstructibilité s'étend aux installations et travaux divers, donc aussi aux espaces de stationnement, remblais, déblais ou clôtures.

En outre, les cheminements nécessitant des traversées de zones humides seront réalisés sous forme de platelages permettant d'éviter toute altération du milieu naturel.

Les dispositions du PLU permettent de réaliser l'ensemble du projet sans incidence, y compris temporaire ou indirecte, sur l'état de conservation des boisements et talus arborés environnants.

### Mesures de réduction

L'OAP prévoit qu'un espace de l'ordre de 500 à 1000 m<sup>2</sup> soit laissé à l'état naturel, pour servir d'aire naturelle de jeux à l'extrémité sud du site et en contact avec l'espace naturel du vallon situé en contrebas.

### Mesures de compensation

Même s'il n'a pas été identifié d'incidence appelant des mesures de compensation au sens strict en matière de milieux naturels, l'obligation de réaliser un réseau de talus arborés hors parcelles privatives à l'intérieur de la zone

à aménager devrait permettre de réimplanter un maillage bocager qui avait disparu ici depuis le remembrement de 1960.

## Faune

### Mesures d'évitement

Les mesures présentées ci-dessus concernant les milieux naturels valent aussi pour les espèces qui leur sont associées. Ceci concerne en particulier l'avifaune qui se reproduit autour du site et pourra continuer de le faire tout en s'alimentant sur les parties non construites (bande périphérique, talus arborés à créer, espaces verts internes).

Par ailleurs, la population de blaireaux installée dans la friche au sud du site devra être capturée puis relâchée dans un habitat favorable sur le territoire communal, par exemple dans la partie publique des bois de Trémelin. Une autre option peut consister à éloigner les blaireaux à l'aide d'un répulsif puis à empêcher leur retour par obturation des terriers. Ces animaux devraient pouvoir se déplacer vers un autre site en suivant les continuités boisées qui bordent le projet.

### Mesures de réduction

Les dispositions du PLU ont été adaptées de manière à réduire dans toute la mesure du possible les incidences du projet sur les chiroptères. C'est ainsi que l'OAP prévoit la protection d'une bande verte périphérique, en précisant comme vu plus haut que cette notion d'inconstructibilité s'étend aux installations et travaux divers, donc aussi aux espaces de stationnement, remblais, déblais ou clôtures.

Les dispositions du règlement applicables aux clôtures (art. AU6) demandent par ailleurs la réalisation de clôtures végétales, ou d'aspect bois à claire-voie, de manière à favoriser la reproduction, l'alimentation et les déplacements de la faune sauvage.

En ce qui concerne la préservation de la «trame noire», c'est à dire le maintien de zones non éclairées favorables à la vie des espèces nocturnes, l'Orientation d'aménagement et de programmation «Nature en Ville» prévoit de «réduire la pollution lumineuse en choisissant des réverbères dirigés vers le sol, en ciblant uniquement les zones pertinentes à éclairer, en réduisant les temps de fonctionnement, en préférançant les ampoules jaunes, en évitant les éclairages au sol au profit de poteaux à mi-hauteur, réfléchissants et équipés de systèmes d'auto-détection».

## Incidences sur le milieu aquatique

### Mesures d'évitement

Comme vu précédemment, les dispositions du projet de règlement du PLU applicables au secteur étudié (article G2 notamment) concernant la gestion des **eaux pluviales** permettent d'envisager des incidences nulles sur le milieu aquatique et le milieu naturel d'une façon générale. Ce point sera toutefois à vérifier une fois connues les caractéristiques du projet, notamment les surfaces imperméabilisées et les dispositifs prévus pour gérer les eaux pluviales.

En ce qui concerne les **eaux usées**, compte tenu du raccordement au réseau collectif, on a vu plus haut que les incidences peuvent être considérées comme nulles pour autant que la capacité de traitement de la station d'épuration soit augmentée pour prévenir les risques de dépassement, ce qui constitue un **point de vigilance** particulièrement important.

## Incidences sur l'air et le climat

### Mesures de réduction

Les dispositions du règlement (article AU6) visant à endiguer l'emploi du parpaing et du plastique pour les clôtures, et à favoriser les haies végétales ou les clôtures en bois, vont dans le sens d'une réduction des émissions de GES (ainsi que, en ce qui concerne les clôtures en plastique, de la réduction de la production de déchets non recyclables).

## Incidences sur les déplacements

### Mesures de réduction

Si la réalisation du projet d'urbanisation se traduira par une augmentation du trafic automobile, notamment dans la traversée de Lochrist, ce projet sera desservi dans de bonnes conditions par les bus ainsi que par des liaisons cyclables une fois les aménagements connexes réalisés. Ceci peut permettre de réduire les incidences sans pour autant les supprimer, d'autant que l'engorgement automobile aux heures de pointe réduit la vitesse commerciale des bus et donc l'attractivité de ce mode de déplacement.

## Incidences sur les paysages

### Mesures de réduction

Compte tenu des caractéristiques paysagères du site et de son environnement, les incidences du projet sur le paysage perçu depuis l'environnement extérieur seront très faibles. Toutefois, le paysage perçu depuis la parcelle d'implantation du projet sera fortement artificialisé par l'urbanisation. Les dispositions de l'OAP visant la création d'un réseau bocager dans le nouveau tissu urbain permettront d'alléger notablement cet effet d'artificialisation, si les talus végétalisés sont correctement conçus et réalisés et si la qualité des clôtures est bien contrôlée.

## Incidences sur les usages par le public

Il n'existe pas actuellement d'usages du site et de son environnement naturel par le public. Toutefois, l'OAP demande la réalisation de cheminements, dans le double but de permettre des raccordements à des cheminements existants ou programmés (sentiers piétonniers, voies cyclables) et de faciliter l'accès des habitants aux espaces naturels, dont certains sont publics et pourront donc être rendus accessibles. Si ces mesures n'entrent pas au sens strict dans les rubriques «éviter / réduire / compenser», elles participeront à améliorer les conditions de déplacement des habitants actuels et futurs.

## 6. Indicateurs et modalités de suivi

Les indicateurs environnementaux les plus pertinents, s'agissant d'évaluer les incidences des nouvelles dispositions d'un PLU, sont ceux qui permettent de vérifier si les ambitions environnementales des OAP et du règlement ont bien été prises en compte jusqu'au stade de la réalisation des aménagements, qu'il s'agisse des espaces publics ou des constructions et aménagements sur terrains privés.

Dans cette perspective, il est proposé de mettre en œuvre six indicateurs de suivi :

Thèmes	Indicateur	Rappel de l'objectif
Biodiversité, paysage, climat, eau	Linéaire de talus arborés réalisés à l'intérieur de la zone	Création d'un maillage bocager hors parcelles privées, relié aux espaces naturels périphériques
Biodiversité, paysage, climat	Bon état de la bande naturelle périphérique (absence d'aménagements, de dépôts...)	Protection contre toute forme d'aménagement
Climat, eau	Respect du coefficient de pleine terre sur parcelles privées	Coefficient de 30 % minimum
Biodiversité, paysage, climat	Végétalisation et perméabilité des clôtures	Privilégier les clôtures végétales et garantir la perméabilité à la petite faune
Eau	Absence d'écoulements directs d'eaux pluviales vers le milieu naturel	Pas de rejets directs
Déplacements	Réalisation des cheminements doux prévus par l'OAP	Création de cheminements vers le NO, le NE et le S.





## 7. Méthode de travail

### Inventaire écologique

Les visites de terrain consacrées aux recherches naturalistes ont eu lieu les 2 mai, 12 mai, 7 juin et 16 août 2022. Une sortie a été effectuée en début de nuit pour la recherche d'espèces crépusculaires ou nocturnes dans les emprises du projet ainsi que dans son environnement proche.

Les investigations sur la végétation ont été réalisées avant et après la fauche de la parcelle cultivée en ray-grass, cette fauche étant intervenue peu avant le 12 mai.

L'avifaune nicheuse a été inventoriée en privilégiant la recherche et la cartographie des mâles chanteurs. Les mammifères hors chiroptères ont été recherchés par divers indices de présence. Les reptiles ont été recherchés à vue, ainsi que par la méthode des plaques de chauffe. Une plaque en caoutchouc noir a été installée et relevée à trois reprises.

Compte tenu des caractéristiques du site, notamment au regard des habitats naturels présents, il a été considéré que des investigations plus approfondies et éventuellement étendues à l'ensemble de l'année ne seraient pas susceptibles de révéler la présence d'autres espèces à caractère patrimonial, pouvant justifier d'adapter le projet en leur faveur.

En ce qui concerne les chiroptères, ils ont fait l'objet d'une recherche nocturne à l'aide d'un amplificateur d'ultrasons. Compte tenu du faible effectif détecté, il n'a pas paru utile d'aller au-delà dans les investigations, d'autant que le projet n'est pas susceptible de porter atteinte à des gîtes ni de perturber l'activité de chasse le long des lisières arborées.

### Démarche itérative

Les résultats des observations de terrain ont été communiqués rapidement aux services de Lorient Agglomération, de manière à ce que les préconisations basées sur ces données puissent être intégrées le plus tôt possible dans les nouvelles dispositions du Plan local d'urbanisme.

Les premières conclusions et préconisations de l'évaluation environnementale ont été présentées en mairie le 9 juin 2022. Elles ont permis d'alimenter le travail de conception de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) applicable au secteur étudié. Les échanges se sont poursuivis par la suite, notamment sur la question de la gestion des eaux pluviales.

Enfin, l'évaluation environnementale a été modifiée pour prendre en compte des observations formulées par la MRAE (Mission régionale d'autorité environnementale) ou exprimées par des habitants à l'occasion de l'enquête publique.



## II - AUTRES DISPOSITIONS DU PLU

On trouvera ci-après, en vis-à-vis, les nouvelles dispositions du PLU et les commentaires de l'évaluation environnementale, dans certains cas présentés sous la forme de tableaux mettant en évidence les incidences favorables, neutres ou négatives que l'on peut en attendre.

INCIDENCES POTENTIELLES	
Incidences favorables	
Incidences nulles ou neutres	
Incidences défavorables	



## A. Ajustements opérés au sein du Lexique

Il s'agit de précisions et éclaircissemements apportés à des définitions de termes. et visant à faciliter la compréhension et l'application des règles.

## B. Ajustements opérés dans la section *Généralités*

### 1. Chapitre D, B-Protection du patrimoine naturel et paysager.

Un paragraphe *Inventaires et protections* est créé afin de rappeler les secteurs naturels faisant l'objet d'autres protections réglementaires que le PLU sur le territoire (concerne la Znieff de type II du bois de Trémelin, la zone Natura 2000 « Chiroptères du Morbihan » ainsi que les zones de préemption au titre des Espaces naturels sensibles.

### 2. Chapitre D, B, Zones humides

La date d'approbation de l'inventaire des zones humides sur lequel se base le présent PLU est intégrée dans le paragraphe : « Les zones humides et les cours d'eau, répertoriés et validés par la délibération municipale du 13/05/2019, sont identifiés au règlement graphique. »

### 3. Chapitre E, I-Périmètres de projet

Dans un objectif de clarté, le paragraphe :

**Opération d'aménagement d'ensemble** : En application de l'article R151-21 du Code de l'Urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, l'ensemble du projet est apprécié au regard de la totalité des règles édictées.

est renommé et remplacé par :

**Division/lotissement en zones U et AU** : le PLU ne s'oppose pas à l'application du R151-21 : dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété

Dispositions dans l'ensemble sans incidences juridiques mais pouvant améliorer les modalités d'application des règles dans un sens plus favorable à l'environnement. Ainsi la définition de la notion de « clôture à claire-voie », précisant le rapport entre les pleins et les vides (2/3 - 1/3 ou 1/2 - 1/2 selon les zones), peut aider à éviter un contournement des règles.

Ce rappel n'a pas de portée juridique mais vise à une meilleure information sur les inventaires et protections applicables au territoire, ce qui ne peut qu'être favorable à la prise en compte de l'environnement par les projets.

Dispositions sans incidences juridiques mais facilitant la prise en compte de règles favorables à la préservation des zones humides.

Dispositions interprétatives sans incidences sur l'environnement.

ou en jouissance, l'ensemble du projet est apprécié au regard de la totalité des règles édictées par le plan local d'urbanisme.

#### 4. Chapitre E, II, Organisation de l'activité commerciale.

Le paragraphe : « Hors de ces centralités commerciales identifiées par le présent PLU, aucune nouvelle implantation commerciale n'est autorisée, à l'exception, et sous réserve des dispositions du règlement de chaque zone, de la restauration et l'hôtellerie, du commerce automobile et motocycle, du commerce et concession de bateaux de plaisance, du commerce de gros sans activité significative de commerce de détail et des points de vente liés à une activité de production située sur le lieu de production. »

devient :

Hors des centralités commerciales identifiées par le présent PLU, les nouvelles implantations d'activités relevant des destinations suivantes ne sont pas autorisées : commerce de détail seul ou avec artisanat commercial, cinéma, drives et points de retrait de marchandises commandées via internet, commerce de gros si activité significative de commerce de détail, points de vente liés à une activité de production (artisanale, agricole, artistique, industrielle...) déconnectés géographiquement des lieux de production. (Ne sont pas concernés notamment le commerce automobile et motocycle, et commerce ou concession de bateaux de plaisance).

**Rez-de-chaussée commerciaux.** Le second paragraphe est ainsi corrigé :

« La transformation de surfaces de commerce ou d'artisanat en rez-de-chaussée sur rue en une destination autre que ~~le commerce ou l'artisanat ou un équipement d'intérêt collectif~~ le commerce et l'activité de service ou un équipement d'intérêt collectif et service public est interdite. Cette prescription s'applique aussi lors de reconstruction ou de réhabilitation lourde, sauf en cas de création de locaux d'accès d'immeuble ; [...] »

#### 5. Chapitre E, IV, extension mesurée des habitations sans création de logement nouveau.

Le paragraphe entier est ainsi corrigé :

« Les extensions mesurées des habitations existantes sont autorisées dans la limite de :

Ces dispositions qui précisent et limitent les implantations commerciales interdites à l'intérieur des périmètres de centralité commerciale ne sont pas susceptibles d'incidences évaluables sur l'environnement.

• *Cas des extensions : 50% de l'emprise au sol totale des constructions existantes à destination d'habitation sur l'unité foncière à la date d'approbation du premier PLU (11/09/2007) à la date de référence et 50m² d'emprise au sol.*

• *Cas des annexes : 40m² par unité foncière ;*

• *Cas des piscines : pas de restriction 60m² d'emprise au sol, abords imperméabilisés compris (margelle notamment).*

*L'extension mesurée peut se faire en une seule ou plusieurs fois, pourvu que la surface de plancher l'emprise au sol générée cumulée n'excède pas le ratio défini ci-dessus. Quel que soit le projet d'extension mesurée (extension, annexe, piscine), la date de référence pour l'emprise au sol autorisée est la date d'approbation du premier PLU (11/09/2007) ou, si elle est ultérieure, la date de construction de l'habitation faisant l'objet du projet d'extension mesurée.*

C. Ajustements opérés dans la section Dispositions applicables à l'ensemble des zones

1. **article G1.** Le paragraphe relatif au secteur tramé Protection de captage d'eau potable indique désormais : « En parallèle des zonages mis en place par le PLU (A, N, U, AU), les parcelles impactées par des périmètres de protection au titre des captages d'eau potable de Kersalo et Langroise peuvent faire l'objet de prescriptions limitant les occupations du sol permises par le PLU, en vertu de l'arrêté du 12 novembre 2001 auquel il convient de se référer. Celui-ci est annexé au présent PLU. Les parcelles concernées font l'objet d'une trame spécifique visible sur le Règlement graphique du PLU. »

2. **article G2, VI-Eaux pluviales.** Le paragraphe est corrigé comme suit, afin notamment d'exclure les annexes de moins de 30 m² des contraintes de mise en place d'un système de récupération des eaux pluviales :

« Tout projet de construction ou de rénovation de construction existante, à l'exception des extensions de constructions et des annexes dont l'emprise au sol est inférieure à 30 m², doit réutiliser ou, en cas de surplus, infiltrer les eaux pluviales et peut présenter pour ce faire les dispositions nécessaires suivantes : [...] »

Ces dispositions précisent les conditions de recevabilité des extensions, dans des conditions conformes à la jurisprudence.

La disposition relative à la limitation de l'emprise au sol des piscines va dans le sens d'un renforcement de la protection de l'environnement.

INCIDENCES POTENTIELLES			
cons. d'espace / sols	habitats, faune, flore	ressource en eau	
climat	énergie, déchets	risques et nuisances	
paysages, patrimoine	déplacements		

Ces dispositions renforcent la protection des périmètres de protection des captages d'eau potable.

INCIDENCES POTENTIELLES			
cons. d'espace / sols	habitats, faune, flore	ressource en eau	
climat	énergie, déchets	risques et nuisances	
paysages, patrimoine	déplacements		

Pas d'incidences significatives.

Par ailleurs, dans le but d'améliorer la gestion des eaux pluviales, la disposition suivante est complétée :

« Les allées de garages, voies carrossables privées et aires de stationnement (à l'exception des aires de stationnement des poids lourds, et des aires aménagées au-dessus de locaux souterrains), sont réalisés en matériaux drainants.

**3. article G4.** Afin de mieux prendre en compte la préservation du patrimoine bâti dans l'implantation des projets, l'article est complété par la disposition suivante :

Un recul pourra être autorisé ou imposé pour préserver un élément du patrimoine bâti ou naturel de qualité, ou un muret existant assurant déjà une continuité bâtie sur voie.

**4. article G5.** Afin de mieux prendre en compte la topographie qui peut parfois justifier des adaptations des gabarits des projets par rapport au terrain sur lequel ils s'implantent, la disposition suivante est ajoutée :

Pour des raisons justifiées d'intégration des projets sur des terrains dont la pente moyenne excède 10%, un gabarit d'un niveau supplémentaire par rapport au maximum fixé dans la zone concernée est autorisé.

**5 article G6-Clôtures.** Le paragraphe est complété pour une plus grande clarté des règles :

« Les obligations de clôture à claire-voie, lorsqu'il y en a, ne s'appliquent pas aux éventuels portails ou portillons. »

« Les clôtures végétales sont autorisées en toute zone. »

(dans un souci de pédagogie, la première disposition est dupliquée dans les règlements de zones A, N, U, AU.)

Le paragraphe est aussi complété pour mieux prendre en compte la petite faune des jardins lors de la réalisation de clôtures :

« Les clôtures en limites séparative doivent être réalisées de façon à permettre le passage de la petite faune. »

Incidences très positives de ces mesures limitant l'artificialisation, si elles sont respectées.

INCIDENCES POTENTIELLES		
cons. d'espace / sols	habitats, faune, flore	ressource en eau
climat	énergie, déchets	risques et nuisances
paysages, patrimoine	déplacements	

Incidences paysagères positives.

Pas d'incidences significatives.

Incidences environnementales positives de ces mesures sur les clôtures, si elles sont respectées.

INCIDENCES POTENTIELLES		
cons. d'espace / sols	habitats, faune, flore	ressource en eau
climat	énergie, déchets	risques et nuisances
paysages, patrimoine	déplacements	



Cette dernière disposition était présente dans l'OAP thématique Nature en ville ; son ajout dans le règlement permet de la rendre applicable aux demandes d'autorisation d'urbanisme dans un rapport de conformité.

**6. article G7.** la disposition suivante est ajoutée : « *Tout arbre abattu doit être remplacé.* »

**7. article G8-III.** Le terme « *surface de plancher* » est remplacé par « *surface de vente* » dans le tableau relatif au calcul du nombre de stationnements voitures pour les commerces.

**D. Ajustements concernant les zones naturelles et agricoles**

**articles N5-II et A5-II.** La disposition : « *Les extensions ne doivent pas dépasser le gabarit du volume principal ; leur gabarit maximal absolu est fixé à 3 niveaux.* » devient : « *Les extensions doivent s'inscrire dans un gabarit maximal de 3 niveaux.* »

**E. Ajustements concernant les zones urbaines et à urbaniser**

**1. articles U4 et AU4.** La modification du PLU ajuste l'alternative prévue aux règles d'implantation en zone Urbaine (Ua et Uba/b/c) afin de reconnaître comme pertinente et autorisée l'implantation d'une construction par un autre volume que le volume principal, ce type d'implantation pouvant contribuer à minimiser les ombres portées d'une parcelle sur l'autre tout en s'intégrant dans l'environnement bâti. La règle de-vient ainsi :

« *lorsque la configuration de l'unité foncière ne permet pas d'implantation par rapport aux voiries et emprises publiques (parcelle divisée en second rang par exemple), il n'est pas fait application des règles suivantes ; ~~le volume principal~~ l'un des volumes de la construction doit cependant être implanté sur au moins une limite.* »

*articles U4-II et AU4-II.* La disposition suivante est supprimée : « *Les annexes doivent être implantées sur au moins une limite de la parcelle sauf si la construction principale est déjà implantée sur une des limites du terrain.* »

Incidences très positives sur l'environnement.

Pas d'incidences significatives.

Pas d'incidences significatives.

Pas d'incidences significatives.

En effet, dans certains cas, tels que la réalisation de piscines, il n'apparaît plus souhaitable de contraindre les projets à une implantation de limite.

**2. articles U5-1 et AU5-1.** La disposition suivante est complétée : *Les constructions à destination d'habitation doivent respecter un gabarit minimal de 2 niveaux.*

articles U5-11 et AU5. Les dispositions : « *Les extensions au sol ne doivent pas dépasser le gabarit du volume principal. Les extensions en surélévation s'inscrivent dans les gabarits définis pour les constructions nouvelles.* » deviennent : « *les extensions (au sol comme en surélévation) doivent s'inscrire dans le gabarit fixé pour les constructions nouvelles.* ».

**3. articles U8 et AU8.** Le paragraphe relatif au stationnement des véhicules est remanié afin de permettre de créer des stationnements non proches de la voie dans le cas de configurations de parcelles particulières (en second rang par exemple), et d'intégrer la possibilité qu'un volume de garage puisse aussi accueillir dans le même volume d'autres fonctions (cuisine, chambre), indissociables de la maison et justifiant son accroche indispensable au volume principal. Le paragraphe devient :

« Pour les habitations individuelles :

- En secteurs Uba/b/c, les stationnements des véhicules non couverts sont cantonnés dans une bande de 0 à 6 m par rapport à la voie ou emprise publique.
- les volumes exclusivement dédiés au stationnement s'implantent dans une bande de 0 à 6 m par rapport à la voie ou emprise publique
- Lorsque la configuration de l'unité foncière ne permet pas ou ne rend pas pertinente une implantation par rapport aux voiries et emprises publiques telle que prescrite (parcelle divisée en second rang ou à l'angle de deux voies, implantation de la construction existante à distance de la voirie, par exemple), il n'est pas fait application des règles précédentes
- La hauteur maximale est fixée à 3 m pour les carports
- Architecture : les volumes présentent des toitures plates ou de pentes inférieures à 25°. Par ailleurs, l'utilisation de bâches ou de tôles est proscrite. »

Pas d'incidences significatives.

Pas d'incidences significatives.

Pas d'incidences significatives.

**4. article U11.** Le paragraphe disposant des occupations du sol interdites est ainsi remanié, afin de permettre l'installation d'entreprises de location de caravanes en zone d'activité par exemple :

« *En tout secteur, sont notamment interdites les occupations et utilisations du sol suivantes : (...)*

- *La création de terrains aménagés pour le camping ou le stationnement de caravanes permanentes ou saisonniers, ainsi que les aires naturelles de camping et les parcs résidentiels de loisirs ; (...)*

- *le stationnement de caravanes quelle qu'en soit la durée »*

**F. Ajustements du règlement graphique**

**1. Règlement graphique complémentaire Paysage et Patrimoine.**

Un linéaire bocager à protéger, ne correspondant pas ou plus à une haie dans la réalité, est retiré du document graphique.

**2. Règlement graphique principal.**

Le zonage Uba à l'ouest du secteur des Forges de Lochrist, en bord de Blavet, devient un zonage Ubl, lequel permet notamment, outre l'habitation et les activités compatibles avec l'habitat, l'ouverture de terrains aménagés pour le camping.

Ces possibilités restent soumises aux éventuelles limites fixées par les Servitudes d'utilité publique ou encore par le Plan de Prévention des Risques d'inondation.

Pas d'incidences significatives.

Pas d'incidences.

Les possibilités d'aménagement pour le camping ne concernent qu'un espace très réduit (1200 m²) et déjà artificialisé (ancienne dalle industrielle), enclavé entre des terrains construits. Il convient toutefois de prendre en compte le risque d'inondation (y compris pour la voie d'accès) ainsi que la proximité (100 m) d'une importante colonie de chiroptères classée site Natura 2000.

INCIDENCES POTENTIELLES			
cons. d'espace / sols	habitats, faune, flore	ressource en eau	
climat	énergie, déchets	risques et nuisances	
paysages, patrimoine	déplacements		

### 3. Règlement graphique principal.

La zone 1AUa au sud du secteur du Goré, destinée initialement à recevoir 15 à 20 logements, est supprimée au profit d'un zonage Aa. Cette suppression s'accompagne de la suppression de l'emplacement réservé n°11 qui avait pour objet l'accès routier à ce secteur d'urbanisation.

Incidences favorables à l'environnement, permettant notamment de conforter l'espace naturel maintenu entre Inzinzac et Lochrist.